

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

III

JX
3
A6

DIPLÔMATIQUES
ARCHIVES

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME TROISIÈME

6^e ANNÉE

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1866

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

I

PREMIÈRE PARTIE.

DOCUMENTS RELATIFS AU CONFLIT ENTRE L'AUTRICHE,
LA PRUSSE ET L'ITALIE.

(SUITE ¹.)

PRUSSE.

Dépêche confidentielle de M. de Bismarck, ministre de Prusse
à Saint-Petersbourg, au baron de Schleinitz, ministre des
affaires étrangères de Prusse, sur la nécessité de réformer la
Constitution de la Confédération germanique.

Saint-Petersbourg, le 12 mai 1859.

Monsieur le Baron, depuis les huit années que j'ai passées aux
affaires à Francfort, le résultat de toutes mes expériences m'a donné

1. Voir *Archives*, 1866, tome II, page 359.

la conviction intime que l'organisation actuelle de la Confédération est pour la Prusse, en temps de paix, une charge, et, aux époques critiques, un lien des plus dangereux, sans nous assurer pour cela les mêmes compensations que l'Autriche en retire, tout en conservant une indépendance relativement beaucoup plus grande. Les deux grandes puissances ne sont pas jugées de la même manière par les Princes et les gouvernements des États moyens. L'interprétation du but et des lois de la Confédération se modifie selon les besoins de la politique autrichienne.

Votre connaissance des choses me permet de m'abstenir d'entrer dans d'autres détails relativement à l'histoire de la politique fédérale depuis 1850 ; je me borne donc à citer, à l'appui de mon opinion, le rétablissement de la Diète, la question de la flotte allemande, les conflits douaniers, la législation en matière de commerce, de presse et de Constitution, la question des forteresses fédérales de Rastadt et de Mayence, enfin les questions de Neuchâtel et d'Orient. Constamment nous nous sommes trouvés en face de la même majorité compacte et du même parti-pris de sacrifier la Prusse. Dans la question d'Orient, l'influence de l'Autriche primait tellement la nôtre, que même les désirs et les sympathies des gouvernements confédérés, réunis aux efforts de la Prusse, n'ont réussi qu'à lui opposer une faible barrière. A cette époque, presque tous nos confédérés nous ont fait entendre, ils nous ont même déclaré ouvertement « qu'ils seraient hors d'état de maintenir la fédération, si l'Autriche voulait agir pour son propre compte, bien qu'il ne fût pas douteux que notre politique pacifique ne fût conforme au droit fédéral et aux vrais intérêts de l'Allemagne. »

Telle était, alors du moins, l'opinion de presque tous les Princes confédérés. Sacrifieraient-ils jamais dans la même mesure leurs propres intérêts ou leurs sympathies aux besoins, voire à la sûreté de la Prusse ? Non, assurément, car leur attachement à l'Autriche repose essentiellement sur certains intérêts qui leur commandent comme base durable de leur politique commune l'union contre la Prusse et la résistance contre le développement de l'influence et de la puissance prussienne.

Le développement des affaires fédérales, l'Autriche en tête, voilà le but naturel de la politique des Princes allemands et de leurs ministres ; à leur sens, elle ne peut réussir qu'aux dépens de la Prusse, et sera nécessairement dirigée contre la Prusse, aussi longtemps que celle-ci ne voudra pas se borner à la tâche utile de garantir ses confédérés contre une trop grande prépondérance de l'Autriche et de supporter, avec une patience qui ne se dément pas et avec une soumission entière aux vœux de la majorité, la disproportion existant entre ses devoirs et ses droits vis-à-vis de la Confédération. Cette tendance de la politi-

que des États secondaires se manifesterà après chaque mouvement en Allemagne avec la persistance de l'aiguille aimantée, car ce n'est pas le résultat de certaines circonstances ou de principes représentés par certaines individualités, mais le résultat naturel et nécessaire des rapports qui unissent les États secondaires à la Confédération. Nous n'avons aucun moyen de nous arranger avec eux d'une façon durable et satisfaisante dans les limites posées par les traités fédéraux.

Depuis que nos confédérés ont commencé, il y a neuf ans, et sous la direction de l'Autriche, à fouiller dans l'arsenal, jusqu'ici négligé, des lois fondamentales de la Confédération, pour en faire sortir des principes favorables à leur système; depuis que les dispositions de ces lois, qui ne peuvent avoir un sens qu'autant qu'elles sont basées sur l'entente entre la Prusse et l'Autriche, ont été exploitées par eux dans le but d'entraver la politique de la Prusse, nous avons dû constamment souffrir de la situation pénible qui nous est faite par l'organisation fédérale et par son développement historique. Mais nous nous disions que nous pouvions, au milieu d'un état de choses tranquille et normal, atténuer ces inconvénients par une conduite prudente, sans cependant être à même d'y remédier complètement. Dans des temps difficiles comme aujourd'hui, il est bien naturel que la partie opposée, qui jouit de tous les avantages qu'offre l'organisation fédérale, admette que bien des abus aient été commis, mais déclare, au nom de l'intérêt général, que le moment est tout à fait inopportun pour discuter les choses du passé et s'occuper des dissensions intestines qui se sont produites. Mais, pour nous, une occasion comme l'occasion actuelle ne se présentera peut-être plus de sitôt et nous serons encore réduits à nous dire que dans les temps ordinaires il n'y a rien à changer à la situation.

S. A. R. le Prince Régent a pris une attitude qui a l'approbation sans partage de tous ceux qui sont à même de juger la politique prussienne, et dont le jugement n'est pas obscurci par des passions de parti.

C'est cette attitude que cherchent à troubler une partie de nos confédérés par des conseils pleins d'exaltation et d'imprudence : si les hommes d'État de Bamberg se laissent si inconsidérément entraîner par les premiers cris de guerre poussés par l'opinion publique du jour, opinion sans cesse changeante et dépourvue de jugement, ils le font peut-être avec l'arrière-pensée consolante qu'un petit État peut toujours facilement changer de couleur dans les moments critiques.

Mais s'ils veulent se servir de l'organisation fédérale pour exploiter une puissance comme la Prusse; si l'on prétend nous faire sacrifier nos corps et nos biens à la sagesse politique et au besoin d'action des gouvernements à l'existence desquels notre protection est indispensa-

ble ; si ces États veulent nous diriger, et s'ils s'appuient, dans ce but, sur des théories de droit fédéral dont la reconnaissance impliquerait l'annihilation de toute autonomie politique de la Prusse, alors mon avis est qu'il serait opportun de nous rappeler que les chefs qui prétendent nous faire obéir servent d'autres intérêts que les nôtres, et que la question allemande, dont ils parlent tant, est interprétée par eux de telle manière, qu'elle ne saurait être en même temps une question prussienne.

Je vais peut-être trop loin, en exprimant l'opinion que nous devrions saisir toute occasion légitime que nous offrent nos confédérés pour arriver à cette révision de nos relations réciproques, indispensable à la Prusse pour vivre en des rapports durablement établis avec les États secondaires de l'Allemagne. Je crois que nous devrions relever le gant avec empressement et envisager moins comme un malheur que comme un nouveau pas dans la voie de l'amélioration, lorsque à Francfort une majorité prend une décision dans laquelle nous voyons une dérogation à sa compétence, une modification arbitraire du but de la Confédération et une atteinte au pacte fédéral. Plus la violation paraît flagrante, mieux cela vaut. Nous ne retrouverons pas de sitôt en Autriche, en France et en Russie, des conditions aussi favorables pour arriver à une amélioration de notre position en Allemagne, et nos confédérés sont en bon chemin de nous donner l'occasion légitime de le faire sans qu'il soit besoin de stimuler leur arrogance.

La *Gazette de la Croix* elle-même, ainsi que je le vois par son numéro de dimanche, s'émeut à la pensée qu'une majorité siégeant à Francfort puisse sans plus de façon disposer de l'armée prussienne. Et ce n'est pas dans ce journal seulement que j'ai remarqué avec inquiétude l'influence exclusive que l'Autriche a su s'assurer dans la presse allemande par des manéges très-habiles et par la manière dont elle sait manier cette arme. Sans cette influence, la prétendue opinion publique n'aurait pu être excitée à ce degré ; je dis la prétendue opinion publique, car le gros de la population n'est jamais porté à la guerre, à moins que des maux réels et de grandes souffrances ne l'y poussent. Les choses en sont venues au point qu'aujourd'hui il n'y a presque plus de journal prussien qui ose, sous le couvert des idées de la grande patrie allemande, arborer le drapeau du patriotisme prussien.

La poltronerie générale y joue un grand rôle, ainsi que l'argent, qui ne manque jamais à l'Autriche dans ces cas. La plupart des correspondants allemands écrivent pour vivre ; la plupart de nos journaux regardent surtout au produit matériel que donne leur feuille, et un lecteur intelligent peut facilement reconnaître dans quelques-uns d'entre eux s'ils viennent de recevoir une subvention de l'Autri-

che, s'ils l'attendent ou s'ils cherchent à s'en faire donner une en publiant quelques articles menaçants.

Je crois que nous pourrions modifier notablement l'opinion en inaugurant dans la presse un système de politique prussienne indépendante vis-à-vis des outrecuidances de nos confédérés. Peut-être se produira-t-il à Francfort des événements qui nous offriront à cet effet une occasion toute naturelle.

C'est en présence de ces éventualités que la sagesse de nos mesures de prudence militaire pourra s'affirmer dans d'autres directions encore, et consolidera notre position. Alors le sentiment prussien aura une influence aussi forte et peut-être plus féconde que la Diète. Lorsque nous serons liés avec nos compatriotes d'une façon plus étroite et plus pratique que nous ne l'avons été jusqu'à présent; alors seulement je lirai volontiers sur nos bannières, le mot « allemand » au lieu du mot « prussien »; il perd son prestige si on l'emploie à faux déjà maintenant en l'appliquant à la Confédération actuelle.

Je crains qu'en me voyant faire cette excursion épistolaire dans le domaine de mon ancienne activité, vous ne vous écriiez : *Ne sutor ultra crepidam*; mon intention n'était pas de faire un cours officiel, mais seulement de porter un jugement compétent sur la Confédération. Je vois dans nos affaires fédérales une maladie de la Prusse que tôt ou tard il nous faudra guérir *ferro et igni*, si nous ne nous y prenons pas à temps et à une époque favorable de l'année pour entreprendre une cure salutaire. Si aujourd'hui la Confédération était tout simplement dissoute, sans être remplacée par quoi que ce soit, je crois que déjà, sur la base de cette conquête négative, se créeraient bientôt entre la Prusse et ses voisins allemands des rapports meilleurs et plus naturels que ceux que nous avons eus jusqu'ici.

Signé : DE BISMARCK.

Note. — Nous reproduisons cette lettre quoiqu'elle remonte déjà à plusieurs années parce qu'elle est intéressante en ce sens qu'elle porte bien l'empreinte des idées dont le comte de Bismarck poursuit si énergiquement la réalisation depuis qu'il est au pouvoir.

La lettre date de l'époque où la Prusse avait ordonné la mobilisation de son armée, après les premières victoires des armées de la France et du Piémont, et où elle discutait stérilement à Francfort au sujet du commandement en chef des contingents fédéraux.

Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther.

Berlin, le 7 mai 1866.

Monsieur le baron, j'ai déjà eu occasion de vous communiquer, le 1^{er} de ce mois, la dépêche adressée par M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche au comte Karolyi, le 26 avril¹ dernier, et destinée à exposer les vues du cabinet de Vienne au sujet de la solution définitive de la question des duchés de l'Elbe. Cette dépêche a été depuis livrée à la publicité, et pour la première fois par des journaux viennois. Bien que l'espoir exprimé par le comte de Mensdorff au commencement de sa dépêche, espoir qu'il invoque pour soulever cette question, ne se soit pas encore réalisé, je ne veux cependant pas tarder davantage de faire connaître à Votre Excellence l'impression qu'un examen attentif des propositions autrichiennes a laissé dans l'esprit de S. M. le Roi, notre gracieux maître. Comme il n'est point dans nos intentions d'amener en ce moment un échange de dépêches destinées à préciser ou à justifier devant l'opinion publique nos points de vue respectifs, mais d'ouvrir les voies à un accord sérieux et sincère qui ne pourra être obtenu que par des communications confidentielles, je m'abstiendrai de répondre formellement à la dépêche du 26 avril, et je choisirai la forme d'une lettre confidentielle qui n'est pas destinée à être mise sous les yeux du ministre impérial.

J'ai déjà indiqué, dans ma dépêche du 1^{er} de ce mois, qu'à notre avis, le comte de Mensdorff s'est placé sur un terrain où nous ne saurions le suivre. Ce terrain n'est pas celui des traités de Vienne² et de Gastein³ qui présuppose le droit qu'avait le roi Christian IX de céder légitimement les duchés et admet, par suite, l'acquisition pleine et entière de ces duchés par les deux puissances allemandes. Nous ne voyons pas comment il pourrait y avoir encore place pour une décision de la Diète au sujet de la possession légitime du duché de Holstein. Pour notre part, nous nous en tenons à ces traités, et nous les considérerions comme violés si le Gouvernement Impérial entendait se soumettre à une décision prise par la Diète contre notre gré, relativement à nos droits communs sur les duchés. Nous ne pouvons pas reconnaître la compétence de la Diète dans cette question. Après que nous avons affirmé notre propre conviction au point de vue légal et trouvé une base solide fondée sur des traités internationaux, et si nous nous reportons aux propres expressions du cabinet de Vienne,

1. Voir *Archives*, 1866, tome II, page 400.

2. Du 30 octobre 1864. Voir *Archives*, 1864, tome IV, page 330.

3. Du 14 août 1865. Voir *Archives*, 1865, tome IV, p. 6.

à celles dont il s'est servi en écrivant le 10 janvier 1864 au ministre d'Autriche à Munich, il nous est impossible de croire que le Gouvernement Impérial veuille se mettre aujourd'hui en contradiction aussi flagrante avec la manière de voir qu'il témoignait alors en ce qui touche la compétence de la Diète. De même que nous ne pouvons abandonner à la Diète et à la majorité des Gouvernements allemands le soin de décider de cette question, de même nous n'avons nulle intention de transférer la part de droits qui nous a été acquise par la conquête et par traité, à un tiers qui ne nous assurerait aucun dédommagement pour les sacrifices que nous avons été obligés de faire pour l'acquisition de ces droits. Si le Gouvernement Impérial voulait, de son côté, disposer d'une autre manière de ses droits sur le gage commun, il nous trouvera toujours prêts à négocier à ce sujet. Une semblable négociation devrait avoir pour base les droits existants, les traités ayant accordé en commun aux deux puissances le droit de disposer des duchés, et cette disposition ne pouvant avoir lieu qu'en vertu d'un accord réciproque, accord expressément stipulé par la convention de Gastein. Nous invoquerons donc simplement notre droit clair et précis qui nous assure une part égale dans la cession consentie par le roi Christian ; nous n'élèverons pas de prétentions en raison des sacrifices plus considérables que nous avons été amenés à faire ; mais nos droits contractuels sur la part qui nous revient ne peuvent être atteints en quoi que ce soit par une décision fédérale. Nous ne pouvons négocier qu'avec l'Autriche seule au sujet de la solution ou des développements à donner à nos rapports de copossession. Ces négociations pourraient être facilitées si nous parvenions en même temps à réaliser avec le cabinet impérial une entente sur la réforme de la Constitution fédérale dont nous avons préparé les bases.

Aussitôt que Votre Excellence aura pu se convaincre dans ses pourparlers avec le comte de Mensdorff que le cabinet impérial est disposé à se prêter à une entente de ce genre, Elle pourrait assurer le Ministre des affaires étrangères de notre empressement à en faciliter les moyens. Je répéterai ici ce que j'ai déjà dit plus haut, que cette dépêche qui indique les conditions auxquelles une entente deviendrait possible, n'est pas destinée à être communiquée au Gouvernement Impérial, mais vous êtes autorisé à en donner confidentiellement lecture, en l'accompagnant des explications que vous jugerez nécessaires.

Signé : DE BISMARCK.

Décret royal du 19 mai 1866 relatif à la capture des navires marchands appartenant à l'ennemi.

Sur la proposition du Ministre d'État, je décide qu'en cas de guerre les bâtiments marchands, appartenant aux sujets d'un État hostile, ne sont point sujets à être capturés par mes vaisseaux de guerre, en tant que l'État hostile pratique la réciprocité. La décision ci-dessus n'est point applicable aux bâtiments qui seraient sujets à être amenés et capturés s'ils étaient navires neutres.

Le présent décret sera promulgué dans le *Recueil des lois*.

Signé : GUILLAUME.

Contre-signé : Comte DE BISMARCK-SCHOENHAUSEN,
DE BODELSCHWINGH, DE ROON, comte DE ITZEN-
PLITZ, DE MUHLER, comte DE LIPPE, DE SELCHOW,
comte DE EULENBURG.

WURTEMBERG.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres, 23 mai 1866.

Nobles et honorables messieurs,
Amés et féaux,

C'est en un moment plein de gravité que je me présente au milieu des fidèles États de mon Royaume pour ouvrir la Diète.

Les deux plus puissants États allemands sont prêts à combattre l'un en face de l'autre.

L'Allemagne, l'Europe, suivent avec anxiété le développement d'un conflit dont le dénoûment guerrier anéantirait les fruits d'une paix de cinquante ans.

J'ai fait et je continuerai à faire de persévérants efforts pour détourner de l'Allemagne cette calamité.

Pour que ce résultat soit atteint d'une manière durable, il faut que la question schleswig-holsteinoise soit résolue par la voie du droit et sans préjudice pour les intérêts de l'Allemagne, il faut que la Constitution fédérale soit appropriée aux circonstances, il faut que le peuple soit appelé, comme il convient, à coopérer à ses affaires communes et fédératives.

Je veux compter encore sur le maintien de la paix, mais si elle était violée, le devoir et l'honneur commanderaient de prendre parti pour le droit de la nation et de notre indépendance. Si nous restons fermement unis avec les autres États allemands qui partagent nos sentiments, nous surmonterons tous les dangers qui nous menacent.

Alors aussi je me souviendrai de mes devoirs relativement au développement intérieur du pays.

Mon Gouvernement vous demandera les crédits nécessaires.

Vous seconderez par votre dévouement patriotique mes efforts en faveur de la paix. Mais vous ne reculerez pas non plus devant les sacrifices à faire, dans l'intérêt d'une lutte en faveur de la prospérité de l'Allemagne et de la conservation du Wurtemberg.

Je compte fermement, sous ce rapport, sur le courage, le sentiment du droit et l'amour de la patrie du peuple wurtembergeois.

Que Dieu protège et bénisse notre chère patrie!

Dans la séance du même jour de la Chambre des députés, le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur ont présenté, après une chaleureuse allocution du président, un projet de loi autorisant le gouvernement à convoquer toute la *landwehr*, laquelle devra être appelée sous les drapeaux selon les besoins et pourra l'être même en vue des simples exercices militaires.

En outre, le ministre des finances et le ministre de la guerre ont soumis à la Chambre le projet d'un emprunt d'État de 7 700 000 florins, destinés à couvrir pendant six mois les frais qu'entraîneraient les préparatifs nécessaires pour mettre l'armée en état d'entrer en campagne.

Ces projets de loi ont été renvoyés à une commission spéciale de quinze membres.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Séance de la Diète germanique du 24 mai 1866.

Compte rendu officiel.

L'Assemblée fédérale reçoit communication d'une lettre de Sa Majesté l'Empereur de Russie, datée du 1^{er} avril dernier, et lui notifiant la délivrance de S. A. Impériale Madame la grande-duchesse Olga Feodorowna de Russie, d'un prince auquel a été donné le nom d'Alexandre.

Le Gouvernement royal de Hanovre déclare, relativement aux prétendues négociations engagées avec la Cour royale de Prusse, que l'on peut, eu égard à la conduite observée par lui de tout temps, nourrir la conviction qu'il a pleinement la conscience de ce qui, d'après les

lois fondamentales de la Confédération, constitue les droits et les devoirs des États confédérés, et que, même dans la situation actuelle, il observera consciencieusement ces devoirs.

Schaumbourg-Lippe se déclare prêt à verser des contributions au bénéfice de la Société d'histoire ancienne allemande.

Brême et Hambourg présentent des tableaux de statistique commerciale de l'année 1865, et Lubeck se déclare prêt à participer aux délibérations sur le projet d'une pharmacopée allemande commune.

Le Gouvernement grand-ducal d'Oldenbourg propose l'institution d'une instance austrégale relativement à la succession du Holstein¹; la motion est renvoyée au comité holsteinois.

La motion de la Bavière et de sept autres Gouvernements, touchant la sauvegarde de la paix fédérale, est acceptée à l'unanimité; le Gouvernement autrichien et le Gouvernement prussien² donnent l'assurance qu'ils déclareront dans un très-court délai sous quelles conditions ils seront prêts à ramener leurs troupes à l'effectif de paix.

Les Gouvernements de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, de la Hesse grand-ducale et de Nassau formulent la déclaration positive qu'ils remettront leurs troupes sur le pied de paix, aussitôt que les autres gouvernements feront de même³.

La motion relative à la sortie du Ducé de Limbourg de la Confédération germanique est renvoyée à un comité de cinq membres, lequel sera choisi *ad hoc*.

1. Voir ci-après, page 15.

2. Voir ci-après, page 15.

3. Le ministre (bavarois) vote pour la motion, et il est chargé en outre de déclarer que le gouvernement royal n'hésitera pas à ramener son armée à l'effectif de paix, aussitôt qu'entre les gouvernements d'Autriche et de Prusse une entente sera opérée relativement à la réduction au pied de paix de leurs forces militaires.

Le ministre (wurtembergeois) vote pour la motion et peut, connaissant les intentions de son très-haut gouvernement, s'associer à la déclaration formulée par le ministre de Bavière. Il doit faire observer en même temps que le gouvernement wurtembergeois en s'associant aux États qui ont présenté la motion, n'a fait que donner un témoignage de ses sentiments fédératifs et patriotiques.

Les déclarations de Nassau et du grand-duché de Hesse ne sont, en substance, que la reproduction de celles de la Bavière et du Wurtemberg.

Le Hanovre, après avoir donné son vote sur la motion, a fait remarquer « qu'il n'avait point armé. »

La Hesse électorale, se référant à son vote du 9 mai sur la motion saxonne, exprime de nouveau l'espérance qu'une entente s'opérera entre les deux grandes cours allemandes.

Déclaration faite par la quinzième curie (Oldenbourg, Anhalt et Schwarzbourg) dans la séance de la Diète du 24 mai 1866.

Le Représentant est chargé de déclarer pour Oldenbourg, que le Gouvernement grand-ducal entend principalement par les Gouvernements auxquels on propose d'adresser la question de savoir si et sous quelles conditions ils seraient prêts à désarmer, les gouvernements d'Autriche et de Prusse.

Or, ces deux Gouvernements n'appartiennent à la Confédération que que par une partie de leur territoire. Par suite, les résolutions de la Diète ne pourront avoir pour effet de faire réduire les forces des deux puissances au pied de paix, même dans les territoires des deux monarchies qui n'appartiennent pas à la Confédération germanique.

D'autre part, ce n'est qu'à cette condition qu'il semble possible au gouvernement grand-ducal d'acquérir des garanties suffisantes pour le maintien si désirable de la paix ; ce Gouvernement croirait donc se livrer à une pure illusion s'il considérait comme écarté le danger imminent d'une guerre intérieure, tant que les armements n'auront pas été ramenés au pied de paix dans toute l'étendue de la monarchie autrichienne et de la monarchie prussienne. Le Gouvernement grand-ducal ne peut donc adhérer à la présente proposition que dans l'espoir qu'il plaira aux hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse de rapporter aussi l'invitation qui doit leur être adressée à leurs territoires n'appartenant pas à la Confédération germanique.

PRUSSE.

Déclaration de la Prusse dans la séance de la Diète germanique du 24 mai 1866.

Le Gouvernement prussien aurait pris part volontiers à la proposition qui vient d'être présentée si elle avait été communiquée à temps. Il y adhère et fera connaître à ses confédérés, dans la prochaine séance, sous quelles conditions il peut ramener ses troupes au pied de paix.

Le Gouvernement royal a trouvé naturel que le Gouvernement autrichien et le Gouvernement saxon n'aient pas participé à la présentation de la proposition, puisque ce sont ces États qui ont armé les

premiers et qui ont donné l'impulsion à la série des armements auxquels a trait la présente proposition. Le Gouvernement royal aurait compris que le même sentiment eût amené l'abstention aussi du Wurtemberg.

La proposition aurait pris conformément aux faits, le caractère d'une interpellation adressée aux Gouvernements qui, les premiers, sans se souvenir de l'article 11 de l'acte fédéral et de l'article 19 de l'acte final de Vienne, ont fait des préparatifs pour se défendre eux-mêmes, et ont provoqué ainsi les armements purement défensifs de la Prusse, et par suite toute la tension de la situation actuelle.

Le Gouvernement royal, appréciant complètement les souffrances que l'attitude menaçante de plusieurs membres de la Confédération a déjà imposées à l'Allemagne, par la stagnation du commerce et de l'industrie, a pris à temps de son côté la voie par laquelle la guerre pourra être prévenue, et des garanties assurées pourront être données pour prévenir le retour de l'état de choses contre nature par suite duquel des Allemands se sont armés contre des Allemands. Il a proposé, le 9 avril, la convocation d'un Parlement allemand, dans la conviction que le Parlement assurera la paix.

Dans la coopération concordante des gouvernements et du peuple à la satisfaction des demandes légitimes de la nation, le conflit qui menace trouverait sa solution, et la paix fédérale ses plus fortes garanties. Il est devenu manifeste que les fractions du peuple allemand cherchent la conciliation de leurs intérêts et de leurs particularités par la voie pacifique, et qu'elles n'approuvent pas le développement des intérêts particuliers qui les séparent par la voie d'une politique de cabinet belliqueuse.

La prompte convocation du Parlement allemand sera donc le meilleur, peut-être l'unique moyen, d'éviter la guerre en dedans de la Confédération, et toutes les conséquences fatales pour la liberté et la sûreté de l'Allemagne qui s'y rattacheraient.

Le Gouvernement royal profite donc de cette occasion pour inviter de nouveau, d'une manière pressante et sérieuse, ses confédérés à épargner au peuple allemand la calamité d'une guerre intérieure en prenant une prompte décision sur la convocation d'une représentation du peuple allemand proposée par la Prusse le 9 avril¹.

1. Voir *Archives* 1866, tome II, page 382.

FRANCE.

Note du « Moniteur français » au sujet de la conférence proposée à l'Autriche, à l'Italie, à la Prusse et à la Confédération germanique par la France, la Grande-Bretagne et la Russie, en date du 25 mai 1866.

La France, l'Angleterre et la Russie, étant tombées d'accord pour s'efforcer de prévenir le conflit qui est près d'éclater en Allemagne et en Italie, ont pensé qu'afin de donner à leur démarche un caractère vraiment utile, elles devaient proposer d'ouvrir une Conférence en indiquant dès à présent les questions qui lui seront soumises. Ces questions portent sur l'Italie, les Duchés de l'Elbe et la réforme de la Constitution germanique. En conséquence, chacun des trois Gouvernements vient d'envoyer à ceux d'Autriche, de Prusse, d'Italie, et à la Confédération germanique, des lettres de convocation à une Conférence qui se réunira à Paris le plus promptement possible.

AUTRICHE.

Décret impérial ordonnant un emprunt forcé dans les Provinces vénitiennes, en date du 25 mai 1866.

Considérant que la loi du 5 mai 1866, aux termes de laquelle le Trésor public se charge des billets de banque de 1 et 5 florins n'est pas applicable au Royaume lombardo-vénitien, mais qu'il est conforme à l'équité aussi bien qu'aux nécessités publiques que ce Royaume contribue, dans une mesure proportionnelle à ses ressources, à couvrir les besoins financiers extraordinaires de l'État, je trouve bon d'ordonner, mon Conseil des Ministres entendu :

1° Il sera émis dans le Royaume lombardo-vénitien un emprunt forcé de 12 millions de florins, monnaie autrichienne. Les versements auront lieu en six termes mensuels égaux, commençant, pour les provinces de Vérone, d'Udine, de Padoue, de Trévise, de Rovigo et de Mantoue, à la fin de juin ; pour les provinces de Venise, de Vicence et Bellune, à la fin de juillet 1866, en monnaie métallique d'argent ou d'or, et, en ce qui concerne la dernière, au cours que l'administration déterminera chaque fois ;

2° La répartition de l'emprunt et le versement à l'État, conformément aux règles admises pour les contributions directes, auront lieu par province dans les proportions suivantes :

« Venise, 1 million 273 000 fl.—Vérone, 1 million 862 000 fl.—Udme, 1 million 321 000 fl. — Padoue, 1 million 830 000 fl. — Vicence, 1 million 841 000 fl. — Trévise, 1 million 328 000 fl. — Rovigo, 1 million 39 000 fl. — Bellune, 308 000 fl. — Mantoue, 1 million 198 000 fl. — Chaque province est autorisée à répartir sa part sur les diverses communes, d'après la proportion de l'*imposta prediale*, y compris le *casalico* (impôts fonciers). »

Pour se procurer plus facilement l'emprunt, les communes sont autorisées, par la présente, à aliéner ou à engager leurs propriétés mobilières, à faire des emprunts, à ajouter des taxes additionnelles aux impôts directs, sans avoir besoin d'aucune autorisation ultérieure à cet effet. Elles sont autorisées de même à ajouter, pour les années 1867 et 1868, 5 pour 100 de taxes additionnelles à l'impôt fiscal de consommation, et d'augmenter dans cette proportion celles de ces taxes qui existent déjà ;

3° Pour les sommes versées de cet emprunt, il sera émis des certificats du Monte-Veneto portant intérêt à 6 pour 100 en coupures de 100, 10 et 1 florins, à partir du 1^{er} octobre 1866, dans les provinces de Venise, de Vicence, de Bellune, et du 1^{er} septembre dans les six autres provinces.

Les certificats seront au nom de la province pour les versements de laquelle ils auront été émis. Ils seront reçus au pair avec les intérêts échus dans chacun des mois écoulés, depuis le jour de l'émission jusqu'à celui du remboursement, dans la province pour le compte de laquelle ils ont été émis, pour la moitié de l'*imposta prediale* et du *casalico*, y compris les taxes additionnelles de l'État ; et de même les receveurs provinciaux et communaux seront obligés de recevoir en paiement, de la part des contribuables de leurs provinces, ces certificats pour moitié des impôts de l'État susnommés ;

4° Les intérêts des certificats sont exemptés de la contribution sur le revenu. La Commission du contrôle de l'État veillera à ce que l'émission des certificats n'excède pas le montant de 12 millions de florins ;

5° Mon Ministre des finances est chargé de l'exécution de la présente loi et autorisé en même temps à munir mon gouverneur du Royaume lombardo-vénitien des pouvoirs nécessaires pour l'exécution.

Schoenbrunn, le 25 mai 1866.

FRANÇOIS-JOSEPH.

Contre-signé : BELCREDI, LARISCH.

WURTEMBERG.

Dépêche de M. de Varnbüler au comte de Linden à Berlin en réponse à la dépêche du comte de Bismarck du 22 mai, sur la question de la priorité des armements, datée de Stuttgardt, le 26 mai 1866.

Monsieur le Comte, dans son rapport du 21, Votre Excellence a bien voulu me communiquer la teneur de l'entretien qu'elle a eu avec M. le Président royal du conseil des ministres de Prusse, à l'occasion de l'accomplissement des instructions que j'avais transmises à Votre Excellence par ma lettre du 17 de ce mois. M. de Bismarck, de son côté, a fait de cet entretien l'objet d'une dépêche à M. le ministre royal de Prusse près notre cour, dépêche que M. le baron de Canitz m'a communiquée.

Ce qui ne m'a pas peu surpris, c'est de voir M. le Ministre Président de Prusse prétendre, entre autres assertions, que le Gouvernement royal wurtembergeois n'était aucunement fondé à élever sa voix en faveur du maintien de la paix, après avoir, par ses armements militaires, provoqué les mesures purement défensives du Gouvernement royal prussien.

Avant qu'il m'eût été possible de répondre par voie de correspondance diplomatique à l'assertion qu'émettait contre notre Gouvernement le Cabinet de Berlin, le compte rendu officiel de la séance du 24 mai de la Diète germanique est arrivé à ma connaissance, en même temps que le texte du vote de la Prusse sur la motion du 19 de ce mois. J'y ai vu que le Gouvernement royal prussien n'avait pas hésité à dire au sein de l'assemblée fédérale que le Gouvernement royal wurtembergeois aurait dû, pour les mêmes motifs que l'Autriche et la Saxe, s'abstenir de prendre part à la motion du 19; le Gouvernement royal prussien n'a en outre éprouvé aucun scrupule à présenter le Gouvernement royal wurtembergeois comme ayant, « sans se souvenir de l'article 11 de l'acte fédéral, ni de l'article 19 de l'Acte final de Vienne, » pris des mesures pour la défense commune, et provoqué de la sorte des armements purement défensifs de la Prusse, et, à la suite de ces armements, la tension actuelle.

Le Gouvernement royal wurtembergeois ne manquera pas de faire au sein de la Diète germanique à ce grave reproche d'oubli des devoirs fédéraux, reproche publiquement formulé sous les yeux en quelque sorte de la nation allemande, une réponse non moins publique et telle que la réclament son honneur et sa dignité.

Mais M. le Ministre Président de Prusse ne s'attend sans doute pas à ce que j'accepte sans mot dire les assertions qu'il a lui-même directement formulées vis-à-vis du représentant de notre cour à Berlin, non plus que celles qu'il a formulées vis-à-vis du Gouvernement royal wurtembergeois, par l'intermédiaire du Ministre royal de Prusse près notre cour. Je ne peux ni ne veux cacher que ces assertions ont provoqué en moi la plus pénible surprise.

Il serait facile au Gouvernement royal wurtembergeois d'établir par des chiffres et des dates qu'il n'avait pris encore *aucune* mesure militaire préparatoire, alors que les armements annoncés par la dépêche royale prussienne du 24 mars étaient en pleine voie de réalisation; mais il préfère s'en rapporter simplement au témoignage de l'Allemagne et de l'Europe, du soin de décider si ce sont les conseils du Ministre Président de Wurtemberg ou ceux du Ministre Président de Prusse qui ont porté atteinte à l'art. 11 de l'Acte fédéral et à l'art. 19 de l'Acte final de Vienne, et amené la regrettable situation que M. le comte de Bismarck, d'après la teneur de sa dépêche, paraît si vivement déplorer.

Sans vouloir continuer ici la controverse engagée sur la priorité des préparatifs militaires, controverse d'ailleurs débattue jusqu'à épuisement, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que les assertions émises vis-à-vis du Wurtemberg par M. de Bismarck, sur la foi des nouvelles qui lui sont parvenues, ne semblent précisément pas de nature à fortifier celles qu'il a élevées ailleurs.

M. de Bismarck se réfère au Conseil tenu le 28 février sous la présidence de S. M. le roi de Prusse, et en met en relief le résultat pacifique. Les nouvelles parvenues à M. le Ministre Président de Prusse ne lui ont pas permis de douter des inquiétudes extrêmes éveillées de tous côtés précisément par ce conseil que l'on savait s'être réuni pour délibérer sur la question des mesures militaires à prendre par la Prusse. Le Gouvernement royal wurtembergeois, il est vrai, a été le premier à recevoir au sujet dudit Conseil des déclarations rassurantes, mais, autant je sais tenir compte de ce détail, autant je dois regretter que ces déclarations n'aient pas eu lieu à une époque où elles auraient encore pu prévenir la tension si vivement déplorée par M. le comte.

Les communications que voulut bien me faire M. de Bismarck, au sujet du Conseil en question, établissent dans tous les cas un fait, à savoir : que le 28 février, le Gouvernement royal prussien s'occupait très-sérieusement de développer ses forces dans le sens de la guerre, alors que l'Allemagne et l'Europe étaient dans une paix profonde, alors encore que M. le Ministre Président de Prusse, dans sa dépêche à M. le baron de Canitz, faisait ressortir que les armements

de l'Autriche et de la Saxe, ces armements qui, au su de tout le monde, avaient les premiers arraché la Prusse à sa pacifique attitude, avaient commencé dans la première moitié du mois de mars.

La communication faite par M. le comte de Linden à M. le comte de Bismarck n'avait pas d'autre but que de ne rien négliger de ce qui pouvait être tenté pour détourner le fléau d'une guerre fratricide entre Allemands; elle était conçue en outre dans le ton le plus amical : raison de plus pour le soussigné de regretter que d'une tentative semblable ait pu naître une discussion si aigre. Mais M. le Ministre Président de Prusse voudra bien ne pas se refuser à reconnaître que le Gouvernement royal wurtembergeois a l'habitude de repousser avec énergie, même vis-à-vis de Confédérés plus puissants, des reproches du genre de ceux qu'on lui adresse.

Je prie Votre Excellence de porter la teneur de cette dépêche à la connaissance de M. le comte de Bismarck et de lui en laisser copie, s'il le désire.

Signé : VARNBULER.

BAVIÈRE.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres, le 27 mai 1866.

Messieurs les Sénateurs et Députés, pour la première fois depuis mon avènement je fais l'ouverture des Chambres et offre mes salutations royales aux Représentants du peuple. J'avais espéré pouvoir vous appeler pour la réforme reconnue nécessaire des bases légales de notre vie sociale, industrielle et commerciale; mais des événements menaçants nous imposent d'abord une autre tâche. Des dissidences ont éclaté entre les deux membres les plus puissants de la Confédération germanique et leurs armées sont en face l'une de l'autre, prêtes au combat. Je me suis efforcé avec zèle d'agir en vue de la conservation de la paix fédérale dont le maintien est le devoir de chaque membre comme de l'ensemble de la Confédération.

Je ne veux pas encore renoncer à l'espoir que la calamité d'une guerre civile soit détournée de l'Allemagne, qu'une solution de la question du Schleswig-Holstein par la voie du droit et une réforme de la Constitution fédérale conforme à l'esprit du temps et sous la participation d'une représentation nationale, rende de nouveau une paix durable à notre grande patrie. Mais il faut que, pour tous les cas possibles, la Bavière soit en position de soutenir, comme le commandant

le devoir et l'honneur, le droit de la Confédération, les intérêts de la nation allemande et sa propre indépendance.

Voilà pourquoi j'ai ordonné la mobilisation de l'armée et convoqué les Chambres, afin de régler, avec leur conseil et leur assentiment, ce qui sera nécessaire pour accomplir cette tâche. Bien que ce soient surtout les circonstances qui ont motivé votre convocation actuelle, je vous soumettrai néanmoins, à côté des projets de lois relatifs à cet objet particulier, toutes les affaires qui, d'après les dispositions de la Constitution, doivent, dans toute session, être soumises aux Chambres. Notre avenir est dans la main de Dieu. Allons en avant avec confiance, avec la conscience de notre bonne cause et la résolution d'accomplir rigoureusement notre devoir. Je me fie à l'amour de la patrie de tout le peuple bavarois, à son dévouement pour le monarque, ainsi qu'à la fidélité et à la bravoure de l'armée.

Que Dieu protège la Bavière et l'Allemagne !

PRUSSE.

Circulaire du comte de Bismarck aux Agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger, sur la question de la réforme fédérale allemande, en date du 27 mai 1867.

Monsieur, Votre Excellence trouvera dans l'Exposé suivant quelques considérations de nature générale sur la position de la Prusse vis-à-vis de la réforme fédérale et vis-à-vis des intentions dont a été animé S. M. le Roi, à la récente reprise de ces propositions de réforme, considérations dont l'emploi convenable à une adhésion donnée pourrait se recommander.

Si, dans la forme actuelle de la Confédération, nous devons aller au-devant d'une grande crise, un bouleversement révolutionnaire complet en Allemagne en serait, dans l'état d'inconsistance de la situation actuelle, la conséquence la plus probable. L'on ne saurait prévenir une catastrophe semblable que par une réforme opérée d'en haut, en temps opportun.

Ce n'est pas le grand nombre des demandes non justifiées qui donnent de la force aux mouvements révolutionnaires, mais ordinairement c'est la part peu considérable des demandes justifiées qui offre les prétextes les plus efficaces à la révolution, et qui prête aux mouvements une force durable et dangereuse.

Il est hors de doute qu'un certain nombre de besoins justifiés du

peuple allemand n'ont pas été satisfaits dans la mesure à laquelle chaque grande nation aspire. En amener la satisfaction par la voie régulière d'une entente, telle est la tâche de la réforme fédérale. Cette dernière est bien certainement nécessaire dans l'intérêt même du principe monarchique; elle doit, par l'initiative des Gouvernements, remédier aux inconvénients qui, dans des temps agités, peuvent devenir la source et le prétexte de tentatives, pour se faire droit à soi-même par la violence. C'est dans ce sens que sont conçues les propositions de réforme du Gouvernement prussien. Elles se borneront aux choses les plus indispensables et se prêteront avec facilité aux modifications désirées par les confédérés.

Le but à atteindre exige sans doute des sacrifices, non de la part d'États isolés, mais dans une mesure égale pour tous.

En ce qui concerne S. M. le Roi personnellement, il n'y a rien de plus éloigné de sa pensée que de vouloir porter préjudice aux princes allemands, ses confédérés, ou de vouloir les opprimer. Sa Majesté veut prendre soin, en commun avec eux, comme un de leurs égaux, de la sûreté commune au dedans et au dehors, mais rien de plus n'a été fait jusqu'ici. Ceux qui présentent cette volonté sérieuse et cette tendance de Sa Majesté, depuis longtemps dirigées vers ce but, comme un résultat d'une ambition personnelle, altèrent les faits qui rendent un témoignage évident de la manière d'agir et de penser de Sa Majesté. S. M. le Roi a toujours été bien éloigné d'avoir une ambition qui aurait cherché sa satisfaction aux dépens de ses voisins et de ses confédérés, bien que, d'après des expériences multiples, il ait dû renoncer à faire taire la calomnie. Sa Majesté n'a pas non plus l'intention, en proposant actuellement la réforme fédérale, de demander aux princes allemands des sacrifices que la Prusse ne serait pas prête elle-même à faire dans l'intérêt de l'ensemble. Le refus des concessions indiquées dans les Propositions de réforme du Gouvernement prussien, concessions relativement minimales et incombant également à tous les participants, y compris la Prusse, impliquerait, à notre avis, une grave responsabilité pour l'avenir.

Nous avons d'abord essayé d'établir avec divers Gouvernements en particulier une entente préalable sur nos propositions; puis, dans le comité des Neuf à Francfort, nous les avons précisées comme il suit :

1° L'organisation de la Confédération sera, par la combinaison d'une représentation nationale périodique, formée de manière que le vote de cette représentation nationale remplacera l'unité des voix sur le terrain de la législation fédérale qui sera désigné.

2° La compétence de ce Pouvoir fédéral ainsi reconstitué s'étendra d'abord sur les matières qui jusqu'ici ont toujours été traitées par la voie des Conférences se réunissant selon les occasions ou qui ont été

renvoyées à des commissions, comme, par exemple, le système des monnaies, poids et mesures, la loi sur les brevets, la procédure civile, l'indigénat et la liberté de changer de domicile.

3° Il faut y ajouter la législation générale en matière de douanes et de commerce, au double point de vue d'un progrès régulier et commun.

4° Organisation d'une protection commune du commerce allemand à l'étranger, institution consulaire, protection du pavillon sur mer.

5° Les communications entre les États fédéraux : les routes, les canaux, les chemins de fer, les télégraphes, les postes, les droits de navigation fluviale et maritime.

6° La fondation d'une marine de guerre dans un but commun, la création des ports de guerre jugés nécessaires et la fortification des côtes.

7° Révision de la constitution militaire fédérale en vue de consolider les forces militaires actuelles de la nation, soit pour le service actif de campagne, soit pour celui des forteresses, afin d'arriver à une meilleure organisation de l'ensemble des contingents, tout en allégeant, autant que possible, les charges des États pris séparément.

Nous avons des pouvoirs non limités à ces demandes modestes, et nous avons donné en même temps l'assurance que, pour arriver par une voie pacifique à une entente sur ces propositions, nous serions tout disposés, quant aux modifications, à aller au-devant des vœux de nos confédérés.

Ce n'est que lorsque la Prusse aura vainement épuisé, par la voie d'une entente au sein de la Confédération, tous les moyens d'obtenir les concessions les plus indispensables, que nous élargirons notre programme restreint.

Votre Excellence est priée de ne pas laisser sans profit ces indications dans les discussions qui pourront se présenter à l'occasion.

Signé : BISMARCK.

SAXE ROYALE.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres, le 28 mai 1866.

Messieurs des États,

Je vous ai réunis autour de moi dans de graves circonstances, au moment où des complications entre les grandes Puissances allemandes menacent l'Allemagne d'une guerre sanglante. Ça ne pouvait être la

mission des États de l'Allemagne, qui n'étaient pas intéressés dans ces complications, de prendre parti pour une des Puissances contendantes et de contracter des engagements avec elle, mais ils devaient seulement agir en vue du maintien de la paix fédérale et en vue d'amener les questions litigieuses à une décision par les voies fédérales. J'ai cherché à remplir autant que possible cette mission, qui est encore aujourd'hui le but de mes efforts, de concert avec plusieurs de mes confédérés allemands, la Bavière en tête.

Mais pour cela il était indispensable de faire quelques préparatifs, à l'effet de pouvoir mettre nos forces défensives complètes à la disposition de la Confédération.

Menacé de mesures militaires à cause de ces préparatifs, j'ai demandé dans un but conciliant et pacifique à la Diète d'interposer sa médiation; mais j'ai aussi appelé en même temps mon armée sous les armes, pour n'être surpris par aucune attaque imprévue, car le moins puissant aussi se déshonorerait, s'il ne s'opposait avec un courage viril à des menaces non justifiées.

Les hommes en congé et ceux de la réserve ont couru avec un empressement louable à leurs drapeaux, et c'est avec une pleine confiance que j'attends de vous, messieurs des États, de votre sentiment patriotique, que vous accorderez votre approbation aux dépenses indispensables et à mon Gouvernement les autorisations et les crédits qu'exigent la situation des choses et avant tout l'état compromis de notre commerce et de notre industrie.

Néanmoins l'espoir d'une solution pacifique n'est pas encore perdu, et mes efforts tendront sans interruption à atteindre un but si salutaire.

Conformément à ma conviction, que j'ai souvent été à même d'exprimer, je serai également disposé à prêter la main à une réforme de la Constitution fédérale répondant aux vrais besoins de l'Allemagne et à l'opérer de concert avec les représentants de la nation.

L'achèvement d'une œuvre pareille, pour laquelle il ne faudra pas reculer devant des sacrifices réciproques, nous protégera le mieux contre le retour de si tristes circonstances.

Fort de l'amour et de la fidélité de mon peuple, ayant conscience de n'avoir fait de provocation par aucun sentiment hostile, mais d'avoir soutenu avec persévérance le droit d'un peuple allemand et d'une maison princière allemande, je vais avec calme au-devant des vicissitudes de la destinée, et j'ai confiance en la protection du Tout-Puissant dans une juste cause.

GRANDE-BRETAGNE.

Circulaire du comte de Clarendon aux Ministres de la Grande-Bretagne près les Cours allemandes et à Berne, au sujet de la réunion d'une Conférence à Paris, le 28 mai 1866.

(Extrait.)

Le Gouvernement de Sa Majesté et les Gouvernements de France et de Russie se sont consultés sérieusement sur la question de faire un effort en commun en vue de préserver la paix de l'Europe.

La seule et dernière chance pour atteindre ce but a paru aux trois Puissances devoir consister dans une invitation à une Conférence des Représentants des diverses Puissances, qui d'après la proportion de leurs armements semblent être sur le point de faire la guerre, à l'effet de rechercher avec les Représentants d'Angleterre, de France et de Russie s'il n'y aurait pas quelques moyens d'arrangement à adopter pour éviter une aussi grande calamité.

Il a paru désirable aux trois Puissances de spécifier les points précis sur lesquels devrait s'engager la discussion ; les points dont l'arrangement leur semble le plus nécessaire pour le présent moment sont ceux des Duchés de l'Elbe, le différend italien et la réforme fédérale en Allemagne en tant que cette dernière pourrait intéresser l'équilibre européen.

Les trois Puissances ont en conséquence chargé leurs Représentants à Vienne, à Berlin, à Francfort et à Florence d'inviter officiellement et simultanément les Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités à prendre part avec les Gouvernements d'Angleterre, de France et de Russie, aux délibérations communes ayant pour objet la solution de ces trois questions.

Les trois Puissances ont choisi Paris pour siège de la Conférence et ont signalé la nécessité de sa réunion prochaine. Elles ont de plus suggéré qu'il serait plus avantageux que, durant les conférences, les armements militaires fussent suspendus, lors même que les forces déjà enrôlées ne seraient pas même rétablies sur le pied de paix.

Le Gouvernement de Sa Majesté s'est prêté à cette proposition avec la plus grande satisfaction ; il s'est joint avec plaisir à cet effort pour préserver la paix de l'Europe et il n'abandonne pas l'espoir que la conférence aboutira à ce résultat. Il a toute assurance que l'invitation des trois Puissances sera acceptée par celles auxquelles elle sera adressée ; mais s'il devait en être autrement, ou bien que des événements hors de la portée des Puissances vissent malheureusement

rendre une solution impossible, il est bien nettement entendu que chacune des Puissances neutres qui auront agi en vue d'amener la réunion de la Conférence, conserveront leur propre manière de voir; que chacune sera libérée de toute obligation et libre d'adopter la ligne de conduite qui lui paraîtra la plus avantageuse pour la paix et le bien-être de l'Europe, ainsi que pour la garantie de son honneur et de ses intérêts.

Vous ne manquerez pas dans la conversation que vous aurez avec le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité d'appuyer tout particulièrement sur l'importance d'au moins une suspension des armements militaires pendant la Conférence. Toute Puissance serait inexcusable qui essaierait de rendre inefficace la réunion de la Conférence en cherchant à précipiter un commencement d'hostilités.

Signé : CLARENDON.

PRUSSE.

Dépêche du comte de Bismarck aux Représentants de la Prusse à Paris, Londres et Saint-Petersbourg, en réponse aux notes identiques d'invitation à la Conférence de Paris, en date du 29 mai 1866.

Monsieur le Comte, MM. les Représentants de l'Angleterre, de la France et de la Russie sont venus me trouver hier pour me communiquer des dépêches identiques par lesquelles leurs Cours respectives invitent le Roi à prendre part à des délibérations qui, selon leur intention, auraient lieu prochainement à Paris dans le but de résoudre les différentes questions qui menacent en ce moment la paix de l'Europe.

Je me suis empressé de placer cette communication, dont Votre Excellence trouvera ci-jointe une copie, sous les yeux du Roi notre auguste souverain, et Sa Majesté, s'associant pleinement aux sentiments qui ont inspiré cette démarche aux trois Cours, a daigné me charger de leur annoncer qu'elle acceptait volontiers la proposition qui lui était faite et que ses Plénipotentiaires se réuniraient à Paris à ceux des autres Puissances.

Le Gouvernement du Roi croit devoir consigner dans cette communication une observation que lui suggère la rédaction de l'invitation. Il ne saurait admettre que ce soit l'affaire des Duchés de l'Elbe qui menace la paix de l'Europe; le Gouvernement du Roi au moins n'a

jamais eu l'intention de résoudre cette question par une lutte armée. Il envisage au contraire l'attitude menaçante et les préparatifs militaires de l'Autriche et d'autres Gouvernements Allemands comme le véritable point de départ des complications qui depuis ont pris des proportions de plus en plus alarmantes. Désirant cependant contribuer autant qu'il dépend de lui à écarter tous les motifs de l'inquiétude qui pèse sur l'Europe, il consent volontiers à soumettre cette question, ainsi que les deux autres mentionnées dans la communication des trois Cours, à des discussions communes. Le Gouvernement du Roi partage du reste entièrement l'opinion des trois Gouvernements que la réunion de la Conférence doit être hâtée autant que possible, dans la conviction que tout retard ne peut que compromettre les chances de succès.

Je vous invite, Monsieur le Comte, à communiquer cette dépêche à..., et je profite, etc.

Signé : BISMARCK.

ITALIE.

Dépêche du général de La Marmora aux Ministres d'Italie à Paris, à Londres et à Saint-Petersbourg, en réponse à la proposition d'une Conférence, datée de Florence le 1^{er} juin 1866.

Monsieur le Ministre, les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie auprès du Gouvernement du Roi sont venus aujourd'hui me remettre des notes identiques au nom de leurs Gouvernements respectifs, pour inviter l'Italie à prendre part à des délibérations qui auraient lieu à Paris à l'effet de résoudre, par la voie diplomatique, les trois principales questions qui menacent d'une guerre prochaine l'Italie et l'Allemagne.

Le Gouvernement du Roi adhère à cette proposition avec l'empressement que réclame l'urgence des complications actuelles. Il apporte d'autant plus volontiers son concours à la noble entreprise des trois grandes Puissances neutres, qu'il est loin de craindre pour les intérêts qui le concernent le plus directement l'épreuve d'un débat solennel.

C'est un devoir selon nous pour les Gouvernements engagés dans le conflit de ne point éluder les difficultés qui l'ont provoqué : l'efficacité de l'œuvre de la Conférence est à ce prix. Pour notre part, la netteté de notre situation vis-à-vis de l'Autriche nous rend ce devoir facile à remplir.

Le double objet du différend existant entre la Prusse et l'Autriche a été précisé dans les notes que les Ministres des trois Puissances ont bien voulu me remettre ; à défaut de bases de solution reconnues d'un commun accord, c'est là du moins un point de départ qui permettra à la Conférence de donner dès l'abord une direction utile à ses discussions. Le Gouvernement du Roi désire pouvoir contribuer à ce que la réunion des plénipotentiaires des Puissances ait des conséquences favorables aux intérêts de l'Allemagne.

Quant au différend qui divise depuis longtemps l'Autriche et l'Italie, il semble qu'il n'ait pas même été jugé nécessaire d'en déterminer l'objet.

Sous quelque point de vue qu'on le considère, il est impossible de méconnaître ce fait que la domination de l'Autriche sur des provinces italiennes crée, entre l'Autriche et l'Italie, un antagonisme qui touche aux bases même de l'existence des deux États. Cette situation, après avoir constitué pendant de longues années un danger permanent pour la paix générale, vient d'aboutir à une crise décisive.

L'Italie a dû s'armer pour assurer son indépendance ; elle est persuadée, d'autre part, que la réunion convoquée à Paris aidera à la solution déjà jugée indispensable, il n'est pas téméraire de le dire, dans la conscience de l'Europe.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de donner, sans retard, communication du contenu de la présente dépêche à S. Exc. le Ministre des affaires étrangères.

Signé : LA MARMORA.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique du 1^{er} juin 1866, au sujet du désarmement de l'Autriche et de la Prusse.

L'Autriche déclare, relativement à la résolution prise le 24 mai¹ par la Diète en vue du maintien de la paix fédérale, qu'elle consent à désarmer vis-à-vis de la Prusse, dès qu'elle aura obtenu des garanties contre le retour du danger de la guerre en Allemagne. Ces garanties étant, après l'insuccès des négociations engagées avec la Prusse, subordonnées à un règlement de la question Schleswig-Holsteinoise

1. Voir plus haut, page 3.

conforme au droit fédéral et à celui des duchés, l'Autriche défère ce règlement à la Diète et autorise le gouverneur de Holstein à convoquer les États.

La Prusse, de son côté, réitère à propos de la même résolution fédérale ses précédentes déclarations touchant la priorité des armements : le Gouvernement Prussien s'est plusieurs fois déclaré prêt à désarmer : rien n'a été changé dans le caractère défensif de ses mesures. Il rétablira ses forces sur le pied de paix, si la Confédération amène les Gouvernements d'Autriche et de Saxe à désarmer, et s'il obtient des garanties contre le retour de pareilles atteintes à la paix fédérale; il déclare en outre sans fondement l'assertion d'après laquelle l'état actuel des choses, menaçant pour la paix, aurait été provoqué par la question Schleswig-Holsteinoise, la Prusse n'ayant jamais eu l'intention d'arriver à ses fins par la force des armes.

Le Gouvernement wurtembergeois formule une déclaration qui repousse comme non fondée l'assertion du Gouvernement royal prussien, d'après laquelle le Wurtemberg aurait contribué par des armements précipités à faire naître la présente situation.

Le Gouvernement grand-ducal de Hesse présente une motion tendant à ce que le contingent du ci-devant landgraviat de Hesse-Hombourg soit détaché de la division d'infanterie de réserve et incorporé à la 3^e division du 8^e corps d'armée.

L'assemblée fédérale, sur le rapport de son comité, accepte l'invitation que la France, la Grande-Bretagne et la Russie lui ont adressée de se joindre aux délibérations de la Conférence de Paris. M. le baron von der Pfordten, ministre d'État en Bavière, est élu plénipotentiaire de la Confédération germanique.

AUTRICHE.

Déclaration de l'Autriche dans la séance de la Diète germanique du 1^{er} juin 1866.

L'Envoyé autrichien a été chargé, relativement à la résolution fédérale du 24 mai, de formuler la déclaration suivante :

Les hauts Gouvernements de la Confédération germanique possèdent des témoignages nombreux du constant amour de la paix dont le Gouvernement impérial autrichien a fait preuve dans ses négociations avec la Prusse sur l'avenir des duchés de l'Elbe. Plus se manifeste profondément, à mesure que le danger approche, le sentiment des

lourdes calamités qu'une rupture entre les deux grandes puissances germaniques et une guerre intestine peuvent engendrer en Allemagne, plus l'Autriche sent se fortifier la conscience calme avec laquelle elle jette un coup d'œil rétrospectif sur ses efforts longanimes, et opiniâtrément poursuivis, bien que méconnus maintes fois, en vue d'en arriver à un accord avec la Prusse.

S. M. l'empereur François-Joseph est allé, dans ses concessions à la Prusse, aussi loin que pouvaient le lui permettre la dignité de l'Autriche, sa position traditionnelle en Allemagne, et le droit ainsi que la constitution de la Confédération germanique.

Malheureusement, la Cour de Berlin, non-seulement a élevé des prétentions sans fondement, mais a manifesté, dans une mesure sans cesse croissante, sa tendance à vouloir les réaliser en mettant de côté toutes les autres considérations, et même en faisant appel, comme dernier moyen, à la violence.

De même que la Prusse, peu de temps après la conclusion du Traité de Vienne, avait menacé d'obtenir de force l'évacuation du Holstein par les troupes de la Saxe et du Hanovre; de même vis-à-vis de l'Autriche, son alliée dans une guerre entreprise contre le Danemark au nom du droit de l'Allemagne, elle n'a voulu voir, dans la solution définitive du différend, qu'une question de puissance, et n'a même pas reculé devant la déplorable résolution de s'appuyer sur des ennemis extérieurs de l'État impérial.

Déjà, vers l'époque de la Convention de Gastein, le Gouvernement royal prussien avait visé à s'assurer contre l'Autriche l'alliance du Cabinet florentin, et il renouvela cette tentative quand plus tard le Gouvernement impérial déclina la prétention injuste à la suite de laquelle le Holstein aurait dû être administré d'après le bon plaisir de la politique prussienne d'annexion; on commença dès lors à Berlin à tenir conseil sur les éventualités de guerre.

Menacée des deux côtés, ne sachant si la première attaque aurait lieu au sud ou au nord, l'Autriche s'est mise en état de défense pour maintenir ses possessions, et les peuples fidèles de la monarchie, unis entre eux, ayant la pleine conscience de leur bon droit, aspirant à une paix durable, supportent volontiers et résolument les nouveaux et lourds sacrifices qu'exige d'eux l'appel de la patrie en danger.

Telle a été la raison des armements de l'Autriche; par là s'établissent d'elles-mêmes les conditions auxquelles le Gouvernement impérial pourrait ordonner le retour de ses troupes au pied de paix.

Toutefois, les mesures militaires prises vis-à-vis de l'Italie ne sont pas l'objet de la présente déclaration, les hauts Gouvernements auteurs de la motion ayant à bon droit limité la portée de cette dernière aux armements dirigés contre des confédérés. La Cour impériale a pu d'au-

tant moins se méprendre sur cette portée circonscrite de la motion, qu'en défendant ses possessions italiennes, elle remplit en même temps le devoir de protéger l'ensemble territorial de la Confédération germanique. Il ne peut s'agir en conséquence que des mesures militaires prises contre la Prusse, mesures que la Cour impériale est prête à retirer dès qu'elle n'aura plus à craindre une attaque de la Prusse, soit sur le territoire autrichien, soit dans le Holstein, soit sur le territoire de ses confédérés, et qu'elle aura obtenu de suffisantes garanties contre le retour des dangers actuels de guerre.

Ces garanties ne sont pas moins nécessaires à toute la Confédération germanique qu'à l'Autriche. Elles sont, en général, subordonnées à cette condition qu'en Allemagne prévaudra, non la politique de la force, mais celle du droit et des traités, et que la Prusse, bien que puissance européenne, respectera la paix de la Confédération, garantie par les principes fondamentaux de cette dernière, ainsi que les résolutions basées sur la Constitution fédérale. Ces garanties dépendent en particulier de la condition que l'affaire des duchés, origine du conflit actuel, sera réglée, non point d'après les prétentions exclusives de la Prusse, mais d'après le droit et les lois de la Confédération germanique, en tenant compte des droits des Duchés eux-mêmes.

L'Envoyé impérial est chargé en conséquence de notifier à la haute Assemblée fédérale, après s'être référé aux déclarations de l'Autriche et de la Prusse dans la séance du 24 août de l'année dernière, que le Gouvernement impérial considère pour le moment comme vains et inefficaces tous ses efforts en vue d'amener, d'accord avec la Prusse, un règlement définitif et conforme au droit fédéral de la question des duchés, et qu'il abandonne l'entière poursuite de cette affaire, d'un caractère tout allemand, aux résolutions de la Diète, résolutions auxquelles est acquis l'assentiment le plus empressé de l'Autriche.

L'Envoyé autrichien a été mis en mesure de faire au comité respectif, sur le désir que ce dernier en exprimera, et relativement à la marche des négociations depuis lors engagées, toute communication de nature à éclairer les points de droit et de fait.

A la déclaration ci-dessus, l'Envoyé doit ajouter finalement que les pleins pouvoirs spéciaux nécessaires pour la convocation de l'assemblée des états holsteinois viennent d'être expédiés au Gouverneur impérial dans le Holstein, afin que la représentation légale du pays dont il s'agit de régler les destinées, et dont les vœux ainsi que les opinions de droit forment un des éléments autorisés de la solution, ne soit pas plus longtemps privée de l'occasion d'exprimer ses sentiments.

PRUSSE.

**Déclaration de la Prusse dans la séance de la Diète
germanique du 1^{er} juin 1866.**

L'Envoyé prussien, se référant à la résolution prise par la haute Assemblée dans sa séance du 24 mai, est chargé de formuler, au nom de son très-haut Gouvernement, la déclaration suivante :

Le Gouvernement royal a plusieurs fois déclaré que la mobilisation de ses forces militaires avait uniquement été provoquée par les armements de l'Autriche, armements auxquels étaient venus se joindre ceux de la Saxe. Il voyait ses frontières, et même, eu égard aux conditions géographiques du pays, sa propre capitale menacée; et la demande qu'il adressa alors à ses confédérés dut le convaincre qu'il serait réduit pour se défendre à ses seules forces. Dans ces déclarations mêmes se trouve indiquée la condition à laquelle il peut rétablir ses forces sur le pied de paix. Les mesures qu'il n'a ordonnées qu'en vue de sa propre sécurité, peuvent cesser dès que cessera la cause qui les a fait prendre. C'est là ce que le Gouvernement royal a exprimé dans sa dépêche du 21 avril à la Cour de Vienne, en faisant connaître qu'il était entièrement prêt à désarmer, dès que cette condition serait remplie. Il croyait alors avec tant de certitude à l'existence des dispositions voulues du côté de l'Autriche, qu'il suspendit tous préparatifs d'armements ultérieurs. Ses espérances ont été trompées, et l'extension sans cesse croissante des armements autrichiens, jointe à la réponse si peu rassurante formulée le 29 avril par le Gouvernement royal de Saxe, l'ont contraint à donner à ses propres armements une plus grande étendue, sans d'ailleurs altérer en rien leur caractère défensif.

Le Gouvernement royal exprime à l'Assemblée fédérale ce qu'il est prêt à faire aujourd'hui comme précédemment, et déclare qu'il reviendra au pied de paix, si la Confédération amène les Gouvernements d'Autriche et de Saxe à retirer des mesures militaires par lesquelles la paix est menacée, et s'il est donné au gouvernement royal des garanties contre le retour de pareilles atteintes à la paix fédérale.

Si la Confédération n'est pas en état de donner de pareilles garanties, et si ses membres se refusent à l'introduction de réformes pouvant prévenir le retour du regrettable état des choses actuel, le Gouvernement royal en conclura que la Confédération, dans ses conditions présentes d'existence, n'est pas à la hauteur de sa tâche et ne remplit pas

ses fins les plus élevées, et il fera de cette conviction légitime la base de ses résolutions ultérieures.

Relativement à la déclaration autrichienne que l'on vient d'entendre, l'Envoyé a le devoir, au nom de son très-haut Gouvernement, d'élever des réserves aussi énergiques que formelles contre le jour sous lequel ont été présentées les négociations entre les hautes Cours de Prusse et d'Autriche, soit par rapport aux faits, soit par rapport aux interprétations qui y ont été rattachées et qui les dénaturent.

Le Gouvernement royal a, de son côté, maintenu jusqu'à cette heure le point de vue par lui adopté dans la question schleswig-holsteinoise, et s'est efforcé de ne poursuivre que dans la mesure des droits acquis en vertu des traités la satisfaction des intérêts et des prétentions fondées de la Prusse. Mais il n'a jamais songé à poursuivre ou à atteindre violemment son but, et l'Envoyé, se référant aux déclarations par lui formulées à plusieurs reprises, doit encore une fois relever expressément que la cause des graves complications actuelles n'est pas dans la question schleswig-holsteinoise, en tant que cette question n'est pas encore résolue, mais uniquement dans les mesures militaires, aussi injustifiées que menaçantes, prises par l'Autriche et la Saxe sur la frontière prussienne.

L'Envoyé d'ailleurs réserve, bien entendu, à son très-haut Gouvernement toute démarche ultérieure.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Rapport présenté à la Diète germanique, dans sa séance du 1^{er} juin 1866, par le comité auquel avaient été renvoyées les dépêches d'invitation à la Conférence de Paris.

La haute Assemblée fédérale est en possession des invitations que lui ont adressées les hauts Gouvernements de France, de Grande-Bretagne et de Russie, dans le but de l'amener à se joindre aux délibérations qui doivent avoir lieu à Paris, en vue du maintien de la paix. Si le Comité doit se prononcer tout d'abord sur la question générale de participation, il adoptera, comme point de départ, la considération que la haute Assemblée fédérale, en raison même du but indiqué par les lois fondamentales de la Confédération, doit être toujours prête, en quelque lieu et sous quelque forme que l'occasion se présente d'agir dans le sens du maintien de la paix, à donner son concours, à la condition toutefois qu'il ne sera point délibéré sur des

affaires qui, purement allemandes, de leur nature, ne peuvent être réglées qu'en Allemagne.

Les Notes d'invitation indiquent, il est vrai, à côté du différend italien, qui touche en partie à des intérêts européens, en partie à des intérêts germaniques, les questions des Duchés de l'Elbe et de la réforme de l'Acte fédéral ; mais elles limitent d'avance ces dernières par cette formule : *en tant qu'elles pourraient intéresser l'équilibre européen*, et l'on peut bien admettre que sous ladite formule ne sont comprises que les relations internationales de la Confédération germanique. L'existence de la Confédération comme telle et le principe fédératif sur lequel elle repose ont seuls pour base des traités européens ; le développement de la Constitution fédérale est une question purement intérieure, que l'Allemagne, d'après l'art. VI de l'Acte fédéral a seule à traiter. On est donc certainement autorisé à interpréter comme il vient d'être dit le sens des Notes d'invitation, et il sera seulement opportun d'accuser ce sens-là avec précision dans la réponse de la Confédération.

Pour ce qui est des duchés de l'Elbe, le caractère purement allemande de la question holsteinoise, abstraction faite du Schleswig, est indubitable, et aucune puissance non germanique ne pourrait se sentir fondée à revendiquer une part de concours dans le traitement de cette question. La Confédération germanique a toujours maintenu et doit toujours maintenir ce principe avec fermeté ; elle n'a jamais méconnu, en revanche, que la question des duchés de l'Elbe ne revêtît, en ce qui a rapport au Schleswig, un caractère international.

On peut, sous ce rapport, admettre qu'il puisse s'engager à Paris, au sujet de l'affaire des Duchés, des délibérations auxquelles la Confédération germanique peut s'associer ; mais, dans la réponse, cette situation doit être clairement précisée.

Ceci admis, le Comité n'hésite pas à proposer à la haute Assemblée de donner suite à l'invitation qu'elle a reçue, et de poursuivre à Paris les efforts qu'elle a déjà tentés dans ses propres limites en faveur de la paix. Il a l'honneur, en même temps, de soumettre à la haute Assemblée le projet de Note qu'il croit convenable d'adresser à MM. les Ministres des puissances neutres.

S'il ne s'agit maintenant que de trouver l'organe par l'intermédiaire duquel la Confédération désire exercer son action à la Conférence, le Comité se trouve dans la situation heureuse de lui recommander un homme d'État sur l'aptitude incontestable duquel à remplir le mandat en question, l'Assemblée elle-même peut porter le jugement le plus certain, à savoir le Ministre d'État de Bavière, M. le baron von der Pfordten, qui, en raison de sa connaissance des affaires, de son expérience, de sa position à la tête d'un éminent État confédéré, et

de sa connaissance intime des questions à débattre, paraît comme appelé de préférence à être investi de la représentation de la haute Assemblée.

Le Comité donc, en recommandant le Ministre d'État de Bavière, M. von der Pfordten, comme plénipotentiaire de la Confédération, et en se réservant de présenter sous très-bref délai un nouveau rapport au sujet des instructions à lui donner, résume comme suit ses propositions :

1° Accepter l'invitation faite par les hauts Gouvernements de France, de Grande-Bretagne et de Russie, de se joindre aux délibérations qui auront lieu à Paris en vue du maintien de la paix ; inviter le Président de la Diète à répondre aux Notes des Ministres respectifs par une Note conforme au projet présenté par le Comité ;

2° Envoyer à la Conférence un Plénipotentiaire spécial de la Confédération et choisir à cet effet le Ministre royal d'État en Bavière, M. le baron von der Pfordten ;

3° Inviter le Président de l'Assemblée à se charger de la délivrance des pleins pouvoirs et des autres formalités nécessaires.



AUTRICHE.

Dépêche du comte de Mensdorff Pouilly aux Ambassadeurs d'Autriche à Paris, Londres et Saint-Petersbourg, en réponse à la proposition de la réunion d'un Congrès, datée de Vienne, le 1^{er} juin 1866.

M..., vous trouverez dans l'annexe copie de la dépêche qui m'a été communiquée le 29 mai par M. le comte de Mosbourg, et qui transmet au Gouvernement impérial l'invitation de prendre part à des délibérations communes qu'il s'agirait d'ouvrir prochainement à Paris.

Une invitation semblable nous a été adressée en même temps et en des termes presque identiques par les Cours de Londres et de Saint-Petersbourg.

Les trois Cabinets nous informent que ces délibérations auraient pour objet de résoudre, dans l'intérêt de la paix, par la voie diplomatique, la Question des Duchés de l'Elbe, celle du Différend italien, enfin celles des Réformes à apporter au pacte fédéral allemand, qui pourraient intéresser l'équilibre européen.

Nous nous plaisons à rendre hommage au sentiment qui a dicté la

démarche des trois Puissances. L'Autriche surtout est trop sensible aux bienfaits de la paix pour ne pas voir avec satisfaction les efforts tentés afin de détourner de l'Europe les calamités de la guerre. Malgré les difficultés inhérentes à notre position en face des conjonctures actuelles, malgré les objections bien naturelles que pourrait soulever dans notre esprit l'idée d'une réunion appelée à discuter des questions d'une nature fort délicate pour le Gouvernement impérial, nous ne refusons pas de nous associer à ces efforts. Nous voulons donner ainsi une nouvelle preuve des vues conciliantes et désintéressées qui n'ont cessé de guider notre politique.

Le Gouvernement impérial désire seulement recevoir auparavant l'assurance que toutes les puissances devant participer à la réunion projetée sont prêtes, comme il l'est, à n'y chercher la poursuite d'aucun intérêt particulier au détriment de la tranquillité générale. Pour que l'œuvre de paix que les Cabinets ont en vue puisse s'accomplir, il nous semble indispensable qu'il soit convenu d'avance qu'on exclura des délibérations toute combinaison qui tendrait à donner à un des États invités aujourd'hui à la réunion un agrandissement territorial ou un accroissement de puissance. Sans cette garantie préalable qui écarte les prétentions ambitieuses et ne laisse plus de place à des arrangements équitables pour tous au même degré, il nous paraîtrait impossible de compter sur une heureuse issue des délibérations proposées.

Toute puissance animée de sentiments vraiment pacifiques n'hésitera pas à prendre un engagement semblable à celui que je viens d'indiquer, et les Cabinets pourront dans ce cas s'occuper avec quelque chance de succès des moyens d'aplanir les difficultés du moment.

Nous croyons que le Gouvernement français ne pourra méconnaître ce qu'il y a de fondé dans notre demande. Il y verra sans doute le désir sincère d'assurer aux Conférences la seule base qui puisse prévenir les illusions, dissiper les malentendus, sauvegarder enfin les droits existants et permettre ainsi à l'Europe de rattacher de solides espérances de paix à l'ouverture des délibérations.

Aussitôt que les trois Gouvernements qui nous ont invité seront en mesure de nous faire parvenir l'assurance que nous demandons, le Gouvernement impérial s'empressera de confirmer par l'envoi à Paris d'un Plénipotentiaire l'adhésion qu'il donne dès aujourd'hui, sous cette réserve, à la proposition qui lui a été transmise.

Il est bien entendu toutefois que la position prise par le Gouvernement impérial vis-à-vis du Gouvernement du roi Victor-Emmanuel ne pourrait être ni altérée ni préjugée par le consentement éventuel de l'Autriche à se faire représenter dans une réunion qui doit s'occuper du « Différend italien. » Dans des Conférences diplomatiques tenues

avant que la guerre ait rompu tout engagement ultérieur, on doit admettre que le Droit public européen et par conséquent les traités servent naturellement de point de départ.

Nous pensons que cette remarque ne peut soulever d'objections; elle suffit pour indiquer l'attitude que nous aurons à prendre, et nous croyons donner aux Puissances un gage de la parfaite loyauté de nos intentions en montrant une franchise qui doit être entière de part et d'autre, si l'on veut qu'un essai sincère de conciliation soit tenté.

Nous devons enfin exprimer quelque surprise de ce que le Gouvernement pontifical ne soit pas également convié à prendre part à des délibérations concernant le Différend italien. La situation de l'Italie ne saurait assurément être examinée sans qu'il soit tenu compte des intérêts de la papauté. En dehors des questions de droit que nous tenons pourtant à réserver, la souveraineté temporelle du Saint-Père est un fait reconnu, à ce qu'il me semble, par tous les Gouvernements. Sa Sainteté a donc le droit incontestable de faire entendre sa voix dans une réunion qui doit s'occuper des affaires d'Italie.

Veuillez donner communication de la présente dépêche à M. Drouyn de Lhuys, et lui exprimer l'espoir qu'il accueillera nos observations avec l'esprit de loyauté qui nous les a inspirées.

Nous pensons que les positions respectives doivent être nettement établies de part et d'autre, si l'on ne veut pas se bercer soi-même et l'Europe de trompeuses illusions, au risque d'aggraver ainsi le péril au lieu de le diminuer.

Nous croyons donc rendre service à l'intérêt général en formulant une demande et en provoquant des explications qui seront de nature à répandre plus de clarté sur la situation.

Recevez, M..., l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Signé MENSENDORFF, m, p:

Instructions aux Ambassadeurs de l'Autriche près les Cours de Paris, Londres et Saint-Petersbourg, accompagnant la réponse du Gouvernement autrichien à la proposition d'un congrès à Paris, en date du 1^{er} juin.

(Analyse.)

Le Gouvernement autrichien ne se dissimule pas qu'il fait dépendre son adhésion à la réunion du Congrès projeté d'une condition qui peut aisément le faire avorter. Il préférerait peut-être qu'il en fût

ainsi, car plus il examine la situation, plus il lui paraît certain que l'Autriche n'a que peu de résultats à attendre des délibérations que les Puissances neutres se proposent d'ouvrir. Il est clair également que, quels que soient les ménagements apportés à la rédaction du programme, l'examen du Différend italien ne saurait avoir pour signification qu'une demande de cession de la Vénétie.

L'Autriche ne pourrait aujourd'hui opposer à une pareille demande qu'un refus absolu. Céder une province devant une pression morale, une province de cette importance au triple point de vue militaire, maritime et politique, équivaut à un acte de suicide, qui ferait choir la monarchie à tout jamais de son rang de grande puissance.

Le Gouvernement impérial ne saurait accepter une indemnité pécuniaire; son honneur et sa dignité s'y opposeraient.

Une combinaison de nature à amener un échange contre une compensation territoriale ne pourrait être que la conséquence d'une guerre et de grands changements territoriaux qui s'ensuivraient; mais une pareille combinaison ne saurait être le résultat d'une délibération paisible autour d'un tapis vert.

Poser la question de savoir où trouver les compensations, c'est indiquer les difficultés.

Parlerait-on de la Turquie? Son démembrement n'est pas à l'ordre du jour; d'ailleurs ni les provinces danubiennes, ni la Bosnie, ni l'Herzégovine ne constituent, aux yeux de l'Autriche, dans leur état actuel, un équivalent pour la Vénétie. Ces contrées, chez qui l'ordre et le progrès laissent encore à désirer, et qui sont si peu productives, ne seraient pour elle qu'une cause de faiblesse; et au lieu de fournir de nouvelles ressources à l'Autriche, elles ne serviraient qu'à l'épuiser.

L'Autriche ne saurait parler de compensations en Allemagne; elle est trop éloignée de désirer la réalisation de pareilles éventualités; elle préfère avant tout que chacun garde ce qui lui appartient légitimement.

Si malheureusement la guerre venait à éclater, si la Providence, bénissant ses drapeaux, amenait par des succès militaires la consolidation de sa puissance, si son ascendant moral en Europe se relevait, et si des remaniements territoriaux s'effectuaient à son avantage, alors l'Autriche pourrait, usant avec modération de ses succès, consentir à renoncer à une de ses anciennes possessions. Dans l'intérêt de la pacification généralisée, elle serait portée à souscrire à des concessions qu'elle ne pourrait accorder à des menaces sans montrer une faiblesse qui ne ferait qu'enhardir ses adversaires et redoubler leurs exigences.

Des négociations ayant pour but l'abandon de la Vénétie froisseraient profondément aujourd'hui le sentiment public et l'honneur

militaire de la vaillante et nombreuse armée réunie sous les drapeaux de l'empire.

L'Autriche doit donc regarder comme tout à fait impossible une solution dans le sens indiqué, et il ne lui resterait dans une Conférence qu'à proclamer hautement cette impossibilité; c'est ce qui ferait retomber encore plus gravement sur elle la responsabilité de l'avortement du Congrès.

L'Autriche ne peut, dans un Congrès se réunissant aujourd'hui, envisager la question italienne et celle de Venise, qui en fait partie, qu'au point de vue du droit tel qu'il ressort des traités. En se plaçant sur ce terrain des traités, elle ne saurait le faire à demi sans affaiblir elle-même ses arguments et sa cause; elle ne pourrait admettre une discussion sur les affaires d'Italie qu'en prenant pour point de départ des traités dont la non exécution est l'origine de la situation actuelle. Une pareille argumentation, la seule qu'elle puisse employer, lui susciterait à chaque pas des difficultés qui entraveraient toujours une solution pacifique.

La justesse et l'évidence de ces observations paraissent incontestables; une semblable attitude de l'Autriche au sein du Congrès fournirait à ses adversaires des armes pour rejeter uniquement sur elle la faute de l'insuccès des négociations. Il est manifeste que plus les espérances de paix auraient été accrues par l'ouverture du Congrès, plus vifs seraient les reproches qu'on adresserait au Cabinet impérial s'il le faisait échouer.

En forçant les chefs des principaux Cabinets de l'Europe à se séparer sans aucun résultat fructueux, après avoir donné au monde entier le pompeux spectacle de leur réunion, l'Autriche n'aurait-elle pas à craindre d'exciter des rancunes dangereuses?

Telles sont les considérations qui ont dicté la réponse de l'Autriche à l'invitation des trois Cours. En posant à son adhésion une condition qui écarte toute mention de ses intérêts particuliers, et qui se borne à demander un engagement général dont l'équité est incontestable, le Gouvernement impérial se place sur un meilleur terrain qu'en acceptant une discussion à laquelle il serait obligé de couper court par des refus absolus.

L'Autriche serait très-disposée à accepter et désirerait même la réunion du Congrès, si elle pouvait obtenir la garantie qu'aucune Puissance n'a l'intention de s'en servir comme d'un moyen pour atteindre plus aisément un but qu'elle hésite à poursuivre les armes à la main.

Si les Puissances ne peuvent ou ne veulent se résoudre à interposer leur autorité pour refouler des aspirations incompatibles avec l'état de paix, et pour opposer une barrière à des prétentions incessantes

et à des plans agressifs, qu'elles laissent au moins la défense aussi libre que l'attaque ! Forte de son bon droit, l'Autriche n'invoque le secours de personne ; mais elle réclame hautement la faculté de garder ce qui lui appartient aussi longtemps qu'elle pourra le faire.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Note du baron de Kubeck à sir A. Malet, pour lui annoncer que la Diète prendra part à la Conférence proposée à Paris, le 1^{er} juin 1866.

Le soussigné, Ministre d'Autriche, Président de la Diète germanique, a eu l'honneur de recevoir la Note que S. Ex. sir Alexander Malet, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près la Confédération germanique, a bien voulu lui adresser sous la date du 27 de ce mois, d'un commun accord avec S. Ex. M. l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, et avec celui de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pour inviter la Confédération germanique à prendre part aux délibérations qui doivent avoir lieu à Paris dans l'intérêt du maintien de la paix.

Il s'est empressé de communiquer cette Note à la haute Diète, et il a l'honneur d'informer Son Ex. sir Alexander Malet qu'elle vient de prendre la résolution de se rendre à l'appel fait à la Confédération germanique.

De même que les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de France et de Russie se sont rencontrés dans une même pensée de paix et de conciliation, la Diète, fidèle à l'esprit des traités sur lesquels la Confédération germanique est basée, est animée du vif désir de contribuer au maintien de la paix, en tant qu'il dépend d'elle.

Elle manifeste ce désir, en faisant à cet effet, dans sa sphère, tous les efforts possibles, et elle le manifestera aussi par une coopération loyale et désintéressée aux négociations proposées.

Ces délibérations auront pour objet la question des duchés de l'Elbe, les complications en Italie, et les réformes à apporter au Pacte fédéral, en tant qu'elles pourraient intéresser l'équilibre européen.

Il n'y a pas de difficulté à ce que la Confédération germanique participe aux délibérations sur la question des complications en Italie, qui touchent non-seulement aux intérêts européens, mais encore aux intérêts allemands ; les autres questions donnent cependant lieu à des

réserves explicatives. La question holsteinoise, à part le Slesvig, a été toujours considérée comme purement allemande ; celle de la réforme de la Constitution fédérale, abstraction faite des relations internationales de la Confédération germanique, a été toujours considérée comme une question purement intérieure, et rien n'autorise à supposer qu'une autre manière de voir dirigera les délibérations qui vont avoir lieu. La Diète croit donc pouvoir se borner à constater ces principes. Elle croit de même pouvoir être assurée de l'assentiment général en déclarant qu'elle adhérera toujours au principe que toute modification ou résiliation de Traités ne peut se faire sans le consentement des intéressés.

Conformément à ces vues, la Confédération germanique enverra aussi promptement qu'il sera possible son plénipotentiaire à Paris.

La Diète a confié cette mission honorable au baron von der Pfordten, Ministre d'État de S. M. le roi de Bavière ; il se joindra aux autres plénipotentiaires aussitôt que la date de la réunion sera notifiée.

Le soussigné prie Son Ex. sir Alexander Malet de vouloir bien porter cette communication à la connaissance du Gouvernement de S. M. Britannique.

Signé : KUBECK.

SAXE ROYALE.

Dépêche du baron de Beust au comte de Hohenthal, ministre de Saxe à Berlin, au sujet de la dépêche, en date du 22 mai, du comte de Bismarck au ministre de Prusse à Stuttgart.

Dresde, le 2 juin 1866.

Monsieur le Comte, les feuilles publiques reproduisaient, il y a quelques jours, une Dépêche adressée sous la date du 22 mai au Ministre royal de Prusse à Stuttgart¹. L'authenticité de ce document n'ayant pas été niée depuis, nous ne pouvons désormais le supposer apocryphe, comme nous ne pouvons hésiter plus longtemps à faire parvenir à ce sujet par l'intermédiaire de Votre Excellence, quelques remarques au Gouvernement royal prussien.

On nous fait l'honneur, en effet, dans cette correspondance que nous n'avons connue que par les journaux, de nous consacrer une mention spéciale, ce qui nous amène à souhaiter que, dans l'hypothèse d'un retour possible sur le même sujet, les faits et rapports qui nous touchent soient présentés dans leur ordre véritable.

1. Voir *Archives*, 1866, tome II, page 451.

D'après la dépêche en question, les armements de la Saxe auraient « commencé, *on le sait*, dans la première moitié du mois de mars. » Plus loin, il est vrai, la même dépêche dit que « le Gouvernement prussien a eu connaissance, vers le milieu de mars, des armements de l'Autriche, et bientôt après (par conséquent dans la seconde moitié du même mois) connaissance des armements de la Saxe. » Or, la Saxe n'a pas plus armé dans la première que dans la seconde moitié du mois de mars.

Les actes du Ministère saxon de la guerre mettent en évidence les faits suivants :

Le 19 et le 20 mars a eu lieu l'appel des recrues d'infanterie et d'artillerie à pied de cette année. Si cet appel a eu lieu quatre ou six semaines plus tôt que d'habitude, c'est en partie que le printemps était alors plus avancé qu'il ne l'est communément à la même époque. Les recrues de cavalerie et d'artillerie à cheval ont été appelées aux mêmes dates que les années précédentes.

Le 30 mars, il a été conclu, pour la livraison de 80 chevaux, un contrat qui n'a rien de commun avec la question des armements, ces 80 chevaux étant nécessaires pour remplir les vides survenus dans l'effectif de paix de nos troupes de cavalerie et d'artillerie.

On peut considérer comme point de départ des premiers armements, ou plutôt des premiers préparatifs contre un coup de main, la date du 14 avril. Ce jour-là, un traité fut conclu pour la livraison de 2600 chevaux ; en même temps les corps de cavalerie recevaient l'ordre de rappeler, au fur et à mesure de la livraison, un nombre proportionnel de soldats congédiés.

La première livraison eut lieu le 21 avril ; mais les achats furent suspendus le 26, à la suite des espérances de paix conçues alors.

Le 6 mai seulement eut lieu le rappel de tous les militaires en congé et le 7 mai celui des réserves de guerre, tandis que l'achat public de chevaux commençait le 9 mai.

Telle a été la marche véritable des armements de la Saxe. Or, le Gouvernement royal prussien convenant lui-même, par la Dépêche ci-dessus mentionnée, « qu'il s'est résolu vers la fin du mois de mars à procéder à des armements définitifs, » la conclusion évidente de ce rapprochement de dates est que, du propre aveu du Gouvernement royal prussien, les armements de la Saxe n'ont pas précédé ceux de la Prusse, mais que c'est précisément le contraire qui a eu lieu.

Nous nous bornons pour le moment à relever les erreurs sur lesquelles repose la Dépêche en question, et nous réservons, selon le jeu des circonstances, de soumettre à une discussion nouvelle, au sein même de la Diète où elle a été plusieurs fois soulevée par la Prusse, la question de la priorité des armements.

Je prie Votre Excellence de porter la présente Dépêche à la connaissance du Ministère prussien.

Signé : DE BEUST.

Post-scriptum. Au moment où ma Dépêche de ce jour allait être envoyée à Votre Excellence, on est venu me communiquer que dans la copie de la Dépêche prussienne se trouve une faute altérant le passage que je vous ai cité et où il est dit que « vers la fin du mois de mars le Gouvernement royal prussien s'était résolu à procéder à des armements définitifs. » Au lieu de *définitifs*, c'est *défensifs* qu'il faut lire.

Le premier de ces mots me paraissait, à la vérité, si bien répondre à l'état des choses, qu'il ne m'avait inspiré aucun doute. Je m'empresse, toutefois, de donner suite à la rectification qui m'est signalée.

PRUSSE.

Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger, au sujet de la déclaration faite par l'Autriche, dans la séance du 1^{er} juin de la Diète germanique, datée de Berlin le 4 juin 1866.

Monsieur, j'ai déjà communiqué à Votre Excellence, en une autre occasion, la Dépêche que j'adressais le 7 du mois dernier à l'Ambassadeur du Roi à Vienne, relativement à la Note du Comte de Mensdorf, en date du 26 avril¹, sur la Question des duchés de l'Elbe. J'ai choisi à dessein pour cette communication la forme d'une exposition confidentielle des faits, non destinée à être transmise en copie, parce que l'expérience m'a appris qu'une entente réelle n'est pas amenée par un échange de documents qui ont ordinairement une publicité immédiate, et aussi parce que le premier désir du Gouvernement du Roi était d'offrir de nouveau et de laisser au Cabinet de Vienne la possibilité d'un rapprochement.

Nous avons aussi, dans le principe, un motif de penser que cette démarche de notre part serait appréciée à Vienne, et, à en juger d'après ses observations au Baron de Werther, le Comte de Mensdorff semblait avoir entrevu une telle possibilité. En effet, la teneur de notre communication, lorsqu'elle a été connue, a été regardée comme une preuve de cordiales dispositions et d'espérances croissantes dans le maintien de la paix; nous avons vainement attendu une réponse :

1. Voir *Archives*, 1866, tome II, page 401.

nous n'avons pas même reçu une simple parole de l'Ambassadeur de l'Empereur à ce sujet.

Nous sommes obligés, au contraire, de considérer la Déclaration faite par le Gouvernement autrichien à la Diète de Francfort-sur-le-Mein, le 1^{er} juin, comme la réponse à nos ouvertures conciliatrices. Dans cette Déclaration, après une exposition rétrospective en désaccord avec les faits et offensante pour la Prusse, l'Autriche remet à la Diète la décision de la Question du Schleswig-Holstein, et en même temps donne avis d'un acte de souveraineté dans le Holstein, savoir la convocation des États, ce qu'elle n'a pas le droit de faire à elle seule du moment où elle s'est déliée elle-même du Traité de Gastein, en s'en référant à la Diète, et qu'elle a par cela même substitué les anciens rapports de copossession à la récente division géographique.

Nous avons déjà protesté à Vienne contre cet acte injustifiable, ainsi que contre le fait aussi injustifiable d'avoir disposé de nos droits par la remise qu'elle en a faite à la Diète, et nous nous réservons de prendre des mesures ultérieures.

Mais d'abord il me faut déclarer que dans ces procédés du Gouvernement autrichien à notre égard, nous ne pouvions voir qu'une chose, l'intention d'une provocation directe et le désir d'amener forcément une rupture et une guerre.

Toutes nos informations s'accordent pour montrer que la détermination de faire la guerre à la Prusse est bien définitivement arrêtée à Vienne.

Je puis confidentiellement informer Votre Excellence, suivant le désir du Roi, qu'à l'époque où nous avons adressé la communication conciliante ci-dessus mentionnée à Vienne, le Roi, mû par la pensée de préserver la paix aussi longtemps que possible, a prêté volontiers l'oreille à une proposition d'entente directe émanant d'une source impartiale à Vienne, et d'abord communiquée au Roi, sans la participation du Ministère, afin de s'assurer si S. M. l'Empereur d'Autriche était toujours animé du désir de maintenir la paix.

La proposition consistait à traiter la Question du Schleswig-Holstein et de la Réforme fédérale en commun, et, grâce à cette simultanéité, de faciliter la solution des deux Questions. Les négociations appuyées par les désirs les plus conciliants de la part des médiateurs n'ont fait, ainsi que Sa Majesté m'en informe, que démontrer qu'un sentiment correspondant n'existe plus à Vienne. Elles ont constaté (nonobstant l'amour de la paix que l'Empereur professe en théorie) l'aspiration à la guerre, qui domine toute autre considération dans le sein de son conseil entier, même parmi ceux qui, à notre connaissance, avaient précédemment voté contre la guerre et contre les préparatifs et les armements, et que cette aspiration a maintenant obtenu une

influence décisive sur l'Empereur lui-même. Non-seulement on y a manifesté une entière absence de toute disposition à entrer dans des négociations confidentielles et à discuter les chances d'un accord, mais il est parvenu au Roi, par une source authentique, des expressions d'hommes d'État autrichiens influents et de conseillers de l'Empereur, qui ne permettent pas de douter que les Ministres impériaux désirent la guerre à tout prix, en partie dans l'espérance d'obtenir des succès sur le champ de bataille, en partie pour triompher d'embarras intérieurs, et même avec l'intention expresse de venir au secours des finances autrichiennes par des contributions prussiennes ou par une honorable banqueroute.

Les actes du Gouvernement autrichien ne coïncident que trop bien avec cette intention.

J'ai dit plus haut que nous sommes forcés de reconnaître une provocation directe dans la déclaration remise à la Diète. Elle n'a de signification qu'autant que le Cabinet de Vienne entend la faire suivre immédiatement de la rupture, car il n'a pas pu penser que nous endurerions tranquillement son attaque à nos droits.

Passons à une autre question. L'emprunt forcé décrété en Vénétie, qui n'est qu'un trait d'amertume de plus dans les circonstances, prouve que l'Autriche ne veut recourir vis-à-vis de l'Italie aussi qu'aux moyens les plus extrêmes. On en a la preuve dans les réserves dont, suivant les informations arrivées ici, elle a accompagné sa réponse à l'invitation à la Conférence, et qui, ainsi que nous l'apprenons, sont interprétées par les trois Puissances comme équivalant à un refus.

Après la forme de l'invitation libellée, par suite de négociations entre les Puissances qui la faisaient, de manière que l'Autriche pût l'accepter sans s'engager d'avance à rien et sans être contrainte de faire des réserves, c'est précisément le Cabinet de Vienne qui rend tous ces travaux inutiles.

Derrière ceci nous ne pouvions voir que l'intention bien arrêtée de la part de l'Autriche d'imposer la guerre à la Prusse et de se servir des négociations relatives au Congrès uniquement dans le but de gagner du temps par des atermoiements, attendu que ses préparatifs à elle-même, et surtout ceux de ses alliés, n'étaient pas encore complets. La guerre est une chose bien résolue à Vienne. L'unique question ultérieure est de choisir le moment favorable pour commencer.

Cette conviction nous est imposée de la façon la plus impérative par les faits les plus récents, et nous considérons qu'il est impossible d'arriver à une autre conclusion, à moins qu'on ne juge de parti pris.

Les faits parlent trop haut maintenant pour que les commentaires oiseux, basés sur de simples conjectures, sur des bruits absurdes au

sujet des tendances belliqueuses supposées de la Prusse, ne tombent pas d'eux-mêmes par la comparaison. Peut-être nous croira-t-on enfin quand nous protestons solennellement contre toute intention ou désir de faire prévaloir nos prétentions sur les duchés par la force et sans tenir compte des droits de notre copossesseur. Maintenant aussi probablement il ne sera pas difficile de comprendre le motif réel des armements par lesquels l'Autriche a fait naître la présente crise et dont elle a pris soin de rendre impossible la disparition au moyen du Congrès par l'attitude qu'elle a prise.

Nous pouvons en appeler, avec une conscience tranquille, au jugement de tous les hommes d'État impartiaux, pour décider de quel côté il a été fait preuve de conciliation et d'amour de la paix jusqu'au dernier moment.

Je prie Votre Excellence de parler dans le sens de cette dépêche au Ministre des affaires étrangères de la Cour près de laquelle vous êtes accrédité.

Berlin, le 4 juin 1866.

Signé : BISMARCK.

GRANDE-BRETAGNE.

Circulaire de lord Clarendon aux Ministres d'Angleterre près les Cours allemandes et à Berne, annonçant l'avortement de la Conférence à Paris, le 5 juin 1866.

(Extrait.)

C'est avec le plus grand regret que j'ai à vous annoncer que, eu égard aux réserves faites par le Cabinet de Vienne tout en se disant prêt à prendre part à la Conférence proposée à Paris, il a paru qu'il n'y avait aucun espoir de compter sur un résultat satisfaisant de la réunion des plénipotentiaires des diverses Puissances; le projet a en conséquence été entièrement abandonné.

Le Gouvernement de Sa Majesté croit inutile d'exprimer une opinion quelconque sur la conduite suivie par le Gouvernement autrichien dans cette affaire. Il ne peut cependant faire autrement que d'éprouver le plus vif regret qu'il ait fallu renoncer sans essai au moyen, probablement le dernier, de préserver la paix de l'Europe, et qu'il ne reste plus aux Puissances neutres, quant à présent, qu'à assister avec douleur à la misère et à la ruine qui vont frapper quelques-uns des plus beaux pays de l'Europe.

Mais, malgré son désappointement d'avoir échoué avec la France et la Russie dans leurs derniers efforts pour retarder au moins l'ouverture de la guerre, tout en ayant la conscience d'avoir usé de tous les moyens pour atteindre ce but, le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait perdre l'espoir que les malheurs qu'ils vont éprouver rendront tous ceux qui sont engagés dans la guerre plus disposés à mettre de côté leurs prétentions excessives et leurs vues ambitieuses; qu'ils accepteront alors avec sincérité les bons offices des Puissances amies pour la solution des différends et la réconciliation des animosités. Le Gouvernement de Sa Majesté sera toujours disposé à faire tous ses efforts pour amener d'une façon toute désintéressée l'arrangement des Questions qui divisent les Parties adverses, même celles qui pourraient surgir dans le cours des hostilités.

Signé : CLARENDON.

FRANCE.

Note du « Moniteur du soir » relative à la rupture des négociations en vue de la réunion d'une Conférence à Paris, en date du 7 juin 1866.

L'Autriche, la Confédération germanique, l'Italie et la Prusse ont répondu aux Notes identiques des trois grandes Puissances non allemandes. Le Cabinet de Berlin a fait savoir qu'il adhérerait à la proposition de soumettre à une Conférence les questions indiquées dans ce document. La Confédération et l'Italie acceptaient également l'invitation de participer à ces négociations. Quant à l'Autriche, elle a mis à son assentiment des conditions dont la conséquence était d'interdire aux Plénipotentiaires tout examen approfondi du différend italien, en plaçant en dehors de la discussion le sujet principal des difficultés actuelles. En outre, le Cabinet de Vienne ayant déféré à la Diète de Francfort la décision à prendre sur la souveraineté dans le Holstein, la Conférence se voyait en quelque sorte dessaisie d'avance de l'Affaire des duchés, portée dès à présent devant une autre juridiction. L'Angleterre et la Russie ont pensé qu'en présence d'un programme réduit à ce point sur les deux questions les plus importantes, la délibération n'offrirait plus d'utilité réelle, et qu'il n'était plus permis d'en attendre un résultat pratique. Le Gouvernement de l'Empereur ne pouvait que s'associer à cette manière de voir, et renoncer pour le

moment à l'espoir qui se rattachait à la réunion immédiate des Plénipotentiaires.

PRUSSE.

Proclamation du général de Manteuffel, gouverneur du duché de Schleswig, aux habitants du duché, en date de Gottorp, le 7 juin 1866.

Habitants du duché de Schleswig,

Depuis mon entrée en fonctions, j'ai toujours agi envers vous avec franchise. Jamais je n'ai eu occasion de m'en repentir, et je m'adresse donc à vous aujourd'hui avec la même franchise. Les droits de souveraineté que S. M. le Roi mon maître a sur le duché de Holstein sont mis en danger par des démarches que vous connaissez tous. Les intérêts les plus sacrés de votre pays sont mis en question, car jamais la convocation des États de l'un des duchés ne saurait avoir lieu dans un autre but que celui d'arriver à la réunion de la représentation générale d'un Schleswig-Holstein indivisé. Je suis chargé par S. M. le Roi de sauvegarder ces droits compromis, et c'est pourquoi je fais entrer aujourd'hui des troupes dans le Holstein, ainsi que je l'ai fait annoncer à M. le Gouverneur impérial du duché de Holstein. Cette mesure militaire n'a qu'un caractère purement défensif.

Habitants du duché de Schleswig,

J'ai appris à connaître et à estimer l'esprit d'ordre et de légalité qui vous anime, et je vous donne présentement une preuve de cette estime. Je dégarnis dans ce moment le duché de Schleswig presque entièrement de troupes. Vous prouverez que l'attitude que vous avez observée jusqu'ici n'a pas été motivée par la peur, mais par la loyauté de votre caractère. Mais vous aussi, vous avez appris à me connaître et à m'estimer, et vous savez comme je suis fidèlement et de tout mon cœur dévoué aux intérêts de ce pays. Vous accueillerez avec confiance mes paroles. Aucun doute sur la puissance et sur la volonté de la Prusse ne saurait germer au fond de votre âme. Ayez foi dans l'une et dans l'autre.

Au château de Gottorp, le 7 juin 1866.

Le gouverneur du duché de Schleswig,

Signé : E. DE MANTEUFFEL,
Lieutenant général, aide de camp de S. M.
le Roi de Prusse.

Lettre du comte Eulenburg, en réponse aux Adresses de municipalités et corporations, pour le maintien de la paix, datée de Berlin le 8 juin 1866.

S. M. le Roi m'a communiqué un certain nombre d'adresses de municipalités et de corporations, qui demandent le maintien de la paix ; les unes insistent exclusivement sur les bienfaits de la paix ; les autres ne demandent le maintien de la paix qu'à condition qu'il soit conciliable avec l'honneur et le bien de la patrie, mais elles ajoutent expressément qu'en ce moment ni l'un ni l'autre ne paraissent menacés. Sa Majesté m'a ordonné de faire à toutes ces adresses la réponse suivante :

Sa Majesté a constaté avec regret, dans ces représentations, l'absence des expressions de dévouement et d'empressement à faire des sacrifices, que contenaient d'autres manifestations de ces derniers temps, notamment l'adresse de Breslau. Le Roi a déclaré clairement et fermement dans sa réponse à cette dernière que personne ne ressentirait plus douloureusement que Sa Majesté les lourds sacrifices que la guerre imposerait, et que personne n'éprouvait plus vivement le besoin de voir ces sacrifices supportés par le Souverain et le peuple dans une entière concorde. Sa Majesté a solennellement déclaré qu'elle n'a appelé le peuple aux armes que pour défendre les biens les plus sacrés de la Prusse que l'ennemi menace. En ce qui concerne le désir que le rétablissement d'un plein accord entre le Gouvernement et la nation donne à l'enthousiasme national son véritable caractère et sa vraie consécration, Sa Majesté annonce de nouveau qu'un arrangement avec les chambres est le but de ses désirs et de ses zélés efforts.

C'est dans ces augustes assurances que les auteurs et signataires des adresses en question doivent chercher leur réponse ; c'est la seule que comporte la dignité de la Couronne aussi bien que les intérêts de la patrie.

En présence des dangers de plus en plus menaçants, S. M. le Roi espère que tout le peuple prussien, se souvenant des traditions d'un illustre passé, fera preuve de nouveau d'un dévouement patriotique unanime et sans réserve aux intérêts les plus élevés et les plus sacrés de la patrie.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : EULENBURG.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique
du 9 juin 1866.**

La Prusse formule une déclaration ¹ relative à la Note autrichienne du 1^{er} juin et à la Convocation des Chambres du Holstein.

Dans cette Déclaration, la Prusse proteste de nouveau contre l'intention qui lui a été prêtée d'avoir voulu s'annexer par la force les duchés de l'Elbe; elle constate la violation du traité de Gastein, et déclare être prête à résoudre pacifiquement la question du Schleswig-Holstein conjointement avec celle de la réforme fédérale, le Gouvernement prussien comptant dans ce cas sur le concours des représentants du peuple.

Le Ministre impérial d'Autriche repousse très-énergiquement le reproche des ruptures de traité, et constate qu'au contraire le traité de Gastein a été violé par l'entrée des Prussiens dans le Holstein, entrée contre laquelle il proteste, tout en réservant les démarches ultérieures de son très-haut gouvernement ².

L'Assemblée fédérale a adopté ensuite la proposition du comité militaire tendant à faire occuper la forteresse fédérale de Mayence par des troupes bavaroises et une partie de la division d'infanterie de réserve, et la forteresse de Rastadt par des troupes badoises et une autre partie de la division d'infanterie de réserve.

PRUSSE.**Déclaration de la Prusse formulée dans la séance de la Diète
du 9 juin 1866.**

L'Envoyé est chargé de repousser de nouveau, comme contraires à la vérité, les assertions par lesquelles le Gouvernement impérial autrichien insinue que la Prusse a voulu opérer de force l'annexion des duchés de l'Elbe.

Relativement à l'ouverture ensuite de laquelle l'Autriche remet aux décisions de la Diète l'affaire entière du Schleswig-Holstein et garantit

1. Voir ci-après.

2. Voir ci-après.

de sa part à ces décisions l'assentiment le plus empressé, l'Envoyé a l'ordre de déclarer que son Gouvernement ne peut concilier cet acte de la Cour impériale ni avec les traités existant entre les deux Puissances, ni avec la compétence de la Confédération.

Les relations réciproques de la Prusse et de l'Autriche dans l'Affaire des Duchés de l'Elbe ont été réglées, dès l'origine de cette affaire, par des conventions précises.

Quand, au mois de janvier 1864, les deux puissances en vinrent à prendre personnellement en mains la défense des droits des Duchés, il fut conclu entre elles, le 16 du même mois, une Convention qui réglait tout d'abord par des dispositions transitoires les mesures immédiates à prendre, mais prévoyait en même temps le cas où la suite des événements dégagerait les deux puissances des traités antérieurs.

La Convention renferme sous ce rapport, au § 5, le passage suivant, passage clair, excluant l'équivoque, et qui est resté la base légale des relations ultérieures de la Prusse et de l'Autriche.

« Dans les cas où l'on en viendrait aux hostilités dans le Schleswig, et où, par conséquent, la situation créée par les traités entre ces puissances et le Danemark aurait cessé d'exister, les cours de Prusse et d'Autriche se réservent de ne fixer la situation future des duchés que d'un commun accord. En vue de réaliser cet accord, elles concerteront, le cas échéant, les mesures ultérieures commandées par l'état des choses. Elles ne régleront, dans tous les cas, la question de succession à la souveraineté des duchés qu'en vertu d'une entente réciproque. »

Conformément à cette position prise par les deux puissances, les droits du roi Christian IX, roi que ces puissances avaient reconnu, furent, par la paix de Vienne du 30 octobre de la même année, cédés à la Prusse et à l'Autriche, et le droit commun des deux Puissances de disposer des duchés fut reconnu.

De ce droit de disposition émana, le 14 août de l'année dernière, la Convention conclue à Gastein. En vertu de cette Convention, l'exercice des droits acquis par la paix de Vienne devenait géographiquement l'objet d'un partage; mais le droit lui-même de souveraineté sur les deux duchés demeurait par réserve expresse commun aux deux Monarques, ce qui donnait une sanction nouvelle au principe en vertu duquel il ne pouvait être ni prononcé sur la question des Duchés, ni disposé des Duchés eux-mêmes, qu'au moyen d'une entente réciproque.

Le Gouvernement impérial autrichien contrevient à ces conventions alors que, sans s'être assuré au préalable de l'adhésion de la Prusse, il déclare expressément renoncer à cette adhésion, remet toute l'affaire

aux mains de la Confédération germanique, et s'engage à se soumettre aux décisions de cette dernière.

Le Gouvernement royal cherche en vain au moyen de quels arguments pourrait se légitimer cette rupture des engagements imposés à l'Autriche par les Traités, engagements stipulés dès l'origine des complications de guerre, et maintenus dans la Convention de Gastein.

Il ne saurait donner pour motif à cette rupture le prétexte que dans la conviction du Gouvernement I. autrichien, la Confédération germanique a un droit primordial à décider seule de l'affaire des Duchés.

Outre qu'un droit quelconque de la Confédération germanique ne peut s'appliquer qu'au pays fédéral de Holstein et ne saurait toucher au duché de Schleswig, le Gouvernement impérial ne pourra lui-même prétendre que la compétence de la Confédération germanique ait été fondée, ou, en d'autres termes, déterminée. Le Cabinet impérial a, d'accord avec la Prusse, demandé, par son vote séparé du 11 février 1864, que la Diète eût à fonder son droit; il a de plus, dans sa dépêche du 10 janvier de la même année au Ministre impérial à Munich, dépêche livrée à la publicité, formulé en termes si précis ses objections et ses doutes à l'endroit de l'extension donnée par l'Assemblée fédérale à sa compétence, que l'Envoyé se croit dispensé de s'étendre davantage à ce sujet, la situation n'ayant depuis lors subi aucune modification essentielle.

Le Gouvernement royal n'hésite pas à déclarer que, regardant la question des Duchés comme une question nationale, à cause du lien qui unit le Holstein et le Schleswig, il est loin de vouloir la résoudre autrement que d'après la façon même dont il l'envisage. Il a déjà, dans une dépêche adressée le 7 du mois dernier à Vienne, et que l'Envoyé a l'honneur de soumettre à la haute Assemblée, déclaré qu'il était prêt à traiter la question schleswig-holsteinoise conjointement avec celle de la Réforme fédérale, et qu'il voyait là précisément le moyen de rendre plus aisée une solution pacifique.

Aujourd'hui encore, il n'attend même que le moment où il pourra traiter et régler cette question avec un Pouvoir fédéral au sein duquel le concours de la représentation nationale servira de contre-poids à l'influence d'intérêts tout particuliers, et fournira la garantie que les sacrifices faits par la Prusse tourneront en définitive au bien de la patrie entière, et non à l'avantage de convoitises dynastiques.

Mais, dans les circonstances actuelles et eu égard aux limites positivement imposées à la compétence de l'Assemblée fédérale par la Constitution actuelle, le Gouvernement royal doit s'opposer à ce que l'on dispose sans son assentiment de droits qui lui appartiennent en propre, qu'il a acquis par des combats sanglants et que des traités internationaux ont consacrés.

Relativement au passage de la déclaration du Gouvernement impérial notifiant à l'Assemblée fédérale que les pleins pouvoirs spéciaux nécessaires en vue de la convocation de la Diète holsteinoise auraient été délivrés à M. de Gablenz, l'Envoyé est chargé de faire remarquer que son gouvernement regarde la convocation des États comme un droit de souveraineté, et que, partant, ce droit, dans les conditions actuellement faites par les Traités, alors surtout que les dispositions de la Convention de Gastein ont cessé d'avoir cours, aurait dû être exercé en commun par les deux souverains.

AUTRICHE.

Déclaration de l'Autriche dans la séance de la Diète germanique du 9 juin 1866.

Relativement aux déclarations formulées à l'instant par M. le Ministre prussien, le Représentant doit d'abord s'en référer à la communication faite par le Gouvernement impérial à la séance du 1^{er} juin et repousser énergiquement le reproche de violation d'un traité. Il doit notamment insister sur ce fait, que le Gouvernement impérial a déclaré au Cabinet de Berlin qu'il était prêt à laisser subsister à titre provisoire la Convention de Gastein jusqu'au règlement définitif de la question par des résolutions fédérales. En ce qui concerne les considérations sur la compétence de la Diète, présentées il y a un instant, le Ministre se voit obligé de rappeler que le Gouvernement impérial a déclaré à plusieurs reprises au sein de la Diète, sans soulever de contradiction de la part de la Prusse, que les pourparlers entre les deux Puissances avaient pour but une solution de la question du Schleswig-Holstein, conforme aux intérêts et aux droits de la Confédération. Personne ne regrette plus vivement que le Gouvernement impérial que ces pourparlers n'aient pas abouti.

En ce qui concerne la convocation des États du Holstein, le Ministre fera observer que S. M. l'Empereur en a le droit d'après le texte formel de l'article 1^{er} de la Convention de Gastein et que ce point de vue a été constamment maintenu dans les négociations entre Vienne et Berlin.

La gravité de la situation force le Ministre à réserver à son Gouvernement toutes résolutions ultérieures qu'il se verra amené à prendre ; mais dès maintenant il doit constater l'atteinte que la Prusse a portée à la Convention de Gastein par l'entrée de ses troupes dans le Holstein,

et il doit protester très-énergiquement contre cet acte d'autorité spontanée.

Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly au comte de Karolyi, à Berlin, protestant contre l'occupation du Holstein par la Prusse, en date de Vienne le 9 juin 1866.

Monsieur le comte, l'Ambassadeur de Prusse m'a laissé entre les mains la copie d'une Dépêche en date de Berlin, 3 juin, motivée par la déclaration faite par l'Autriche, dans la séance de la Diète du 1^{er} de ce mois. J'ai l'honneur de vous donner ci-joint communication de cette Dépêche.

Le comte de Bismarck a cru qu'il lui était permis d'essayer d'attaquer les paroles que nous avons prononcées à Francfort, c'est-à-dire d'en nier la vérité. C'est un essai qui ne réussira pas au Chef du Gouvernement prussien. Les preuves que nous avons données à l'appui de nos assertions sont par trop présentes à la mémoire de chacun. Ces preuves pèsent d'un grand poids sur le Cabinet de Berlin, et non seulement l'opinion publique s'est rangée de notre côté en Autriche et dans les parties non prussiennes de l'Allemagne, mais même en Prusse il existe beaucoup d'esprits indépendants, aimant la vérité, au jugement desquels nous nous en rapportons avec toute confiance.

En outre, le Gouvernement prussien déclare que, par la démarche que nous avons faite à Francfort, l'Autriche a empiété sur les droits reconnus à la Prusse par les traités et s'est dégagée expressément de la Convention de Gastein, il se croit en conséquence en droit de se replacer sur le terrain du Traité de Vienne du 30 octobre 1864, et il nous annonce qu'il a chargé le général de Manteuffel de sauvegarder ses droits établis par le *condominium*. De notre prétendue renonciation à la Convention de Gastein, il veut, en outre, tirer la conséquence que nous n'avons plus le droit de convoquer séparément les États du Holstein.

Nous protestons ici solennellement contre ces suppositions, et nous déclinons, au nom du Gouvernement autrichien, toute la responsabilité des suites graves qui résulteront de la décision de la Cour de Berlin de transférer le conflit sur le terrain des faits.

A l'appui de notre protestation, nous ferons remarquer d'abord que les stipulations arrêtées entre la Prusse et l'Autriche ne pouvaient ni ne devaient altérer les prérogatives de la Diète germanique, et qu'un

1. Voir *Archives*, 1866, tome II, page 321.

membre de la Confédération, qui déclare reconnaître les décisions prises par la Diète conformément à la Constitution fédérale, ne peut par cela porter préjudice aux droits d'un autre allié.

Nous devons faire ressortir que de son côté le Gouvernement prussien s'est dégagé depuis longtemps du lien de ces stipulations tant par ses faits que par des déclarations expresses, et qu'il n'a plus le droit, par conséquent, d'en appeler, vis-à-vis de l'Autriche, à des engagements que lui-même n'a pas respectés.

Il s'est déjà mis au-dessus du principe, à savoir que la question de succession des Duchés ne saurait être réglée que de concert avec l'Autriche, lorsqu'il a déclaré, non pas après s'être entendu avec l'Autriche, mais à la suite du jugement rendu par les jurisconsultes de la Couronne de Prusse¹, que la question de souveraineté dans le Schleswig-Holstein était vidée, et lorsqu'il a ordonné des mesures pénales contre les partisans de toute autre opinion.

Sans avoir jugé nécessaire de réserver l'approbation de l'Autriche, il s'est montré disposé plus tard à soumettre la question pendant tantôt à un Parlement allemand, tantôt à un Congrès européen. Comment peut-il se plaindre de ce que l'Autriche, à défaut d'une entente rendue impossible par les prétentions de la Prusse, se décide à s'en remettre entièrement à l'organe légal de la Confédération germanique?

Enfin, dans sa dépêche du 26 janvier dernier, le Gouvernement prussien, en prévision d'une réponse négative, a posé la clause expresse qu'il lui était indispensable de recouvrer son entière liberté pour toute sa politique, et qu'il en ferait tel usage qu'il jugerait convenable dans l'intérêt de la Prusse; et, après la réception de notre réponse, le comte de Bismarck a déclaré à l'ambassadeur impérial que désormais cette clause avait pour la Prusse acquis son effet.

Ainsi donc, c'est la Prusse qui, en paroles et en faits, naturellement sans raison fondée, a demandé à se délier des engagements acceptés vis-à-vis de l'Autriche, et pris une position qui ne laissait plus à l'état de choses créé par la Convention de Gastein que la valeur d'un état de possession de fait entièrement précaire. L'Autriche n'en a pas moins respecté cet état de possession; elle n'a pas dénoncé la Convention de Gastein et le Gouvernement impérial aurait laissé subsister le provisoire établi par les articles de cette Convention jusqu'à ce que la Diète se fût définitivement prononcée.

En voulant arbitrairement, à la place de ce provisoire, rétablir l'ancien état de choses et en faisant, à cet effet, entrer ses troupes dans le Holstein, la Prusse, de son côté, rompt de fait la convention de Gastein, et par suite, notre protestation repose troisièmement sur ce point que

1. Voir *Archives*, 1866, tome II, p. 321.

la Prusse tente de se faire justice elle-même ; que, par l'occupation du Holstein, elle a violé les traités qui règlent les rapports de la Prusse et de l'Autriche, ainsi que l'article 11 du Pacte fédéral, et que, par conséquent, elle a donné lieu à l'application de l'article 19 de l'Acte final du congrès de Vienne.

Je vous prie de laisser à M. le Président du conseil de la Prusse copie de cette dépêche, et je dois en même temps réserver au Gouvernement autrichien toutes les démarches et décisions qu'il jugera nécessaires, du moment qu'il ne lui reste plus qu'à se préoccuper de la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de ses droits.

Signé : MENSENDORFF.

PRUSSE.

**Proclamation du général de Manteuffel aux habitants du Holstein,
en date de Rendsbourg, le 10 juin 1866.**

Habitants du duché de Holstein,

Le Gouvernement impérial autrichien s'est dégagé de fait du Traité de Gastein par la Déclaration qu'il a faite, le 1^{er} de ce mois, au sein de la Diète fédérale. Les droits de souveraineté appartenant, d'après le Traité de Vienne, à S. M. le Roi de Prusse sur le duché de Holstein sont lésés par la convocation des États faite séparément. S. M. le Roi a daigné me charger de sauvegarder ses droits. Par suite, j'ai de nouveau fait occuper le duché de Holstein par des troupes prussiennes, comme avant le Traité de Gastein.

L'espérance que le Gouvernement impérial autrichien, après la protestation faite contre la convocation des États, reviendrait sur cette mesure, ne s'est pas accomplie. Je suis obligé par là, pour sauvegarder les droits menacés de S. M. le Roi, de prendre en mains, dans le Holstein aussi, le pouvoir gouvernemental suprême, et je le fais par ces présentes en invitant tous les habitants, et en particulier les autorités et employés, à obéir partout sans résistance à mes ordres.

Je reconnais avec plaisir la conduite tranquille et réfléchie que les habitants du Holstein, sans exception, ont tenue vis-à-vis des troupes prussiennes lors de leur entrée dans le pays. C'est là une nouvelle preuve pour moi que l'attitude hostile à la Prusse d'une partie de la presse et des associations politiques ne répond nullement au vrai sentiment de la population, et j'espère que sa conduite ultérieure aussi ne m'obligera pas à des mesures exceptionnelles. Toutes les associations politiques sont fermées.

Les feuilles politiques qui ont été publiées jusqu'ici sans concession, cesseront de paraître à partir de ce jour, jusqu'à ce qu'elles aient demandé et obtenu la concession prescrite par la loi. Les feuilles dont la concession ne comprend que la publication d'annonces devront se borner à celles-ci. La Régence provinciale établie à Kiel par rescrit du Gouverneur impérial autrichien du 15 septembre 1865 est dissoute; les membres de cette Régence sont relevés de leurs fonctions. Une publication sur l'organisation ultérieure de l'autorité centrale est réservée. Le baron de Scheel-Plessen prend, d'après un ordre du Roi, comme président supérieur des deux Provinces en même temps, la direction de toutes les affaires de l'administration civile, sous l'autorité de l'administration militaire supérieure; il aura sa résidence à Kiel.

Habitants du duché de Holstein! S. M. le Roi a l'intention, conformément au principe de l'union des Duchés, de provoquer la formation d'une représentation commune des duchés de Schleswig-Holstein. Pour préparer d'une manière légale la réunion de cette représentation, on convoquera les États des deux Duchés, et les mesures préparatoires à cet effet sont déjà prises.

Rendsbourg, le 10 juin 1866.

Le gouverneur général prussien,

Signé : E. DE MANTEUFFEL,

Lieutenant général et aide de camp général
de S. M. le Roi.

Circulaire du comte de Bismarck contenant les Propositions de la Prusse aux diverses Cours de l'Allemagne, relativement au projet de réforme de la Constitution fédérale, communiquées par dépêche en date du 10 juin 1866.

Monsieur, la proposition que nous avons faite à la Diète Germanique le 9 de ce mois, pour la convocation d'un Parlement dans le but de réaliser des réformes fédérales, n'a pas eu, malgré l'avertissement qui se trouvait dans la gravité de la situation, le succès que nous désirions instamment dans l'intérêt de la paix. La marche des délibérations de la Commission des neuf, à laquelle nous avons indiqué le contenu de nos projets de réforme, ne permet pas d'espérer que nos propositions reçoivent l'accueil convenable en temps opportun.

Nous nous adressons donc directement à nos Confédérés et nous leur soumettons les bases d'une réorganisation de la Confédération, avec la prière de les examiner soigneusement et de préparer une

réponse à la question de savoir si éventuellement, dans le cas où, à la suite des dangers de guerre, les relations actuelles de la Confédération viendraient à se rompre, ils seraient prêts à entrer dans une Confédération réorganisée sur ces bases.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien laisser au Gouvernement auprès duquel vous avez l'honneur d'être accrédité un exemplaire de ces bases ainsi qu'une copie de la présente dépêche.

Berlin, 10 juin 1866.

Signé : BISMARCK.

Propositions.

Art. 1^{er}. Le territoire fédéral se compose des Etats qui ont appartenu jusqu'ici à la Confédération germanique, à l'exception des territoires appartenant à l'empereur d'Autriche et au roi des Pays-Bas.

Art. 2. Le pouvoir législatif de la Confédération est exercé sur les territoires qui lui sont assignés par la Diète, de concert avec une représentation nationale qui devra être convoquée périodiquement. Pour la validité, l'accord de la majorité de la Diète avec la majorité de la représentation du peuple sera nécessaire et suffisant.

Art. 3. La transformation de la Diète devra être concertée entre les Gouvernements et avec le Parlement, qui doit être convoqué conformément à la proposition prussienne du 9 avril. Jusqu'à ce que cela soit fait, le rapport des voix, admis dans la Diète actuelle pour les membres de la Confédération, restera en vigueur.

Art. 4. La représentation nationale émane d'élections directes opérées d'après les dispositions de la loi du 12 avril 1849 pour les élections de l'empire.

Art. 5. Les États fédéraux forment un territoire commercial et douanier, unitaire et commun, dans lequel est réservée l'érection de ports francs.

Art. 6. Les objets suivants sont soumis à la législation et à la surveillance supérieure du pouvoir fédéral :

La législation commerciale et douanière ;

Le règlement du système des poids et mesures et des monnaies, ainsi que la fixation de principes sur l'émission de papier-monnaie fondé et non fondé ;

Les dispositions générales sur les banques ;

Les brevets d'invention ;

La perfection de la propriété intellectuelle ;

Les dispositions sur les rapports de domicile, d'indigénat et d'établissement, l'exercice de l'industrie, la colonisation et l'émigration dans des pays non allemands ;

Organisation d'une protection commune du commerce étranger en Allemagne, de la navigation allemande et de ses pavillons en mer, ainsi que d'une représentation consulaire commune aux frais de la Confédération ;

Ce qui concerne tous les chemins de fer allemands dans l'intérêt de la défense du pays et des communications générales ;

La navigation fluviale sur les cours d'eau communs à plusieurs États, ainsi que les péages perçus sur les fleuves et autres cours d'eau ;

Les postes et les télégraphes ;

La procédure civile commune et la procédure commune d'ordre et de contribution.

Art. 7. Le pouvoir fédéral a le droit de déclarer la guerre et de faire la paix, ainsi que de conclure des alliances et des traités, de nommer et de recevoir des représentants internationaux.

La déclaration de guerre devra être faite, en tout cas, si le territoire fédéral est envahi ou si une attaque hostile est destinée contre les côtes de la Confédération ; dans les autres cas, il faudra, pour la déclaration de guerre, l'assentiment des souverains des deux tiers au moins de la population du territoire fédéral.

Art. 8. La marine de guerre de la Confédération, avec les établissements de ports et de navigation nécessaires sera formée d'après les principes suivants :

La marine de guerre de la mer du Nord et de la Baltique est unitaire, sous le commandement supérieur de la Prusse.

Les États fédéraux du littoral concourent, en vertu des arrangements particuliers qui seront convenus, à la nomination des officiers et des employés.

Les ports de Kiel et de la Jahde deviennent ports fédéraux.

Les contributions pour la création et la conservation de la marine de guerre et des établissements qui s'y rattachent, seront, en général, en proportion de la population, avec fixation d'un préciput à la charge des États du littoral et des villes hanséatiques en proportion du nombre des tonnes de la marine marchande des divers États.

Un budget fédéral de la marine sera établi sur ces principes.

Le recrutement des matelots et équipages pour la marine de guerre de la Confédération sera réglé par une loi qui établira en même temps pour chaque État du littoral l'obligation de fournir la contribution proportionnelle en nombre de tonnes de la marine marchande. La même loi fixera la proportion d'après laquelle les hommes fournis à la marine viendront en déduction du contingent de l'armée de terre.

Art. 9. La force de terre de la Confédération sera divisée en deux armées fédérales, l'armée du Nord et l'armée du Sud.

Dans la guerre et la paix, S. M. le roi de Prusse est commandant en

chef fédéral de l'armée du Nord, S. M. le roi de Bavière commandant en chef fédéral de l'armée du Sud.

Chacun des deux commandants en chef fédéraux a le droit et le devoir de veiller à ce que, dans l'armée commandée par lui, les contingents fixés par la Confédération soient au complet et en état de faire la guerre, et que l'unité nécessaire soit établie dans l'organisation, la formation, l'armement et le commandement, ainsi que dans l'instruction des hommes et la qualification des officiers.

Chaque Gouvernement a le droit de nommer les officiers, jusqu'à la limite de son propre contingent, sous la supposition que ces officiers aient reçu une instruction analogue; la nomination aux commandements qui embrassent plus d'un contingent, appartient au commandement en chef. Les commandements devront toujours avoir des titulaires et fonctionner même en temps de paix, conformément à la division de l'armée qui existe actuellement dans l'armée prussienne ou dans l'armée bavaroise, de telle façon qu'il y ait toujours en fonction au moins pour trois bataillons, un chef de régiment, au plus par trois régiments un chef de brigade; pour deux brigades un chef de division, pour chaque corps de l'armée fédérale un général commandant.

Le commandant en chef a le droit d'ordonner, dans les cas qu'il croira urgents, la mise sur pied de guerre de chaque partie de l'armée fédérale qu'il commande sur le territoire de cette armée, sous réserve de l'approbation future de la Confédération, et les Gouvernements fédéraux s'obligent à exécuter immédiatement un ordre pareil en ce qui concerne leurs contingents.

Pour chacune des armées fédérales, il sera établi d'accord avec la représentation nationale, un budget militaire commun comprenant l'armée de campagne et les forteresses au moyen de contributions matriculaires des gouvernements dont les troupes formeront ces armées.

Les contributions matriculaires sont en proportion de la population des divers États.

L'administration des deux budgets militaires fédéraux sera gérée sous la direction du commandant en chef, par un conseil de guerre fédéral formé de représentants des Gouvernements contribuants et qui devra rendre compte annuellement à la représentation nationale.

Chaque Gouvernement se chargera lui-même des dépenses des troupes qu'il fournira, sous réserve d'un décompte commun en proportion des contributions obligatoires. Des économies opérées sur le budget militaire, qu'elles soient faites sur les dépenses totales ou sur les contingents particuliers, ne reviendront en aucun cas au Gouvernement particulier qui les aura faites, mais au trésor de guerre com-

mun à chacune des deux armées fédérales. Le contrôle de ce trésor appartient à la représentation nationale.

Art. 10. Les relations de la Confédération avec les parties allemandes de l'Empire autrichien seront réglées par des conventions particulières après qu'on se sera entendu à ce sujet avec le parlement qui doit être convoqué prochainement.

FRANCE.

Lettre de l'empereur Napoléon à M. Drouyn de Lhuys, datée de Paris du 11 juin 1866.

Palais des Tuileries, le 11 juin 1866.

« Monsieur le Ministre, au moment où semblent s'évanouir les espérances de paix que la réunion de la Conférence nous avait fait concevoir, il est essentiel d'expliquer par une Circulaire aux Agents diplomatiques à l'étranger les idées que mon Gouvernement se proposait d'apporter dans les Conseils de l'Europe et la conduite qu'il compte tenir en présence des événements qui se préparent.

« Cette communication placera notre politique dans son véritable jour.

« Si la Conférence avait eu lieu, votre langage, vous le savez, devait être explicite; vous deviez déclarer, en mon nom, que je repoussais toute idée d'agrandissement territorial tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu. En effet, nous ne pourrions songer à l'extension de nos frontières que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance, et si les provinces limitrophes demandaient, par des vœux librement exprimés, leur annexion à la France.

« En dehors de ces circonstances, je crois plus digne de notre pays de préférer à des acquisitions de territoire le précieux avantage de vivre en bonne intelligence avec nos voisins, en respectant leur indépendance et leur nationalité.

« Animé de ces sentiments et n'ayant en vue que le maintien de la paix, j'avais fait appel à l'Angleterre et à la Russie pour adresser ensemble aux Parties intéressées des paroles de conciliation.

« L'accord établi entre les Puissances neutres restera à lui seul un gage de sécurité pour l'Europe. Elles avaient montré leur haute impartialité en prenant la résolution de restreindre la discussion de la Conférence aux questions pendantes. Pour les résoudre, je croyais qu'il fallait les aborder franchement, les dégager du voile diplomatique

qui les couvrait, et prendre en sérieuse considération les vœux légitimes des Souverains et des Peuples.

« Le conflit qui s'est élevé a trois causes :

« La situation géographique de la Prusse mal limitée ;

« Le vœu de l'Allemagne demandant une reconstitution politique plus conforme à ses besoins généraux ;

« La nécessité pour l'Italie d'assurer son indépendance nationale.

« Les Puissances ne pouvaient vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des pays étrangers ; néanmoins les cours qui ont participé aux Actes constitutifs de la Confédération germanique avaient le droit d'examiner si les changements réclamés n'étaient pas de nature à compromettre l'ordre établi en Europe.

« Nous aurions, en ce qui nous concerne, désiré pour les Etats secondaires de la Confédération une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important ; pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le Nord ; pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. Nous aurions voulu en outre que, moyennant une compensation équitable, l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie ; car si, de concert avec la Prusse, et sans se préoccuper du Traité de 1852, elle a fait au Danemark une guerre au nom de la nationalité allemande, il me paraissait juste qu'elle reconnût en Italie le même principe en complétant l'indépendance de la Péninsule.

« Telles sont les idées que, dans l'intérêt du repos de l'Europe, nous aurions essayé de faire prévaloir. Aujourd'hui il est à craindre que le sort des armes seul n'en décide.

« En face de ces éventualités, quelle est l'attitude qui convient à la France ? Devons-nous manifester notre déplaisir parce que l'Allemagne trouve les Traités de 1815 impuissants à satisfaire ses tendances nationales et à maintenir sa tranquillité ?

« Dans la lutte qui est sur le point d'éclater, nous n'avons que deux intérêts : la conservation de l'équilibre européen, et le maintien de l'œuvre que nous avons contribué à édifier en Italie. Mais, pour sauvegarder ces deux intérêts, la force morale de la France ne suffit-elle pas ? Pour que sa parole soit écoutée, sera-t-elle obligée de tirer l'épée ? Je ne le pense pas. Si, malgré nos efforts, les espérances de paix ne se réalisent pas, nous sommes néanmoins assurés par les déclarations des Cours engagées dans le conflit, que, quels que soient les résultats de la guerre, aucune des questions qui nous touchent ne sera résolue sans l'assentiment de la France. Restons donc dans une neutralité attentive, et, forts de notre désintéressement, animés du désir sincère de voir les peuples de l'Europe oublier leurs querelles et s'unir dans un but de civilisation, de liberté et de progrès, demeurons confiants dans notre droit et calmes dans notre force.

« Sur ce, monsieur le Ministre, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« NAPOLEON. »

HESSE — DARMSTADT.

Déclaration de M. de Dalwigk, dans la séance de la seconde Chambre, du 11 juin 1866, à l'occasion des débats sur les crédits demandés pour la mobilisation de l'armée grand-ducale.

Le Ministre soussigné a déjà eu l'honneur, dans les séances du 28 mai et du 4 juin de la seconde Chambre, de déclarer que le Gouvernement grand-ducal était complètement disposé, d'accord avec les Gouvernements amis, à travailler à la convocation d'un Parlement allemand, et à l'établissement d'une représentation investie de tous les pouvoirs constitutionnels, notamment du droit d'accorder les crédits et de soumettre à son assentiment les lois d'ordre général.

Les déclarations d'autres Gouvernements germaniques, notamment celle du Gouvernement royal de Wurtemberg, ayant considérablement augmenté les chances de l'entente qui doit aboutir à la convocation d'un Parlement allemand, le soussigné a été amené à demander à S. A. Royale le Grand-Duc l'autorisation de formuler une Déclaration qui, le soussigné l'espère, tranquillisera complètement la majorité de l'honorable seconde Chambre sur les intentions du Gouvernement.

Le Gouvernement grand-ducal déclare ici qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir, d'accord avec les Gouvernements allemands amis, et comme terme de la lutte qui nous menace, non le maintien tel quel de la Constitution fédérale actuelle, mais l'union de tout le peuple allemand dans un Parlement librement élu, investi de tous les pouvoirs constitutionnels, et capable, en appuyant le pouvoir central qui sera institué au-dessus des divers Gouvernements, de faire prévaloir la volonté collective de l'Allemagne.

Pour ce qui est de la question du Schleswig-Holstein, il était et il est encore superflu de renouveler l'assurance positive que le Gouvernement grand-ducal restera fermement fidèle au point de vue que, d'accord avec la représentation nationale, il a toujours adopté. Le soussigné a toutefois reçu de S. A. R. le Grand-Duc l'autorisation particulière de déclarer que le Gouvernement grand-ducal ne prendra parti que pour une solution de la question des Duchés conforme aux vœux et aux convictions légitimes de la population.

Le Gouvernement grand-ducal ne considérera pas comme valable un règlement contraire à la volonté et aux légitimes convictions du peuple schleswig-holsteinois.

Signé : DALWIGK.

GRANDE-BRETAGNE.

Discours de M. Gladstone, prononcé dans la séance de la Chambre des Communes du 11 juin 1866, en réponse à une interpellation de M. Kinglake sur les différends entre l'Autriche, la Prusse et l'Italie.

Il me faut aborder les questions très-brièvement, mais ce ne sera pas sans déclarer que je ne suis pas d'avis, ni le Gouvernement non plus, qu'il ne résultera probablement rien de bon d'une conversation de ce genre dans la présente situation des affaires. Mon honorable ami a dit qu'au moment actuel la querelle des puissances allemandes eût pu, selon lui, s'arranger, sans les difficultés qui existent en Italie. Que cela soit ou ne soit pas, c'est ce que je n'essayerai pas de dire, parce que j'ignore sur quel avis mon honorable ami a basé ce qu'il a dit; mais il n'en est assurément pas ainsi, au moins en ce qui concerne l'information qu'a reçue le Gouvernement. La grande question, proposée par l'Autriche comme condition préalable à son entrée dans la Conférence, embrasse celle des Duchés de l'Elbe tout autant qu'elle intéresse la province de Vénétie. Faut-il constater que l'Italie convoite la possession de la Vénétie? Il est juste alors de s'enquérir si la Prusse souhaite d'être au même titre maîtresse des Duchés; mais cela même n'est pas tout ce que j'ai à dire là-dessus, parce qu'un autre sujet est venu se placer sur le premier plan, et domine la Question Vénitienne, dans son rapport intime avec l'état actuel des affaires de l'Europe, je veux dire la renonciation de l'Autriche au Traité de Gastein, le renvoi de la question des Duchés de l'Elbe à la Diète, et la convocation des États du Holstein qui probablement provoqueront la guerre sur-le-champ. Il n'y a donc nulle raison de supposer que la Question Vénitienne, considérant les circonstances du moment, soit dans un sens catégorique, ce qui menace la paix de l'Europe, car il est d'autres questions en première ligne. Mon honorable ami a dit que l'Italie a une frontière qui lui donne la faculté de jouer le rôle de perturbatrice de la paix de l'Europe, attendu qu'elle est virtuellement protégée par la France; mais, sur ce point, il est de toute justice de déclarer, au-

tant que cela est à notre connaissance, et sans vouloir agiter nullement la question des intentions ou des désirs, mais nous bornant simplement aux actes qui se font au grand jour, que nous ne sommes point autorisés à dire que l'Italie se soit conduite comme une puissance perturbatrice, ou que par aucun de ses actes publics elle ait assumé sur elle la responsabilité de mesures agressives et militaires qui auraient pu produire les difficultés de la situation.

Mon honorable ami a parlé ensuite de la conduite tenue par les Puissances spectatrices, c'est-à-dire la France et l'Angleterre. Quant à la France, ce n'est point à moi de défendre la conduite du Gouvernement de ce pays, et nous ne prétendons point revenir sur tout ce qu'a dit ou fait le Gouvernement français. Mon honorable ami a parlé de la conduite des autres Puissances spectatrices, et il demande si nous avons donné des encouragements à l'Italie ou des conseils à l'Autriche.

Il nous absout, il est vrai, d'avoir encouragé directement l'Italie à projeter une guerre dans la crise actuelle; cependant il eût pu faire davantage, car je ne sache pas qu'on puisse dire que l'Italie ait reçu de nous aucune espèce d'encouragement direct ou indirect de nature à provoquer une guerre. Mais mon honorable ami ajoute que nous avons peut-être conseillé à l'Autriche, sinon officiellement, du moins de quelque autre manière, de céder la Vénétie. Il semble penser que le Gouvernement britannique, en tant que Gouvernement, n'a donné à l'Autriche aucun avis quelconque, mais il pense et dit, et je crois plutôt qu'il en fait un sujet d'accusation, que nous avons officieusement et d'une façon ou d'une autre qu'il ne caractérise pas, fait savoir à l'Autriche que le Gouvernement anglais était d'avis qu'il serait bon, si cela pouvait se concilier avec son honneur, qu'elle fit quelques arrangements pour la cession de la Vénétie.

Eh bien! c'est une accusation sur laquelle il me paraît bien difficile de répondre à mon honorable ami, et cela pour une raison bien simple et bien claire, c'est que pendant les sept précédentes années, et peut-être fort longtemps auparavant, l'Autriche a parfaitement su que cette opinion était celle du Gouvernement anglais. Peut-être n'est-ce pas l'opinion de mon honorable ami, mais c'est l'opinion que s'était formée et qu'avait exprimée lord Palmerston en 1848; elle a été contestée dans cette chambre, où elle a été de temps à autre défendue et maintenue. Depuis que la présente administration a été formée, il y a sept ans, elle a constamment et sans nulle hésitation proclamé cette opinion et les motifs sur lesquels elle s'appuyait pour la défendre, et, quant à moi, je ne me sens pas du tout disposé à m'en départir. Je suis fâché que mon honorable ami m'ait forcé à la reproduire. Je crois qu'en ce moment, où l'Autriche est dans l'em-

barras, il y a quelque chose d'odieux et de brutal à lui jeter cet avis à la face. Nous avons désiré procéder avec délicatesse, avec les plus vifs sentiments de bienveillance et d'amitié envers l'Autriche, persuadés que le maintien de l'Empire d'Autriche est de la plus haute importance pour la paix de l'Europe.

Et je dois dire que si, en d'autres temps, nous avons été animés de ces sentiments, nous devons surtout les avoir à l'époque actuelle, où elle se trouve en présence de difficultés gigantesques. Si nous remontons à ce qui s'est passé, il y a un ou deux ans (il n'est point de secret à cet égard), on verra que nous déplorions vivement, et, autant que nous avions droit de le faire, nous condamnions hautement la marche suivie par l'Autriche conjointement avec la Prusse vis-à-vis des Duchés. Mais si nous considérons la position récente des affaires relativement à ces Duchés, nous ne pouvons nous empêcher de voir que la cause du droit public et de la justice a été, en très-grande partie, du côté de l'Autriche ; il nous est donc doublement pénible de rappeler l'attention sur la rectification d'une autre partie de sa frontière, ce qui semblerait peut-être décourager de poursuivre le but qui nous paraît être honorable et avantageux. Je crois que la Chambre en grande partie partagera les idées du Gouvernement. Nous sentons que de notre part il ne serait ni prudent ni honorable de provoquer en ce moment ou de manifester une opinion relative à un cas et à une position qui affectent si particulièrement l'Autriche dans la double querelle qu'elle soutient maintenant, et pour une partie de laquelle elle a, je crois, les sympathies de l'Angleterre. Quant à un autre point de cette querelle, qui ne date pas d'aujourd'hui, l'Angleterre lui refuse ses sympathies. En résumé, toutefois il est, ce me semble, de mon devoir de ne point parcourir tout le terrain qu'a occupé mon honorable ami. Tout ce qu'il a dit de l'importance maritime de la Vénétie qu'il représente comme une forteresse allemande et une sauvegarde de la paix de l'Europe, ce sont là des choses dont je ne parle qu'en me réservant à moi et au Gouvernement de Sa Majesté les opinions que nous pouvons avoir à cet égard. Je crois qu'en l'état des choses il vaut mieux s'abstenir de combattre les idées de mon honorable ami : il m'est impossible de dire que je suis de son avis.

Je dirai seulement une chose : c'est que mon honorable ami a commencé son discours par un parallèle entre l'attitude de l'Autriche vis-à-vis de la Vénétie, et celle de la Prusse vis-à-vis des Duchés de l'Elbe. Si ce parallèle était exact, nous n'hésiterions point à appliquer à la Vénétie le même principe qu'à l'égard des Duchés de l'Elbe. Mon honorable ami paraît voir dans la Prusse une Puissance qui veut s'annexer certain territoire éloigné, contre la volonté de la population qui l'habite. Si telle est la nature du rapport étroit existant entre l'Italie et

la Vénétie, je dirai sur-le-champ : Abandonnez l'Italie à la tendre compassion de mon honorable ami. L'Italie ne peut avoir aucun droit à désirer ou à demander la possession de la Vénétie, à moins que ses désirs et sa demande ne soient fondés sur les convictions, les vœux et les traditions des Vénitiens eux-mêmes.

Ce n'est pas seulement la question des Duchés qui est en jeu, question assez sérieuse par elle-même cependant, mais qui se trouve aujourd'hui compliquée d'une autre bien autrement considérable, celle-ci : Quelle sera la Puissance dominante en Allemagne ? Quelle va être à l'avenir l'organisation de la Confédération germanique ? Il y a d'ailleurs une différence entre l'Autriche et l'Italie, pour ce qui regarde la grande frontière sud de l'Autriche. Au moment où l'Autriche est menacée au nord et au sud, j'emploie le mot menacée, je devrais plutôt dire au moment où l'Autriche est engagée dans une question qui peut amener une guerre et sur les frontières du nord et sur celles du sud, il est évident que ce n'est pas la seule question locale d'il y a deux ans qui est sur le tapis ; il s'agit actuellement d'une guerre générale en Europe. Le Gouvernement de Sa Majesté a pensé que, la proposition de l'Empereur des Français étant faite, il était du devoir des Puissances alliées, alors qu'une rupture prochaine était si vivement redoutée, de chercher un moyen d'éviter un aussi terrible désastre. Je dois ajouter aussi que, depuis le Traité de Paris, cette question se présentait sous un aspect différent. Je ne prétends pas dire que quand une Puissance quelconque propose un Congrès, nous devions l'accepter. C'est à nous de juger de la convenance et de l'opportunité de la proposition ; mais, en même temps, il s'agit de savoir si ce qui a été fait à Paris, en 1856, n'a pas sanctionné le principe de l'avis collectif et de recommandation qui, en soi, serait un fait d'une telle importance qu'aucune Puissance européenne ne serait justifiable de ne pas s'y conformer. Je ne sais si mon honorable ami entend mettre en question la conduite que nous avons tenue en acceptant la suggestion du Gouvernement français, eu égard à son mérite intrinsèque, ou s'il la regarde comme étant en contradiction avec celle adoptée en une précédente circonstance.

J'ai essayé d'expliquer cette sorte de contradiction ; mais, en présence des dangers qui menaçaient l'Europe et dans la ferme conviction où je suis que c'était une mesure raisonnable, sage et honorable, je ne peux penser qu'une chose, c'est que nous eussions été complètement inexcusable de repousser l'opportunité qui nous était offerte. Mon honorable ami demande si le Gouvernement a quelque espérance de voir la paix se maintenir. Je crains bien qu'on ne puisse en aucune façon s'y attendre, quoiqu'il se produise en Prusse un temps d'arrêt momentané dans les opérations militaires, et un retard au

départ du roi Guillaume de Berlin. Il m'est impossible de dire quels motifs d'espérer la paix on peut trouver dans ces circonstances. Mon honorable ami demande aussi si le Gouvernement communiquera à la Chambre quelques autres informations relativement aux motifs qui ont engagé les Gouvernements de France et d'Angleterre à conclure que la Conférence n'aurait aucun bon résultat. J'ai dit, dans une précédente occasion, que la demande de l'Autriche, quant aux changements territoriaux auxquels mon honorable ami a fait allusion, et, je peux ajouter, la remise par elle de la question du Holstein à la Diète allemande, ont produit une série de complications en présence desquelles une Conférence ne pouvait plus être utile. Relativement au fait d'avoir ou non offert des avis à l'Autriche, à la Prusse ou à l'Italie, pendant ces deux derniers mois, je ne peux que rappeler ce que j'ai déjà déclaré, en ajoutant néanmoins que nous avons mis une certaine circonspection dans nos conseils. Nous n'avons rien dit qui n'ait été en faveur de la paix et de la modération; tous nos efforts ont tendu à empêcher l'effusion du sang. Le peu que nous pouvions, nous l'avons fait librement; mais nous n'avons pris aucune responsabilité que celle loyalement justifiée par notre position. Ce que nous avons proposé de faire par action collective est une façon d'agir honorable et légitime, conseillée par la civilisation. C'est au moins un pas vers un meilleur établissement de loi internationale, lorsque les Puissances de l'Europe se trouvant en dissidence montrent l'intention de s'en rapporter à une autorité collective reconnue. C'est pour nous un sujet de profond regret que le projet de Conférence ait dû être abandonné par suite des obstacles qui y ont été apportés.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique
du 11 juin 1866.**

L'Autriche notifie à l'Assemblée générale l'entrée des troupes prussiennes dans le Holstein, malgré la protestation du gouverneur autrichien; elle qualifie cette mesure d'acte par lequel le Gouvernement prussien se fait justice par lui-même, acte que l'Assemblée fédérale, en vertu des prescriptions de l'art. 19 de l'acte fédéral de Vienne, est appelée à réprimer.

L'Autriche propose en conséquence la prompte mobilisation de tous

les corps d'armée fédéraux n'appartenant pas à la Prusse, sous réserve des décisions ultérieures de l'Assemblée fédérale ¹.

Le vote sur cette motion aura lieu dans une séance à convoquer très-prochainement.

La Bavière notifie le rappel du commandant de la forteresse fédérale d'Ulm, M. le général comte Bothmer, et son remplacement par le général Hebbberling.

Le président de la commission chargée d'élaborer un droit général des obligations, dépose, les travaux de la commission étant terminés, le projet de loi résultant de ces travaux.

AUTRICHE.

Motion présentée par l'Autriche, dans la séance de la Diète germanique du 11 juin 1866, pour proposer la mobilisation de tous les corps d'armée fédéraux ne faisant pas partie de l'armée prussienne.

Le Ministre président a été chargé par son très-haut Gouvernement de faire à la haute Assemblée fédérale la communication suivante :

Le Gouverneur royal prussien dans le duché de Schleswig, lieutenant général de Manteuffel, a annoncé officiellement au Gouverneur impérial du duché de Holstein, le feld-maréchal lieutenant de Gablenz, qu'il avait reçu l'ordre de son Gouvernement d'occuper les parties du territoire du Holstein non occupées par les Autrichiens, afin de sauvegarder les droits condominiaux de la Prusse.

Le Gouverneur impérial a protesté contre cet acte et a concentré près d'Altona les troupes placées sous ses ordres.

Malgré cette protestation solennelle et quoique la Convention de Gastein confère à S. M. l'empereur d'Autriche l'exercice de tous les droits de souveraineté, l'administration et l'occupation militaire du Holstein, à l'exception de quelques points spécialement désignés, les troupes prussiennes ont franchi la frontière et ont envahi tout le pays.

Le Ministre président est chargé de communiquer ce fait à la haute Diète. Le Gouvernement impérial estime que la mesure prise par la Prusse, constitue une violation de la Convention de Gastein, laquelle avait stipulé un état de choses provisoire que l'Autriche était prête à laisser subsister dans le Holstein jusqu'à ce que la Diète germanique eût pris une décision définitive.

1. Voir ci-après.

M. de Manteuffel a déclaré depuis qu'il était dans la nécessité d'exercer, même dans le Holstein, l'autorité gouvernementale. Cela constitue une violation du traité de paix de Vienne.

S. M. l'Empereur a fait déclarer le 31 mars à Berlin, par son Ambassadeur, qu'il ne voulait pas se mettre en contradiction avec les dispositions de l'Acte fédéral. Le Ministre président a formulé une Déclaration analogue dans le sein de cette haute Assemblée.

S. M. l'Empereur est resté fidèle à cette déclaration.

Mais la Prusse, pour protéger des droits soi-disant violés, s'est rendu justice elle-même.

Par là se présente le cas prévu par l'art. 19 de l'Acte final de Vienne, et la Diète germanique est appelée à prendre des mesures en vue de réprimer une tentative de se faire justice soi-même, laquelle a déjà reçu un commencement d'exécution.

Après cet acte arbitraire, qui est le corollaire des armements étendus de la Prusse, les forces militaires réunies de la Confédération peuvent seules encore offrir une garantie pour la sécurité intérieure de l'Allemagne, pour la sauvegarde des droits menacés des membres de la Confédération germanique.

Le Gouvernement impérial estime nécessaire la prompte mobilisation de tous les corps d'armée fédéraux n'appartenant pas à l'armée prussienne.

Si cette mesure n'était pas déjà suffisamment motivée, il resterait à signaler l'attitude du Gouvernement prussien vis-à-vis des décisions qui ont été prises par la Diète dans ces derniers temps en présence de dangers toujours plus menaçants, et en vue du maintien de la paix dans la Confédération germanique.

Le Gouvernement royal n'a pas répondu à la Résolution prise le 9 mai par l'Assemblée fédérale à l'occasion des menaces dont la Saxe se voyait l'objet, résolution qui invitait le Gouvernement royal prussien à formuler des déclarations propres à rassurer pleinement la Confédération sur l'observation de la part de la Prusse de l'art. 11 de l'Acte fédéral.

La réponse de la Prusse à la Résolution du 24 mai ne peut être considérée comme satisfaisante, la Prusse ayant décliné l'invitation de désarmement simultané formulée dans ladite résolution.

A ces deux occasions, le Gouvernement royal prussien, s'instituant juge au-dessus de la Confédération germanique, a déclaré que sa position vis-à-vis de cette Confédération d'États, ainsi que ses résolutions ultérieures, dépendaient de la condition que ladite Confédération voudrait et pourrait satisfaire aux exigences de la Prusse.

Par tous ces motifs, il semble au Gouvernement impérial que l'inévitable nécessité se présente pour la haute Assemblée fédérale de re-

courir aux mesures urgentes qui doivent la mettre en état de remplir les obligations à elle imposées, et le Gouvernement impérial propose en conséquence ce qui suit :

Plaise à la haute Assemblée fédérale, sous réserve de ses décisions ultérieures :

1^{er} Ordonner la mobilisation des 1^{er}, 2^e, 3^e, 7^e, 8^e, 9^e et 10^e corps de l'armée fédérale, et inviter les hauts Gouvernements à mettre leurs contingents sur le pied de guerre, de telle façon qu'au bout de 14 jours lesdits contingents soient si bien en état de se mettre en marche ou de combattre, qu'ils puissent, au premier appel, partir avec tous leurs effets de guerre.

2^o Inviter les mêmes hauts et très-hauts Gouvernements à s'occuper de la formation des contingents de réserve.

3^o Inviter les mêmes hauts et très-hauts Gouvernements à notifier à la Diète, dans le plus bref délai, en tout cas avant quinze jours, l'exécution de cette disposition.

4^o Inviter les mêmes hauts et très-hauts Gouvernements à procéder aux mesures nécessaires afin que la Diète puisse prendre une décision au sujet du commandement en chef, conformément à l'interprétation du § 46 de la Constitution militaire, et s'entendre en outre sur les nominations et mouvements prévus par les articles VII, VIII, IX et X de la Constitution militaire fédérale.

5^o Inviter le Comité des affaires militaires à s'entendre avec la Commission militaire en vue de l'exécution de cette décision.

Le Ministre président est chargé en outre d'inviter la haute Assemblée fédérale à voter sur ces propositions dans une des plus prochaines séances.

HOLSTEIN.

Protestation des membres des États du Holstein contre l'empêchement mis par le général de Manteuffel à la réunion de l'Assemblée.

Itzehoe, 11 juin 1866.

Le Gouverneur impérial et royal du Holstein ayant, par patente datée du 5 de ce mois, convoqué pour aujourd'hui l'Assemblée des États du duché de Holstein, les députés soussignés se sont réunis en cette ville au jour indiqué et ont été convoqués pour 11 heures du matin à la solennité religieuse précédant l'ouverture des séances, sur l'invitation du Commissaire nommé par le Gouvernement impérial et royal dans la personne de M. le directeur des finances Lesser.

Cependant, dans la soirée d'hier, le lieutenant général de Manteuffel, gouverneur royal prussien pour le duché de Schleswig, avait invité le patronat de l'église Saint-Laurent à ne pas disposer de ladite église dans le but indiqué. Dans l'intervalle, M. Lesser, commissaire et directeur des finances, a été arrêté dans la nuit par des militaires prussiens et éloigné d'Itzehoe.

Les Membres soussignés de l'Assemblée des États du Holstein ont dressé acte de ce procédé en signant le présent protocole; ils protestent en même temps contre cette mesure de violence et réservent solennellement les droits du pays et ceux de son Souverain légitime.

Signé : WYNCHKEN, H. W. BOCKELMANN, KNOOP, E. LORENTZEN, J. C. SEMPER, W. E. WIGGERS, D. SCHRADER, N. A. PFLUEG, G. RENDTORFF, P. WITT, L. MEYN, D. C. KOERNER, DR. THOMSEN, P. J. LICHTWERK, O. H. OTTENS, DR. BEHN, CH. MANNSHARDT, J. ARP. CH. DEOOSE, C. VERSMANN, F. TAMSEN, C. MOLLER, A. BALEMANN, D'AUBERT, F. BULOW.

Le soussigné n'ayant pas été présent à Itzehoe le 10 juin, et se trouvant encore empêché par les événements de partir aujourd'hui, s'associe à la protestation insérée au protocole.

Signé : T. REINKE.

Altona, 11 juin 1866.

Il est réservé d'autres signatures.

AUTRICHE.

**Proclamation du général de Gablenz aux habitants du Holstein,
en date d'Altona, 12 juin 1866.**

Habitants du Holstein,

Des mesures de violence ont suivi l'occupation contraire au Traité, du Holstein. L'Assemblée des États a été empêchée par la force et le Commissaire de l'Assemblée a été arrêté. Par sa proclamation du 10, le Gouverneur du Schleswig a déclaré prendre également en main le Pouvoir suprême dans le Holstein. Le Gouvernement actuel du Duché a été destitué et une nouvelle administration civile a été établie. Les troupes prussiennes s'avancent vers Altona. Le chiffre de nos forces n'a pas été calculé de façon à résister à une attaque d'une puissance allemande qui, jusqu'ici, a été notre alliée. Je suis hors d'état de pro-

téger le droit avec ma petite troupe. Me conformant aux ordres de l'Empereur, je cède à des forces supérieures, et je quitte le pays. En prenant le gouvernement, vous êtes venus avec confiance au-devant de moi. Gardez-moi cette confiance, et recevez mes remerciements cordiaux. Des jours difficiles sont arrivés pour vous, et, en attendant, la force régnera.

Conduisez-vous toujours avec cette prudence dont vous avez donné tant de preuves et restez fidèles à la bonne cause. Vos destinées sont dans la main de Dieu. Persévérez avec la confiance d'une solution heureuse.

Signé : DE GABLENZ.

Note du comte Karolyi, ambassadeur d'Autriche à Berlin, au comte de Bismarck, pour lui demander ses passe-ports, le 12 juin 1866.

Monsieur le Comte, l'occupation violente, et en opposition avec les Traités, du Holstein par les troupes prussiennes, oblige l'Empereur d'Autriche à rompre les relations diplomatiques avec la Prusse.

Le baron de Werther a reçu ce matin l'avis que ses passe-ports sont à sa disposition.

Le soussigné prie le comte de Bismarck de lui faire expédier les siens.

Signé : KAROLYI.

Berlin, le 12 juin.

SAXE ROYALE.

Discours du baron de Beust, lors de la clôture des Chambres saxonnes, le 11 juin 1866.

Très-honorés Messieurs,

Il est dans la volonté du Roi que je me fasse auprès de vous l'interprète des sentiments qui animent son cœur.

C'est d'abord le sentiment de se savoir uni avec son pays et avec son peuple, du bien duquel il est constamment soucieux. C'est ensuite le sentiment d'une vive reconnaissance envers les représentants du pays. Pleins, en effet, d'un patriotique dévouement, vous partagerez avec le Roi la lourde responsabilité du moment ; déjà vous avez pro-

curé à Sa Majesté les moyens de continuer sa marche dans le chemin du devoir et de l'honneur.

C'est enfin un sentiment de confiance envers un pouvoir suprême, dont les voies sont impénétrables, et qui parfois permet l'injustice pour faire triompher le droit et la vérité d'une manière plus éclatante.

Que ces paroles puissent pénétrer au cœur de tous les habitants de notre Saxe chérie ! qu'elles puissent aussi trouver un écho de l'autre côté de notre frontière, car les sacrifices qu'on s'impose, les épreuves qui nous attendent, doivent être supportés pour le bien de l'Allemagne et dans l'espérance d'obtenir une paix durable, honorable et féconde.

Je déclare close, au nom de Sa Majesté, la session de la Diète saxonne.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique du 14 juin 1866.

Il a été procédé, dans la séance de ce jour, au vote sur la motion de mobilisation présentée le 11 par l'Autriche. A son tour de scrutin, le Ministre royal de Prusse a déclaré qu'il devait s'opposer par vote et protestation à ce que l'Assemblée traitât comme affaire de sa compétence une motion contraire, tant par le fond que par la forme, au droit fédéral.

Le vote ayant eu pour résultat l'adoption du § 1 de la motion, modifié en ce sens que la mobilisation des 7^e, 8^e, 9^e et 10^e corps de l'armée fédérale a été seule résolue ; les § 2, 3 et 5 (le § 4 n'avait point réuni la majorité) ayant en outre été élevés à la hauteur de résolutions, le Ministre royal de Prusse a déclaré en substance ce qui suit :

En présence d'une résolution qui venait d'être prise malgré la protestation par lui formulée au nom de son très-haut Gouvernement, le Ministre royal de Prusse devait considérer le Pacte fédéral en vigueur jusqu'à ce jour comme rompu ; il était en même temps chargé de soumettre les bases fondamentales d'une Confédération nouvelle et d'inviter les Gouvernements qui voudraient en faire partie à s'entendre à ce sujet avec le Gouvernement royal prussien.

Il devait, en conséquence, déclarer terminée sa mission de membre de la présente haute Assemblée, et réserver expressément à son très-haut Gouvernement tous les droits et titres lui revenant du fait de ses rapports avec la ci-devant Confédération.

Le Président s'est référé de la façon la plus expresse aux articles 1 de l'Acte fédéral et 5 de l'Acte fédéral de Vienne, d'après lesquels la Confédération, sur le maintien intégral de laquelle toute l'Allemagne et chaque État pris à part ont le droit de veiller, est une association indissoluble dont il n'est libre à aucun des membres de sortir.

Le Président a réservé en outre tous les droits et appartenances de la Confédération, et a invité l'Assemblée fédérale à se joindre à cette protestation solennelle, ce qui a eu lieu, tandis que le Ministre royal de Prusse quittait la salle des séances.

VOTE DE LA BAVIÈRE.

Le Gouvernement royal, qui conserve encore des espérances de paix, adhère à la motion en tant qu'elle concerne la mobilisation des 7^e, 8^e, 9^e et 10^e corps d'armée, attendu qu'en présence des armements continuels de l'Autriche et de la Prusse, dont les différends ne sont pas encore vidés, d'après les déclarations réciproques échangées le 1^{er} de ce mois, le Gouvernement royal bavarois considère que la haute Assemblée a le droit et le devoir de prendre les mesures de précaution nécessaires, dans la forme proposée, pour être à même de se conformer aux devoirs qui lui sont imposés vis-à-vis des troubles compromettant la paix intérieure de la Confédération.

Mais le Gouvernement royal ne saurait toutefois admettre les considérants de la proposition comme une conséquence de la rupture de la Convention de Gastein, attendu que cette Convention n'existe ni pour le Gouvernement bavarois ni pour la Diète germanique.

VOTE DU HANOVRE.

Considérant :

Que les différends qui subsistent actuellement entre les Gouvernements d'Autriche et de Prusse, menacent le repos intérieur et la sécurité de la Confédération et font appréhender des voies de fait entre ces deux États confédérés ;

Qu'à ces fins l'Assemblée fédérale, se basant sur les articles 18 et 19 de l'Acte final de Vienne, est appelée à prendre des mesures opportunes pour empêcher qu'un État ne se rende justice lui-même ;

Que, pour la mise à exécution des décisions à prendre dans ce sens, une condition préalable nécessaire c'est que les États puissent disposer promptement des forces militaires des États confédérés non intéressés directement dans le conflit, afin d'assurer le succès de la médiation ;

Le Gouvernement adopte l'article 1 de la proposition, en le modifiant dans ce sens, que la mobilisation seule des 7^e, 8^e, 9^e et 10^e corps d'ar-

mée sera décrétée; il adopte, de plus, les articles 2, 3 et 5, et rejette l'article 4, qu'il considère comme n'étant pas opportun dans l'état actuel des choses.

VOTE DU GRAND-DUCHÉ DE BADE.

Le Gouvernement grand-ducal estime que la proposition autrichienne dénonçant à la Diète germanique les faits regrettables qui se sont passés dans le Holstein, doit d'abord être discutée au point de vue réglementaire fédéral, et que partant, d'après les articles 18 et 19 de l'Acte final de Vienne, la Diète doit tenir conseil sur les moyens de conserver et de rétablir l'ordre et la sécurité à l'intérieur de la Confédération et doit prendre les mesures jugées nécessaires, dans le cas présent, pour le maintien et le rétablissement des droits fédéraux.

Dans ce but, l'Assemblée fédérale nommera d'abord un Comité chargé de présenter, dans un bref délai, des propositions sur les mesures jugées convenables et nécessaires.

Le Gouvernement grand-ducal estime, de plus, que le moment est venu où l'Assemblée fédérale, conformément aux articles 11 de l'Acte fédéral et 21 de l'Acte final de Vienne, doit intervenir activement pour rétablir dans le Holstein un état de choses légalement fédéral.

L'attitude que l'Autriche a prise en ces derniers temps vis-à-vis de la Confédération germanique, dans la question des duchés de l'Elbe, ainsi que les déclarations répétées de la Prusse, donnent lieu d'espérer que la Diète germanique parviendra encore, en débattant d'une manière impartiale les prétentions des deux États, à amener un accommodement honorable entre eux, tout en sauvegardant les droits de la Confédération.

Le Gouvernement grand-ducal, en formulant cette proposition, a la satisfaction d'ajouter qu'il s'est mis en état, conjointement avec les États voisins, de remplir en tout temps ses devoirs fédéraux, et qu'ainsi son vote n'a été guidé que par le désir de maintenir la paix, si cela est possible, et d'observer strictement les prescriptions fédérales dans une question si importante.

Les voix se sont réparties ainsi dans la séance de la Diète d'aujourd'hui :

Ont voté pour la proposition autrichienne de mobilisation de l'armée fédérale : l'Autriche, la Bavière, la Saxe royale, le Hanovre, le Wurtemberg, Bade, Hesse-Électorale, Hesse-Ducale et Brunswick-Nassau.

Ont voté contre : la Prusse, les duchés de Saxe, Mecklembourg, Oldenbourg, la 16^e curie et les villes libres.

Les quatre corps d'armée dont la mobilisation vient d'être résolue comptent :

Le 7^e (Bavière), en tout 74 833 hommes ;

Le 8^e (Wurtemberg, Bade, Hesse grand-ducale), ensemble 58 681 hommes ;

Le 9^e (Saxe, Hesse-Électorale, Nassau Limbourg et Luxembourg), ensemble 49 308 hommes ;

Le 10^e (Hanovre, Brunswick, Holstein, Mecklembourg, Oldenbourg, Lubeck, Brême, Hambourg), 53 126 hommes.

PRUSSE.

Déclaration de la Prusse à la Diète germanique dans sa séance du 14 juin 1866.

Bien que l'Envoyé eût, au nom de son très-haut Gouvernement, protesté contre toute discussion de la motion autrichienne, l'Assemblée fédérale n'en a pas moins procédé à un vote contraire à cette protestation.

L'Envoyé a maintenant à remplir le grave devoir de faire connaître à la haute Assemblée les résolutions que son très-haut Gouvernement, après le vote qui vient d'avoir lieu, estime lui être imposées pour la sauvegarde des droits et des intérêts de la monarchie prussienne, et de sa position en Allemagne.

La présentation seule de la motion du Gouvernement autrichien constitue, dans la ferme conviction du Gouvernement royal, un acte indubitablement en contradiction manifeste avec la Constitution fédérale, acte que la Prusse doit, en conséquence, considérer comme une rupture de la Confédération.

Le droit fédéral ne connaît, vis-à-vis des États confédérés, que les voies de l'exécution, mesure pour laquelle sont prescrites des formes, des conditions préalables déterminées ; la mise en mouvement d'une armée fédérale contre un État confédéré est aussi étrangère à la Constitution fédérale militaire, que toute mesure décrétée par la Diète contre un État confédéré en dehors des voies de l'exécution.

La position de l'Autriche dans le Holstein spécialement n'est pas placée sous la protection des Traités fédéraux, et S. M. l'empereur d'Autriche ne peut être considéré comme membre de la Confédération pour le duché de Holstein.

Par ces motifs, le Gouvernement royal a cru devoir s'abstenir de discuter en aucune façon les considérants de la motion autrichienne, bien que c'eût été pour lui, dans ce cas, une tâche légère que de repousser le reproche de violation de la paix adressé à la Prusse, et de retourner ce reproche contre l'Autriche.

Il a plutôt semblé au Cabinet royal que la marche à suivre et seule

légalement admissible, devait être que l'Assemblée fédérale écartât tout d'abord par la question préalable une motion d'un caractère anti-légal.

Le Gouvernement royal, eu égard aux liens fédéraux qui ont existé jusqu'à ce jour, ne peut que profondément déplorer que ses Confédérés n'aient pas donné suite à sa démarche formelle.

Depuis trois mois, le membre le plus puissant de la Confédération, violant les lois fondamentales du Pacte, a, pour se faire justice lui-même, armé contre la Prusse ; cette circonstance avait déjà profondément ébranlé la confiance du Gouvernement prussien dans la protection que la Confédération germanique a garantie à chacun de ses membres. Or, le Gouvernement royal ayant fait appel, pour la protection de la Prusse contre une attaque arbitraire de l'Autriche, à l'action de la Confédération et de ses membres, cet appel n'a eu pour résultat que les armements d'autres États confédérés, armements dont le but est resté sans explication. Le Gouvernement royal, après de pareils précédents, devait nécessairement regarder comme mise en péril cette sécurité extérieure et intérieure qui, d'après l'art. 2 du Pacte fédéral, est le but principal de la Confédération.

La motion contraire aux Traités formulée par l'Autriche et l'adoption de cette motion par une partie des États confédérés, sans doute après entente préalable, n'a pu que confirmer et fortifier la manière de voir du Gouvernement royal.

En vertu du Droit fédéral, il ne peut être fait de déclaration de guerre à l'un des membres de la Confédération ; or la motion autrichienne et le vote des États qui viennent d'y adhérer étant une déclaration de guerre à la Prusse, le Gouvernement royal considère la rupture du Pacte fédéral comme accomplie.

« Au nom et sur l'ordre auguste de Sa Majesté le Roi, son très-gracieux maître, l'Envoyé déclare donc que la Prusse regarde le Pacte fédéral en vigueur jusqu'à ce jour comme rompu ; que, partant, loin de le tenir désormais pour obligatoire, elle le considérera comme expiré et agira en conséquence.

Cependant S. M. le Roi ne veut pas considérer comme détruites, du fait de l'extinction de la Confédération ancienne, les bases nationales sur lesquelles cette Confédération a été établie.

La Prusse tient, au contraire, fermement à ces bases et à l'unité de la nation allemande, unité planant au-dessus des formes transitoires, et considère qu'il est du devoir indéclinable des États germaniques de trouver à cette unité la plus convenable expression.

Le Gouvernement royal soumet ici de son côté les bases constitutives d'une nouvelle Union d'États, plus en rapport avec les besoins de l'époque, et se déclare prêt à conclure sur les bases modifiées de l'an-

cienne Confédération une Confédération nouvelle avec ceux des États allemands qui lui tendraient la main dans ce but.

L'Envoyé ne fait maintenant qu'exécuter les ordres de son très-haut Gouvernement, en déclarant terminée sa mission près de la haute Assemblée fédérale.

Enfin l'Envoyé doit, au nom et par ordre de son très-haut Gouvernement, réserver et sauvegarder les droits et titres de toute espèce que le Gouvernement royal, en vertu de ses rapports avec la ci-devant Confédération, est fondé à faire valoir sur toutes propriétés et appartenances de cette dernière : l'Envoyé est particulièrement chargé de protester expressément contre tout emploi, qui pourrait être fait sans son consentement spécial, de fonds fédéraux déjà votés.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Déclaration du baron de Kúbeck, président de la Diète germanique, en réponse à la déclaration de la Prusse. Séance de la Diète du 14 juin 1866.

La Confédération est, d'après l'article 1^{er} de l'Acte fédéral, une Confédération indissoluble, et il est du droit de l'Allemagne tout entière, comme de chaque Etat en particulier, de veiller au maintien inaltérable de cette Confédération, et, d'après l'article 5 de l'Acte final de Vienne, aucun membre de la Confédération ne peut en sortir librement.

Le Président, en présence de la décision que l'Assemblée était compétente à prendre et s'appuyant, au nom de l'Assemblée, sur les lois fondamentales ci-dessus mentionnées, déclare comme non fondées en droit et en fait les motifs énoncés dans la déclaration de l'Envoyé de Prusse, et doit sauvegarder de la manière la plus formelle tous les droits et attributions de la Confédération, laquelle continue à exister dans sa force pleinement obligatoire.

L'Assemblée s'étant associée à cette protestation, le Président continue :

La Prusse, par la démarche qu'elle vient de faire, se rend seule responsable des graves complications qui vont fondre sur l'Allemagne.

Les gouvernements de la Confédération germanique, restés fidèles à cette dernière, sauront remplir leurs devoirs vis-à-vis les uns des autres et envers la nation allemande, en restant ensemble sur le terrain du droit fédéral.

PRUSSE.

Circulaire du comte de Bismarck aux Agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger, sur le vote de la Diète germanique du 14 juin, en date de Berlin le 15 juin 1866.

Monsieur, j'ai à faire part à Votre Excellence d'un événement par lequel le Droit public de l'Europe sera essentiellement altéré.

L'Assemblée fédérale à Francfort-sur-Mein a résolu dans sa séance d'hier (14 juin) la mobilisation de l'armée fédérale entière, à l'exception des corps prussiens, par 9 voix sur 16.

L'Autriche, qui a déjà rompu ses relations diplomatiques avec nous et dont les troupes menacent nos frontières depuis trois mois, a provoqué cette mesure le 11 juin, en se référant à l'article 19 de l'Acte final de Vienne du 8 juin 1815, et en alléguant une perturbation de son état de possession dans le Holstein.

L'article 19 de l'Acte final de Vienne, allégué pour servir de base à cet acte hostile, forme seulement, comme on sait, le point de départ pour la procédure légale prescrite par les articles suivants; il stipule que les différends entre des membres de la Confédération doivent être aplanis pacifiquement si ces différends rentrent dans la compétence constitutionnelle de la Diète, et se réfère pour le reste au règlement d'exécution fédérale.

La mise sur pied de guerre d'une armée fédérale contre un membre de la Confédération, telle qu'elle a été résolue, sur la proposition de l'Autriche, est en contradiction avec le but et l'idée de la Diète et avec le texte de l'Acte fédéral, surtout avec les articles 2 et 11 (dernier alinéa) qui forment les articles 54 et 63 de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 et qui sont ainsi conçus :

« Art. 54. Le but de cette Confédération est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, l'indépendance et l'inviolabilité des États confédérés.

« Art. 63 (alinéa 3). Les États confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre, sous aucun prétexte, et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la Diète. Celle-ci chargea une commission de tenter la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas et qu'une sentence juridique de Vienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austrégial, auquel les parties en litige se soumettront sans appel. »

La proposition autrichienne, en contradiction avec les lois fédérales, ayant été non-seulement prise en considération nonobstant la

protestation de la Prusse, mais ayant été en outre adoptée par la Diète fédérale à la simple majorité susmentionnée, le Représentant du Roi à la Diète a constaté, au nom de Sa Majesté, par une Déclaration solennelle, la violation des Traités fédéraux, et a quitté, immédiatement après cet acte, cette Assemblée, dont la majorité était formée d'États qui s'étaient déjà unis antérieurement pour des mesures hostiles contre la Prusse.

Il est maintenant du devoir du Gouvernement de Sa Majesté de constater d'une manière formelle la rupture des Traités susmentionnés devant les Puissances qui ont signé l'Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, ou y ont ultérieurement adhéré.

J'ai donc l'honneur d'autoriser Votre Excellence à porter à la connaissance du Gouvernement de..., par une note, le contenu de cette dépêche.

Signé : BISMARCK.

Note du prince d'Ysenbourg au comte de Platen zu Hallermund, ministre des affaires étrangères du Hanovre, portant proposition d'une alliance, en date du 15 juin 1866.

La proposition faite à la Diète, dans la séance du 11 juin, à l'effet de mobiliser l'armée fédérale de la Prusse, jointe à l'attitude qu'ont prise contre nous un certain nombre de membres de la Confédération en adhérant aux intentions menaçantes et contraires au Droit fédéral de l'Autriche, a amené la rupture du lien fédéral qui existait jusqu'ici.

Ces événements imposent à S. M. le Roi, le très-gracieux maître du soussigné, l'obligation d'employer les moyens propres à protéger la Prusse contre l'attaque projetée et commandée par le besoin de la conservation de soi-même.

La position géographique du royaume de Hanovre fait de celui-ci un élément important du système de cette défense. Le Gouvernement Royal Hanovrien trouvera donc juste que, dans la tension de la situation actuelle de l'Allemagne, qui est marquée par la proposition anti-fédérale de l'Autriche du 11, la Prusse se voie obligée de demander au Hanovre des déclarations et des garanties positives sur leur position future réciproque.

Ces garanties ne peuvent, d'après l'état des choses et l'attitude du Hanovre, depuis la communication de M. de Stockhausen du 14 de ce mois, être trouvées que dans la conclusion d'une alliance entre la Prusse et le Hanovre, sous les conditions suivantes :

1° Les troupes royales seront replacées sans délai sur le pied de paix du 1^{er} mars dernier ;

2° Le Hanovre consent à la convocation du Parlement allemand, et convoquera les électeurs à cet effet, en même temps que la Prusse ;

3° La Prusse garantit au Roi son territoire et ses droits de souveraineté, dans la limite des propositions de réforme du 14 de ce mois.

Le soussigné a été chargé de demander une déclaration faisant savoir si S. M. le roi de Hanovre a l'intention de conclure ladite alliance.

Au cas de l'assentiment de S. M. le Roi, le soussigné est autorisé à donner, au nom de S. M. le Roi, son très-gracieux maître, l'assurance qu'il défendra le royaume et sauvegardera les droits et intérêts de son nouvel allié comme les siens propres.

Si, contre son attente, on donnait une réponse négative ou évasive, S. M. le Roi se trouverait placé, à son regret, dans la nécessité de considérer le royaume comme se trouvant en état de guerre vis à vis la Prusse et de ne plus consulter dans ses rapports avec lui que les égards dus à la protection de son propre pays et les exigences militaires.

Le soussigné, en ayant l'honneur de faire observer encore qu'il a l'ordre de demander une réponse dans le courant de la journée, profite, etc....

Signé : Prince d'YSENBURG.

HANOVRE.

Réponse du comte de Platen zu Hallermund à la Note du prince d'Ysenbourg, datée de Hanovre le 15 juin 1866.

Le soussigné a eu l'honneur de recevoir aujourd'hui la note de S. A. le prince d'Ysenbourg, et il a immédiatement porté à la connaissance de S. M. le Roi, son très-gracieux maître, le contenu de cette note.

Le soussigné a l'honneur de faire observer tout d'abord que la Motion présentée dans la séance de la Diète du 11 juin a été adoptée dans la séance du 14 avec des modifications telles que la décision prise à ce sujet ne pouvait être interprétée dans le sens d'un acte d'hostilité contre la Prusse.

Le Gouvernement du roi de Hanovre, en particulier, s'est placé, dans son vote et dans son exposé des motifs, vote et exposé dont le

Gouvernement du roi de Prusse a parfaitement connaissance, au point de vue d'une rigoureuse impartialité fédérale.

Il a voté contre la mobilisation des trois corps d'armée autrichiens, afin de conserver à la Confédération une position toute objective entre les deux Puissances en conflit; il n'a pas adhéré en outre à l'article de la motion qui allait au delà des mesures prescrites dans le cas d'une guerre entre États Confédérés, et enfin il s'est exclusivement attaché à cette considération, que la médiation était le but final des résolutions prises par la Diète.

Il est vrai que, d'un autre côté, il n'a pu méconnaître le fait, évident pour tout le monde, que l'ordre et la sécurité intérieurs de la Confédération étaient menacés, et il a pu, encore moins, se soustraire au devoir que lui imposait sa qualité de Confédéré de voter les mesures jugées nécessaires pour le maintien de cet ordre et de cette sécurité.

Si le Gouvernement du roi de Hanovre estime, après de sérieuses considérations et un examen consciencieux de la situation de fait et de droit, avoir agi selon les devoirs que lui imposait le pacte fédéral; s'il croit encore pouvoir prétendre qu'il a sauvegardé le droit fédéral, tout en conservant sa bonne amitié de confédéré au Gouvernement du roi de Prusse, il a dû être d'autant plus surpris des conditions de traité que S. A. le prince d'Ysenbourg lui a soumises, et sur lesquelles le Gouvernement du Roi est invité à se prononcer.

La première de ces conditions est de rétablir immédiatement les troupes hanovriennes sur le pied où elles se trouvaient le 1^{er} mars de cette année.

Pour ce qui est du point en question, le soussigné déclare simplement que l'armée ne se trouve nullement sur le pied de guerre.

Les manœuvres des troupes ont eu lieu cette année plus tôt que d'habitude, et le soussigné ne peut croire que cette simple mesure ait pu constituer un acte d'hostilité contre la Prusse, d'autant plus que l'on n'a procédé à aucun achat de chevaux ni pris aucune mesure quelconque de mobilisation.

Le Gouvernement du roi de Prusse, de son côté, ne saurait assurément méconnaître que, dans les conjonctures actuelles, le retrait d'une mesure insignifiante en elle-même ne fût une grave atteinte portée à l'honneur de l'armée hanovrienne, et que Sa Majesté le très-gracieux maître du soussigné, ne se soumettrait jamais à une semblable prétention.

La seconde condition exige que le Hanovre adhère à la convocation d'un Parlement et procède aux élections, dès que la Prusse en aura pour elle-même pris l'initiative.

Le soussigné a l'honneur de faire observer, à ce sujet, que les propositions relatives à la convocation d'un Parlement sont actuellement

soumises à la décision de la Diète germanique, et que le Gouvernement du roi de Hanovre, pénétré de ses devoirs de Confédéré, estime ne pouvoir admettre qu'on délibère séparément, en dehors de la Diète, sur une affaire si importante et si grosse de conséquences pour la nation allemande.

Si, en troisième lieu, la Prusse garantit de son côté à Sa Majesté le roi de Hanovre son territoire et ses droits de souveraineté dans la mesure des propositions de réforme formulées le 14 de ce mois, le soussigné ne saurait effectivement voir dans les propositions précitées une garantie pour les droits de souveraineté du Roi son très-gracieux maître.

Les propositions de réforme du 14 empiètent sur les droits de souveraineté d'une manière telle qu'elles équivalent à une médiation.

Si, par conséquent, le soussigné se voit dans le cas de déclarer qu'il ne peut accepter les conditions de traité que S. A. le prince d'Ysenbourg lui a communiquées au nom du Gouvernement du roi de Prusse, il déclare de nouveau, et de la manière la plus catégorique, que le Gouvernement du roi de Hanovre a la conscience d'être resté sur le terrain du droit des gens et du droit fédéral garanti et inattaquable, et que, dans son opinion, le maintien de ces droits ne devait pas donner occasion à la Prusse de considérer le royaume de Hanovre comme étant en état de guerre avec la Prusse.

Le Gouvernement hanovrien maintient immuablement le point de vue, que le droit fédéral défend la guerre entre les États confédérés; par conséquent, il ne prendra pas de mesures belliqueuses vis-à-vis de la Prusse aussi longtemps que ses frontières ne seront pas attaquées.

Le Gouvernement hanovrien ne saurait, du reste, considérer une attaque comme une mesure fondée en droit et politiquement motivée, même dans les complications actuelles, et ne renonce pas encore à l'espoir que le Gouvernement du roi de Prusse appréciera les sentiments amicaux de Confédéré dont il a toujours fait preuve, et que les rapports de bon voisinage qui ont existé jusqu'à ce jour entre les deux Gouvernements ne seront pas troublés.

Le soussigné invite S. A. le prince d'Ysenbourg à porter à la connaissance de son très-haut Gouvernement les déclarations qui précèdent et saisit avec plaisir cette occasion d'assurer Son Altesse de sa considération très-distinguée.

Signé : DE PLATEN ZU HALLERMUND.

PRUSSE.

Note du baron de Schulenburg au baron de Beust, ministre des affaires étrangères de Saxe, proposant une alliance avec la Prusse, datée de Dresde le 15 juin 1866.

Monsieur le Baron, la situation anti-fédérale créée par les armements de l'Autriche contre la Prusse, et l'attitude prise vis-à-vis de cette situation par S. M. le Roi de Saxe et par d'autres membres de la Confédération, ont, conjointement avec les dernières délibérations de la Diète, dissous les rapports de fédération qui avaient existé jusqu'à ce jour, et forcé S. M. le Roi de Prusse de recourir, pour la défense de sa monarchie, aux moyens propres à paralyser l'attaque méditée contre lui.

Le Gouvernement du Roi de Saxe a voté le 14 juin pour que la haute Assemblée fédérale ordonnât la mobilisation de tous les corps d'armée fédéraux, à l'exclusion de ceux qui font partie de l'armée prussienne.

Le Gouvernement du Roi de Prusse ne peut voir dans cette mesure, à côté d'une violation des rapports fédéraux, qu'un acte direct d'hostilité dirigé contre lui, et la situation géographique de la Saxe jointe aux relations étroites de ce royaume avec les provinces prussiennes limitrophes, met le Gouvernement royal de Prusse dans l'impossibilité de ne point tenir compte de l'attitude hostile qu'a prise vis-à-vis de lui le gouvernement du Roi de Saxe.

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Roi de Prusse, a reçu en conséquence l'ordre d'inviter le Gouvernement du Roi de Saxe à déclarer si S. M. le Roi de Saxe veut conclure avec la Prusse une alliance à la condition :

1° Que les troupes du Roi de Saxe seront immédiatement rétablies sur le pied de paix, où elles se trouvaient le 1^{er} mars;

2° Que la Saxe donnera son adhésion à la convocation du Parlement allemand et ordonnera les élections à cet effet, dès que la Prusse en aura fait autant;

3° Que la Prusse garantira au Roi de Saxe son territoire et ses droits de souverain dans la limite des projets de réforme.

Si le Gouvernement du Roi de Saxe ne peut se décider à conclure cette alliance, S. M. le Roi de Prusse se trouverait, à son vif regret, placé dans la nécessité de considérer le royaume de Saxe comme en état de guerre avec la Prusse, et d'agir en conséquence.

Le soussigné, tout en ayant l'honneur de faire observer respectueu-

sement qu'il a reçu l'ordre de solliciter une réponse avant l'expiration de la journée, et qu'un retard mis à cette réponse au delà du terme indiqué, ou même une réponse évasive, seraient considérés comme un refus, saisit cette occasion de renouveler à S. Ex. M. le baron de Beust, Ministre d'État du Roi de Saxe, l'expression de sa considération distinguée.

Signé : SCHULENBURG.

SAXE ROYALE.

Note du baron de Beust en réponse à celle du baron de Schulenburg du même jour, repoussant la proposition d'alliance, datée de Dresde le 15 juin 1866.

Le soussigné a eu l'honneur de recevoir la Note que M. de Schulenburg-Priemern, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Roi de Prusse, a bien voulu lui adresser, et l'a soumise aussitôt à S. M. le Roi, son très-gracieux maître.

En conséquence, le soussigné a été chargé de communiquer la réponse suivante :

Le gouvernement du Roi de Saxe ne peut que regretter franchement l'interprétation que cette Note donne à la décision prise hier par la Diète germanique, mais il ne saurait nullement partager l'opinion que le Pacte fédéral est rompu par cette décision.

L'on sait qu'en vertu des lois fondamentales de la Confédération germanique, cette dernière est indissoluble.

La Diète a été incontestablement compétente à décréter la mobilisation totale ou partielle de l'armée fédérale, et les décisions à prendre à ce sujet ne sont soumises à aucune loi fondamentale, prescrivant l'unanimité des voix, de sorte qu'une décision prise à la majorité des voix est constitutionnellement valable.

Le Gouvernement du Roi de Saxe ne saurait par conséquent, sans être infidèle à ses devoirs d'État confédéré, acquiescer à l'article I de la proposition qui lui est faite.

En ce qui concerne l'article II de ladite proposition, le Gouvernement saxon entend travailler énergiquement à la convocation d'un Parlement allemand; mais, conformément aux propositions formulées par les Chambres, il agira dans le sens de l'élection d'un Parlement commun à toute l'Allemagne, et il adopte pour point de départ que les élections ne peuvent pas être ordonnées par un gouvernement isolé.

Si, dans les circonstances actuelles, il plaisait effectivement au Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse de considérer le rejet de sa proposition d'alliance comme un *casus belli*, et d'agir en conséquence, il ne resterait au Gouvernement du Roi de Saxe qu'à protester hautement et énergiquement contre ces procédés, en se fondant sur les lois fondamentales de la Confédération germanique, et à invoquer le secours de cette dernière.

Le soussigné, en invitant M. le Ministre à porter la présente réponse à la connaissance de son Gouvernement, saisit cette occasion pour assurer de nouveau M. le Ministre de sa considération très-distinguée.

Signé : BEUST.

PRUSSE.

Déclaration du Gouvernement prussien aux Cours étrangères relativement à la résolution de la Diète germanique du 14 juin, datée de Berlin le 16 juin 1866.

La Confédération ayant été rompue par la résolution du 14, et la Prusse se trouvant menacée de guerre, le devoir de la conservation de soi-même exigeait que le pays fût assuré contre les États voisins. La Prusse a offert, par suite, le 15 juin, à la Saxe, au Hanovre et à la Hesse Électorale, une alliance fondée sur la neutralité non armée, avec la condition de la convocation d'un Parlement allemand à l'effet d'assurer la paix. En même temps la Prusse a promis à ces États la garantie de leur état de possession et leur souveraineté.

Les trois États susmentionnés ont repoussé cette offre.

La position géographique de la Prusse ne permettant pas de supporter en ces pays une hostilité ouverte ou dissimulée pendant une guerre faite ailleurs, les troupes royales ont passé ce matin la frontière dans les trois directions pour éviter qu'on ne les attaque par derrière pendant qu'elles se défendront contre l'Autriche.

On apprend que les Gouvernements de la Hesse Électorale et de Hanovre ont fait interrompre dans leurs États les chemins de fer et les lignes télégraphiques. Sur le train express qui a passé cette nuit à Hanovre se trouvait un détachement de pionniers pour exécuter, à ce qu'on dit, sur la frontière de Brunswick, l'ordre de détruire le chemin de Hanovre.

Ces faits montrent plus clairement que tout autre combien il était impossible pour la Prusse, au moment où elle est menacée de guerre

par l'Autriche, de conserver sur ses derrières comme voisins douteux, ces pays qui séparent les deux parties de la monarchie, et qui arment conformément à la résolution fédérale votée par les adversaires de la Prusse.

Après que le Gouvernement hanovrien se fut offert, dans sa Note du 14 mai 1866, pour conclure un traité de neutralité désiré par la Prusse, après que la Prusse eut accepté officiellement cette offre, mais que le Hanovre n'eut pas tenu sa promesse et se fut prononcé contre la Prusse par son vote relatif à la mobilisation des contingents allemands, il était impossible pour la Prusse d'agir autrement qu'elle ne l'a fait.

Le Gouvernement hanovrien sera responsable, vis-à-vis de son pays, d'avoir repoussé le moyen d'arrangement offert si amicalement de conclure un traité de neutralité avec la Prusse, qui aurait en même temps garanti les possessions et la souveraineté du Hanovre, et d'avoir préféré l'alliance autrichienne.

Le Gouvernement de Sa Majesté a chargé les Légations royales de constater par des Notes d'abord auprès des puissances qui ont signé l'Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, la rupture de l'Acte fédéral, et par suite des articles 54 et 63 de ces Traités européens, dans lesquels cet Acte a été reproduit, et ensuite de donner aussi communication de cet Acte à toutes les autres Puissances.

Des organes publics annoncent que S. A. le duc Ernest de Cobourg occupe une place éminente parmi les princes qui ont l'intention de défendre les droits de la Prusse. Nous remplissons notre devoir en constatant ce fait, et en ajoutant que le duc Ernest s'est prononcé avec autant de décision que de fermeté contre la proposition de mobilisation autrichienne.

Beaucoup de contribuables offrent au Gouvernement de payer leurs contributions directes d'avance pour une année et plus, et de mettre à sa disposition des capitaux sans intérêt pour la durée de la guerre. Sa Majesté a apprécié avec gratitude ces preuves de dévouement et de sentiments patriotiques. Il ne serait pas conforme aux intérêts de l'État de repousser des offres patriotiques de ce genre, et les bureaux de contributions ont reçu les ordres nécessaires pour recevoir les contributions et les capitaux offerts sans intérêts.

Circulaire du comte de Bismarck aux Agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger pour annoncer les mesures militaires que la Prusse est obligée de prendre vis-à-vis des États limitrophes, à la suite du vote du 14 juin de la Diète germanique, en date de Berlin, le 16 juin 1866.

Monsieur, nous avons prévu que les armements inopinés et injustifiables de l'Autriche auraient pour conséquence une crise fatale : cette crise vient d'éclater.

Les trois Puissances neutres ont tenté de conjurer les dangers de la situation, en soumettant à des délibérations communes les questions qui menaçaient la paix de l'Europe, mais leurs efforts ont échoué contre la résistance de l'Autriche.

La solution de la question des Duchés de l'Elbe avait été réservée par les traités à une entente commune entre les deux Puissances.

L'Autriche s'étant affranchie de ses engagements pour chercher cette solution, en dehors des traités qu'elle avait signés, le Roi, notre auguste maître, s'est vu obligé de faire entrer ses troupes dans le Holstein, sans contester toutefois à l'Autriche le droit de faire passer les siennes dans le Schleswig. La rupture du traité de Gastein autorisait Sa Majesté à prendre cette mesure ; l'obligation de défendre ses droits lui en faisait un devoir.

L'Autriche a préféré faire sortir ses troupes du Duché, et, en portant devant la Confédération germanique une accusation arbitraire de rupture de paix, elle a soumis à la Diète de Francfort une proposition dont l'admission même à la délibération constituait une rupture manifeste du Pacte fédéral.

La Motion présentée par l'Autriche dans la séance du 11 juin ne vise à rien moins qu'à décréter la guerre fédérale contre un membre de la Confédération, mesure absolument incompatible avec la lettre et l'esprit des Traités et le but fondamental qu'ils ont en vue.

Cette proposition, au lieu d'être écartée d'emblée, a été adoptée à la majorité des voix dans la séance du 14 courant.

Cette violation du Pacte fédéral implique nécessairement la rupture des liens qui unissaient les membres de la Confédération. C'est ce que l'Envoyé du Roi était chargé de déclarer à la Diète dans la même séance. Ces procédés ont affranchi le Gouvernement de Sa Majesté de toutes les obligations que lui imposait le lien fédéral, de même que ses anciens Confédérés ne sauraient plus prétendre exercer des droits qui ne leur appartenaient qu'en commun avec la Prusse, ni agir sans elle, comme les représentants de la Confédération.

Nous voyons ainsi rompus des liens que pendant près de deux générations la Prusse a cherché à maintenir au prix de maints sacrifices, bien qu'elle fût obligée de reconnaître qu'ils ne répondaient qu'imparfaitement aux besoins de l'époque.

Mais en présence de l'hostilité ouverte manifestée par la résolution de la Diète de mettre sur pied contre la Prusse les forces de la Confédération, Sa Majesté s'est vue dans la nécessité de prendre, elle aussi, les mesures que le soin de sa propre défense et ses devoirs envers son peuple réclamaient impérieusement.

Le Gouvernement du Roi a proposé, à cet effet, aux États de l'Allemagne du Nord limitrophes de la Prusse une nouvelle alliance dont l'acceptation écarterait les dangers que nous avons à redouter de la position géographique de ces États enclavés en partie dans notre territoire.

Il s'est déclaré prêt à entrer en délibération avec ces Gouvernements et avec un Parlement allemand, pour fixer les points principaux de cette alliance. Mais en considération de l'état de crise où nous nous trouvons, il a dû leur demander avant tout de remettre leurs forces sur le pied de paix ou de les réunir aux nôtres pour combattre ensemble le péril commun.

Le Gouvernement du Roi a la conscience qu'en formulant ces demandes il s'est renfermé dans des limites aussi étroites que le soin de sa propre défense le lui permettait. Si des conditions si modérées ne sont pas acceptées, il se verra obligé d'avoir recours à ses propres forces et d'employer contre les Gouvernements qui se sont fait connaître comme ses adversaires déterminés tous les moyens dont il dispose.

La responsabilité de ce qui en pourra résulter retombera tout entière sur ceux qui, par leur hostilité, auront créé cette situation et qui auront repoussé au dernier moment la main que la Prusse leur tendait.

Je vous invite, Monsieur, à vous exprimer dans ce sens vis-à-vis du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité et je vous autorise à laisser copie de cette dépêche.

Signé : BISMARCK.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Note du baron de Kübeck à sir A. Malet, ministre d'Angleterre, pour notifier le maintien de la Confédération, malgré la sécession de la Prusse, en date de Francfort, le 16 juin 1866.

Monsieur le Ministre, l'Assemblée fédérale allemande ayant décidé dans sa séance d'avant-hier, dans l'intérêt de la sécurité intérieure de l'Allemagne, de mobiliser quatre corps d'armée, le Ministre de Prusse a déclaré, au nom de S. M. le Roi, que la Prusse considérait les Traités fédéraux comme violés et comme n'étant plus par conséquent obligatoires, qu'elle les regardait comme détruits et qu'elle s'en dégageait.

M. de Savigny a déclaré en même temps que sa tâche était terminée.

Le Président de la Diète a protesté contre les déclarations du Ministre de Prusse, en déclarant que d'après l'article 1^{er} de l'Acte fédéral la Confédération germanique est une association indissoluble, et que d'après l'article 5 de l'Acte final de Vienne aucun membre de cette association n'est libre d'en sortir. L'Assemblée fédérale s'est associée à cette déclaration du Président.

Dans sa séance d'aujourd'hui elle a déclaré en outre que la sécession de la Prusse n'est pas valable et que les résolutions de la Diète continuent à être obligatoires pour la Prusse. La haute Assemblée m'a en même temps ordonné de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence.

Signé: KÜBECK,
Président de la Diète germanique.

PRUSSE.

Proclamation du général Herwarth de Bittenfeld, à son entrée dans le royaume de Saxe, du 16 juin 1866.

Saxons,

J'entre dans votre pays, non comme votre ennemi, car je sais que vos sympathies ne sont pas d'accord avec les efforts de votre Gouvernement. C'est votre Gouvernement qui n'a pas eu de repos jusqu'à ce

que de l'alliance de l'Autriche et de la Prusse sortit l'inimitié. Votre Gouvernement est cause que votre beau pays sera le premier le théâtre de la guerre. Mais mes troupes vous traiteront en amis, selon que vous vous montrerez disposés à supporter les inévitables charges de la guerre. Il dépendra donc de vous d'adoucir les souffrances de la guerre et de rendre vains les efforts qui tendraient à exciter un sentiment d'hostilité entre des peuples de la même origine.

Signé : HERWARTH DE BITTENFIELD,
Général d'infanterie royal prussien et commandant
général.

PRUSSE.

**Proclamation du prince Frédéric-Charles, datée de Gœrlitz
le 16 juin 1866.**

S. M. le roi de Prusse, mon très-gracieux maître, s'est vu forcé de déclarer la guerre au roi de Saxe, et par suite j'ai fait passer dès aujourd'hui la frontière de la Lusace à une partie des troupes que je commande.

Nous ne faisons pas la guerre au pays et aux habitants de la Saxe, mais au Gouvernement qui, par son hostilité, nous y a obligés sans aucun motif.

Nos troupes respecteront partout consciencieusement la propriété privée et protégeront tout habitant tranquille.

Habitants de la Lusace ! venez donc au-devant de nous avec confiance et soyez convaincus que mes soldats allégeront autant que possible, par bienveillance et par une discipline sévère, les charges de la guerre qui ne pourront être évitées complètement, puisqu'il sera nécessaire de recourir à des réquisitions, qui ne seront demandées que régulièrement et dont il sera délivré reçu.

Quartier général de Gœrlitz, 16 juin 1866.

Le général de cavalerie,
FRÉDÉRIC-CHARLES, prince de Prusse.

SAXE ROYALE.

Manifeste du Roi de Saxe, en date de Dresde, le 16 juin 1866.

A mes fidèles Saxons !

Une attaque non justifiée m'oblige à prendre les armes ! Saxons !

Parce que nous avons défendu fidèlement le droit d'un peuple frère ;

Parce que nous avons tenu fermement au lien qui embrasse la grande patrie allemande ;

Parce que nous ne nous sommes pas soumis à des demandes anti-fédérales ;

On nous traite en ennemis. Quelque douloureux que puissent être les sacrifices que nous imposera le sort, allons courageusement au combat pour la cause sainte.

Nous sommes, il est vrai, en petit nombre, mais Dieu est puissant pour les faibles qui ont confiance en lui, et l'aide de toute l'Allemagne fidèle à la Confédération ne nous manquera pas. Bien que dans le moment je sois obligé de céder à la force supérieure et de me séparer de vous, je reste néanmoins au milieu de ma brave armée, où je me sentirai toujours en Saxe, et j'espère, si Dieu bénit nos armes, revenir bientôt au milieu de vous.

J'ai ferme confiance en votre fidélité et votre amour.

De même que nous avons passé ensemble les heureux jours, nous resterons unis aussi dans les heures d'épreuve. Ayez aussi confiance en moi, vous dont le bien a été constamment et sera toujours le but de mes efforts.

Avec Dieu pour le droit !

Que ce soit là notre devise.

Signé : JEAN.

PRUSSE.

**Proclamation du général prussien de Beyer aux Hessois
en date du 16 juin 1866.**

Frères hessois, sur les ordres de mon Roi et maître, je suis entré aujourd'hui avec mes troupes dans votre pays, après que votre Gouvernement, dans son déplorable aveuglement, eut dédaigné de créer,

en accord pacifique avec la Prusse, pour notre patrie commune, une organisation qui eût été conforme aux demandes légitimes du peuple allemand. Il n'y a guère de populations en Allemagne qui aient eu autant à souffrir des misères de notre situation.

Nous savons que vous aspirez à des jours plus heureux, et nous venons auprès de vous, non comme ennemis et conquérants, mais pour vous donner une main fraternelle. Prenez-la et n'obéissez pas plus longtemps à la voix de ceux qui voudraient faire de vous nos ennemis, parce qu'ils sont sans cœur pour le salut et l'honneur de l'Allemagne.

Celui-là seul qui se mettra entre vous et nous sera considéré comme notre ennemi. Je briserai, l'épée à la main, toute tentative de résistance, mais aussi je déplorerai douloureusement toute goutte de sang que nous serons obligés de verser. J'invite toutes les autorités à rester à leur poste et à gérer les affaires comme auparavant. Aux citoyens paisibles je promets la protection de leur propriété.

La circulation à l'intérieur du pays sera libre, autant que cela sera possible sans porter atteinte aux intérêts militaires. Par contre, j'attends de vous que vous viendrez avec empressement au-devant de tout ce que je dois réclamer de l'assistance du pays dans l'intérêt de mes troupes et pour remplir la mission qui m'est confiée.

Frères hessois ! le peuple prussien, groupé autour de son Roi, engage ses biens les plus précieux pour le droit et la puissance de l'Allemagne.

En avant ! montrez, vous aussi, que le sang allemand coule dans vos veines !

Signé : DE BEYER.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique
du 16 juin 1866.**

En se retirant de la dernière séance, l'Envoyé du roi de Prusse a donné lieu à la haute Assemblée de décider aujourd'hui que la déclaration de sécession de la Prusse était non valide en droit, et que les résolutions de la haute Assemblée fédérale, organe de la Confédération indissoluble, continuaient à être obligatoires pour la Prusse.

Le Gouvernement du roi de Saxe a donné avis que les troupes prussiennes ont franchi la frontière saxonne ; il propose en conséquence :

De prendre sur-le-champ des mesures nécessaires pour réprimer ces désordres ;

D'inviter en particulier les hauts Gouvernements d'Autriche et de Bavière à repousser au besoin par la force les actes du Gouvernement du roi de Prusse et à aviser sans délai.

L'Envoyé d'Autriche déclare alors que S. M. l'Empereur s'opposera de toutes ses forces à la violation exercée contre ses Confédérés et agira sur-le-champ en conséquence, en déployant toutes ses ressources militaires. S. M. l'Empereur attend de la part de tous ses Confédérés un dévouement égal à la cause commune, au droit et à la liberté de l'Allemagne ; il est en conséquence très-désirable que les Gouvernements s'entendent sur l'unité du commandement suprême.

Le Gouvernement du roi de Bavière ayant déclaré y donner son plein assentiment, la motion de la Saxe a été élevée à la hauteur d'une résolution.

SAXE ROYALE.

Motion présentée par la Saxe à la Diète germanique dans sa séance du 16 juin 1866, pour proposer de prendre des mesures contre l'invasion du territoire saxon par la Prusse.

L'Envoyé du roi de Saxe est chargé de faire la communication suivante à la haute Assemblée : Le Gouvernement du roi de Prusse a invité hier le Gouvernement du roi de Saxe à rétablir ses forces militaires sur le pied de paix, en menaçant de traiter la Saxe comme si elle était en guerre vis-à-vis de la Prusse, dans le cas où cette dernière n'aurait pas reçu jusqu'au soir une réponse satisfaisante.

En présence de cet acte de violence, contraire au droit fédéral, le Gouvernement saxon, se référant à la proposition qu'il avait formulée dans la séance de la Diète du 5 juin, et notamment à la décision prise dans la dernière séance, ne devait plus hésiter à remplir ses devoirs fédéraux en refusant sur-le-champ d'obtempérer à la demande de la Prusse, refus qui fut suivi de la déclaration de guerre de la Prusse et de l'entrée en Saxe de ses troupes.

Menacé par de graves dangers, le Gouvernement saxon invoque avec confiance l'aide et l'appui de la Confédération contre cet acte arbitraire, et l'Envoyé est conséquemment chargé de formuler la proposition suivante :

« Plaise à la haute Assemblée, en raison des procédés employés par la Prusse, procédés aussi contraires au droit des gens qu'au droit fédéral et aux dispositions non équivoques des articles 2 et 11 de l'Acte fédéral et de l'article 1 de l'Acte final de Vienne, procédés compromettant en outre la sécurité publique et l'état de possession à l'intérieur de la Confédération germanique, prendre immédiatement les mesures nécessaires, en vertu des articles 18 et 19 de l'Acte final de Vienne, pour mettre un terme à cet état de choses anomal et inviter en même temps les hauts Gouvernements d'Autriche et de Bavière à s'opposer par la force aux mesures prises par la Prusse et à prendre sans délai les dispositions nécessaires dans ce but. »

En attendant, le Gouvernement royal, fidèle à ses devoirs fédéraux, fera tout ce que ses propres forces lui permettront de faire.

AUTRICHE.

Vote de l'Autriche pour appuyer la motion de la Saxe présentée dans la séance du 16 juin 1866.

L'Envoyé appuie la motion de la Saxe et communique en même temps à l'Assemblée que, d'après des nouvelles authentiques, la Prusse a adressé une sommation analogue aux Gouvernements de Hanovre et de la Hesse-Électorale.

En raison de ces faits, l'Envoyé est chargé par son très-haut Gouvernement de déclarer ce qui suit :

Sa Majesté l'Empereur s'opposera de toutes ses forces à la violence exercée contre ses Confédérés et agira sur-le-champ en conséquence, en déployant toutes ses ressources militaires. Sa Majesté l'Empereur attend de la part de tous ses Confédérés un dévouement égal à la cause commune, au droit et à la liberté de l'Allemagne ; il est en conséquence très-désirable que les Gouvernements s'entendent sur l'unité du commandement suprême, et l'Envoyé doit, au nom de son très-haut Gouvernement, exprimer le vœu pressant que cette entente ait lieu sans délai.

PRUSSE.

**Manifeste du gouvernement prussien aux populations allemandes,
en date du 16 juin 1866.**

Après que la Diète allemande a représenté depuis un demi-siècle, non l'unité, mais la désunion de l'Allemagne, et qu'elle a perdu ainsi depuis longtemps la confiance de la nation ; après qu'elle a été vis-à-vis de l'étranger comme la garantie de la persistance de la faiblesse et de l'impuissance de l'Allemagne, on a voulu récemment en abuser pour appeler l'Allemagne sous les armes contre un membre fédéral qui, par sa proposition de la convocation d'un parlement, a fait la première démarche décisive pour donner satisfaction aux prétentions nationales. Pour la guerre contre la Prusse, qui a été amenée par l'Autriche, la Constitution allemande ne fournissait aucun appui ; cette guerre manquait de tout motif, voire même de prétexte apparent.

Par la résolution du 14 juin, à la suite de laquelle la majorité des membres de la Confédération a décidé de s'armer pour faire la guerre à la Prusse, la rupture de la Confédération est consommée, l'organisation des anciennes relations fédérales déchirée.

La base de la Confédération, l'unité vivante de la nation allemande, subsistant seulement, il est du devoir des Gouvernements et du peuple de trouver l'expression nouvelle et viable de cette unité.

A ceci se joint pour la Prusse le devoir de défendre son indépendance menacée et par cette résolution et par les armements de ses adversaires. En offrant sa force entière pour remplir ce devoir, le peuple prussien manifeste en même temps sa résolution de combattre pour le développement national de l'Allemagne, empêché forcément jusqu'ici par l'intérêt individuel.

La Prusse a offert dans ce sens, immédiatement après la dissolution de la Diète, la conclusion d'un nouveau pacte fondé sur la simple condition de protection mutuelle et de participation aux efforts nationaux. Elle ne réclamait rien que de garantir la paix et à cet effet elle désirait qu'un parlement fût immédiatement convoqué.

Son espoir que ce vœu juste et modéré serait exaucé, a été déçu. L'offre de la Prusse a été repoussée et cet Etat a été forcé d'agir selon les devoirs que lui impose l'obligation de se protéger lui-même. Dans un pareil moment, la Prusse ne peut pas tolérer près de ses frontières ou entre ses frontières des ennemis assurés ou des amis douteux.

En franchissant les frontières, les troupes prussiennes ne viennent pas en ennemi des populations, dont la Prusse respecte l'indépendance

et avec les représentants desquelles elle espère discuter dans l'Assemblée nationale allemande les destinées futures de l'Allemagne.

Que le peuple allemand, jetant les yeux sur ce but élevé, se rapproche de la Prusse avec confiance, pour l'aider à avancer et à assurer le développement de la patrie commune !

Communication officielle du comte de Goltz à M. Drouyn de Lhuys pour l'informer des motifs qui ont déterminé le cabinet de Berlin à considérer la Confédération germanique comme dissoute par le fait du vote du 14 juin de la Diète, datée de Paris, le 17 juin 1866.

Le soussigné, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, est chargé et a l'honneur de faire à S. Exc. M. Drouyn de Lhuys, Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, la communication suivante, relative à une atteinte sérieuse portée au Droit public de l'Europe.

La Diète germanique, siégeant à Francfort-sur-Mein, a, dans sa séance du 14 juin, voté par 9 voix sur 16 la mobilisation de l'armée fédérale, à l'exception du contingent prussien.

Auparavant déjà l'Autriche avait rompu les relations diplomatiques avec la Prusse, et, après que ses armées eurent menacé depuis trois mois les frontières prussiennes, elle avait, dès le 11 juin, provoqué la mesure prise le 14, en s'appuyant sur l'article 19 de l'Acte final de Vienne du 8 juin 1815, et en alléguant une violation de son droit de possession dans le Holstein.

Or, l'article 19 de l'Acte final de Vienne, cité pour la justification de cette mesure agressive, n'est que le point de départ de la procédure légale prescrite dans les articles suivants relativement à l'arrangement de différends survenus entre Confédérés, et qui tombent sous la compétence de la Diète.

Le règlement de l'exécution fédérale contient de plus les prescriptions précises relatives à cette procédure.

La réunion d'une armée fédérale contre un membre de la Confédération, telle que l'Autriche l'a proposée en se basant sur la Constitution militaire fédérale, est en contradiction avec le but et l'esprit de la Confédération, ainsi qu'avec le texte même de l'Acte fédéral, notamment avec les articles 2 et 11 (dernier alinéa), reproduits dans les articles 54 et 63 de l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, dont voici la teneur :

« Art. 54. Le but de cette Confédération est le maintien de la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et l'inviolabilité des États Confédérés.

« Art. 63 (alinéa 3). Les États Confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la Diète. Celle-ci exercera, par une commission, la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas, et qu'une sentence devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement « austrégial » (*Austregal-Instanz*) bien organisé, auquel les parties litigieuses se soumettront sans appel. »

La proposition autrichienne, si éminemment contraire au Droit fédéral, ayant été discutée malgré la protestation de la Prusse, et votée par la Diète à la simple majorité, l'Envoyé du Roi près la Confédération germanique a, au nom de Sa Majesté, constaté par une déclaration solennelle la rupture du Pacte fédéral, et il a aussitôt quitté cette Assemblée, au sein de laquelle la plupart des membres représentaient des États qui s'étaient antérieurement déjà entendus sur des mesures hostiles à la Prusse.

Le Gouvernement du Roi a donc le devoir de notifier formellement la rupture du Pacte fédéral, dont les stipulations ont perdu toute valeur, aux puissances qui, par la signature de l'Acte du Congrès de Vienne du 8 juin 1815 ou par leur adhésion à cet Acte, ont contribué à la création de cette œuvre, bien qu'elles n'en eussent pas garanti le maintien.

En ayant l'honneur de joindre à cette communication une copie de la Déclaration faite dans la séance de la Diète germanique du 14 de ce mois par l'Envoyé du Roi, le soussigné profite, etc.

Signé : Comte DE GOLTZ.

HANOVRE.

Proclamation du Roi, datée de Goettingue, le 17 juin 1866.

A mon peuple fidèle,

S. M. le Roi de Prusse m'a déclaré la guerre.

Il l'a fait parce que je n'ai pas voulu contracter une alliance qui aurait empiété sur l'indépendance de ma Couronne et sur l'autonomie de mon Royaume, humilié l'honneur et le droit de ma Couronne et porté préjudice au bien-être de mon peuple fidèle.

Une telle humiliation était contraire à mon droit et à mon devoir, et parce que je l'ai repoussée, l'ennemi a envahi mon pays.

J'ai quitté la résidence que, pour le moment, je n'aurai su défendre contre une attaque imprévue, en y laissant la Reine et mes filles, les princesses, comme gages précieux de la confiance que je mets en ma fidèle capitale, et je me suis rendu, avec le Prince royal, là où mon devoir m'appelait, auprès de mon armée fidèle qui, sur mon ordre, allait se concentrer, sans délai, dans le sud de mon royaume.

C'est d'ici que j'adresse mes paroles à mon peuple fidèle : Restez fidèles à votre Roi sous le poids même de la domination étrangère, soyez constants dans les vicissitudes de l'avenir, soyez persévérants ainsi que vos pères qui ont combattu victorieusement dans les pays voisins et éloignés, pour la maison des Guelphes et pour leur patrie, et espérez avec moi que le Tout-Puissant fera triompher les lois éternelles du droit et de la justice.

Au milieu de mon armée toute dévouée et prête à tous les sacrifices, je fais, avec le Prince royal, ma prière en faveur de votre salut.

Je mets ma confiance en Dieu et en votre fidélité.

Goettingue, ce 17 juin 1866.

Signé . GEORGE.

PRUSSE.

Proclamation du général de Manteuffel, en entrant dans le royaume de Hanovre, datée de Harbourg, le 17 juin 1866.

Hanovriens !

Depuis plusieurs semaines, S. M. le Roi mon maître s'est efforcé d'arranger, conformément aux traités, les différends avec le Gouvernement hanovrien.

Nous avons échoué.

La sûreté de la Prusse exige qu'il n'y ait pas d'ennemis derrière son armée.

Mon Souverain a, en conséquence, demandé le renvoi des troupes qui avaient été enrôlées dans l'armée hanovrienne au delà du pied de paix.

Ce n'est qu'en accordant cette demande qu'on aurait pu épargner les maux de la guerre. Tant qu'on n'y aura pas satisfait, je dois con-

sidérer le Hanovre comme étant en état d'hostilité contre la Prusse et agir en conséquence.

Mais je ne viens pas comme ennemi des braves habitants du royaume. Les propriétés privées seront sévèrement sauvegardées, et les troupes royales prussiennes feront preuve, comme toujours, d'une rigoureuse discipline.

De votre côté, Hanovriens, faites-leur une réception amicale.

Signé : DE MANTEUFFEL.

AUTRICHE.

Circulaire du comte de Mensdorff-Pouilly aux Représentants de l'Autriche à l'étranger, pour leur transmettre le manifeste de l'empereur François-Joseph à ses peuples, datée de Vienne le 17 juin 1866.

Monsieur, les derniers actes de violence commis par la Prusse en Allemagne, l'invasion à main armée d'États inoffensifs qui n'avaient fait que rester fidèles aux prescriptions du Pacte fédéral n'ont plus permis à l'Empereur, notre auguste maître, de persévérer dans sa longanimité et de demeurer spectateur oisif d'une violation aussi flagrante des droits de ses Confédérés.

Le Manifeste impérial qui vient de paraître annonce à tous les peuples de l'empire d'Autriche que la guerre est désormais inévitable, et qu'il faut opposer la force à la force pour assurer le triomphe du droit et le maintien de l'indépendance des États allemands.

Les paroles de l'Empereur trouveront sans doute, même à l'étranger, un écho sympathique. Elles s'adressent à des sentiments qui font battre les cœurs partout où les idées d'honneur et d'équité sont encore vivaces. Je craindrais d'affaiblir l'effet de ce langage en y ajoutant un commentaire.

Veuillez, je vous prie, aviser à ce que le Manifeste impérial soit exactement connu et reçoive la publicité la plus étendue.

La *Gazette de Vienne* vous apporte le texte allemand de ce document. Vous en trouverez, sous ce pli, une traduction française que je vous invite à répandre le plus que vous pourrez. La cause pour laquelle l'Autriche prend les armes est trop bonne pour qu'elle ne gagne pas à être plaidée bien haut devant le tribunal de l'opinion publique. Aucun désir de conquête ne guide la politique du Gouvernement impérial.

Les peuples de l'Autriche savent que ce n'est point pour satisfaire une ambition coupable qu'ils sont appelés à supporter de pénibles sacrifices. Cette conviction leur donne un élan patriotique qui est, je l'espère, le gage certain de la victoire. Mais nous tenons aussi à ce qu'en dehors des limites de l'Empire, on rende justice à nos intentions. Quelle que soit l'issue de la lutte qui s'engage, nous voulons qu'on puisse dire partout que la cause de l'Autriche et celle du droit ne font qu'un.

Signé : MENSENDORFF.

Manifeste de l'Empereur d'Autriche, en date du 17 juin 1866.

A mes peuples !

Au milieu de l'œuvre de paix que j'avais entreprise dans le but d'asseoir sur des fondements solides la forme constitutionnelle qui devait consolider l'unité et la puissance de l'Empire dans toutes ses parties, en même temps qu'assurer le libre développement intérieur des différents Pays qui relèvent de ma Couronne, mes devoirs de Souverain m'obligent d'appeler sous les drapeaux toutes mes armées.

Aux frontières de mes États, au sud comme au nord, se dressent les forces de deux ennemis, alliés dans une seule et même pensée, celle d'ébranler la puissance et la position de l'Autriche en Europe.

Aucun prétexte de guerre n'a été donné par moi.

Loin de là, j'en prends Dieu le Tout-Puissant à témoin, j'ai toujours considéré comme mon devoir de Souverain de conserver à mes Peuples les bienfaits de la paix et tous mes efforts ont tendu à remplir fidèlement ce devoir sacré.

Pour l'un de mes ennemis d'ailleurs, il n'est pas besoin de prétexte ; tourmenté par le désir unique de s'emparer d'une portion de mon Empire, il trouve dans l'occasion propice une raison suffisante pour se lancer dans une guerre que rien ne justifie.

Quant aux armes prussiennes, qui aujourd'hui menacent d'envahir nos frontières du nord, il y a à peine deux ans qu'une partie de ma fidèle et héroïque armée entreprit avec elles, comme alliée, une campagne sur les rives de la mer du Nord.

J'avais accepté cette confraternité d'armes avec la Prusse, afin de sauvegarder des droits fondés sur les Traités, de protéger une population allemande menacée et de circonscrire dans ses limites les plus étroites les maux d'une guerre inévitable.

Par cette alliance des deux grandes Puissances du centre de l'Eu-

rope auxquelles était dévolue la tâche de sauvegarder les intérêts pacifiques, je me proposais d'obtenir des garanties pour une paix durable au grand avantage de mon Empire, de l'Allemagne et de l'Europe.

Des conquêtes, je n'en ai point cherché et jamais je n'ai laissé planer sur mes intentions le moindre doute à ce sujet, ni vis-à-vis de mes frères d'armes, ni vis-à-vis de l'Europe.

Désintéressé lors de la conclusion de l'alliance avec la Prusse, je suis toujours resté fidèle à ce sentiment.

Lorsque peu après la conquête des Duchés de l'Elbe il s'est fait de nouveaux préparatifs de guerre, lors même que ce n'était plus un secret pour personne qu'il s'était formé entre mes ennemis une entente dont le but ne pouvait être qu'une attaque contre mon Empire, je n'ai pas cru devoir encore renoncer à l'espoir de conserver la paix et, fidèle à mon devoir de Souverain, je me suis montré prêt à faire toutes les concessions compatibles avec l'honneur et le bonheur de mes peuples.

Je ne tardai pas, toutefois, à comprendre que des hésitations prolongées rendraient difficile de repousser efficacement une attaque du dehors et mettraient en danger la sécurité de l'Empire.

Alors seulement je me résignai aux sacrifices cruels qui sont inséparables de la mise sur pied de guerre d'une armée.

Aux assurances pacifiques données par mon Gouvernement, aux déclarations réitérées que j'étais prêt à procéder avec la Prusse à un désarmement réciproque et simultané, que répondit le Cabinet de Berlin ?

Il fit des contre-propositions qui équivalaient, si elles eussent été acceptées, à un oubli de tous les devoirs que m'imposaient et l'honneur et la sûreté de mon Empire.

La Prusse exigeait un désarmement préalable et complet, non-seulement en ce qui la concernait, mais également vis-à-vis de l'Italie, dont des forces armées menaçaient mes États dans le sud, et pour les intentions pacifiques de laquelle aucune garantie n'était et ne pouvait être offerte.

Toutes les négociations poursuivies avec la Prusse dans la question des Duchés ont mis de plus en plus en évidence qu'une solution de cette question répondant à la dignité de l'Autriche, au droit et aux intérêts de l'Allemagne et des Duchés, ne saurait être obtenue par une entente avec la Prusse, qui n'essayait même pas de cacher ses velléités de conquêtes basées sur une politique de violence.

Aussi fallut-il rompre les négociations, et en même temps que la question était remise entre les mains de la Diète fédérale appelée à la résoudre, les représentants légaux du Holstein furent convoqués.

Les éventualités de guerre qui menaçaient la paix avaient engagé la France, la Grande-Bretagne et la Russie à inviter mon Gouvernement à prendre part à des délibérations communes dans le but de faire disparaître les causes de discorde.

D'accord avec mes intentions de conserver, s'il était possible, à mes peuples, les bienfaits de la paix, mon Gouvernement n'a point refusé de participer à cette œuvre de pacification ; il a, toutefois, subordonné son adhésion à la condition expresse que le Droit public européen et les Traités existants formeraient le point de départ de cette tentative de conciliation, et que les Puissances réunies en conférence ne poursuivraient aucun intérêt particulier contraire à l'équilibre européen et au détriment de l'Autriche.

Si ces réserves naturelles firent à elles seules échouer les efforts pacifiques des trois Puissances, il est évident que les pourparlers même n'auraient jamais pu contribuer à conserver et à raffermir la paix, et les derniers événements prouvent, sans que l'ombre d'un doute puisse encore exister, que la Prusse met actuellement la violence à la place du droit.

L'ambition fatalement exaltée de la Prusse n'a plus reculé devant aucun obstacle, ni devant le droit et l'honneur de l'Allemagne tout entière.

Les troupes prussiennes sont entrées en Holstein, les États convoqués par le Gouvernement impérial ont été dispersés de force ; l'autorité légitime en Holstein, que le Traité de Vienne donnait en commun à l'Autriche et à la Prusse, a été réclamée par celle-ci exclusivement, et la garnison autrichienne s'est vue obligée de se retirer devant des forces décuples.

Lorsque la Confédération germanique a reconnu dans ces faits une violation arbitraire des Traités et a ordonné, sur la proposition de l'Autriche, la mobilisation de l'armée fédérale, alors la Prusse, qui se targue si volontiers d'être le représentant des intérêts de l'Allemagne entière, a fait le dernier pas dans la voie fatale où elle était entrée, déchirant le lien national qui unit les Allemands entre eux.

La Prusse a déclaré qu'elle sortait de la Confédération, exigé des Gouvernements allemands l'adoption d'un soi-disant plan de réforme, qui n'est en réalité que le partage de l'Allemagne, et fait marcher ses troupes contre les Gouvernements restés fidèles au pacte fédéral.

C'est ainsi qu'est devenue inévitable la guerre la plus funeste, une guerre fratricide entre les peuples allemands.

En présence des malheurs incalculables qui vont fondre sur tous, sur les individus comme sur les familles, sur les provinces comme sur les empires, et que je déplore profondément, j'en appelle à l'his-

toire et au Tout-Puissant, et je cite devant leur tribunal sacré ceux qui portent la responsabilité des maux dont ils sont les auteurs.

Je me décide à combattre, confiant dans ma bonne cause et soutenu par le sentiment de la puissance inhérente à un grand Empire, et dans lequel le Prince et le Peuple sont unis dans une seule et même pensée, dans un seul et même désir, ceux de défendre le bon droit de l'Autriche.

A la vue de mes vaillantes armées, si prêtes au combat, qui forment le boulevard, le rempart contre lequel les forces ennemies viendront se briser, je sens mon courage et ma confiance redoubler, et je ne puis qu'avoir bon espoir quand mon regard rencontre celui que mes peuples fidèles dirigent sur moi, unis et résolus, et leur dévouement prêts à tous les sacrifices.

La flamme pure de l'enthousiasme patriotique brille avec la même intensité dans toute l'étendue de mon Empire. Au premier appel, les soldats en congé sont partis pleins d'ardeur pour rejoindre leur drapeau; des volontaires s'engagent en masse dans des corps spéciaux; toute la population capable de porter les armes dans les provinces les plus menacées court aux armes et, avec la plus noble abnégation, tous s'efforcent d'atténuer les maux de la guerre et de subvenir aux besoins de l'armée.

Un seul sentiment anime les habitants de mes Royaumes et Provinces : ils sentent les liens qui les unissent, la force qui résulte de l'union.

Dans ce moment si grave, mais en même temps si édifiant, je regrette doublement que l'œuvre de l'entente sur les questions constitutionnelles ne soit point encore assez avancée pour me permettre de rassembler autour de mon trône les Représentants de tous mes Peuples; privé actuellement de cet appui, mon devoir de Souverain n'en est que plus clair, et ma résolution d'assurer à tout jamais les droits constitutionnels à mon Empire ne peut qu'en être plus ferme.

Nous ne serons cependant pas seuls dans cette guerre. Les Princes et les Peuples de l'Allemagne connaissent les dangers dont leur liberté et leur indépendance sont menacées par une Puissance qui, ne connaissant aucun égard, ne se laisse guider que par ses instincts personnels et par des velléités de conquête.

Ils n'ignorent pas quel soutien ils trouvent dans l'Autriche, qui seule peut sauvegarder ces biens si précieux et défendre la puissance et l'intégrité de la patrie allemande dans toutes ses parties.

Tout comme nous, nos Frères et Confédérés allemands courent aux armes pour conserver intacts les plus sacrés des biens que les peuples aient à défendre.

On nous a mis de force les armes dans la main : eh bien ! du mo-

ment où nous avons dû répondre à cette fatale nécessité, nous ne pouvons ni ne devons plus les déposer avant d'avoir assuré à l'Autriche et aux Etats allemands, alliés avec nous, leur libre développement intérieur et consolidé leur puissance en Europe.

Notre union et notre force ne doivent toutefois pas être pour nous les seuls motifs de confiance et d'espoir ; ma confiance, mon espoir sont basés sur quelque chose de plus solide.

J'ai foi dans la justice de Dieu Tout-Puissant, que ma Maison a servi depuis sa fondation, de Celui qui n'abandonne jamais ceux qui dans leur juste cause se confient en lui.

C'est pourquoi je prie Dieu de m'accorder son appui et la victoire, et j'exhorte mes Peuples à se joindre à moi et à demander avec moi au Ciel de bénir nos armes.

Donné dans ma résidence de Vienne, la capitale de mon empire, le 17 juin 1866

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

Ordre du jour du feldzeugmestre Benedeck, 17 juin 1866.

Quartier général d'Olmütz, 17 juin 1866..

Soldats !

S. M. l'Empereur annonce aujourd'hui à ses peuples fidèles que tous ses efforts pour conserver la paix ont été inutiles, qu'il est forcé de saisir l'épée pour la défense de son honneur, pour l'indépendance et la conservation de la puissance de l'Autriche et de ses nobles Confédérés.

L'incertitude qui pesait sur nous est ainsi levée. Nos cœurs de soldats peuvent battre avec plus de force. Notre gracieux Souverain nous appelle aux armes.

Nous allons désormais, avec confiance en Dieu, au-devant d'une cause juste et sainte.

Allons, soldats ! notre généreuse tâche commence !

C'est avec un dévouement et une promptitude, pleins de joie, que de loin et de près, Allemands et Hongrois, Slaves comme Italiens, vous vous êtes pressés sous les drapeaux de l'Empereur, sous ces drapeaux qui sont de nouveau déployés pour la défense de son bon droit, pour les plus saints intérêts de l'Autriche, pour le bien de notre patrie !

Et ces drapeaux, dans toutes les circonstances, vous saurez les tenir debout et glorieux ; vous saurez, avec le secours de Dieu, les porter à la victoire !

Aux armes, donc ! et nous sommes en armes déjà, vous et moi !

Soldats, ce que je ressens pour vous, ce que je réclame de vous, vous le savez ! Que chacun emploie maintenant toutes ses forces, afin que nous justifiions avec allégresse et courage, en face de la mort, la haute confiance de notre Empereur et maître tant aimé, si rudement éprouvé ; afin aussi que je puisse bientôt vous dire joyeusement :

Vous vous êtes montrés braves comme il convient aux enfants de l'Autriche. La patrie est fière de vous ! L'Empereur est content de vous !

Signé : BENEDECK.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique du 18 juin 1866.

Le Gouvernement de l'Électeur de Hesse notifie à la haute Assemblée que les forces militaires de la Prusse ont franchi la frontière de l'Électorat et, par acte d'abus de la force, violé la paix ; le Gouvernement de l'Électeur dépose en même temps contre cette violation de la paix une protestation officielle et une Motion par laquelle il invoque le secours de la Confédération.

A cette Motion s'associe le Hanovre, qui se réfère aux actes de violence dont il a été également l'objet.

L'Assemblée fédérale, se rapportant à ses décisions du 14 et du 16 de ce mois, prend la résolution d'inviter tous les Gouvernements représentés dans l'Assemblée à prendre en toute diligence toutes les mesures militaires, afin de prêter l'appui et le secours le plus efficace aux Gouvernements restés fidèles au Pacte fédéral, dans la situation difficile où la Prusse, opposant la force au droit et aux lois de la Confédération, les a placés en leur faisant la guerre.

La Bavière et Francfort notifient que le commandement supérieur des troupes fédérales dans cette ville sera exercé par la Bavière, et le commandement de la place, par Francfort, et que le major général bavaïois, baron de Seckendorff, a été nommé commandant supérieur et le lieutenant de Boing commandant de place.

Le Wurtemberg notifie la nomination de S. A. grand-ducale le prince Alexandre de Hesse au commandement en chef du huitième corps d'armée.

Connaissance officielle est donnée à la haute Assemblée de l'arrivée

à Mayence du contingent ducal de Saxe-Meiningen, et de l'arrivée à Rastatt du contingent Schaumbourg-Lippe.

PRUSSE.

Manifeste du Roi Guillaume, 18 juin 1866.

A mon peuple !

Au moment où l'armée de la Prusse part pour une lutte décisive, j'éprouve le besoin de parler à mon peuple, aux fils et aux petits-fils des pères vaillants auxquels, il y a un siècle, mon père, qui repose en Dieu, a adressé ces paroles non oubliées :

« La patrie est en danger ! »

Il n'y a que quelques années que, par ma libre résolution et sans me rappeler des injures antérieures, je donnai à l'empereur d'Autriche une main fraternelle, quand il s'agissait de délivrer un pays allemand de la domination étrangère.

Du sang versé en commun j'espérais qu'il naîtrait une confraternité d'armes qui conduirait à une alliance reposant sur l'estime et la reconnaissance réciproque, et avec elle à une action commune dont devait sortir, comme fruit, la prospérité intérieure de l'Allemagne et son importance extérieure.

Mais mon espoir a été déçu.

L'Autriche ne veut pas oublier que ses Princes ont jadis dominé l'Allemagne ; dans la Prusse, plus jeune, mais qui se développe vigoureusement, elle ne veut pas reconnaître un allié naturel, mais seulement un rival hostile.

A son avis, la Prusse doit être combattue dans toutes ses tendances, parce que ce qui est utile à la Prusse est nuisible à l'Autriche.

L'ancienne et funeste jalousie s'est enflammée de nouveau : il faut que la Prusse soit affaiblie, anéantie, déshonorée vis-à-vis d'elle ; les traités n'ont plus de valeur. Contre la Prusse, on ne fait pas seulement appel aux Princes de la Confédération germanique, mais on les entraîne à la violation de la Confédération. De quelque côté que nous jetions les yeux en Allemagne, nous sommes entourés d'ennemis dont le cri de guerre est « l'abaissement de la Prusse. »

Mais dans mon peuple vit l'esprit de 1813.

Qui nous enlèvera un pouce de terrain du territoire prussien si nous sommes fermement résolus de sauvegarder les acquisitions de nos pères, si Roi et Peuple, unis plus solidement que jamais par les dan-

gers de la patrie, considèrent comme leur premier et plus sacré devoir de donner leur bien et leur sang pour son honneur ?

Dans la prévision pleine de sollicitude de ce qui vient d'arriver, j'ai dû depuis des années reconnaître, comme premier devoir de mes fonctions royales, de préparer la partie civile du peuple prussien pour un grand développement de puissance.

Comme moi, tout Prussien jettera les yeux avec confiance et avec satisfaction sur la force armée qui couvre nos frontières.

Avec son roi en tête, le peuple de Prusse se sentira un vrai peuple en armes.

Nos adversaires se trompent quand ils croient la Prusse paralysée par des dissidences intérieures.

Vis-à-vis de l'ennemi, elle est une et forte ; vis-à-vis de l'ennemi, ce qui était opposé se concilie, pour rester désormais uni dans la bonne et la mauvaise fortune.

J'ai tout fait pour épargner à la Prusse les charges et les sacrifices d'une guerre ; mon peuple le sait, Dieu le sait aussi, lui qui sonde les cœurs.

Jusqu'au dernier moment, j'ai cherché, de concert avec la France, l'Angleterre et la Russie, les voies d'un arrangement amiable et les ai trouvées ouvertes.

L'Autriche n'a pas voulu, et d'autres États allemands se sont rangés ouvertement de son parti.

Qu'il en soit donc ainsi !

Ce n'est pas à moi la faute si mon peuple est obligé de soutenir une lutte difficile, et peut-être de supporter de dures épreuves ; mais il n'est pas resté d'autre choix.

Il faut que nous combattons pour notre existence, il faut que nous soutenions une lutte à la vie et à la mort contre ceux qui veulent précipiter la Prusse du grand Electeur, du grand Frédéric, la Prusse telle qu'elle est sortie des guerres de délivrance, du degré où l'ont élevée l'esprit et la force de ses Princes, la bravoure, le dévouement et la moralité de son peuple.

Implorons le Tout-Puissant, celui qui régit les destinées des peuples, qui régit les batailles, pour qu'il bénisse nos armes.

Si Dieu nous accorde la victoire, alors nous serons assez forts pour renouveler sous une autre forme, d'une manière plus ferme et plus salubre, le lien relâché qui unissait les pays allemands, plus de nom que de fait, et que viennent de déchirer ceux qui redoutent le droit et la puissance de l'esprit national.

Que Dieu soit avec nous !

Berlin, 18 juin 1866.

Signé : GUILLAUME.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Ordre du jour du prince Alexandre de Hesse, commandant en chef du 8^e corps d'armée, aux troupes placées sous ses ordres, en date de Darmstadt le 18 juin 1866.

Camarades du 8^e corps de l'armée fédérale !

Nommé Commandant en chef du 8^e corps de l'armée fédérale, par décision de vos Souverains, j'ai pris, à partir d'aujourd'hui, ce commandement.

Wurtembergeois, Badois, Hessois, Nassoviens, mes regards se portent sur vous avec confiance, et, en vous souhaitant la bienvenue, je la souhaite aussi à ces braves camarades autrichiens qui doivent prochainement faire partie de votre Corps d'armée.

Quoi que l'avenir nous réserve, il nous trouvera fermes de cœur, unis de sentiments, et, dût notre tâche être des plus difficiles, nous voulons l'accomplir, nous l'accomplirons, confiants en Dieu dans le mâle courage allemand, et la bonne cause de l'Allemagne !

Encore une fois, je vous souhaite de tout mon cœur la bienvenue !

Quartier général de Darmstadt, 18 juin 1866.

Signé : Prince ALEXANDRE DE HESSE,
lieutenant général.

ITALIE.

Manifeste du Roi Victor-Emmanuel, en date du 19 juin 1866.

Italiens !

Sept années se sont écoulées depuis que l'Autriche assaillit à main armée mes États, parce que j'avais plaidé, dans les Conseils de l'Europe, la cause de la patrie commune et que je n'avais pas été insensible aux cris de douleur qui s'élevaient de toutes les parties de l'Italie opprimée.

Je tirai l'épée pour défendre mon trône, la liberté de mes peuples, l'honneur du nom italien et pour soutenir les droits de toute la nation.

La victoire se déclara en faveur du bon droit ; la valeur des armées,

le concours des volontaires, la concorde et le bon sens des peuples et l'aide d'un magnanime allié assurèrent presque entièrement l'indépendance et la liberté de l'Italie.

Des raisons graves, que nous avons dû respecter, nous empêchèrent d'accomplir alors notre juste et glorieuse entreprise : une des plus nobles et des plus illustres parties de la Péninsule resta au pouvoir de l'Autriche, quoiqu'une résistance héroïque et une protestation continuelle non moins héroïque contre la domination étrangère nous la rendissent particulièrement chère et sacrée.

Bien que mon cœur en souffrit cruellement, je m'abstins de troubler l'Europe, qui désirait la paix et qui favorisait de ses sympathies la fondation et l'accroissement de mon Royaume.

Mon Gouvernement s'appliqua à perfectionner et à consolider l'organisation intérieure, à ouvrir et à alimenter les sources de la prospérité publique, à compléter les armements de terre et de mer, afin que l'Italie, mise en situation de ne pas craindre une attaque, trouvât plus facilement dans la conscience de sa force les raisons d'une prudence vigilante, en attendant le moment où, avec l'aide de l'opinion des nations civilisées et des principes de sage libéralisme qui prévalait dans les conseils de l'Europe, l'occasion favorable se présenterait de délivrer la Vénétie, de compléter et d'assurer son indépendance.

Bien que l'attente ne fût pas sans péril ni sans douleur, dans des frontières mal définies et désarmées, sous la perpétuelle menace de l'ennemi, qui avait longuement accumulé dans les provinces soumises à son joug de formidables préparatifs d'attaque et de défense; malgré le spectacle navrant du traitement qu'il infligeait aux malheureuses populations que lui avaient données la conquête et un partage inique, je sus cependant, par égard pour le repos de l'Europe, comprimer les sentiments d'Italien et de roi, et la juste impatience de mes peuples; je sus conserver intégralement le droit de décimer, quand l'occasion viendrait, la vie et la destinée de la nation. Je sus maintenir intacte la dignité de la Couronne et du Parlement, afin que l'Europe comprît que, de son côté, elle devait justice entière à l'Italie.

L'Autriche, en rassemblant à l'improviste une armée sur nos frontières et en nous provoquant par une attitude hostile et menaçante, est venue troubler l'œuvre pacifique et réparatrice entreprise pour compléter l'organisation du Royaume et pour alléger les graves sacrifices imposés à mes Peuples par la présence des ennemis sur le territoire national.

A cette provocation non justifiée, j'ai répondu en reprenant les armements qui étaient réduits aux proportions nécessaires pour la sécurité intérieure. Et vous avez donné un spectacle merveilleux et cher à mon cœur par la promptitude et l'enthousiasme avec lesquels

vous êtes accourus à ma voix dans les rangs glorieux de l'armée et des volontaires.

Néanmoins, quand les Puissances amies ont essayé de résoudre par un Congrès les difficultés soulevées par l'Autriche en Allemagne et en Italie, j'ai voulu donner à l'Europe un dernier gage de mes sentiments de conciliation, et je me suis hâté de donner mon adhésion.

L'Autriche, cette fois encore, a refusé les négociations et repoussé tout arrangement ; elle a donné au monde une preuve nouvelle que si elle a confiance dans ses forces, elle n'a pas une confiance égale dans la bonté de sa cause ni dans la justice de droits qu'elle a usurpés.

Italiens, vous pouvez, vous aussi, avoir confiance en vos forces, en regardant avec orgueil notre brillante armée et la puissante marine pour lesquelles ni soins ni sacrifices ne furent épargnés. Mais vous pouvez aussi avoir confiance dans la sainteté de votre droit, dont la revendication tant attendue est désormais certaine.

Nous sommes accompagnés par l'opinion publique, qui nous rend justice ; nous sommes soutenus par les sympathies de l'Europe qui sait que l'Italie, indépendante et tranquille dans son territoire, deviendra pour elle une garantie d'ordre et de paix, et sera de nouveau un instrument efficace de civilisation universelle.

Italiens !

Je confie le gouvernement de l'État à mon bien-aimé cousin le prince Eugène et je reprends l'épée de Goito, de Pastrengo, de Palestro et de San Martino.

Je sens au fond de mon cœur la conviction que cette fois j'accomplirai pleinement le vœu que j'ai fait sur la tombe de mon magnanime père.

Je veux être encore le PREMIER SOLDAT DE L'INDÉPENDANCE ITALIENNE.

Vive l'Italie !

Signé : VICTOR-EMMANUEL.

Contresigné : RICASOLI.

AUTRICHE.

**Ordre du jour du feld-maréchal Benedeck à l'armée saxonne,
en date d'Olmütz, le 19 juin.**

Le corps d'armée de S. M. le roi de Saxe a mis le pied sur le sol autrichien.

Salut à l'illustre prince qui le commande, salut aux braves placés sous ses ordres !

L'amour et la fidélité voués au Roi et à sa patrie, ont conduit ce corps à abandonner ses foyers volontairement et sans tirer l'épée !

Afin de combattre à nos côtés pour la cause du bon droit et de l'indépendance de la Saxe en Allemagne, il a fait au sentiment sacré du devoir, un pénible et douloureux sacrifice !

Mais c'est avec orgueil qu'il peut regarder ses drapeaux !

Ils brillent du double éclat de la fidélité et de l'honneur.

Le Souverain, le peuple et l'armée de l'Autriche saluent les Saxons avec joie !

Soyez donc les bienvenus, braves compagnons d'armes, dans le camp de l'Autriche !

Les autres alliés fidèles s'approchent également; nous allons tous, comme des frères, aller en avant, marcher au combat, affronter la mort en rivalisant dans notre confiance en Dieu, dans notre persévérance et notre dévouement, dans notre courage et notre bravoure, et pénétrés de cette noble conviction qu'aussi vrai que Dieu nous protège, nous sortirons victorieux avec nos forces réunies, d'une lutte engagée pour une cause juste et sacrée.

Signé : BENEDECK.

CONFÉDÉRATION SUISSE.

**Ordre du jour du colonel Solis, commandant la 8^e division
de l'armée, le 19 juin 1866.**

Militaires fédéraux,

L'Europe est à la veille d'une grande guerre; des populations entières descendent sur le terrain les unes contre les autres, et l'ouragan peut se déchaîner à chaque instant. Au milieu de ce bruit guerrier, la Confédération Suisse ressemble à une île qui s'élève au milieu d'une mer de flammes. Notre neutralité est bien assurée par les Traités, mais ces Traités ne nous donnent qu'une garantie trompeuse, si nous n'avons pas la volonté de maintenir notre indépendance et notre autonomie les armes à la main. Le peuple suisse veut et peut protéger sa propre indépendance.

Soldats, le haut Conseil Fédéral vous a appelés sous les armes et m'a confié le commandement de la 8^e division pour la défense de la partie du Midi et de l'Est de la Suisse. Je prends avec joie ce comman-

dement, et je nourris la confiance que nous serons en état de remplir notre mission. Mais pour cela j'attends que chaque militaire fasse son devoir.

J'attends avant tout la plus grande précision dans l'accomplissement des ordres donnés; chacun doit avoir toujours devant les yeux le but pour lequel nous sommes en armes. Que le soldat suisse soit affable et sociable avec les habitants du pays, gai avec ses camarades, patient à supporter les fatigues qui ne nous manqueront point sur les montagnes et dans un climat ingrat. Enfin que le soldat suisse soit courageux et intrépide dans le combat, doux et généreux envers l'ennemi vaincu. Des officiers en particulier, j'exige qu'ils donnent en tout le bon exemple aux troupes.

Officiers, soldats, le peuple suisse veut conserver intacte la terre sainte de la liberté, même sur les extrêmes confins du pays. Il nous regarde d'un œil attentif, mais avec confiance; les autorités comptent sur notre puissance et sur notre énergie. Justifions donc cette confiance; que l'honneur et l'inviolabilité de la patrie soient notre drapeau.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance du 20 juin de la Diète germanique.

L'Envoyé de Mecklembourg (pour Mecklembourg-Schwérin), se référant à de précédentes objections par lui formulées, dépose une protestation contre le caractère obligatoire de la Résolution fédérale du 14 courant, relative à la mobilisation de l'armée fédérale. Le Gouvernement du Grand-Duc de Mecklembourg, sans se prononcer d'ailleurs sur les cas dans lesquels un Gouvernement pourrait avoir le droit de considérer la Confédération comme dissoute, déclare en outre n'être point d'avis que, pour avoir pris des résolutions non obligatoires sur telle question ou tel article particuliers, la Confédération doive immédiatement se dissoudre.

Au nom du Gouvernement d'Oldenbourg, l'Envoyé de la 15^e curie déclare qu'après les derniers événements, après surtout que la Prusse s'est retirée de la Confédération germanique, cette dernière n'existe plus de fait. En conséquence, le Gouvernement ci-dessus déclare terminée la mission de son Envoyé près de la Diète. L'Envoyé ne peut donc plus continuer à représenter la 15^e curie que comme Plénipo-

tentiaire des Gouvernements d'Anhalt, de Schwarzbourg-Sondershausen et de Schwarzbourg-Rudolstadt.

Au nom du Gouvernement princier de Lippe-Detmold, l'Envoyé de la 16^e curie déclare qu'après le vote fédéral du 14 courant sur la motion autrichienne de mobilisation, ainsi qu'après les événements qui ont été la conséquence de ce vote, les hypothèses et conditions fondamentales sur lesquelles reposait l'action de la Diète germanique ne répondent plus aux circonstances actuelles. Le Gouvernement du Prince se voit, en conséquence, obligé de déclarer que, dans lesdites circonstances, il ne prendra point part aux délibérations ni aux votes de l'Assemblée fédérale.

Vis-à-vis de ces notifications, le Président déclare que l'Assemblée fédérale aurait été en droit de s'attendre à ce que le triste et anti-fédéral exemple de la Prusse, cause de la guerre intestine en Allemagne, ne trouvât pas d'imitateurs; le Président en appelle, pour chacun des points en question, aux lois fondamentales de la Confédération germanique, lois qui seules peuvent être obligatoires pour tous les membres; il réserve de la façon la plus expresse, et sous tous les rapports, les droits de la Confédération, et invite l'Assemblée fédérale à se joindre à ces déclarations, ce qui a lieu aussitôt à une grande majorité.

Au nom du Gouvernement du prince de Waldeck, l'Envoyé de la 16^e curie notifie que ce Gouvernement, après les conflits regrettables qui ont amené la sortie de la Prusse de la Confédération, se trouve dans l'impossibilité, eu égard à ses rapports avec ladite grande Puissance et à l'ensemble de sa situation politique, d'exécuter la décision de la Diète, ordonnant le départ du contingent de Waldeck pour la garnison fédérale de Rastadt.

Cette Notification, vis-à-vis de laquelle le Président se réfère à la déclaration qu'il vient de formuler, est renvoyée à la Commission militaire.

OLDENBOURG.

Déclaration faite par l'Envoyé d'Oldenbourg, dans la séance de la Diète du 20 juin 1866, pour notifier officiellement la sortie du Duché de la Confédération germanique.

Conformément à l'avis qu'il en a reçu, l'Envoyé (représentant la 15^e voix : Oldenbourg, Anhalt et Schwarzbourg) a le devoir, très-pénible

pour lui à remplir, de faire à la haute Assemblée la notification suivante, que, par ordre souverain, il a déjà transmise au Président :

« Le Gouvernement Grand-Ducal d'Oldenbourg est d'avis qu'après les derniers événements, après surtout que la Prusse s'est retirée de la Confédération, cette dernière n'existe plus de fait.

« En conséquence, le Gouvernement Grand-Ducal regarde les fonctions de son Envoyé comme terminées.

« L'Envoyé ne peut donc plus que prétendre à l'honneur de continuer à représenter dans la haute Assemblée la 15^e voix comme Plénipotentiaire du Gouvernement Grand-Ducal d'Anhalt, et des Gouvernements Principiers de Schwarzbourg-Sondershausen et Schwarzbourg-Rudolstadt. »

A cette déclaration, M. de Kubeck, président de la Diète germanique, a répondu comme suit :

« Après avoir solennellement protesté contre la déclaration par laquelle la Prusse notifiât sa sortie de la Confédération germanique, et appuyé cette protestation sur les articles organiques si clairs du Pacte fédéral; après avoir, en outre, pris depuis lors des résolutions ne laissant plus aucun doute sur la permanence en droit comme en fait de la Confédération, la haute Assemblée fédérale était autorisée à s'attendre à ce que l'exemple de la Prusse ne trouvât point d'imitateurs, et bien au contraire, à ce que tous les autres gouvernements n'en restassent que plus inébranlablement fidèles au droit fédéral et à la communauté de l'Allemagne, dans un temps où les actes anti-fédéraux de la Prusse ont amené et ouvert une guerre intestine.

« Le Gouvernement Grand-Ducal a trompé cette légitime espérance. En présence de la déclaration par lui formulée, la haute Assemblée fédérale se borne à se référer à la protestation mentionnée ci-dessus et aux résolutions fédérales prises à la suite de cette protestation, dans la séance du 16 courant de la Diète germanique; elle réserve en outre, de la façon la plus expresse, vis-à-vis du Gouvernement Grand-Ducal d'Oldenbourg, tous les droits et appartenances de la Confédération.

« Le Président invite la haute Assemblée à se joindre à cette contre-déclaration. »

ITALIE.

Décret nommant le prince Eugène de Savoie-Carignan, lieutenant général du Royaume pendant l'absence du Roi, en date de Florence, le 20 juin 1866.

Victor-Emmanuel II, par la grâce de Dieu et la volonté de la nation, roi d'Italie.

Sur le rapport du président du conseil des ministres et ouï le même conseil :

Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Notre très-aimé cousin le prince Eugène de Savoie-Carignan est nommé notre lieutenant général pendant notre absence de la capitale.

Il pourvoira, en notre nom, sur le rapport des ministres responsables, aux affaires courantes et aux causes d'urgence, en signant les décrets royaux qui seront contre-signés et visés dans les formes ordinaires.

Il disposera pour que les affaires de grave importance nous soient soumises.

Ordonnons que le présent décret, muni du sceau de l'État, soit inséré dans le *Recueil officiel des lois et des décrets du royaume d'Italie*, mandant à qui de droit de l'observer et de le faire observer.

Donné à Florence, le 20 juin 1866.

Signé : VICTOR-EMMANUEL.

Contre-signé : RICASOLI.

Ordre du jour du général Cialdini au 4^e corps de l'armée italienne, en date de Bologne, le 20 juin 1866.

Officiers, Sous-Officiers et Soldats du 4^e corps d'armée,

Nous reprenons les armes sous les auspices et le commandement du roi Victor-Emmanuel.

Nous ne sommes mus ni par une ambition de domination ni par un désir de conquête.

Nous ne cherchons qu'à rendre libre la malheureuse Venise, terre qui n'est pas autrichienne, mais éminemment italienne.

Nous ne voulons qu'accomplir l'indépendance et l'unité de notre pays, tâche sacrée pour toute âme généreuse et patriotique.

Aussi sommes-nous accompagnés par les vœux de tous ceux qui, dans le monde, aiment la justice.

A la nouvelle de cette entreprise si désirée, les jalousies municipales et les dissentiments politiques ont disparu parmi nous, les rivalités d'hommes et les discordes de partis se sont tués : nous nous sommes tous tendu fraternellement la main.

Spectacle solennel, exemple sublime qui apprend à l'Italie comment elle peut, si elle veut, accroître sans cesse sa puissance !

Aux armes donc !

La sainteté du but, la grandeur des moyens, notre concorde ont préparé la victoire.

A nous maintenant de l'obtenir.

Aux armes donc !

Laissons à l'ennemi les bravades menaçantes et les paroles arrogantes.

Le langage de la colère et de l'orgueil ne fut jamais un instrument de force ni de justice.

Rappelons-nous, au contraire, tranquillement, que notre drapeau a parcouru l'Italie, de Turin à Marsala, sur une voie splendide de triomphes nationaux, et tirant du passé une confiance tranquille en l'avenir, attendons avec calme et assurance les ordres du roi guerrier, les décrets du destin et les arrêts du canon.

Du quartier général de Bologne, le 20 juin 1866.

Le général d'armée,

Signé : ENRICO CIALDINI.

Notification du ministre de la marine relative à la capture des navires marchands appartenant à l'ennemi, 20 juin 1866.

Le ministère de la marine, de concert avec celui des affaires étrangères, fait savoir que le Gouvernement autrichien, par ordonnance impériale du 13 mai dernier, ayant déclaré qu'il se conformerait au principe de réciprocité tel qu'il est spécifié dans l'article 211 du Code de la marine marchande du royaume d'Italie, l'abolition de la capture et de la prise de bâtiments marchands ennemis de la part des navires de guerre de l'État, abolition proclamée par le susdit article 211 du Code, est mise, pendant la présente guerre, en pleine vigueur entre

l'Italie et l'Autriche, sauf pour les bâtiments qui transporteraient de la contrebande de guerre ou qui tenteraient de violer un blocus. Le tout en conformité du Code susmentionné.

Florence, le 20 juin 1866.

Le ministre de la marine,

DEPRETIS.

PRUSSE.

Ordre du jour du Prince royal, commandant en chef du 2^e corps de l'armée prussienne, daté du quartier général de Neisse, le 20 juin 1866.

Soldats de la deuxième armée,

Vous avez entendu les paroles de notre Roi et chef.

Les efforts de Sa Majesté pour conserver la paix à la nation ont été infructueux.

Le cœur gros, mais fort par la confiance dans le dévouement et la bravoure de son armée, le Roi est décidé à combattre pour l'honneur et l'indépendance de la Prusse et pour la puissante réorganisation de l'Allemagne.

Placé à votre tête par la grâce et la confiance de mon royal père, je suis fier de pouvoir, comme le premier serviteur de notre Roi, exposer avec vous ma vie et mon sang pour les biens les plus sacrés de la patrie.

Soldats, pour la première fois depuis plus de cinquante ans, notre armée se trouve en face d'un adversaire digne d'elle.

Ayez confiance dans votre force et dans nos armes excellentes et éprouvées, et songez qu'il s'agit de vaincre le même ennemi qu'autrefois notre plus grand roi a battu avec une petite armée.

Et maintenant, en avant ! avec l'ancien cri des Prussiens :

Avec Dieu pour le Roi et la patrie !

Quartier général de Neisse, le 20 juin.

Le commandant en chef de la 2^e armée,

FRÉDÉRIC-GUILLAUME,

prince royal, général d'infanterie et gouverneur
militaire de la province de Silésie.

Allocution du général de Beyer, commandant les troupes prussiennes, aux membres de la commission permanente des États de la Hesse Électorale, 20 juin 1866.

Messieurs les membres de la commission permanente de l'Assemblée des États,

Vous connaissez les motifs qui ont porté mon très-gracieux Roi et maître à donner l'ordre d'occuper le territoire de la Hesse Électorale.

En franchissant la frontière, j'ai fait publier que nous ne venions pas en ennemis, mais en amis, et que j'espérais nous voir bientôt resserrés par un lien plus solide que celui qui est aujourd'hui rompu, par un lien qui ne laissera plus de place à une occasion comme celle qui m'a conduit à me présenter devant vous dans les conditions actuelles.

Je suis heureux de pouvoir vous donner de nouveau cette assurance face à face, à vous Représentants des Chambres que l'on vient d'ajourner, et je vous tends la main, à vous, monsieur le Président, en témoignage des sentiments fraternels et cordiaux qui nous animent, moi et mes troupes, et je la tends ainsi au peuple hessois tout entier.

Je serre votre main, car elle est un gage de la confiance avec laquelle vos loyaux compatriotes sont venus au-devant de moi. Travaillons ensemble dans cette confiance réciproque.

Les conseillers du prince Électeur qui ont déterminé Son Altesse Royale à prendre, à notre grand regret et au préjudice du pays, une attitude hostile vis-à-vis de la Prusse, ne doivent point continuer leurs fonctions.

Pénétré du désir d'alléger à la Hesse Électorale, par tous les moyens possibles, les charges et dérangements inévitables d'une occupation, et de laisser continuer sans entraves la marche de l'administration dans toutes ses branches, je désire que cette administration, placée sous mon autorité, soit confiée à des hommes qui possèdent la confiance du pays.

Représentants des Chambres qui viennent d'être ajournées, vous êtes, très-honorés Messieurs, mieux à même de me désigner les hommes qui seraient soutenus dans leur gestion administrative par la confiance du pays, et dont le caractère serait en même temps pour moi une garantie qu'ils sauront envisager l'état actuel des choses sous son véritable jour et qu'ils seront franchement disposés à me donner leur appui.

Je regretterais vivement, très-honorés Messieurs, de vous voir me refuser votre concours dans cette œuvre importante.

Je me verrais alors forcé d'agir selon mes propres vues, sans savoir si mes connaissances personnelles suffiront pour trouver les hommes qui seraient parfaitement et sous tous les rapports à la hauteur de leur mission.

J'attends donc prochainement le résultat de vos délibérations.

Maintenons-nous dans une union cordiale.

ITALIE.

Déclaration de guerre par l'Italie à l'Autriche, adressée par le général La Marmora à l'archiduc Albert, commandant l'armée autrichienne en Vénétie, en date de Crémone le 20 juin 1866.

COMMANDEMENT EN CHEF DE L'ARMÉE ITALIENNE.

Du quartier général de Crémone, 20 juin 1866.

A. S. A. I. l'archiduc Albert, commandant en chef les troupes autrichiennes en Vénétie.

L'Empire d'Autriche a plus que nulle autre puissance contribué à tenir l'Italie divisée et opprimée; il a été la cause principale des incalculables dommages matériels et moraux soufferts par elle depuis des siècles.

Aujourd'hui encore, où vingt-deux millions d'Italiens se sont constitués en une nation, l'Autriche, seule parmi les grands États du monde civilisé, se refuse à nous reconnaître, continuant à tenir dans l'asservissement une de nos plus nobles provinces, qu'elle a transformée en un vaste camp retranché; elle menace de là notre existence et rend impossible notre développement politique au dedans et à l'extérieur.

Ce fut en vain que pendant ces dernières années les tentatives et les conseils de Puissances amies essayèrent de porter remède à cet intolérable état de choses.

Il était donc inévitable qu'à la première complication surgie en Europe, l'Italie et l'Autriche se trouvassent de nouveau en face l'une de l'autre.

L'initiative des armements, prise naguère par l'Autriche, et le refus qu'elle a opposé aux propositions pacifiques des trois grandes Puissances ont dévoilé toute l'hostilité de ses desseins.

Le peuple italien s'est levé d'un bout à l'autre de la Péninsule.

C'est pourquoi S. M. le Roi, gardien jaloux des droits de son peuple et défenseur de l'intégrité du territoire national, croit de son devoir de déclarer la guerre à l'empire d'Autriche.

En conséquence, d'ordre de mon auguste Souverain, je signifie à Votre Altesse Impériale, en sa qualité de commandant des troupes autrichiennes en Vénétie, que les hostilités commenceront après trois jours à partir de la date de la présente, à moins que Votre Altesse Impériale n'accepte pas ce délai, auquel cas je la prie de vouloir bien m'en donner avis.

Le général d'armée chef de l'état-major de l'armée italienne,

Signé : ALFONSO LA MARMORA.

**Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux gardes nationales
du Royaume, en date de Florence le 21 juin 1866.**

Officiers, sous-officiers et soldats de la garde nationale
du Royaume,

Je confie le gouvernement de l'État à mon bien-aimé cousin le prince Eugène, et je vais livrer les derniers combats pour la liberté et l'indépendance de l'Italie.

Pendant que les forces de terre et de mer assureront les droits de la nation contre les menaces et les provocations de l'Autriche, vous maintiendrez le pays tranquille et en bon ordre, afin que l'observation des lois fortifie ses libertés et le prépare dignement au glorieux avenir qui l'attend.

Vous avez constitué ce royaume par votre volonté ; aujourd'hui, conservez-le intact par votre discipline et vos armes citoyennes.

Je vous remets avec pleine confiance le soin de maintenir la sécurité intérieure et l'ordre public, et je vais, tranquille, là où m'appelle la voix de l'Italie.

Donné à Florence, le 20 juin 1866.

Signé : VICTOR-EMMANUEL.

Contre-signé : RICASOLI.

AUTRICHE.

**Ordre du jour du feld-maréchal archiduc Albert, en date du
quartier général de Vérone, le 21 juin 1866.**

Soldats !

Le moment attendu depuis longtemps est enfin arrivé, la guerre commence.

De nouveau le voisin allonge le bras, afin de se saisir du beau fleuron de la couronne de notre Monarque, confié à votre garde.

L'honneur de l'armée, l'honneur de chacun en particulier est engagé à conserver ce gage. Je ne saurais vous donner de preuve plus éclatante de ma confiance qu'en vous disant franchement que l'ennemi a opéré d'énormes armements et qu'il nous est de beaucoup supérieur en nombre.

La tâche qui nous incombe est sans doute difficile, mais elle est digne de vous !

Dieu aidant, nous allons, encore cette fois, remplir glorieusement notre devoir avec une infatigable persévérance et avec cette ténacité qui est l'héritage de l'Autrichien et qui n'a jamais douté d'elle-même ; c'est de notre côté que se trouve le droit sacré qui doit toujours finir par triompher !

Quoi qu'il puisse arriver, rien n'ébranlera votre courage ardent, rien n'ébranlera votre ferme confiance dans la victoire finale.

Aveuglé par de faciles succès qu'il a obtenus ailleurs par son alliance avec la trahison, la félonie et la corruption, notre adversaire ne connaît plus de bornes à son arrogance et à sa rapacité. Il rêve de pouvoir arborer ses drapeaux sur le Brenner et sur les hauteurs du Karst.

Mais, cette fois, il s'agit d'une lutte ouverte avec une puissance qui sent qu'il y va maintenant de son existence, et qui est résolue à vaincre ou à mourir glorieusement s'il le faut.

Puissiez-vous de nouveau rappeler à l'ennemi combien de fois il a fui devant vous !

En avant donc, soldats !

Les regards pleins d'attente de l'Empereur et de la patrie, les regards pleins de la plus ardente sympathie de vos mères, de vos femmes et de vos frères sont dirigés sur vous.

En avant donc, au combat ! au nom de Dieu et avec le cri retentissant :
Vive l'Empereur !

Quartier général de Vérone, 21 juin 1866.

Signé : ARCHIDUC ALBERT, feld-maréchal.

PRUSSE.

Proclamation du général de Beyer aux habitants de la Hesse Électorale, en date de Cassel, le 21 juin 1866.

Au peuple de la Hesse Électorale !

La guerre ayant éclaté entre la Prusse et la Hesse Électorale, j'ai occupé ce pays avec les troupes placées sous mes ordres, et l'autorité du Prince Électeur se trouve par le fait même suspendue.

Les ministres du Prince Électeur qui ont conseillé à ce dernier une politique hostile à la Prusse ont été démis de leurs fonctions, et je leur ai interdit l'exercice de leur autorité.

Je prends provisoirement les rênes du Gouvernement au nom de Sa Majesté le roi de Prusse.

Le trésor de l'État et la propriété privée seront consciencieusement respectés.

Je donne l'assurance formelle que la Constitution et les lois du pays continueront à être maintenues en vigueur, en tant que l'état de guerre s'y prêtera et que l'unification constitutionnelle de l'Allemagne, à laquelle les Chambres de la Hesse Électorale ont constamment aspiré, ne viendra point modifier l'ordre de choses actuel.

Je prends en mains les pouvoirs que la Constitution a conférés aux différents ministères, en me réservant de charger les fonctionnaires hessois de continuer les affaires courantes, à gérer l'administration de justice, d'intérieur et de finances, conformément à la Constitution.

La marche régulière de l'administration ne sera pas troublée si les autorités, fonctionnaires, serviteurs de l'État, se soumettent de bonne volonté aux mesures et dispositions prises par les fonctionnaires supérieurs que j'ai chargés de continuer à gérer l'administration.

Hessois ! Je dois vous remercier de la réception cordiale que vous avez faite à mes troupes, des bons soins dont vous les avez entourées et de la bonne volonté avec laquelle vous vous êtes soumis à des réquisitions inévitables.

Je remplis ce devoir avec plaisir ; votre honnêteté et votre loyauté viennent d'être éprouvées dans les jours les plus difficiles.

Votre attitude facilitera la tâche imposée à l'autorité que j'ai instituée provisoirement.

Si mon espoir se réalise, il sera facile, en disposant des revenus du Prince Électeur, de balancer les charges de guerre pesant sur quelques-uns d'entre vous, et l'on acquerra ainsi la possibilité, quelque

difficile que soit l'état de choses actuel, de procurer au pays d'importants allégements et de désirables améliorations.

Je vais prendre les dispositions nécessaires pour l'abolition des lois provisoires encore existantes, pour la révocation des ordonnances inconstitutionnelles, et pour le rétablissement d'un ordre de choses conforme à la Constitution. Je m'occuperai pareillement de remplir les profondes lacunes qui entravent depuis si longtemps le progrès économique du pays et je favoriserai, dans la mesure de mes forces, les établissements d'instruction publique.

Je ne doute point que, grâce à une confiance réciproque et à l'union de nos forces, nous ne procurions au pays une situation et des jours meilleurs.

Je compte sur vous, comme vous pouvez compter sur moi.

Cassel, 21 juin 1866.

Signé : Général DE BEYER.

HANOVRE.

Proclamation du Roi en date de Göttingue, le 21 juin 1866.

A mes Hanovriens !

Je quitte le sol de la patrie à la tête de mon armée qui, à mon appel, s'est ralliée volontairement autour de ses drapeaux, prête à se battre et animée des sentiments les plus généreux de courage et de dévouement.

Je vous quitte pour défendre la cause du droit violé et pour combattre, sous la protection du Tout-Puissant, à côté de mes alliés fidèles, avec d'autant plus d'énergie pour les biens les plus sacrés de la patrie.

La cause de la justice, c'est la cause de Dieu, et sa bénédiction ne nous fera pas défaut.

Ainsi qu'il y a plus d'un demi-siècle, les hommes de la légion anglo-allemande, dont le souvenir ne périra pas, sont partis pour combattre dans des pays éloignés pour la cause de leur patrie occupée par des ennemis, ainsi que plus tard ils sont rentrés glorieusement pour reconquérir par des faits d'armes à jamais mémorables le sol natal, de même, j'en ai la ferme et joyeuse confiance, nous, les dignes fils de nos pères, retournerons vainqueurs dans nos foyers.

Dans cet espoir et cette consolante confiance, je pars avec mon fils chéri, le Prince royal, et avec ma vaillante armée.

Hanovriens, vos prières et vos bénédictions m'accompagneront.
A un prochain et heureux revoir, si Dieu le Tout-Puissant le veut !

Goettingue, le 21 juin 1866.

Signé : GEORGE.

AUTRICHE.

Note du comte de Paar, ministre d'Autriche, au général prussien de Beyer.

Cassel, le 21 juin.

Le soussigné, etc., porte à la connaissance de S. Ex. le lieutenant-général de Beyer, que s'étant rendu ce matin à Wilhemshöhe pour présenter ses hommages à S. A. R. l'Électeur, il a été arrêté par le poste prussien qui y était de garde et informé que personne ne pouvait passer.

Sur la demande, si la consigne s'étendait aussi aux Représentants diplomatiques accrédités auprès de Son Altesse, l'officier en question répondit affirmativement.

Le soussigné a l'honneur de demander à Son Excellence des explications au sujet de cette conduite qui lui a rendu impossibles les communications avec la personne de S. A. R. l'Électeur.

Le soussigné a l'honneur, etc., etc.

Signé : DE PAAR.

Note du comte de Paar, ministre d'Autriche, au général prussien de Beyer.

Cassel, le 22 juin.

S. Exc. le lieutenant général prussien de Beyer n'a pas eu la bonté jusqu'ici de faire une réponse à la lettre du Ministre soussigné, en date d'hier.

Le soussigné n'a pas l'intention de soumettre à une critique les procédés employés contre S. A. R. l'Électeur.

Le départ d'ici de l'Envoyé prussien sans qu'il eût été précédé de la rupture des relations diplomatiques et de la demande des passeports, l'entrée des forces prussiennes dans l'Électorat sans déclaration

de guerre préalable, la réclusion de S. A. R. l'Électeur à Wilhelms-hohe par des troupes prussiennes, réclusion tellement rigoureuse qu'à certains moments les provisions de pain furent même arrêtées, la destitution des Ministres, l'arrestation du Ministre de la guerre de Son Altesse Royale, enfin toute une série de mesures violentes dont celles qui précèdent ne sont citées que pour servir d'exemples, tombent sous le jugement de l'Europe et du monde civilisé.

En attendant, le soussigné n'a qu'à faire remarquer qu'il ne croit pas devoir se laisser troubler par ces procédés dans l'exercice des devoirs dont il a été chargé par son Empereur et maître. Il demande donc pour sa personne le rétablissement immédiat des communications avec S. A. R. l'Électeur auprès de la personne duquel il a l'honneur d'être accrédité.

Pour le moins, il croit devoir s'attendre à une prompte réponse, afin de pouvoir faire au besoin les démarches requises pour obvier au trouble apporté à l'exercice de ses droits et devoirs, basés sur le droit des gens.

Signé : DE PAAR.

Une note identique a été adressée au général de Beyer par le ministre de Bavière accrédité à Cassel.

PRUSSE.

Réponse du général prussien de Beyer aux notes identiques des ministres de Bavière et d'Autriche.

Cassel, le 22 juin.

J'ai l'honneur de vous faire part, en réponse aux lettres que vous m'avez adressées sous la date du 21 et du 22 juin, que mes officiers de garde à Wilhelms-hohe ont agi conformément aux devoirs qui leur sont imposés.

Le général commandant les troupes prussiennes dans la Hesse Électorale,

Signé : DE BEYER.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Compte rendu officiel de la séance du 22 juin 1866
de la Diète germanique.**

Dans la séance extraordinaire qui a eu lieu ce soir, l'Envoyé de la Hesse Électorale a notifié à la haute Assemblée que, suivant des nouvelles positives, les troupes prussiennes, après avoir étendu la guerre sur tout le pays, occupé militairement la capitale et caserné des troupes dans les châteaux de l'Électeur, retenaient l'Électeur lui-même dans une espèce de captivité de guerre, et lui rendaient impossible toute communication au dehors, notamment avec ses Ministres.

Sur la proposition du Président, la haute Assemblée a résolu aussitôt : de constater la violence faite à un souverain de la Confédération à cause de sa fidélité au Pacte fédéral, de décharger l'Électeur, son pays et la Confédération tout entière des suites de cet acte de violence et de placer les troupes de l'Électorat de Hesse sous le commandement du prince Alexandre de Hesse.

L'Envoyé de la 16^e Curie a porté ensuite à la connaissance de l'Assemblée fédérale que le Gouvernement du Roi de Prusse avait déclaré la guerre au Gouvernement princier de Reuss, parce que le Gouvernement de la Principauté restait attaché à la Confédération ; l'entrée des troupes prussiennes dans le pays pouvant être attendue d'un instant à l'autre, le Gouvernement princier demande à la Confédération le plus prompt appui.

Le Président s'est référé à la résolution fédérale du 18 courant, relativement aux abus de force exercés contre l'Électorat de Hesse, résolution par laquelle tous les Gouvernements restés fidèles au Pacte fédéral ont été invités à porter secours aux Gouvernements en butte aux procédés violents de la Prusse, la majorité de l'Assemblée fédérale s'est associée aussitôt à cette déclaration.

PRUSSE.

Circulaire du comte de Bismarck aux Représentants de la Prusse à l'étranger, sur le vote dans la séance du 14 juin de la Diète germanique, en date de Berlin le 22 juin 1866.

Monsieur, au moment où commencent à s'accomplir les conséquences fatales du vote du 14 juin, je crois devoir revenir sur cette

séance et appeler votre attention sur un fait qui prouve mieux que tout autre le degré auquel les institutions fédérales avaient dégénéré :

Parmi les voix qui se sont prononcées en faveur de la mobilisation proposée par l'Autriche se trouve celle de la 16^e Curie, composée de six petits États. Parmi ces derniers, trois, savoir : Lippe, Waldeck et Reuss-Schleitz, avaient prescrit au Représentant de la Curie de voter contre la proposition; le quatrième, Schaumbourg-Lippe, d'après une communication officielle du Gouvernement du Prince, s'est abstenu de voter. Il n'y avait donc que le Liechtenstein, peuplé de 6 000 âmes, qui avait donné ses instructions en faveur de l'Autriche, et Reuss-Greiz, dont le vote n'a pas encore été vérifié. Mais, dans tous les cas, la majorité de la Curie était acquise au rejet de la proposition autrichienne.

Malgré cette évidence, le vote de la Curie a été officiellement rendu en faveur de cette proposition, par l'organe de M. de Strauss, envoyé du prince de Lippe et représentant pour le moment la Curie. Ce vote, par conséquent, est un faux manifeste, et ce faux a déterminé la résolution fédérale du 14. S'il n'avait pas été commis, la Diète aurait été divisée en deux camps égaux, 8 voix contre 8, et des partisans de l'Autriche il y aurait eu à déduire, en surplus, le vote que le Brunswick et le Nassau exercent en commun, vu que ces deux Gouvernements ont voté l'un contre l'autre, le Brunswick contre, le Nassau pour l'Autriche.

Le fait que je viens de vous signaler, Monsieur, vous permettra d'éclairer le Gouvernement sur les moyens qui ont été employés pour fausser la décision fédérale sur une proposition illégale en elle-même. Les faits contribuent à expliquer la décadence à laquelle depuis longtemps l'esprit de parti, les intrigues et la corruption ont fait tomber les institutions fédérales; ils ne justifient que trop la déconsidération où se trouvait l'organe suprême de la communauté germanique.

Vous voudrez bien, M..., porter à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité les faits mentionnés dans cette dépêche, et je saisis cette occasion, etc., etc.

Signé : BISMARCK.

HESSE ÉLECTORALE.

**Proclamation de l'Électeur, en date de Wilhelmshöhe,
le 23 juin 1866.**

A mon peuple fidèle !

Sur le point d'être conduit prisonnier de guerre à l'étranger, j'éprouve, comme père du pays, le besoin d'adresser encore cet adieu à mes fidèles sujets.

Puisse le Dieu tout-puissant prendre mon peuple sous sa protection paternelle, et faire tourner la calamité qui est venue frapper mes sujets, moi-même et ma maison, à la purification et à la paix de moi-même et de mon peuple !

Obligé de quitter maintenant le pays de mes pères, j'adresse à tous les employés et fonctionnaires dans les provinces en ce moment occupées, l'invitation de continuer, sur la base du serment prêté à leur entrée en service et sous réserve de la fidélité qu'ils doivent me conserver comme sujets, les fonctions répondant à leur position officielle, ce qui, en toutes circonstances, sera la meilleure manière de se mettre d'accord avec le véritable droit fédéral et de prévenir en même temps tous les scrupules de conscience.

Que Dieu nous accorde bientôt de meilleurs jours !

Donné à Wilhelmshöhe, le 23 juin 1866.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

ITALIE.

**Ordre du jour du Roi au moment du passage du Mincio,
23 juin 1866.**

Officiers, sous-officiers et soldats,

L'Autriche, en armant sur notre frontière, nous provoque à de nouveaux combats.

En mon nom, au nom de la nation, je vous appelle aux armes. Ce cri de guerre sera pour vous, comme il le fut toujours, un cri de joie.

Quel est votre devoir ? Je ne vous le dis pas, parce que vous le connaissez bien.

Confiants dans la justice de notre cause, forts de notre droit, nous saurons accomplir notre unité à l'aide de nos armes.

Officiers, sous-officiers et soldats !

Je prends de nouveau le commandement de l'armée, pour accomplir le devoir que vous avez, comme moi, de rendre libre le peuple de la Vénétie, qui depuis longtemps gémit sous un joug de fer.

Vous serez vainqueurs, et votre nom sera béni des générations présentes et futures.

Signé : VICTOR-EMMANUEL.

HESSE CASSEL.

**Ordre du jour du prince Alexandre de Hesse, en date
du 23 juin 1866.**

Aux troupes de la Hesse Électorale.

Hessois !

La haute Assemblée fédérale, par décision en date d'hier, vous a placés sous mon commandement.

Je vous salue au nom du 8^e corps de l'armée allemande, qui a déjà admiré votre fidélité à votre Prince et à votre drapeau, comme elle admirera votre bravoure quand nous saisirons nos armes, unis pour l'honneur de l'Allemagne et pour le droit, foulé aux pieds, du Souverain de votre pays.

Hessois ! je n'ai pas besoin de vous dire comment, en pleine paix, et au mépris de toutes les lois, uniquement parce que vous êtes restés fidèles à la Confédération, l'on a envahi votre pays et fait prisonnier votre Souverain !

Mais l'heure de la vengeance va sonner ; c'est vous que je place à la tête des troupes qui délivreront votre patrie.

Que notre cri de guerre soit : Dieu et notre bon droit !

Quartier général de Darmstadt, 23 juin 1866.

Signé : Prince ALEXANDRE DE HESSE,
général d'infanterie.

AUTRICHE.

**Rapport de l'archiduc Albert sur la bataille de Custozza
du 24 juin 1866.**

La brigade de cavalerie du colonel Pultz avait l'ordre de se retirer lentement par Villafranca à Vérone, en évitant tout engagement sérieux, mais en restant continuellement en contact avec l'ennemi.

On sait que l'adversaire n'a pas observé le délai de trois jours qu'il avait fixé lui-même pour ouvrir les hostilités, car déjà, le 21 juin, il commença à établir un pont à Molina di Volta, près de Pozzolo, sans être empêché de notre côté.

Le 22 juin, il passa, non sans quelque hésitation, le Mincio près de Goïto, Pozzolo, Valeggio et Monzambano. Dans la matinée du 23, les détachements de la brigade Pultz évacuèrent Villafranca après avoir recueilli tous les autres détachements placés au sud. L'ennemi n'occupa Villafranca qu'à deux heures de l'après-midi par des bersagliers et lança deux fortes colonnes de cavalerie avec de l'artillerie, dans la direction de Dossobuono où, vers quatre heures, quelques coups de canon furent échangés avec notre brigade de cavalerie, laquelle a campé dans la nuit du 23 au 24 juin, près du fort Gisela.

Le colonel d'état-major, baron de Rueber, envoyé en reconnaissance dans la matinée du 23, m'annonça à deux heures, de Somma-Campagna, que ce point, ainsi que les mamelons voisins vers le sud, n'étaient pas occupés par l'ennemi, que cependant de longues traînées de poussière, au sud de Villafranca, indiquaient la marche de l'ennemi dans la plaine vers l'est.

Je pris donc la résolution d'occuper encore, dans le courant du 23, les hauteurs entre Somma-Campagna et Sandra.

La brigade du colonel prince de Saxe-Weimar, de la division de réserve de la cavalerie, s'avança vers Sandra avec ordre d'envoyer des détachements jusqu'à Castelnuovo. Le 5^e corps marcha sur Sona et poussa ses avant-postes vers Zerbare. De même, le 9^e corps prit position le 23 à Santa Lucca; le 7^e corps à Massimo. Ces deux corps durent garder leurs positions pendant la nuit, bien que le 7^e corps eût fait, dans la journée, par une chaleur accablante, la marche fatigante de San Bonifacio à San Massimo.

Le matin du 24 juin, à trois heures, le 9^e corps avança en ligne droite sur Somma-Campagna; le 7^e corps, destiné à lui servir de réserve, fut dirigé vers Sona. Le 5^e corps d'armée reçut l'ordre d'occuper de bonne heure San Giorgio in Salice, tout en se maintenant à

Sona jusqu'à l'arrivée du 7^e corps, pendant que la division d'infanterie occuperait Castelnovo.

Huit escadrons furent pris dans les régiments de cavalerie faisant partie des différents corps d'armée, pour renforcer sous les ordres du colonel Beya-Novico la brigade Pultz, laquelle fut destinée à s'avancer le 24 juin sur l'aile gauche du 9^e corps vers Custozza, pour couvrir ainsi le flanc gauche de l'armée.

L'ennemi, qui avait occupé dans la nuit du 23 au 24 Villafranca, Custozza, Monte-Mamaor et Monte-Vento, et poussé son aile gauche jusqu'à Castelnovo, a dû avoir connaissance de la sortie de notre armée de Vérone, car déjà à la pointe du jour ses avant-postes en forces considérables avaient été avancés sur la ligne de San Rocco di Palezzuolo, Fenile, Corte et Ollosi. Ce dernier point surtout était fortement occupé.

L'apparition successive de grandes colonnes sur le Monte-Vento, le Monte-Mamaor, le Monte-Godio, etc., ainsi que le déploiement des masses de cavalerie et d'infanterie près de Villafranca, et au sud de Somma-Campagna, ont dû me prouver que l'ennemi, ayant reconnu être en face de toute l'armée d'opération autrichienne, avait rappelé toutes ses colonnes dirigées vers l'est.

Vers sept heures du matin, un violent feu d'artillerie s'engagea pendant que la division de réserve sur l'aile droite, près d'Alzarea, le 5^e corps à l'est de San-Giorgio in Salice et le 9^e corps à Somma-Campagna et Zerbare s'ébranlèrent.

Notre feu d'artillerie, entretenu avec sang-froid, fut d'une précision admirable et produisit un grand effet, bien que l'ennemi fit entrer en ligne successivement un nombre supérieur de pièces.

J'ordonnai au 9^e corps de se maintenir dans toutes les circonstances à Somma-Campagna et sur les hauteurs de Casa del Sole, et de pousser vigoureusement, si faire se pouvait, par Staffalo vers Custozza.

Le vide entre le 9^e et le 5^e corps fut rempli par la brigade du général Scudier du 7^e corps. Le 5^e corps et la division de réserve eurent l'ordre d'avancer, celui-là par San Rocco di Palazzolo, celle-ci vers Oliesi. Ces troupes s'acquittèrent de leur tâche d'une façon brillante.

La brigade Piret, du 5^e corps, et la division d'infanterie de réserve, enlevèrent le village d'Oliesi incendié par le feu de notre artillerie, malgré la résistance acharnée de l'ennemi et le feu meurtrier de plusieurs batteries établies sur le Monte-Vento.

Les deux autres brigades du 5^e corps d'armée, général Mœring et colonel Baner, prirent en attendant les fermes de Corte et de San Rocco di Palazzolo; la brigade Scudier, du 7^e corps, avança, par une lutte continuelle et opiniâtre, de Zerbare vers le Monte-Godio; enfin la brigade Tœply, et plus tard la brigade Welsersheim, de ce corps d'ar-

mée, durent entrer en ligne pour prendre part, par une chaleur accablante, aux combats sanglants par lesquels on se disputait la possession du Monte-Godio.

Entre une heure et trois heures de l'après-midi, une brigade du 5^e corps enleva le Monte-Vento; les deux autres s'emparèrent, par une lutte des plus opiniâtres, de Santa-Lucia et du Monte-Mamaor. La division de réserve arrivait pendant ce temps à Salionze et poussait vers Valeggio. Malgré tous les efforts du 9^e et du 7^e corps d'armée, on n'avait pu réussir jusqu'à trois heures de l'après-midi à prendre Custozza.

J'accordai donc aux troupes épuisées en partie par une brûlante chaleur et par les efforts de la lutte, un moment de repos, et j'ordonnai ensuite au 7^e corps d'armée, renforcé d'une brigade du 5^e corps, de faire une dernière tentative pour enlever Custozza, défendu par l'ennemi avec opiniâtreté et beaucoup de bravoure. Mais avant même que mon ordre lui fût parvenu, le 7^e corps, efficacement soutenu par le feu bien nourri des pièces du 9^e corps d'armée placées à Casa-del-Sole, s'était mis en possession du Montè-Arabita et de Belvedere. Il ne restait donc plus que la tâche difficile de prendre Custozza et le Monte-Torre, ainsi que de repousser les attaques continuelles et très-violentes de l'ennemi contre le 9^e corps à Somma-Campagna et à Casa-del-Sole.

L'ennemi, conduit par les princes Humbert et Amédée, essaya avec des troupes d'élite, d'avancer à Nassalo et de tenir Custozza; mais le 9^e corps repoussa énergiquement toutes les attaques, et enfin, vers sept heures du soir, le 7^e corps d'armée, appuyé par la brigade du 5^e corps, parvint à s'emparer de Custozza.

La cavalerie de réserve Pultz, avec les huit escadrons du colonel Beyanowicz, avait livré, avec des chances diverses, une série de combats depuis quatre heures du matin jusqu'à la tombée de la nuit. Cette vaillante troupe, qui a fait des prodiges de valeur et de dévouement sous son excellent chef, a essuyé, surtout par l'impétuosité de ses attaques, des pertes considérables.

A l'entrée de la nuit, les deux brigades de cavalerie furent retirées derrière Dessobrono. Encore à neuf heures on entendit le feu de l'artillerie du côté du 9^e corps et de la brigade Pultz.

L'ennemi avait renoncé à toute résistance et des nuages de poussière dans la direction de Goïto et de Valeggio, indiquaient sa ligne de retraite vers le Mincio.

On ne saurait refuser à l'ennemi le témoignage de s'être battu avec obstination et avec bravoure. Surtout ses premières attaques étaient impétueuses et ses officiers donnaient de bons exemples à leurs soldats.

L'ennemi fit entrer en ligne de bataille, sous les yeux du roi et sous les ordres des princes Humbert et Amédée, qui aurait été blessé, les corps d'armée complets de Durando et de Della Rocca, ainsi que, d'après les récits des prisonniers, une forte partie du corps d'armée de Cucchiari et plusieurs régiments de cavalerie, en tout près de onze divisions d'infanterie d'une force d'environ 100 000 hommes, et presque toute son artillerie de réserve, mais il lui a été impossible de résister à la bravoure éprouvée et persévérante et au dévouement des troupes impériales.

.....
 Nos pertes en morts et en blessés ne sont pas faibles, ce qui s'explique par l'élan impétueux de nos troupes. Avant que les rapports détaillés ne me soient parvenus, je ne suis pas en état de préciser les chiffres.

Nous avons fait, d'après une évaluation approximative, environ 3000 prisonniers, dont beaucoup d'officiers. Nous avons également pris quelques canons, mais le nombre n'en est pas encore constaté.

Je crois que la belle victoire de Custoza aura d'autant plus de portée que des symptômes de démoralisation et de dissolution dans l'armée italienne se sont manifestés déjà dans la soirée après la prise de Custoza, par de nombreux prisonniers qui n'avaient rien mangé depuis quarante-huit heures.

En se retirant au delà du Mincio, l'ennemi a brûlé le beau pont de Valeggio, où il a laissé 500 blessés. Dans la même nuit, il a évacué Villafranca, en y abandonnant également un grand nombre de blessés.

ITALIE.

Rapport officiel sur la bataille de Custoza du 24 juin 1866.

Guidizzolo, 26 juin.

Les renseignements exacts qui arrivent sur le fait d'armes du 24 juin disent que le champ de bataille est resté en partie à nous et en partie à l'ennemi; si nous nous sommes retirés, lui aussi a dû se retirer, si bien que vingt-quatre heures après nous avons pu librement secourir nos blessés. Les Autrichiens ont déployé, dans la journée du 24, un nombre énorme de pièces d'artillerie.

Ils ont employé tous les régiments de cavalerie; leurs forces montaient à environ 60 000 hommes. Les troupes italiennes n'ont abandonné les positions conquises que lorsque des renforts considérables

sont arrivés vers le soir à l'ennemi. La plus grande partie des troupes a fait des prodiges de valeur. Les Autrichiens ont certainement pu se persuader que l'armée italienne n'est en rien inférieure à l'ancienne armée sarde.

Le prince Humbert, attaqué par deux régiments de uhlans au delà de Villafranca, s'est défendu avec une admirable bravoure et intrépidité : il a fait former un carré et il les a repoussés par des charges répétées. Le 4^e bataillon du 48^e d'infanterie était fier de posséder dans son carré le prince, qui était le point de mire spécial des attaques des uhlans.

Le prince Amédée a été blessé à la poitrine pendant qu'il était à la tête des grenadiers de Lombardie.

La division Pianelli a fait prisonnier tout un bataillon de chasseurs tyroliens; la division Govone a pris d'assaut la position de Monte-Torre et celle de Custozza, dont l'ennemi avait réussi à s'emparer, et elle s'y est maintenue jusqu'au soir contre des attaques successives et des forces de beaucoup supérieures aux siennes.

La division Cugia s'est emparée d'une autre partie du Monte-Torre et de Monte-Croce, et elle y est restée jusque très-tard. La division Sirtori s'est emparé de Sainte-Lucie, et s'y est soutenue jusqu'au soir contre des forces très-supérieures. La réserve du 1^{er} corps d'armée a arrêté, sur les hauteurs à la gauche de Valeggio, les forces prépondérantes devant lesquelles la division Cerale a dû se replier. La retraite, protégée par la division Bixio et par la cavalerie de ligne, s'est effectuée en bon ordre. La cavalerie italienne a soutenu de nombreux et terribles assauts contre la cavalerie autrichienne, à laquelle elle a fait subir de très-grandes pertes. Le troisième corps d'armée a fait près de mille prisonniers.

Nos pertes sont sensibles, mais celles de l'ennemi ne sont pas moins grandes. Le général Villarey a été tué par une balle de fusil au moment où il poussait ses soldats à l'assaut au cri de : *Vive le Roi!* Le général Durando a été blessé à la main et a eu un cheval tué sous lui par un coup de canon. Les généraux Cerale, Gozzani et Dho ont aussi été blessés, ce dernier par trois coups de lance pendant qu'il chargeait à la tête du peloton de guides qui formait son escorte. L'esprit des troupes est excellent, et elles sont impatientes de se mesurer de nouveau avec l'ennemi.

Pour le ministre de l'intérieur,
Signé : C. BIANCHI.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique
du 25 juin 1866.**

L'Envoyé des Maisons saxonnes notifie qu'il est rappelé par le Gouvernement du duc de *Saxe-Altenbourg*; l'Envoyé de la quinzième Curie, parlant au nom du Gouvernement du duc d'*Anhalt* et du Gouvernement du prince de *Schwartzbourg-Sondershausen*, et l'Envoyé de la seizième Curie, parlant au nom du Gouvernement du prince de *Waldeck*, déclarent qu'en vertu des instructions par eux reçues, ils ne peuvent continuer à prendre part, pour lesdits Gouvernements, aux délibérations de l'Assemblée fédérale, ces Gouvernements regardant d'une part comme non fondé le décret de mobilisation du 14 juin, d'autre part la Confédération germanique comme dissoute ou décomposée de fait par la sortie de la Prusse.

Le Président se réfère aux déclarations et protestations par lui formulées dans la vingt-septième séance de la Diète germanique, et réserve de la façon la plus formelle tous les droits et appartenances de la Confédération germanique vis-à-vis des Gouvernements ci-dessus mentionnés, en faisant expressément ressortir que les dernières déclarations de la Prusse et les procédés violents de cette Puissance vis-à-vis de plusieurs membres de la Confédération germanique ont constitué une violation de la paix, violation à laquelle s'associent tous les Gouvernements qui agissent en contradiction avec leurs devoirs fédéraux. Waldeck a de plus à sa charge une infraction à la parole donnée, puisqu'il s'était engagé, en vertu de son adhésion au décret fédéral du 9 courant, à envoyer son contingent dans la forteresse de Rastadt, et qu'il a mis ce contingent à la disposition de la Prusse.

L'Assemblée fédérale se joint à cette déclaration du Président.

Le reste de la séance est consacré à la prise de diverses résolutions que l'on peut considérer comme un corollaire des résolutions adoptées par l'Assemblée fédérale le 16 et le 18 courant.

AUTRICHE.

Ordre du jour du maréchal Benedeck à ses troupes, à la suite de la victoire remportée le 24 juin 1866, à Custozza en Italie, daté du 25 juin 1866.

Le feldzeugmestre Benedeck et toute l'armée du Nord adressent, à l'occasion de la glorieuse journée de Custozza, leurs plus chaleureuses félicitations et l'expression de leur admiration et de leur joie à l'illustre et auguste commandant de la brave armée du Sud. La campagne au midi est ouverte par une nouvelle et glorieuse victoire de nos armes!

Le glorieux fait d'armes de Custozza brille sur l'étendard d'honneur de l'armée impériale.

Soldats de l'armée du Nord !

C'est avec acclamations que vous accueillerez cette nouvelle qui enflammera votre courage, pour que nous aussi nous puissions inscrire sur cet étendard des faits d'armes glorieux et annoncer à l'Empereur une victoire que vous brûlez de désir d'emporter et que vous obtiendrez par votre bravoure, votre dévouement en criant : Vive l'Empereur !

Le maréchal Benedeck a reçu du quartier général de Vérone la réponse télégraphique suivante :

« L'archiduc Albert au feldmaréchal Benedeck :

« L'armée du Sud et son commandant remercient profondément leur ancien et bien-aimé commandant et sa brave armée; nous sommes convaincus que nous aurons bientôt occasion de vous féliciter à notre tour de vos victoires. »

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Proclamation du comte Leutrum, commissaire fédéral, lors de l'entrée des troupes fédérales dans les principautés de Hohenzollern, en date de Sigmaringen, 26 juin 1866.

Habitants des pays de Hohenzollern !

La Diète a résolu, le 25 de ce mois, de faire occuper immédiatement par des troupes fédérales les principautés de Hohenzollern et

de charger le Gouvernement du Wurtemberg d'exécuter cette résolution et d'administrer ces principautés au nom de la Confédération.

Chargé par S. M. le Roi Charles I^{er} de l'accomplissement de ces résolutions, je parais au milieu de vous et j'espère que ma conduite me vaudra bientôt votre confiance. Il doit être tenu compte autant que possible de tous vos intérêts et l'administration publique doit suivre son cours régulier. Aidez-moi ainsi que les troupes et les employés qui m'accompagnent, afin que nous puissions réaliser notre intention d'avoir avec vous des relations amicales.

Sigmaringen, 26 juin 1866.

Comte LEUTRUM, commissaire fédéral.

HANOVRE.

Lettre du Roi au Duc de Saxe-Cobourg-Gotha en date du 26 juin 1856.

Votre Altesse vient de me faire parvenir, par mon chef d'escadron von der Wense, une dépêche télégraphique du Ministre Président prussien, comte de Bismark, qui m'annonce que S. M. le roi de Prusse accepte les propositions que lui a transmises mon aide de camp général et précisées par mon major de Jacobi, relativement au passage de mon armée par les États fédéraux de Thuringe, mais qu'on avait réclamé des garanties pour l'exécution de la condition que mon armée, pendant une année, ne prendrait plus part aux hostilités contre la Prusse.

Votre Altesse concevra que je ne puisse accéder à une telle condition et que les négociations ne sauraient que retarder les opérations militaires, qui déjà ont grandement souffert par la circonstance que Votre Altesse m'a envoyé hier matin comme parlementaire le capitaine von Zielberg, qui n'était aucunement légitimé comme tel. Je dois éviter tout ce qui pourrait de nouveau retarder les opérations, et je prie Votre Altesse de me renvoyer immédiatement mon major de Jacobi.

Par contre, je suis tout disposé à entrer en négociation avec l'aide de camp général von Albensleben, que S. M. le roi de Prusse m'a envoyé, afin de prévenir toute effusion de sang et d'alléger, s'il est possible, les calamités des habitants.

Je suis, avec la plus parfaite considération,

De Votre Altesse Royale,

l'affectionné cousin,

GEORGE *rex*.

GRANDE-BRETAGNE.

Proclamation de neutralité, en date du 27 juin 1866.

Attendu que nous sommes heureusement en paix avec toutes les Puissances et tous les États souverains ; que malgré nos plus grands efforts pour maintenir la paix entre toutes ces Puissances et tous ces États souverains qui sont maintenant en guerre, les hostilités ont malheureusement commencé entre S. M. I. l'Empereur d'Autriche, S. M. le Roi de Prusse, S. M. le Roi d'Italie et la Confédération germanique, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs et autres, qui habitent dans leurs pays, territoires et possessions ;

Attendu que nous sommes en relations amicales avec tous et avec chacun des États souverains, avec la Confédération germanique, avec leurs divers sujets et autres qui habitent leurs pays, territoires et possessions ;

Attendu qu'un grand nombre de nos loyaux sujets résident et font le commerce, possèdent des biens et des établissements, jouissent de divers droits et privilèges dans les provinces de chacun des susdits États souverains, sous la protection de la foi des traités conclus entre nous et chacune desdites Puissances souveraines ;

Attendu que, désirant conserver à nos sujets les bienfaits de la paix dont ils ont le bonheur de jouir maintenant, nous sommes fermement résolus à nous abstenir complètement de prendre aucune part, soit directement, soit indirectement, à la guerre qui existe malheureusement aujourd'hui entre lesdits États souverains, leurs sujets et leurs territoires ;

Attendu que nous sommes déterminés à rester en paix, à maintenir des relations pacifiques et amicales avec tous et chacun, de même qu'avec leurs sujets respectifs et d'autres habitant dans leurs pays, territoires et possessions, et d'observer une stricte et impartiale neutralité dans lesdites hostilités existant malheureusement entre eux ;

Nous avons, en conséquence, et de l'avis de notre Conseil privé, jugé à propos de publier la présente Proclamation royale, sur laquelle nous commandons à tous nos bien-aimés sujets de régler leur conduite et d'observer une stricte neutralité dans et devant la susdite guerre et les susdites hostilités, ainsi que de s'abstenir de violer ou d'enfreindre, soit les lois et les statuts du royaume sur ce chef, soit la foi des nations qui s'y rapporte, parce qu'ils seront, à leurs risques et périls, responsables de la contravention.

Sont cités ensuite les clauses de l'acte de la 50^e année du règne de George III. Elles ont pour objet d'interdire l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté dans un service à l'étranger, et l'armement ou l'équipement dans les États de Sa Majesté, de vaisseaux ayant pour but de faire la guerre sans la permission du roi. La proclamation continue en ces termes :

Maintenant, afin que nul de nos sujets ne s'expose inconsidérément aux pénalités imposées par ledit statut, nous commandons péremptoirement par la présente, que nul, qui que ce soit, ne commette aucun acte, aucun fait, ou rien de contraire en quoi que ce puisse être, aux clauses dudit statut, sous peine d'encourir les rigueurs imposées par le susdit ou notre souverain déplaisir.

Nous recommandons, en outre, par la présente, à tous nos bien-aimés sujets et à quiconque a droit à notre protection, d'observer strictement la neutralité vis-à-vis de chacun et de tous les susdits États et Souverains, comme de tous les belligérants, quels qu'ils soient, avec qui nous sommes en paix, et de respecter en tous et en chacun d'eux l'exercice des droits belligérants que nous et nos royaux prédécesseurs ont toujours réclamé le privilège d'exercer.

Nous prévenons encore tous nos bien-aimés sujets et toutes les personnes ayant droit à notre protection qui oseront, au mépris de la présente proclamation royale et de notre souverain déplaisir, commettre aucun acte contraire à leur devoir comme sujets d'un souverain neutre, dans une guerre entre d'autres États et Souverains, et ce en violation, ou ayants droit à notre protection, qui contreviendront aux dispositions ci-dessus, le feront à leurs risques et périls, et qu'ils n'obtiendront aucune protection contre la capture ou les pénalités énoncées ci-dessus, et qu'ils encourront, au contraire, notre vif déplaisir.

Donné à la cour de Windsor, ce 27^e jour de juin, en l'année de Notre Seigneur 1866 et en la 33^e année de notre règne.

Dieu sauve la Reine !

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance de la Diète du 27 juin 1866.

Dans la séance de ce soir, l'Assemblée fédérale a décidé, sur la proposition de l'Autriche et de la Bavière, de conférer le commandement en chef des quatre corps d'armée mobilisés par décision de la Diète du 14 de ce mois, à l'exception de celui de la Saxe, à Son Altesse

Royale le feld-maréchal prince Charles de Bavière, et de remettre la direction supérieure des opérations des armées réunies de l'Autriche et de la Confédération germanique au commandant en chef de l'armée impériale et royale autrichienne, feld-maréchal chevalier de Benedeck, qui a également sous ses ordres immédiats l'armée saxonne, conformément au plan commun et unique concerté entre le commandant en chef impérial et royal et le feld-maréchal prince Charles.

L'Envoyé de la Hesse Électorale a notifié à l'Assemblée que Son Altesse Royale l'Électeur se trouve aujourd'hui à Stettin, comme prisonnier de guerre de la Prusse.

Le Président renouvelle sa protestation contre l'acte de violence, contraire au droit des gens et au droit fédéral, exercé sur Son Altesse Royale l'Électeur, et l'Assemblée prend des décisions en conséquence.

L'Assemblée a pris en outre des dispositions relativement aux forteresses et aux contingents fédéraux.

OLDENBOURG.

Discours de M. de Roessing à l'ouverture de la session extraordinaire de la Diète du grand-duché d'Oldenbourg, le 27 juin 1866.

Messieurs!

Vous êtes réunis ici dans un grave moment et appelés à prendre des décisions importantes.

La plus triste de toutes les guerres, après nous avoir longtemps menacés, a éclaté et prend les dimensions les plus grandes.

Il n'est plus temps de rester spectateur, il faut prendre un parti.

Aucun État allemand ne peut rester inattentif dans une lutte qui doit trancher les destinées de l'Allemagne, à moins que cet État ne renonce à son existence.

Le Gouvernement Grand-Ducal a pris son parti et il espère, messieurs, que vous l'approuverez entièrement.

Je ne développerai point ici le point de vue auquel le Gouvernement s'est placé, car j'anticiperais sur la communication qui va vous être faite.

Que le Tout-Puissant veuille bénir les résolutions prises en commun!

BAVIÈRE.

Manifeste du Roi de Bavière à son peuple, le 17 juin 1866.

Une guerre fatale a donc éclaté en Allemagne. Il s'agit d'accepter la lutte pour l'honneur et le droit allemand, pour notre propre dignité et notre indépendance, pour l'avenir de notre grande nation.

Les représentants légaux du pays ont déclaré à l'unanimité qu'ils se rendaient solidaires des biens les plus sacrés de notre patrie. Le peuple bavarois qui a déjà fait tant de nobles sacrifices et dont j'ai éprouvé la fidélité et le dévouement, marche avec moi. La jeunesse du pays se presse sous les drapeaux avec enthousiasme. Notre brave armée est en campagne sous le commandement expérimenté de son chevaleresque feld-maréchal, mon bien-aimé grand-oncle. Cette armée, — et j'en ai été convaincu avec un sentiment d'orgueil en la voyant, — combattra avec un courage nouveau et avec sa bravoure incarnée.

Bavarois ! nous ne sommes pas seuls dans cette lutte difficile. Tous les États restés fidèles à la Confédération, la puissante Autriche en tête, sont nos camarades d'armes.

Notre but, et il est digne des plus grands sacrifices, est : le maintien de l'Allemagne dans son ensemble puissant et libre, fortifiée par l'alliance de ses princes et la représentation nationale des divers États, le maintien de la Bavière comme membre digne et indépendant de la grande patrie allemande.

Commençons donc la lutte courageusement et résolument, en nous unissant par l'affection et la confiance, forts de notre Constitution qui résistera à toutes les tempêtes. Persévérons dans la ferme conviction que le Dieu Tout-Puissant fera sortir la bonne cause victorieuse de la lutte.

Signé : LOUIS.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

II

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

BELGIQUE — PRUSSE.

**Traité de navigation conclu entre la Prusse et la Belgique,
le 28 Mars 1863.**

S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Belges,

Animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre la Prusse et la Belgique, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

Savoir :

Sa Majesté le Roi de Prusse,

M. Othon-Édouard-Léopold de *Bismarck-Schaenhausen*, son Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères,

ARCH. DIPL. 1866 — II

10

M. Jean-Frédéric de *Pommer-Esche*, son Directeur-Général des contributions et des Douanes,

M. Alexandre-Maximilien *Philipsborn*, Son Conseiller intime actuel de légation,

M. Martin-Frédéric-Rodolphe *Delbruck*, Son Directeur au Ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics.

Et S. M. le Roi des Belges,

M. le baron Jean-Baptiste *Nothomb*, Son Ministre d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La marine marchande de l'une des Hautes Parties contractantes continuera à être assimilée dans les territoires de l'autre, sous tous rapports quelconques à la marine marchande nationale.

Il n'est fait exception à cette égalité parfaite qu'en ce qui concerne les avantages dont la pêche nationale est ou pourrait être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 2. La nationalité des navires sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque partie, au moyen des documents délivrés par les autorités compétentes, aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. 3. Les stipulations qui précèdent s'appliquent à la navigation de toutes les voies d'eau navigables, appartenant aux Hautes Parties contractantes, soit naturelles, soit artificielles.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'Elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ainsi que leurs chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées ; mais dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 5. Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de com-

merce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage, ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou un extrait desdites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition desdits consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans le pays desdits agents sur un navire de la même ou de toute autre nation ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique à la réquisition et aux frais des agents précités qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes.

Si dans les deux mois, à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auxquels ils appartiennent ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, s'ils sont nationaux, sont dans tous les cas exceptés des stipulations du présent article.

Art. 6. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés ou échoués sur les côtes de Prusse, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Belgique et réciproquement les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Prusse dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de la Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les territoires des Hautes Parties contractantes pour maintenir l'ordre,

garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls, vice-consuls ou agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes n'accorderont aucun privilège, faveur ou immunité, concernant la navigation, à un autre État qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 8. Le pavillon prussien continuera à jouir en Belgique du remboursement du péage de l'Escaut tant que le pavillon belge en jouira lui-même.

Art. 9. A partir, au plus tard, du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général :

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu ;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :

De 20 p. 100 pour les navires à voiles ;

De 25 p. 100 pour les navires remorqués ;

De 30 p. 100 pour les navires à vapeur.

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dans son ensemble dégrevé.

Art. 10. Le droit d'accession au présent traité est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la Belgique.

Art. 11. Le présent traité restera en vigueur pendant une période de douze années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 12. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Les ratifications seront échangées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 28 mars 1863.

(L. S.) *Signé* : BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : NOTHOMB.

(L. S.) *Signé* : POMMER-ESCHE.

(L. S.) *Signé* : PHILIPSBORN.

(L. S.) *Signé* : DELBRUCK.

Protocole.

En procédant à la signature du Traité de Navigation conclu à la date de ce jour entre la Prusse et la Belgique, les Plénipotentiaires soussignés de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi des Belges sont convenus de ce qui suit :

§ 1. Les gouvernements de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi des Belges désirant garantir au commerce réciproque des deux pays le régime de la nation la plus favorisée, entreront en négociations pour conclure sur cette base un traité de commerce, destiné à régler d'une manière générale et définitive leurs relations commerciales. Provisoirement et aussi longtemps que la Prusse, sans préjudice des traités en cours d'exécution, fera jouir les marchandises originaires de la Belgique du régime des produits de la nation la plus favorisée, la Belgique appliquera aux marchandises originaires de la Prusse et des autres États allemands unis avec elle en matière de douanes et de commerce ou destinées pour ces États, le régime dont jouissent ou jouiraient, suivant le traité du 23 juillet 1862, les marchandises originaires de la Grande-Bretagne ou destinées pour ce pays. Cette application, y compris les vins, se fera dix jours après l'échange des ratifications du traité de navigation. En sera seule exceptée la tarification nouvelle des drilles et chiffons de toute espèce, de la pâte à papier et des vieux cordages goudronnés ou non.

En tant qu'un régime de faveur serait constitué par la stipulation précédente pour certaines marchandises originaires de la Prusse ou des États de ses coassociés, l'importateur en devra justifier l'origine en présentant à la douane belge, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau compétent, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires belges qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

§ 2. En considération des propositions faites par la Belgique pour

régler, d'un commun accord, la capitalisation du péage de l'Escaut, la Prusse consentirait à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes :

A. Le capital n'excéderait pas une somme de 36 millions de francs.
B. La Belgique prendrait à sa charge le tiers de ce capital.
C. Le reste serait réparti entre les autres États dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut.

D. La quote-part de la Prusse, devant être fixée, après cette règle, ne pourrait s'élever au-dessus d'une somme de 1 670 640 francs.

E. Le paiement de ladite quote-part serait effectué en deux termes égaux, dont le premier sera échu le jour même où le péage cessera d'être perçu, et le second douze mois plus tard.

Les conditions ci-dessus énoncées pour la capitalisation du péage de l'Escaut seront insérées dans un traité général, qui sera arrêté par une conférence des États maritimes intéressés, conférence dans laquelle la Prusse sera représentée.

§ 3. Dans le but de mettre un terme aux inconvénients de diverse nature qui résultent, pour le commerce et pour la navigation comme pour les gouvernements, de la diversité des systèmes de jaugeage actuellement usités, les deux parties contractantes inviteront les États maritimes à se concerter pour arrêter une formule de jaugeage des navires de mer qui servirait de règle universelle.

§ 4. Moyennant un simple acte d'accession de la part du gouvernement de S. M. le Roi des Belges, la convention relative au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane, signée à Berlin, le 2 août 1862, sera, à la suite de son exécution, également appliquée à la Belgique.

§ 5. L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent protocole et dans le traité et la convention de ce jour est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles des deux pays. Les deux gouvernements s'obligent à en provoquer l'application dans le plus bref délai possible.

§ 6. Le présent Protocole aura la même force et valeur que s'il faisait partie d'un traité et il sera compris dans la ratification du Traité de navigation de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double expédition.

Fait à Berlin, le 28 mars 1866.

LL. SS. *Signé* : BISMARCK,
Signé : NOTHOMB,
Signé : POMMER ÈSCHE,
Signé : PHILIPSBOERN,
Signé : DELBRUCK.

Convention entre la Prusse et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, du 28 mars 1863.

S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Belges,

Également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse,

M. Otto-Édouard-Léopold de *Bismarck-Schoenhausen*, son Président et Ministre des affaires étrangères.

M. Jean-Frédéric de *Pommer-Esche*, son directeur général des contributions et des douanes.

M. Alexandre-Maximilien *Philipsborn*, son Conseiller intime actuel de légation.

M. Martin-Frédéric-Rodolphe *Delbrück*, son Directeur au Ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics.

Et S. M. le Roi des Belges,

Le baron Jean-Baptiste *Nothomb*, son Ministre d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi Prusse,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art. Et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications aient pour objet la critique ou l'histoire littéraire ou soient spécialement appropriés et adaptés à l'enseignement ou à l'étude.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1^{er}, est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante :

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Prusse, il devra être enregistré à Bruxelles, au Ministère de l'Intérieur.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Belgique, il devra être enregistré à Berlin, au Ministère des Cultes.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits ministères, soit aux légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur pour les ouvrages publiés antérieurement.

À l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux, tenus à cet effet, ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement : ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu, il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou repré-

senter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1 aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibés, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que les dites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux

pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasins, chez les éditeurs ou imprimeurs prussiens ou belges, et constituant une reproduction non autorisée de modèles prussiens ou belges.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques ne pourraient être utilisés que pendant quatre ans à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les bureaux de douane qui leur sont ouverts actuellement ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies, importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 15. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 16. Le droit d'accession à la présente convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein :

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la Belgique.

Art. 17. En ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États contractants jouiront respectivement dans l'autre de la même protection que les nationaux.

Il n'y aura lieu à aucune poursuite à raison de l'emploi dans l'un des deux pays, des marques de fabrique de l'autre, lorsque la création de ces marques dans le pays de provenance des produits, remontera à une époque antérieure à l'appropriation de ces marques par dépôt ou autrement dans le pays d'importation.

Art. 18. La présente convention sera mise en vigueur deux mois après l'échange de ses ratifications.

Elle aura la même durée que le traité de navigation conclu à la date de ce jour entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 19. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin en même temps que celle du traité précité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 18 mars 1863.

(L. S.) *Signé* : BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : POMMER ESCHÉ.

(L. S.) *Signé* : PHILIPSBORN.

(L. S.) *Signé* : DELBRUCK.

(L. S.) *Signé* : NOTHOMB.

BRÉSIL, FRANCE, HAÏTI, ITALIE, PORTUGAL.

Convention conclue à Paris le 16 mai 1864, entre la France, le Brésil, la République d'Haïti, l'Italie et le Portugal, pour l'établissement d'une ligne télégraphique.

S. M. l'Empereur des Français, S. M. l'Empereur du Brésil, S. Exc. le Président de la République d'Haïti, S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, voulant faciliter l'établissement d'une ligne télégraphique internationale entre le continent Européen et l'Amérique, et désirant assurer aux correspondances qui seront échangées sur cette ligne les avantages d'un régime uniforme et d'un tarif modéré, ont résolu de conclure dans ce but une convention spéciale, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, Sénateur de l'Empire, Grand-croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc., etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

S. M. l'Empereur du Brésil, M. le chevalier *Marquez-Lisboa*, membre du Conseil de Sa Majesté, Grand dignitaire de son Ordre impérial de la Rose, Grand officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc.,

etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. Exc. le Président de la République d'Haiti, M. Charles *Haentjens*, chargé d'affaires de ladite République à Paris ;

S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier Constantin *Nigra*, Grand'croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand'officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Et S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, M. le vicomte de *Paiva*, pair du Royaume, Grand'croix de l'Ordre Impérial de la Conception de Villa-Viçosa, Grand'officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties Contractantes déclarent d'utilité internationale, et prennent, à ce titre, sous leur protection et leur garantie, sur leurs territoires respectifs, et, sauf les cas de force majeure, la ligne de télégraphie transatlantique que M. Pier-Alberto Balestrini tant en son nom qu'en celui de la compagnie qu'il se propose de former à cet effet, s'engage à établir et à entretenir entre le continent européen et celui des deux Amériques.

Art. 2. Les États Contractants s'engagent à ne pas couper ou détruire en cas de guerre, les câbles immergés par M. Pier-Alberto Balestrini, et à reconnaître la neutralité de la ligne télégraphique.

Art. 3. Sous la réserve de l'assentiment des diverses puissances qui n'ont pas adhéré à la présente convention, et, sauf les modifications éventuelles qui pourraient être concertées entre les Gouvernements intéressés et la compagnie concessionnaire, la ligne partira de Lisbonne et de Cadix, pour se détacher du continent Européen au cap Saint-Vincent, passera par le littoral du Maroc, l'île de Madère et les Canaries, atterrira à Saint-Louis, à Gorée et au cap Vert, gagnera les îles du cap Vert, puis le cap Saint-Roch. Là, elle se bifurquera : d'une part, elle ira se réunir à Bahia, au réseau brésilien ; d'autre part, elle arrivera après plusieurs atterrissages sur la côte septentrionale du Brésil, à la Guyane Française, touchera les Guyanes Hollandaise et Anglaise, et rejoindra les Antilles. Elle passera alors par les îles de la Trinité, de Grenade, de Saint-Vincent, de Sainte-Lucie, de la Martinique, de Dominique, de la Guadeloupe, d'Antigoa, de Saint-Thomas, de Porto Rico, de Saint-Domingue ou Haïti, de Cuba et aboutira enfin à la Nouvelle-Orléans, dans la Louisiane.

Art. 4. Les États qui prennent part à la présente convention don-

nent, à cet effet, à M. Pier-Alberto Balestrini toutes les autorisations d'atterrissage nécessaires sur leurs territoires respectifs.

Art. 5. Les sections des câbles sous-marins aboutissant à la terre ferme, ainsi que les lignes terrestres, souterraines ou autres destinées à relier ces câbles aux stations télégraphiques, sont placées sous la protection des lois de chaque État au même titre que les propriétés publiques et privées de cet État lui-même.

Art. 6. M. Pier-Alberto Balestrini ou la compagnie qu'il formera, est investi de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration pour les travaux publics fait dans chaque État.

Art. 7. La durée de la concession pour l'exploitation du réseau qui fait l'objet de la présente convention sera de 99 ans, à dater du jour où l'Amérique aura été mise en communication avec l'Europe.

Art. 8. Les Puissances Contractantes s'engagent, pendant le même temps à n'autoriser l'atterrissage d'aucune autre ligne télégraphique sous-marine dans la direction indiquée par l'art. 3 sur les côtes de leurs possessions atlantiques ci-dessus désignées.

Art. 9. Les règles à suivre pour l'admission, la transmission et la conservation des dépêches, le droit de priorité, le calcul des mots, des chiffres et de tous autres signes des dépêches, le mode de progression des taxes d'après le nombre des mots, seront, sauf modifications à concerter entre les États intéressés celles établies sur le continent Européen, par les conventions qui sont actuellement en vigueur ou qui pourront intervenir ultérieurement entre les mêmes États.

Art. 10. La taxe de la dépêche simple entre l'Amérique et l'Europe, ainsi que pour les parcours intermédiaires, sera fixée par la compagnie concessionnaire, sans qu'elle puisse dépasser un maximum à déterminer par les Gouvernements contractants.

Art. 11. Chacun des Gouvernements intéressés aura le droit de faire surveiller à ses frais et sur son territoire, par ses agents particuliers, l'exécution des règles convenues pour l'établissement et l'exploitation du réseau transatlantique.

Art. 12. Les Gouvernements contractants exécuteront, après une entente préalable, les sondages qu'ils jugeront nécessaires pour effectuer la pose des câbles sous-marins sur le trajet indiqué par la compagnie. Ils s'engagent également à prêter l'assistance de leur marine à vapeur à la compagnie concessionnaire pour aider à la pose des câbles, sans toutefois que la compagnie puisse demander qu'il y ait plus de deux bâtiments simultanément employés à cette opération.

Art. 13. Une subvention est accordée, en principe, à M. Pier-Alberto Balestrini ou à la compagnie qu'il représente. La nature, le mode et la quotité de cette subvention seront définitivement fixés par un protocole, dans lequel chacun des représentants des divers États contrac-

tants prendra les engagements spéciaux pour lesquels il aura reçu les pouvoirs nécessaires.

Art. 14. Les Puissances contractantes s'engagent à conclure avec M. Balestrini leurs traités spéciaux dans le délai d'un an à partir de la ratification de la présente convention.

Art. 15. La concession sera considérée comme nulle et non avenue, si, dans le délai de trois années, à dater de l'échange des ratifications de la présente convention, le service n'a pas été établi sur la première section de la ligne transatlantique et si le réseau entier n'est pas terminé dans le délai de cinq ans.

Toutefois en cas de force majeure, le concessionnaire aura droit à la prolongation d'une année au moins de son privilège.

La concession faite à M. Pier-Alberto Balestrini ou à la compagnie qu'il aura formée, deviendra nulle, de plein droit, dans le cas où il surviendrait dans les communications télégraphiques entre l'Europe et l'Amérique une interruption de correspondance de plus d'une année.

La première section à établir sera celle du continent Européen aux îles Canaries.

Art. 16. Les États qui n'ont pas pris part à la présente convention seront admis, sur leur demande, à y adhérer ¹.

Art. 17. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 16 mai 1864.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHEUYS,

(L. S.) *Signé* : J. MARQUEZ LISBOA,

(L. S.) *Signé* : C. HAENTJENS,

(L. S.) *Signé* : NIGRA,

(L. S.) *Signé* : PAIVA.

Protocole du 16 mai 1864.

L'art. 13 d'une convention signée ce jourd'hui entre la France, le Brésil, la République d'Haïti, l'Italie et le Portugal pour l'établissement d'une ligne télégraphique transatlantique, ayant stipulé que la nature, le mode et la quotité d'une subvention accordée pour l'établissement de cette ligne à M. Pier-Alberto Balestrini, seraient définitivement fixés par un Protocole dans lequel chacun des Représentants des divers États contractants prendrait les engagements spéciaux pour lesquels il aurait reçu les pouvoirs nécessaires;

1. Voir à la date des 10-19 mai 1865, l'acte d'accession du Danemark.

Les Gouvernements Français, Brésilien, Haïtien, Italien et Portugais, ont fait les déclarations suivantes, par l'organe de leurs plénipotentiaires respectifs.

Déclaration de la France.

« Le Gouvernement français s'engage, sous réserve de la sanction
« du Corps législatif, à donner à l'entreprise de M. Balestrini une sub-
« vention de 4 000 000 de francs. Le mode de paiement de cette sub-
« vention et les conditions auxquelles elle est accordée seront déter-
« minés dans le traité spécial à conclure avec M. Balestrini.

Déclaration du Brésil.

« Le Plénipotentiaire du Brésil déclare qu'il signe la Convention
« télégraphique sous les réserves qu'il a notifiées, le 20 avril dernier,
« à S. Exc. M. le Ministre des affaires étrangères, et qu'il résume
« ainsi qu'il suit :

« La disposition de l'art. 2, relative à la neutralité de la ligne,
« s'appliquera au matériel et au personnel. Le Gouvernement bré-
« silien se réserve la faculté de suspendre éventuellement le service
« dans le cas prévu par le paragraphe 35 de l'art. 179 de la Consti-
« tution.

« Le Gouvernement brésilien se réserve d'indiquer les points
« d'atterrissage et les stations à établir sur son territoire. La ligne
« concédée à M. Balestrini ne dépassera pas le sud de Natal. Il n'y
« aura pas de station à Maraca.

« Le Plénipotentiaire brésilien déclare en outre que son Gouver-
« nement s'engage, sauf approbation législative, à accorder à M. Ba-
« lestrini une subvention de 3 millions de francs, moyennant l'ac-
« complissement de diverses conditions arrêtées d'accord avec le
« concessionnaire. »

Déclaration de la République d'Haïti.

« Le Plénipotentiaire haïtien déclare que son Gouvernement se
« réserve de faire connaître ultérieurement la nature, la quotité et le
« mode de paiement de la subvention qu'il se propose d'accorder au
« concessionnaire. »

Déclaration de l'Italie.

« Le Plénipotentiaire italien déclare qu'il est autorisé à signer la

« Convention internationale sur la ligne télégraphique proposée par
« M. Balestrini, en réservant toutefois :

« 1^o La question de la quotité et du mode de subvention à accorder
« lorsque la ligne fonctionnera, ainsi que le cas de difficulté pour
« l'exécution de l'article 12 du projet;

« 2^o L'approbation du Parlement italien. »

Déclaration du Portugal.

« Le Gouvernement portugais s'engage, sauf l'approbation des
« Chambres, à accorder à M. Pier Alberto Balestrini, concessionnaire
« de la ligne télégraphique transatlantique, une subvention de 2 mil-
« lions de francs, payable par cinquième de la manière suivante :

« Le premier cinquième, lorsque la ligne fonctionnera de Lisbonne
« à Madère; le deuxième, lorsqu'elle fonctionnera jusqu'à Mindello,
« capitale de l'île de Saint-Vincent (cap Vert); le troisième, lorsqu'elle
« fonctionnera jusqu'au cap Saint-Roch; le quatrième, lorsqu'elle
« fonctionnera jusqu'à George-Town; le dernier cinquième enfin,
« lorsqu'elle fonctionnera jusqu'à Rio de Janeiro.

« Le Gouvernement portugais fait, en outre, les réserves sui-
« vantes :

« — Qu'en aucun cas il ne prendra à sa charge la réparation des
« sinistres dans les câbles ou dans les propriétés de l'entreprise;

« — Qu'aucun avantage sur les taxes ne sera accordé par la Com-
« pagnie sans qu'il le soit également, dans la même proportion, à
« tous les Pays contractants.

« — Que en ce qui concerne les sondages (lesquels, conformément
« à l'article 12 de la Convention, s'exécuteront, après une entente
« préalable, entre les États contractants) les charges du Gouvernement
« portugais seront réglées par distances kilométriques, dans la pro-
« portion de la population, du tonnage et du commerce du Portugal
« comparé aux autres pays signataires de la Convention. »

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le
présent Protocole.

Paris, le 16 mai 1864.

(LL. SS.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS; J. MARQUEZ LISBOA
C. HAENTJENS; NIGRA; PAIVA.

DANEMARK.

Acte dressé à Paris les 10/19 mai 1865 pour consacrer l'accession du Danemark à la convention du 16 mai 1864, relative à l'établissement d'une ligne télégraphique transatlantique.

S. M. le Roi de Danemark, ayant accédé à la Convention signée à Paris, le 16 mai 1864, entre la France, le Brésil, la République d'Haïti, le Royaume d'Italie et le Portugal, pour l'établissement d'une ligne transatlantique, par l'acte d'accession délivré par M. le comte de Moltke Hvitfeldt, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, acte d'accession dont la teneur suit :

Acte d'accession à la Convention télégraphique signée à Paris, le 16 mai 1864.

« S. M. le Roi de Danemark, ayant manifesté le désir d'accéder à
« la Convention signée à Paris, le 16 mai 1864, entre S. M. l'Empe-
« reur des Français, S. M. l'Empereur du Brésil, S. Exc. le Président
« de la République d'Haïti, S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de
« Portugal et des Algarves pour l'établissement d'une ligne télégra-
« phique transatlantique,

« Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
« de Danemark auprès du Cabinet des Tuileries, dûment autorisé à
« cet effet, déclare que S. M. le Roi de Danemark accède, par le
« présent Acte, à ladite Convention, laquelle est censée insérée ici
« textuellement; en s'engageant, non-seulement envers S. M. l'Em-
« pereur des Français, mais aussi envers toutes les autres Puissances
« qui ont pris part aux engagements de la Convention, à concourir
« de son côté, à l'accomplissement des obligations contenues dans
« ladite Convention qui peuvent concerner le Roi de Danemark.

« Le présent Acte d'accession sera échangé contre un Acte d'accep-
« tation remis au nom de S. M. l'Empereur des Français. Ces deux
« actes seront ratifiés et les ratifications en seront échangées aussitôt
« que faire se pourra. »

En foi de quoi, Nous Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark, avons signé le présent Acte d'accession et y avons apposé le cachet de nos armes. »

Fait à Paris, le 10 mai 1865.

(L. S.) Signé : L. MOLTKE HVITFELDT.

S. M. l'Empereur des Français a autorisé le soussigné, son Ministre et Secrétaire d'État au département des Affaires étrangères, à accepter formellement ladite accession.

Le présent acte d'acceptation sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, Nous, Ministre Secrétaire d'État au département des Affaires étrangères, avons signé le présent Acte d'acceptation et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Paris, le 19 mai 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

BELGIQUE, PRUSSE, ZOLLVEREIN.

Traité de commerce conclu le 22 mai 1865, entre la Belgique et la Prusse agissant tant en son nom qu'au nom des États composant l'union des douanes allemandes.

Exposé des motifs présenté par M. Rogier à la Chambre des représentants, dans la séance du 24 mai 1865.

Messieurs,

Un arrangement commercial a été conclu, sous forme de protocole, le 28 mars 1863, entre la Belgique et la Prusse.

Les deux Gouvernements, désirant de garantir au commerce des parties contractantes le régime de la nation la plus favorisée, convenaient d'entrer en négociation pour conclure sur cette base un traité de commerce destiné à régler d'une manière générale et définitive leurs relations commerciales.

Dans l'exposé des motifs de cet arrangement, j'ai eu l'honneur, Messieurs, de vous indiquer les raisons qui empêchaient qu'un traité de commerce définitif fût conclu, dès 1863, entre la Belgique et l'association allemande. Il fallait attendre que tous les États du Zollverein eussent donné leur assentiment au traité que la Prusse avait signé avec la France, le 2 août 1862.

Cet assentiment ayant été obtenu il y a peu de temps, et l'association douanière allemande s'étant reconstituée pour un nouveau terme de douze ans, le moment était venu de réaliser la prévision exprimée dans le protocole du 28 mars 1863¹, et de régler d'une manière défini-

¹ V. plus haut p. 149.

tive, par un traité formel, les relations de commerce entre la Belgique et l'Union douanière allemande.

Tel est l'objet, Messieurs, de l'acte que, d'après les ordres du Roi, je viens soumettre à votre approbation.

Le traité a pour base le traitement réciproque de la nation la plus favorisée; ses stipulations s'appliquent tant aux personnes qu'aux marchandises et sauvegardent l'avenir comme le présent. La Belgique et l'Association allemande se garantissent mutuellement tous les avantages qu'elles ont jusqu'ici accordés à d'autres États, relativement à l'importation, à l'exportation, au transit et à l'entrepôt, et toute faveur, toute immunité, toute réduction du tarif des droits d'entrée et de sortie que l'une des parties contractantes accordera par la suite à une tierce Puissance, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Outre ces stipulations qu'on pourrait appeler de principe, le traité consacre des modifications douanières réciproques qui ne sont pas sans intérêt pour le commerce des États contractants. Dès la mise en vigueur du traité, les houilles, cokes et briquettes de charbon d'origine belge, seront admis en franchise de droits dans le Zollverein; il en sera de même des farines et d'autres produits de la meunerie, ainsi que des fils de lin filés à la main. Nous obtenons des réductions nouvelles sur les droits déjà abaissés par le traité franco-allemand pour certains articles de verrerie, ainsi que pour les peaux apprêtées, teintées ou vernies. De notre côté, nous dégrevons un certain nombre d'articles qui sont énumérés à l'article 7 du traité.

Les réductions de tarif consenties par la Prusse dans son traité avec la France du 2 août 1862, sont inscrites dans le tarif B, annexé à l'exposé des motifs de notre arrangement commercial du 28 mars 1863; quelques autres dispositions douanières, figurent, en outre, dans le protocole signé le 14 décembre 1864, par les plénipotentiaires prussiens et français (annexe n° 1). La Belgique est appelée à jouir de toutes ces réductions, à partir du 1^{er} juillet 1865.

Enfin, il est à remarquer que l'Association douanière allemande a fait, en se reconstituant, une refonte générale de son tarif et y a introduit spontanément de nouvelles exemptions et réductions, tant sur un certain nombre d'articles pour lesquels les droits avaient été réduits déjà par le tarif B du 2 août 1862, que sur d'autres marchandises qui avaient été laissées en dehors. On trouvera ci-joint (annexe n° 2), un aperçu de ces dégrèvements. La Belgique est également appelée à en recueillir le bénéfice.

Il ne me reste, Messieurs, qu'à exprimer le vœu de voir la Législature statuer aussitôt que possible sur l'acte international qui lui est soumis et qui, j'en ai la confiance, obtiendra son approbation. En régularisant et en consolidant les rapports de commerce entre la Belgi-

que et le Zollverein, le nouveau traité ne peut qu'exercer une influence utile sur la prospérité matérielle des États contractants et resserrer les liens d'amitié qui les unissent.

Ce traité tiendra une place importante dans la liste déjà longue des arrangements que nous avons conclus avec différents pays depuis le 1^{er} mai 1861 ; la réforme douanière que nous inaugurâmes alors, applicable seulement à nos rapports avec la France, nous a permis de traiter successivement et dans des conditions favorables avec l'Angleterre, l'Italie, la Suisse, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège, les villes Hanséatiques, etc. Notre système commercial s'est trouvé ainsi établi sur des bases libérales, bases qui pourront s'élargir encore.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé : CH. ROGIER.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des affaires étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique. Le traité de commerce conclu, le 22 mai 1865, entre la Belgique et la Prusse, agissant tant en son nom qu'au nom des États composant l'Union des douanes allemandes, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 26 mai 1865.

Signé : LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des affaires étrangères.

Signé : CH. ROGIER.

Traité de commerce.

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part.

Et Sa Majesté le Roi de Prusse agissant, tant en son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains compris dans son système de douanes et d'impôts, savoir : le grand-duché de Luxembourg, les enclaves du grand-duché de Mecklembourg, Rossow, Netzeband et Schoenberg, la principauté de Birkenfeld, du grand-duché d'Oldenbourg, les duchés d'Anhalt, les principautés de Waldeck et de

Pyrmont, la principauté de Lippe et le grand-bailliage de Mirsenheim du landgraviat de Hesse, que au nom des autres membres de l'Association de douanes et de commerce allemande (Zollverein), savoir la couronne de Bavière, la couronne de Saxe, la couronne de Hanovre, tant pour elle que pour la principauté de Schaumbourg-Lippe, et la couronne de Wurtemberg, le grand-duché de Bade, l'électorat de Hesse, le grand-duché de Hesse, tant pour lui que pour le bailliage de Hambourg du landgraviat de Hesse, les États formant l'Association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir : le grand-duché de Saxe, les duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg et Gotha, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, le duché de Brunswick, le duché d'Oldenbourg, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort, d'autre part;

Voulant régler d'une manière définitive et complète les relations commerciales entre la Belgique et les États du Zollverein, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, le baron Jean-Baptiste *Nothomb*, son Ministre d'État, Envoyéextraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse :

Et Sa Majesté le Roi de Prusse :

M. Otto-Édouard-Léopold de *Bismarck-Schoenhausen*, son Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères,

M. Jean-Frédéric de *Pommer-Esche*, son Conseiller intime actuel,

M. Alexandre-Maximilien *Philipsborn*, son Directeur au Ministère des Affaires étrangères,

M. Martin-Frédéric-Rodolphe *Delbruck*, son Directeur au Ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Belges, dans les États du Zollverein, et les sujets des États du Zollverein en Belgique, soit qu'ils s'y établissent soit qu'ils y résident temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et des industries, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les sujets de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie de la Belgique qui seront importés dans le Zollverein, et les produits du sol et de l'industrie des États du Zollverein qui seront importés en Belgique, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis au même traitement et nommément ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Si les sels marins français, raffinés en Belgique, venaient à obtenir une réduction de plus de sept pour cent sur le droit d'accise, il est convenu que le sel du Zollverein, raffiné en Belgique, jouira à l'instant même d'une réduction de l'accise qui ne pourra être inférieure à plus de sept pour cent à la réfaction accordée aux sels marins français.

Art. 3. A l'exportation vers la Belgique, il ne sera perçu dans le Zollverein, et à l'exportation vers le Zollverein, il ne sera perçu en Belgique, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 4. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer, les armes de guerre et le sel.

Art. 5. Toute faveur, toute immunité, toute réduction du tarif des droits d'entrée et de sortie que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, sera immédiatement, et sans condition, étendue à l'autre.

De plus, aucune des Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation ou d'exportation qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations.

La disposition qui précède sur les prohibitions à la sortie ne déroge point aux obligations que les actes de la Confédération germanique imposent aux États allemands qui composent le Zollverein. S'il intervenait de ce chef des prohibitions, le Gouvernement belge pourrait prohiber la sortie des mêmes objets.

Art. 6. La Belgique accède à la Convention conclue le 2 août 1862 entre le Zollverein et la France, relativement au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane.

Si l'une des Parties contractantes convenait avec un tiers État de facilités plus grandes que celles qui sont stipulées dans cet arrangement, ces facilités s'appliqueraient, moyennant réciprocité, aux relations avec l'autre partie.

Art. 7. A l'entrée en Belgique, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits *ad valorem* :

1° Pour les tissus de laine pure ou mélangée, de fabrication du Zollverein, autres que les châles et écharpes de cachemire des Indes, le droit de 260 fr. par 100 kilogrammes.

2° Pour les tissus de soie et coton, coton dominant, de même fabrication, le droit de 300 fr. par 100 kilogrammes.

L'importateur devra faire connaître son option pour les droits spécifiques, au moment même de la déclaration en douane.

Les marchandises énumérées ci-après, originaires du Zollverein, seront tarifées, comme il suit, à leur entrée en Belgique, savoir :

	1865.	1 ^{er} juillet 1866
Charbon de terre, par 1 000 kilogrammes fr.....	» 50	libres.
Fer et acier ouvré, par 100 kilogrammes.....	5 »	4 fr.
Huiles de graines.....		libres.
Or et argent battu.....		—
Papiers autres que papiers de tenture, par 100 kil....		4. fr.
Produits chimiques non dénommés.....		libres.
Bonneterie, passementerie et rubannerie de coton et de lin (par 100 francs).....		10 fr.

Art. 8. A l'entrée dans le Zollverein les objets d'origine belge, ci-après énumérés, seront admis comme il suit, savoir :

Huiles, cokes et briquettes de charbon.....		libres.
Allumettes chimiques.....		—
Farines, grains perlés et mondés, orge mondé, gruaux, drèches.....		—
Fils de lin ou de chanvre simple écru, filé à la main...		—
Verre blanc pressé, poli, dépoli, taillé, moulé (par quintal).....	2 th.	20 sgr.
Verre de couleur peñat ou doré sans distinction de forme, ouvrage en verre en combinaison avec d'autres matières (à l'exception des métaux précieux, de métaux finement dorés ou argentés, d'écaille, de perles fines, de corail ou de pierres fines).....	4 »	
Peaux de Bruxelles et de Danemark apprêtées pour la ganterie, cordouan, maroquin et toutes espèces de peaux teintes et vernies.....	6	20

Art. 9. Le présent traité entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1865 et le restera jusqu'au 30 juin 1875.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 22 mai 1865.

Signé : NOTHOMB.

(L. S.) Signé : DE BISMARCK.

(L. S.) Signé : DE POMMER ESCHÉ.

(L. S.) Signé : PHILIPSBORN.

(L. S.) Signé : DELBRUCK.

ANNEXE N° 2.

APERÇU DES EXEMPTIONS ET RÉDUCTIONS DES DROITS DE DOUANE INTRODUITES PAR LE NOUVEAU TARIF DE L'ASSOCIATION, TANT DANS LE TARIF EXISTANT, QUE DANS LE TARIF B. ANNEXÉ AU TRAITÉ FRANCO-ALLEMAND.

POSITION		DÉSIGNATION des OBJETS.	TAUX	
du Tarif existant relativement au Tarif B.	du nouveau Tarif.		du Tarif existant.	du nouveau Tarif
Section générale...	1. 2. a. 1.....	Coton cardé, peigné, teint.....	15 sg.	Libre.
11. 30. a.....	1. 2. b.....	Fil de coton, mélangé de soie....	8 th.	Resp. 2, 4, ou 6 th.
11. 2. c.....	1. 2. c. 2.....	Tissus de coton, mélangé de fils métalliques.....	50 th.	16 th.
Tarif B.....	1. 5. a. Remarque 1.	Orseille et persio.....	1 1/2 th.	1 th.
11. 5. i.....	1. 5. a. Remarque 3.	Potasse (védasse).....	5 sg.	Libre.
11. 5. g.....	1. 5. a. Remarque 4.	Vitriol de zinc (vitriol blanc).....	1 th.	15 sh.
Tarif B.....	1. 5. a. Remarque 4.	Vernis à l'huile.....	1 th.	15 sg.
Tarif B.....	1. 5. a. Remarque 4.	Objets inflammables (a).....	"	"
11. 5. e. 1.....	1. 5. a. Remarque 3.	Garance.....	2 1/2 sg.	Libre.
11. 5. Remarque 1 sur e.....	1. 5. b. 1.....	Produits bruts des règnes minéral, végétal et animal servant à l'in- dustrie, non compris sous d'au- tres numéros du tarif.....	15 sg.	Libres.
Tarif B.....	1. 6. B.....	Fil de fer et d'acier d'un diamètre de plus de trois quarts de li- gne p ^r	1 3/4 th.	25 sg.
Tarif B.....	1. 6. B.....	Fer forgé préparatoirement en par- ties volumineuses de machines ou de voitures (manivelles, es- sieux, etc.), pour autant que ces parties pèsent isolément un quintal et au-dessus.....	1 1/6 th.	25 sg.
11. 6. Remarque 3 sur a. e (11. 6. d.)	1. 6. e.....	Bandages de roues pour wagons de chemin de fer (b).....	3 th.	1 1/6 th.
Tarif B.....	1. 6. e.....	Fil de fer et d'acier d'un diamètre de trois quarts de ligne p ^r , et au- dessus.....	1 3/4 th.	1 1/6 th.
Tarif B.....	"	Tuyaux en fer forgé, laminés et étrés, excepté les conduits pour eau et pour gaz.....	2 2/3 th.	2 1/2 th.
11. 8.....	1. a.....	Lin et chanvre, teillés ou affinés..	5 sg.	Libres.
11. 9. a.....	1. 9. a.....	Froment et autres genres de cé- réales non spécialement désignés sous la position 11. 9. a. 2. du tarif existant; ainsi que légumes secs, tels que fèves, pois, len- tilles, millet et vesces, le bois- seau.....	2 sg.	1 1/2 sg.
Section générale...	1. 9. b. 1.....	Fenouil et coriandre.....	15 sg.	1 th.
11. 9. b. 2.....	1. 9. b. 2.....	Semences oléagineuses.....	1 1/4 sg.	Libres.
11. 9. b. 3.....	1. 9. b. 2.....	Baies de genièvre de tout genre..	5 sg.	Libres.
11. 10. c.....	1. 10. c.....	Verre blanc massif.....	6 th.	4 th.
11. 4. b.....	1. 11. d.....	Fonds de tamis en crins.....	10 th.	8 th.
11. 12. c.....	1. 13. c.....	Fanons de baleine simplement re- fendus.....	3 th.	1 th.

(a) La réduction de 3 1/3 th. à 15 sg., accordée pour les allumettes chimiques, est étendue aux objets inflammables.

(b) Cet objet reste dans la catégorie à laquelle il appartenait antérieurement.

POSITION		DÉSIGNATION des OBJETS	TAUX	
du Tarif existant relativement au Tarif B.	du nouveau Tarif.		du Tarif existant.	du nouveau Tarif.
11. 12. <i>f.</i>	1. 13. <i>f.</i>	Fanons de baleine coupés (<i>a</i>).....	10 th.	4 th.
11. 20.....	1. 13. <i>f.</i>	Ouvrages en nacre (<i>b</i>).....	50 th.	4 th.
11. 14.....	1. 15. <i>a. 2.</i>	Instrument astronomique.....	6 th.	Libres.
11. 21. 2. <i>a.</i>	1. 17. <i>a.</i>	Gutta-percha plus ou moins purifiée.	3 th.	Libre.
11. 21. <i>a. 2</i> et tarif B.....	1. 17. <i>b.</i>	Caoutchouc filé, sans combinaison avec d'autres matières.....	3 th.	15 sg.
		Caoutchouc filé, entouré ou enveloppé de fils de coton, de lin ou de laine, non blanchis ni teints de manière que le caoutchouc filé demeure facilement reconnaissable sans être tiré.....	8 th. 3 th.	15 sg. 15 sg.
11. 21. <i>b.</i>	1. 17. <i>b.</i>	Caoutchouc taillé en plaques.....	50 th.	10 th.
11. 21. <i>a. 2.</i>	1. 17. <i>b.</i>	Caoutchouc filé, couvert de fil ou de toiles.....	30 » 55 » 50 »	10 th.
11. 2. <i>e.</i>	1. 17. <i>d.</i>			
22. <i>g.</i>				
30. <i>e.</i>				
41. <i>c.</i>				
11. 21. <i>a. 2.</i>	1. 17. Remarque sur <i>e.</i>	Cuir préparé pour les fabriques de cartes, sur présentation d'un permis sous contrôle.....	10 th.	2 th.
11. 40. Remarque sur <i>d.</i>	1. 17. Remarque sur <i>e.</i>	Caoutchouc tassé (Drucktücher) pour fabriques, sur présentation d'un permis sous contrôle.....	10 th.	2 th.
Tarif B.....	1. 18. <i>c.</i>	Habilllements confectionnés en tissus couverts ou imbibés de caoutchouc.....	30 th.	25 sg.
		Monnaies de cuivre et autre billon pour autant que l'importation en est tolérée dans certains États de l'Association.....	15 sg.	Libres.
11. 19. Remarque.	1. 19. <i>a.</i>	Aluminium.....	15 sg.	Libre.
Tarif B.....	1. 19. <i>a.</i>			
11. 20.....	1. 20. <i>b.</i>	Ouvrages en cire fine, ouvrages de coiffeur et de perruquier, perles de cire.....	50 th.	15 th.
11. 21. <i>a. 1.</i>	1. 21. <i>a.</i>	Parchemin.....	6 th.	2 th.
11. 22. <i>f.</i>	1. 22. <i>f.</i>	Ouvrages de cordier, blanchis....	20 th.	4 th.
11. 27. <i>b.</i>	1. 24. <i>a.</i>	Imagerie ordinaire.....	5 th.	Libre.
11. 25. <i>a.</i>	1. 25. <i>a.</i>	Bière de toute espèce en futaillcs, hydromel en futaillcs.....	2 1/2 th.	21 sg.
11. 25. <i>d.</i>	1. 25. <i>a.</i>	Bière et hydromel en bouteilles ou en cruchons.....	8 th.	21 sg.
11. 25. <i>f.</i>	1. 25. <i>e.</i>	Mout et cidre en futaillcs.....	6 th.	4 th.
11. 25. <i>f.</i>	1. 25. <i>c.</i>	Mout et cidre en bouteilles.....	8 th.	4 th.
11. 25. <i>d.</i>	1. 25. <i>e.</i>	Vinsigre en bouteilles ou cruchons.	8 th.	4 th.
11. 25. <i>h.</i>	1. 25. <i>g.</i>	Viande de boucherie, fraîche ou préparée; jambons, lard, saucisses; gros gibier.....	2 th.	15 sg.
		Confitures, sucreries et pâtisseries de toute espèce; fruits, épices et autres comestibles (champignons, truffes, volaille, animaux de mer, etc.), confits à l'huile, au sucre, au vinaigre ou autrement, ou bien simplement étuvés ou salés, particulièrement quand ces objets sont importés en bouteilles, boîtes ou autres vases semblables; olives, câpres, pâtes, moutarde préparée, tablettes de bœillon et autres objets fins pour la table.....	h.	7 th.

(a) Ces deux objets ne sont pas nominativement désignés dans le nouveau tarif.

POSITION		DÉSIGNATION des OBJETS.	TAUX	
du Tarif existant relativement au Tarif B.	du nouveau Tarif.		du Tarif existant.	du nouveau Tarif.
11. 25. r.....	1. 25. r.....	Moules écaillées, tortues, etc.....	4 th.	2 th.
11. 26. b.....	1. 26. a. 3.....	Huiles de palme (beurre de palme) et de coco.....	15 sg.	5 sg.
11. 36. b.....	1. 26. c.....	Stéarine (a).....	3 th.	1 th.
11. 26. Remarque 2.	1. 26. d.....	Résidus fixes de la fabrication des huiles grasses, résidus moulus. Ouvrages moulés en carton pierre, en asphalte ou autres matières analogues, sans mélange d'au- tres substances.....	1 sg.	Libres.
11. 27. e.....	1. 27. c.....	Ouvrages en papier, carton ou pa- pier mâché; ouvrages moulés en carton pierre, en asphalte ou autres matières analogues, avec mélange d'autres substances, pour autant qu'ils ne tombent point par là sous le n° 20.....	10 th.	1 1/3 th.
11. 27. e.....	1. 27. d.....	Pierres à feu.....	10 th.	4 th.
11. 33. Remarque.	1. 33. a.....	Pierres fausses polies, perles et coraux, non montés.....	15 sg.	Libres.
11. 33. b.....	1. 33. b.....	Ouvrages en pierres autres que celles mentionnées sous 1. 33. b. et c. du nouveau tarif (excepté les statues), avec mélange de bois ou de fer, sans poil ni la- que (b).....	10 th.	15 sg.
11. 33. l.....	1. 33. d. 1.....	Ouvrages en pierres autres que celles mentionnées sous 1. 33. b. et c. du nouveau tarif (excepté les statues), avec mélange d'au- tres matières, pour autant que ces ouvrages ne tombent pas sous le n° 20.....	10 th.	5 sg.
11. 33. b.....	1. 33. d. 2.....	Tresses de paille et d'écorce, à l'exception des liens de paille; couvertures en paille non fen- due.....	10 th.	4 th.
11. 35. b.....	1. 35. e.....	Chapeaux en paille, roseau, écorce, junc, baleine, feuilles de palmier et lamelles (span), avec garni- ture.....	10 th.	4 th.
11. 35. e..... (Resp.) 11. 20.....	1. 35. d. 2.....	Huile de térébenthine.....	50 th.	Par pièce, 4 sg.
11. 5. m.....	1. 30.....	Bœufs et taureaux.....	10 sg.	Libre.
11. 39. b. 1.....	1. 39. b. 1.....	Vaches.....	Par pièce, 5 th.	Par pièce, 2 1/2 th.
11. 39. b. 2.....	1. 39. b. 2.....	Génisses, bouvillons, taurillons.....	Par pièce, 3 th.	Par pièce, 1 1/2 th.
11. 39. b. 3.....	1. 39. b. 3.....	Porcs gras.....	Par pièce, 2 th.	Par pièce, 1 th.
11. 39. e. 1.....	1. 39. c. 1.....	Laine teinte, colorée.....	Par pièce, 1 th.	Par pièce, 20 sg.
Section générale.....	1. 41. a.....	Oxide de zinc, gris (cadmie des fourneaux).....	Par quint 15 sg.	Libre.
Tarif B.....	1. 42. a.....	Articles non compris sous l'un des numéros du tarif.....	1 th.	Libre.
Disposition gé- nérale de la section 41 (alinéa 1).....	1. 44.....		15 sg.	Libres.

(a) Le droit réduit établi par le tarif B pour l'acide stéarique, a été étendu à la stéarine.

(b) La réduction stipulée au tarif B. pour les ouvrages en marbre ou albâtre « sans combinaison avec d'autres matières » a été étendue par une interprétation plus large de l'article.

MAROC, FRANCE, AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE,
ÉTATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-
BAS, PORTUGAL, SUÈDE.

Convention conclue à Tanger le 31 mai 1865 entre la France, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède d'une part, et le Sultan du Maroc d'autre part, concernant l'administration et l'entretien du phare du cap Spartel.

Au nom de Dieu unique ! Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu !

S. M. l'Empereur des Français, S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le Roi des Belges, S. M. la Reine d'Espagne, Son Exc. le Président de la République des États-Unis d'Amérique, S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi d'Italie, S. M. le Roi des Pays-Bas, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Sultan du Maroc et de Fez, animés d'un égal désir d'assurer la sécurité de la navigation sur les côtes du Maroc, et voulant pourvoir, d'un commun accord, aux mesures les plus propres à atteindre ce but, ont résolu de conclure une Convention spéciale et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur Auguste-Louis-Victor, Baron *Aymé d'Acquin*, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de François I^{er} des Deux-Siciles, commandeur de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare d'Italie, commandeur de l'ordre du Christ de Portugal, commandeur de l'ordre du Lion de Brunswick, chevalier de l'ordre de Constantin des Deux-Siciles, chevalier de l'ordre des Guelphes de Hanovre, son Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Sultan du Maroc ;

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, sir *John Hay, Drummond-Hay*, commandeur du très-honorable ordre du Bain, son agent général *ad interim* près S. M. le Sultan du Maroc ;

S. M. le Roi des Belges, le sieur Ernest *Daluin*, chevalier de son ordre de Léopold, commandeur du nombre de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, commandeur de l'ordre du Nichan, *Iftikhar* de Tunis, son Consul général à la côte occidentale d'Afrique,

S. M. la Reine d'Espagne, don Francisco, *Merry-y Colon*, grand-croix de son ordre d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, décoré de l'ordre Impérial Ottoman du Medjidié de la 3^e classe, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc.; son ministre résident près S. M. le Sultan du Maroc;

S. Exc. le Président de la République des États-Unis, le sieur Jesse, Harland *Mac-Math*, Esquire, son Consul général à la cour de Maroc;

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, sir John *Hay*, *Drummond-Hay*, commandeur du très-honorable ordre du Bain, son Ministre résident près S. M. le Sultan du Maroc;

S. M. le Roi d'Italie, le sieur Alexandre *Verdinois*, chevalier de son ordre des Saints-Maurice et Lazare, son Agent et Consul général près S. M. le Sultan du Maroc;

S. M. le Roi des Pays-Bas, sir John *Hay*, *Drummond-Hay*, commandeur du très-honorable ordre du Bain, gérant le Consulat général des Pays-Bas au Maroc;

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, le sieur José, Daniel *Colaço*, commandeur de son ordre du Christ, chevalier de l'ordre de la Rose du Brésil, son Consul général au Maroc;

S. M. le Roi de Suède et de Norvège, le sieur Selim d'*Ehrendorff*, chevalier de son ordre de Wasa, son Consul général au Maroc;

Et S. M. le Sultan du Maroc et de Fez, Sid-Mohammed *Bargâche*, son Ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. S. M. Schérifienne ayant, dans un intérêt d'humanité, ordonné la construction, aux frais du Gouvernement marocain, d'un phare au cap Spartel, consent à remettre, pour toute la durée de la présente Convention, la direction supérieure et l'administration de cet établissement aux Représentants des Puissances contractantes. Il est bien entendu que cette délégation ne porte aucune atteinte aux droits de propriété et de souveraineté du Sultan dont le pavillon sera seul arboré sur la tour du phare.

Art. 2. Le Gouvernement marocain, ne possédant actuellement aucune marine, soit de guerre, soit de commerce, les dépenses nécessaires pour l'entretien et l'administration du phare seront supportées, par les Puissances contractantes, au moyen d'une contribution annuelle dont la quotité sera égale pour chacune d'elles.

Si, plus tard, le Sultan venait à posséder une marine militaire ou marchande, il s'engage à prendre part aux dépenses dans la même proportion que les autres Puissances signataires. Les frais de répa-

ration et, au besoin, de reconstruction seront, d'ailleurs, à sa charge.

Art. 3. Le Sultan fournira, pour la sûreté du phare, une garde composée d'un Caïd et de quatre soldats. Il s'engage, en outre, à pourvoir, par tous les moyens qui dépendent de lui, même en cas de guerre, soit intérieure, soit extérieure, à la conservation de cet établissement, ainsi qu'à la sécurité des gardiens et employés.

D'un autre côté, les Puissances contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à respecter la neutralité du phare et à continuer le paiement de la contribution destinée à son entretien, même dans le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise) des hostilités viendraient à éclater, soit entre elles, soit entre l'une d'elles et le Royaume de Maroc.

Art. 4. Les Représentants des Puissances contractantes, chargés, en vertu de l'art. 1^{er}, de la présente Convention, de la direction supérieure et de l'administration du phare, établiront les règlements nécessaires pour le service et la surveillance de cet établissement, et aucune modification ne pourra être ensuite apportée à ces règlements que d'un commun accord entre les Puissances contractantes.

Art. 5. La présente Convention demeurera en vigueur pendant dix années. Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention de faire cesser, en ce qui la concerne, les effets de la Convention, elle restera en vigueur pendant une année encore et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

Art. 6. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 7. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tanger aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original, en français et en arabe, à Tanger, la protégée de Dieu, le cinquième jour de la lune de Moharrem le sacré, l'an de l'hégire 1282 qui correspond au 31 du mois de mai de l'année 1865.

(LL. SS.) AYMÉ D'ACQUIN; DRUMMOND HAY; E. DALUIN; F. MERRY-Y-COLON; J. H. MAC-MATH; DRUMMOND HAY; A. VERDINOIS; DRUMMOND-HAY; J. D. COLAÇO; S. D'EHRENHOFF; SID-MOHAMMED BARGACHE.

FRANCE — HANOVRE.

Convention conclue, le 19 juillet 1865, entre la France et le Hanovre, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Hanovre, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de remplacer la Convention conclue à cet effet, sous la date du 20 octobre 1851, par une autre Convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Ministre secrétaire d'État au département des Affaires étrangères;

Et S. M. le Roi de Hanovre, M. le baron Charles de Linsingen, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. l'Empereur des Français, commandeur de son ordre royal des Guelphes, etc., etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées à l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions inter-

linéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1^{er} est subordonnée à l'accomplissement, dans le Pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante :

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Hanovre, il devra être enregistré à Paris au ministère de l'intérieur ;

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il devra être enregistré à Hanovre au ministère de l'intérieur.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits ministères, soit aux légations dans les deux Pays.

Cette déclaration s'effectuera sans qu'il soit nécessaire de déposer un ou plusieurs exemplaires des œuvres publiées. Au contraire, les auteurs et éditeurs de l'un des deux Pays ou leurs ayant-droit seront absolument et réciproquement dispensés de faire dans l'autre Pays le dépôt légal d'exemplaires des œuvres publiées par eux.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre Pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux, tenus à cet effet, ne donnera de part et d'autre ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement ; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu ; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi long-

temps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions, faites dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux Pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois à partir du jour de la première publication dans l'autre Pays, conformément aux dispositions de l'article 3 ;

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction ;

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de ladite déclaration ;

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux Pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Les auteurs ou éditeurs de livres composés de plusieurs volumes publiés par partie en livraisons seront tenus de reproduire dans la première livraison de chaque volume la déclaration qu'ils entendent réserver leur droit de traduction.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé ; chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux Pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la

représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce Pays comme reproductions illicites.

Les ouvrages auxquels s'applique l'article 7 seront admis par le transit dans les deux Pays.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayant-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un Pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toutes sortes, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français ou hanovriens et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou hanovriens.

Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toutes sortes, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toute langue,
Estampes,
Gravures,
Lithographies et photographies,
Cartes géographiques ou marines,
Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,
seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant de Hanovre seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux, et en outre par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio :

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Hanovre, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre Pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} juillet 1866, et elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862, entre la France et les États du Zollverein.

L'arrangement du 20 octobre 1851 restera en vigueur dans les deux pays jusqu'à l'époque ci-dessus fixée pour l'application des présentes stipulations.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 19 juillet 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : Baron de LINSINGEN.

BELGIQUE, FRANCE, ITALIE, SUISSE.

Convention monétaire conclue à Paris le 23 décembre 1865.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Italie et la Confédération Suisse, également animés du désir d'établir une plus complète harmonie entre leurs législations monétaires, de remédier aux inconvénients qui résultent, pour les communications et les transactions entre les habitants de leurs États respectifs, de la diversité du titre de leurs monnaies d'appoint en argent, et de contribuer, en formant entre eux une Union monétaire, au progrès de l'uniformité des poids, mesures et monnaies, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs commissaires plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Marie-Louis-Pierre-Félix Esquirou de Parieu, vice-président du Conseil d'État, grand officier de son Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Et M. Théophile-Jules Pelouze, président de la commission des monnaies, commandeur de son Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. :

Sa Majesté le Roi des Belges, M. Frédéric Fortamps, membre du Sénat, directeur de la Banque de Belgique, chevalier de son ordre de Léopold, chevalier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc. ;

Et M. A. Kreglinger, commissaire du Gouvernement près la Banque nationale, chevalier de son ordre de Léopold, etc., etc., etc. :

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. Isaac Artom, conseiller de sa légation à Paris, commandeur de son ordre des Saints Maurice et Lazare et de l'ordre de Léopold de Belgique, officier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Et M. Valentin Pratolongo, directeur, chef de division au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, officier de son ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc. :

La Confédération Suisse, M. Kern, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Et M. Feer-Herzog, membre du Conseil national suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La France, la Belgique, l'Italie et la Suisse sont constituées

à l'état d'union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

Il n'est rien innové, quant à présent, dans la législation relative à la monnaie de billon, pour chacun des quatre États.

Art. 2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer, ou laisser fabriquer à leur empreinte, aucune monnaie d'or dans d'autres types que ceux des pièces de cent francs, de cinquante francs, de vingt francs, de dix francs et de cinq francs, déterminés, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

Nature des pièces.	POIDS.		TITRE.		Diamètre.
	Poids droit.	Tolérance de poids tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans.	
	francs.	grammes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
Or...	100	32 258 06	900	2	35
	50	16 129 03			28
	20	6 451 61			21
	10	3 225 80			19
	5	1 612 90			17

Elles admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des quatre États, sous réserve, toutefois, d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de demi pour cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 3. Les Gouvernements contractants s'obligent à ne fabriquer ou laisser fabriquer de pièces d'argent de cinq francs que dans les poids, titre, tolérance et diamètre déterminés ci-après :

POIDS.		TITRE.		Diamètre.
Poids droit.	Tolérance de poids tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance de titre tant en dehors qu'en dedans.	
grammes.	millièmes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
25	3	900	2	37

Ils recevront réciproquement lesdites pièces dans leurs caisses pu-

bliques, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de un pour cent au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes ne fabriqueront désormais de pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, que dans les conditions de poids, de titre, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

Nature des pièces.	POIDS.		TITRE.		Diamètre.
	Poids droit.	Tolérance de poids tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance de titre tant en dehors qu'en dedans.	
	fr. c.	grammes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
Argent	2 00	10 00	835	3	27
	1 00	5 00			23
	0 50	2 50			18
	0 20	1 00			16

Ces pièces devront être refondues par les gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 0/0 au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

Art. 5. Les pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, fabriquées dans des conditions différentes de celles qui sont indiquées en l'article précédent, devront être retirées de la circulation avant le 1^{er} janvier 1869.

Ce délai est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1878 pour les pièces de deux francs et de un franc émises en Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860.

Art. 6. Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'État qui les a fabriquées, jusqu'à concurrence de cinquante francs pour chaque paiement.

L'État qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

Art. 7. Les caisses publiques de chacun des quatre Pays accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres États contractants, conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de cent francs pour chaque paiement fait auxdites caisses.

Les Gouvernements de Belgique, de France et d'Italie, recevront dans les mêmes termes, jusqu'au 1^{er} janvier 1878, les pièces suisses

de deux francs et de un franc émises en vertu de la loi du 31 janvier 1860, et qui sont assimilées sous tous les rapports, pendant la même période, aux pièces fabriquées dans les conditions de l'article 4 :

Le tout sous les réserves indiquées en l'article 4, relativement au frai.

Art. 8. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante (pièces d'or ou pièces de cinq francs d'argent), à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à cent francs. Cette obligation sera prolongée pendant deux années à partir de l'expiration du présent Traité.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondante à six francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque État et de l'accroissement présumé de la population jusqu'à l'expiration du présent Traité, est fixé :

Pour la France, à.	239,000,000
Pour la Belgique, à.	32,000,000
Pour l'Italie, à.	141,000,000
Pour la Suisse, à.	17,000,000

Sont imputées sur les sommes ci-dessus que les Gouvernements ont le droit de frapper, les valeurs déjà émises :

Par la France, en vertu de la loi du 25 mai 1864, en pièces de cinquante centimes et de vingt centimes, pour environ seize millions ;

Par l'Italie, en vertu de la loi du 24 août 1862, en pièces de deux francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes, pour environ cent millions.

Par la Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860, en pièces de deux francs et de un franc, pour dix millions cinq cent mille francs.

Art. 10. Le millésime de fabrication sera inscrit désormais sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les quatre États.

Art. 11. Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, l'état du retrait et de la refonte de leurs anciennes monnaies, toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent.

Art. 12. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à

tout autre État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'union, en ce qui concerne les espèces d'or et d'argent.

Art. 13. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 14. La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1880. Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle demeurera obligatoire de plein droit pendant une nouvelle période de quinze années, et ainsi de suite, de quinze ans en quinze ans, à défaut de dénonciation.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les commissaires plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

• Fait en quatre expéditions, à Paris le 23 décembre 1865.

(L. S.) *Signé* : E. DE PARIEU.

(L. S.) *Signé* : PELOUZE.

(L. S.) *Signé* : FORTAMPS.

(L. S.) *Signé* : A. KREGLINGER.

(L. S.) *Signé* : ARTOM.

(L. S.) *Signé* : PRATOLONGO.

(L. S.) *Signé* : KERN.

(L. S.) *Signé* : FEER HERZOG.

Exposé des motifs d'un projet de loi relatif à la convention monétaire entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.

Messieurs, pendant longtemps la France, l'ancien Piémont et la Belgique, ont possédé un régime monétaire uniforme, tant pour les monnaies d'argent que pour les monnaies d'or. La Suisse y avait adhéré en 1850 pour la monnaie d'argent.

Ce régime fondé sur le système décimal, était emprunté à la France, où il avait été établi par la loi du 7 germinal an XI.

Les facilités de circulation résultant d'un tel état de choses entre quatre pays limitrophes, dont les relations sont intimes, importantes

et continues, particulièrement dans les provinces frontières, présentaient des avantages considérables dont les populations jouissaient, peut-être sans bien s'en rendre compte, mais qu'elles apprécient et qu'elles regrettent depuis qu'elles les ont perdus.

L'ancienne unité, en effet, a cessé d'exister sous plusieurs rapports.

La cause perturbatrice est connue de tout le monde.

L'ensemble du système reposait sur le rapport présumé entre la valeur de l'argent et celle de l'or, rapport évalué légalement comme étant celui de 1 à 15 1/2.

Depuis seize ans, la découverte et l'exploitation des gisements aurifères de Californie, d'Australie, etc., jointe à des exportations d'argent considérables occasionnées par le commerce avec l'extrême Orient, est venue modifier ce rapport, dans tous les pays de l'Europe, au préjudice de l'or, dans une proportion qui ne saurait encore être appréciée définitivement, parce qu'elle est mobile, mais qui est certaine et qui s'est produite dans une mesure assez sensible pour produire une certaine prime sur l'argent.

En présence de cette situation nouvelle, la plupart des États se sont émus.

Pour ceux dont le régime monétaire reposait sur l'étalon d'or, la difficulté n'était pas grande; l'argent n'y servant que pour la fabrication de la monnaie divisionnaire, il suffisait d'abaisser quelque peu le titre de cette monnaie. On la retenait ainsi en circulation, sans porter atteinte au système général coordonné exclusivement d'après la valeur de l'or. Il n'y avait donc aucun motif d'hésitation, et il n'y eut pas d'hésitation en effet.

La difficulté était plus sérieuse pour les États qui se servaient du double étalon, c'est-à-dire pour ceux qui fabriquaient simultanément les instruments légaux des paiements avec l'or et avec l'argent; elle s'accroissait de ce que, dans la plupart de ces États, le point de départ du système monétaire était précisément dans la monnaie d'argent, dont la monnaie d'or n'avait été considérée primitivement que comme l'auxiliaire.

Cependant la plupart de ces États se sont résolument décidés à prendre des mesures, mesures qui ne pouvaient consister que dans l'abaissement du titre ou du poids des monnaies d'argent qu'il était absolument nécessaire et urgent de conserver à la circulation.

Nous n'avons à nous occuper, en ce moment, que de la France, de l'Italie, de la Belgique et de la Suisse.

La Suisse, par une loi du 31 janvier 1860, réduisit le titre de toute sa monnaie d'argent, inférieure à la pièce de 5 francs, à 800 millièmes de fin.

L'Italie qui, dans sa nouvelle forme politique, a adopté le système monétaire de l'ancien royaume de Sardaigne, ordonna, par une loi du 24 août 1862, le refonte de ses pièces de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes, au titre de 835 millièmes de fin.

Le titre ancien était, comme on le sait, de 900 millièmes.

La Belgique n'agit pas, mais elle mit la question officiellement à l'étude.

Quant à la France, par la loi du 26 mai 1864, elle adopta le titre de 835 millièmes, mais seulement pour les pièces de 50 centimes et de 20 centimes.

On se rappelle peut-être qu'à cette époque le Gouvernement avait compris dans l'application de la loi proposée toutes les pièces inférieures à celles de 5 francs, c'est-à-dire les pièces de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes. Mais la commission du Corps législatif éprouva quelques scrupules pour les pièces de 2 francs et de 1 franc, et elle proposa de réduire provisoirement la mesure aux pièces de 50 centimes et de 20 centimes. Le Gouvernement accepta l'ajournement. Il reconnut qu'une expérience partielle pouvait n'être pas sans avantage, que le sentiment des populations, en présence de l'émission des nouvelles pièces, pourrait donner des indications précieuses pour savoir s'il y avait lieu d'aller plus loin; mais, en se rendant pour le moment à l'avis de la commission, il réserva formellement la question pour l'avenir.

Aucun dissentiment réel ne s'étant donc produit entre le Gouvernement et la commission, le Corps législatif n'eut pas à se prononcer; les pièces de 2 francs et de 1 franc demeurèrent à 900 millièmes de fin, celles de 50 centimes et de 20 centimes furent abaissées à 835.

C'est ainsi que l'harmonie qui avait existé de 1856 à 1860 pour toute la monnaie d'argent entre la France, l'ancien Piémont, la Belgique et la Suisse, cessa presque complètement.

Aujourd'hui, l'Italie a la totalité de sa monnaie d'appoint à 835 millièmes, la Belgique à 900, la Suisse à 800. La France en a une partie, c'est-à-dire la pièce de 2 francs et celle de 1 franc, à 900, comme la Belgique; l'autre partie, c'est-à-dire la pièce de 50 centimes et celle de 20 centimes, à 835, comme l'Italie; aucune de ses monnaies n'est plus en rapport avec celles de la Suisse.

Mais l'accord momentanément troublé pouvait renaître; les quatre États le désiraient également. Sur l'initiative prise par la Belgique, une conférence a été instituée, et cette conférence a préparé une convention actuellement soumise à la ratification des souverains des quatre États contractants.

Les ratifications, aux termes de la convention, doivent être échangées au 23 juin prochain, après que chacune des Hautes Parties con-

tractantes aura procédé à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles qui la régissent.

La convention ayant pour but et pour effet de modifier sur quelques points la loi du 7 germinal an XI et de compléter les dispositions de la loi du 26 mai 1864, le Gouvernement français a pensé que ces modifications à la législation intérieure de la France devaient être l'objet d'une loi et précéder l'échange des ratifications.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre a donc pour but de mettre nos lois monétaires en complète harmonie avec les stipulations internationales à intervenir. Quoiqu'il ne doive se référer qu'à certains articles de la convention, nous croyons cependant que pour en apprécier sainement les motifs, il faut se rendre compte du but et de la portée de la convention tout entière. Nous vous demandons en conséquence, messieurs, la permission d'en esquisser aussi brièvement que possible, les principales combinaisons.

Mais auparavant il n'est peut-être pas inutile que le Corps législatif connaisse la composition de la conférence et la manière dont elle a procédé. La conférence était composée comme il suit :

Pour la France :

M. *de Parieu*, vice-président du conseil d'État, président de la conférence ;

M. *Herbet*, ministre plénipotentiaire, conseiller d'État, directeur au ministère des affaires étrangères ;

M. *Pelouze*, membre de l'Institut, président de la commission des monnaies ;

M. *Julien*, directeur du commerce intérieur.

Pour l'Italie :

M. le commandeur *Artom*, conseiller de la légation d'Italie à Paris ;

M. le chevalier *Pratolongo*, chef de division au ministère du commerce d'Italie.

Pour la Belgique :

M. *Fortamps*, sénateur, directeur de la Banque de Belgique ;

M. *Kreglinger*, commissaire du gouvernement belge près la banque nationale.

Pour la Suisse :

M. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris ;

M. *Feer-Herzog*, membre du conseil national suisse ;

M. *Ercher*, directeur des monnaies de la Confédération helvétique.

Le Corps législatif appréciera les garanties offertes au point de vue des lumières générales comme à celui de la spécialité, par le personnel même de la conférence.

La réunion, ainsi constituée, a tenu six séances : la première à la date du 20 novembre 1865, la dernière le 23 décembre suivant :

Les divers membres se sont immédiatement trouvés d'accord sur les principes : c'est-à-dire, d'une part, sur l'intérêt sérieux que présentait pour les quatre pays limitrophes le retour à une circulation uniforme, tant pour les monnaies d'appoint que pour les monnaies de paiement; d'autre part, sur l'impossibilité de maintenir dans la circulation les monnaies d'argent frappées à neuf, tant que l'élevation de leur titre offrirait une prime à la spéculation pour l'exportation ou la refonte.

Quelques membres de la conférence eussent désiré aller plus loin, et se demandèrent s'il n'y aurait pas opportunité dans l'étude et dans l'adoption d'un système qui serait exclusivement fondé sur la base de l'étalon d'or et n'admettrait plus l'argent que comme monnaie d'appoint.

Il a paru, après discussion, qu'une mesure aussi grave ne pourrait être prise qu'en présence d'une nécessité bien certaine, et d'une opinion publique bien fixée et bien homogène.

Or, sur la question de l'étalon unique, l'opinion est encore bien divisée, non-seulement dans le monde financier, mais même dans le monde scientifique.

Il est incontestable que la logique absolue se prononce impérieusement pour le principe de l'étalon unique; elle répugne, en effet, à admettre que la loi ait la prétention de fixer un rapport constant entre deux valeurs que la nature des choses et les oscillations du marché assujettissent à des variations différentes.

Cependant un grand nombre d'excellents esprits soutiennent que, dans cette question, l'expérience n'a pas toujours été d'accord avec la théorie, et pensent qu'au moment où l'or d'Australie et de Californie s'est répandu avec une abondance imprévue sur le marché européen, le double étalon a été utile en permettant à la valeur de l'argent de soutenir celle de l'or.

Quelques-uns même vont jusqu'à ériger en loi économique le concours mutuel que se prêteraient les deux étalons, et prétendent que, dans les moments de perturbation, grâce au double étalon, un métal sert de parachute à l'autre.

On a ajouté dans le même sens qu'il ne fallait pas s'habituer trop vite à considérer l'argent comme devant disparaître irrévocablement de la circulation; personne ne sait quelles quantités pourraient y ramener, soit la découverte de nouveaux gisements, soit les perfectionnements des procédés d'exploitation, soit le retour des espèces accumulées dans l'extrême Orient, si le commerce venait à faire prévaloir, dans ces pays à peine ouverts, le goût et l'usage de la monnaie d'or.

Quoi qu'il en soit, en présence des incertitudes encore subsistantes de l'opinion, la conférence a admis, avec les plénipotentiaires français, qu'il n'y avait pas lieu de soulever une question encore prématurée, et elle s'est renfermée dans l'objet direct de sa réunion, qui consistait à unifier le système monétaire des quatre pays, sans en bouleverser les fondements.

En conséquence de ces idées, la Conférence a commencé par poser le principe de la Convention, à savoir : que la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse se constituent à l'état d'union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

Il est inutile d'insister sur les avantages de ce premier article.

On aperçoit immédiatement quelles facilités cette union doit introduire dans les rapports journaliers, habituels, des populations frontalières.

On comprend aussi qu'elle doive, pour les paiements internationaux à effectuer entre les quatre États contractants, diminuer, dans une certaine mesure, la charge des changes, en faisant disparaître cet élément, secondaire il est vrai, mais quelquefois d'une importance assez sensible, qui naît de la diversité des espèces.

Enfin, elle prévient, dans les transactions journalières, ces petits inconvénients que tout le monde a éprouvés, et qui résultent de l'offre et du refus d'une pièce étrangère.

La Convention règle ensuite, par ses articles 2 et 3 au point de vue de l'union, le poids, le diamètre, le titre, la tolérance des pièces de monnaie d'or et des pièces d'argent de 5 francs. Elle emprunte les types aux dispositions de la loi du 7 germinal an 11, de celle du 3 mai 1848, et du décret du 12 décembre 1854.

La Convention, sous ce rapport, n'introduit donc aucune innovation dans le régime monétaire actuel de France ; mais, au point de vue international, elle apporte une notable amélioration, en créant une solidarité de droit là où jusqu'à présent n'existait qu'une similitude de fait.

Le même article, comblant une lacune de la législation monétaire actuellement existante, détermine la limite du frai qui permet de refuser les espèces offertes en paiement. Il fixe cette limite à 1/2 p. 100 au-dessous de la tolérance pour la monnaie d'or, et à 1 p. 100 pour les pièces d'argent de 5 francs.

L'article 4 règle à nouveau les conditions de fabrication des pièces de 2 francs, 1 fr. 50 cent. et 20 centimes.

Le poids, la tolérance, le diamètre restent conformes aux prescriptions de la loi du 7 germinal an 11, et des autres lois ou règlements complémentaires.

Le titre est abaissé de 900 millièmes de fin à 835 millièmes.

C'est ainsi que, nous l'avons dit plus haut, le titre établi par l'Italie, c'est celui qui a été adopté en France (avec le suffrage du Corps législatif) pour les pièces de 50 centimes et de 20 centimes. Il est assez notablement supérieur à celui de 800 millièmes, qui est actuellement le titre légal de la monnaie suisse.

Les Représentants de la Suisse ont eu, dans le sein de la Conférence, quelque peine à renoncer au titre de 800 millièmes pour celui de 835. Ils faisaient valoir que le titre de 800 millièmes garantissait encore mieux que celui de 835 contre l'exportation et la démonétisation; qu'il était suffisant pour la sécurité des détenteurs, car il avait été accueilli avec une très-grande faveur par toute la population de la Confédération helvétique.

En sens contraire, l'Italie opposait qu'elle avait effectué sa refonte au titre de 835 millièmes, qu'elle avait émis 1 million de francs à ce titre, et qu'une refonte nouvelle entraînerait pour elle un sacrifice bien considérable.

La France appuyait le titre de 835 millièmes : 1° comme assez bas pour prévenir les tentatives de démonétisation et d'exportation; 2° comme assez élevé pour ôter à la contrefaçon identique son intérêt; 3° comme se prêtant à un alliage plus propre à une bonne fabrication que celui de 800 millièmes; 4° enfin comme n'enlevant à la valeur intrinsèque de la pièce que ce qu'il était absolument nécessaire de lui ôter pour atteindre le but qu'on se proposait.

La Suisse s'est rendue à ces considérations, moyennant quelques tempéraments dans les délais d'exécution, et le titre de 835 millièmes a été voté à l'unanimité.

Ce titre, que les Commissaires suisses jugeaient trop élevé, serait-il susceptible de quelques reproches en tant qu'il serait considéré au contraire comme trop abaissé? Aucune objection de cette nature ne s'est produite dans le sein de la Conférence. Cependant, quelques scrupules s'étant produits, en 1864, relativement aux pièces de 2 francs et de 1 franc, et le Corps législatif, ainsi que nous l'avons dit plus haut, n'ayant pas eu l'occasion de se prononcer à cet égard, il nous paraît nécessaire d'examiner en quelques mots les objections qui se sont produites à cette époque.

Ces objections appartenaient à deux ordres d'idées tout à fait différents : les unes purement pratiques, les autres exclusivement théoriques.

Au point de vue de la pratique, on craignait : 1° que la monnaie à titre réduit ne fût accueillie par la population avec méfiance; 2° qu'il n'en résultât quelque augmentation de prix dans les petites transactions.

En ce qui touche l'accueil réservé à la nouvelle monnaie par les populations, si quelques doutes étaient permis il y a deux ans, l'expérience ne peut plus laisser subsister aujourd'hui aucune incertitude. La monnaie à 835 millièmes de fin a été parfaitement accueillie par la population italienne ; la monnaie à 800 millièmes a été également bien accueillie par la population helvétique ; les pièces de 50 et de 20 centimes, émises en vertu de la loi de 1864, ont été non moins bien reçues par la population française.

Il ne pouvait pas en être autrement. Les lois économiques qui régissent les monnaies légales de paiement à cours illimité ne sont pas identiques à celles suivant lesquelles se comportent les monnaies d'appoint à cours limité.

D'une part, on ne peut pas dire avec une complète vérité qu'une monnaie d'appoint ne représente point sa valeur réelle, quand elle ne contient que la quantité d'alliage strictement nécessaire pour qu'il n'y ait pas intérêt à la démonétiser. En d'autres termes, une monnaie d'appoint qui contient toute la proportion de fin qu'elle peut contenir, sans présenter, vis-à-vis des monnaies légalement employées dans les paiements, un excédant de valeur qui compromette son existence, ne peut être considérée comme une monnaie insuffisante.

D'un autre côté, la petite monnaie n'est pas destinée à la capitalisation ; infiniment divisée entre les particuliers, elle circule incessamment, elle tire sa valeur du besoin qu'on en a, presque autant que de sa propre richesse ; le public lui demande surtout d'être commode, d'être assez bien frappée pour qu'elle ne puisse pas être facilement contrefaite, surtout d'être émise dans un juste rapport avec la situation du marché intérieur, auquel elle est spécialement destinée, de manière à satisfaire les besoins de la circulation sans les excéder.

En ce qui concerne l'élévation des prix dans les petites transactions, une inquiétude analogue s'était manifestée, en 1852, lorsque le poids des monnaies de bronze fut réduit à peu près de moitié. Cette inquiétude ne s'est pas réalisée et ne pouvait se réaliser. En effet, la petite monnaie n'est pas plus spécialement l'instrument des acheteurs que celui des vendeurs ; car, dans les petites transactions, s'il arrive souvent que l'acheteur se libère en remettant au vendeur la quantité de petite monnaie représentant le prix de la chose, il arrive tout aussi souvent que l'acheteur offre une pièce d'or ou d'argent d'une valeur plus considérable, et que ce soit le vendeur qui ait à rendre la différence en petite monnaie. On ne comprendrait donc pas comment un écart de valeur pourrait s'établir entre la monnaie légale de paiement et son équivalent nominal en monnaie d'appoint.

Au point de vue de la théorie, on a reproché au titre de 835 millièmes : 1° de ne pas être en parfaite concordance avec les divisions

normales du système décimal; 2° de constituer une dérogation au principe fondamental de la loi du 7 germinal an 11.

La première de ces deux objections ne nous paraît pas très-sérieuse.

Le système décimal a fourni à notre système monétaire d'abord ses principes de numération, puis son unité de poids, le gramme; mais, ces deux données une fois admises, les expressions numériques sont évidemment subordonnées aux exigences des faits et à la réalité des choses. Il suffit de jeter les yeux sur la loi de germinal an 11 pour y trouver, à côté de multiples et de sous-multiples parfaitement décimaux, d'autres multiples et sous-multiples qui ne le sont pas au même degré.

Ainsi, tandis que le franc pèse exactement 5 grammes, la pièce de 20 francs pèse 6 grammes 451 milligrammes 61, et le poids de toutes les autres pièces d'or est représenté par des nombres et des fractions corrélatifs. Les pièces d'argent elles-mêmes, si elles offrent, sous le rapport du poids, des multiples et des sous-multiples exactement décimaux, en présentent qui ne le sont pas sous le rapport de leur diamètre; c'est ainsi que le diamètre du franc est de 23 millimètres, celui de la pièce de 2 fr. de 27 millim., celui de la pièce de 50 centimes de 18 millim., celui de la pièce de 20 centimes de 16 millimètres. Les tolérances sont de 3, 5, 7 et 10 millimètres. Partout, comme le voulaient le bon sens et la nature des choses, la rigidité du système est pliée aux exigences de la réalité, dont la loi suprême peut tout aussi bien régler les alliages que les diamètres et les tolérances. Il importe, d'ailleurs, de remarquer que si la Convention de 1865 ainsi que les lois adoptées dans les divers États contractants en 1860, 1862 et 1864, modifient l'alliage des monnaies d'appoint, elles maintiennent invariablement dans le poids total des pièces la régularité décimale la plus scrupuleuse.

L'objection relative à la loi du 7 germinal an 11 est tirée de ce que cette loi, qui fait du franc le point de départ et le fondement de tout le système monétaire, définit le franc un poids de 5 grammes d'argent au titre de 9 dixièmes de fin. Or, dit-on, du jour où le franc réel ne contiendra plus que 835 millièmes d'argent fin, il aura cessé d'être l'expression d'un franc légal : le franc légal aura cessé d'exister.

Nous ne nous dissimulons pas, messieurs, tout ce qu'il y avait de logique et de bien coordonné dans le système de la loi du 7 germinal an 11, en ce qui concerne les monnaies d'argent.

Mais enfin, si la théorie a ses droits, les nécessités pratiques et l'intérêt général ont aussi les leurs.

La loi du 7 germinal an 11 a bien été forcée d'y sacrifier, quand il s'est agi des monnaies d'or; si les monnaies d'appoint réclament à

leur tour des sacrifices analogues, force est bien de se soumettre, et personne n'est responsable quand ce sont les faits économiques qui refusent de s'emprisonner dans les formules.

Deux faits se produisent avec évidence : le premier, c'est que les transactions ne peuvent pas se passer de petite monnaie ; c'est là un besoin impérieux, incessant, universel, que l'expérience personnelle révèle à tout le monde et sur lequel il est inutile d'insister.

Le second, c'est que la petite monnaie, frappée au titre légal actuel, ne peut pas rester dans la circulation.

Ce second fait peut-il être contesté sérieusement ?

Sur 214 460 000 francs de petite monnaie, émise de l'an 11 à l'an 1864, il n'en reste plus que 160 millions environ dans la circulation. Ces 160 millions y sont encore, parce qu'ils sont protégés par l'usure, qui a opéré au moyen de la diminution du poids, comme la Convention propose d'opérer par l'abaissement du titre.

33 millions, frappés par les soins du Gouvernement de 1856 à 1863 ont disparu presque immédiatement.

Depuis plusieurs années, les particuliers, dont les demandes doivent seules provoquer d'une façon normale la fabrication des monnaies, n'apportent plus de lingots pour la fabrication des petites pièces d'argent.

Enfin nous pouvons, pour l'insuffisance des petites monnaies comme pour leur nécessité, faire appel à l'expérience de chacun. Il n'y a presque personne qui ne soit gêné habituellement par la difficulté de se procurer la menue monnaie qui lui est indispensable, qui n'ait éprouvé par lui-même la répugnance du commerce à recevoir les grosses pièces pour l'acquit des petits achats.

Si donc il est reconnu, d'une part, que l'abondance de la petite monnaie est un besoin social, s'il est prouvé, de l'autre, qu'au titre établi par la loi du 7 germinal an 11 la petite monnaie ne se fabrique pas ou se dérobe ; la question se réduit à savoir qui devra céder à l'autre : ou la nécessité publique à la loi du 7 germinal an 11, ou la loi du 7 germinal an 11 à l'intérêt général.

Il est à remarquer que la loi du 7 germinal an 11, continuant en réalité la livre de l'ancien régime sous un nom nouveau, a donné à notre pays, dans le franc, une unité monétaire très-peu élevée, moins élevée que celle de la plupart des autres États et moins décimale même que n'eût été la pièce de 10 grammes recommandée par l'Académie des sciences, à la fin du dernier siècle, au Gouvernement français comme unité monétaire. Les pays très-nombreux auxquels leur législation a donné une unité monétaire d'une valeur supérieure, comme la livre sterling, le dollar, le thaler, le rouble, le florin, etc., ont une marge considérable pour créer des monnaies divisionnaires

réglées au point de vue exclusif de la pratique sans déroger à la théorie de leur système général ; mais, au-dessous du franc, la latitude est si étroite, que les sous-multiples ne peuvent plus répondre qu'à des besoins minimes, et avoir pour expression que des pièces incommodes à conserver par leur petitesse, incommodes pour les payements, par le nombre qu'il en faut employer.

La Suisse a, depuis plusieurs années, concilié l'avantage d'une unité monétaire supérieure avec la conservation de l'étalon créé par la loi du 7 germinal an 11, en déclarant nettement, par sa loi du 31 janvier 1860, qu'à l'avenir le franc, unité monétaire légale, n'aurait plus son expression matérielle que dans la pièce de 5 francs.

Cette déclaration, qui est devenue la base de la combinaison adoptée par la conférence, ne fait guère, à vrai dire, que reconnaître en principe un fait qui s'était déjà produit chez toutes les nations qui avaient adopté le système de la loi du 7 germinal an 11, à savoir : la prépondérance de la pièce de 5 francs sur toutes les autres monnaies d'argent.

Ainsi, en France, d'après les anciens règlements de la monnaie, dictés par l'expérience et le besoin des transactions, sur chaque million de francs émis en pièces d'argent, 950 000 francs devaient être frappés en pièces de 5 francs, 10 000 francs en pièces de 2 francs, 25 000 francs en pièces de 1 franc, 12 500 francs en pièces de 50 centimes, et 2500 francs en pièces de 20 centimes ; c'est-à-dire que les pièces de 5 francs représentaient les 19 vingtièmes de la circulation en argent, qu'elles jouaient véritablement le rôle d'*unités de circulation*, tandis que de tout temps, les monnaies inférieures n'ont rempli effectivement que la fonction de monnaie divisionnaire de la pièce de 5 francs, base réelle de la circulation intérieure et des relations du commerce international.

Dans la combinaison adoptée, le franc ne devient donc pas, comme on l'a dit, une simple monnaie de compte, une unité idéale ; il se réalise légalement, comme il se réalisait pratiquement dans son quintuple, c'est-à-dire dans la pièce de 5 francs. Au-dessous, il garde son poids, sa figure ; il reçoit seulement la dose d'alliage nécessaire pour lui permettre de subsister, et pour qu'il puisse remplir utilement son rôle propre, qui a toujours été celui d'une monnaie divisionnaire. Quant à la pièce de 5 francs, elle continue à représenter l'étalon d'argent à son état pur, et si le mouvement du commerce en fait successivement tomber la quantité au-dessous des besoins, l'inconvénient n'est pas le même que pour la monnaie divisionnaire, parce que la pièce de 5 francs, devenue insuffisante, trouve un succédané, qui ne peut lui faire défaut, dans l'intervention de la pièce d'or.

En un mot, la conférence monétaire se trouvait placée, par des cir-

constances supérieures à la volonté humaine, dans la triple alternative ou de supprimer complètement la loi de germinal an 11, en créant tout d'une pièce un nouveau système monétaire fondé sur l'étalon d'or, ramené lui-même aux formules du système décimal, au risque de devancer les lumières de l'expérience et de la science, de troubler toutes les habitudes, d'apporter dans le prix de toutes les choses échangeables une perturbation inconnue; ou de respecter complètement la loi du 7 germinal an 11, à la condition de laisser souffrir indéfiniment les populations de l'insuffisance d'un des instruments nécessaires de leurs transactions; ou, enfin, en conservant ou en respectant, dans ses bases fondamentales et dans ses principales dispositions, le régime établi par la loi du 7 germinal an 11, et consacré par une pratique de plus de soixante ans, d'apporter à cette loi une modification partielle et limitée au nécessaire.

La conférence a adopté ce dernier parti, et nous sommes persuadés que les esprits pratiques le considéreront comme le plus sage.

L'art. 4 règle la limite du frai pour les monnaies divisionnaires, comme l'ont fait les art. 2 et 3 pour les monnaies d'or et la pièce de 5 francs en argent. Les nouvelles monnaies devront être refondues quand elles auront perdu 5 p. 100 de leur poids au-dessous de la tolérance. Cette disposition s'opposera à ce que la valeur intrinsèque de la nouvelle monnaie puisse jamais tomber sensiblement au-dessous de celle que possède la circulation actuelle dont la presque totalité est aujourd'hui altérée par le frai dans une proportion indéterminée, mais considérable.

L'art. 5 fixe au 1^{er} janvier 1869 l'époque où les anciennes pièces démonétisées devront être retirées de la circulation. Le délai est prorogé pour la Suisse jusqu'au 1^{er} janvier 1878.

Cette exception a dû être consentie en raison de la dépense imposée au Gouvernement helvétique par la nécessité de relever sa petite monnaie du titre de huit cent millièmes à celui de huit cent trente-cinq. Elle a été la condition de l'adhésion de ce gouvernement qui a déjà fait frapper pour 10 500 000 francs de monnaie divisionnaire dans les conditions qu'il avait récemment adoptées et qu'il abandonne.

Au surplus, le système de garanties mutuelles, établi par les articles suivants de la convention, ôte toute espèce d'inconvénient à cette faveur consentie au profit d'une seule des quatre Parties contractantes.

Les garanties mutuelles auxquelles nous venons de faire allusion sont stipulées par les articles 6, 7 et 8, et le dernier paragraphe des articles 2 et 3. Elles peuvent se résumer ainsi :

En ce qui touche les pièces d'or et les pièces d'argent de 5 francs frappées en conformité des types adoptés par l'union, les caisses pu-

bliques de chacun des quatre États contractants les recevront indistinctement.

En ce qui touche les monnaies divisionnaires de la pièce de 5 francs :

1° Les caisses publiques de chacun des quatre États contractants les recevront, à savoir : celles émises par l'État auquel elles appartiennent, pour quelque quantité que ce soit ; celles émises par un ou plusieurs des autres États contractants jusqu'à concurrence de 100 francs dans chaque payement fait auxdites caisses.

2° Chacun des quatre États s'engage à échanger toute quantité de petites monnaies par lui émises contre des pièces d'or ou de 5 francs en argent, pour quelque somme que ce soit, à la seule condition (simple mesure d'ordre) qu'on ne lui en présente pas pour moins de 100 francs à la fois.

3° Entre les particuliers, le cours légal n'existe que pour la monnaie émise par l'État auquel ils appartiennent, et ce cours légal, pour les monnaies divisionnaires, est borné à un maximum de 50 francs.

Ainsi, d'une part, jamais personne ne pourra être tenu de recevoir, à la fois, une trop forte quantité de petite monnaie, et, d'autre part, chacun trouvera toujours à sa portée des facilités certaines pour se défaire des quantités qu'il aurait acceptées.

La convention n'a pas voulu porter atteinte au principe du droit commun en créant un cours légal absolu pour les monnaies étrangères ; mais il est certain que la pratique, à défaut de cours légal, amènera naturellement un cours mutuel facile et régulier en présence de l'identité des valeurs monétaires et de la certitude de pouvoir toujours les placer dans les caisses publiques des quatre Puissances.

L'article 9 règle les quantités de monnaies divisionnaires qui pourront être émises par chacune des Puissances contractantes.

Du moment où la monnaie divisionnaire, émise à un titre un peu moins élevé que celui des espèces supérieures dont elle représente le fractionnement, offre ainsi, dans une si petite mesure que ce soit, le caractère d'une monnaie fiduciaire, il faut que la circulation soit limitée, pour prévenir la dépréciation qui pourrait résulter d'une émission trop abondante et dépassant les besoins.

La conférence, partant des données pratiques que mettaient à sa disposition l'expérience et la spécialité de ses membres, a pensé que la somme de petite monnaie réclamée par les besoins de la circulation pouvait être évaluée à 6 francs par tête d'habitants.

Sur cette base, le maximum de l'émission est fixé :

Pour la Belgique, à	32 millions.
Pour la France, à	239 —
Pour l'Italie, à	141 —
Pour la Suisse, à	17 —

Sont imputées sur ces sommes les monnaies déjà émises par la Suisse, la France et l'Italie, dans les conditions déterminées par la convention.

Les articles 10 et 11 sont relatifs à des détails d'exécution qui s'expliquent d'eux-mêmes.

L'article 12, par une disposition libérale et progressive, réserve le droit d'accession à l'union, à tous les États qui en adopteraient le système monétaire et en accepteraient les obligations.

Enfin les articles 13, 14 et 15 ont pour objet de réserver pour chaque État l'accomplissement des conditions constitutionnelles qui lui sont propres, de fixer le terme de la convention, ainsi que la faculté de renouvellement tacite et de déterminer le délai stipulé pour l'échange des ratifications.

Nous n'avons aucun développement à donner à ces divers articles ; nous avons seulement voulu, messieurs, en réclamant votre assentiment pour les mesures législatives que présupposeront les articles 4, 5, 6 et 9 de la convention, présenter à vos esprits l'ensemble même de cet acte diplomatique, dont les diverses dispositions se coordonnent les unes avec les autres, se complètent et se corrigent les unes par les autres, et dont par conséquent le sens et la portée ne peuvent être bien saisis que par le rapprochement de tous les articles.

En Suisse et en Belgique, les pouvoirs législatifs ont déjà voté, avec un accord unanime, les lois qui autorisent les gouvernements de ces deux pays à donner leur ratification à la convention.

Le Parlement italien est saisi.

En votant le projet de loi que le Gouvernement français vous propose à son tour, vous vous associerez, messieurs, à un acte qui doit produire deux résultats également désirables : à l'intérieur de la France, satisfaire à un besoin incessant de la vie sociale par l'accroissement et la conservation de la petite monnaie ; au point de vue des relations internationales, resserrer encore les liens d'amitié entre les quatre États contractants par la facilité donnée aux rapports des populations frontières, par l'amélioration des conditions des paiements réciproques, par la multiplication des transactions commerciales

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

BAVIÈRE.

Dépêche du baron Von der Pfordten au comte Cito, envoyé des Deux-Siciles à Munich, lui annonçant que le Gouvernement bavarois est décidé de reconnaître le Royaume d'Italie.

Munich, le 17 novembre 1865.

Monsieur le Comte,

Au printemps de l'année dernière, le Gouvernement prussien avait proposé aux États allemands du *Zollverein* un Traité de commerce avec le royaume d'Italie, lequel traité aurait nécessité la reconnaissance de ce royaume. Le Gouvernement bavarois a cru devoir alors se soustraire à cette reconnaissance.

Dans l'intervalle, la situation politique s'est considérablement modifiée en Europe, notamment en Allemagne, et la Bavière ne saurait rester plus longtemps isolée vis-à-vis de l'Italie sans porter préjudice aux intérêts du pays et sans créer au Gouvernement de grandes difficultés. A l'exception de l'Autriche, qui se laisse guider par des considérations toutes spéciales, presque toute l'Europe a reconnu le royaume d'Italie, et le Saint-Siège même a jugé opportun d'entamer des négociations avec le roi Victor-Emmanuel et son gouvernement.

A toutes les époques, il se produit dans la vie des peuples des événements, des faits puissants qui ne souffrent pas de résistance et qui, tolérés et consentis par la Providence, créent dans le monde un nouvel ordre de choses ; et le plus profond respect pour des droits légitimes et des traités solennels ne saurait empêcher de reconnaître ces faits.

Ces considérations n'ont pas fait perdre de vue toutefois au Gouvernement royal les droits et les intérêts de S. M. le roi François II ; mais nous avons dû nous poser la question si, dans le cas où la Bavière persisterait, au détriment de sa situation politique et au préjudice de ses intérêts industriels et commerciaux, dans sa résistance impuissante en présence des résolutions de presque toute l'Europe, S. M. le roi François II en retirerait le moindre profit.

En conséquence, S. M. le Roi, mon auguste maître, a jugé nécessaire de rétablir des relations diplomatiques entre la Bavière et le royaume d'Italie et, par suite, un Ministre extraordinaire et plénipotentiaire sera accrédité sous peu auprès de S. M. le roi Victor-Emmanuel, qui, de son côté, ne tardera pas à se faire représenter à Munich.

En vous invitant, monsieur le Comte, à porter cette communication à la connaissance de votre Cour, j'ose espérer que S. M. le roi François II appréciera convenablement dans sa sagesse la résolution de mon auguste Souverain et que les relations amicales entre les deux familles royales, relations auxquelles le Roi attache le plus haut prix, ne se modifieront nullement en raison de ce fait ¹.

Signé : VON DER PFORDTEN.

BRÉSIL.

Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture des Chambres, le 3 mai 1866.

Augustes et dignes représentants de la nation,

En ce jour, plus que jamais, votre réunion est un sujet d'espérances pour le Brésil, en même temps qu'un appui dans lequel le Gouvernement met toute sa confiance.

C'est avec la plus vive satisfaction que je vous annonce la naissance² du prince don Pedro, heureux fruit du mariage de ma fille bien-aimée, la princesse dona Léopoldina, avec mon très-cher gendre, le duc de Saxe.

Je me félicite avec vous de la tranquillité publique dont l'empire a joui pendant la guerre.

L'insulte infligée à notre honneur national par le Président du Paraguay ne nous permet pas encore de déposer les armes ; mais je suis heureux de reconnaître combien a été incessant le concours de tous pour l'accomplissement d'un devoir aussi sacré.

1. Voir *Archives diplomatiques*, 1866, tome I, page 438 et 445.

2. 19 mars 1866.

Nous avons conclu un traité d'alliance offensive et défensive avec les républiques Argentine et Orientale. Cette alliance a été maintenue par les Parties contractantes avec la plus grande loyauté.

Lors de l'invasion de la province de Rio-Grande du Sud par les forces paraguayennes, j'ai jugé de mon devoir de me rendre dans cette province, afin d'encourager par ma présence et mon exemple la défense de l'intégrité de l'Empire. Mes très-chers gendres, mus par les mêmes sentiments, m'ont accompagné. La capitulation d'Uruguayana, en nous délivrant de l'invasion, a rendu inutile ma présence dans cette province.

La province de Mato Grosso, par un effort patriotique, a conservé sa capitale et une grande partie de son territoire à l'abri de l'invasion ennemie.

Notre armée, notre escadre, la garde nationale et les volontaires de la *patria* donnent chaque jour de nouvelles preuves de leur courage et de leur discipline, et sont dignes de toute la reconnaissance nationale.

Je déplore profondément le sacrifice de tant de vies précieuses; mais mon orgueil est sans bornes quand je contemple l'héroïsme qui accompagne le nom brésilien, et la gloire qui immortalise la mémoire de tant de braves.

Les drapeaux alliés flottent déjà sur le territoire ennemi!

Sous la protection de la divine Providence, et plein de confiance dans la valeur et la discipline de notre armée et de notre escadre et de nos alliés, j'espère voir sous peu se terminer la guerre.

Nos relations avec les autres nations du monde se maintiennent dans les meilleurs termes.

Les relations diplomatiques ont été rétablies entre l'Empire et l'Angleterre. C'est avec la plus sincère satisfaction que je vous communique ce fait important dû en grande partie aux efforts et à la persévérance de l'auguste médiateur, le roi de Portugal, mon très-cher neveu.

Frappé de ce coup douloureux, je dois vous rappeler la mort du roi des Belges¹: c'est un tribut de reconnaissance que je dois à la mémoire de ce roi constitutionnel et ami.

L'état de nos finances n'est pas sans embarras, et, sur ce point, j'appelle principalement votre attention. Je vous recommande donc avec le plus grand soin l'amélioration de la circulation du numéraire, le raffermissement de notre crédit et l'équilibre des dépenses avec les recettes.

Très-dignes et très-augustes représentants de la nation,

Je vous remercie des ressources que vous avez accordées à mon Gouvernement pendant la dernière session, pour faire face aux nécessités publiques; et, comptant sur vos lumières et votre patriotisme, j'espère que durant cette session, vous allez mettre le Gouvernement à même de satisfaire aux obligations du service ordinaire et extraordinaire, pendant que vous prendrez aussi en considération tout ce qui a trait à l'administration de la justice et au développement de la richesse publique.

La session est ouverte.

DEUX-SICILES.

Lettre du général Del Re, ministre de François II, au baron de Winspeare, agent du Roi à Vienne, repoussant toute participation au brigandage dans les provinces napolitaines. Datée de Rome le 29 mai 1866.

Rome, le 29 mai 1866.

Monsieur le baron,

Je ne sais si c'est pour justifier le régime arbitraire que le gouvernement usurpateur fait en ce moment peser, avec un redoublement de rigueurs, sur les malheureuses populations napolitaines, ou bien pour dissimuler quelques machinations nouvelles, que la presse révolutionnaire a repris, depuis quelques jours, son odieux système d'invectives et de calomnies contre le roi François II et ses ministres, à propos du brigandage qui désole l'ancien royaume des Deux-Siciles.

Parmi les articles les plus violents et où la calomnie s'étale avec le plus d'audace, nous citerons en particulier celui du journal français la *Patrie*, en date du 24 de ce mois.

Le silence, je le sais, est la dignité du malheur, et jusqu'à présent le Roi n'a pas permis qu'on répondît à ses détracteurs. Mais lorsqu'un journal sérieux et aussi répandu que la *Patrie* se livre à des attaques aussi violentes et va jusqu'à assimiler aux brigands la personne du roi, mon auguste maître, le silence deviendrait une faute. Et c'est pour cela que Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire, pour vous entretenir de ces attaques si pénibles à son cœur.

Depuis cinq ans que le roi est à Rome, on n'a cessé, vous le savez, de l'accuser de fomenter dans cette ville le brigandage napolitain. Malgré la fausseté de cette accusation, Sa Majesté n'a pas pu, dans le principe, désapprouver par un acte public les mouvements populaires, quels qu'ils fussent, qui se produiraient dans son ancien royaume. Eût-il été juste, en effet, de désavouer ces fidèles et courageux citoyens qui

combattaient pour leur patrie et pour leur roi? Mais comme il arrive toujours en pareil cas, ces corps de partisans se sont changés peu à peu en bandes de brigands. Sa Majesté a été la première à les condamner; et la malveillance, tout effrontée qu'elle fût, n'a pu, sans recourir à la calomnie, réussir à faire remonter jusqu'à l'auguste personne du roi la responsabilité des excès de toute nature, commis par ces voleurs de grand chemin.

Comment le roi, en effet, les aurait-il encouragés et secourus, lui qui n'obéit jamais qu'à la voix de sa conscience, et qui, dans la crainte de faire subir à ses sujets les conséquences d'une résistance inutile, a toujours refusé d'organiser une réaction armée, alors même que de hauts personnages politiques lui conseillaient de le faire? Si cela ne suffit point pour convaincre les détracteurs du roi, et s'ils persistent à méconnaître les sentiments si nobles et si élevés qui l'animent, nous leur opposerons un argument auquel il ne leur sera pas possible de répondre. Comment le roi, dépouillé de sa fortune privée, n'ayant plus même à sa disposition l'héritage de son auguste mère, aurait-il pu, en supposant qu'il l'eût voulu, employer, pour reconquérir son trône, les moyens dont ses ennemis ont tant abusé pour le lui enlever?

Pour se convaincre que la réaction a été spontanée et qu'elle n'a point été préparée à Rome, il suffit d'observer que les bandes se sont formées isolément, sans organisation, et ont toujours combattu sans direction commune, sans plan arrêté; de plus, que la résistance la plus vive et la plus opiniâtre s'est toujours manifestée dans les provinces les plus éloignées des États Pontificaux, ainsi que cela a été prouvé par les terribles répressions exercées par les Piémontais, à Pontelandolfo et à Casalduni par exemple.

Nous l'avons déjà dit, les bandes réactionnaires ont fait place peu à peu à de véritables bandes de voleurs, qui attaquent indistinctement les Napolitains fidèles aux Bourbons et les révolutionnaires. Ces bandes, le roi les réprime et les condamne comme on réprime et l'on condamne les assassins. N'est-il donc pas absurde de dire que les enrôlements de brigands se font par ses ordres et sous sa surveillance? Il est impossible d'admettre, et l'auteur de l'article de la *Patrie* lui-même ne saurait le croire, que, pour entretenir la fidélité de ses peuples et se conserver leur affection, le roi répande au milieu d'eux l'épouvante et le pillage.

Si François II avait voulu qu'on levât dans son royaume l'étendard de l'insurrection, ne l'aurait-il pas fait plutôt, lorsqu'il était encore à Gaëte, alors qu'il pouvait jeter dans les provinces napolitaines les 16 000 hommes de troupes qu'il avait alors à sa disposition? Il ne voulut pas le faire; et l'on sait que ce corps fut dissous et désarmé sous

les yeux des autorités militaires françaises, et que les hommes qui le composaient furent ensuite renvoyés dans leurs foyers. On sait aussi que le roi envoya aux garnisons de Messine et de Civitella del Tronto l'ordre de capituler.

Ceux qui, plus justes et moins prévenus que l'auteur de l'article de la *Patrie*, se bornent à déplorer les excès commis dans le royaume des Deux-Siciles, à la suite de l'usurpation piémontaise, en se demandant quelles en peuvent être les causes, ceux-là, dis-je, oublient l'histoire du royaume et méconnaissent son état actuel. Ne sait-on pas, en effet que dans ce pays les bandes réactionnaires se sont toujours formées à la suite des invasions ; aussi bien au temps des Allemands et des Aragonais, qu'au commencement de ce siècle, lorsque la maison de Bourbon se retira en Sicile ? Ne sait-on pas de plus que toujours cette effervescence populaire s'est calmée aux différentes restaurations de la monarchie, ainsi qu'on l'a vu en 1734 et en 1815 ?

Ajoutons que si le caractère indépendant du peuple napolitain n'avait pas à lui seul suffi pour l'exciter à la révolte, il y aurait été infailliblement poussé par les vexations, par les rigueurs que les Piémontais lui ont fait subir, et tous ces traitements odieux auxquels le gouvernement tant calomnié des Bourbons les avait si peu habitués....

Je vous prie, monsieur le baron, de faire usage de cette lettre pour démentir, en votre qualité d'agent officiel du roi près la cour de Vienne, toutes les calomnies et les injustes accusations dont il est victime.

LÉOPOLD DEL RE.

ÉTATS ROMAINS.

Circulaire adressée par le cardinal Antonelli aux agents diplomatiques du Saint-Siège à l'étranger, relativement à l'exécution de la Convention du 15 septembre, le 19 novembre 1865.

Illustrissime et Révérendissime Seigneur,

Assurément, V. S. I. n'ignore pas comment la convention intervenue le 15 septembre¹ de l'année passée, entre le Gouvernement français et celui du Piémont, sans qu'il en fût donné connaissance au Saint-Siège, si ce n'est dans l'après-midi du 28 du même mois, a déjà commencé à recevoir son exécution en l'année 1865, par le retrait graduel des troupes françaises de Rome. Le Gouvernement du Saint-

1. Voir *Archives*, 1865, tome I, page 5.

Siège, de même qu'il demeura étranger aux négociations, reste également étranger à l'exécution du Traité. Néanmoins, les conséquences qui doivent résulter de cet acte diplomatique l'intéressant directement, il lui a paru nécessaire qu'elles fussent clairement indiquées, tant pour redresser sur ce sujet l'opinion publique, qu'une presse mensongère tente continuellement d'égarer, que pour dégager la responsabilité du Saint-Siège aux yeux du monde.

Depuis que, dans le Congrès de Paris, en 1856, s'est manifesté le désir de voir évacuer les États pontificaux par les armées étrangères, *il est devenu presque impossible que cette évacuation s'effectue sans entraîner des inconvénients pour la tranquillité du pays et la consolidation de l'autorité du Saint-Siège.* M. Drouyn de Lhuys, dans une dépêche adressée le 12 septembre de l'année passée à M. l'Ambassadeur de France près Sa Sainteté, s'exprime sur le même thème de la manière suivante : « Nous étions résolus à ne pas abandonner ce poste d'honneur avant que le but de l'occupation n'eût été atteint. » Or, si, parmi les motifs du rappel actuel de l'armée française des États de l'Église est entrée la pensée de l'accomplissement d'une condition semblable, le Gouvernement pontifical a le devoir de déclarer, quoiqu'il ne soit pas interrogé, que cette confiance est complètement illusoire et repose sur une fausse espérance. Le retrait des troupes françaises, dans les conjonctures actuelles, ne porte-t-il pas l'opinion à se poser les questions suivantes : La situation dans laquelle on laisse le Souverain Pontife répond-elle au but pour lequel les domaines du Saint-Siège furent occupés par les troupes étrangères ? Est-ce là ce que voulait le Souverain Pontife lorsqu'il adressa aux puissances catholiques cet appel auquel la France répondit avec une affection si filiale ? Est-ce en vue d'un pareil résultat que cette même France se décida, aux applaudissements du monde catholique entier, qui lui en gardera une reconnaissance impérissable, à répondre à l'invitation du Pontife ? Qui oserait mettre dans la bouche des valeureuses milices rappelées dans leur patrie, ces paroles absurdes : « Nous avons été à Rome, au nom de la catholicité, sur l'appel du Pape, qui demandait aide et assistance pour reprendre possession de ses États ; il se trouve aujourd'hui dépouillé de la plus grande et de la plus riche partie de ses provinces, et pour le peu qui lui en reste, il est menacé d'une nouvelle spoliation de la part d'un ennemi puissant qui l'entoure de toutes parts ; et cependant le but de notre occupation est atteint ? »

L'honorable Ministre qui vient d'être nommé n'a pu, avec sa perspicacité bien connue, ne pas apprécier toute l'horreur d'une telle conclusion. Aussi, dans la dépêche susmentionnée, s'efforce-t-il de légitimer la prémisse de cette conclusion par diverses réflexions, et d'en adoucir la crudité en insistant sur les engagements pris pour mettre le

Saint-Siège à couvert du côté du Piémont. Il faut donc que je me livre à quelques considérations sur ces différents points.

Les réflexions de M. Drouyn de Lhuys commencent par rappeler qu'au début de l'année 1859, le Saint-Père fit lui-même la proposition de mettre un terme à la présence des troupes étrangères dans ses États. On ajoute qu'en 1860 cette même évacuation fut décidée pour le mois d'août, mais que, par la suite, elle ne put se réaliser, l'obstacle étant venu non de l'opposition de Sa Sainteté, qui n'y mit pas le moindre empêchement, mais des agitations qui se produisirent. Il n'est certes pas nécessaire que je m'appesantisse beaucoup sur ces souvenirs, parce qu'il y a entre les circonstances présentes et celles d'alors une indifférence immense et qui est assez manifeste par elle-même. En 1859, non-seulement le Saint-Père était en pleine et entière possession de ses États, non-seulement il était entouré de toutes parts à ses frontières par des puissances amies, mais il ne pouvait pas même encore avoir le moindre soupçon des attentats sacrilèges dont il fut par la suite la victime innocente. Il pouvait donc alors penser avec raison *que le but de la présence des armées étrangères dans les États pontificaux était atteint*. Si le Saint-Père fut porté à faire la proposition sus-rappelée, ce n'est pas parce qu'il se souciait pas de garder des troupes étrangères dans ses États, ou parce qu'il n'appréciait pas les importants services qu'elles lui rendaient, services pour lesquels il a professé et professera toujours la plus vive gratitude, mais le seul mobile de sa conduite en cette occurrence fut d'empêcher les maux que l'on redoutait depuis qu'il avait été dit en haut lieu que le maintien prolongé des troupes françaises dans les États de l'Église aurait entraîné une guerre européenne.

En 1860, bien que les Romagnes lui eussent déjà été enlevées, le Saint-Père avait encore la paisible possession de la majeure partie de ses États, avec une armée suffisante pour y maintenir l'ordre et pour garder les frontières contre les bandes irrégulières. Non-seulement il avait sa frontière orientale et occidentale assurée contre ses ennemis, mais cette frontière était même entourée de puissances amies. De plus, le Parlement révolutionnaire de Turin n'avait pas encore exprimé la résolution sacrilège d'obtenir par l'un ou l'autre moyen la cité de Rome comme capitale du nouveau royaume, et de s'annexer, par conséquent, tout l'État pontifical. Peut-on retrouver les mêmes garanties dans les circonstances actuelles ? L'évidence des faits me dispense de répondre.

M. Drouyn de Lhuys pense que l'occupation de Rome produit deux inconvénients, dont l'un est qu'elle constitue une intervention étrangère, et l'autre qu'elle place sur le même territoire deux souverainetés distinctes.

Quant au premier point, je m'abstiens d'établir que le fameux principe de *non-intervention* n'est reconnu ni par le droit naturel, qui, en bien des cas, commande le contraire, ni par le droit positif de l'Europe, puisque la France elle-même démontre, au moins en fait, que l'on peut intervenir lorsque quelque raison l'exige, ou tout au moins quand on pense qu'elle l'exige.

J'omets de rappeler que ce principe fut solennellement réprouvé par le Souverain Pontife, arbitre suprême des principes d'honnêteté et de justice parmi les catholiques, et qui, dans l'allocution consistoriale du 18 septembre 1860, prononça précisément ces paroles : « Nous ne pourrions pas nous abstenir de déplorer, entre autres, ce principe funeste et pernicieux qu'on appelle de *non-intervention* et que quelques gouvernements, par tolérance des autres, ont récemment proclamé, et même appliqué lorsqu'il s'agit de l'agression injuste d'un gouvernement contre un autre, en sorte qu'il paraît que l'on veut s'assurer contre toute loi divine et humaine, une certaine impunité et licence d'assaillir et fouler aux pieds les droits d'autrui, ses propriétés et ses domaines, comme nous en avons eu des exemples dans ces temps si calamiteux. Il est vraiment surprenant que le seul gouvernement du Piémont puisse violer impunément et mépriser un pareil principe, puisque nous voyons qu'aux yeux de l'Europe entière, il envahit avec ses hordes hostiles les domaines d'autrui et en chasse les princes légitimes. Il en résulte cette pernicieuse absurdité, que l'intervention d'autrui s'admet alors seulement qu'elle a pour but d'exciter et de favoriser la rébellion. »

J'omets, je l'ai dit, ces considérations, et d'autres encore, et j'affirme uniquement que, quelque opinion que l'on se fasse de ce principe, dans le sens purement politique, il ne peut assurément pas s'appliquer dans le cas présent aux États du Saint-Siège, par la raison que l'indépendance politique du chef de l'Église, requise pour la liberté de son ministère apostolique, est de telle nature qu'elle n'appartient pas seulement à Rome ou à son souverain, mais intéresse au même degré tous les États catholiques et même non catholiques. C'est donc là en majeure partie une question intérieure pour toutes les Puissances précitées, et d'autant plus intime, qu'elle touche à la partie la plus délicate de l'homme, qui est la conscience dans ses rapports avec les relations religieuses.

Or, qui blâmera un État d'intervenir pour une cause qui lui est propre et qui se lie aussi étroitement avec les lois civiles de chaque État? Pour ce qui touche aux personnes, il est hors de discussion que tous les catholiques sont fils du Père commun des fidèles et ses sujets dans l'ordre spirituel. Comment donc pourrait-on dire que ceux-ci sont à son égard des étrangers, et qu'il leur est interdit de vo-

ler à son secours, alors qu'il se trouve menacé de tout côté et exposé au danger de perdre son indépendance? C'est donc à bon droit que M. Drouyn de Lhuys écrivait, le 25 novembre 1862, au marquis de Cadore, chargé d'affaires intérimaire du gouvernement impérial à Londres : « Bien que la France s'incline devant le principe de non-intervention, elle reconnaît cependant que la question du pouvoir temporel est de telle nature qu'elle ne ressemble à aucune autre, et que les règles d'un tel droit ne lui sont pas applicables. » Et les paroles mêmes du premier plénipotentiaire au Congrès de Paris, prononcées dans un autre but, par le même ministre, n'omettent pas de rappeler que l'un des titres dont se glorifie le Souverain de la France est celui de fils aîné de l'Église catholique, et qu'un pareil titre, loin de l'empêcher, de par le principe de non-intervention, de répondre à l'appel du Saint-Siège, emporte même pour lui le devoir de prêter aide et assistance au Souverain Pontife. D'où il est facile de déduire l'origine de l'intervention dont on parle. Il faut donc bien comprendre, à cause du motif exposé ci-dessus, que le Pontife romain ne peut, vis-à-vis de chaque État, se considérer dans un rapport pareil à celui de tout autre prince purement politique : ses possessions territoriales ne peuvent pas être assimilées non plus à celles (de toute autre Puissance. C'est pour cela qu'on ne saurait, sans aboutir au renversement complet des idées et sans s'exposer aux désordres les plus graves dans la sphère d'action, appliquer au Pontife et à sa souveraineté temporelle les principes, vrais ou faux, que l'on veut établir comme règle de conduite internationale pour les États laïques. Le lien religieux qui unit d'une part le Souverain Pontife avec tous les États où vivent des catholiques, et qui lie, de l'autre, sa souveraineté temporelle à l'indépendance qui lui est nécessaire pour accomplir librement son très-haut ministère, établit une différence essentielle entre ces rapports et fait au gouvernement romain une situation particulière vis-à-vis des autres Puissances, qui ont un intérêt commun et vital pour chacune d'elles à maintenir ce gouvernement dans les conditions de son existence politique.

Le second inconvénient allégué, touchant la coexistence de deux souverainetés sur le même territoire, est encore plus difficile à concevoir. En effet, si les troupes françaises sont à Rome pour l'unique but de défendre et de protéger la souveraineté temporelle du Souverain Pontife, leur présence, tant qu'elles se maintiennent dans les limites de leur mission, emporte plutôt, paraît-il, la négation de l'idée de deux souverainetés coexistantes. Protéger efficacement la souveraineté d'un prince, c'est protéger l'exercice indépendant de son pouvoir suprême, et cette protection exclut précisément la présence dans ses États d'une souveraineté distincte de la sienne. Loin donc de trou-

ver ici la nature des choses en opposition avec le bon vouloir des personnes, il semble, au contraire, que ce bon vouloir trouve dans les nécessités de la situation présente la règle de sa propre conduite. En suivant cette voie si naturelle et si clairement tracée, les conflits de juridiction dont parle la dépêche sont impossibles. A moins qu'on ne veuille entendre par conflits certains froissements qui peuvent se produire dans la pratique, froissements déplaisants assurément, mais qui sont presque inévitables partout où existent des garnisons étrangères ou mixtes. Tout gouvernement sage sait apprécier à leur juste valeur le caractère de ces conflits et contribuer à les aplanir par ses intentions conciliantes. Ainsi disparaissent tous les motifs d'antagonisme entre le devoir, que le ministre attribue avec raison aux généraux en chef, de veiller avec le plus grand soin à la sûreté de leur armée, et le devoir qui incombe aux représentants de l'autorité pontificale de conserver intacts dans les actes de l'administration intérieure l'indépendance et la dignité du gouvernement pontifical. En présence de missions aussi essentiellement distinctes, on n'aperçoit pas ce qui dans la force de leur nature intrinsèque pourrait donner lieu à une opposition quelconque. D'autant plus que, à part la différence des attributions, leurs buts respectifs s'accordent parfaitement entre eux et ne présentent aucune incompatibilité. Si rien ne peut tenir plus au cœur des représentants du Saint-Siège que la sûreté de l'armée qui a pris à tâche de protéger l'autorité pontificale, rien ne peut être plus agréable aux généraux en chef que de voir maintenir dans l'administration intérieure du pays l'indépendance du gouvernement qu'ils ont, avec leur armée, le devoir de protéger et de maintenir. La nature des choses ne peut donc être cause d'aucun conflit de juridiction sérieux, et nous pourrions rappeler ici avec éloges des circonstances et des personnes qui furent longtemps exemptes de toutes espèces de différends de cette nature. Si parfois il y avait lieu de faire quelques remontrances ou d'élever des réclamations, il est certain que le gouvernement impérial ne blâmera pas les représentants pontificaux d'avoir été jaloux de l'accomplissement de leur devoir, qui était de maintenir l'indépendance de leur propre prince dans les actes relatifs à son autorité souveraine.

Finalement, M. le ministre signale comme un des inconvénients dérivant de l'occupation de Rome la différence de politique des deux gouvernements, ceux-ci n'ayant ni les mêmes aspirations ni les mêmes principes. M. le ministre n'allègue ici aucun fait particulier et je ne vois pas dans cette vague affirmation à quelles aspirations ni à quels principes on fait allusion. Voulant cependant dissiper toute équivoque sur cette proposition, je dirai que si l'on entend parler de principes purement gouvernementaux, et dont l'application est opportune,

chaque pays et chaque État a ses exigences particulières résultant des mœurs, des habitudes, des circonstances, et les meilleurs juges sous ce rapport sont sans contredit les gouvernements locaux. La différence que peuvent présenter ces règles de gouvernement, comparées à celles d'autres nations, ne peut servir de base à une critique raisonnable, puisqu'il est admis que, le sujet étant différent, la prudence exige que l'action de celui qui gouverne varie suivant les besoins particuliers du sujet lui-même. Du reste, quand la France répondit généreusement à l'invitation du Souverain Pontife, on n'ignorait pas quel était le caractère du gouvernement pontifical, et M. Drouyn de Lhuys lui-même reconnut que si l'Église a ses codes et son droit particulier, elle les a en raison de sa nature propre. Que ce droit, loin d'exclure la vraie civilisation et le vrai progrès, en a été toujours, au contraire, la sauvegarde et le propagateur, c'est ce que l'histoire prouve à la dernière évidence. D'autre part, ses règles, dont on a pu dire en effet qu'elles ne sont pas seulement propres aux temps actuels, parce qu'elles conviennent à tous les temps, ne répugnent certainement pas aux consciences vraiment catholiques.

Que si l'on fait allusion aux principes fondamentaux de l'ordre social, tels que seraient la liberté de conscience, la liberté des cultes et d'autres principes semblables qu'on a coutume d'appeler *le droit nouveau*, le Saint-Siège a manifesté plus d'une fois la réprobation de ces principes dans leur sens absolu et en tant qu'on veuille y voir une règle de justice naturelle. Si parmi eux, en fait, il en est un qui peut être toléré, ce ne peut être que comme tempérament dicté par les nécessités locales et personnelles des gouvernements qui, pour éviter de plus grands maux, sont contraints d'établir leur organisme civil et leur législation suivant un système d'idées qui, bien qu'il ne réponde pas à l'ordre de parfaite harmonie sociale, tel que Dieu l'a voulu, est cependant le plus conforme aux circonstances particulières dans lesquelles se trouve un peuple donné, ou une nation déterminée. Je ne puis croire que M. le ministre ait eu ces principes en vue quand il a fait remarquer la divergence d'opinion entre les deux gouvernements, car c'est le devoir de tout bon catholique de conformer relativement à cette doctrine sa manière de voir aux décisions de celui qui a été donné par Dieu même aux nations comme guide et comme maître, non-seulement pour ce qui appartient à la foi, mais encore pour tout ce qui concerne la morale et la justice. Je n'insisterai pas davantage sur ce point, puisqu'il doit être placé hors de toute discussion. Et cela suffit pour ce qui regarde les réflexions contenues dans la dépêche susmentionnée. Je passe maintenant aux engagements que l'on dit avoir été pris pour assurer la souveraineté du Saint-Siège dans le cas de la retraite partielle des troupes françaises.

Et ici, pour ne pas trop m'écarter de l'objet principal de cette discussion, je suis contraint d'omettre diverses choses. C'est ainsi que je passe sous silence tout ce qui, dans la dépêche susénoncée, concerne les heureux changements du gouvernement piémontais à l'égard de Rome, et la direction plus conforme aux devoirs internationaux, donnée à sa politique à l'égard du Saint-Siège. Les faits qui se sont produits dans ces dernières années jusqu'aujourd'hui fournissent un critérium certain pour juger ce qui en est. Mais quoi qu'il en soit sur ce point, ce qui est certain, c'est que le Saint-Siège se trouvera abandonné à lui-même après avoir été réduit à une situation où les moyens internes lui manquent pour ainsi dire entièrement : il est certain encore qu'il se trouve exposé à la menace continuelle de dangers extérieurs qui le mettent mal à l'aise et font planer de grandes incertitudes sur la défense du territoire qui lui reste. Pour ce qui est de l'intérieur, chacun voit que les possessions actuelles du Saint-Siège n'offrent qu'un tout disproportionné, un organisme dont les parties essentielles ne sont plus en harmonie. Une grande capitale comme la ville de Rome, privée de ses meilleures et de ses plus riches provinces, ressemble à une tête sans corps ou à un corps de nain dont les organes vitaux ne peuvent servir qu'à une nutrition assez imparfaite et à une respiration asthmatique. Ce fatal démembrement n'a pu s'opérer sans apporter des embarras très-sérieux à l'action régulière du gouvernement. A part plusieurs autres inconvénients que je néglige, bien qu'elles ne soient pas légères, il s'en présente deux très-graves, dont il faut faire ici une mention spéciale.

Le susdit démembrement a eu pour première conséquence d'amener un désordre considérable dans la situation du Trésor public. En effet, outre la détresse résultant nécessairement de la diminution des rentes, outre les grandes dépenses que le Gouvernement pontifical est contraint de faire pour maintenir les employés publics, dépenses qui étaient naguère supportées par tout l'État, tout le monde sait comment nonobstant la cessation des avantages provenant des provinces usurpées, il est néanmoins resté à la charge du Saint-Siège non-seulement les traitements des nombreux agents du service public qui lui sont restés fidèles, mais encore la dette publique entière, à laquelle contribuaient d'abord les revenus de tous ses États.

Il est vrai que le denier de Saint-Pierre et l'emprunt catholique ont été jusqu'ici le moyen prodigieux à l'aide duquel le Saint-Siège s'est trouvé providentiellement en mesure de satisfaire à ses propres obligations ; mais il est vrai aussi qu'un pareil moyen, outre qu'il est de telle nature qu'il peut ne pas répondre toujours aux besoins, est d'autre part précaire, incertain, et ne peut en aucune façon être regardé comme normal ; de plus, on ne réussit pas toujours à obtenir

des emprunts, et ceux-ci, dans tous les cas, ne font qu'aggraver la situation financière à cause des intérêts qui doivent inévitablement être payés.

L'autre dommage très-grave, qui est occasionné par la privation des provinces envahies, est la difficulté extrême qu'éprouve le gouvernement pontifical à se former une garnison suffisante de troupes indigènes, attendu l'exiguïté du territoire qui lui reste. Il pourra, il est vrai, réparer ce dommage à l'aide des troupes étrangères, selon le droit qui appartient à tout gouvernement, et surtout au Souverain-Pontife, dont tous les peuples, on l'a dit avec raison, sont fils en Jésus-Christ. Mais, quelque incontestable que soit un tel droit, le dérangement déjà mentionné et l'état précaire des finances pontificales montrent clairement dans quelles limites se restreint l'exercice qu'il en peut faire.

Or, ne voit-on pas à quels dangers extérieurs se trouvera exposé un État réduit à une telle gêne à l'intérieur, et si pauvre de moyens de défense? Il se voit comme enfermé dans un cercle de fer, comme bloqué de toutes parts par les possessions usurpées par ce même Gouvernement, qui non-seulement, à la suite de rébellions soudoyées et soutenues, et d'invasions armées et violentes, l'a réduit à une si misérable condition, mais a de plus, par un acte solennel, déclaré à la face du monde entier vouloir consommer son usurpation en s'emparant du lieu saint où siège et règne depuis des siècles le vénérable successeur de saint Pierre ! Ce vote sacrilège non-seulement n'a pas été retiré par la convention susmentionnée, mais même, depuis celle-ci, les représentants de ce Gouvernement ont publiquement déclaré, de vive voix et par écrit, qu'il subsiste et dure toujours. Aujourd'hui, en admettant l'hypothèse que, pour une raison quelconque, on n'en vienne pas à une nouvelle invasion armée, à laquelle certainement il serait impossible de résister de notre côté, il n'est pas croyable que ce vote, prononcé avec tant de force, et maintenu avec tant d'obstination, doive rester lettre morte. Et de fait, si les simples assertions calomnieuses insinuées par le plénipotentiaire piémontais au congrès de Paris, sur l'administration des Romagnes, furent le germe de la révolte qui, trois années après, s'imposa là à la majorité des bons citoyens, il n'est certes pas déraisonnable de croire qu'un pareil vote discuté, émis et sanctionné avec autant de solennité dans un parlement public, sera une source perpétuelle de révolutions et une menace permanente pour la tranquillité du pays.

Les partisans de ce programme ont déjà déclaré qu'ils prétendent le réaliser par les *moyens moraux*, et il n'est pas besoin d'expliquer longuement ce que sont de tels moyens dans la pensée de ce Gouvernement. Certainement, par de pareils moyens moraux on doit entendre

d'abord ceux qui ont déjà été employés au préjudice du Saint-Siège, par celui-là même que le Gouvernement piémontais avait accrédité comme ministre à Rome, et de qui l'on devait attendre tout autre chose que la trahison. Ces moyens moraux, ce sont encore ceux que le Gouvernement piémontais a employés en provoquant et protégeant secrètement l'expédition dirigée contre la Sicile, ce qui ne l'a pas empêché de soutenir devant la diplomatie qu'il n'en savait rien du tout et qu'il voulait même l'empêcher. Parmi ces moyens on doit compter encore ceux du général Fanti, quand il laissa pénétrer dans les Marches et dans l'Ombrie des bandes de révolutionnaires dont le but était d'essayer de soulever les villes dans lesquelles ils s'introduisaient; après quoi ce même général intimait au commandant des forces pontificales qu'il se croirait en droit de pénétrer avec son armée dans les États de l'Église si l'on réprimait par la force les manifestations nationales. Personne ne pourra empêcher le Gouvernement de Turin d'employer ces moyens et d'autres semblables, puisqu'il s'en est réservé expressément le droit. Il ne lui sera certainement pas difficile de faire pénétrer par un point quelconque de la frontière, qu'il peut violer à son gré de tous côtés, des bandes disséminées, des armes et de l'argent, en se bornant à protester ou même en faisant le simulacre de s'y opposer. De son côté, le Gouvernement pontifical ne pourra pas, pour éviter cet envahissement, former un vigoureux et solide cordon qui entoure de toutes parts les confins de son territoire actuel, vu l'impossibilité où il se trouve de mettre sur pied, comme nous l'avons dit plus haut, une milice assez nombreuse. A part cela, dira-t-on qu'il serait difficile aux émissaires d'un Gouvernement ennemi d'exciter dans telle ou telle ville sujette du Pontife romain des démonstrations publiques, en recourant à l'intimidation, à la ruse, aux séductions et à l'or? Que fera dans un tel cas le Gouvernement du Saint-Siège? Laissera-t-il ces manœuvres se pratiquer impunément? La force morale, dira-t-on alors, a décidé contre la souveraineté temporelle du Saint-Siège. Les réprimera-t-il avec vigueur? On y trouvera un prétexte pour dire qu'un Gouvernement qui ne peut se soutenir autrement que par l'usage continuel de la force matérielle est inconciliable avec la civilisation moderne. La fable assez connue du loup et de l'agneau peut servir d'enseignement dans le cas qui nous occupe.

L'évacuation du territoire pontifical aura ainsi pour résultat, dans les conditions où l'ont réduite les usurpations piémontaises, de l'exposer aux vexations continuelles de l'ennemi qui le tient enserré de toutes parts, à des embûches, à des perturbations continuelles. La petite armée du Saint-Siège ne pourra que se transporter inutilement sur les différents points de la frontière pour chasser les bandes d'envahisseurs, qui trouveront sur le territoire ennemi un refuge commode, jusqu'à

ce qu'arrive une grande irruption de l'armée régulière, qui finira bien par découvrir quelque prétexte pour renouveler l'odieux précédent de Castelfidardo. Et quand même la généreuse et magnanime France se déclarerait prête à accourir ensuite à main armée pour reprendre au Piémont sa proie, cela n'empêcherait pas que, dans l'intervalle, le Pontife, son gouvernement et ses sujets fidèles n'eussent été en butte à des désordres et à des malheurs incalculables.

Peut-être supposera-t-on que le Gouvernement ennemi aurait, pour nous ne savons quel motif, renoncé non-seulement à l'usage de la force contre l'État pontifical, mais même à celui des moyens excitateurs de la révolte. Voyons si, dans cette hypothèse, la sécurité de l'État pontifical serait suffisamment garantie de ce côté. Assurément non. Ne sait-on pas que dans tout pays soumis aux usurpations du Piémont il existe un parti qui a coutume aujourd'hui de s'appeler *parti d'action*, lequel parti, professant des idées souverainement révolutionnaires, rend les plus utiles services à cette étrange espèce de soi-disant conservateurs qui veulent eux-mêmes la révolution, mais modérée. Ceux-là, dont on connaît la violence implacable et les aspirations impatientes, ne sauraient certainement pas rester en repos, alors surtout que le vote dit national que nous avons rappelé ci-dessus est toujours pour eux comme un éperon aigu attaché à leurs flancs, comme un souffle puissant qui excite leurs cupidités insatiables. Or si ce parti est à peine et difficilement réprimé dans d'autres États qui disposent de forces imposantes, que sera-ce s'il fait irruption dans le faible État pontifical? On empêchera difficilement qu'il ne fasse naître quelque grand tumulte là où ses machinations auront trouvé le moins de résistance, et alors le roi de Piémont se croira autorisé à intervenir sous le prétexte de la défense du Saint-Père ou du rétablissement de l'ordre et de la tranquillité publique, et le but inique sera ainsi atteint.

Un autre prétexte d'intervention probable se présente dans le cas suivant. Les bandes de malfaiteurs, qui sont aujourd'hui le produit de la réaction excitée par l'annexion violente du royaume de Naples, notre voisin, molestent continuellement les frontières pontificales. La répression de ces bandes a occasionné jusqu'aujourd'hui au Gouvernement du Saint-Siège de grands sacrifices sous tous les rapports, et a été de la part des troupes piémontaises, nonobstant la présence de l'armée française et la désapprobation de ses chefs, l'occasion de fréquentes violations du territoire. On comprend aisément combien plus graves et plus fréquentes seront nécessairement les violations susdites après l'évacuation des milices françaises, étant donnée la petitesse de l'armée pontificale, à peine suffisante à la sûreté intérieure. Il en résultera de nombreux conflits et des réclamations incessantes; et déjà

l'on sait par expérience quelle solution de pareilles contestations reçoivent toujours de la part de celui qui a la force de son côté.

Mais allons plus loin et supposons que le gouvernement piémontais ne veuille user ni des armes, ni des menées révolutionnaires, ni de prétextes d'intervention. Nous croyons, en effet, qu'au moins au commencement, il voudra faire parade de sa modération et garder les apparences du bon voisinage. Eh bien, dans ce cas, la tactique qui sera suivie nous a été révélée par ceux qui sont mêlés au complot et qui n'ont pas craint dans leurs écrits de dévoiler eux-mêmes leurs plans. Ils disent : Ce n'est pas nous qui devons aller à Rome, mais c'est Rome qui doit venir à nous, et cela en rendant impossible le gouvernement pontifical. Ce but devra être atteint non pas en troublant le calme matériel, mais en travaillant à la décomposition du pays, en suscitant des difficultés dans les finances, dans l'administration, dans l'exercice de la justice, et en excitant, par des promesses et de l'argent, les soldats à la désertion. En vue de cette œuvre honteuse, on a même déjà acheté plusieurs individus qui reçoivent des pensions mensuelles payées par les auteurs et par les fauteurs de ces menées sacrilèges. C'est contre de telles embûches, contre des machinations aussi perfides que le Gouvernement pontifical doit lutter, seul et pour ainsi dire sans défense. Sans doute, il fera tout ce qui est en son pouvoir pour éventer les trames iniques ; mais s'il ne réussit pas dans cette entreprise difficile, à qui en sera la faute : au gouvernement pontifical, qui n'a pas su opérer des prodiges, ou à celui qui l'a conduit petit à petit à de si dures extrémités ?

Nous comprenons parfaitement les artifices que l'on emploiera pour rejeter sur le gouvernement pontifical lui-même l'imputation des conséquences, peut-être plus terribles qu'on ne pense, d'un état de choses aussi irrégulier. On dira que le Saint-Père devait s'entendre amiablement avec ce qu'on appelle le gouvernement italien. Mais si quelqu'un a l'intention de vous dépouiller, comment pourrez-vous vous mettre d'accord avec lui autrement qu'en lui cédant tout ce qui vous appartient ? Si l'on avait pu se faire encore des illusions à cet égard, elles auraient été complètement dissipées par un fait très-récent, sur lequel on n'a pas manqué de fonder un avenir imaginaire et qui a montré l'inanité de ces projets de conciliation. Cédant à un mouvement généreux et vraiment digne de son caractère de Pontife, le Saint-Père lui-même provoqua, il y a quelque temps, des pourparlers dans un but purement religieux, pour apporter quelque allègement aux souffrances de l'Eglise catholique. Tout le monde sait comment il fut répondu à cet appel, dont le résultat négatif ferma la voie à tout arrangement raisonnable. Il ne faut pas s'en étonner, si l'on considère les conseils qui prévalent dans ce gouvernement. Peut-on espérer de celui

qui a pris la Révolution pour guide à Turin, qu'il arborera un autre drapeau à Florence? Ce qui importe surtout au parti révolutionnaire, c'est de détruire le règne social du catholicisme; il ne pourra donc pas s'arrêter avant de voir abattu de fait le domaine temporel, qui est le boulevard et la force de ce règne.

Un autre artifice encore sera employé contre le Saint-Siège, pour faire tomber sur lui la faute des événements, et déjà la presse nous en a donné des indices.

On prétendra successivement réclamer pour les habitants du territoire désormais microscopique demeuré au Saint-Siège, l'une ou l'autre réforme, en vertu de laquelle l'autorité temporelle du Souverain Pontife se réduirait à être purement nominale et par suite de laquelle aussi Rome deviendrait sinon le siège, au moins la propriété du Roi de Piémont. Et comme le Pontife devra se refuser entièrement à cette concession, à cause principalement du but de ceux qui la demanderont, on criera à l'obstination et à l'imprévoyance; et l'on attribuera à ce refus les protestations qui suivront. Ce stratagème n'est pas nouveau, et déjà il a été employé avec quelque succès dans d'autres circonstances. On compte d'autant plus sur la réussite de ce moyen que l'on raisonne ainsi : Ou bien le Souverain Pontife cédera à cette pression et alors il perdra le reste de ses États, sinon nominellement, au moins en réalité; ou bien il résistera, et alors on aura un prétexte pour le dépouiller d'une autre manière, en faisant plus facilement retomber la faute sur lui.

Cet exposé des périls et des menées auxquels est abandonné le Saint-Père, sans qu'il puisse leur opposer des moyens de défense sérieux, doit infailliblement mettre l'Europe et le monde en mesure d'apprécier l'état réel des choses et de rendre justice au Saint-Siège, en reconnaissant qu'il ne peut encourir aucun reproche du chef des événements à venir, quels qu'ils puissent être. La crise actuelle constitue la plus grande épreuve à laquelle pouvaient être soumises la sûreté et l'indépendance du Saint-Siège. Cette épreuve dépasse même celle qu'il a traversée en 1848. Alors une faction peu nombreuse en Italie, méprisée par tous les gouvernements sans exception, attenta à la souveraineté du Pontife suprême : tous savent ce qui en est advenu. Aujourd'hui, parmi les gouvernements eux-mêmes, il y en a qui s'unissent aux factions perturbatrices et cherchent par tous les moyens à arriver aux mêmes fins. Voudra-t-on supposer qu'ils ne réussiront pas, ou que le Souverain Pontife dispose aujourd'hui de moyens de résistance plus puissants?

D'après ces considérations, il vous sera aisé de vous rendre un compte exact de la nature et de la gravité des dangers auxquels se trouvera exposé le Saint-Père après le départ des troupes françaises

de Rome. J'ai voulu vous en faire un exposé plus étendu, afin qu'il vous serve de guide dans les entretiens que vous aurez avec les gouvernements étrangers au sujet de l'impression que fait au Saint-Siège le départ des troupes susmentionnées, et afin que l'on ne puisse pas croire que le Saint-Père lui-même se fait illusion sur les véritables intentions de ses ennemis. Il attend les périls indiqués ci-dessus avec cette tranquillité d'âme que lui donne la conscience de ne pas les avoir provoqués; mais si, à l'aide de toutes les forces qu'il pourra réunir, il ne réussit pas à éloigner les déplorables conséquences qui en peuvent résulter, il est bien manifeste que la faute en devra être attribuée à d'autres que lui.

Dans cette intention, je vous confirme les sentiments de mon estime la plus distinguée.

Rome, 19 novembre 1865.

Signé : G. ANTONELLI.

ÉTATS DE L'ÉGLISE.

Allocution du Pape devant le Sacré-Collège, 17 juin 1866.

C'est avec la plus vive satisfaction et un sentiment d'intime consolation que j'accepte les témoignages qui me sont si affectueusement exprimés par le Sacré-Collège et que je lis moi-même dans vos cœurs. Oui, vous l'avez dit, nous mettons notre confiance dans le Seigneur au milieu de cette terrible épreuve..... Une poignée d'hommes qui, pour bien des raisons, devraient être les plus attachés à ce Saint-Siège apostolique, en viole et en outrage les droits de la manière la plus criminelle, martyrise les ministres du sanctuaire qu'elle devrait protéger, expulse ces vénérables évêques (désignant ceux qui l'entouraient), emprisonne prêtres et laïques pour leur seul dévouement à la chaire du Prince des apôtres, multiplie les spoliations des églises et des établissements pieux (*luoghi pii*), supprime les ordres religieux, dont quelques-uns peut-être n'étaient pas sans défaut, mais n'en formaient pas moins l'ornement, la beauté, la force de l'Église entourée de leur bienfaisante et splendide variété comme d'une couronne. De tels hommes accumulent sur leur tête les trésors de la colère divine et les anathèmes de l'Église.

Ces anathèmes, moi je les renouvelle ici solennellement.

Devons-nous invoquer contre ces hommes le châtiment infligé par Pierre à Ananie et à Saphire, qui étaient cependant incomparable-

ment moins coupables qu'eux? Non, prions plutôt, afin que Dieu leur inspire les sentiments dont fut pénétré le bon larron mourant à ses côtés et qui mérita d'entendre ces mots : *Mecum eris*. Oui, prions pour eux et espérons qu'après qu'ils se seront repentis et auront expié tant d'injustices et d'iniquités, ils entendront aussi un jour une voix qui leur dira : *Mecum eritis*. Toutefois, avant que ce jour n'arrive, un autre devoir nous incombe, celui de résister énergiquement à leur volonté impie. Lorsqu'ils ordonnent des injustices, notre réponse doit être celle des apôtres : *Oportet nos obedire magis Deo quam hominibus*.

La criminelle volonté des hommes ne doit jamais prévaloir contre celle de Dieu, comme voudraient l'insinuer pernicieusement ceux qui sont responsables en partie des calamités actuelles et qui, mêlant l'erreur à la vérité, et atténuant l'antique et indestructible sentence (*indestruttibile sentenza*), s'imaginent follement pouvoir par là vaincre et subjuguier les cœurs. Le monde ne saurait être vaincu et dominé que par une ferme confiance en Dieu, par l'accomplissement de sa loi et par une prière assidue et fervente. C'est elle qui vous obtiendra cette bénédiction que j'invoque sur le Sacré-Collège, sur l'épiscopat, sur les prélats, sur le clergé, le peuple et ses représentants; c'est elle qui sera leur salut, car ce n'est que Dieu qui nous sauvera : *Domini est salus, et supra populum tuum benedictio tua*.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Dépêche de M. Bigelow à M. Seward, au sujet du retrait des troupes françaises du Mexique, datée de Paris le 4 juin 1866.

Légation des États-Unis, Paris 4 juin 1866.

Monsieur, je me suis rendu chez Son Exc. le ministre des affaires étrangères dimanche dernier, pour conférer avec lui sur l'objet indiqué dans vos instructions, n° 459, marquées « confidentielles ». Comme il avait déjà été informé du contenu de cette dépêche par le ministre français résidant à Washington, je n'ai pas eu à le lui exposer de nouveau. Ce ministre a dit que le Gouvernement impérial a proclamé son intention de se retirer du Mexique, parce que cette retraite entre dans ses convenances et dans ses intérêts et pour aucune autre raison.

Lorsque donc il a annoncé officiellement, non pas seulement aux États-Unis, mais au monde entier, que l'armée serait retirée du

Mexique en un temps spécifié, il a pensé que cette déclaration serait jugée suffisante. Le Gouvernement a fait cette déclaration de bonne foi et il a l'intention de la remplir. Son intention est de retirer son armée dans le temps prescrit et sa résolution n'est pas de prendre cent ou deux cents hommes dans le premier détachement, et un ou deux cents encore dans le second et de laisser le gros de l'armée jusqu'à la fin, bien qu'il n'ait pas jugé nécessaire de spécifier minutieusement des détails de cette espèce, qui dépendent de considérations hygiéniques et climatériques dont il est le meilleur et le seul juge compétent. « Voilà, a dit Son Excellence, ce que je désirais déclarer à votre Gouvernement. »

Je demandai à Son Excellence si j'avais jamais exprimé, par paroles ou par écrit, le soupçon que l'Empereur aurait l'intention de retirer son armée du Mexique par parties inégales. Le ministre me répondit que non. Je lui demandai alors si quelque autre personne, autorisée à parler au nom de mon Gouvernement, lui avait exprimé une pareille supposition. Il me répondit encore que non, mais qu'il avait lu des imputations de cette nature dans un de nos journaux.

J'ai répondu en substance que la presse agit pareille-même, et comme le Ministre me pria de communiquer à mon Gouvernement une réponse formelle à ce qui ressemble à une accusation de manque de sincérité et de bonne foi à l'adresse de l'Empereur, je lui ai demandé de pouvoir m'appuyer sur son autorité pour déclarer qu'aucune accusation de cette nature n'était arrivée jusqu'à lui par une voie officielle quelconque.

Il me répondit qu'il n'avait rencontré l'accusation que dans un journal.

J'ai dit ensuite que le but de vos instructions, comme je les comprends, est simplement d'obtenir une explication qui vous sera certainement demandée à vous-même par rapport à l'embarquement en France de forts corps de troupes pour le Mexique après que l'intention de retirer toute l'armée eut été officiellement proclamée.

A cela Son Excellence répliqua que, depuis qu'il m'a vu, il a reçu de ses collègues de la marine et de la guerre l'avis que l'on n'a envoyé à Mexico, cette année, aucunes troupes appartenant au corps expéditionnaire, si ce n'est le nombre de soldats nécessaires pour remplacer les manquants, mais, en tous cas, sans aucune augmentation de l'effectif. L'embarquement de troupes mentionné dans les journaux et dans votre dépêche est très-probablement celui qui a eu lieu sur le transport *le Rhône*, vers le commencement de l'année. Ce navire a touché à la Martinique, et non pas à Saint-Thomas, comme on l'a dit. Il avait à bord 916 soldats, et non pas 1200, qui appartenaient à la légion étrangère, et nullement au corps expéditionnaire.

Ces soldats avaient attendu longtemps leur transport, en France et en Algérie, avant d'aller rejoindre leurs régiments. Aucun enrôlement n'a eu lieu pour la légion étrangère depuis que l'Empereur a proclamé son intention de retirer son drapeau du Mexique, et il n'est question, à ce qu'il sache, de faire des enrôlements nouveaux.

En ce qui concerne l'embarquement de troupes recrutées en Autriche, Son Excellence me dit que c'est là une affaire entre le Gouvernement autrichien et les Mexicains et que la France n'a rien à y voir. Depuis que je lui ai signalé le fait, il a vérifié ses propres convictions à ce sujet par une communication avec les Ministres de la guerre et de la marine, et il s'est assuré qu'il n'y a aucune espèce d'engagement pris, soit pour un enrôlement, soit pour un transport de troupes d'Autriche au Mexique.

Il m'a ensuite déclaré que l'intention du Gouvernement est de retirer toute son armée du Mexique, au plus tard dans le délai spécifié dans la dépêche qu'il vous a adressée, plus tôt même si la température ou d'autres considérations le permettent, et qu'il n'est pas dans son intention de remplacer cette armée par d'autres troupes de n'importe quelle origine.

En terminant cette longue conversation, dont je vous ai fait connaître l'important résultat, j'ai exprimé au Ministre la satisfaction que me procuraient ses explications et le plaisir que j'aurais à les communiquer à mon Gouvernement.

Cette dépêche a été soumise à M. Drouyn de Lhuys, qui a approuvé le récit qu'elle contient de notre conversation.

Je suis, Monsieur, avec un très-grand respect, votre obéissant serviteur.

Signé : JOHN BIGELOW.

**Proclamation du président Johnson contre les Fénians
en date de Washington, le 7 juin 1866.**

Comme il est venu à ma connaissance que certaines personnes mal disposées, sur le territoire soumis à l'autorité des États-Unis, ont commencé, préparé, mis sur pied, et sont encore occupés à préparer et activer une expédition militaire, qui doit être conduite du territoire soumis à l'autorité des États-Unis contre les colonies, les districts et le peuple de l'Amérique britannique du Nord dans les possessions du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, avec lesquelles colonies et lesquels districts, peuple et royaume les États-Unis sont en paix;

Et comme les actes susdits constituent un grave délit, défendu par les lois des États-Unis, aussi bien que par le droit des gens :

Maintenant donc, pour empêcher l'exécution de cette entreprise illicite et mettre obstacle à cette expédition organisée sur le territoire soumis à l'autorité des États-Unis, pour maintenir la paix publique et l'honneur national, et pour faire respecter et obéir les lois des États-Unis, moi, Andrew Johnson, président des États-Unis, j'avertis et je préviens tous les bons citoyens de cette république de ne prendre aucune part à ces actes illicites, et de ne les aider, encourager et favoriser en aucune manière; et j'exhorte tous les juges, magistrats, *marshals* et officiers au service des États-Unis à employer leur autorité et leur pouvoir légitime à empêcher l'exécution de ces actes illégaux, à arrêter, à traduire en justice toutes les personnes qui tenteraient de s'en rendre coupables, et à se conformer à l'acte du Congrès qui s'applique aux infractions de ce genre. J'autorise en outre le major général George G. Meade, commandant du district militaire de l'Atlantique, à employer les forces de terre et de mer et la milice des États-Unis, à arrêter et à prévenir l'expédition et l'entreprise susdites.

En témoignage de quoi, etc.

Washington, 7 juin 1866.

Signé : ANDREW JOHNSON.

Par le Président.

Signé : WILLIAM H. SEWARD
Secrétaire d'État.

GRANDE-BRETAGNE.

Discours de la Reine à l'ouverture du Parlement anglais le 6 février 1866.

Milords et messieurs,

C'est avec une grande satisfaction que j'ai recours à votre assistance et à vos avis. J'ai récemment donné mon consentement au mariage de ma fille la princesse Hélène avec le prince Christian de Slesvig-Holstein Sonderbourg-Augustenburg. J'ai l'espoir que cette union pourra être prospère et heureuse. La mort de mon bien-aimé oncle le roi des Belges m'a profondément affligée. J'ai cependant grande confiance que la sagesse dont il a fait preuve pendant son règne inspirera son successeur et sauvegardera l'indépendance et la prospérité de la Belgique.

Mes relations avec les puissances étrangères sont amicales et satisfaisantes, et je ne vois nulle raison de craindre aucune perturbation de la paix générale. La réunion des flottes de France et d'Angleterre dans les ports de ces pays respectifs a contribué à cimenter l'amitié des deux nations et à prouver au monde leur accord amical dans l'intérêt de la paix.

J'ai vu avec satisfaction que les États-Unis, après l'heureuse issue de la lutte sérieuse qui les a si longtemps éprouvés, s'occupent sagement de réparer les désastres de la guerre civile.

L'abolition de l'esclavage est un événement qui appelle les cordiales sympathies et les félicitations de l'Angleterre, toujours la première à démontrer l'horreur que lui inspirait une institution qui révolte tout sentiment de justice et d'humanité.

J'ai en même temps la satisfaction de vous informer que les efforts et la persévérance de mon escadre ont réduit la traite des noirs sur la côte occidentale d'Afrique à de très-étroites proportions.

Une correspondance a été échangée entre mon gouvernement et celui des États-Unis, relativement aux torts faits au commerce américain par des croiseurs portant le pavillon confédéré. Des copies de cette correspondance seront mises sous vos yeux.

La reprise des relations diplomatiques avec le Brésil m'a donné la plus vive satisfaction, et je reconnais avec plaisir que les bons offices de mon allié le roi de Portugal ont contribué essentiellement à amener cet heureux résultat.

J'ai à regretter l'interruption de la paix entre l'Espagne et le Chili. Les bons offices de mon gouvernement, d'accord avec ceux de l'Empereur des Français, ont été acceptés par l'Espagne, et mon plus grand désir est que les causes de déplaisir puissent disparaître d'une manière honorable et satisfaisante pour les deux pays.

Les négociations depuis si longtemps pendantes au Japon ont été conduites avec une grande habileté par mon ministre en ce pays, et avec la coopération des représentants de mes alliés, ont été résolues de façon à mériter mon entière approbation. Les traités existants ont été ratifiés par le mikado; il a été stipulé que les lois du pays seraient revisées dans un sens favorable au commerce, et que l'indemnité due d'après les termes de la convention d'octobre 1864 serait ponctuellement exécutée.

J'ai conclu un traité de commerce avec l'empereur d'Autriche¹, qui, je l'espère, inaugurera pour cet empire les bienfaits dus à l'extension du commerce et procurera de grands avantages aux deux pays.

Les déplorable événements survenus à la Jamaïque m'ont poussée

1. 15 décembre 1865. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 354.

à faire faire une enquête impartiale, et pour maintenir l'autorité pendant toute la durée de l'enquête, j'ai nommé gouverneur de l'île et commandant en chef de l'armée de la Jamaïque un de mes officiers les plus distingués. Je lui ai adjoint deux commissaires aussi habiles que savants, qui l'aideront à rechercher les causes et les détails du dernier soulèvement, ainsi qu'à examiner les mesures prises pour le réprimer. La législature de la Jamaïque a proposé de remplacer l'ancienne constitution politique de l'île par une nouvelle forme de gouvernement. A ce sujet, un bill sera soumis à votre appréciation. Les documents relatifs à cette affaire vous seront soumis; il en sera de même des documents relatifs à l'état actuel de la Nouvelle-Zélande. J'ai donné des ordres pour faire revenir en Angleterre la plus grande partie des forces régulières employées dans cette colonie.

Je suis avec le plus grand intérêt ces événements qui se passent dans les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, et je désire un plus grand rapprochement entre les diverses provinces de ce pays, rapprochement auquel j'attache la plus grande importance.

J'ai vu avec la plus grande douleur une épidémie terrible sévir depuis quelques mois parmi le bétail dans la Grande-Bretagne, et c'est avec un profond regret et une sincère sympathie pour ceux qui ont été frappés que j'ai appris les pertes que cette épidémie a causées dans un grand nombre de comtés et de districts.

Je vois toutefois avec plaisir que, jusqu'à présent du moins, l'Irlande et une grande partie de l'Écosse ont été épargnées par le fléau, et j'espère que par les précautions que l'expérience a suggérées, ainsi que grâce à la bénédiction du ciel sur les mesures employées, on parviendra à arrêter le développement de l'épidémie dans l'avenir.

Les ordres qui ont été donnés par les lords de mon conseil privé, en vertu des pouvoirs qui leurs sont confiés par la loi en vue de prévenir la propagation de la maladie, seront mis sous vos yeux, et votre attention sera appelée sur la convenance d'un amendement des lois relatives à un objet qui affecte si profondément les intérêts de mon peuple.

Messieurs de la chambre des communes, j'ai ordonné que les états de dépense de l'année prochaine vous soient soumis; ils ont été préparés avec une considération légitime pour l'économie, et avec les conditions qui doivent assurer le maintien des services publics.

La situation commerciale est satisfaisante.

Milords et messieurs de la chambre des communes, une conspiration également subversive de l'autorité, de la propriété, de la religion, désapprouvée et condamnée également par tous ceux qui s'intéressent au maintien de ces sujets primordiaux sans distinction de classe et de croyance, a malheureusement fait son apparition en Irlande.

Le pouvoir constitutionnel des tribunaux ordinaires a suffi pour la réprimer, et l'autorité de la loi a été fermement et impartialement maintenue.

Un bill vous sera soumis sur le rapport de la commission royale nommée pour étudier la question de la peine capitale. J'ai ordonné de vous présenter différents projets pour amender et consolider la loi relative aux banqueroutes et obtenir les améliorations que cette loi exigeait.

Des mesures vous seront également soumises à l'effet d'étendre le système de crédit public aux départements des recettes et des dépenses qu'il n'a pas atteints jusqu'ici, et aussi à l'effet d'amender les provisions de la loi relatives à certaines catégories de pensions légales.

Votre attention sera appelée sur la question des serments prêtés par des membres du parlement, afin d'éviter des déclarations inutiles et d'empêcher des distinctions malheureuses entre des membres appartenant à des religions différentes sur différents points de législation.

J'ai ordonné que des instructions vous soient données relativement au droit de vote dans l'élection de membres du parlement pour les comtés, les villes et les bourgs.

Lorsque les renseignements seront complets, l'attention du parlement sera appelée sur le résultat ainsi obtenu dans le but d'améliorer les lois qui régissent le droit de vote dans l'élection des membres de la chambre des communes, de manière à fortifier nos institutions libres et à assurer le bien-être public.

Dans ces délibérations, comme dans toutes les autres, je demande constamment au Ciel que la bénédiction de Dieu tout-puissant puisse vous inspirer de manière à assurer le bonheur de mon peuple.

**Message de la Reine pour la prorogation du Parlement anglais,
le 10 août 1866.**

Milords et Messieurs,

La Reine nous a donné l'ordre, en vous relevant des travaux d'une session prolongée, de vous exprimer sa reconnaissance pour le zèle et l'assiduité que vous avez apportés à l'exécution de vos devoirs parlementaires.

« Sa Majesté est heureuse de vous informer que ses relations avec toutes les Puissances étrangères sont des plus amicales. Sa Majesté a suivi avec un très-vif intérêt les progrès de la guerre qui a bouleversé récemment une grande partie du continent de l'Europe. Sa Majesté

n'a pu voir avec indifférence des événements qui ont sérieusement affecté la position de souverains et de princes auxquels elle est unie par les liens les plus étroits de l'amitié ; mais Sa Majesté n'a pas jugé convenable de prendre parti dans un conflit où ni l'honneur de sa couronne, ni les intérêts de son peuple ne demandaient une intervention active de sa part. Sa Majesté ne peut qu'exprimer son désir sincère que les négociations actuellement en progrès entre les Puissances belligérantes puissent amener un arrangement de nature à établir une paix solide et durable.

Une odieuse conspiration, avec de vastes ramifications, et ayant pour objet le renversement de l'autorité de Sa Majesté en Irlande, la confiscation des propriétés et l'établissement d'une république, conspiration qui a son siège en Irlande, mais tire sa principale force de l'aide de citoyens naturalisés d'une Puissance étrangère et amie, a forcé Sa Majesté, au commencement de la présente session, à consentir à une mesure recommandée par son représentant en Irlande, à l'effet de suspendre temporairement, dans cette partie des domaines de Sa Majesté, l'act de l'*habeas corpus*.

Cette mesure, mise à exécution avec fermeté, mais pour un certain temps seulement, par le pouvoir exécutif irlandais, a eu pour effet de réprimer toute manifestation extérieure de projets de trahison et d'amener la sortie de l'Irlande de la majeure partie de ces Agents étrangers, par lesquels la conspiration avait été principalement organisée.

Cela n'a pas empêché cependant les chefs de ce mouvement de poursuivre leurs criminels desseins hors des limites des possessions de Sa Majesté. Ils ont même tenté, du territoire des États-Unis, une incursion contre les paisibles sujets de Sa Majesté dans les provinces américaines du Nord.

Toutefois, cette tentative d'invasion n'a servi qu'à démontrer de la façon la plus évidente la loyauté et le dévouement des sujets de Sa Majesté dans ces provinces, lesquelles sans distinction de religion ni d'origine, se sont unies pour la défense de leur Souveraine et de leur pays. Elle a servi à prouver avec quelle bonne foi et quel scrupuleux respect des droits internationaux le Gouvernement des États-Unis s'est empressé de réprimer toute tentative d'invasion dans un pays allié, et a contribué à protéger les possessions de Sa Majesté contre les maux d'une invasion déloyale.

Sa Majesté aurait été heureuse si, en clôturant la session du Parlement, elle avait pu mettre fin à la législation exceptionnelle qu'elle a dû établir au commencement de la session. Mais la protection que Sa Majesté doit à ses fidèles sujets ne lui laisse pas d'autre alternative que de demander au Parlement l'autorisation de prolonger jusqu'à la prochaine session les effets de la loi actuelle. Sa Majesté attend avec im-

patience le jour où elle pourra revenir aux prescriptions ordinaires de la loi.

Sa Majesté a été vivement émue de la crise monétaire qui a pesé sur les intérêts du pays pendant une période inouïe jusqu'ici. Toutefois, Sa Majesté constate avec plaisir que, si la crise monétaire n'a pas sensiblement diminué, les inquiétudes se calment, l'état du commerce est satisfaisant, et le peuple en général est dans une situation prospère.

Sa Majesté a la ferme conviction que la confiance ne tardera pas à renaître.

Messieurs de la Chambre des communes, la Reine nous ordonne de vous remercier de l'allocation libérale par vous faite pour le service public et pour les défenses de terre et de mer du pays.

Milords et Messieurs,

La Reine a vu avec un vif regret la crise financière qui, pendant une période d'une durée sans précédent, a pesé sur les intérêts du pays. L'embarras qui s'en est suivi a semblé un moment être aggravé par un sentiment général de défiance et d'alarme tel que la Reine, afin de rétablir la confiance, a autorisé ses ministres à recommander aux directeurs de la Banque d'Angleterre un mode de procéder approprié à la crise.

Quoique justifiable à raison des circonstances, cette mesure aurait pu amener une infraction à la loi, mais Sa Majesté a la satisfaction de pouvoir vous informer qu'aucune infraction semblable n'a eu lieu, et que bien que la crise financière ne soit pas encore mitigée d'une manière sensible, l'alarme s'apaise et la situation étant bonne et la condition du peuple généralement prospère, la Reine a le vif espoir que la confiance sera bientôt rétablie.

La Reine a vu avec satisfaction et avec un sentiment de profonde gratitude vis-à-vis de Dieu tout-puissant, qu'il a tellement favorisé les mesures adoptées pour arrêter l'effrayante peste s'attaquant à nos troupeaux, que les effets destructeurs de cette peste ont été en grande partie paralysés, et qu'il y a lieu d'espérer sa complète disparition dans un temps peu éloigné.

En attendant, la Reine a donné avec empressement son assentiment à une mesure présentée pour venir en aide aux localités qui ont eu le plus à souffrir de l'invasion du fléau.

Sa Majesté déplore que ce pays ait été à la fin exposé à l'effrayante invasion du choléra qui sévissait en d'autres contrées européennes, mais dont l'Angleterre avait été jusqu'ici heureusement préservée. La Reine a ordonné qu'une formule de prière à Dieu tout-puissant, ap-

propriété aux exigences actuelles, fût lue dans toutes les églises de ce royaume, et Sa Majesté a donné sa cordiale approbation aux mesures législatives sanctionnant l'adoption par les autorités locales des mesures que la science et l'expérience ont démontré être les plus efficaces pour arrêter la marche de cette terrible maladie.

Sa Majesté espère que ceux aux mains desquels repose une si grande et salubre autorité s'empresseront d'exercer les pouvoirs à eux confiés, et qu'ils seront secondés dans leurs efforts par tous ceux qui ont à cœur la sûreté et le bien-être de son peuple. En rapport avec ce sujet, la reine espère qu'un bill auquel elle s'est empressée de donner sa sanction, pour améliorer la navigation de la Tamise, pourra d'une manière incidente contribuer à la santé publique.

C'est avec la plus grande satisfaction que la Reine félicite le pays et le monde entier de l'heureuse issue de la grande entreprise qui avait pour but de relier télégraphiquement l'Europe et l'Amérique. On peut à peine prévoir les bienfaits que l'humanité est appelée à retirer de ce triomphe de la science.

Sa Majesté est heureuse de pouvoir exprimer combien elle sent ce qui est dû à l'énergie particulière des hommes qui, sans se laisser décourager par des échecs répétés, sont arrivés pour la seconde fois, à établir des communications directes entre les deux continents.

Sa Majesté espère qu'aucun obstacle ne viendra interrompre le succès de cette grande entreprise, qui doit, sans aucun doute, resserrer plus étroitement les liens qui unissent les colonies anglaises de l'Amérique du Nord avec la mère-patrie, et augmenter sans cesse les sentiments d'amitié qu'il est désirable de voir exister entre les États de Sa Majesté et la grande République des États-Unis.

Sa Majesté sait qu'en rentrant dans vos foyers respectifs, la plupart d'entre vous ont à remplir des devoirs qui le cèdent à peine en importance à vos devoirs législatifs. Sa Majesté a pleine confiance dans la loyauté et le dévouement avec lesquels vous remplissez ces devoirs, et elle demande instamment au Ciel que votre influence et vos efforts puissent, avec la bénédiction de la divine Providence, contribuer au bien-être général, à la prospérité et à la satisfaction du peuple.

HESSE DARMSTADT.

**Patente relative à l'avènement du Grand-Duc de Hesse
dans le landgraviat de Hesse-Hombourg.**

« Nous, Louis III, par la grâce de Dieu, grand-duc de Hesse, etc.,

Faisons savoir et constatons par la présente :

Comme il a plu au Tout-Puissant de rappeler aujourd'hui de cette vie, à sept heures du matin, après un règne prospère de près de dix-huit ans, notre bien-aimé consin Son Altesse le landgrave de Hesse, Ferdinand-Henri-Frédéric, landgrave souverain de Hesse, Prince de Hersfeld, comte de Katzenellenbogen, Diez, Ziegenhain, Nidda, Hanau, Schaumbourg, Isenbourg et Budingén, etc., etc., général de cavalerie de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique, etc., etc., et comme, par la mort de cet auguste Prince, la ligne masculine des Souverains de la maison régnante du landgraviat s'est éteinte, tous les pays, possessions et droits de cette maison reviennent à nous et à notre maison grand-ducale, en vertu de l'ordre de succession et des Traités existants.

En conséquence, nous avons pris en mains le Gouvernement du Landgraviat et pris possession des droits qui nous appartiennent comme au Souverain actuel du pays.

En déclarant et proclamant cela par la présente patente, nous comptons que nos nouveaux sujets, serviteurs et autres subordonnés nous reconnaîtront comme leur Souverain légitime, nous témoigneront fidélité et attachement, et nous prêteront obéissance, comme ils ont fait jusqu'ici à l'égard de la maison du landgraviat, et comme il convient de la part de fidèles sujets et serviteurs vis-à-vis du Souverain de leur pays.

Par contre, nous donnons l'assurance que nos efforts tendront toujours à développer la prospérité de nos fidèles sujets et à exercer avec une bienveillance paternelle, pour le bien de nos nouveaux pays, les droits de Souverain qui nous reviennent.

Les serviteurs et fonctionnaires publics, resteront tous provisoirement en charge et continueront à exercer leurs fonctions actuelles. Nous les invitons à se montrer dignes, en accomplissant fidèlement leurs devoirs, de notre gracieuse confiance et de notre sollicitude.

En foi de quoi, nous avons signé de notre propre main et revêtu de notre sceau grand-ducal cette proclamation publique.

Fait à Darmstadt, le 24 mars 1866.

Signé : LOUIS. »

ITALIE:

Note du général de La Marmora au comte d'Usedom, ministre de Prusse à Turin, sur les rapports entre l'Italie et l'Autriche, dans les provinces limitrophes de la Lombardie et de la Vénétie.

Turin, le 6 décembre 1864.

Monsieur le Ministre,

Le gouvernement du Roi a été informé dernièrement, par ses autorités sur la frontière, des nouvelles mesures de rigueur adoptées par les autorités autrichiennes à l'égard non-seulement des émigrés vénitiens qui s'y présentent pour retourner dans leur pays, mais encore des individus appartenant aux provinces vénitiennes qui, après en être sortis sans passe-port pour venir en Italie chercher du travail qu'ils n'ont point trouvé, sont repoussés par les autorités à la frontière par mesure de sûreté publique, comme dépourvus de moyens d'existence, de même que celles-ci repoussent à la frontière les vagabonds ou ouvriers sans travail appartenant aux provinces du royaume.

Ce refus de recevoir les individus de cette dernière catégorie sur le territoire autrichien, toutes les fois que leur expulsion n'a pas été précédée d'une entente entre les deux gouvernements, ne paraît point justifié par les circonstances qui ont motivé les conditions mises à l'admission des émigrés vénitiens proprement dits, qui désirent se repatrier, et le gouvernement du Roi, tout en s'abstenant pour le moment de faire traduire à la frontière les sujets autrichiens mentionnés plus haut, se plaît à espérer que les mesures qu'on leur applique actuellement ne tarderont pas à être rapportées par le gouvernement impérial. Mais ce qui est moins explicable pour nous c'est le refus que l'on vient d'opposer à l'admission à la frontière de Peschiera du Prussien Henri Hagenberger, maçon, qui se dirigeait le 17 du mois de novembre dernier vers son pays en passant par l'Autriche, muni du passe-port ci-joint, délivré par le consul de sa nation à Toulon, et visé par la légation royale de Prusse à Turin.

En me signalant ce fait par la Note dont je crois devoir mettre une copie sous les yeux de Votre Excellence, pour son information particulière, le Ministre royal de l'intérieur me fait observer avec raison que la police autrichienne s'est montrée, dans cette circonstance, bien plus sévère envers un ouvrier allemand, dont la profession devait le mettre à l'abri du soupçon, que ne l'ont jamais été les autorités italiennes, auxquelles on faisait, il n'y a pas longtemps, le reproche de mettre

des entraves à la circulation en Italie d'individus appartenant à la nationalité allemande.

Je ne doute point, par suite, que Votre Excellence ne prenne occasion de ce fait, non-seulement pour obtenir des autorités autrichiennes que ce sujet prussien puisse au plus tôt être acheminé de nouveau par l'Autriche vers son pays natal, mais encore pour demander qu'il ne soit apporté aucun changement au système qui a été en vigueur jusqu'à ces derniers temps à l'égard de sujets autrichiens qui, ayant quitté momentanément leur pays pour des motifs étrangers à la politique, se dirigent spontanément ou sont acheminés par les autorités royales vers la frontière pour rentrer dans leurs foyers.

En remerciant d'avance Votre Excellence des bons offices qu'elle voudra bien interposer pour me procurer une réponse conforme aux désirs que j'ai l'honneur de lui exprimer, je la prie d'agréer, etc.

Signé : DE LA MARMORA.

**Dépêche du comte de Barral au général La Marmora, sur
la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Bavière.**

Berlin, 10 novembre 1865.

Excellence,

Le Ministre de Bavière près cette cour royale, M. le comte de Montgelas, est venu hier soir m'annoncer officiellement, au nom de son gouvernement, l'intention du cabinet de Munich de rétablir des rapports diplomatiques réguliers avec le royaume d'Italie.

Il ajoutait que ce rétablissement, dans la pensée de son Gouvernement, aurait dû s'effectuer par la simple destination des envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires accrédités près les cours respectives, et il me déclara que le cabinet de Munich espérait que l'Italie agréerait ce moyen d'inaugurer, dans la forme la plus satisfaisante pour les deux pays, les nouvelles relations entre les deux gouvernements.

D'après les instructions que Votre Excellence, informée par moi de cet heureux événement, a bien voulu m'adresser par dépêche télégraphique, j'ai assuré au comte de Montgelas que le Gouvernement du Roi avait accueilli cette nouvelle avec une vive satisfaction et qu'on se hâterait de répondre à ces bienveillantes intentions en procédant à la nomination d'un ministre du Roi près la cour de Bavière.

La reconnaissance du Royaume italien par le Gouvernement bava-
rois est d'autant plus importante que c'est un acte spontané, fondé

sur des motifs politiques, parmi lesquels il faut compter principalement la considération de la position prise par l'Italie devant les puissances européennes et notamment devant les États de l'Église. Ce motif, sans aucun doute, facilitera le développement des dispositions amicales et la réalisation de meilleures relations commerciales entre les deux pays.

Signé : DE BARRAL.

**Dépêche du comte de Barral au général La Marmora sur
la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Saxe.**

Berlin, 14 novembre 1865.

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse de vous confirmer le télégramme que j'ai eu l'honneur d'envoyer ce matin à Votre Excellence et dans lequel je lui racontais la conversation que j'ai eue hier avec le ministre de Saxe près cette Cour.

Le comte de Hohenthal m'annonça en quelques mots que son Gouvernement était disposé à adhérer au traité de commerce sur le point de se conclure entre l'Italie et la Prusse représentant le Zollverein. Cette adhésion, ajoutait-il, entraînera la reconnaissance du royaume d'Italie et sera immédiatement suivie du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux gouvernements.

J'ai répondu que je me hâterai d'informer le Gouvernement du Roi des intentions du cabinet de Dresde.

Signé : DE BARRAL.

**Dépêche du général de La Marmora au comte de Barral, en
réponse à sa dépêche du 10 novembre sur la reconnaissance
du Royaume d'Italie par la Bavière.**

Florence, 15 novembre 1865.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement du Roi a été heureux de recevoir la nouvelle officielle de la résolution prise par le Gouvernement de S. M. le roi de Bavière de renouer avec le royaume italien de bonnes et régulières relations diplomatiques.

Le Gouvernement du Roi apprécie grandement les dispositions

mentionnées par le comte de Montgelas, au nom du cabinet de Munich, et il fera tout son possible pour prouver son empressement à y répondre.

Ça été toujours et maintenant plus que jamais notre conviction, qu'il n'y a aucun motif pour qu'une constante amitié ne règne pas entre le noble peuple allemand et le peuple italien.

Le Gouvernement royal augure bien du fait de la détermination spontanée prise par la Bavière pour le développement de ces rapports.

En vous priant de vous faire l'interprète de ces sentiments du Gouvernement du Roi, etc.

Signé : DE LA MARMORA.

Dépêche du général de La Marmora au comte de Barral, en réponse à sa dépêche du 14 novembre sur la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Saxe.

Florence, 18 novembre 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu le rapport officiel par lequel Votre Excellence m'annonce que M. le comte de Hohenthal lui a annoncé officiellement le projet du Gouvernement royal de Saxe d'adhérer au futur traité de commerce entre le Zollverein et l'Italie en impliquant le rétablissement des rapports diplomatiques entre les deux cours.

Déjà, par dépêche télégraphique, je vous ai prié de remercier M. le comte de Hohenthal de sa communication.

Le rétablissement de meilleures relations économiques et diplomatiques avec la Saxe sera apprécié justement en Italie.

Le Gouvernement du Roi a la conviction que les empêchements politiques qui s'opposent à l'exécution d'un traité régulier de commerce entre l'Italie et le Zollverein ne viennent pas de son côté; en conséquence il se borne à prendre acte de la déclaration du Gouvernement saxon, de son désir de contribuer, de la manière qu'il jugera la plus opportune, à la réalisation d'un but aussi avantageux aux intérêts des deux pays.

Signé : DE LA MARMORA.

Discours prononcé par le roi Victor-Emmanuel II à l'ouverture de la première session du Parlement (9^e législature), le 18 novembre 1865.

Messieurs les sénateurs,

Messieurs les députés.

Lorsque, dans la généreuse cité qui fut la gardienne des destinées de l'Italie renaissante, j'inaugurai les séances du parlement, je prononçai toujours des paroles d'encouragement et d'espérance, — et des événements prospères les ont toujours suivies.

C'est d'un cœur ouvert à la même confiance que je vous ai réunis aujourd'hui autour de moi, dans cette noble cité pleine de grands souvenirs.

Ici aussi, occupés de la complète revendication de notre autonomie, nous saurons vaincre tous les obstacles.

A la fin de la dernière législature, par déférence envers le chef de l'Église, et dans le désir de donner satisfaction aux intérêts religieux de la majorité du pays, mon gouvernement accueillit des propositions de négocier avec le saint-siège, mais il dut interrompre les négociations dès qu'elles purent porter atteinte aux droits de ma couronne et de la nation.

Les temps, en s'accomplissant, et la force irrésistible des événements résoudront les questions pendantes entre le royaume d'Italie et la papauté. Nous resterons fidèles à la convention du 15 septembre, à laquelle la France, de son côté, donnera son entière exécution dans le terme fixé.

Savoir attendre est aujourd'hui plus que jamais facile à l'Italie. Depuis la dernière fois que ma voix s'est fait entendre dans le parlement, la situation de l'Italie a fait bien des progrès.

Les sympathies des peuples civilisés nous encouragent à avancer dans notre œuvre. Par la communauté des intérêts et par les liens de la gratitude nous sommes en étroit accord avec la France. Nous sommes en bonnes relations avec la plupart des autres États européens et avec le Gouvernement des deux Amériques. Un large champ a été ouvert à notre commerce par des traités avantageux conclus avec l'Angleterre, la Russie, la Hollande, le Danemark, la Suisse, comme nous en avons déjà conclu avec la France, la Suède, la Belgique, la Turquie et la Perse. L'Espagne a reconnu naguère le royaume d'Italie; la Bavière et la Saxe viennent à leur tour manifester la même intention, qu'avaient déjà réalisée d'autres États allemands, la Prusse, le grand-duché de Bade et les villes anséatiques.

Ainsi les liens qui unissent entre eux les peuples de race latine se fortifient, et le peuple italien pourra entrer dans une communauté plus complète d'intérêts et d'aspirations avec les nobles populations de l'Allemagne, faisant cesser ainsi des préjugés et des rancunes surannées.

L'Italie, en prenant de la sorte la place qui lui appartient parmi les grands États d'Europe, coopérera de plus en plus au triomphe de la justice et de la liberté.

La liberté, à l'intérieur, a déjà produit des fruits admirables. En peu d'années, dans les administrations, dans les travaux publics, dans l'organisation de l'armée, on a obtenu des résultats pour lesquels ailleurs, il a fallu les efforts de plusieurs générations, ou des guerres intestines.

Tant de difficultés vaincues sont d'un bon augure pour l'avenir.

Mes ministres vous présenteront des projets de lois ayant pour objet de compléter l'unification législative du royaume, d'affranchir de l'ignorance les classes les moins fortunées, d'améliorer les conditions du crédit public, de hâter l'accomplissement des œuvres d'utilité publique les plus urgentes. Vous aurez à amender d'autres lois, d'après les conseils de l'expérience et de l'opportunité.

La difficulté principale est de ramener l'équilibre dans les finances sans nuire à la force militaire de la nation, sur terre et sur mer.

Il m'est très-douloureux qu'il faille de toute nécessité demander à mon peuple de nouveaux sacrifices. Certes, son patriotisme, messieurs, ne vous fera point défaut; les sacrifices qu'il a déjà supportés avec une constance merveilleuse m'en répondent. Mais je vous recommande de répartir ces sacrifices de la manière la plus équitable et la moins sensible, en réduisant en même temps aux limites les plus restreintes les dépenses publiques.

Le peuple italien doit se dégager de ces restes du passé qui empêchent sa vie nouvelle de se développer complètement. Vous aurez donc à délibérer aussi sur la séparation de l'Église et de l'État, et sur la suppression des corporations religieuses.

En procédant de la sorte, ni machinations ennemies, ni les chances défavorables de la fortune ne pourront détruire l'œuvre nationale.

Un changement profond, inévitable, s'opère aujourd'hui parmi les peuples européens. L'avenir est dans les mains de Dieu. — Si, pour l'accomplissement des destinées de l'Italie, de nouveaux combats devaient s'engager, je suis sûr que les vaillants fils de l'Italie se serreraient encore une fois autour de moi. Si la force morale de la civilisation prévaut, la sagesse de la nation saura en profiter.

Messieurs les sénateurs,

Messieurs les députés,

Pour qu'en toute éventualité le droit et l'honneur de l'Italie demeurent intacts, il faut avancer franchement sur le chemin de la politique nationale.

Certain de votre concours, confiant dans l'affection du peuple et dans la valeur de l'armée, je ne faillirai point à la grande entreprise que nous devons transmettre achevée aux générations futures.

**Circulaire du général de la Marmora aux agents diplomatiques
de l'Italie à l'étranger au sujet des rapports avec l'Autriche.**

Florence, le 25 novembre 1865.

Monsieur,

Le mouvement qui s'est déclaré en Allemagne pour le rétablissement de meilleures relations avec l'Italie a eu son contre-coup en Autriche. Depuis un certain temps les organes de l'opinion publique surtout dans les provinces allemandes de l'Empire, conseillent au cabinet de Vienne de négocier des accords commerciaux et même de renouer des relations diplomatiques avec le royaume. Des chambres de commerce ont pris des délibérations où elle demandent formellement au ministère autrichien, au nom des intérêts matériels de la monarchie que ses relations commerciales avec l'Italie soient améliorées. Les organes, tant officieux qu'officiels du cabinet de Vienne, ont, au contraire, déclaré en toute occasion que des négociations régulières entre les deux pays étaient impossibles, le gouvernement de l'Empereur ne voulant pas reconnaître le royaume d'Italie.

Je regrette, monsieur, de ne pouvoir contester que ce que l'on regarde comme impossible à Vienne, est, au point de vue italien, tout au moins très-difficile. Il serait certainement à désirer que les souffrances qu'impose aux populations limitrophes du Pô et du Mincio l'état de choses actuel fussent atténuées autant que possible, et le moyen le plus régulier d'arriver à ce résultat serait, sans aucun doute, le rétablissement de relations diplomatiques et commerciales sur un pied normal entre les deux gouvernements. Mais les sentiments communs qui animent les populations dont il s'agit, sont tels, les faits l'ont prouvé, qu'aucun arrangement de ce genre ne leur paraîtrait acceptable s'il ne se présentait comme un acheminement à la solution de la question vénitienne.

C'est malheureusement une de ces situations tendues et violentes qui rendent inapplicables, l'Autriche a pu l'apprendre par expérience, les règles ordinaires de la saine politique et de la bonne administration. La Vénétie a repoussé toutes les concessions, toutes les réformes de l'Autriche pour ne revendiquer que son indépendance; un accord qui, pour réformer quelques tarifs, et pour revêtir de formes diplomatiques plus régulières des relations politiques où il n'y aurait au fond rien de changé, semblerait interrompre cette sorte d'affirmation permanente de la nationalité des provinces vénitiennes, ne serait aujourd'hui ni admis ni même compris en Italie.

Cependant, loin de faire bon marché de la part de responsabilité qui pèse sur nous à l'égard des intérêts des populations respectives, nous nous sommes toujours préoccupés de diminuer, autant qu'il est en nous, les difficultés d'un état de choses que les inévitables problèmes de la question vénitienne ne rendent déjà que trop grave. Si notre dignité nous a fait un devoir de ne pas transiger sur une difficulté de forme avec les États du Zollverein, dont les intérêts réels n'ont rien d'opposé aux nôtres, les questions vitales dont il s'agit entre l'Autriche et nous sont de nature à rendre aujourd'hui inopportune de notre part toute discussion ayant trait à une reprise de rapports diplomatiques qui ne faciliterait guère, à en juger par les dispositions présentes de la cour de Vienne, une solution pacifique et qui pourrait avoir l'inconvénient de paraître préjuger les questions. Il ne resterait donc, nous le reconnaissons volontiers, qu'à procéder en dehors de toute forme qui pût engager la politique des deux gouvernements, et en vue seulement de l'amélioration de fait des relations économiques entre les deux pays.

Je suis obligé de constater que le gouvernement autrichien ne s'est pas placé jusqu'ici sur un terrain qui permette d'en venir même à un simple accommodement de ce genre.

Dans le mois d'août dernier, des ouvertures nous furent faites par l'intermédiaire d'une puissance amie pour un arrangement « d'un caractère purement local, » disait-on, entre les autorités de la Vénétie et celles des provinces italiennes limitrophes, à l'effet de faciliter et d'étendre entre elles les relations commerciales.

Je n'ai pas besoin de relever, monsieur, ce qu'il y a d'anormal et d'impraticable dans le projet d'un arrangement purement local entre les autorités administratives de certaines provinces de deux États, quand l'un et l'autre appliquent le même régime douanier à tout leur territoire et que l'un des deux au moins, personne ne l'ignore, entend conserver une entière unité d'administration pour toute la monarchie, sans aucune distinction de provinces.

Tout récemment, une démarche aussi inadmissible fut faite par l'ad-

ministration autrichienne auprès de la nôtre. La préfecture impériale et royale des finances à Venise adressa, en date du 16 septembre 1865, une note au ministre des finances à Florence demandant pour les marchandises importées *par la frontière lombarde en Lombardie et en Sardaigne* le traitement de la nation la plus favorisée, en invoquant l'article 15 du traité austro-sarde de 1851, remis en vigueur par les stipulations du traité de Zurich. Tout en constatant la singularité de cette requête, le ministre des finances y répondit pour déclarer que le gouvernement du roi d'Italie ne faisait aucune distinction entre les provinces qui ont été réunies au royaume par le traité de Zurich et celles qui en font partie en vertu des plébiscites, et qu'aucune différence de régime douanier n'est admissible entre elles.

On reconnaîtra, monsieur, qu'il était impossible de répondre autrement à de telles ouvertures, quelle que fût la sollicitude du gouvernement du Roi pour les intérêts privés qui souffrent du présent état de choses. Dans un moment où la plupart des gouvernements ressentent des besoins de paix, de transactions réciproques, de relations meilleures entre les peuples, il nous importe plus que jamais que les puissances amies, celles surtout qui ont placé la question vénitienne au premier rang de celles dont l'Europe aurait à s'occuper dans l'éventualité de la réunion d'un congrès général, apprécient à qui revient particulièrement la responsabilité des maux qu'entraîne la situation respective des deux monarchies.

Signé : DE LA MARMORA.

NORVÈGE.

Message royal du 30 septembre 1865, annonçant l'ouverture du Storthing de Norvège.

Messieurs,

En regrettant que les circonstances ne me permettent point d'assister en personne au commencement de vos travaux, je vous transmets l'expression de ma bienveillance royale, et vous souhaite toute prospérité dans l'accomplissement de votre tâche importante.

Pendant l'époque qui s'est écoulée depuis la dernière réunion du Storthing ordinaire, notre industrie, malgré des revers partiels, a tellement prospéré, que les revenus de l'État ont afflué abondamment dans ses caisses. Les dépenses extraordinaires pour notre système de défense, motivées l'année passée par les circonstances politiques, ont

pu ainsi être couvertes, sans créer aucun embarras dans l'administration des finances.

Les projets que je fis communiquer au dernier Storthing ordinaire, au sujet de plusieurs questions se rapportant à une organisation plus satisfaisante de l'armée, ne furent adoptés que partiellement. Lors de la dissolution du Storthing je lui fis part de mon intention de les soumettre à un examen ultérieur. Ce travail étant achevé, je vous soumettrai les projets basés sur son résultat. Je compte sur votre amour éclairé de la patrie, en nourrissant l'espoir que le Storthing, tandis que la situation générale admet une réflexion tranquille et approfondie, arrivera à un résultat, que je considère comme répondant aux conditions urgentes d'une organisation militaire satisfaisante.

Les débats qui se sont produits lors du dernier Storthing ordinaire concernant une réforme de la procédure judiciaire en matière criminelle, ont démontré qu'il existe une grande divergence d'opinions, non-seulement à l'égard de l'opportunité d'une pareille réforme, mais aussi relativement aux principes sur lesquels elle devrait reposer et l'extension qu'il conviendrait de lui donner. Il m'a paru que toutes ces opinions devront s'accorder à reconnaître que l'époque pour la mise à exécution d'une réforme principale ne saurait être considérée comme étant encore arrivée. Mais ceci ne doit pas empêcher que des déficiences partielles du mode de procédure judiciaire, généralement reconnues, devront être écartées, et un projet de loi dans ce but vous sera soumis.

Une commission de Norvégiens et de Suédois a été formée pour prendre en considération les améliorations qui pourraient être introduites dans le pacte d'union entre les deux royaumes. Elle a commencé ses travaux au printemps de l'année actuelle, mais plusieurs de ses membres se trouvant empêchés de les continuer, par suite de leurs devoirs comme membres du Storthing et de la Diète, la commission a dû s'ajourner pendant la réunion des représentations nationales, et ne pourra que plus tard se réunir de nouveau. Les documents relatifs à la formation de cette commission vous seront communiqués.

Des traités de commerce et de navigation ont été conclus avec Sa Majesté l'Empereur des Français. Les Royaumes-Unis ont, par ces traités, acquis pour leur commerce et leur navigation avec la France les mêmes avantages que ce pays avait accordés par des traités analogues à d'autres puissances de l'Europe. En prenant en considération l'importance de nos relations commerciales avec la France et celle de la navigation entre les deux pays, je regarde les réductions obtenues par ces traités comme étant d'un prix essentiel, et j'ai appris avec une sincère satisfaction l'accueil favorable qu'a rencontré en Norvège cette

mesure. Elle a exigé, de notre côté, des concessions du même genre que celles qui ont été accordées par d'autres puissances, qui ont conclu des traités avec la France. Quelques-unes d'entre elles supposant le concours de la représentation, la validité des traités a été subordonnée, en ce qui concerne la Norvège, à l'assentiment du Storthing. Le projet relatif à cette question vous sera remis.

L'exposition d'articles appartenant à l'industrie de la pêche qui a eu lieu, pendant le courant de l'été à Bergen, et qui est la première exposition industrielle internationale de la Norvège, a offert un témoignage satisfaisant d'une tendance au progrès et ne laissera pas d'amener des résultats importants et durables pour l'une de nos principales branches d'industrie. La bienveillance marquée de plusieurs puissances et nations étrangères en faveur de cette entreprise leur a assuré des droits à notre reconnaissance.

Le Storthing recevra avec satisfaction la communication qui lui sera faite de l'heureux accroissement de la maison royale, par la naissance d'un prince dont il a plu à la Providence de bénir de nouveau l'union de mon bien-aimé frère, S. A. R. le prince Oscar.

Nos relations avec toutes les puissances étrangères continuent à porter l'empreinte de la confiance et de l'amitié.

En appelant sur vos travaux les bénédictions du Tout-Puissant, je vous renouvelle, messieurs, les assurances de toute ma bienveillance royale.

Donné au Château de Stockholm, le 30 septembre 1865.

CHARLES.

**Discours du Roi à la clôture de la session du Storthing,
le 14 juin 1866.**

Loyaux Messieurs et Norvégiens,

Le dix-huitième Storthing ordinaire de Norvège vient d'achever sa tâche. Nous pouvons envisager avec satisfaction le résultat de la session, car sous plusieurs rapports nous avons fait des progrès dont quelques-uns sont de nature à faire espérer qu'ils exerceront une influence particulière sur le développement futur du pays. Il faut surtout se rappeler les libertés accordées par de nouvelles lois au commerce et à l'industrie, et les principes plus libéraux introduits dans les impôts douaniers; ces principes, après avoir reçu une forte impulsion par le traité de commerce conclu avec la France et ratifié par le Storthing, ont été poussés plus loin que je n'avais osé le proposer pour le moment en raison de considérations financières. Les crédits

que j'ai demandés pour introduire des améliorations dans l'administration et pour divers autres progrès m'ont en général été accordés avec une libéralité que je sais apprécier. Mes projets tendant à mettre l'armée sur un meilleur pied n'ont été adoptés qu'en partie. Tout en regrettant que le Storting n'ait pas pris des mesures plus complètes pour contribuer à donner à l'armée norvégienne une organisation conforme aux exigences de notre époque, et sans laquelle l'armée ne pourra jamais répondre aux vœux qu'un peuple libre doit former pour la défense de son indépendance, je conserve cependant l'espoir qu'il sera réservé à l'avenir de fournir une connaissance plus claire des questions qui se rattachent à cette affaire, et par conséquent plus d'unité dans leur appréciation.

Empêché de clore moi-même vos délibérations et de me trouver encore une fois au milieu de vous avant votre retour dans vos foyers, je vous envoie mon salut d'adieu en priant le ciel de bénir le pays de Norvège et ses habitants.

PORTUGAL.

**Discours prononcé par le Roi à l'ouverture des Cortès,
le 2 janvier 1866.**

Dignes Pairs du royaume et messieurs les Députés de la nation portugaise, je viens de rentrer dans le royaume avec S. M. la Reine, mon auguste épouse, et avec le Prince royal, mon bien-aimé fils, et j'éprouve la plus vive satisfaction à me voir entouré des Représentants du pays.

L'autorité royale dont il a été le dépositaire pendant mon absence ayant été assumée par l'illustre Prince, mon estimé père, le Roi Dom Fernando, il me plaît, avant tout, de reconnaître, en cette occasion solennelle, la sagesse et la prudence avec lesquelles il a gouverné ces royaumes, comme cela devait être, si l'on considère les vertus et hautes qualités que dans diverses conjonctures et pendant si longtemps il a montrées à la tête des affaires publiques.

Dans la visite que j'ai faite à quelques Souverains de l'Europe, mes augustes alliés, j'ai reçu, et la Reine et le Prince Don Carlos ont reçu, les témoignages les plus éclatants d'amitié et de sympathie.

L'Italie, quand elle a revu la fille chérie de ses rois, a poussé ses démonstrations jusqu'à l'enthousiasme. La bienveillance des Souverains et la faveur des peuples ayant ému mon âme, ont des droits à

ma reconnaissance. J'ai la satisfaction de vous annoncer que les relations d'amitié et de bonne harmonie continuent d'exister entre le Portugal et les autres nations. Dans l'intérieur du royaume ont été maintenues heureusement inaltérables la sûreté et la tranquillité publiques. Il en a été de même dans tout le reste de la monarchie.

Mon Gouvernement présentera aux cortès quelques projets de loi sur les diverses branches de l'enseignement primaire et sur l'hygiène publique. Pour former de bons citoyens, il est nécessaire d'éclairer leur intelligence et de fortifier leurs corps pour le travail, base de la richesse nationale et source de nombreuses vertus. J'ai la confiance que vous donnerez à ces questions l'attention qu'elles méritent.

Sont soumis à votre examen, attendant une solution dans cette session législative, divers projets de lois qui se recommandent par leur importance : Un projet de code civil, le projet qui étend et règle la liberté de la presse et celui qui établit le désamortissement des biens des diverses corporations et œuvres pies méritent entre autres votre mûre appréciation.

Divers travaux sont déjà avancés. Ils font espérer dans un bref délai une importante transformation dans la législation civile, criminelle et commerciale.

Heureusement les obstacles qui s'opposaient à la prochaine installation des juridictions conservatrices et conséquemment à l'exécution de la loi hypothécaire ont disparu, et le Gouvernement ne néglige rien pour activer les travaux nécessaires à l'effet de procéder convenablement à la circonscription des paroisses, préliminaire indispensable d'une réforme plus large et plus avantageuse.

Les travaux publics ont continué dans tout le royaume avec le plus grand développement compatible avec les ressources allouées par la loi à cette fin. Mais dans cette branche de l'administration publique, il nous faut procéder d'une manière incessante. Notre mode de transport accéléré réclame son complément, et les chemins ordinaires doivent compléter le réseau de nos communications en les subordonnant à la direction des voies ferrées.

Pour atteindre ce but, il aura été fait un grand pas par la conversion en lois des projets soumis au Parlement pour assurer la construction de notre réseau du sud-est et pour compléter le chemin de fer du Nord, en le conduisant à un point plus central, en la ville de Porto. Les améliorations commerciales que vous avez approuvées, en même temps qu'elles stimulent notre industrie, doivent faciliter nos nouveaux traités avec l'Europe et l'Amérique.

Le Gouvernement compte dans le cours de la présente session législative soumettre au Parlement quelques conventions internationales. On vous soumettra également quelques projets de lois tendant à ren-

dre plus productives les dépenses faites pour l'armée en améliorant les services de son ressort, en élargissant les ressources de son instruction théorique et pratique et en réglant convenablement ce qui a trait à la justice et à l'administration militaires.

Les colonies exigent une attention toute spéciale. Développer leurs richesses naturelles de manière à les rendre un secours plutôt qu'une charge pour la mère-patrie, doit être la pensée et le but commun. Quelques projets dans ce sens ont été présentés aux cortès et d'autres dispositions de même nature leur seront soumises.

La situation de la finance nationale réclame la plus sérieuse attention des pouvoirs publics. Mon Ministre des finances vous présentera le budget des recettes et des dépenses de l'État pour la prochaine année économique, et les mesures indispensables pour faire face aux besoins du Trésor, afin de continuer, comme jusqu'ici, à satisfaire intégralement aux charges ordinaires du service et à acquitter les intérêts de notre dette consolidée. L'économie la plus sévère et la mieux entendue dans les dépenses est surtout aujourd'hui indiquée par les circonstances. J'ai la confiance que vous apporterez à cette importante branche du service de l'État toute l'attention qu'elle exige.

Dignes Pairs du royaume et messieurs les Députés de la nation portugaise, j'attends de votre zèle éclairé et de votre dévouement au pays que vous consacrerez toutes vos facultés à l'examen des affaires qui vous seront soumises et à la réalisation de la prospérité publique.

J'ai décidé que les Ministres qui ont assisté mon auguste père pendant la régence continueraient d'exercer leurs fonctions.

La session est ouverte.

Circulaire de M. Casal Ribeiro aux agents diplomatiques du Portugal à l'étranger, au sujet de la politique extérieure, en date de Lisbonne le 29 mai 1866.

Monsieur, par décret du 9 courant, S. M. le Roi a daigné me confier le portefeuille des affaires étrangères, ainsi que cela a déjà été annoncé à Votre Excellence par dépêche du 11. Depuis mon entrée en fonctions, j'ai eu, à diverses reprises, l'honneur d'exposer devant la représentation nationale les principes du cabinet, en ce qui touche aux relations internationales et à la politique extérieure dans les conjonctures présentes. Ces principes, dont Votre Excellence trouvera le

développement dans mes discours publiés dans les nos 107, 111, 113 et 115 du *Diario de Lisboa*, sont en résumé les suivants :

1° Développer les relations commerciales du Portugal avec les autres nations du monde civilisé, de manière à resserrer et à fortifier, par une solidarité plus intime des intérêts économiques, les liens d'amitié et de bienveillance mutuelles qui nous unissent heureusement à ces nations.

2° Conserver dans la grande lutte qui paraît imminente en Europe une impartialité complète, une neutralité loyale et absolue, attendu que, dans les questions pendantes, telles qu'elles se posent pour le moment, ni la dignité, ni le droit, ni les intérêts du Portugal ne se trouvent en jeu.

3° Resserrer très-particulièrement les liens d'amitié et de confiance existant entre nous et le royaume voisin, liens qu'il est de l'intérêt des deux peuples péninsulaires de rendre chaque jour plus intimes et cordiaux en donnant à la fraternité du Portugal et de l'Espagne la seule base solide, la seule compatible avec les traditions glorieuses des deux nations, la seule profitable à leur bonheur commun : — le plein et mutuel respect de l'indépendance de chacune d'elles.

Telle est la politique que, dans la situation présente de l'Europe, le cabinet désire et compte maintenir. Si, ce qu'il plaise à Dieu d'éloigner, et ce qui heureusement n'offre aucune probabilité, il venait à surgir quelque éventualité menaçante pour l'indépendance nationale, pour l'inviolabilité du territoire, pour la dignité du drapeau ou pour les droits de la couronne et de la nation, le cabinet trouverait pour la défense de ces principes, qu'a mis sous sa garde la confiance du Roi, un appui énergique et unanime dans les sentiments du peuple portugais.

Cette politique a mérité l'approbation des deux Chambres, et je suis persuadé qu'elle obtient aussi l'approbation du pays. Autre ne saurait être le sentiment général d'un peuple qui, s'il tourne ses regards vers le passé, s'enorgueillit des traditions patriotiques de sept siècles et des nobles enseignements de son histoire, et qui, s'il considère le présent, se fait gloire d'avoir su, en peu d'années, nouer l'alliance indissoluble de la monarchie légitime avec les larges libertés que consacrent les institutions modernes.

J'espère donc que Votre Excellence, non-seulement dans ses relations officielles avec les membres du Gouvernement de..., mais encore dans ses conversations particulières avec les membres du corps diplomatique et les personnages les plus importants du Pays, ne négligera aucune occasion d'affirmer et de soutenir cette politique comme la seule conforme avec les principes du droit des gens dans la situation

particulière de notre Pays. En ceci comme en tout, je compte sur la loyale coopération, le zèle et la prudence de Votre Excellence.

Dieu garde Votre Excellence.

Secrétairerie d'État des affaires étrangères le 29 mai 1866.

Signé : CASAL RIBEIRO.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Discours prononcé par le prince Charles après avoir prêté serment à la nouvelle constitution, le 12 juillet 1866.

Monsieur le président et messieurs les députés,

L'acte qui vient d'être accompli est le plus important dans la vie d'un peuple. Par la Constitution que nous donnons aujourd'hui à l'État roumain, nous réalisons les aspirations légitimes de la nation, en garantissant les intérêts de toutes les choses et tous les droits qu'un citoyen doit trouver dans une société civilisée.

Cet acte est pour moi, en particulier, l'acte le plus solennel de ma vie, car il est le pacte définitif qui me lie à jamais aux destinées de ma nouvelle patrie, la Roumanie.

Si la nation roumaine a pu passer par tant de siècles de souffrances et de vicissitudes sans perdre son existence, elle doit cela non-seulement au courage de nos ancêtres, mais aussi à la sagesse et à la patience qui ont caractérisé de tout temps ce peuple. Il a su défendre sa patrie et ses droits, en maintenant ses aspirations dans le cercle du possible et dans les limites désignées par sa position géographique.

Accablée par les luttes intérieures, la nation roumaine a acclamé le principe de l'union et du prince étranger comme son seul salut, comme le seul moyen de consolidation et de prospérité. Aujourd'hui que ces vœux sont accomplis par l'abnégation, la persistance et la prudence des Roumains, ainsi que par la sollicitude de la cour suzeraine et des hautes puissances garantes; aujourd'hui que, par la Constitution, les bases de nos lois sont enfin fixées et établies, nous devons tous nous donner la main, et, étroitement unis, maintenir, développer et fortifier ce que nous avons obtenu.

Marchant avec calme et dignité dans cette voie, nous serons respectés à l'extérieur, et nous gagnerons la confiance de la Sublime Porte et des hautes puissances garantes.

A l'extérieur comme à l'intérieur, notre ligne de conduite est simple.

Notre neutralité, garantie par les grandes puissances de l'Europe, est un gage précieux pour notre avenir. Cette neutralité nous impose des devoirs que nous devons accomplir avec loyauté et sincérité.

Les liens séculaires qui unissent la Roumanie à la cour suzeraine et qui ont toujours été pour les Roumains une sauvegarde puissante dans les temps les plus difficiles, doivent être respectés et maintenus. Les preuves incontestables de nos sentiments à cet égard seront reçues, je n'en doute pas, par la Sublime-Porte comme une garantie pour l'avenir.

Nous ne sommes l'allié d'aucune puissance, et nous mettrons tous nos efforts pour ne créer aucun embarras aux puissances voisines. Notre intérêt est de vivre en bonne harmonie avec elles.

Le but des préoccupations et des travaux de la nation doit être le développement de ses forces morales et matérielles.

Relever l'Eglise roumaine en la rétablissant sur des bases canoniques et fortifier le sentiment religieux dans nos cœurs; répandre l'instruction dans toutes les classes; donner une bonne justice et une bonne administration qui détruisent tous les abus en poursuivant et en punissant sévèrement les coupables; mettre l'ordre et introduire l'économie dans nos finances pour faire cesser la gêne actuelle et pour donner un nouvel essor à la prospérité nationale; améliorer l'agriculture, la source la plus grande de nos richesses, multiplier nos voies de communication et établir des institutions de crédit comme le seul moyen de donner une impulsion au commerce, voilà la tâche que nous devons accomplir.

Le Pays est entré dans un état normal. Un Gouvernement monarchique constitutionnel est établi. Mettons tous nos efforts pour que, par la loyale et sincère application des principes posés par la Constitution, celle-ci puisse produire ses fruits bienfaisants.

Représentants de la nation, étranger à toute lutte, pour moi le passé ne consiste que dans les belles actions de cette nation. Avec cet héritage sacré, tous unis, nous pourrons marcher avec facilité et assurance dans la voie qui est ouverte devant nous.

CHARLES.

LASCAR CATARGI, JEAN BRATIANO, JEAN CANTACUZÈNE, JEAN
GHICA, CONSTANTIN ROSETTI, DÉMÈTRE STURDZA.

PRUSSE.

Dépêche du comte d'Usedom au général de La Marmora en réponse à sa dépêche du 6 décembre 1864 au sujet des rapports avec l'Autriche dans les provinces limitrophes.

Turin, le 6 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Après avoir informé la lieutenance impériale et royale de Venise du refus de réadmission opposé par les autorités impériales à un certain nombre de sujets autrichiens à la frontière vénitienne, ainsi que Votre Excellence m'en avait fait la demande par sa Note du 6 décembre dernier, je viens de recevoir maintenant une réponse dont j'ai l'honneur de faire suivre le contenu.

Le cas s'est présenté souvent, dit la Note de la lieutenance impériale, que des individus qui, par l'obtention de l'émigration, avaient perdu la qualité de sujets autrichiens ou qui n'avaient jamais possédé l'indigénat de l'empire, ont réussi à la frontière à se faire admettre, sur la simple mais fausse déclaration d'être sujets autrichiens.

Pour mettre fin à ce procédé, la lieutenance de Venise a donc ordonné aux autorités impériales de la frontière de refuser à l'avenir l'entrée à tout individu dépourvu de passe-port régulier, d'en référer à Venise et d'y prendre les ordres pour chaque cas spécial : car ce n'est que l'autorité centrale à Venise qui se trouve en possession suffisante des données nécessaires pour juger de la qualité d'indigénat de ceux qui demandent l'admission.

Les autorités royales italiennes de la frontière admettent au contraire sur le territoire italien des individus non munis de papiers de légitimation. C'est pour cette seule raison que ces derniers, ne pouvant constater leur indigénat à leur retour, éprouvent des difficultés qui leur seraient épargnées d'avance si on leur demandait leurs papiers avant de les faire passer sur le territoire italien.

Signé : COMTE D'USEDOM.

Note du chevalier Bunsen, chargé d'affaires de Prusse, au général de La Marmora sur les rapports de l'Italie avec l'Autriche à la frontière de la Vénétie.

Florence, 30 août 1865.

Monsieur le Ministre,

Par une communication du 5 mai dernier, le Ministre impérial et royal des affaires étrangères m'avait informé d'un décret de la lieutenance impériale et royale à Venise, du 21 octobre de l'année dernière, décret qui, en vue de l'état de choses anormal d'alors, enjoignait aux autorités impériales des mesures de précautions relatives à l'admission à la frontière de sujets autrichiens illégalement absents qui désireraient retourner dans leur pays.

Je viens de recevoir du ministère impérial une nouvelle communication, en date du 21 courant, que j'ai l'honneur de joindre ci-après en copie, par laquelle le Gouvernement impérial exprime sa vive satisfaction de se trouver maintenant à même de m'informer que les mesures exceptionnelles susmentionnées ont cessé d'être en vigueur.

En me réjouissant de pouvoir faire cette communication à Votre Excellence, je profite, etc..

Signé : DE BUNSEN.

ANNEXE.

M. de Meysenbug au comte d'Usedom, à Florence.

Vienne, le 21 août 1865.

Monsieur le Comte,

Par ma Note du 5 mai de cette année j'ai eu l'honneur de vous communiquer le contenu d'une ordonnance du lieutenant impérial de Venise, chevalier de Toggenburg, en date du 21 octobre de l'année dernière, par laquelle, vu l'état anormal du moment, les autorités royales et impériales étaient obligées de prendre des mesures spéciales de précaution relativement aux sujets de l'empire, illégalement absents et faisant retour dans leur patrie.

J'ai la vive satisfaction de pouvoir informer Votre Excellence que ces mesures exceptionnelles ont cessé d'être en vigueur.

Signé : DE MEYSENBURG.

**Discours d'ouverture des Chambres prussiennes, prononcé
par le comte de Bismarke le 15 janvier 1866.**

« Illustres, nobles et honorés Messieurs des deux Chambres de la Diète,

« S. M. le Roi a daigné me charger d'ouvrir la Diète de la monarchie en son nom.

« Dans la dernière session, comme dans les précédentes, la loi du budget, prévue par l'article 99 de la Constitution, n'a pu être établie par suite du défaut de l'accord nécessaire des Chambres entre elles et avec la Couronne. On a donc été obligé de gérer encore, dans l'année écoulée, l'administration de l'État, sans une pareille loi.

« L'état des recettes et dépenses qui a servi de règle pour l'administration financière de cette dernière année a été porté officiellement à la connaissance publique.

« Le budget de l'année courante sera présenté sans délai à la Diète. Il vous donnera la conviction que nos finances se trouvent constamment dans une situation favorable.

« Dans la plupart des branches d'administration il a été possible, d'après l'expérience faite, de prévoir une augmentation des recettes qui a fourni les moyens de satisfaire, dans les prévisions du budget, à de nombreuses augmentations des besoins, et d'attribuer une somme convenable à une amélioration ultérieure du traitement des employés les moins rétribués, sans rompre l'équilibre des recettes et des dépenses.

« Conformément à la réserve contenue dans l'article 8 de la loi du 21 mai 1861 sur l'impôt foncier, il sera soumis aux Chambres un projet de loi fixant définitivement l'assiette de la sous-répartition et de la perception de l'impôt foncier dans les six provinces orientales de la monarchie. Les travaux relatifs à l'exécution de la loi sur l'indemnité due pour la contribution foncière sont poussés activement, et on peut espérer que le paiement des capitaux d'indemnité sera fait dans le courant de cette même année.

« La situation des finances permettra de diminuer peu à peu les taxes additionnelles des frais judiciaires, et d'y renoncer complètement dans l'espace de quelques années. Il vous sera soumis un projet de loi relatif à l'exécution de cette mesure.

« La situation économique du pays peut être considérée comme satisfaisante. Sans doute la dernière récolte a été insuffisante en partie; mais si quelques objets nécessaires à la vie ont augmenté de prix, la libre activité du commerce suffit néanmoins, avec les nouveaux

moyens de communication, pour compléter l'approvisionnement en grains qui manque dans quelques contrées.

« D'ailleurs la fréquentation des chemins de fer, l'activité de l'exploitation des mines, le mouvement des industries et l'occupation que trouvent largement les classes laborieuses, prouvent que le développement marche avec vigueur. On aura recours à votre coopération dans l'intérêt de ce développement. Il vous sera soumis des projets de loi tendant à assurer, par des affectations extraordinaires, la puissance productive de certains chemins de fer, à étendre la sphère d'action de la Banque de Prusse, et à lever des restrictions qui s'opposent encore à l'emploi libre de la force du travail.

« Les traités de commerce et de douane, qui ont formé dans la dernière session un des objets de vos délibérations, ont été complétés par le renouvellement des traités avec le Luxembourg, Anhalt et Brême. Un traité de navigation a été conclu avec la Grande-Bretagne, un traité de commerce avec l'Italie, et le Gouvernement espère avec confiance que tous les États du Zollverein le ratifieront. Lesdits traités vous seront soumis.

« L'ordonnance du 10 novembre dernier a clos la série des mesures royales par lesquelles devait être formée la première Chambre, et la Chambre des Seigneurs a reçu les bases fixes qui répondent à sa position dans l'organisation de l'État, et qui ne peuvent être changées que par une loi.

« Après des délibérations infructueuses de plusieurs années sur les projets de loi qui avaient pour but un allègement et une abréviation de la durée du service militaire dans la landwehr, ainsi qu'une répartition plus juste du service militaire en général, le gouvernement du Roi ne saurait attendre que le renouvellement de propositions de ce genre ait des résultats favorables. Il s'en tiendra donc provisoirement aux dispositions légales qui existent sur l'obligation du service militaire.

« Le Gouvernement, en regrettant cette décision à laquelle il se voit forcé, n'en reste pas moins pénétré de la nécessité de maintenir l'organisation actuelle de l'armée, qui a été créée avec la coopération de la représentation antérieure du pays, qui depuis a été éprouvée pratiquement et qui n'est pas contraire aux lois existantes, et de demander pour l'avenir aussi les moyens pécuniaires pour ce service.

« De même que l'an passé, le Gouvernement de Sa Majesté persiste dans son désir de favoriser le développement rapide et vigoureux de la puissance militaire de la Prusse. Pour la fondation d'établissements de ports convenables, pour l'acquisition de navires et leur armement, l'emploi de moyens extraordinaires sera indispensable. Un projet de loi sera de nouveau présenté à ce sujet à la Chambre, d'autant plus que le rè-

glement relatif à la possession de Kiel, qui a été fait dans l'intervalle, a levé les principales objections qui ont été opposées l'an passé au projet de loi.

« Les relations de la Prusse avec tous les États étrangers sont de nature pacifique et amicale. S. M. l'empereur d'Autriche ayant cédé, par le traité conclu à Gastein et à Salzbourg, au roi de Prusse sa part aux droits de souveraineté sur le duché de Lauenbourg, ce duché a été réuni à la couronne de Prusse, et c'est la volonté de Sa Majesté de faire jouir ce pays de tous les avantages de protection et de sollicitude que lui offre cette réunion, tout en ménageant ses droits particuliers.

« La décision définitive sur l'avenir des deux autres duchés est réservée dans le même traité à un arrangement ultérieur; mais par sa possession du Schleswig et la position acquise dans le Holstein, la Prusse a un gage suffisant que cette décision ne pourra être prise que d'une manière qui réponde aux intérêts nationaux de l'Allemagne et aux justes prétentions de la Prusse.

« Se fondant sur sa propre conviction, corroborée par l'avis des syndics de la Couronne, S. M. le Roi est résolu de retenir fermement ce gage dans toutes les circonstances, jusqu'à ce que le but indiqué soit atteint, et il sait que cette résolution s'appuie sur l'approbation de son peuple.

« Pour préparer l'exécution du canal qui doit relier la Baltique à la mer du Nord, le Gouvernement a l'intention d'invoquer la coopération de la représentation du pays par un projet de loi particulier. L'importance de cette œuvre et du développement de la puissance maritime nationale qui doit en être la conséquence pour la position de la Prusse et pour l'emploi qu'elle pourra en faire dans l'intérêt général de l'Allemagne; donne de nouveau à S. M. le Roi la confiance que, dans l'examen des projets qui seront présentés à ce sujet, les divergences d'opinions sur des questions intérieures et les sentiments de parti se subordonneront aux devoirs envers la patrie commune, et que les deux Chambres prêteront la main à la Couronne, avec unanimité et en temps opportun, pour l'aider à remplir les tâches nationales qui incombent en plus forte proportion à la Prusse en raison de sa situation vis-à-vis des duchés de l'Elbe. Par les dispositions du traité de Gastein, concernant le port de Kiel, ce port, qui manquait jusqu'ici à la future flotte allemande, lui a été assuré, et ce sera l'affaire de la représentation nationale prussienne de mettre le gouvernement en position d'ouvrir les négociations avec ses confédérés sur une base digne de la Prusse.

« Dans le cours de l'année dernière, S. M. le Roi a reçu dans quatre provinces le renouvellement des hommages des pays unis pour la pre-

nière fois, ou unis de nouveau avec la monarchie prussienne il y a cinquante ans.

« L'esprit dans lequel cette fête a été célébrée partout a rendu témoignage de la conscience élevée qu'a notre peuple des grandes choses que Dieu a faites pour l'État prussien, du développement progressif du bien et de la bénédiction qui ont été accordés avec tant d'abondance à notre patrie dans toutes les branches de la prospérité publique.

« La population de ces provinces a manifesté avec enthousiasme sa reconnaissance pour l'administration fidèle, paternelle de nos princes, et a juré de nouveau de garder aussi de son côté cette fidélité. En remerciant Dieu et en promettant de vouloir favoriser aussi à l'avenir la situation heureuse de toutes ses provinces, Sa Majesté a exprimé de nouveau la ferme assurance qu'un lien de confiance embrasserait maintenant et toujours le prince et son peuple, et que Dieu continuerait à étendre sa main protectrice sur la Prusse.

« Le Gouvernement de Sa Majesté a la conscience que la volonté ne lui manque pas de servir son maître royal dans le sens de celui-ci. Il a la conviction que dans un examen impartial, sans passion, et portant purement sur les faits, des résultats auxquels il a été donné d'arriver, de même que de ceux auxquels il tend encore avec l'aide de la représentation du pays, il se trouve assez d'objets et de buts sur lesquels tous les partis sont d'accord.

« Si vous êtes guidés, Messieurs, par le vœu de chercher et de maintenir ces points d'union, la bénédiction et le succès ne manqueront pas à vos efforts.

« Je déclare donc, au nom de S. M. le Roi, que la session des Chambres de la monarchie est ouverte. »

Discours de clôture de la session des chambres lu par le comte de Bismarck, le 23 février 1866.

Illustres, nobles et honorés Messieurs des deux Chambres de la Diète!

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi avait ouvert la présente session, non dans l'attente d'une solution immédiate du conflit constitutionnel qui est pendant, mais avec l'espoir néanmoins que le désir d'une conciliation qui anime le peuple prussien, trouverait aussi dans la représentation du pays un écho suffisant pour rendre possible la coopération des pouvoirs de l'État en vue de la confection de lois

utiles, et pour modérer, en déployant une activité commune au service de la patrie, la vivacité de l'opposition dans laquelle la Chambre des Députés s'est trouvée engagée vis-à-vis de la Couronne et de la Chambre des Seigneurs.

C'est dans cet espoir que le Gouvernement a ouvert la Session selon la volonté de Sa Majesté le Roi, sans donner de son côté un nouvel aliment au différend ou porter atteinte aux bases d'une entente future.

La première manifestation qui, en réponse, sortit de la Chambre, fut un discours du président dans lequel celui-ci exprima les dispositions hostiles de la majorité de la Chambre par des reproches dénués de fondement et provoquants contre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi.

L'activité ultérieure de la Chambre répondit à ce commencement ; elle ne tendait pas à la paix, mais à la lutte ; elle n'était pas consacrée aux projets de loi, mais au désir de chercher des occasions d'attaquer le Gouvernement sur des terrains que la Constitution n'a pas attribués à la compétence de la représentation du peuple, et sur lesquels, par suite, l'activité de la Chambre des Députés devait rester infructueuse. C'est dans ce sens qu'on a mis en question l'union du duché de Lauenbourg avec la Couronne de Prusse, saluée avec joie par tout le pays, et, par suite, le droit constitutionnel du Roi de conclure des traités publics n'imposant pas de charges à l'État.

C'est dans ce sens qu'a été dirigée par la résolution du 10 février une attaque contraire à la Constitution contre l'indépendance concertée des tribunaux garantie par l'article 86 de la Constitution, en même temps qu'on essayait d'ébranler la considération bien fondée dont jouit dans le peuple l'administration prussienne de la justice, et de porter atteinte publiquement à l'honneur d'un corps de juges dont l'impartialité forme aujourd'hui encore, comme depuis des siècles, une des gloires de notre patrie. Par une autre résolution, la Chambre des Députés a lésé l'article 45 de la constitution et s'est attribué les droits du pouvoir exécutif, qui appartient à Sa Majesté seule, en entreprenant de donner aux fonctionnaires du Roi des prescriptions relatives aux devoirs de leur service.

Vis-à-vis de ces empiétements, le Gouvernement a dû se demander s'il était possible, en général, d'attendre de la continuation des travaux de la Chambre des résultats avantageux pour la prospérité intérieure du pays. S. M. le Roi a voulu qu'on s'abstînt de répondre à cette question jusqu'à ce que la Chambre eût terminé ses délibérations sur une proposition dans laquelle les efforts conciliateurs d'une minorité avaient trouvé leur expression.

Le cours de ces délibérations n'a pu faire disparaître la crainte du

Gouvernement que, sur la voie prise par la Chambre des Députés, le pays ne fût conduit à des dissidences plus graves encore, et que la conciliation de celles qui existent déjà ne fût rendue plus difficile pour l'avenir aussi.

Pour éviter ce résultat, S. M. le Roi a ordonné de clore les séances de la session ouverte le 15 janvier. Par ordre du Roi, je déclare close la Diète de la monarchie.

RUSSIE.

Rescrit de l'Empereur au prince Paul Gagarine, président du Conseil des ministres à la suite de la tentative d'assassinat faite sur sa personne, en date du 13/25 mai 1866.

Prince Paul Pavlovitch,

Les témoignages unanimes de fidélité, de dévouement et de confiance que j'ai recueillis de la part de la nation dont le gouvernement m'a été confié par la divine Providence, sont pour moi un gage des sentiments que j'envisage comme la plus belle des récompenses pour la sollicitude que je ne cesse de vouer à la prospérité de la Russie.

Plus cette conviction est consolante pour moi, plus aussi je considère comme un devoir de préserver le peuple russe de ces éléments pervers, de ces doctrines menteuses qui pourraient dans l'avenir troubler l'ordre public, si l'on ne mettait obstacle à leur développement.

L'attentat qui, sur tous les points de la Russie, a provoqué l'expression du dévouement de mes fidèles sujets, a servi en même temps à manifester avec plus d'évidence les voies par lesquelles ces funestes doctrines se sont propagées et développées. Les recherches poursuivies par la Commission spéciale d'enquête instituée par mon ordre indiquent déjà la racine du mal. C'est ainsi qu'il a plu à la Providence de manifester aux yeux de la Russie les conséquences qu'il y a à attendre de ces tendances et de ces doctrines sophistiques qui s'attaquent audacieusement à tous les objets que les siècles nous ont appris à vénérer, à la foi religieuse, aux bases de la famille, de la propriété, de l'obéissance aux lois et du respect du pouvoir établi.

Mon attention s'est déjà portée sur l'éducation de la jeunesse. J'ai transmis mes directions pour qu'elle soit élevée dans un esprit religieux, dans le respect du droit de propriété et des principes fondamentaux de l'ordre public, et pour que toute propagande avouée ou secrète de ces doctrines destructives, qui sont également hostiles au

bien-être moral et matériel des peuples, soit rigoureusement interdite dans les établissements d'éducation. Mais l'instruction répondant aux besoins réels de la jeunesse ne rapporterait pas le fruit qu'on en doit attendre s'il se glissait jusque dans le foyer de la famille un enseignement qui ne concorderait pas avec les principes de la piété chrétienne ni avec les devoirs de sujets fidèles. C'est pourquoi j'ai le ferme espoir que mes vues à l'égard de cet objet essentiel trouveront un concours empressé dans la sphère de l'enseignement privé.

Un autre objet non moins important pour l'intérêt général de l'État et pour celui de chacun de mes sujets en particulier, est l'inviolabilité absolue du droit de propriété dans toutes ses formes définies par les lois générales aussi bien que par les décrets du 19 février 1861. Indépendamment de sa légitimité, ce droit, l'une des bases fondamentales de toute société civilisée, est indissolublement lié au développement de la fortune publique et privée, intimement unies entre elles. Les ennemis seuls de l'ordre public pourraient émettre des doutes à cet égard.

Toutes les personnes investies des droits et soumises aux obligations inhérentes au service de l'État doivent s'efforcer de raffermir et de défendre ces principes. Dans l'organisation normale du corps de l'État, le premier devoir de tous ceux qui sont appelés à servir le Souverain et la patrie doit être l'accomplissement exact et empressé de leurs obligations sans aucune déviation des vues du Gouvernement. L'abus de pouvoir et l'inactivité sont également nuisibles. Il n'y a que l'accomplissement incessant de ces obligations qui puisse assurer l'unité d'action du Gouvernement si indispensable pour réaliser ses desseins et pour atteindre le but qu'il se propose.

Je n'ignore pas que quelques-uns des fonctionnaires qui se trouvent au service de l'État ne sont pas restés étrangers à la circulation de bruits et de jugements erronés sur les actes et les intentions du Gouvernement, et même à la propagation de ces principes subversifs dont le développement doit être interdit. Leur qualité de fonctionnaires publics donne par elle-même plus de poids à leurs paroles et sert ainsi à dénaturer les vues du Gouvernement. Un pareil désordre ne saurait être toléré. Tous les chefs d'administration doivent surveiller les actes de leurs subordonnés, et exiger d'eux cet accomplissement direct, exact et rigoureux des obligations qui leur sont imposées, sans lequel il ne saurait y avoir d'administration homogène, et à l'aide duquel ils doivent eux-mêmes fournir l'exemple du respect qu'ils portent à l'autorité.

Enfin, pour assurer le succès définitif des mesures adoptées contre les funestes doctrines qui se sont développées dans la société, et qui tendent à ébranler les bases fondamentales de la religion, de la mo-

ralité et de l'ordre public, tous les chefs des grandes administrations de l'État doivent avoir en vue le concours de ces éléments conservateurs, de ces forces vives et saines dont la Russie a été de tout temps et est encore, grâce à Dieu, l'abondant foyer. Ces éléments résident dans toutes les classes de la société auxquelles sont chers les droits de la propriété, de la possession foncière garantie et consacrée par la loi, les droits publics fondés sur la loi et définis par elle, les principes d'ordre et de sécurité publics, les principes de l'unité et du bien-être permanent de l'État, les principes de la morale et les vérités sacrées de la religion.

Tels sont les éléments de force dont il s'agit de tirer profit et dont l'importante valeur doit être prise en considération pour le choix des employés dans toutes les branches de l'administration. C'est ainsi que la confiance due aux représentants de l'autorité sera garantie, dans toutes les classes de la nation, contre les attaques de la malveillance. A cet effet, et conformément à mes désirs constants, et à la volonté que j'ai plus d'une fois exprimée, un soin particulier devra être apporté, dans toutes les branches de l'administration, à la défense de la propriété ainsi qu'aux recours qui se produiront relativement aux besoins et aux intérêts des diverses localités et des différentes parties de la population.

Il faut interdire les tentatives réitérées qui se sont produites dans le but d'exciter à la haine les diverses classes de la nation, et particulièrement l'excitation à la haine contre la noblesse et contre la propriété foncière en général, dans lesquelles les ennemis de l'ordre public voient leurs adversaires naturels. La ferme et constante application de ces principes généraux mettra un terme aux tendances criminelles qui se sont déjà manifestées avec une évidence suffisante et qui doivent encourir le juste châtimement de la loi. Je vous charge de transmettre le présent rescrit à tous les ministres et chefs supérieurs des administrations spéciales, pour qu'il leur serve de direction dans l'accomplissement de ma volonté.

Je vous réitère l'assurance de ma bienveillance invariable.

Tsarskoé-Sélo, 13/25 mai 1866.

Signé : ALEXANDRE.

SUÈDE.

**Discours du Roi à l'ouverture de la session de la Diète,
le 24 octobre 1865.**

De graves intérêts, des devoirs qui imposent une haute responsabilité, vous appellent à cette session. Puisse le Tout-Puissant, dont nous venons d'implorer dans le temple la divine protection, présider à vos travaux et en faire ressortir le bien de la patrie!

Nous ne pouvons que reconnaître avec gratitude le bonheur dont, sans interruption marquée, la maison royale et le peuple suédois ont continué à jouir. L'union de mon frère, le duc de Dalécarlie, avec une princesse de la noble maison de Saxe-Altenbourg, et la naissance de mon neveu le duc de Néricie, forment un accroissement heureux de la famille royale. Au milieu des phases diverses et souvent alarmantes de ces dernières années, nous avons eu à nous réjouir constamment des bienfaits de la paix, et mes relations avec toutes les puissances étrangères conservent le caractère de l'amitié et de la confiance.

L'allégresse publique qui marqua la célébration du jubilé semi-séculaire de l'union de la Suède et de la Norvège, en retentissant des deux côtés des monts, prouve que les liens qui unissent les peuples-frères se resserrent tous les jours davantage; la commission de Suédois et Norvégiens nommés par moi pour aviser aux moyens d'introduire des améliorations dans le pacte d'union a commencé ses travaux.

Le premier de vos devoirs sera de vous prononcer définitivement, à la suite d'un examen consciencieux, sur l'adoption de ma proposition pour une réforme de la représentation nationale. Demander à une représentation existante de renoncer, en pleine liberté d'action et de volonté, à ses droits, pour attribuer à d'autres la tâche glorieuse d'être les mandataires du pays, c'est avoir une grande confiance en son patriotisme. Je me fais donc une haute idée de celui dont vous êtes animés, en énonçant l'espoir que vous accepterez ce projet, dans l'adoption duquel je verrai une garantie nouvelle du progrès social.

En conséquence des décisions adoptées par les États généraux lors de leur dernière réunion, le nouveau code pénal, le code maritime et la loi sur les faillites ont reçu leur application. Dans la conviction que les changements importants introduits simultanément à cet effet ne doivent pas être suivis trop rapidement de réformes dans d'autres

branches principales de notre législation, qui demandent à être révisées, je ne vous proposerai, pendant la Diète actuelle, que des améliorations partielles des lois existantes.

J'ai conclu, avec Sa Majesté l'empereur des Français, des traités de commerce et de navigation, qui, en tant qu'ils concernent la Suède, seront soumis, dans leur ensemble, à votre approbation. Non-seulement ces traités ont libéré notre navigation de charges différentielles et de restrictions de plus en plus onéreuses, mais ils ont facilité le débit de plusieurs de nos principaux produits. Les concessions que, à l'instar d'autres puissances, nous avons dû faire en retour à la France, consistent principalement dans une réduction, équitablement due aux consommateurs, des droits afférents à certaines marchandises, tout en les maintenant à un taux qui répond aux justes prétentions d'une protection à accorder à nos industries nationales.

Par des conventions conclues à cet effet avec des puissances étrangères, des réductions considérables ont été opérées dans le port des lettres et des télégrammes pour l'étranger, et un nouveau câble télégraphique entre la Scanie et l'île de Rugen nous offre la certitude de ne point nous voir privés par des circonstances fortuites de cette importante voie de communication avec le continent.

La représentation nationale devant, aux termes du projet sur lequel vous êtes appelés à vous prononcer, se réunir annuellement, le budget que je vous ferai soumettre ne comprend les dépenses extraordinaires que pour l'année subséquente à celles aux besoins desquelles la dernière Diète a déjà pourvu. Si les prévisions sur lesquelles repose cette proposition ne se réalisaient point, il me reste toujours le moyen de saisir les États généraux, en temps opportun, des propositions nécessaires pour les années suivantes.

Malgré d'importantes réductions sur le tarif des douanes, et quoi que les progrès faits en tous sens par le pays exigent de nouvelles allocations, vous vous persuaderez, par l'examen du calcul des revenus de l'État, qu'ils suffiront amplement à couvrir les dépenses nécessaires.

J'ai fait élaborer des plans complets pour l'organisation de l'armée et de la marine, calculés d'après la mesure de nos ressources et les exigences de notre époque, et j'ai approuvé ces plans dans leurs parties principales. Votre concours ainsi que les allocations résultant de l'adoption de ces plans sont indispensables pour leur mise à exécution.

En me fondant sur les vues manifestées par les États généraux, j'ai accordé à l'industrie une liberté presque illimitée. L'influence bienfaisante qu'elle exercera dans l'avenir peut être préjugée avec d'autant plus de certitude, que son inauguration n'a été accompagnée d'aucune

commotion subite des relations existantes. Des principes libéraux ont également reçu une explication plus générale à d'autres égards, comme pour la faculté de morceler les biens-fonds, ainsi que pour les conditions de la circulation de l'argent et pour l'établissement des institutions de crédit.

L'instruction publique a fait l'objet de mon incessante sollicitude. Cette œuvre d'avenir grandit tous les jours en importance comme en étendue. Le nombre des élèves des écoles supérieures a presque doublé dans le courant des dernières années; des améliorations ont été introduites, tant dans la législation de ces écoles, que dans le mode d'enseignement. J'ai uni mes efforts aux vôtres pour réaliser de plus en plus la grande idée de l'instruction primaire générale. Je tiens à cœur de répandre sur les populations une instruction solide et intelligente, et d'en étendre les bienfaits jusqu'aux classes les moins fortunées.

Des institutions perfectionnées fourniront également les meilleurs moyens de développement pour l'industrie nationale et la placeront sur une base plus équitable et plus conforme aux intérêts de la société, que ne pourraient le faire des lois restrictives et un système de protection onéreux. Je compte avec confiance sur votre coopération pour l'encouragement de nos industries indigènes; et afin de propager la connaissance de leurs progrès dans toutes les branches, j'ai décidé que, l'été prochain, une exposition générale des produits de l'art et de l'industrie de la Suède et des pays avoisinants sera ouverte dans la capitale.

Les entraves que de tout temps les grandes distances ont apportées chez nous à la circulation ont été de plus en plus écartées par les travaux multipliés qui tendent à faciliter, en tous sens, les communications entre les différentes parties du pays. Nos chemins de fer ont pris une extension qui, vu la population de la Suède et ses ressources financières, peut être comparée à ce qui a été exécuté dans des pays plus riches et plus peuplés. Après avoir opéré la jonction des deux mers et nous être rapprochés du grand continent européen, je pense qu'il convient de concentrer nos forces sur l'accomplissement des voies ferrées qui sont destinées à réunir les capitales des deux royaumes unis, afin de rapprocher encore davantage les peuples frères.

Conformément à la teneur de la loi fondamentale, je déclare la présente session ouverte, en vous assurant, messieurs, de toute ma bienveillance royale

**Discours du Roi de Suède à la clôture de la Diète,
22 juin 1866.**

Messieurs,

Vous venez de porter à ma connaissance que le projet pour une réforme de la représentation nationale, dont je vous avais saisis, a été adopté par vous dans l'ordre prescrit par la loi fondamentale. Ma proposition a donc acquis, en vertu du § 82 de la Constitution, force de loi organique; et non-seulement je l'accepte, en ce qui me concerne, comme telle, mais je prescris et ordonne à tous mes sujets et à ceux de mes successeurs au trône, de la reconnaître, de l'accepter, de s'y conformer et d'y rester fidèles.

Le changement, dont les fondateurs de notre organisation sociale actuelle avaient déjà désiré introduire les principes fondamentaux, vient donc, après plus d'un demi-siècle, de recevoir sa consécration. Nous terminons aujourd'hui, non-seulement une session mémorable, mais toute une époque de l'histoire du peuple suédois : une époque qui compte des siècles. Le confiant espoir avec lequel j'envisage l'avenir, ne saurait refouler dans mon cœur les sentiments d'émotion avec lesquels je vous vois, pour la dernière fois, rassemblés ici, où les États généraux du royaume se sont trouvés si souvent en présence de leur souverain, et il ne m'empêche pas de reporter, avec reconnaissance, mes regards sur la période qui s'est écoulée, sur les événements importants pour le sort de la patrie, auxquels les États Généraux ont pris part, ainsi que sur tout ce qu'ils ont accompli de bon et d'utile. La postérité conservera, dans un souvenir ineffaçable, le magnanime sacrifice que vous avez porté, en plaçant le bien de la patrie au-dessus de toute autre considération. Elle rendra, en même temps, justice aux sentiments de ceux auxquels leur conviction n'a point permis d'abandonner leurs appréhensions, mais qui, dans leurs objections même, trouveront des motifs de redoubler d'ardeur pour le service d'une patrie également chérie de tous. De pareils sentiments forment la meilleure garantie de mon espérance, que le peuple suédois ne trahira point la confiance que son Roi et les États Généraux ont cru pouvoir accorder à sa sagesse, à sa modération, à sa prudence et à son patriotisme. Malgré la divergence d'opinions qui nécessairement a dû exister, unissons-nous donc tous, en ce moment, dans une commune concorde pour supplier le Grand Dispensateur de toute bonne œuvre d'accorder ses bénédictions à l'édifice, dont les résolutions de cette Diète ont posé les fondements.

Nous sommes également appelés à rendre grâce au Tout Puissant, dans son temple comme dans nos foyers, pour nous avoir épargné

toute participation aux questions brûlantes qui viennent d'allumer une guerre dévastatrice au sein de peuples plus richement dotés par la nature, mais non plus heureux que nous. Mes rapports avec les puissances étrangères m'autorisent à nourrir le ferme espoir que je réussirai à maintenir intactes, avec chacune d'elles, les relations amicales qui nous unissent. Ce serait en vain que nous pourrions nous flatter d'échapper aux conséquences nuisibles de la stagnation du commerce et de l'interruption des échanges internationaux, inséparables de la guerre, et dont les suites funestes se feront ressentir bien au delà du cercle de son action effective. Mais les inconvénients qui, de ce chef, nous menacent, pourront, — j'aime à le croire, — être surmontés, si nous adoptons la sérieuse résolution d'une sage économie et d'une prudente abnégation.

Par de constants efforts, et par une intelligente distribution du travail, vous avez réussi à donner, dans un espace de temps comparativement restreint, une solution aux questions nombreuses et importantes sur lesquelles vous aviez à vous prononcer. Bien que toutes les propositions que je vous avais soumises, n'aient pu recevoir votre complet assentiment, je ne puis, en jetant un coup d'œil sur l'ensemble de vos travaux, me refuser à vous témoigner ma satisfaction, et lorsque vous déposez aujourd'hui vos mandats, pour retourner à vos occupations privées, je vous témoigne, au nom du pays, ma reconnaissance pour le zèle éclairé que vous avez voué à son service, pour le bien que vous avez accompli et préparé.

Conformément aux préceptes de la Constitution, je déclare la Diète actuelle terminée, et vous prie tous, messieurs, d'être bien persuadés de mon affection et de ma bienveillance royales.

SUISSE.

Discours de M. Planta président du Conseil national à l'ouverture de la session de la Diète fédérale, le 5 juillet 1866.

Messieurs,

Tandis que notre attention et nos travaux ont été dans la dernière semaine presque exclusivement dirigés sur les questions de la politique intérieure, nos regards sont aujourd'hui tournés sur les affaires extérieures et nos délibérations les plus importantes se rapporteront principalement à la Suisse vis-à-vis de l'étranger, ainsi qu'à la défense énergique des droits et des libertés conquis et maintenus jusqu'à présent.

Des événements de la nature la plus grave et dont la portée ne saurait être calculée d'une manière précise, ont porté le trouble dans toute l'Europe et la tiennent dans un état de fiévreuse inquiétude. Le développement inouï des forces militaires nous rappelle que notre siècle, malgré sa réputation d'humanité et de civilisation sans cesse progressantes, est encore malheureusement le beau temps des armées permanentes, et qu'en dépit du progrès des connaissances et des forces humaines, en dépit de conquêtes faites dans le domaine des sciences et des arts, les gouvernements méconnaissent et repoussent avec légèreté la source la plus naturelle et la base de la civilisation des États, savoir le droit des peuples à choisir eux-mêmes le mode par lequel ils veulent être gouvernés.

Et cependant, aussi longtemps qu'on n'aura pas sincèrement reconnu et fait triompher ce principe, l'harmonie des rapports politiques et un équilibre durable des diverses nationalités resteront à l'état de belles aspirations.

Heureux, dès lors, tout peuple et tout pays dont la vie politique s'appuie sur la base solide de la volonté populaire et prend racine dans la plus grande liberté possible donnée à chacun de ses éléments.

Lorsque, à la fin du siècle dernier, l'esprit de la liberté, semblable à un ouragan, a fait écrouler l'ancien ordre de choses européen, il trouva la Confédération suisse d'alors malade à l'intérieur et devenue infidèle au principe même de son existence. Aussi s'affaissa-t-elle sur elle-même, malgré les preuves qu'elle donna de la vaillance de ses fils.

C'est pourquoi nous devons nous réjouir de ce que la Suisse actuelle, au milieu des difficultés du moment, se présente unie, prête à faire face au danger, et si peu disposée à se laisser entraîner dans les divisions de parti, que même les appréciations les plus divergentes au point de vue politique et constitutionnel ne se sont manifestées que sur des articles secondaires de notre pacte fondamental, lors des derniers débats pour la révision de la Constitution, et que le peuple a lui-même ajourné, jusqu'à un plus mûr examen, les modifications projetées à des institutions qui lui sont devenues chères.

Notre force militaire est aussi mieux et plus complètement organisée que dans les temps passés. Les sacrifices que nous avons faits dans ce sens nous permettent de compter sur une armée de 200 000 hommes bien préparés, et dans lesquels nous pouvons avoir confiance. Cette armée pourrait être encore renforcée par l'appel de la *Landwehr* et l'organisation de la *Landsturm* qui nous donneraient, au besoin, une réserve de 100 000 hommes.

Dans un pays où tout citoyen est soldat, d'après la Constitution, et où chaque génération est appelée au service militaire, une semblable

réserve peut être d'une grande utilité dans bien des cas et principalement quand surgit un danger partiel.

C'est pourquoi, tout homme de la milice doit se rappeler qu'une attaque éventuelle ou une violation de notre territoire dans une intention hostile peut être repoussée, non-seulement en résistant énergiquement à la frontière, mais encore en prenant promptement l'offensive sur le territoire ennemi.

L'attitude courageuse de nos pères à Fraubernunen au Rothenthurm, dans le Nidwald et à Chiamutt, n'a pu défendre la patrie de l'invasion des armes étrangères, tandis que les batailles de Frastenz, de Nancy, de Musso et de Novare ont établi la réputation des armées suisses. La même attitude énergique serait couronnée aujourd'hui du même succès, si le besoin s'en faisait sentir. Dans ces circonstances relativement favorables, et avec la ferme volonté d'assurer notre indépendance et notre liberté en les faisant passer, le cas échéant, par une nouvelle épreuve du feu, le peuple suisse peut attendre avec calme les événements; d'autant plus que jusqu'à ce jour notre neutralité n'a encore été attaquée ni menacée d'aucun côté.

Reprenons donc, Messieurs, et conduisons à bonne fin nos travaux législatifs, confiants dans l'union qui règne parmi le peuple, ainsi que parmi ses représentants, et avec l'intention bien arrêtée de maintenir, de défendre la tâche et la destination historique de la Suisse dans l'existence politique de l'Europe.

Que le Tout-Puissant, qui a placé la République helvétique, cet antique asile de la liberté et des victimes de la persécution politique, comme un exemple et comme une médiatrice entre les intérêts opposés des nationalités basées sur la simple conformité du langage, préserve encore notre patrie et nous donne la force d'accomplir sa volonté providentielle.

En formulant ce vœu ardent, je déclare ouverte la session ordinaire de 1866.

TROISIÈME PARTIE.

ITALIE.

LIVRE VERT

NÉGOCIATIONS ENTRE L'ITALIE ET LE SAINT-SIÈGE AU SUJET DE LA
NOMINATION DE NOUVEAUX TITULAIRES AUX SIÈGES ÉPISCOPAUX
VACANTS.

MISSION DU COMMANDEUR VEGEZZI.

**Note du général La Marmora au commandeur Vegezzi, lui en-
voyant les instructions du Gouvernement italien pour la mission
qui lui a été confiée auprès du Saint-Siège.**

Turin, le 25 mars 1865.

Monsieur le Commandeur,

Je vous envoie ci-annexées les instructions préliminaires auxquelles
vous aurez à vous conformer pour la mission qui vous a été con-
fiée près du Saint-Siège, à la suite de l'initiative prise par le Saint-
Père.

Signé : LA MARMORA.

INSTRUCTIONS.

I. Nécessité de pourvoir aux sièges vacants.

Sont vacants dans le Royaume d'Italie les sièges archiépiscopaux et épiscopaux énumérés sur la liste ci-jointe, n° I.

L'accord à intervenir entre le gouvernement du Roi et le Saint-Siège dans le but de pourvoir aux sièges vacants, devra être précédé d'une enquête, relativement au nombre et aux circonscriptions des diocèses du Royaume.

Si le Saint-Siège ne voulait se prêter à aucun arrangement à ce sujet, il n'y aurait pas lieu de faire des propositions en ce qui touche les sièges vacants.

Des raisons économiques et politiques de toute évidence exigent une nouvelle circonscription des diocèses du Royaume. Il suffit de rappeler à cet égard que, dans le Royaume d'Italie, sur une population catholique de 21 millions, on compte 44 sièges archiépiscopaux et 183 sièges épiscopaux, en tout 227 sièges, tandis qu'en France, par exemple, y compris l'Algérie et les colonies, sur une population catholique d'environ 36 millions, il n'y a que 17 archevêchés et 71 évêchés, en tout 88 sièges. Il suffit de rappeler également qu'en Ombrie, sur une population de 492 829 habitants, il y a 17 diocèses avec 1 archevêque et 16 évêques, tandis qu'en Lombardie une population de 1 169 312 habitants est placée sous un seul diocèse, celui de Milan.

Si cet argument pouvait avoir pour effet de convaincre le Gouvernement Pontifical, le Gouvernement du Roi proposerait que la circonscription diocésaine fût fixée de façon à ce qu'un siège archiépiscopal ou épiscopal se trouvât dans chaque centre administratif, et que l'on conservât les sièges auxquels se rattachent d'illustres souvenirs et des traditions ecclésiastiques, ou qui sont dans des conditions particulières comme situation.

Si des circonscriptions de cette nature étaient adoptées, on laisserait au Saint-Siège le soin exclusif de déterminer les circonscriptions métropolitaines. Mais comme il n'y a pas à espérer que l'on puisse de sitôt arriver à une entente sur ce point, le Gouvernement du Roi n'admettra que la provision de ceux des sièges vacants qui, suivant le plan indiqué plus haut, devront être conservés.

Ainsi, lorsqu'il s'agirait de pourvoir à des sièges vacants on pourrait favoriser la nomination du titulaire d'un siège désigné pour être supprimé, à un des sièges qui devront être conservés.

Le délégué du Gouvernement royal sait quelles propositions doivent être faites par nous touchant la provision à quelques-uns des princi-

paux sièges vacants. D'après l'accueil que le Saint-Père fera à ces propositions, on induira s'il y a lieu de lui soumettre encore d'autres propositions. Mais on peut dès à présent faire remarquer qu'elles ne justifieront nullement les craintes exprimées par le Saint-Père, que le Gouvernement royal ne fût amené à proposer des personnes non acceptables.

Le Saint-Siège ne mettra aucune difficulté à accueillir la présentation, de la part du Gouvernement du Roi, des titulaires pour les sièges vacants dans les anciennes provinces et dans la Lombardie ; mais il est à prévoir qu'il élèvera des difficultés en ce qui touche les sièges des autres provinces, et en particulier ceux des provinces autrefois pontificales. Sur ce point, le Gouvernement du Roi ne peut en principe accepter une solution qui n'impliquerait pas la reconnaissance, de fait, du royaume d'Italie, et la translation en conséquence, sur la tête de Victor-Emmanuel II, de tous les droits et privilèges qui, en cette matière, compétaient aux Souverains et aux Gouvernements auxquels il a succédé. Mais comme il ne sera guère possible de faire valoir vis-à-vis du Saint-Père les raisons découlant des plébiscites et qu'il importe de ne pas mêler à cette question spéciale la grande controverse politique qui s'agite entre la domination temporelle du Pape et l'Italie, il sera nécessaire de trouver à cet égard un expédient laissant la voie ouverte à la conciliation.

En partant de l'idée de la séparation de l'Église et de l'État, idée dont le Gouvernement du Roi se préoccupe depuis si longtemps et dont l'application complète enlèverait au pouvoir civil toute faculté d'ingérence dans la nomination aux sièges, on recommande l'adoption du parti suivant qu'il faudra présenter comme la dernière limite des concessions auxquelles le Gouvernement du Roi pourrait consentir en l'état actuel des choses, et qui serait en même temps une preuve de la résolution sincère du Gouvernement de renoncer à toute espèce de droits et de privilèges en faveur de la liberté de l'Église, à la condition que l'Église fût disposée de son côté à renoncer à tout ce qui fait aujourd'hui obstacle à la liberté de l'État.

Pour cette fois, et sauf à s'entendre plus tard sur les dispositions définitives, le Gouvernement du Roi renoncerait au droit de nommer aux sièges vacants en Lombardie, dans les provinces parmesanes, napolitaines et siciliennes, et à ceux qu'il pourrait encore valablement revendiquer en Toscane, de même que dans les provinces qui firent autrefois partie du premier royaume d'Italie, en vertu de l'article 4 du concordat du 13 septembre 1803, conclu entre le Saint-Siège et la République italienne. Il se bornerait à une simple présentation ou recommandation, comme cela a été précédemment pratiqué par la maison royale de Savoie, pourvu que dans l'acte de préconisation des

candidats proposés aux sièges vacants et dans les bulles qui s'y rapportent il soit fait mention du roi Victor-Emmanuel II, et que les sièges soient désignés sans mentionner à quel État ils appartenaient précédemment.

Evêques absents de leurs sièges.

Dans le tableau n° II on a spécifié les évêques des différentes provinces qui sont absents de leurs sièges, en indiquant ceux qui en ont été éloignés par décision du Gouvernement, ceux qui se sont retirés de leur propre volonté, ceux qui sont restés dans le royaume et ceux qui sont sortis de ses frontières.

La cause générale de ce fait doit être cherchée dans la répugnance de ces prélats à accepter les nouvelles conditions de l'État et à en observer les lois; c'est aussi pour beaucoup d'entre eux l'animosité montrée à leur égard par la population de leurs diocèses.

Depuis longtemps déjà le Gouvernement du Roi se préoccupe sérieusement d'un fait aussi anormal, et avant même qu'il ne lui eût été signalé par plusieurs de ces prélats, il chercha les moyens d'y mettre un terme. Le parti adopté par lui consistait à autoriser le retour de tous les évêques, résidant dans le royaume, qui en auraient fait la demande et qui auraient déclaré, soit dans une lettre adressée au Gouvernement, soit dans une lettre pastorale au clergé et à la population de leur diocèse, être disposés à observer et à faire observer les lois du Royaume. Le Gouvernement espérait que le fait du retour à leurs sièges des évêques résidant dans le Royaume, aurait une influence favorable sur ceux qui résident au dehors et aurait aplani les voies à leur réintégration dans leurs sièges respectifs. Mais ces dispositions ne purent être mises à exécution, à cause des réclamations qu'elles rencontrèrent de la part des autorités locales; en effet, ces dernières s'accordaient à dire que le retour des évêques absents, dans leurs sièges, aurait fait s'insurger les populations, aurait troublé gravement l'ordre public et mis en péril la vie des prélats eux-mêmes. Aussi le Gouvernement put à peine obtenir que l'archevêque de Frani et de Nazaret retournât à son siège, et toutes les mesures qu'il avait longtemps combinées pour le retour d'autres prélats, et en particulier des évêques de Sessa, de Teramo, d'Avellino, de Trapani et du cardinal archevêque de Fermo, restèrent sans effet. Cependant le Saint-Siège devait avoir eu connaissance de ces mesures qui furent souvent appuyées par le cardinal de Fermo, mais qui échouèrent toujours devant les obstacles signalés par les autorités locales, ces autorités déclarant ne pouvoir répondre de la sécurité des prélats.

Le Gouvernement du Roi a la conscience d'avoir agi en cette circonstance avec la plus grande modération, modération dont il ne s'est

d'ailleurs jamais départi lorsqu'il s'est agi des poursuites judiciaires qu'il dut laisser entamer par les autorités compétentes contre les ordinaires, les curés et ecclésiastiques séculiers ou réguliers, accusés d'avoir transgressé les lois de l'État. A cet effet, il veilla toujours à ce que l'on usât envers eux des plus grands égards. Dans beaucoup de cas les poursuites furent arrêtées ou restèrent en suspens et il eut soin que le bénéfice de la récente amnistie accordée par le Roi s'étendît à toutes les poursuites judiciaires dirigées contre le clergé. Le Gouvernement ne pense pas qu'on puisse lui reprocher d'avoir fait l'application à quelques-uns des membres du clergé des dispositions promulguées dans les Provinces napolitaines dans le but de réprimer le brigandage ; car cette application était requise par une loi spéciale rendue nécessaire par la situation de ces provinces, et tout État a le droit et le devoir de pourvoir à sa propre défense et à sa propre sécurité.

Le Gouvernement n'a jamais cessé de se maintenir dans les limites de cette modération qu'il a prise pour règle de conduite et il en a donné des preuves évidentes en se soustrayant à la pression souvent exercée sur lui par le Parlement, et à l'extérieur pour le pousser à des mesures de rigueur et d'exception vis-à-vis du Clergé. Il eût été juste cependant de lui tenir quelque compte de cette modération et d'apprécier plus exactement les conditions dans lesquelles il se trouvait en face des partis. Malheureusement il n'en fut pas ainsi ; au contraire, de jour en jour on voyait croître l'opposition des journaux qui prétendaient défendre les intérêts du Saint-Siège et dont ils se vantaient de recevoir des encouragements et des instructions, au point que, en présence des excès de ces journaux et vis-à-vis de cette partie du Clergé qui y cherche ses inspirations, le Gouvernement fut souvent accusé de faiblesse, tandis que dans la plupart des cas il risquait de voir l'ordre public compromis à la suite des agitations fomentées par les déclamations de ces journaux et du clergé.

Le Gouvernement a la ferme intention de ne pas s'écarter de la réserve qu'il a observée jusqu'ici et il désire en donner une preuve évidente, en favorisant le retour des évêques absents dans leurs diocèses. Mais en raison de ce qui a été exposé plus haut et de la situation actuelle de l'État, il ne peut s'engager à promettre le retour immédiat ou simultané de tous ces prélats. Pour sa part, il s'efforcera à ce que ceux des évêques à l'égard desquels les autorités locales n'auraient pas à élever de trop graves objections soient, les uns après les autres et dans le plus bref délai, réintégrés dans leurs sièges. De son côté, le Saint-Siège devrait joindre ses efforts à ceux du Gouvernement pour l'aider à vaincre ces difficultés, soit en conseillant aux prélats en particulier à ceux qui se trouvent à Rome, de prendre vis-

à-vis du Gouvernement et de leurs diocèse une attitude calme et modérée, soit en les engageant à faire sans répugnance la déclaration dont il a été question ci-dessus, soit en suggérant des moyens de conciliation que le Gouvernement pourrait accepter, sans nuire à sa dignité, sans mettre en péril la tranquillité de l'État, et qu'il adopterait avec empressement.

Évêques proposés dans le Consistoire du 21 décembre 1863.

Le tableau n° III contient les noms des évêques proposés dans le Consistoire du 21 décembre 1863.

Le document consigné sous le n° 4 contient la déclaration publiée à cet effet dans la *Gazette* officielle du Royaume, le 23 décembre de la même année.

Dans cette situation se trouve le cardinal Enrico Orfei, évêque de Cesena, proposé pour le Siège archiépiscopal vacant de Ravenne, par une décision pontificale datée des premiers mois de 1860, à laquelle il ne fut pas donné suite par le Gouvernement de l'Émilie et qui ne fut pas reproduite plus tard.

Dans ces mêmes conditions se trouvent aussi le prêtre Paolo Balzerini, préconisé archevêque de Milan, le prêtre Cacomachi, préconisé évêque de Crema et Mgr Pietro-Maria Terre, évêque de Crema, préconisé évêque de Pavie, dans le Consistoire du 20 juin 1859; ce dernier, depuis cette époque, sans prendre le titre d'évêque de Pavie, s'est donné celui d'administrateur de l'Église de Crema.

Or, contre la préconisation des trois évêques précités, le journal *la Lombardia* qui était encore le journal officiel des provinces lombardes, publia une protestation formelle; il fit remarquer en particulier ce qu'il y avait d'anormal dans le fait de la nomination faite à ces Sièges par le Saint-Père sur la proposition du Gouvernement autrichien qui, à l'époque à laquelle eut lieu la préconisation, avait déjà cessé de posséder la Lombardie.

La question relative à la nomination des titulaires de ces sièges est très-délicate, d'autant plus qu'ils sont en partie du nombre de ceux qui, dans l'intention du Gouvernement Royal, devront être supprimés.

La solution de cette question dépend principalement de l'entente générale qu'on arrivera à établir en ce qui touche les circonscriptions diocésaines du Royaume.

Quant aux évêchés de la Lombardie, il est bon de noter que le Saint-Siège n'a jamais manifesté d'une manière spéciale son intention de donner suite auxdites préconisations; mais qu'il a toujours continué à correspondre avec les vicaires des Chapitres de Milan et

de Pavie en leur donnant ce titre sans aucune condition ou réserve particulière.

Dans toute cette question épineuse, il y a lieu d'insister surtout pour que les droits et les convenances du Gouvernement Royal soient respectés et de chercher à ce que la transaction à laquelle on consentirait, soit en quelque sorte subordonnée au bon vouloir que montrerait le Saint-Siège sur d'autres points.

En tous cas la transaction devra être proposée sur les bases suivantes :

1° Désistement du Saint-Siège en ce qui concerne la nomination aux sièges dont la suppression est décidée ;

2° Consentement du Gouvernement du Roi à la nomination aux sièges de Milan, Ravenne, Bologne, Pavie et Loretto avec Recamati ;

3° Renonciation du Saint-Siège à nommer à l'archevêché de Milan, la personne actuellement préconisée ;

4° Consentement du Gouvernement du Roi à la nomination des évêques de Crema et de Cesena aux sièges de Ravenne et de Pavie ;

5° Réserve des nominations à faire aux sièges de Bologne et de Loretto.

Il sera peut-être utile de proposer, en ce qui concerne les Sièges restés vacants, de les annexer à l'Administration de l'évêque le plus voisin au diocèse duquel viendrait s'incorporer le diocèse vacant dans le cas où serait adoptée la nouvelle circonscription diocésaine générale du Royaume.

Observations générales.

Si dans le cours des pourparlers, la conversation venait à toucher à des questions politiques, le délégué du Gouvernement du Roi devra se borner à écouter, sans exprimer aucun avis et en prenant simplement l'engagement d'en référer à son Gouvernement.

Lorsque la discussion se portera sur la législation de l'État, en ce qui touche la police ecclésiastique, le délégué fera observer que le Gouvernement du Roi est dans l'intention de la modifier dans un sens plus conforme à la liberté de l'Église, dès que l'occasion favorable s'en présentera, occasion qui ne s'offrira que si la question politique est résolue, et il déclarera en même temps que dans ce cas le Gouvernement se propose de renoncer à toute espèce de privilèges et de juridiction ecclésiastique. A cet égard il faudra cependant agir avec la prudence nécessaire afin qu'il n'en résulte point pour le Gouvernement d'engagement positif.

Pour ce qui est des dispositions relatives aux corporations religieuses et au patrimoine ecclésiastique, le délégué du Gouvernement

évitera toute discussion et tout en répondant en termes généraux, il rappellera les exemples anciens et récents des autres États catholiques, en appuyant cependant sur les questions économiques spéciales du Royaume et sur l'état de l'opinion à cet égard dans toute l'Italie.

ANNEXE N° 1.

LISTE DES SIÈGES VACANTS.

Population de chaque diocèse.

Noms des provinces.

Piémont.

578 553.....	Turin (archevêché).
117 611.....	Alba.
111 121.....	Alexandrie.
81 874.....	Aoste.
146 296.....	Asti.
97 363.....	Cuneo.
30 508.....	Fossano.
140 048.....	Saluzzo.
133 060.....	Vigevano.

Ligurie.

65 475.....	Sarzana.
-------------	----------

Sardaigne.

81 475.....	Oristano.	} archevêchés.
72 264.....	Sassaro.	
35 607.....	Alghero.	
22 565.....	Ampurias et Tempio.	
39 024.....	Nuoro.	
29 999.....	Ogliastra.	
29 329.....	Bosa.	
31 086.....	Bisarcio.	

Lombardie.

1 169 312.....	Milan (archevêché).
247 200.....	Côme.
105 839.....	Pavie.

Provinces parmesanes.

70 437.....	Borgo San-Domino.
-------------	-------------------

Provinces modenaises.

47 938.....	Carpi.
-------------	--------

LISTE DES SIÈGES VACANTS (*Suite*).

Population de chaque diocèse.

Noms des provinces.

Toscane.

153 304.....	Arezzo.
101 340.....	Fiesole.
19 885.....	Grosseto.
99 074.....	Livourne.
34 539.....	Modigliana.
155 137.....	Pistoie et Prato.
88 813.....	Saint-Miniato.
27 343.....	Lovana et Pitigliano.

Bomagnes.

387 944.....	Bologne.	} archevêchés.
79 280.....	Ravenne.	
11 559.....	Cervia.	
88 741.....	Rimini.	
9 154.....	Sarsina.	

Marches.

23 789.....	Cagli et Pergola.
42 926.....	Loreto et Recamati.
39 228.....	Macerata.
40 040.....	Osimo et Cingoli.
67 038.....	Sinigaglia.

Ombrie.

45 826.....	Citta di Castello.
29 661.....	Nocera.
26 966.....	Orvieto.

Provinces napolitaines.

35 691.....	Amalfi.	} archevêchés.
63 103.....	Capoue.	
25 114.....	Santa-Severina.	
29 121.....	Acerra.	
94 608.....	Aquino, Ponte Corvo et Sora.	
48 667.....	Ariano.	
87 085.....	Bojano.	
31 143.....	Bovino.	
25 237.....	Castellaneta.	
51 371.....	Conversano.	
80 220.....	Gerace.	
53 579.....	Isernia.	
63 444.....	Lecca.	
52 561.....	Molfetta.	

LISTE DES SIÈGES VACANTS (*Suite*).

Population de chaque diocèse.	Noms des provinces.
41 990.....	Nocera dé Pagani.
49 536.....	Policastro.
90 077.....	Potenza.
26 097.....	San-Severo.
91 286.....	Sulmona.
33 972.....	Ugento.

Provinces siciliennes.

207 126.....	Catane.
275 053.....	Messine.
263 641.....	Girgenti.
111 814.....	Noto.

ANNEXE N° 2.

LISTE DES ÉVÊQUES ABSENTS DE LEURS DIOCÈSES.

NOMS ET PRÉNOMS.	ÉLOIGNÉS		RESTÉS	
	de leur plein gré.	par mesure administrative.	dans le Royaume.	en dehors du Royaume.
<i>Sardaigne.</i>				
Marongiu Nurra, Mgr Emmanuel; archevêque de Cagliari.....	"	par mesure administrative.	"	Rome.
<i>Les Marches.</i>				
De Angelis, Philippe, cardinal archevêque de Fermo.....	"	Id.	Turin.	"
<i>Ombrie.</i>				
Mgr Pace, Nicolas, évêque d'Amelia....	de son plein gré.	"	"	Rome.
Mgr Grisignini, Nicolas, évêque de Poggio Mirteto.....	Id.	"	"	Id.
<i>Provinces napolitaines.</i>				
Riario Sforza, Sixte, cardinal archevêque de Naples.....	"	par mesure administrative.	"	Id.
Carafa, Dominique, cardinal, archevêque de Bénévent.....	de son plein gré.	"	"	Id.
Mgr Appuzzo, François, archevêque de Soriente.....	Id.	"	"	Id.
Mgr Ricciardi, Mariano, archevêque de Reggio.....	Id.	"	"	Id.
Mgr Acciardi, Janvier, évêque d'Anglona et de Tursi.....	Id.	"	"	Id.
Mgr Margarita, Louis, évêque d'Oria....	Id.	"	"	Id.
Mgr Filippi, Louis, évêque d'Aquila....	Id.	"	"	Id.
Mgr d'Ambrosio, François, évêque de Muro.....	Id.	"	"	Id.
Mgr Petagna, François, évêque de Castellamare.....	Id.	"	"	Marseille.

LISTE DES ÉVÊQUES ABSENTS DE LEURS DIOCÈSES.

(Suite.)

NOMS ET PRÉNOMS.	ÉLOIGNÉS		RESTÉS	
	de leur plein gré.	par mesure administrative.	dans le Royaume.	en dehors du Royaume.
Mgr Gallo, François, évêque d'Avellino..	»	par mesure administrative.	Turin.	»
Mgr Girardi, Ferdinand, évêque de Sessa.	»	Id.	Gênes.	»
Mgr Milella, Michel, évêque de Feramo..	»	Id.	Id.	»
Mgr Frascolla, Bernardin, évêque de Foggia.....	»	Id.	Côme.	»
Mgr Salomone, Antoine, archevêque de Salerne.....	de son plein gré.	»	dans le Royaume.	»
Mgr Pedicini, François, archevêque de Bari.....	Id.	»		»
Mgr Rossini, Gaëtan, archevêque di Acerenza et Matera.....	Id.	»		»
Mgr de Luca, Grégoire, archevêque de Conza.....	Id.	»		»
Mgr Zelo, Dominique, évêque d'Aversa..	Id.	»		»
Mgr d'Avanzo, Bartolomé, évêque de Calvi et Teano.....	Id.	»		»
Mgr Bombini, Michel, évêque de Cassano.	Id.	»		»
Mgr Laspro, Valère, évêque de Gallipoli.	Id.	»		»
Mgr Januzzi, Joseph, évêque de Lucera.	Id.	»		»
Mgr Majorsini, François, évêque de Lacedonia.....	Id.	»		»
Mgr Tagliatela, Vincent, archevêque de Manfredonia.....	Id.	»		»
Mgr Cilento, Pierre, archevêque de Rossano.....	Id.	»		»
Mgr de Marinis, Louis, archevêque de Chieti.....	Id.	»		»
Mgr Bisceglia, Vincent, évêque de Termoli.....	Id.	»		»
Mgr Jodisco Grande, Léonard, évêque d'Ascoli et de Cerignola.....	de son plein gré.	»		»
Mgr Matterozzi, Vincent, évêque de Bionto et de Ruvo.....	Id.	»		»
Mgr Sodo, Louis, évêque de Cerreto et de Teleso.....	Id.	»		»
Mgr Rotundo, Joseph archevêque de Tarante.....	Id.	»		»
Mgr Selliti, Ignace, évêque de Melfi.....	Id.	»		»
Mgr Siciliani, Jean-Baptiste, évêque de Cappaccio Vallo.....	Id.	»		»
Mgr Riccio, Louis, évêque de Caiazzo...	Id.	»		»
Mgr La Scala, Antoine, évêque de San-Severo.....	Id.	»		»
<i>Sicile.</i>				
Mgr Ciccolo, Vincent, évêque de Trapani.	Id.	»	Messine.	»

N. B. Il y a lieu d'observer que les évêques de Correto, de Termoli et de San-Severo sont retournés récemment dans leurs diocèses.

ANNEXE N° 3.

Liste des évêques nommés par Sa Sainteté aux sièges vacants dans les Romagnes, les Marches et l'Ombrie, dans le Consistoire du 21 décembre 1863.

Bologne, Archevêché : le cardinal Guidi (Philippe).

Rimini, Évêché : Mgr Luigi Clementi, archevêque *in partibus* de Damas.

Esimo et Cingoli, Évêché Mgr Salvatore : Nobili des marquis Vitelleschi, archevêque *in partibus* de Seleucia.

Loreto et Recamati, Évêché : Mgr Joseph Cardoni, évêque *in partibus* de Coristo.

Cagli et Pergola, Évêché : Mgr François Andreoli, vicaire-général des diocèses d'Anagni.

Citta di Castello, Évêché : P. Paul Micalles, prieur général des Augustins.

Nocera, Évêché : Antoine-Marie Pettinari, secrétaire général de l'Ordre des Mineurs observants.

ANNEXE N° 4.

Extrait de la Gazette officielle du Royaume d'Italie, du 23 décembre 1863.

Dans le consistoire du 21 de ce mois, le Saint-Père a pourvu aux sièges épiscopaux vacants dans les Romagnes, dans les Marches et dans l'Ombrie.

En prenant cette décision, le Saint-Père a eu l'intention de faire plutôt un acte de souveraineté dans ces provinces formant actuellement partie de Royaume d'Italie, que d'exercer son autorité spirituelle et hiérarchique, car d'autres sièges épiscopaux sont également vacants et depuis plus longtemps encore que ceux auxquels le Saint-Père a pourvu et qui sont situés en Piémont, en Ligurie, en Lombardie et dans d'autres provinces du Royaume. Le Gouvernement du Roi ne manquera pas d'ailleurs l'occasion favorable de faire les démarches nécessaires pour qu'il soit pourvu à la vacance de ces sièges.

Le Gouvernement du Roi prendra les résolutions qu'il jugera convenables pour la sauvegarde des droits de l'État et veillera à ce que les bulles de nomination aux sièges susdits ne soient pas munies de l'exequatur Royal.

Dépêche du général La Marmora au commandeur Vegezzi à Rome, exposant les vues du Gouvernement italien, au sujet de sa mission à Rome.

Turin, le 29 avril 1865.

Monsieur le Commandeur,

Je me bornerai à vous expliquer clairement les vues du Gouvernement du Roi en ce qui touche les différents points spécifiés dans votre honorée dépêche du 24 de ce mois, et sur lesquels vous désirez à bon droit obtenir une prompte réponse.

Je dois tout d'abord vous dire que les renseignements contenus dans votre seconde dépêche écrite, après l'entretien que vous avez eu avec le cardinal Antonelli, ont même éclairé le Gouvernement sur les intentions du Saint-Siège et l'ont conduit à prendre des résolutions très-arrêtées sur certains points à l'égard desquels il aurait peut-être été primitivement disposé à céder ou à transiger.

Je ne puis que vous répéter à ce sujet que les négociations entamées par vous, devront toujours conserver le caractère qui leur est propre, et que, restreintes à des limites déterminées, elles ne devront jamais s'écarter de ces deux conditions essentielles, à savoir : qu'aucune question politique ne puisse y être introduite, et que, d'aucune façon, il ne puisse en résulter la moindre atteinte à la souveraineté nationale, à l'indépendance du pouvoir civil et au droit public de l'Église dans le Royaume.

Ceci posé, j'en arrive aux différents points signalés par vous et par plus de brièveté je suivrai l'ordre dans lequel ils se trouvent mentionnés par votre dépêche.

I. En principe, la réintégration dans leurs diocèses des Évêques absents est admise.

II. Cette réintégration est admise *sensim sine sensu*. Les Évêques dont la réintégration sera décidée d'un commun accord, en feront la demande par une requête adressée au Roi ou au garde des Sceaux. Cette requête est destinée à prouver qu'ils ont à cet effet reçu des ordres du Saint-Siège.

III. Avant de prendre des engagements positifs, le Gouvernement du Roi se réserve d'examiner de nouveau la liste des Évêques dont le retour ne présenterait pas d'inconvénients, liste que vous avez remise au cardinal Antonelli.

IV. Le Gouvernement du Roi entend se réserver une liberté entière de décision à l'égard de ceux des Évêques dont il considère le retour dans leurs diocèses comme dangereux par des raisons d'ordre public. Le Saint-Siège pourra de son côté prendre des informations dans ce

but et vous faire part du résultat de cette enquête, afin qu'on soit promptement renseigné ici et qu'on soit en mesure d'y puiser les éléments de résolutions définitives. Il ne peut y avoir pour le moment d'autres communications entre le Saint-Siège et le Gouvernement du Roi, que par votre intermédiaire.

V. Vous devrez exiger comme condition *sine qua non* la lettre pastorale par laquelle les Évêques annonceront leur retour dans leurs diocèses et promettront de respecter les lois. Un tel acte aura pour effet de faire accepter favorablement par les populations le retour des Évêques et promettra au Gouvernement de le justifier, même vis-à-vis de ses adversaires. Il est entendu que les lettres pastorales devront être brèves et claires ; elles ne devront contenir aucunes allusions au passé, ni la phrase dont vous avez à juste titre réclamé la suppression.

VI. On désire une déclaration explicite sur les effets de la destitution dont seraient menacés les Évêques qui ne retourneraient pas à leur diocèse.

VII. On désirerait savoir quel Cardinal Évêque du Royaume serait désigné pour le siège de Milan.

VIII. L'Évêque actuel préconisé au siège de Milan ne pourrait être nommé dans le Royaume à aucun Évêché.

IX. Le siège de Crema est destiné à être supprimé ; on pourrait consentir à la nomination de Macchi à un autre siège vacant parmi ceux qui seront conservés, comme par exemple celui de Côme.

X. On admet les propositions faites à l'égard des Évêques de Bologne et de Loreto.

XI et XII. On savait que le siège de Sarsina était administré par l'Évêque de Bertinoro et l'on consentirait à la continuation de cet état de choses, tant que vivra le titulaire actuel, mais on ignorait que le Saint-Siège eût également pourvu aux sièges de Cervia, d'Orvieto et de Sinigaglia. On désirerait être promptement renseigné à ce sujet. Il ne s'agit donc plus seulement de huit sièges auxquels il aurait été pourvu dans les anciennes provinces pontificales, mais bien de onze dont cinq devraient seuls être conservés d'après les plans du Gouvernement. Dès lors, il n'est plus possible de s'arrêter aux combinaisons qui avaient été précédemment indiquées à titre d'arrangement ou de transaction. Et il conviendra de déclarer que le Gouvernement ne peut plus admettre les nominations proposées à titre de compromis ou de transaction, dans la note du 27 de ce mois, pour ces sièges qui, en vertu de la nouvelle circonscription diocésaine devront être supprimés ou réunis à d'autres ; mais il consentira à ce que le Saint-Siège nomme les Évêques qu'il avait appelés aux sièges dont la suppression est décidée à d'autres sièges qui doivent être conservés ; le Saint-Siège pourra à cet effet procéder dès à présent à ces réunions dont il avait

déjà accepté en principe l'idée. Et dans ce but on pourrait citer comme exemple et pour démontrer la convenance de cette mesure, la réunion des trois diocèses vacants en Ombrie, c'est-à-dire, Orvieto, Nocera et Città di Castello, en un seul diocèse qui comprendrait à peu près cent mille habitants; il en serait de même des autres.

XIII. On admet qu'il soit procédé dès à présent à la nomination aux Évêchés à l'égard desquels le Gouvernement du Roi a donné son consentement sauf les renseignements à prendre sur les titulaires et sauf la question relative à la teneur des bulles dont il est fait mention dans les instructions.

XIV. On n'admet pas que pendant ce temps des nominations soient faites à ceux des Évêchés que le Gouvernement n'entend point conserver. Le Gouvernement ne peut renoncer au projet d'une nouvelle circonscription diocésaine.

XV. Conformément à ce qui a été exposé ci-dessus au n° XI et XII, il convient que le Saint-Siège hâte les mesures relatives à la réunion des diocèses et en détermine les bases. Ainsi sera facilité un prompt accord en ce qui touche les diocèses auxquels il a été pourvu dans les anciennes provinces pontificales.

XVI. Comme on ne doute pas que le Saint-Siège ne soit disposé à accorder au Roi d'Italie pour la Lombardie, ce qu'il a accordé à l'Empereur des Français pour la Savoie et le Comté de Nice, c'est la ferme résolution, du Gouvernement du Roi que, pour toutes les provinces du Royaume, les droits et les prérogatives du pouvoir civil en ce qui touche la nomination, la présentation ou la recommandation des Évêques, soient pleinement maintenus.

XVII. En conséquence, dans le cas de nouvelles nominations, les propositions émaneront du Roi et seront admises par le Saint-Siège, ce que devront constater les bulles respectives, dans les termes indiqués par les instructions.

XVIII. Tous les évêques devront prêter serment, conformément à une formule identique qui sera celle usitée dans le Royaume. On ne voit pas de motif pourquoi il devrait y avoir une formule différente pour les évêques, puisque le serment qu'ils auront à prêter est un acte purement civil. La formule ainsi unifiée, sera certainement plus digne que celles qui ont été transmises et qui étaient en usage dans les anciennes et les autres provinces du Royaume. Vous ne manquerez pas de faire observer à l'occasion qu'il n'y a aucune réserve d'*obéissance au Saint-Siège* dans la formule sanctionnée par le concordat de 1803.

XIX. On ne peut se départir, en ce qui touche la présentation des bulles pour l'exequatur, des règles établies par les lois du Royaume.

XX. On admet que chaque diocèse aura son séminaire, lequel tou-

tefois, en ce qui touche les écoles secondaires ou classiques, sera soumis aux lois du Royaume.

XXI et XXII. On réserve toute question de personnes tant que n'auront pas été résolues les questions de principes. On enverra la liste demandée contenant les propositions de nominations aux sièges épiscopaux et l'on désire connaître immédiatement quelles nominations parmi celles qui ont été proposées, auront été acceptées par le Saint-Siège.

XXIII. Toutes les correspondances se rattachant à cette négociation, devront vous être adressées.

Je vous exprime, ainsi qu'à votre collègue, toute ma satisfaction pour l'intelligence et le soin que vous avez mis à traiter ces questions difficiles. Il va de soi et telle est l'intention du Gouvernement, qu'on ne cherchera point à tomber d'accord sur des points spéciaux tant qu'on ne se sera pas entendu sur les principes généraux et en particulier sur les points les plus importants qui sont ceux relatifs aux diocèses à supprimer ou à réunir, à la teneur des bulles, à la nomination aux sièges dans les anciennes provinces pontificales, au serment des évêques et à la présentation des bulles pour *l'exequatur*.

Mais comme à Rome on demande lorsque nous refusons et qu'on refuse lorsque nous offrons, vous aurez soin de ne donner l'occasion au Saint-Siège, ni de demander, ni de refuser : attendez qu'il s'explique.

Signé : LA MARMORA.

ANNEXE.

Formule générique du serment usité dans le Royaume d'Italie.

Moi, N.... N..., par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, évêque de..., je jure d'être fidèle à Votre Majesté et à ses Royaux successeurs, d'observer loyalement la Constitution et les lois de l'État, en contribuant au bien irréparable du Roi et de la Patrie.

Formule de serment usitée dans les provinces Sardes.

Moi, N.... N..., par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, évêque de..., je jure d'être fidèle à Votre Majesté Royale et à ses Royaux successeurs, d'observer loyalement les statuts et les lois de l'État, de ne tenter ni comploter, soit moi-même, soit avec l'aide d'autres, aucunes choses contre la personne et le Gouvernement de Votre Majesté, de ne consentir à aucuns actes semblables, de les dévoiler et de les empêcher au contraire, et de combattre ceux qui tenteraient de conspirer, sans cependant m'écarter par là de l'obéissance due à la Sainte Église Catholique Apostolique Romaine.

Formule de serment édictée par le Concordat du temps de la République italienne et du pape Pie VII (16 septembre 1801).

Je jure et je promets sur les Saints Évangiles, obéissance et fidélité au Gouvernement de la République italienne; je promets également de n'entretenir aucunes intelligences, de n'intervenir dans aucun conseil, ni de prendre part à aucune réunion suspecte en Italie ou à l'extérieur qui puissent être préjudiciables à la tranquillité publique et d'informer le Gouvernement, aussitôt que j'en aurais connaissance, des machinations qui se poursuivraient, soit dans mon diocèse, soit ailleurs, au préjudice de l'État.

Formule de serment établie par le Concordat du 16 septembre 1803.

Je jure et je promets sur les Saints Évangiles obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur et au Roi; je promets également de n'entretenir aucune intelligence, de n'intervenir dans aucun conseil, ni de prendre part à aucune affiliation suspecte en dedans ou en dehors du Royaume, qui puissent être préjudiciables à la tranquillité publique et d'avertir le Gouvernement, dès que j'en aurais connaissance, des complots qui se trameraient, soit dans mon diocèse ou ma paroisse, soit ailleurs, au préjudice de l'État.

Formule de serment établie par le Concordat autrichien du 18 août 1855, pour les provinces lombarde-vénitiennes.

Je jure et je promets sur le Saint Évangile de Dieu, comme il convient à un évêque, obéissance et fidélité à Votre Majesté Impériale Royale apostolique et à tous ses successeurs. Je jure également et je promets de ne prendre part à aucune correspondance ou projet de nature à nuire à la tranquillité publique et de n'avoir aucunes relations suspectes en dedans ou en dehors de l'Empire, et, toutes les fois que j'apprendrai qu'un péril menace l'État, de ne rien négliger pour détourner ce péril.

Formule de serment pour les Provinces napolitaines.
Concordat du 16 février 1818.

Je jure et je promets sur les Saints Évangiles obéissance et fidélité à Votre Majesté Royale. Je promets également que je n'entretiendrai aucune communication ni assisterai à aucune réunion, ni ne conserverai, soit en dedans soit en dehors du Royaume, aucune relation suspecte qui puisse nuire à la tranquillité publique. Et si j'apprenais,

dans mon diocèse ou ailleurs, qu'il se trame quelque chose contre l'État, j'en donnerai avis à Sa Majesté.

Dans les Provinces de la Toscane, les évêques ne prêtaient point serment; aussi ne fût-il point donné suite à une représentation du secrétaire du Pouvoir Royal, touchant la nécessité de faire prêter aux évêques le serment civil avant le serment prêté au Pape au moment de l'investiture.

Dans les Provinces parmesanes, bien que le serment fût prescrit aux Evêques par l'article 18 de la Convention du 26 messidor de l'an XVIII, cependant cette disposition ne reçut pas son application sous les différents Gouvernements de Parme. Ces derniers n'exercèrent qu'à grand peine le droit de l'exequatur Royal, à l'égard des Bulles de nomination des Evêques, ainsi qu'on le voit pour la nomination de Mgr Zanardi à l'évêché de Guastalla, en 1836, tandis que cela n'eut point lieu pour Mgr Cantimorri, aujourd'hui évêque de Parme.

Dans les Provinces modenaises, il ne paraît pas qu'aucun serment civil ait été prêté par les évêques; mais même relativement aux fonctionnaires civils, le serment n'était pas exigé pour certaines catégories de ces employés, ainsi qu'il résulte de l'acte du 27 mars 1850 et de plusieurs autres actes subséquents qui portaient des déclarations annexes ou corrélatives.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets au sujet du retrait de la loi sur les corporations religieuses, et sur le caractère de la mission confiée à M. le commandeur Vegezzi.

Turin, le 2 mai 1865.

« Monsieur le Préfet,

« Comme vous l'avez appris par des journaux politiques, le Gouvernement du Roi s'est décidé à retirer, alors que la discussion était déjà avancée, le projet de loi sur la suppression des corporations religieuses. Ce fait a naturellement produit une certaine émotion dans l'opinion publique, émotion d'autant plus grande que l'attente et le désir de la solution de cette grave question étaient plus vifs.

« L'acte du Gouvernement a été interprété et jugé de différentes manières et à divers points de vue. Il en est qui ont même voulu trouver une corrélation évidente entre le retrait de la loi et la mission confiée au commandeur Vegezzi, près le Saint-Siège, n'hésitant pas à

affirmer et à publier que ce retrait était une conséquence formelle de cette mission, et, partant, l'abandon absolu du projet primitif, un changement de politique, une concession faite à la Cour de Rome au détriment des droits de l'État. On en tirait la triste conséquence que le Ministère entraînait dans une voie rétrograde, après avoir mis de côté les justes et légitimes aspirations de la nation.

« Le Ministère ayant la conscience du grave mandat qui lui incombe en face de l'État et de la Couronne, sûr de s'être toujours tenu et de se tenir dans une ligne de politique sincère, loyale, telle qu'elle convient à la dignité de la nation, croit à propos de bien expliquer à ses représentants dans les provinces du Royaume la raison de sa conduite, pour que ceux-ci, à leur tour, puissent au besoin éclairer et rassurer les esprits agités et maintenir parmi les populations la confiance dans le Gouvernement du Roi.

« Et d'abord le Ministre a cru convenable et à propos de retirer du Parlement le projet de loi sur la suppression des corporations religieuses, parce que l'opposition et les difficultés de diverse nature que le projet présenté par le ministère avait rencontrées, et notamment le dernier vote, lui faisaient pressentir que ce projet ne pouvait être mené à terme avec succès dans les deux Chambres du Parlement. Toutefois, si cette considération a pu conseiller l'opportunité du retrait de la loi, le Gouvernement, convaincu de l'importance politique de cette mesure et des avantages moraux et économiques qui en doivent jaillir, a la ferme intention de le représenter à la prochaine Session législative.

« Quant à la mission près le Saint-Siège, le Gouvernement du Roi n'hésite pas, monsieur le Préfet, à vous confirmer ce qu'il a déclaré à la Chambre des Députés, c'est-à-dire que par ces négociations on n'entend nullement s'écarter des principes fondamentaux sur lesquels repose la politique du royaume italien.

« Si, dans sa sollicitude religieuse, le Saint-Père a jugé à propos de s'adresser au Gouvernement du Roi pour l'entretenir de la nécessité de pourvoir, de concert avec lui, aux Sièges épiscopaux vacants dans le Royaume, le Gouvernement italien ne pouvait certainement pas ne point accepter cette invitation, soit par respect pour le Chef de la catholicité, soit par son propre devoir, et, en confiant cette mission au commandeur Vegezzi, il n'avait et ne pouvait avoir d'autre intention que de concilier les intérêts spéciaux de l'Église avec ceux de l'État.

« Mais on ne peut en aucune façon supposer que dans cet acte de haute convenance le Gouvernement a pu oublier le devoir de sauvegarder les droits et les lois de l'État, les prérogatives de la Couronne, et de maintenir intactes et réservées les questions politiques qui se lient ou qu'on veut confondre avec la question religieuse.

« En conséquence, monsieur le Préfet, le soussigné, en portant ces déclarations à votre connaissance, compte largement sur vous, afin que, par les moyens que vous jugerez les plus appropriés et par l'influence que vos hautes fonctions vous confèrent justement, vous vouliez bien vous employer pour que, dans votre province, l'opinion publique ne soit pas entraînée à des jugements contraires à la vérité, ou même seulement dans une appréciation inexacte de la conduite du Gouvernement sur un sujet si grave et si délicat.

« Le soussigné attend de la courtoisie de monsieur le Préfet un accusé de réception de la présente et quelques mots sur le résultat de ses démarches à ce propos.

« *Signé : G. LANZA.* »

Dépêche du chevalier Nigra au général La Marmora à Turin, au sujet de l'impression produite en France sur la mission du commandeur Vegezzi à Rome.

Paris, le 27 avril 1865.

« Monsieur le Ministre,

« M. Drouyn de Lhuys m'a parlé aujourd'hui de la mission confiée par le Gouvernement du Roi au Commandeur Vegezzi, il m'a exprimé la satisfaction qu'éprouvait le Gouvernement français à entrevoir la possibilité d'un accord entre les Cabinets de Turin et de Rome, bien que cet accord fût limité aux seules affaires religieuses. Son Excellence a ajouté qu'Elle avait envoyé au comte de Sartiges des instructions qui lui prescrivent de se tenir complètement en dehors de ces négociations.

« La nouvelle de la mission précitée a été favorablement accueillie par l'opinion publique en France et a produit une bonne impression.

« *Signé : NIGRA.* »

Dépêche du général La Marmora au commandeur Vegezzi, le référant aux instructions qu'il a reçues pour ses négociations avec la Cour de Rome.

Turin, le 22 mai 1865.

« Monsieur le Commandeur,

« Vous êtes chargé par le Gouvernement du Roi de poursuivre les négociations entamées avec le Saint-Siège dans le but de pourvoir aux Sièges épiscopaux vacants dans le Royaume. Vous vous référerez dans

ces négociations aux instructions ci-annexées délibérées en Conseil de la Couronne. Je m'en remets avec une entière confiance à votre prudence et à votre sagacité éprouvée, pour l'accomplissement de cette importante mission, et je fais des vœux pour qu'elle puisse atteindre le but que désirent, aussi bien le Roi et son Gouvernement que le Saint-Siège.

« Signé : LA MARMORA. »

ANNEXE.

Nouvelles instructions pour le commandeur Vegezzi.

Le Conseil de la Couronne, après le plus mûr examen et des discussions approfondies, a décidé de vous communiquer, suivant le désir que vous en avez exprimé, les bases définitives dont vous voudrez bien ne pas vous écarter en poursuivant les négociations au sujet de l'arrangement qui doit intervenir avec le Saint-Siège, à la suite de la lettre autographe écrite par Sa Sainteté à Sa Majesté le Roi, en date du 6 mars dernier.

Les principaux points sur lesquels devra porter cet arrangement sont les cinq suivants :

Le retour des Évêques qui sont éloignés de leurs diocèses.

L'installation des Évêques préconisés antérieurement à cette négociation.

La nomination aux autres Sièges vacants.

L'exequatur donné aux Bulles de nomination.

Le serment à prêter par les Évêques nouvellement nommés.

En ce qui touche chacun de ces cinq points, le délégué du Gouvernement Royal s'attachera aux règles suivantes :

Retour des Évêques absents. — I. Le Gouvernement du Roi consent, en principe général, au retour des Évêques.

II. Mais il y a lieu de distinguer entre les Évêques dont le retour ne paraît offrir aucun inconvénient, aucun danger, et ceux dont le retour pourrait amener des désordres, des inconvénients graves ; à cet égard vous vous reporterez à la Note qui vous a été remise.

III. Le Gouvernement est disposé à consentir au retour des premiers, pourvu que ce retour ait lieu séparément, successivement et pour ainsi dire insensiblement. En outre, on devra fixer, dès à présent, nominativement l'ordre du retour ou s'entendre pour que cet ordre soit réglé, soit par le Gouvernement, soit par le Saint-Siège. Ce dernier cependant aura soin d'en donner préalablement avis au

Gouvernement. Enfin il doit être convenu que les Évêques qui ne seraient point retournés dans leurs diocèses, pourront encourir la déchéance dont les menacent les lois canoniques.

IV. En ce qui touche les Évêques dont le retour pourrait faire craindre des désordres et des troubles, ils seront spécialement désignés ; les deux Hautes Parties se procureront à cet effet toutes les informations qu'elles jugeront utiles et, en s'en communiquant les résultats, elles se concerteront pour autoriser le retour de ces Prélats dans la mesure du possible.

V. Le délégué du Gouvernement du Roi formulera les autres conditions, moins importantes, du retour, et les modifiera sagement de façon à ce qu'elles puissent être acceptées par le Saint-Siège.

VI. *Admission des Évêques préconisés antérieurement.* Le Gouvernement du Roi ne peut admettre la nomination de l'Archevêque préconisé au Siége de Milan.

VII. Il est disposé à reconnaître les autres Évêques préconisés antérieurement à cette négociation, c'est-à-dire avant le mois de mars 1865, sous la condition toutefois de l'exequatur et du serment.

VIII. Des renseignements satisfaisants ayant été obtenu sur l'Évêque préconisé en mars 1865, le Gouvernement consentira également à son admission.

IX. Le Gouvernement considère comme opportun que l'arrivée des Évêques préconisés, dans leurs diocèses respectifs, ait lieu successivement et isolément ; qu'on réserve en dernier l'installation des Évêques nommés aux Sièges de Bologne et de Lorette, et qu'il n'y soit pas procédé avant que les craintes de troubles graves aient complètement disparu.

X. Les titulaires admis qui, après en avoir reçu l'ordre du Saint-Siège, ne se seraient pas rendus à leur poste, pourront encourir la déchéance édictée par les lois canoniques.

XI. *Sièges vacants.* — Pour ce qui est des Sièges vacants, le Gouvernement n'est disposé à consentir à la nomination d'Évêques que pour les Sièges suivants :

Turin, Alexandrie, Aoste, Asti, Cuneo, en Piémont.

Sarzana, en Ligurie.

Sassari-Alghero, en Sardaigne.

Milan, Come, en Lombardie.

Arezzo, Livourne, Pistoie, Prato, en Toscane.

Amalfi, Capoue, Aquino-Gerace, Lecce, Potenza, dans les Provinces napolitaines.

Catane, Messine, Girgenti, Noto, en Sicile.

Par un acte de déférence spéciale pour la personne du Saint-Père, la Gouvernement consentira, si le désir lui en est exprimé, à la nomina-

tion d'Évêques aux Sièges de Sinigaglia, dans les Marches, et de Modigliana, en Toscane.

XII. Le Gouvernement ne peut donner son assentiment à des nominations faites pour d'autres Sièges.

XIII. Le délégué Royal présentera au nom de son Gouvernement la liste des nominations à faire ; pour arrêter cette liste, il sera libre de prendre tous les renseignements qu'il jugera convenables.

Exequatur. XIV. Le Gouvernement du Roi ne peut accorder la dispense de l'exequatur exigé par les lois du Royaume.

XV. Chaque Évêque nouvellement nommé devra dès lors présenter la Bulle de sa nomination au Gouvernement et obtenir de ce dernier la formule exécutoire.

XVI. La forme de la présentation de la Bulle ou de la demande d'exequatur, pourrait être fixée de la manière qui paraîtra le plus convenable.

Serment. XVII. Le Gouvernement du Roi ne peut dispenser du serment dans la forme généralement adoptée dans le Royaume et devra l'exiger de tous les Évêques, tant des Évêques préconisés qui seront admis en vertu de l'arrangement à intervenir, que des autres qui seront ultérieurement nommés.

Observations générales. XVIII. On devra chercher autant que possible à faire rentrer, dans l'arrangement projeté, tous les points qui ont été discutés et sur lesquels il y a eu divergence d'opinion.

XIX. S'il n'était pas possible d'arriver à une entente sur tous les points sus-mentionnés, le délégué Royal pourra proposer un arrangement partiel sur l'un ou sur l'autre de ces mêmes points ou sur certaines parties seulement et en préparer l'exécution, pourvu, toutefois que cet accord partiel ne porte aucune atteinte aux autres points restés en suspens.

En suivant et en observant ces règles, le délégué Royal pourra conclure l'accord sans avoir besoin d'aucune autorisation ultérieure.

Dépêche du général La Marmora au commandeur Vegezzi à Rome, regrettant l'impossibilité d'arriver à une entente avec le Saint-Siège.

Florence, le 29 juin 1865.

Monsieur le Commandeur, j'ai reçu les trois lettres que vous m'avez adressées de Rome, en date des 12, 14 et 16 courant.

Le Gouvernement du Roi déplore que les résolutions prises par la Cour Pontificale ne laissent aucune possibilité d'arriver à l'arrange-

ment dont il avait, dans l'intérêt religieux des populations, et dans un esprit de conciliation et de déférence vis-à-vis du Saint-Siège, accueilli avec empressement la proposition. Et comme vous aurez à quitter Rome sous peu, vous ne manquerez pas, en prenant congé du Saint-Père, de lui témoigner à cette occasion tout le regret que le Gouvernement du Roi éprouve de ce que le Saint-Siège n'ait point trouvé suffisantes les concessions offertes par lui. Mais ces concessions n'auraient pu s'étendre jusqu'aux limites fixées par la Cour de Rome, sans altérer profondément le caractère purement ecclésiastique que l'accord devait, suivant nous, nécessairement conserver.

Nous avons négocié avec le chef vénéré de l'Église et non avec le Souverain de l'État pontifical ; nous avons négocié au sujet d'intérêts religieux qui nous sont communs avec tous les autres États catholiques, et qui sont en dehors de toute controverse politique.

Nous regrettons que le Saint-Siège n'ait pas cru devoir se renfermer dans ces limites, comme le prouve son refus d'admettre les droits de l'État, en ce qui touche la question de l'exequatur et celle du serment.

En fait, le Gouvernement du Roi n'a jamais entendu demander à la Cour de Rome une confirmation de l'ordre des choses établi par la volonté nationale, dans une partie quelconque de l'Italie ; et tel ne pourrait être, comme il a eu souvent l'occasion de le déclarer, la signification du serment et de l'exequatur que des raisons impérieuses de dignité, de droit intérieur et d'ordre public obligeaient le Gouvernement à exiger.

Le serment et l'exequatur, dans la forme proposée par le Gouvernement, devaient avoir pour but de constater ces devoirs incontestables de soumission à l'égard de la souveraineté régnante et d'obéissance aux lois en vigueur, devoirs qui furent toujours recommandés par l'Église à ses ministres et aux fidèles, comme n'étant pas du domaine religieux.

En jetant les yeux sur les phases successives de la présente négociation, nous sommes heureux de remarquer que, sauf ces deux points, le Saint-Siège n'a pu s'empêcher de reconnaître comme satisfaisantes, en elles-mêmes, les concessions faites par le Gouvernement du Roi, et que des préoccupations étrangères ont seules pu, ainsi que cela résulte des déclarations même de la cour de Rome, l'amener à réclamer des concessions plus étendues et, comme je l'ai déjà dit, inadmissibles.

Toutefois, pour donner jusqu'au bout une preuve de la haute déférence que le Gouvernement professe à l'égard de l'Église, dans toute question d'ordre ecclésiastique dans laquelle ne sont point impliqués les droits de la couronne et de la nation, et pour ne pas laisser sans

aucun résultat, autant qu'il dépend de lui, l'initiative prise par le Saint-Père, le Gouvernement du Roi vous autorise à annoncer à Sa Sainteté, que, pour sa part, il consentira à ce que les évêques, actuellement absents de leurs diocèses, y retournent suivant les conditions déjà fixées par vous de concert avec le Saint-Siège.

Signé : LA MARMORA.

Dépêche du commandeur Vegezzi au général La Marmora, contenant son rapport sur la seconde période de sa mission à Rome.

Turin, le 3 juillet 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à Votre Excellence, le rapport qui a été rédigé par moi et mon collègue, et qui embrasse la seconde partie de notre mission à Rome.

Signé : VEGEZZI.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES.

Dans les premiers jours du mois de juin dernier, les soussignés se sont rendus à Rome pour reprendre et poursuivre avec le Saint-Siège les négociations entamées au mois d'août précédent, conformément au mandat qu'ils ont eu l'honneur de recevoir du Gouvernement du Roi.

En reprenant de nouveau cette négociation, ils se sont, ainsi qu'il était de leur devoir, attachés rigoureusement à la teneur des instructions délibérées dans le Conseil de la Couronne, le 22 mai.

Les objets principaux des négociations étaient, si l'on veut bien s'en rappeler, au nombre de cinq :

1° Le retour à leurs sièges respectifs des Évêques qui s'en étaient éloignés, soit par décision du Gouvernement, soit par leur propre volonté ;

2° L'installation des Évêques préconisés par le Saint-Siège, avant l'ouverture des négociations ;

3° La nomination aux sièges épiscopaux vacants ;

4° L'exequatur royal accordé aux bulles de nomination ;

5° Le serment à prêter par les Évêques qui viendraient à être nommés.

Les soussignés ont exposé à S. Ém. le cardinal Antonelli, secrétaire d'État, qui a été de nouveau chargé par Sa Sainteté de suivre avec eux

cette négociation, quels étaient les arrangements auxquels le Gouvernement du Roi était disposé à donner son assentiment.

Ils commencèrent par discuter la question du retour des Evêques absents de leurs sièges, question non-seulement séparée et distincte, mais aussi tout à fait indépendante des autres. Il leur a paru utile ensuite de traiter d'abord des deux derniers points relatifs à l'exequatur et au serment, soit parce qu'ils renfermaient des questions de principes, soit parce que si l'on ne parvenait pas à s'entendre à cet égard, on ne pouvait passer à la discussion, tant sur l'installation des Evêques préconisés, que sur la nomination aux sièges vacants, soit enfin parce que, dans le cas où les négociations devraient être closes, ou rester en-suspens ou être rompues, il semblait plus conforme à la dignité du Gouvernement que cela eût lieu pour des divergences d'opinion, sur des questions de principes, plutôt que sur des questions où il ne se serait agi en définitive que de la nomination de quelques sièges de plus, ou de l'acceptation ou du refus de telle ou telle personne, car il était bien établi qu'il n'existait pas, en ce qui touche les personnes, de divergence grave, si ce n'est à l'égard de l'Evêque préconisé de Milan, et d'ailleurs, le Saint-Siège s'était montré assez disposé à souscrire à la déclaration formelle, faite au nom du Gouvernement du Roi, annonçant que cette nomination ne pouvait être acceptée.

Du retour des Evêques absents de leurs sièges. Relativement au retour des Evêques absents de leurs sièges, les soussignés firent connaître que le Gouvernement du Roi, se rendant aux instances du Saint-Siège, et vu les considérations qui ont été présentées, n'insistait plus sur la condition précédemment posée par lui, à savoir que les Evêques qui voudraient retourner dans leur diocèse, devraient adresser une déclaration au Gouvernement ou une lettre pastorale au peuple, dans laquelle ils s'engageraient solennellement à la fidélité au Roi et à l'obéissance aux lois de l'Etat.

Grâce à cette concession, l'accord s'établit sur ce point, et il fut convenu en conséquence :

1° Que le Gouvernement du Roi consentirait, en règle générale, à ce que les Evêques absents de leurs diocèses y retournassent, en exceptant toutefois les sièges dans lesquels la rentrée des Evêques serait impossible ou dangereuse, à cause des scandales et des désordres qu'elle pourrait occasionner au sein de la population, et dans lesquels la sécurité personnelle du Prélat se trouverait ainsi menacée.

2° Le consentement fut donné et accepté, à la condition que le retour eût lieu séparément, successivement et, autant que possible, insensiblement.

3° Il fut entendu que le Gouvernement du Roi déterminerait, avec

le plus grand soin, l'ordre et la mesure dans lesquels s'effectueraient ce retour, et donnerait avis à chaque Évêque absent de la libre faculté qui lui était accordée de retourner à son siège, sauf à prendre telles résolutions qu'il jugerait utiles, dans le cas où l'un des Évêques autorisés à retourner dans leurs diocèses ne croirait pas devoir user de cette faculté.

Déjà, lors des premiers pourparlers, il a paru aux soussignés que le Saint-Siège attachait une grande importance à cette question du retour des Évêques absents de leurs diocèses. Dans la première période de la négociation, lorsque les délégués du Roi avaient fait observer qu'on ne pouvait dès à présent consentir au libre retour de ces Évêques, parce qu'on avait des motifs de craindre à cette occasion des désordres et des troubles, et parce que les Prélats eux-mêmes courraient peut-être des dangers ; qu'il était, dès lors, nécessaire, avant de prendre une résolution, de recueillir des informations nouvelles et précises, le Gouvernement du Saint-Siège avait répliqué que les informations qu'il avait reçues de son côté l'avaient convaincu du contraire, et qu'il craignait que les renseignements du Gouvernement du Roi ne fussent point exacts ni conformes à la vérité. Pour ces motifs, il semblait que le Saint-Siège verrait de graves difficultés à consentir à ce que le retour de certains prélats, plus haut placés en dignités, ne fût admis qu'en principe et qu'à titre d'essai, c'est-à-dire dans le cas seulement où l'on serait sûr que le retour pût avoir lieu sans danger, sans désordres et sans péril pour la personne de ces prélats. De même les soussignés avaient cru s'apercevoir, dans la première période des négociations, que le Saint-Siège, tout en admettant que le retour devrait s'effectuer graduellement, insensiblement, désirait cependant que le soin de fixer l'ordre du retour lui fût laissé, parce que, dans certains cas, il pourrait être obligé de donner à quelques-uns des Prélats l'ordre formel de rentrer dans leurs diocèses.

A l'effet de concilier ces opinions divergentes, soutenues par les deux Hautes Parties contractantes, les soussignés é mirent l'avis que l'on pourrait ranger les prélats absents de leurs diocèses en trois catégories, en prenant pour base le mémoire rédigé par le Ministre de Grâce et de Justice ; que dans l'une on pourrait comprendre les Prélats au retour desquels ne s'élèverait aucun obstacle ; dans la seconde, les Évêques à l'égard desquels il y aurait lieu de prendre encore des informations plus précises, pour savoir si leur retour pourrait s'effectuer sans inconvénient ; dans la troisième, enfin, ceux dont le retour, comme on aurait de graves raisons de le craindre encore aujourd'hui, amènerait l'explosion de troubles, et qui devraient en conséquence être ajournés, jusqu'à ce que la nouvelle du retour des autres Prélats eût préparé les populations à les recevoir, et que le temps eût apaisé

les passions ; on aurait ainsi tout le temps de s'assurer si le retour pouvait s'effectuer sans graves inconvénients.

En conséquence, les soussignés dressèrent trois listes, comprenant ces trois catégories, en proposant que le soin de fixer l'ordre du retour des Prélats compris dans la première liste fût laissé au Saint-Siège, sauf les arrangements ultérieurs à prendre, après de nouvelles informations, en ce qui touche les Évêques compris dans les deux autres listes.

Mais dans le cours des dernières négociations, le Saint-Siège ne renouvela pas sa demande, tendant à ce qu'il eût le droit de déterminer l'ordre du retour ; il ne jugeait sans doute pas opportun d'assumer la responsabilité des conséquences du retour, attendu le caractère peu rassurant des informations recueillies sur l'esprit des populations. Le Cardinal Secrétaire d'État fit même observer que la fixation de l'ordre du retour, lequel, conformément à l'accord intervenu, devait s'effectuer séparément, insensiblement, était entièrement du ressort du Gouvernement du Roi, chargé de veiller à la tranquillité du pays. Dans cet état de choses, les délégués du Gouvernement du Roi ne pouvaient faire autrement que de consentir à ce que ce soin fût laissé à la prudente appréciation du Gouvernement, et, dès lors, ils tombèrent d'accord sur les dispositions sus-mentionnées, lesquelles, à défaut d'autres, ont le mérite d'être plus simples et de donner lieu à moins de contacts entre les deux Gouvernements, contacts qui ne manqueraient pas de rendre plus difficile la réalisation de l'accord, et pourraient même faire naître de nouvelles causes de froissements.

Comme le nombre des Évêques absents de leurs diocèses est assez considérable (40 environ), dont 36 pour les provinces napolitaines et 4 pour les autres provinces, suivant le dernier rapport émané du Ministre de Grâce et de Justice, cette partie de la négociation, qui concerne le retour des Évêques absents, semblait cependant devoir intéresser particulièrement le Saint-Siège : aussi les soussignés devaient-ils chercher à connaître les motifs probables de l'indifférence relative que la Cour de Rome paraissait, aujourd'hui, témoigner à cet égard.

Si les renseignements qu'ils ont recueillis ne les ont pas induits en erreur, cette différence d'appréciation doit être attribuée premièrement à ce que plusieurs, sinon tous les Évêques absents de leurs diocèses et demeurant à Rome, ne désiraient pas retourner à leurs sièges ou y trouvaient de trop grands risques, et cherchèrent par tous les moyens en leur pouvoir à empêcher la conclusion d'un arrangement sur ce point ; et, secondement, aux avis contraires exprimés avec beaucoup d'insistance et de vivacité, par des personnes qui se sont donné la tâche d'attaquer tout arrangement passé avec le Gouvernement royal ;

ces personnes, d'après ce qui a été affirmé aux délégués du Roi, travaillèrent avec opiniâtreté à empêcher que les négociations, entamées sur l'initiative du Saint-Père, n'aboutissent à un résultat quelconque, en tâchant de faire croire que le Gouvernement du Roi, si on lui abandonnait le soin de fixer l'ordre du retour successif et séparé des Évêques, ne ferait que peu de diligences ou même n'en ferait aucune pour résoudre cette question.

On se proposait déjà de repousser ces accusations, lorsque les soussignés demandèrent, dans leur note du 16 juin, au Gouvernement, qui commençait à mettre à exécution les mesures relatives au retour des Évêques, qu'il voulût bien accorder à Mgr Marongiu, archevêque de Cagliari, l'autorisation de rentrer librement, et voulût bien en même temps les charger d'en donner avis à ce Prélat, attendu que, déjà, dans le premier rapport général, Mgr Marongiu avait été désigné parmi ceux au retour desquels il n'y avait aucun obstacle.

Cette décision, prise par le Gouvernement du Roi, aurait prouvé avec quelle sincérité il agissait ; mais dans sa réponse du 19 juin, le Gouvernement déclara qu'il avait jugé convenable de consulter préalablement le Préfet de la province, pour être assuré que le retour ne pouvait donner lieu à aucun inconvénient particulier, et cette formalité imprévue empêcha de mettre immédiatement à exécution l'arrangement convenu.

De l'exequatur accordé aux bulles de nomination. En faisant connaître tout ce que le Gouvernement était disposé à accorder au sujet de l'exequatur, les soussignés déclarèrent au Saint-Siège que, vu le grand nombre d'évêques préconisés avant l'ouverture des négociations actuelles, nombre plus considérable encore qu'on ne l'avait supposé, le Gouvernement ne pouvait consentir à d'autres nominations que celles indiquées sur la liste dressée par lui, qu'il y ajoutait cependant les nominations aux deux sièges de Modigliana et de Sinigaglia conformément aux paragraphes xi et xii des instructions du 22 mai.

Mais, ensuite, par les motifs qu'ils ont expliqués au commencement de ce rapport, les délégués du Roi firent observer qu'il fallait avant tout aborder la discussion des deux questions les plus importantes, celles de l'exequatur et du serment, auxquelles les autres questions étaient nécessairement subordonnées. En effet, si un accord pouvait faire disparaître ces deux principales raisons de divergence, les autres, moins importantes et ne se référant pas à des questions de principe, devaient, à leur avis, facilement être écartées par une transaction.

Cette observation fut reconnue comme fondée et l'on traita d'abord de l'exequatur et ensuite du serment.

Sur ces deux points, et malgré les nombreuses séances dans les-

quelles ils furent discutés, on ne put néanmoins arriver à un accommodement.

Les délégués du Gouvernement croient devoir faire connaître ici le système auquel ils se sont attachés en traitant cette partie de la négociation.

L'exequatur, ainsi qu'ils le déclarèrent, n'est en résumé que l'acte du Souverain de l'État par lequel, après avoir pris connaissance de la nomination faite par le Saint-Siège, il constate que rien ne s'oppose à son exécution et y donne son consentement, comme le mot lui-même l'exprime.

Il est de principe, dans le droit public du Royaume, qu'aucune provision faite par le Saint-Siège ne peut recevoir son exécution, sans avoir été préalablement soumise au Gouvernement du Roi, qui examine si elle ne porte pas atteinte aux droits de souveraineté et aux lois du Royaume.

Indépendamment des dispositions positives du droit public intérieur, et indépendamment de ce qui a été pratiqué jusqu'ici, la raison de refuser l'exequatur découle spontanément du droit qu'a chaque Gouvernement, même considéré comme simple Gouvernement de fait, de défendre sa propre existence et les droits dont il est en possession.

En exigeant l'exequatur, le Gouvernement du Roi n'entend pas s'ingérer dans des questions religieuses qui ne sont pas de sa compétence; il veut seulement s'assurer que la provision faite par l'autorité ecclésiastique ne dépasse pas les limites des affaires religieuses, dont il appartient à cette autorité de régler la marche.

L'utilité de l'exequatur apparaît d'une façon encore plus évidente lorsque l'autorité religieuse qui a procédé aux nominations réunit de fait en elle, et exerce l'autorité souveraine dans un autre État.

En considérant les questions spéciales dont traite la négociation, il est clair que l'observation de la formalité de l'exequatur est indispensable par rapport aux bulles de nomination des Evêques, préconisés, antérieurement à ces négociations, dans les Romagnes, dans les Marches et dans l'Ombrie, provinces détachées de l'État pontifical, car il est nécessaire d'examiner la forme dans laquelle l'autorité les a nommées et la juridiction qui leur a été conférée.

La juridiction civile qui était précédemment conférée dans ces provinces aux Evêques et aux Archevêques par le Saint-Père comme souverain temporel, ne peut être considérée comme étant conférée par les préconisations postérieures à la séparation de ces provinces d'avec le domaine pontifical, et le décret d'exequatur devra apporter dans ce sens une restriction aux bulles relatives à ces nominations.

Le respect que l'on désire témoigner au Souverain Pontife, ne permettrait pas de demander la publication de nouvelles bulles ou leur

modification ; cette publication n'est d'ailleurs point nécessaire pour maintenir intacts les droits du pouvoir civil, qui, sur la présentation des bulles, y pourvoirait par le décret d'exequatur en limitant la pleine exécution de ces bulles à leur partie religieuse ou purement ecclésiastique.

Les négociations furent ouvertes et poursuivies, en admettant pour base la simple existence de fait du royaume d'Italie et sous la réserve qu'on ne chercherait ni prétendrait en aucune façon à obtenir une reconnaissance de droit du même royaume, en un mot qu'on traiterait sur les bases contenues dans la célèbre bulle *Sollicitudo* du pape Grégoire XVI, en date du 5 août 1831¹ ; mais le Gouvernement du Roi, en déclarant qu'il désire que les nominations faites par le Saint-Siège soient subordonnées à l'exequatur, ne réclame aucune reconnaissance expresse ni légale du Saint-Siège et n'y prétend en aucune manière.

Le Gouvernement du Roi ne demande pas que le Saint-Siège ordonne aux Evêques de solliciter l'exequatur ; il ne demande pas davantage que le Saint-Siège reconnaisse que le Gouvernement a le droit de l'exiger ; si un ordre ou un consentement de ce genre était réclamé du saint-siège, ce dernier pourrait suspecter le Gouvernement de chercher à obtenir une reconnaissance indirecte de son droit de souveraineté ; mais il n'en est pas ainsi.

Le Gouvernement, pour procéder avec loyauté dans ces négociations, pour écarter l'accusation qui pourrait être dirigée contre lui, de vouloir, après avoir donné son consentement à l'exécution, exiger ensuite un concours de conditions ou l'accomplissement de formalités non prévues, non examinées, au moment des négociations, devait déclarer, comme il l'a déclaré et expliqué qu'il ne permettrait l'exécution des nominations faites par le Souverain Pontife, soit qu'il s'agisse

1. Le passage de la bulle auquel on se réfère plus spécialement porte :

« Approbamus, ac denuo sancimus, declarantes pro futuris quoque temporibus, quod si quis a nobis, vel a successoribus Nostris, ad spiritualis ecclesiarum fideliumque regiminis negotia componenda, titulo cujuslibet dignitatis etiam regalis ex certa scientia verbo, constitutione, vel litteris, aut legatis quoque hinc inde oratoribus nominetur, honoretur, seu quovis alio modo, actuve, quo talis in eo dignitas facto agnoscatur, aut si easdem ad causas cum iis, qui alio quocumque gubernationis genere reipublicæ præsumt, tractari, aut sanciri aliquid contigerit, nullum ex actibus, ordinationibus et conventionibus id generis jus iisdem attributum acquisitum, probatumque sit, ac nullum adversus cæterorum jura et privilegia ac patronatum discrimen, jacturæque et immutationis argumentum illatum censi possit ac debeat : quam quidem de jurium partium incolumitate conditionem pro adjecta actibus istius modi habendam semper esse edicimus, decernimus et mandamus, illud iterum nostro ac Romanorum Pontificum successorum Nostrorum nomine denunciantes, in hujusce modi temporum, locorum, personarumque circumstantiis, ea tantum quæri, quæ Christi sunt, atque unice veluti susceptorum consiliorum finem ea ad oculos versari, quæ ad spiritualem æternamque populorum felicitatem facilius conducant. »

d'Evêques déjà préconisés, soit qu'il s'agisse d'Evêques à nommer, que si les bulles lui étaient présentées pour l'exequatur, mais il a déclaré en même temps, qu'il ne le ferait ni à titre de concession, ni en vertu d'un accord, mais de sa propre autorité, parce qu'il existe de fait, parce qu'il est tenu à défendre son existence de fait, la souveraineté et les droits qu'il possède de fait.

Les Evêques qui auraient à présenter les bulles de leur institution, bien qu'ils soient fonctionnaires supérieurs dans la hiérarchie ecclésiastique, ne peuvent cependant ni se confondre avec le Saint-Siège, ni s'identifier avec lui. On ne pourrait pas dire que leurs actes soient les actes du Saint-Siège ni que ces actes puissent amener une reconnaissance explicite du Royaume d'Italie, laquelle émanerait du Saint-Siège lui-même.

D'un autre côté, en présence des dispositions très-claires de la bulle précitée *Sollicitudo*, alors même que l'on voudrait considérer la demande de l'exequatur faite par les Evêques, comme un acte du Saint-Siège, et encore que l'on prétendrait que cette demande renferme la désignation explicite du Royaume d'Italie et la qualification explicite du Roi Victor-Emmanuel II comme Roi d'Italie, cependant cette désignation, cette qualification ne pourraient, aux termes de la pragmatique de la Cour de Rome sanctionnée par la susdite bulle, renfermer une reconnaissance quelconque ou une attribution de droits au Roi d'Italie et ne nuiraient point en droit aux Princes dépossédés qui étaient précédemment souverains des provinces du Royaume d'Italie.

A raison de ces motifs les délégués du Gouvernement du Roi firent remarquer que la déclaration faite au nom du Gouvernement lui-même, à savoir qu'il réclamerait la présentation des bulles de nomination pour l'exequatur, en même temps qu'elle laissait intacte cet état de fait qu'on était convenu de respecter dans les négociations, sans cependant le sanctionner, et que, d'autre part, elle ne préjudiciait à aucune des prétentions de droit du Saint-Siège, cette déclaration ne devait pas former un obstacle à la conclusion des négociations, lesquelles ayant pour but de satisfaire à une exigence purement religieuse, ne pouvaient être arrêtées par la crainte très-vague qu'elles auraient pour conséquence implicite un préjudice politique, crainte qui n'avait aucune raison d'être.

Les discussions qui avaient eu lieu dans la première période des négociations avaient persuadé les soussignés que la difficulté tout entière se concentrait sur la question de l'exequatur. Déjà alors le Saint-Siège avait explicitement déclaré qu'il ne voulait ni ne croyait pouvoir s'opposer à ce que le Gouvernement publiât, à l'occasion de chaque institution faite par le Souverain-Pontife, les décrets que, conformément à son organisation intérieure, il jugeait le mieux appropriés

à assurer l'exécution des provisions pontificales, pourvu que le Saint-Siège y restât étranger. Ils ne purent dès lors concevoir le moindre soupçon que l'opposition du Saint-Siège pouvait être poussée jusqu'au point de défendre aux évêques d'exhiber les bulles de leur institution. Aussi eu égard à la difficulté de rédiger une formule de demande des évêques qui vainquit toutes les hésitations et apaisât toutes les susceptibilités, les soussignés se prévalant de la faculté qui leur avait été accordée par le § xvi de leurs instructions, proposèrent que la présentation des bulles pontificales au fonctionnaire délégué par le Gouvernement tiendrait lieu de la demande d'exequatur, et qu'il ne serait besoin d'aucune autre formalité que la remise effective des bulles, à la suite de laquelle le Gouvernement ordonnerait la publication du décret d'exécution.

Les considérations et les concessions susénoncées ne parvinrent cependant pas à rapprocher les parties et à amener une transaction.

Le Saint-Siège prétendait que l'usage de l'exequatur n'avait été introduit que pour reconnaître si les institutions émanaient bien du souverain pontife et non pas pour rechercher si le saint-père, en accordant ces institutions était resté ou non dans les limites de son autorité et de sa juridiction ;

Que lorsqu'il était certain qu'une nomination avait été faite par le souverain pontife, il n'y avait plus lieu ni à exhiber, ni à présenter les bulles au pouvoir civil ;

Que le Saint-Siège, en consentant à ce qu'une demande fût faite pour obtenir l'exécution de ses provisions en matière purement religieuse, aurait imposé à l'Église une sujétion, une obligation toute nouvelle qu'elle ne pouvait accepter et qui se conciliait difficilement avec le grand principe politique de *l'Église libre dans l'État libre* proclamé comme la règle des rapports du Gouvernement civil avec l'Église ;

Que si le Gouvernement désirait être informé de chacune des nominations qui seraient faites, outre qu'on aurait pu faire mention de cette formalité dans le texte même de l'arrangement qu'on aurait réussi à conclure, on ne se serait point refusé, pour la plus grande satisfaction de ce gouvernement, à lui confirmer la nouvelle de la nomination par un avis ou une note conforme à l'occasion de toute nouvelle prise de possession ; d'autre part, l'acte solennel de la prise de possession qui se célèbre en présence du chapitre et du peuple eût suffi dans presque tous les cas, à procurer au Gouvernement la plus complète certitude sans qu'il eût besoin d'avoir sous les yeux les bulles de nomination ;

Que, permettre au Gouvernement du Roi l'exercice du droit de se faire présenter les bulles, c'eût été de la part du Saint-Siège une re-

connaissance explicite de souveraineté légitime, que, d'après les bases sur lesquelles les négociations avaient été entamées, le Saint-Siège ne pouvait admettre.

■ En résumé, le cardinal secrétaire d'État, après avoir développé avec habileté les réflexions qui précèdent, déclara expressément ne pouvoir se prêter à un accord, si le Gouvernement du Roi persistait dans la prétention de soumettre les bulles à l'exequatur, même avec les facilités d'exécution proposées.

Si les instructions officielles n'avaient point empêché les délégués du Gouvernement du Roi de s'écarter des déclarations faites, il eût peut-être suffi, pour les en dissuader, de l'opposition très-nette du Saint-Siège à ce que les évêques préconisés antérieurement à ces négociations, présentassent et exhibassent leurs bulles de nomination, parce que, s'il existait une raison suffisante d'une telle opposition, cette raison ne pouvait que les persuader de la nécessité de persister à réclamer l'exhibition des bulles.

On ne put, en conséquence, réunir à s'entendre sur ce point, et la divergence d'opinion resta très-accentuée.

Du serment à prêter par les évêques. Comme il était aisé à prévoir, des difficultés non-seulement égales, mais plus graves encore s'élevèrent au sujet du serment.

Suivant le Saint-Siège, consentir au serment ce serait reconnaître complètement le droit de souveraineté légitime en faveur du pouvoir, à l'égard duquel ce serment serait admis.

Le serment ajoutait-on, ne se prête qu'aux souverains avec lesquels le Saint-Siège a conclu un concordat, et les souverains en fixent toujours d'ordinaire la formule.

Il est tout naturel que le souverain exige, s'il le veut, un serment des fonctionnaires et des magistrats civils qui sont investis d'emplois civils. Mais les évêques ne sont point des fonctionnaires civils et peuvent encore moins être considérés comme tels isolément, puisque avec la mise à exécution du nouveau code civil toute juridiction cessera à leur égard en ce qui touche les rapports civils.

Le Saint-Siège entend, disait-on, que les évêques soient obéissants et fidèles au Roi, qu'ils l'aiment, le respectent, l'honorent; il désire qu'ils soient soumis à l'autorité et qu'ils s'abstiennent de se faire les chefs ou les complices de contre-révolutions; les évêques sentent que c'est là leur devoir et le Saint-Siège ne ferait aucune difficulté, s'il le jugeait utile, de le leur rappeler et inculquer de nouveau; mais ils ne s'ensuit pas qu'ils doivent, qu'ils puissent jurer en général d'observer toutes les lois, mêmes celles qui seraient contraires aux préceptes de l'Eglise.

Le serment politique est dès lors inutile à tous points de vue; ou

bien les évêques élus seront, comme on n'en doute pas, probes et honnêtes, et alors ils respecteront l'autorité de l'État sans qu'il soit besoin d'un serment, ou bien l'on suppose qu'ils seraient capables de manquer à leurs devoirs, et dans ce cas ils ne se considéreraient pas davantage liés par le serment qu'ils auront accidentellement prêté.

Avant que le Gouvernement se fût expliqué à cet égard, les sous-signés, en considération de ce que certaines provinces du Royaume faisaient autrefois partie des États pontificaux, avaient acquis la conviction qu'il n'y avait qu'un seul moyen de rapprocher les deux parties sur ce terrain, c'était de dispenser tous les évêques de la prestation du serment ; il ne manque pas d'ailleurs d'exemples de dispenses spéciales, individuelles, et ils étaient encore fortifiés dans cette manière de voir par l'inutilité, pour ne pas dire l'inopportunité du serment politique, dont, on peut le dire, l'État ne retira jamais aucun avantage, et l'on ne peut nier la vérité de la pensée contenue dans le décret du 2 mars 1848 du Gouvernement provisoire de la République française : « Depuis un demi-siècle, chaque nouveau Gouvernement a exigé et reçu des serments qui ont été successivement remplacés par d'autres à chaque changement politique. »

Mais lorsque le conseil de la Couronne, se prononçant sur cette question très-controversée, eut décidé, conformément aux précédents, que le serment serait exigé, les délégués du Gouvernement déclarèrent au Saint-Siège qu'on ne pouvait pas céder sur ce point.

La plus grande partie des considérations présentées en ce qui touche l'exequatur s'appliquait aussi au serment.

Il n'est pas vrai, dirent-ils, que le serment des évêques puisse prendre la place ou être confondu avec une reconnaissance explicite de la part du Saint-Siège : les évêques ne sont pas le Saint-Siège ; l'acte des évêques pris individuellement n'est point l'acte du Saint-Siège ; on ne saurait prétendre que le serment de fidélité prêté par un évêque à un souverain, renferme la reconnaissance virtuelle de la légitimité de ce souverain par le Saint-Siège.

On ne demande pas au Saint-Siège qu'il prescrive aux évêques de prêter serment, ni qu'il consente à ce qu'ils le prêtent, seulement en traitant, on fait observer que le Gouvernement réclamera de chaque évêque préconisé ou nouvellement nommé, la prestation du serment : le Saint-Siège n'aura aucun acte à exécuter et ne pourra dès lors être entraîné à une reconnaissance soit expresse, soit implicite.

Le Saint-Siège dira peut-être qu'il ne peut autoriser la prestation du serment. Mais en agissant de la sorte, il en viendra à contester et à nier l'existence de fait de ce pouvoir civil qu'il ne peut méconnaître et qui commande actuellement.

De ce que le serment politique des évêques a été le plus souvent réglé par des concordats, il ne s'ensuit pas qu'il ne puisse être exigé que dans le cas où il existerait un concordat. Les lois civiles offrent trop d'exemples de serments exigés et imposés par le pouvoir civil seul sans aucune participation de l'autorité ecclésiastique, pour que l'on puisse douter de la force légale des règlements civils qui imposent l'obligation du serment.

Bien que, à la suite de l'application prochaine des nouvelles lois, la juridiction civile des évêques, en ce qui touche le mariage, doive cesser de s'exercer, il est constant qu'en fait, les prélats continuent encore à en être chargés.

Au surplus, même sans avoir aucun droit de juridiction civile dans un pays où l'immense majorité des habitants est catholique, les évêques ont une position sociale si éminente, ils ont une telle influence qu'on peut justifier suffisamment par cela même la nécessité de leur imposer le serment ; et l'on ne fait point ainsi tort à l'Eglise, mais on reconnaît et constate l'importance de la position des évêques dans la hiérarchie ecclésiastique.

Quant à la valeur du serment, les soussignés crurent pouvoir faire observer premièrement que si le Saint-Siège admettait que les évêques devaient être obéissants et fidèles au Roi et soumis à l'autorité de l'État, il ne pouvait raisonnablement leur défendre de jurer de se conformer à ces devoirs, que, du reste, le Gouvernement ne pouvait consentir à supposer qu'il serait sanctionné dans l'État des lois que des évêques ne sauraient promettre sous serment d'observer, et en outre cette hypothèse inadmissible étant donnée, elle n'aurait pu fournir un motif de refuser le serment, en présence de la doctrine théologique bien connue qui enseigne que le serment ne peut être un *vinculum iniquitatis*, ni s'appliquer à des lois de cette nature.

Enfin, quoique la plupart du temps le serment de remplir fidèlement ses devoirs soit superflu, on ne peut pas dire qu'il soit dépourvu de toute efficacité, et encore moins qu'il doive être considéré dans ce sens par toute personne qui professe des principes religieux ; une proposition semblable eût trop prouvé, parce qu'elle en serait venue à établir que le serment est inutile dans tous les cas.

Les raisons présentées de part et d'autre laissèrent chacun attaché à sa thèse et un rapprochement paraissant impossible sur ces bases tant que le Gouvernement persisterait à exiger le serment, la question resta sans solution.

La cause de cet insuccès, d'après ce que les soussignés ont pu inférer des entretiens qu'ils ont eus avec des hommes versés dans l'étude des lois du Saint-Siège doit peut-être être cherchée dans le serment que prêtent les souverains pontifes en montant sur le trône, de dé-

fendre et de conserver l'intégrité du domaine temporel; par cet acte ils s'engagent, non-seulement à ne pas consentir mais à s'opposer à ce qu'un serment de fidélité soit prêté à un souverain qui règne sur des provinces autrefois comprises dans les États pontificaux.

Mais ces renseignements même, et en particulier les dispositions de la bulle *Sollicitudo*, persuadèrent les délégués du gouvernement royal que le Saint-Siège eût dû distinguer entre les provinces qui dans le passé avaient fait partie du domaine pontifical, et celles qui avaient été sous la domination d'autres princes dépossédés et que, en ce qui touche ces dernières, le serment aurait dû être considéré comme admissible. Quoi qu'il en soit, il est certain que le cardinal secrétaire d'État n'a fait ni n'a accepté dans la discussion cette distinction, il a solidairement placé tous ces pays sous les mêmes conditions en déclarant que dans aucun d'eux il ne pouvait admettre qu'on réclamât un serment des évêques; et il a ainsi présenté dans cette question les intérêts du Saint-Siège comme solidaires au point de vue politique avec ceux des princes dépossédés.

De la proposition de pourvoir aux diocèses vacants des anciennes provinces.

De même que la divergence d'opinion sur le serment et sur l'exequatur ne s'étendait pas aux diocèses de l'ancien royaume de Sardaigne ou des anciennes provinces de l'État à l'égard desquels le Saint-Siège avait déclaré consentir à ce que les évêques demandassent l'exequatur et prêtassent le serment conformément aux concordats conclus, de même le Saint-Siège, pour en arriver au moins à un accord partiel, avait proposé que l'on se concertât sur la nomination des évêques aux diocèses vacants dans les anciennes provinces à la provision desquels le Gouvernement du Roi avait déclaré ne point vouloir s'opposer.

Après avoir examiné cette proposition, les délégués royaux estimèrent qu'elle ne pouvait être acceptée.

Déjà dans les premières instructions, il leur avait été enjoint de ne pas se prêter à des combinaisons qui n'auraient pas pour base la reconnaissance de fait du royaume d'Italie: dans les secondes instructions du 22 mai, autorisant le commissaire royal à accepter même des arrangements partiels, on ajoutait toutefois que ces arrangements ne devaient ni porter préjudice ni léser les autres points restés en suspens ou non encore discutés.

Les négociations avaient pris une direction qui ne pouvait plus être modifiée: elles avaient été entamées et poursuivies à l'effet de pourvoir aux sièges épiscopaux indistinctement vacants en Italie, par l'admission des évêques préconisés antérieurement aux pour-

parlers actuels, aux diocèses non compris dans les anciennes provinces, et pour le retour des évêques éloignés de leurs sièges; et ce fait ne pouvait être annulé.

Si le résultat des négociations eût été de pourvoir exclusivement aux diocèses des anciennes provinces de l'État ou même de ceux de la Lombardie, cet arrangement aurait renfermé explicitement une non-reconnaissance, quoique de fait seulement, du royaume d'Italie, qui aurait porté atteinte aux autres points restés en suspens.

Et cette non-reconnaissance, cette atteinte seraient devenues bien plus claires et explicites par les motifs de cette provision ainsi limitée et circonscrite.

La limitation aurait eu en réalité pour motif le refus du Saint-Siège de viser les bulles pour l'exequatur et d'autoriser les évêques des autres diocèse du royaume à prêter serment : il aurait néanmoins admis ce serment pour ce qui touche les anciennes provinces de l'État.

Dans le cas contraire c'eût été une déclaration implicite mais très-claire que le roi Victor-Emmanuel était considéré et regardé dans les anciennes provinces comme roi de Sardaigne, mais qu'il n'était pas même en fait reconnu comme roi dans les autres provinces, et qu'on lui contestait le fait d'être en possession des droits dont jouissaient dans leurs rapports avec l'Église les souverains des provinces auxquelles ne s'étendaient point les nominations d'évêques.

Le gouvernement du roi en acceptant les nominations ainsi circonscrites aurait dû, pour être d'accord avec lui-même, exiger des évêques nommés la demande d'exequatur et le serment; ces nominations étant faites, il ne serait plus resté en suspens que la question de la nomination aux sièges situés dans les autres provinces.

Et, lorsque à cet égard les négociations auraient été continuées ou reprises, le gouvernement se serait trouvé plus embarrassé encore car il n'aurait plus pu ni admettre une dispense générale, ni accepter un équivalent pour le serment sans établir entre les diocèses une différence de traitement dont il n'eût retiré aucun avantage; au contraire, si, sans faire de nominations limitées, on laissait intact l'état des choses, le gouvernement pouvait, quand il le jugerait convenable et sans inconvénient, admettre une dispense générale ou un équivalent du serment.

En outre, comme les motifs religieux que peut avoir le Saint-Siège de se prêter à un arrangement ne perdent pas leur valeur, il sera plus facilement amené à accepter cet arrangement et l'on n'augmentera pas parmi les populations les motifs d'opposition au gouvernement.

Le but qu'on avait en acceptant la proposition de ces négociations était simplement de désarmer ceux qui, par des considérations d'ordre

religieux, sont hostiles au gouvernement ou l'accusent d'injustice à l'égard de la religion et de l'église, parce qu'il ne veut point consentir à la provision des sièges épiscopaux.

Mais si dans la suite on eût remarqué que des mesures différentes étaient appliquées dans les diverses provinces, qu'on avait pourvu aux évêchés dans les anciennes provinces et non dans les autres, la satisfaction donnée à quelques-uns eût pu accroître le mécontentement de beaucoup d'autres, sans qu'il eût été possible d'empêcher ce mécontentement en faisant connaître les motifs de ce traitement différents ; car la plupart du temps le public ne s'arrête pas aux considérations particulières ; il ne voit que l'ensemble des faits et les faits en eux-mêmes, sans se préoccuper des causes toujours susceptibles de controverse dont ces faits peuvent dépendre.

Il est certain et c'est un fait avéré que le Saint-Siège a accueilli les délégués non pas officiels mais officieux du roi d'Italie ; mais si l'on avait négocié un arrangement sur les bases d'une provision circonscrite aux provinces de l'ancien royaume de Sardaigne, ce fait aurait été interprété bien autrement.

Aussi le lendemain de la réunion dans laquelle les délégués déclarèrent ne pouvoir consentir à la limitation des nominations, un personnage romain distingué par son esprit et son svoir, prévoyant la proposition qui serait faite ou en ayant été prévenu sans cependant connaître encore la réponse donnée, écrivait aux soussignés ce qui suit :

« Il y a lieu de remarquer que l'on cède facilement sur ce point
« (la provision limitée), parce qu'on se dit : les négociations sur cette
« question ne se poursuivent pas entre le Pape et le Roi d'Italie, mais
« entre le Pape et le Roi du Piémont, aux États duquel, par un traité
« accepté par tous, a été annexée la Lombardie. »

C'est pourquoi, bien que pour l'accomplissement de leur Mandat, les soussignés aient cru devoir chercher à réaliser un accord même partiel sur d'autres points, ils ont craint de s'écarter des règles qui leur étaient tracées et des intentions bien connues du Gouvernement en acceptant un arrangement circonscrit aux anciennes Provinces et même à la Lombardie.

De la limitation du nombre des sièges.

La question du nombre de Sièges auxquels le Gouvernement aurait consenti qu'il fût pourvu, n'a été touchée qu'en passant, au moment de la reprise des négociations, parce que la discussion s'est portée presque subitement sur l'exequatur et sur le serment, et une entente n'ayant pu être réalisée jusqu'ici sur ces deux points, il n'avait pas été possible de traiter du nombre des Sièges.

On a écrit et répété en public que le délégué du Gouvernement du

Roi avait demandé qu'il fût procédé à une nouvelle circonscription des Diocèses : cela n'est pas exact.

Les soussignés se sont bornés à donner leur consentement à ce qu'il fût pourvu par des nominations, à quelques diocèses, mais pas à tous. Ils ne dissimulèrent pas qu'il était en effet dans les intentions du Gouvernement de procéder à une nouvelle circonscription, mais ils déclarèrent aussi que, même indépendamment de l'état actuel des rapports entre l'État et l'Eglise, une nouvelle circonscription exigerait un examen long et minutieux touchant l'importance respective des Sièges, et qu'on n'entendait point suspendre la nomination aux Sièges jusqu'à ce que ce long travail fût terminé; ils exprimèrent enfin la conviction toute personnelle que, lorsque le travail sur les nouvelles circonscriptions serait achevé, publié et présenté au Saint-Siège, celui-ci demanderait à l'examiner.

Il est vrai que lorsqu'il apprit que l'on consentait seulement à la provision des autres Sièges, en outre de ceux désignés au moment des premiers pourparlers, le Cardinal Secrétaire d'État fit observer que cette concession était extrêmement restreinte, que déjà les demandes faites par lui étaient très-limitées et raisonnables, et qu'il désirerait connaître toutes les considérations particulières, principalement en ce qui touche la Sardaigne, en vertu desquelles on avait réclamé la provision à d'autres Sièges encore que ceux sur lesquels on s'était déjà entendu.

Mais les négociations n'avancèrent pas sur ce point, attendu qu'on n'était pas parvenu à se mettre d'accord sur les autres questions les plus importantes, sur les questions de principes qui auraient dû être résolues en premier.

Arrivés à ce point, les soussignés qui n'avaient point reçu de pouvoirs pour déclarer les négociations rompues ou définitivement closes sur les questions non résolues, durent se borner et se bornèrent, en effet à conclure l'arrangement relatif au retour des Evêques absents de leurs Sièges, conformément à ce qui a été dit plus haut, et à prendre acte, en ce qui touche les autres points de la négociation, de la non-réussite de l'accord, mais ils ne considérèrent pas les négociations comme rompues et définitivement closes, les hautes parties contractantes restant libres de les reprendre quand elles voudraient et quand elles le jugeraient opportun.

Les soussignés n'ont pu adopter une autre ligne de conduite, même en présence de la dernière proposition du Saint-Siège, tendant à pourvoir exclusivement aux diocèses des anciennes Provinces, proposition qu'ils ne crurent point devoir accueillir et, dans cette conviction, ils prirent congé du Saint-Père.

Les soussignés ne pensent pas qu'il soit nécessaire d'entretenir Votre

Excellence des incidents de moindre importance qui se sont présentés dans le cours des négociations ni sur les réclamations qui leur ont été adressées à raison des mesures prises par le Gouvernement sur des points lesquels, s'ils n'étaient pas compris dans les négociations, les touchaient cependant d'assez près. Mais ils ne peuvent dissimuler que ces derniers faits ont concouru à rendre le Saint-Siège moins bien disposé à conclure un arrangement.

Les renseignements que les délégués se sont efforcés de recueillir de tous côtés, les ont convaincus que le parti opposé à l'Italie, et les hommes d'État qui partagent ces idées, se sont beaucoup remués pour empêcher que les négociations aboutissent à un accord général : mais cette agitation même les a également confirmés dans la pensée qu'une heureuse issue de ces négociations, en désarmant beaucoup d'esprits hostiles et en permettant de multiplier les points de contacts et les relations avec Rome, aurait eu pour conséquence de grands et nombreux avantages.

Aussi, pénétrés des devoirs que leur imposait le mandat honorifique qui leur avait été donné et poussés par l'amour-propre que l'on met à voir réussir les choses dont on s'est longuement occupé, ils ont apporté à l'accomplissement de leur mission toute l'énergie de leur volonté, toute leur ardeur, et ils regrettent en déposant leur mandat et en communiquant à Votre Excellence cette négociation, de pouvoir seulement dire qu'ils ont conservé intacts les droits et la dignité de la couronne.

Signé : F. S. VEGEZZI.
GIOVANNI MAURIZIO.

Circulaire du général La Marmora aux agents diplomatiques du Royaume d'Italie à l'étranger, au sujet des négociations du commandeur Vegezzi à Rome.

(Extrait.)

Florence, le 5 juillet 1865.

Monsieur, par une lettre, en date du 6 mars, adressée à S. M. le roi Victor-Emmanuel II, le Saint-Père manifesta les préoccupations que lui causait la vacance d'un si grand nombre de sièges épiscopaux en Italie, et exprima le désir d'une entente qui mit fin à cet état de choses.

Sa Majesté et son Gouvernement, qui ont toujours eu pour principe de séparer entièrement les choses de la religion de celles de la politique, accueillirent, avec empressement les ouvertures du Saint-Père.

La question des évêchés vacants, purement ecclésiastique, offrait, selon nous, à la condition que des deux parts on la traitât comme telle, une heureuse occasion de prouver au Saint-Père que son autorité spirituelle est entourée, en Italie, d'un respect aussi profond et d'une déférence plus grande peut-être que dans la plupart des États catholiques. Le commandeur Vegezzi qui se recommandait également par ses qualités personnelles à la confiance du Saint-Père et à celle du Roi, fut chargé de se rendre à Rome pour établir, d'accord avec le Saint-Siège, les points sur lesquels l'entente devait avoir lieu, et pour procéder à un échange de vues préliminaires sur les moyens d'arriver à cette entente.

Le commandeur Vegezzi devait naturellement se borner, dans ses entretiens, à la question des évêchés vacants. Les autres questions relatives à la situation de l'Église catholique qui impliquent de graves intérêts, de l'ordre civil, telles que celles des corporations religieuses, de la propriété ecclésiastique, etc., devaient être rigoureusement écartées. Il ne pouvait donc être question d'un concordat, d'un règlement des rapports à venir de l'Église et de l'État; il s'agissait uniquement de pourvoir d'un commun accord à une situation donnée dans un intérêt actuel de l'ordre religieux, sans préjuger aucun droit et sans engager l'avenir. Il est à peine besoin d'ajouter que le Gouvernement italien ne traitant qu'avec le Père des fidèles, et non avec le souverain des États-Romains, les négociations n'avaient à toucher d'aucune manière aux problèmes politiques actuellement pendants entre la cour de Rome et la nation italienne. Ces limites étaient posées d'avance à la discussion comme raisonnables en elles-mêmes et comme étant d'ailleurs indispensables pour arriver actuellement à un accord.

Le premier voyage du commandeur Vegezzi à Rome, l'audience qu'il eut l'honneur d'avoir de Sa Sainteté et les conférences qui furent tenues entre le cardinal secrétaire d'État et lui, eurent pour résultat la constatation des points à régler et l'échange de témoignages réciproques et de vues communes qui donnèrent au gouvernement du Roi l'espoir qu'un accord pourrait se réaliser :

Les points désignés étaient les suivants :

Retour des évêques éloignés de leurs diocèses;

Installation des évêques, préconisés depuis 1859;

Nomination aux évêchés qui n'ont pas de titulaires.

Le commandeur Vegezzi fit connaître que le gouvernement du Roi, fidèle à ses tendances, était disposé à faire aux prérogatives spirituelles du Saint-Siège les concessions les plus larges, en même temps qu'il maintiendrait les droits du pouvoir civil et les prérogatives de la Couronne.

De son côté, le Saint-Siège admettait le principe de l'ingérence du

Gouvernement dans les nominations et celui de la convenance de modifier successivement avec les égards et après les études convenables, la circonscription des diocèses.

A l'égard des questions de personnes et des détails de l'arrangement ce qui en fut dit dans ces premiers pourparlers suffit pour qu'il parût assuré qu'il n'existait là-dessus aucun empêchement grave à une entente.

Sur ces entrefaites, le Cardinal secrétaire d'État et l'Envoyé du gouvernement ayant reconnu l'opportunité de préparer les éléments définitifs de l'accord, le commandeur Vegezzi se rendit à Turin pour recevoir des instructions détaillées et précises.

Ces instructions furent arrêtées sur les bases suivantes ;

Le retour des évêques absents admis en général sous les restrictions et exceptions reconnues d'un commun accord opportunes ;

La reconnaissance des évêques préconisés, sauf des exceptions que, par des considérations spéciales, le Saint-Siège n'excluait pas entièrement ;

La nomination aux évêchés dépourvus de titulaires, limitée aux sièges épiscopaux qui devaient être conservés lors d'une révision ultérieure des circonscriptions diocésaines ;

Les prérogatives royales de l'exequatur et du serment actuellement maintenues sans distinction pour tous les nouveaux évêques, d'après le droit public en vigueur en Italie, mais appliquées dans des formes qui ne puissent ni alarmer les susceptibilités légitimes de la cour de Rome, ni impliquer des questions politiques.

Ces propositions qui n'étaient que le développement des déclarations faites dans les premiers pourparlers, furent apportées à Rome par le commandeur Vegezzi. Le Saint-Siège ne méconnut pas la valeur des concessions faites par le gouvernement du Roi sur le fond même de la question, où aucune difficulté d'ordre politique ne pouvait intervenir. Mais à l'égard de l'*exequatur* et du serment, une opinion soutenue dans certaines régions à Rome et qu'appuyaient de tout leur pouvoir de hautes influences, voulait qu'ils fussent refusés, afin qu'aucun acte du Saint-Siège ne parût impliquer même la constatation de fait de l'existence du royaume d'Italie.

Le Saint-Père prit néanmoins en sérieuse considération les propositions du gouvernement du Roi sur ces deux points, et les soumit à l'examen d'une congrégation et de plusieurs notabilités ecclésiastiques. Celles-ci prirent des délibérations absolument contraires à l'*exequatur* et au serment, non-seulement à l'égard des anciennes provinces du Saint-Siège, mais à l'égard même de toutes les provinces annexées au royaume depuis la guerre de 1859. Cette décision ne permettait plus de tomber d'accord que sur un seul point, celui du

retour des évêques absents, point qui fut réglé, en effet, à l'amiable,

En vain le commandeur Vegezzi fit-il observer que le gouvernement du Roi n'entendait point que la cour de Rome eût à confirmer l'ordre des choses établi en Italie; que le serment et l'*exequatur*, prérogatives inaliénables dans les circonstances présentes, constataient seulement ces devoirs de soumission au souverain régnant et d'obéissance aux lois établies, lesquels ont toujours été recommandés par l'Église à ses ministres et aux fidèles; que nous ne demandions pas au Saint-Siège d'ordonner aux évêques de prêter serment et de se soumettre à l'*exequatur*, mais que nous lui faisions simplement connaître que ces actes seraient requis des évêques par le Gouvernement. La cour de Rome persista à transformer la question religieuse en question politique.

Le commandeur Vegezzi prit donc congé de Sa Sainteté, en lui exprimant, au nom du gouvernement du Roi le regret que nos concessions n'eussent pas paru suffisantes, et en ajoutant que pour ne pas laisser sans résultat, en ce qui dépendait de lui, l'initiative prise par Sa Sainteté, le Gouvernement pourvoirait de la manière convenue au retour des évêques absents de leurs sièges.

Ces négociations auront eu pour résultat au moins de constater que sur les questions ecclésiastiques et religieuses un accord serait facile entre l'Italie et le Saint-Siège et que les difficultés actuelles tiennent uniquement aux préoccupations politiques qui dominent encore à Rome.

L'initiative prise par le Saint-Père permet d'espérer que ces préoccupations iront en diminuant. Désormais la situation ne sera peut-être plus aussi tendue entre le Saint-Siège et l'Italie; les égards marqués avec lesquels l'Envoyé du Gouvernement a été reçu par le Saint-Père, notamment dans son audience de congé, et les démarches de haute courtoisie dont il a été l'objet de la part des personnages de la cour pontificale laisseront leur trace, nous aimons à le croire, dans les relations à venir de Rome avec l'Italie.

A mesure que les illusions qui règnent à Rome s'effaceront, que les ingérences qui nous sont hostiles cesseront de peser, dans des intérêts étrangers à la religion, sur les délibérations de l'Église, l'attitude du Saint-Siège envers l'Italie achèvera sans doute de se modifier, et le gouvernement du Roi pourra faire de nouveaux pas dans la voie des concessions dont le terme définitif sera la plus grande liberté possible de l'État et de l'Église.

Signé : LA MARMORA.

Rapport du Président du Conseil, et Ministre des affaires étrangères à S. M., le roi d'Italie sur les négociations avec le Saint-Siège.

Sire,

Aussitôt après que Votre Majesté eut daigné me communiquer la lettre autographe qui lui a été adressée en date du 6 mars de cette année par Sa Sainteté Pie IX, mes collègues et moi nous avons fait de cette lettre l'objet de nos délibérations et nous avons été unanimement d'avis qu'il y avait lieu de donner suite à la proposition du Saint-Père, tant par déférence pour le chef de l'Église catholique que par la nature de sa lettre elle-même qui ne concerne que les actes du pouvoir exécutif et des intérêts purement religieux ou spirituels, intérêts qui doivent être grandement respectés à cause des croyances et des sentiments de la grande majorité de la nation et à cause de l'influence qu'ils exercent sur les conditions morales, ainsi que sur la tranquillité et la paix du pays.

Nous avons été confirmés dans cette opinion par la considération que l'on retirerait de grands avantages d'un accord qui interviendrait avec le Saint-Siège sur les trois points sur lesquels le Saint-Père a appelé l'attention de Votre Majesté ; savoir : le retour des évêques absents de leurs diocèses ; la nomination aux sièges vacants et l'installation des évêques préconisés antérieurement, dans certaines provinces du Royaume sans la participation du Gouvernement.

En ce qui touche le premier point, nous avons déjà dû nous en préoccuper à la suite des demandes qui nous ont été adressées par les populations, les unes favorables, les autres contraires au retour de leurs pasteurs, et nous ne pouvions être opposés à une mesure qui maintint intacte la dignité du Gouvernement et fût conforme aux règles de la prudence civile. Le second point nous offrait l'occasion d'éclairer le Saint-Siège sur les intentions du Gouvernement relativement aux circonscriptions diocésaines du Royaume et de lui demander que jusqu'à ce que ces circonscriptions fussent définitivement fixées, on laissât vacants ceux des sièges épiscopaux que, à raison de leur peu d'importance ou pour d'autres motifs, on était décidé à supprimer. Le troisième point nous ouvrait la voie pour modifier une situation qui était contraire aux prérogatives de la Couronne, et de l'État et qui avait donné lieu à des observations et à des réclamations.

Si, d'un autre côté, nous étions convaincus que le Saint-Père, en s'adressant à Votre Majesté, avait dû se rappeler les conditions inhérentes à un Gouvernement représentatif, celles qui sont particulières au Royaume d'Italie, et la loyauté ainsi que la fermeté de Votre Ma-

esté, nous avons aussi pensé que le Saint-Siège se déciderait à suivre les sages traditions qui, dans beaucoup de circonstances, l'avaient amené à écarter de la négociation des affaires spirituelles toute controverse ou discussion politique : ces traditions ont été solennellement établies par la bulle *Sollicitudo ecclesiarum* du pape Grégoire XVI, laquelle porte la date du 5 août 1831¹. En conséquence nous avons été d'avis que l'on pouvait et devait accueillir la demande du Saint-Père tendant à ce qu'une personne laïque fût envoyée à Rome pour discuter sur les trois points mentionnés plus haut et chercher les moyens d'arriver à un accord.

Votre Gouvernement, Sire, n'hésita pas dès lors à proposer à Votre Majesté de confier cette mission à l'honorable député, le commandeur Saverio Vegezzi auquel devait être adjoint le chevalier Giovanni Maurizio, avocat.

Les instructions qu'ils reçurent posaient comme condition essentielle, que les conférences resteraient étrangères à toute question politique et excluraient toutes les matières ne rentrant pas dans les trois points précités et en particulier toute affaire qui serait de la compétence du pouvoir législatif. En second lieu les instructions portaient que, si, dans le cours des conférences ou des négociations subséquentes, il convenait de ne pas faire allusion à la reconnaissance du Gouvernement de Votre Majesté de la part du Saint-Siège, pour ne pas faire perdre aux conférences et aux négociations elles-mêmes, leur véritable caractère, celui d'une tentative d'arrangement sur des intérêts purement religieux et spirituels, on ne pouvait ni ne devait cependant consentir à ce que ces négociations, dans leur ensemble ou sur un point spécial, renfermassent la négation de l'existence de fait du Royaume d'Italie, attendu que le Gouvernement de Votre Majesté, s'il n'a pas besoin d'une reconnaissance formelle de la part du Saint-Siège, a néanmoins le droit et le devoir de ne pas se prêter à un acte quelconque qui pourrait être interprété comme une renonciation à l'exercice de la Souveraineté et des prérogatives Royales dans une partie quelconque du territoire du Royaume.

Les instructions relatives aux trois points disaient que l'on consentait à la réintégration dans leurs sièges de ceux des évêques dont le retour ne pourrait offrir d'inconvénients pour la tranquillité publique et qui se seraient engagés à observer et à faire observer par le Clergé de leur diocèse les lois de l'État ; que, en ce qui touche les Sièges vacants, on ne pourvoirait qu'aux Sièges qu'on était dans l'intention de conserver d'après la nouvelle circonscription diocésaine du Royaume ; que la présentation des titulaires serait faite à Votre Majesté avec

1. Voir plus haut p. 293.

l'agrément préalable du Saint-Siège, et que par cette présentation il serait constaté dans l'acte de préconisation et dans les bulles que ces dernières seraient soumises à l'exequatur Royal; qu'enfin plusieurs des titulaires déjà préconisés n'avaient pas été admis pour de graves raisons d'ordre public et de convenance politique. Mais que l'on admettrait les autres à l'égard desquels il n'y aurait pas de motifs d'exclusion exceptionnelle, pourvu que le Saint-Siège consentît à l'installation dans d'autres Sièges, des titulaires préconisés à des Sièges que l'on est convenu de supprimer, et que ce consentement fût constaté par leur présentation à Votre Majesté, dans les bulles, lesquelles devaient également être soumises à l'exequatur Royal.

Ayant ainsi sauvegardé les principes que tout Gouvernement civil a le strict devoir de maintenir intacts, le Gouvernement de Sa Majesté ne craignit pas de donner suite aux ouvertures faites, se reposant, d'une part, sur la prudence de ses négociateurs et se fiant d'autre part à ce que le pays, qui, à la première nouvelle de ces ouvertures avait manifesté une certaine appréhension, ne garderait plus aucun doute lorsqu'il aurait pu se rendre un compte exact des conditions que le Gouvernement s'était imposées à lui-même et avait considéré de son devoir de livrer à la publicité dans la circulaire adressée par le Ministre de l'Intérieur, aux Préfets du Royaume, à la date du 2 mai dernier¹.

Les négociations ont passé par deux phases distinctes qui furent marquées par les deux voyages que les envoyés du Gouvernement firent à Rome en avril et en juin. Accueillis par le Saint-Père avec des marques de bienveillance toute particulière s'adressant surtout à l'auguste personne de Votre Majesté, les envoyés ne purent, la première fois, qu'exposer les vues du Gouvernement de Votre Majesté et s'assurer de celles du Saint-Siège dans la pensée que, les questions de principe étant réservées, on pouvait arriver, comme c'est en général le cas dans toutes les négociations, à une transaction convenable sur les points de moindre importance. En effet, trouvant le Saint-Siège disposé à ne pas réclamer indistinctement le retour de tous les évêques absents, ils firent pressentir que le Gouvernement de Votre Majesté abandonnerait le projet qu'il avait de soumettre le retour des évêques à certaines conditions; et comme le Saint-Siège n'avait point contesté l'opportunité d'une nouvelle circonscription des diocèses du Royaume, ils ne crurent pas devoir insister pour fixer exactement le nombre des Sièges qui devaient rester vacants ou être pourvus de titulaires, car il était facile de reconnaître que dans une discussion de ce genre, on en arriverait à adopter un moyen terme entre la proposition du Gouvernement et celle du Saint-Siège, après avoir pesé les raisons que, des

1. Voir ci-dessus p. 280.

deux côtés, on avait fait valoir à l'appui de l'une ou de l'autre. De même, le Saint-Siège n'ayant pas manifesté une répugnance décidée à entrer dans les vues du Gouvernement au sujet de quelques-uns des évêques déjà préconisés, les négociateurs déclarèrent que le Gouvernement était prêt à faciliter au Saint-Siège les moyens d'assurer la position de tous les autres évêques d'une manière honorable et convenable.

Mais pour renseigner le Gouvernement de vive voix sur les intentions témoignées par le Saint-Siège et surtout pour lui expliquer les difficultés soulevées dans les conférences au sujet de l'exequatur à donner aux bulles de nomination des évêques et au sujet du serment, les négociateurs demandèrent et obtinrent de se rendre au siège de leur Gouvernement. Les informations communiquées par le commandeur Vegezzi furent reçues et appréciées avec toute l'attention que réclamait ce grave sujet et furent l'objet d'une discussion approfondie particulièrement en ce qui touche les deux points précités. Relativement au premier point, il fut décidé que le Gouvernement de Votre Majesté ne pouvait renoncer à une garantie aussi précieuse pour le pouvoir civil comme l'est la concession de l'exequatur aux bulles pontificales, prérogative qui fait partie de notre droit public intérieur, qui, dans l'article 18 du statut, est énumérée parmi les prérogatives réservées à la Couronne et qui lui est commune avec presque tous les autres États catholiques. Quant au second point, quoiqu'il pût paraître convenable de dispenser les évêques de l'obligation du serment, par respect pour ces principes de liberté civile et religieuse et de séparation de l'Église et de l'État, que le Gouvernement de Votre Majesté s'honore de professer, cependant comme cette obligation est établie par les lois dans la plus grande partie du Royaume et qu'on ne peut admettre un traitement différent dans les diverses provinces, il a été décidé qu'elle serait maintenue en observant toutefois que, pour en dispenser les évêques, un acte législatif serait nécessaire.

À cet égard on a encore dû remarquer que, dans presque tous les États catholiques, les évêques sont soumis à l'obligation de prêter serment et que s'ils en avaient été affranchis dans notre Royaume, cette faveur n'eût point été attribuée à l'esprit libéral du Gouvernement de Votre Majesté, mais bien considérée comme une concession accordée pour des raisons politiques. Et l'on n'a pas cru que le Saint-Siège soulèverait sur ce point des difficultés insurmontables, s'il était vraiment décidé à pourvoir aux intérêts religieux et spirituels du Royaume, puisque ces intérêts sont intimement liés à la paix intérieure et que les évêques placés parmi nous comme partout ailleurs, pour exercer leur ministère de charité et de paix, ne le rempliraient pas avec l'efficacité nécessaire à l'égard du Clergé et des populations

de leur diocèses, s'ils n'étaient pas dans les mêmes conditions que la plupart des évêques catholiques, conformément aux traditions les mieux établies de l'Église et à ces préceptes élevés qui recommandent l'obéissance au pouvoir.

Aussi les envoyés du Gouvernement furent-ils chargés, en même temps qu'on leur confirmait leurs premières instructions, d'insister relativement au serment qui devait être prêté par les Evêques, d'après la formule adoptée dans le Royaume et débarrassée de toutes les expressions serviles, et ne convenant pas à la dignité de l'Épiscopat, lesquelles se rencontrent dans d'autres formules. Ils devaient également insister sur la présentation des Bulles pour obtenir l'exequatur Royal, en ayant la faculté d'accepter sur ce dernier point des tempéraments de forme, pourvu que le droit de sanction du Gouvernement restât intact en substance, et de restreindre à une convention spéciale l'accord qui serait intervenu entre eux et le Saint-Siège, ainsi que de prendre des arrangements partiels sur l'un ou l'autre des objets des négociations, à la condition toutefois que ces arrangements ne préjudiciassent en aucune façon aux autres points restés en suspens.

Munis de ces nouvelles instructions, les Négociateurs retournèrent à Rome, mais ils n'y rencontrèrent malheureusement plus les dispositions conciliantes avec lesquelles ils avaient été accueillis lors de leur premier voyage et, bien qu'ils reçussent encore un accueil courtois, ils ne purent s'empêcher de remarquer qu'une influence hostile s'était mise en travers des négociations.

Il n'appartient pas au Gouvernement de Votre Majesté de rechercher quels conseils ont pu prévaloir auprès du Saint-Siège et le rendre hostile à ces arrangements auxquels il paraissait d'abord disposé à se prêter, et il ne nous convient pas davantage de réfuter les arguments qui ont pu amener le Gouvernement Pontifical à repousser nos propositions. Le Gouvernement de Votre Majesté respecte l'indépendance du Saint-Siège et ne considère pas comme sa tâche d'entrer avec lui dans une discussion de principes, bien qu'il puisse invoquer en sa faveur les traditions anciennes et les plus respectées, les opinions de Canonistes éminents et les procédés du Saint-Siège lui-même à une époque encore récente et analogue aux temps actuels, à l'égard de Gouvernements placés à peu près dans les conditions du Gouvernement italien. Mais si nous professons du respect pour l'indépendance du Saint-Siège, nous ne devons pas moins respecter l'indépendance du Gouvernement de Votre Majesté et, dès lors, si nous déplorons que nos propositions destinées à pourvoir aux intérêts religieux et spirituels du Royaume n'aient point pu être accueillies, nous ne devons pas regretter que la cause de cet insuccès ait été notre ferme résolution de maintenir intactes les prérogatives du Pouvoir civil et le droit

national duquel dérive la principale force du Gouvernement de Votre Majesté.

Il nous faut ajouter, que nous n'avons en aucun point dévié de nos premières propositions, et que nous n'avons introduit aucun changement substantiel dans les instructions adressées aux négociateurs, car dès l'origine nous avons fait la réserve relative à l'exequatur et il a été seulement nécessaire d'expliquer sur ce point notre pensée, en présence des objections faites par le Saint-Siège, de même que nous avons dû faire une déclaration explicite relativement au serment des Evêques après avoir appris que le Saint-Siège attachait beaucoup d'importance à cette question. Du reste, il est évident que le Gouvernement de Votre Majesté, qui a conscience de son origine et de ses devoirs vis-à-vis du Parlement et du Pays, ne pouvait adopter d'autres règles de conduite dans la négociation qu'il a entreprise, que celles qu'il a exposées ici ; tandis que l'on peut se demander quelles étaient les intentions du Saint-Siège en engageant ces négociations à la suite de la proposition spontanée inspirée à Sa Sainteté Pie IX, à moins qu'il ne crût que le Gouvernement de Votre Majesté pût se laisser entraîner à nier lui-même son système et à désavouer tous les principes professés par les Gouvernements indépendants.

Nos propositions touchant le serment des Evêques et l'exequatur ayant été repoussées, les négociations ne purent être poursuivies sur les autres points et n'eurent pas d'autre résultat. Toutefois il fut déclaré que le Gouvernement de Votre Majesté serait toujours disposé à consentir au retour successif de ceux des Evêques absents qui pourraient être réintégrés dans leurs Sièges, sans danger pour la tranquillité publique, cette mesure étant toute d'ordre intérieur et ayant été déjà précédemment résolue par le Gouvernement lui-même.

Les négociateurs revinrent ensuite à Turin et résignèrent leur mandat ; ils ont dignement rempli un devoir difficile et employé tous leurs soins à défendre les intentions et la dignité de l'Etat.

Par cette exposition succincte, je crois avoir satisfait à l'obligation qui, d'accord avec mes Collègues, m'incombait de renseigner Votre Majesté sur une question aussi importante, laquelle a provoqué des jugements si opposés et fait naître des espérances si diverses. Votre Majesté y trouvera fidèlement retracés tous les détails qui Lui sont déjà connus par les délibérations des Conseillers de la Couronne auxquelles Elle a assisté. Votre Majesté partagera avec nous le regret que les négociations avec le Saint-Siège n'aient point eu le succès désiré, mais Elle reconnaîtra aussi avec le pays entier que dans cette occasion les droits de la Nation et ceux du Pouvoir ont été conservés intacts, en même temps qu'on a sincèrement cherché à satisfaire à ces intérêts spirituels et religieux, qui n'auraient jamais dû et ne de-

vraient jamais être confondus avec d'autres intérêts. Peut-être le jour n'est-il pas éloigné où la séparation si ardemment souhaitée de l'Église et de l'État entraînera avec elle la séparation complète des intérêts religieux et spirituels d'avec les intérêts politiques, séparation tout à l'avantage de l'Église et de l'État et appelée de tous ses vœux par cette Italie, que la confusion de ces mêmes intérêts a fait passer par de si longues et douloureuses épreuves. En attendant, le Gouvernement de Votre Majesté peut dire à son honneur que, dans ces conjonctures, il a su défendre ses intérêts politiques, tout en considérant comme son devoir de satisfaire les intérêts religieux et spirituels, dans les limites qui leur sont tracées par leur caractère même, par les lois du Royaume et par les règles de la civilisation moderne.

Florence, le 8 juillet 1865.

*Le Président du Conseil, ministre secrétaire d'État
au département des affaires étrangères.*

Signé : ALPHONSE LA MARMORA.

ÉTATS ROMAINS.

Exposé des négociations entamées avec M. Vegezzi, envoyé du roi Victor-Emmanuel, pour le règlement de certaines questions religieuses.

juillet 1865.

« Pour bien apprécier le résultat qu'on pouvait espérer des pourparlers qui ont eu lieu entre S. Ém. le cardinal Antonelli et le commandeur Vegezzi relativement au sujet exclusivement religieux qu'on devait traiter, il est nécessaire de donner une indication sommaire du caractère de ces négociations mêmes.

« En suite de la Lettre pontificale du 6 mars au Roi Victor-Emmanuel, l'envoyé confidentiel du Roi, le commandeur Vegezzi, accompagné de M. Maurizio, se présenta le 21 avril dernier pour la première fois chez le cardinal Antonelli pour conférer avec lui sur l'affaire délicate qui avait été le sujet de la Lettre de S. S.

« Le Cardinal saisit l'occasion de cette première entrevue pour bien indiquer d'abord la nature et la portée de la démarche généreuse du Souverain-Pontife.

« Il ne manqua pas de faire connaître à ses interlocuteurs combien le Saint-Père était affligé de tous les maux dont depuis si longtemps souffre l'Église de Jésus-Christ dans les différentes parties de l'Italie,

et que S. S. avait jugé qu'un des remèdes contre cet état de choses pourrait être de faire cesser par quelque moyen l'absence de tant d'Évêques de leurs diocèses. Pour décharger sa conscience vis-à-vis de Dieu et des hommes, malgré la situation dans laquelle se trouve le Roi Victor-Emmanuel à l'égard de S. S., inspiré uniquement par son saint devoir de Chef de l'Église, le Pape s'était adressé au Roi pour l'inviter à envoyer à Rome quelqu'un de sa confiance, afin de trouver un moyen d'éloigner les obstacles qui ne permettent pas de porter remède à une si grande souffrance religieuse, sans toucher d'aucune manière ou sur aucun point à la question politique.

« En parlant de ce point de vue, le Cardinal a pu ensuite facilement conclure que le but des Conférences confidentielles qui devaient avoir lieu ne pourrait être autre chose que d'étudier les moyens de pourvoir aux besoins de tant de Sièges qui réclament leurs pasteurs.

« Comme il fut observé en suite de cet exposé de la situation, par les envoyés du Roi Victor-Emmanuel, que le Roi lui-même reconnaissait la nécessité de songer à un remède quelconque pour diminuer autant qu'il serait possible les maux indiqués, S. Em. put répondre que si Sa Majesté était tellement dans de telles dispositions, il ne serait pas difficile de trouver un expédient. En laissant tout à fait de côté la question politique, et en entrant de suite dans la matière, le sujet délicat dont on devait s'occuper pouvait être divisé en trois points, dont le premier comprendrait les Évêques éloignés de leurs diocèses; le second les Évêques nommés par le Saint-Père dans ses États; le troisième les Évêques à nommer dans les diocèses vacants.

« Le Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel pourrait pourvoir à la solution des deux premiers, en écartant les obstacles qui jusqu'à présent s'opposaient à la libre entrée desdits Évêques et à la solution du troisième, en ne mettant pas d'empêchement au libre exercice de la prérogative et de l'action du Saint-Père, relativement à la nomination des Évêques après une entente préalable, à cette seule fin d'éloigner tout prétexte de trouble ou de désagrément qui pourraient s'élever au sujet des personnes.

« M. le Commandeur Vegezzi admit en général les trois points, et il répondit, quant au premier, après avoir exprimé quelques susceptibilités d'appréciation historique qui furent vite éclaircies, qu'il n'y avait en général pas de difficultés à ce que les Évêques éloignés de leurs diocèses y retournassent; que cela semblait seulement dangereux pour quelques Cardinaux et Prélats, à cause de l'aversion qu'il affirmait exister contre eux dans leurs diocèses. Cependant on ne manqua pas de repousser une assertion aussi mal fondée.

« On discuta ensuite sur les Biens épiscopaux et les Séminaires, et

on apprit avec satisfaction qu'il ne se trouvait sur ce point aucun obstacle, puisque les lois sur la saisie des biens des Évêchés et des Séminaires n'étant pas encore votées, ils restaient à la disposition des Évêques.

« On passa ensuite aux deux autres points, ceux du serment et de l'exequatur.

« Le Cardinal déclara là-dessus franchement que le Saint-Siège ne pouvait admettre ni l'un ni l'autre; il lui fut répondu par les interlocuteurs qu'ils comprenaient jusqu'à un certain point la répugnance du Saint-Père en ce qui concerne les Évêques des États pontificaux, mais qu'ils ne pouvaient la regarder de la même manière relativement à ceux des autres États, pour lesquels on aurait pu trouver une formule exempte de difficultés.

« Le Cardinal répondit que cela serait impossible sans se transporter sur le terrain politique, contrairement à la maxime qui fut adoptée en principe. Il ajouta qu'on pourrait accepter une seule exception pour les Évêques des Provinces appartenant légitimement au Piémont, et pour lesquelles existait un Concordat, en ajoutant pourtant quelques réserves à la formule existante, à cause des lois émanées depuis contre l'Église.

« Le Commandeur Vegezzi et son compagnon M. Maurizio convinrent alors qu'il serait mieux de laisser cette question tout à fait de côté.

« Relativement à l'exequatur, ils ne firent pas de grandes difficultés, disant que le Gouvernement se contenterait d'une simple formule d'enregistrement.

« La seconde Conférence eut lieu le 23 avril, dans laquelle le Commandeur Vegezzi émit l'idée d'une restriction du nombre des diocèses, qui fut absolument repoussée par Son Éminence, comme impliquant la question politique.

« On discuta ensuite au sujet des Évêques à nommer, et le Commandeur Vegezzi fut invité à énoncer les noms des Ecclésiastiques à proposer, en lui indiquant qu'il n'y aurait pas de difficulté à les soumettre au Saint-Père. Il répondit qu'il ne pouvait pas le faire, son Gouvernement n'ayant pas spécifié d'autres noms que ceux marqués dans une liste de quelques Sièges auxquels il voulait pourvoir de préférence.

« On parla enfin de la manière dont on ferait retourner les Évêques éloignés de leurs Sièges, et l'on convint, sur la proposition faite par le Cardinal Antonelli, que lui-même inviterait lesdits Évêques peu à peu à retourner dans leurs diocèses, après qu'on serait tombé d'accord sur une indication confidentielle au sujet des personnes, qui, suivant l'opinion du Gouvernement du Roi, seraient le mieux accueillies.

« Après ces colloques, eut lieu une troisième entrevue, le 3 mai, dans laquelle le Commandeur Vegezzi communiqua à Son Éminence que, d'après les Correspondances qu'il recevait de son Gouvernement, il s'apercevait qu'il n'était pas bien compris, et qu'il lui semblait opportun d'aller personnellement à Turin pour exposer aux Ministres et au Roi le véritable état des choses. On résuma alors les discussions des entrevues précédentes, et on tomba d'accord de constater ce qui avait été convenu au moyen d'un échange de Lettres confidentielles.

« Quand M. le Commandeur Vegezzi fut retourné à Rome, au commencement du mois de juin, on devait bien voir se dissiper toutes les belles espérances que le Saint-Père avait fait concevoir sur la réussite de la démarche magnanime qu'il s'était empressé de faire dans le but de remédier aux maux de l'Église si tristement éprouvée.

« Dans la conférence qui eut lieu le 3 juin, le Commandeur Vegezzi et M. Maurizio déclarèrent : 1° Que leur Gouvernement divisait les Évêques qui pourraient retourner dans leurs diocèses en trois catégories, dont la première contenait ceux qui pourraient retourner un peu plus tard, et la troisième, ceux dont la rentrée pouvait devenir la cause de quelque désordre; qu'en fait, leur Gouvernement ne mettait obstacle au retour d'aucun d'eux; 2° leur Gouvernement ne croyait pas pouvoir consentir, quant aux Diocèses vacants, à la nomination d'un plus grand nombre d'Évêques que celui indiqué sur la Liste dont il avait été question dans l'entrevue du 23 avril, et il ajoutait seulement les Diocèses de Sinigaglia et Modigliana; 3° qu'il croyait nécessaire de soumettre à l'exequatur les Bulles des Évêques nommés par le Saint-Père dans les diocèses de ses États, tandis qu'il en exemptait ceux qui seraient nommés d'après un accord préalable avec le roi; 4° qu'il ne pouvait admettre la nomination de l'Évêque d'Orvieto, parce qu'elle était postérieure à la Lettre pontificale; pourtant il lui serait donné la faculté de l'accepter après information sur les qualités de la personne; 5° qu'il exigeait de tous les Évêques le serment civil au Roi.

« Toute adhésion de la part du Saint-Siège à de telles propositions fut impossible, et le cardinal se trouvait, à son grand regret, obligé de répondre que les prétentions mises en avant étaient de nature ou à impliquer la question politique, qui devait être écartée, ou à ne pas satisfaire aux besoins religieux, les seuls qu'on avait eus en vue. L'obligation du serment et de l'exequatur ne pouvait évidemment être admise par la raison alléguée en premier lieu, et la demande d'une restriction du nombre des sièges ne pouvait l'être en vertu de la seconde cause susmentionnée.

« Le Saint-Père ne pouvait pas s'engager à ne pas pourvoir de leurs

pasteurs les diocèses exclus, lorsqu'il en voyait la nécessité. Quant au nouvel évêque d'Orvieto, on pouvait d'autant moins accepter l'observation énoncée, qu'une partie de son diocèse faisait partie des domaines actuels de l'État pontifical.

« Le cardinal conclut en disant que, nonobstant la prévision qu'il avait de l'issue défavorable des négociations réduites à ce point, il en référerait au Saint-Père.

« Les prétentions inadmissibles ayant été tout naturellement rejetées par Sa Sainteté, le cardinal fit connaître cette décision au commandeur Vegezzi, qui répondit qu'il en rendrait compte à son Gouvernement.

« On ne pouvait dès lors plus douter qu'il fallait abandonner toute idée d'une entente, puisqu'on ne voulait pas seulement changer, mais complètement détruire toutes les bases que le Saint-Siège avait posées au commencement, qui seules peuvent se concilier avec ses principes, et que MM. Vegezzi et Maurizio avaient, dans les premiers pourparlers, reconnues justes et portant le caractère de la plus grande équité.

« L'issue ultérieure n'a pas démenti cette prévision ; en effet, dans la dernière entrevue que le cardinal Antonelli eut avec le commandeur Vegezzi, le 22 juin, celui-ci disait qu'il résultait des réponses qu'il avait reçues que son Gouvernement persistait dans ses dernières propositions, et qu'il avait seulement consenti au retour des évêques éloignés de leurs diocèses.

« A cette communication, le cardinal fit observer que cette mesure était un simple acte de justice et ne pouvait faire le sujet d'une négociation, et que si on en avait parlé dans les premières entrevues, c'était seulement par incident et comme par association d'idées.

« Il est inutile de dire quelle cause de douleur cette résistance inattendue fut pour le Saint-Père, qui pourtant eut la grâce d'accorder une audience de congé au commandeur Vegezzi.

« Toutefois cet événement mémorable restera dans les fastes de l'Eglise et de l'histoire, parce qu'il sera un monument de la condescendance du Saint-Siège et une démonstration éloquente du but fallacieux qui se cache dans ces conseils pompeux de conciliation que la presse révolutionnaire cherche à insinuer, désirant au fond qu'ils n'aboutissent pas, pour pouvoir faire retomber la responsabilité de la non-réussite sur la partie qui, non-seulement n'en est pas la cause, mais qui a mis spontanément tout en œuvre pour rendre une solution possible. »

QUATRIÈME PARTIE.

FRANCE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES COMMUNIQUÉS EN JUIN 1866, PAR LE
GOUVERNEMENT FRANÇAIS, AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF.

LIVRE JAUNE.

ÉTATS-UNIS.

SUITE DE LA CORRESPONDANCE RELATIVE AUX AFFAIRES DU MEXIQUE.

**Note de M. Seward au marquis de Montholon, ministre de France
à Washington, exposant, à propos du Mexique, les promesses
qui dirigent la politique du Gouvernement des États-Unis en ce
qui concerne le continent américain.**

Washington, le 12 février 1866.

Monsieur, j'ai eu l'honneur, le 6 décembre, de vous adresser, pour l'information de l'Empereur, une communication écrite au sujet des affaires du Mexique, en tant qu'elles sont affectées par la présence des forces armées de la France dans ce pays. Le 29 janvier suivant, vous m'avez fait parvenir la réponse à cette communication qui vous avait été transmise par M. Drouyn de Lhuys, sous la date du 9 du même mois. J'ai soumis cette réponse au Président des États-Unis, et je dois maintenant revenir à la question intéressante qui se trouve ainsi mise en discussion.

Je commence par prendre note des points formulés par M. Drouyn de Lhuys.

Ce Ministre déclare que l'expédition française au Mexique n'avait en soi rien d'hostile aux institutions du Nouveau-Monde, et encore moins aux États-Unis. Comme preuve de cette assurance amicale, il se réfère aux secours d'hommes et d'argent que la France a prêtés, pendant la guerre de la révolution américaine, à la cause de notre indépendance nationale, à la proposition qui nous fut adressée préliminairement de nous joindre à l'expédition de la France contre le Mexique, et finalement à la neutralité que la France a pratiquée pendant la pénible guerre civile que nous venons de traverser heureusement. Je me plais à reconnaître que les assurances qui nous sont transmises dans la présente occasion, pour constater que, dans sa conception primitive, l'expédition française n'avait ni objets ni motifs politiques, sont entièrement d'accord avec les expressions maintes fois renouvelées dans la correspondance antérieure du Ministre des Affaires étrangères à laquelle a donné lieu la guerre entre la France et le Mexique.

Nous acceptons avec un plaisir particulier les réminiscences de l'amitié traditionnelle qui lie nos deux pays.

M. Drouyn de Lhuys nous assure ensuite que le Gouvernement français est disposé à hâter, autant que possible, le rappel de ses troupes du Mexique. Nous saluons cette notification comme une promesse éventuelle d'épargner désormais à notre Gouvernement les appréhensions et les inquiétudes sur lesquelles j'insistais dans la communication que M. Drouyn de Lhuys a eu à considérer.

Ce Ministre déclare, en outre, que le seul but de la France, en poursuivant son entreprise au Mexique, a été d'obtenir la satisfaction à laquelle elle avait droit après avoir eu recours aux mesures coercitives, lorsque les moyens de toute autre espèce avaient été épuisés. M. Drouyn de Lhuys dit qu'on sait combien étaient nombreuses et légitimes les réclamations de sujets français qui ont causé le recours aux armes. Il nous rappelle alors comment, dans une précédente occasion, les États-Unis avaient fait la guerre au Mexique. Sur ce point, il semble également nécessaire et convenable de dire que la guerre à laquelle on fait allusion ne fut ni faite ni cherchée par les États-Unis, mais qu'elle fut acceptée par eux à la suite de provocations d'un caractère très-grave. La chose est passée, et la nécessité et la justice de la conduite des États-Unis sont des questions qui ne sont plus que du domaine de l'histoire. La France, je le crois, reconnaîtra que ni au début de notre guerre du Mexique, ni pendant son cours, ni par les conditions auxquelles nous sortîmes victorieusement de cette lutte, les États-Unis ne se placèrent dans une situation en désaccord avec les principes que nous soutenons aujourd'hui à l'égard de l'expédition française au Mexique.

Nous avons été et nous sommes encore en relations amicales avec la France autant qu'avec le Mexique; nous ne pouvons donc, sans manquer à ces relations, nous ériger en juges des motifs primitifs de la guerre qu'en tant que nous en éprouvons le contre-coup, tant en ce qui nous concerne qu'en ce qui touche aux institutions républicaines et américaines de notre continent.

M. Drouyn de Lhuys déclare que l'armée française, en entrant au Mexique, n'apportait pas les traditions monarchiques dans les plis de son drapeau. Il rappelle là-dessus qu'au moment de l'expédition il y avait au Mexique une foule de citoyens influents qui désespéraient de faire sortir l'ordre des conditions du régime républicain alors existant dans ce pays; et qui, par conséquent, nourrissaient l'idée de se rejeter sur la monarchie. Il ajoute, à l'appui du même argument, que l'un des derniers présidents du Mexique offrit d'employer son pouvoir au rétablissement de la royauté. On nous informe encore qu'à l'époque de l'invasion française les personnes ci-dessus mentionnées jugèrent que l'heure était venue d'adresser au peuple mexicain un appel en faveur de la monarchie. M. Drouyn de Lhuys fait remarquer que le Gouvernement français ne crut pas qu'il fût de son devoir de décourager cet effort suprême d'un parti puissant, dont l'origine était bien antérieure à l'expédition française.

M. Drouyn de Lhuys fait encore observer que l'Empereur, fidèle aux maximes de droit public qu'il professe en commun avec les États-Unis. déclara, dans cette circonstance, que la question du changement des institutions dépendait entièrement des suffrages du peuple mexicain. A l'appui de cette assertion, le Ministre reproduit une lettre adressée par l'Empereur au commandant en chef de l'expédition française, après la prise de Puebla. Cette lettre renfermait les paroles suivantes : « Notre but, vous le savez, n'est pas d'imposer aux Mexicains un gouvernement contre leur gré, ni de faire servir nos succès au triomphe d'un parti quelconque. Je désire que le Mexique renaisse à une vie nouvelle, et que, bientôt régénéré par un gouvernement fondé sur la volonté nationale, sur les principes d'ordre et de progrès, sur le respect du droit des gens, il reconnaisse, par des relations amicales, devoir à la France son repos et sa prospérité. »

M. Drouyn de Lhuys poursuit son argumentation en disant que le peuple mexicain a parlé; que l'empereur Maximilien a été appelé par la voix du pays; que son Gouvernement a paru à l'Empereur des Français être en mesure de rendre la tranquillité à la nation, et de rétablir, en son nom, la paix dans les relations internationales, et qu'en conséquence l'Empereur lui a accordé son appui. M. Drouyn de Lhuys présente alors le tableau suivant, comme le seul véritable, de la situation actuelle. La France est allée exercer au Mexique le droit de

guerre, qui est exercé par les États-Unis, et non en vertu d'un plan d'intervention, au sujet de laquelle elle reconnaît les mêmes doctrines que les États-Unis. La France n'est pas allée au Mexique pour fomenter un prosélytisme monarchique, mais pour obtenir des réparations et des garanties qu'elle devait exiger ; et maintenant qu'elle y est, elle soutient le Gouvernement qui est fondé sur le consentement de la nation, parce qu'elle attend de ce Gouvernement la juste satisfaction de ses griefs, aussi bien que les sûretés indispensables pour l'avenir. De même qu'elle ne cherche pas à satisfaire un intérêt exclusif, ni à réaliser des vues ambitieuses, de même elle désire actuellement rappeler ce qui reste au Mexique du corps d'armée qu'elle y a envoyé, dès qu'elle pourra le faire avec sécurité pour les citoyens français, et sans compromettre le respect qu'elle se doit à elle-même.

Je sais combien est délicate la discussion à laquelle M. Drouyn de Lhuys me convie. La France a droit, par tous les égards de respect et d'amitié que nous lui portons, à interpréter elle-même le but de l'expédition et toute la suite de ses actes au Mexique. Nous acceptons, de notre côté, son explication du but et des motifs dont il s'agit, avec la considération et la confiance sur laquelle nous compterions lorsque nous aurions à nous expliquer avec la France ou toute autre puissance amie. Il est toutefois de mon devoir de maintenir que, quels que fussent les intentions, le but et les motifs de la France, les moyens adoptés par une certaine classe de Mexicains pour renverser le Gouvernement républicain de leur pays, et pour profiter de l'intervention française en vue d'établir une monarchie impériale sur les ruines de ce Gouvernement, l'ont été, aux yeux des États-Unis, sans l'autorisation du peuple mexicain, et ont été mis à exécution contrairement à sa volonté et à son opinion. Il semble, pour cette raison, au Gouvernement fédéral, qu'en appuyant des institutions ainsi établies par dérogation aux droits inaliénables du peuple du Mexique, bien qu'on n'ait pas abandonné le but et le motif originaires de l'expédition, et que l'Empereur des Français ne les ait pas perdus de vue en tant que celle-ci constituait une demande de satisfaction à main armée, il semble, dis-je, qu'on ait laissé cette destination se subordonner à une révolution politique, qui n'aurait certainement pas eu lieu si la France n'était intervenue par la force, et qui, à en juger par le génie et le caractère du peuple mexicain, ne serait pas actuellement maintenue par lui, si cette intervention armée venait à cesser. Les États-Unis n'ont vu aucune preuve satisfaisante que le peuple du Mexique ait parlé, ni qu'il ait établi ou accepté le prétendu Empire que l'on soutient avoir été fondé dans sa capitale. Ainsi que je l'ai fait remarquer dans d'autres occasions, les États-Unis sont d'avis qu'un pareil assentiment ne pouvait être ni librement obtenu, ni légitimement accueilli à av-

cune époque en présence de l'armée française d'invasion. La retraite des forces françaises leur sembla nécessaire pour permettre au Mexique de recourir à une manifestation de cette nature. Sans doute l'Empereur des Français est fondé à définir le point de vue sous lequel il doit envisager la situation de ce pays. Celui sous lequel je la présente n'en est pas moins celui que l'Union a adopté. L'Union ne reconnaît donc, et ne doit continuer à reconnaître au Mexique que l'ancienne République, et elle ne peut, en aucun cas, consentir à s'engager dans ce qui impliquerait, soit directement, soit indirectement, des relations avec le Prince Maximilien institué à Mexico, ou une reconnaissance de ce Prince.

Cette manière de voir est, je crois, celle à laquelle adhèrent tous mes concitoyens sans exception. Je ne prétends pas dire que cette opinion du peuple américain soit adoptée, ou soit appelée à l'être par d'autres Puissances étrangères, ou par l'opinion publique du monde entier. L'Empereur est parfaitement compétent pour se former lui-même un jugement sur ce point important. Je ne puis, néanmoins, taire sans injustice l'observation que, tandis que cette question agit incidemment par contre-coup sur tous les États républicains de l'hémisphère américain, chacun de ces États a accepté le jugement que j'exprime ici au nom des États-Unis. C'est dans ces circonstances qu'il s'est trouvé, soit à tort, soit à raison, que la présence au Mexique d'armées européennes, soutenant dans ce pays une Prince européen revêtu des attributs impériaux, sans l'assentiment et contre la volonté du peuple, est réputée une source d'appréhension et de danger, non-seulement pour les États-Unis, mais aussi pour tous les États républicains indépendants et souverains établis sur le continent américain et dans les îles adjacentes.

La France connaît la situation des États-Unis à l'égard des autres États américains que je viens de mentionner, et sait combien nos concitoyens ont le sentiment des obligations et des devoirs qui leur incombent vis-à-vis de ces États. Nous sommes ainsi ramenés à la question isolée qui faisait le sujet de ma communication du 6 décembre dernier, savoir l'opportunité du règlement d'un débat dont la prolongation doit nuire incessamment à l'harmonie et à l'amitié qui ont toujours régné jusqu'ici entre les États-Unis et la France.

Le Gouvernement de l'Union n'entreprend pas de dire sur quelles bases devront être réglées les demandes d'indemnité et de satisfaction en vue desquelles commencèrent les hostilités que la France poursuit au Mexique, ni comment ce but pourra être atteint en discontinuant une guerre qui, dans son cours, s'est transformée en une intervention politique, armée, dangereuse pour les États-Unis et pour les institutions républicaines dans l'hémisphère américain. La France et la République

mexicaine étant reconnues par nous en qualité de belligérants se faisant réciproquement la guerre, nous les laissons résoudre entre elles toutes les questions relatives aux indemnités et aux satisfactions dont il s'agit. Les États-Unis se contentent d'exposer à la France les exigences d'une situation embarrassante au Mexique, et d'exprimer l'espoir qu'elle découvrira quelque moyen, compatible à la fois avec son intérêt et sa dignité, et avec les principes et l'intérêt des États-Unis, pour dégager cette situation sans retard préjudiciable.

M. Drouyn de Lhuys répète, à cette occasion, ce qu'il a déjà écrit, savoir, qu'il dépend beaucoup du Gouvernement fédéral de faciliter la retraite des troupes françaises du Mexique que désire ce Gouvernement. Il soutient que la situation de l'Union à l'égard du continent américain n'a rien d'incompatible avec l'existence d'institutions monarchiques au Mexique. Il invoque à l'appui de son raisonnement le fait que le Président des États-Unis, de même que le secrétaire d'État, répudient, dans les documents officiels, toute pensée de propagande en faveur des institutions républicaines sur ce continent. Il cite encore le fait que les États-Unis entretiennent des relations amicales avec l'Empereur du Brésil, et qu'ils eurent des relations de même nature avec l'Empereur mexicain Iturbide, en 1822. M. Drouyn de Lhuys conclut de là qu'aucune maxime fondamentale de conduite ni aucun précédent de l'histoire diplomatique de notre pays ne créent un antagonisme nécessaire entre les États-Unis et la forme de Gouvernement que préside le Prince Maximilien dans l'ancienne capitale du Mexique.

Je ne crois pas utile, et par conséquent je n'ai aucun désir d'entrer dans la discussion soulevée sur ce point par M. Drouyn de Lhuys. Il me suffit dans la circonstance actuelle, d'affirmer, en en renouvelant l'assurance, notre désir de faciliter la retraite des troupes françaises du Mexique, et de faire dans ce but tout ce qui sera compatible avec la position que nous avons jusqu'à présent assumée dans la question, et avec nos justes égards pour les droits souverains de la République du Mexique. La France ne peut s'attendre à nous voir aller plus loin ni entrer dans une autre voie. Après avoir ainsi rassuré la France, il semble nécessaire de constater de nouveau la position de notre Gouvernement, telle que je l'ai exposée dans ma lettre du 6 décembre. L'existence sur notre continent d'institutions républicaines et indigènes nous semble la plus sympathique et la plus avantageuse aux États-Unis. Là où la population d'un État tel que le Brésil aujourd'hui, ou que le Mexique en 1822, a volontairement établi et adopté des institutions monarchiques de son propre choix, libre de tout contrôle et de toute intervention d'origine étrangère, les États-Unis ne se refusent pas à maintenir des relations avec ces Gouvernements, et ne cher-

chent pas, par une propagande armée ou par l'intrigue, à renverser de semblables institutions. Au contraire, là où une nation a établi des institutions républicaines et indigènes, analogues aux nôtres, les États-Unis maintiennent qu'aucun État étranger ne peut légitimement intervenir par la force pour renverser ces institutions républicaines et en ériger d'un caractère tout opposé.

M. Drouyn de Lhuys semble croire que je reproche à la fois au prétendu Gouvernement du Prince Maximilien les difficultés qu'il rencontre et l'assistance qu'il emprunte aux Puissances étrangères. Sous ce rapport, ce Ministre soutient que les obstacles et la résistance contre lesquels Maximilien a eu à lutter n'ont en eux-mêmes rien qui milite particulièrement contre la forme des institutions que M. Drouyn de Lhuys suppose avoir été établies par ce Prince. M. Drouyn de Lhuys maintient que le Gouvernement de Maximilien subit le sort commun aux Puissances naissantes, alors qu'il a principalement le malheur d'avoir à supporter les conséquences de discordes survenues sous un précédent Gouvernement. Selon lui, ce malheur et ce sort seraient ceux qu'auraient éprouvés même des Gouvernements qui n'ont pas rencontré de compétiteurs armés, et qui ont joui paisiblement d'une autorité sans contrôle. Il affirme que les révoltes et les guerres intérieures sont l'état normal du Mexique, et il soutient en outre que l'opposition que font quelques chefs militaires à l'établissement d'un Empire sous Maximilien n'est que la conséquence naturelle de cette même absence de discipline et de cette même prédominance de l'anarchie dont ses prédécesseurs au pouvoir ont été victimes au Mexique. Ce n'est pas notre intention et il serait au-dessous de nous de nier que le Mexique ait été, pendant longtemps, le théâtre de factions et de guerres intérieures. Nous avouons le fait avec un regret d'autant plus sincère que l'expérience faite au Mexique n'a pas seulement été douloureuse pour les citoyens de ce pays, mais qu'elle a encore exercé une fâcheuse influence sur d'autres nations.

D'autre part, il ne nous appartient pas, et il ne convient pas à nos dispositions amicales pour le Mexique, de reprocher au peuple de cet État ses calamités passées, et encore moins d'appeler ou d'approuver le châtiment que des étrangers infligeraient à ses erreurs politiques. Le peuple mexicain offre et sa situation comporte certaines particularités que la France comprend sans doute fort bien. Vers le commencement du siècle actuel, des convictions que l'humanité ne peut que respecter l'obligèrent à repousser un régime monarchique étranger qu'il jugeait incompatible avec sa prospérité et son agrandissement. Des convictions non moins respectables aux yeux du monde l'obligèrent à tenter d'établir chez lui des institutions républicaines, sans la pleine expérience ni l'éducation pratique et les habitudes qui ren-

draient ces institutions à la fois solides et satisfaisantes. Le Mexique fut le théâtre d'un conflit entre les institutions politiques et commerciales et les dogmes ecclésiastiques de l'Europe, d'une part, et les nouvelles institutions et idées d'origine américaine. Il possédait l'esclavage africain, les restrictions coloniales et les monopoles ecclésiastiques. Il partageait, sous le rapport de la principale de ces institutions, le malheur des États-Unis, tandis que nous étions heureusement exempts de ses autres maux. Nous ne saurions oublier que le Mexique abolit l'esclavage avant les États-Unis et avec plus d'empressement. Nous ne saurions nier que toute l'anarchie dont se plaint M. Drouyn de Lhuys fut pour le Mexique une épreuve nécessaire et même sagement affrontée dans ses tentatives d'asseoir sûrement les bases d'une large liberté républicaine.

Je ne sais si l'on peut équitablement s'attendre à ce que la France partage cette manière de voir, qui atténue à nos yeux les erreurs, les malheurs et les calamités du Mexique. Quoi qu'il en soit, nous nous en tenons au principe qu'aucun État étranger ne peut intervenir légitimement dans de pareils désastres, ni, en se fondant sur le désir de corriger les erreurs du Mexique, priver le peuple de ce pays de son droit naturel à la liberté républicaine et telle qu'il l'entend. Tous les torts que le Mexique a pu faire éprouver à d'autres États ont été sévèrement punis par les conséquences qui en ont légitimement dérivé. Les nations n'ont pas le droit de se corriger réciproquement, sinon dans la mesure requise pour prévenir ou réparer des abus les affectant directement. Si un État est fondé à intervenir chez un autre pour y établir la discipline, en se constituant juge de l'occasion propice, chaque État a le même droit d'intervenir dans les affaires de chacune des autres nations et d'être seul arbitre du moment et du motif de cette intervention. Le principe d'intervention, ainsi mis en pratique, semble appelé à porter l'incertitude et le doute dans toute espèce de souveraineté et d'indépendance, et même dans toute paix et amitié internationale.

M. Drouyn de Lhuys fait ensuite remarquer, en ce qui concerne l'appui que Maximilien reçoit de l'armée française, ainsi que celui que lui ont prêté des volontaires belges et autrichiens, que cet appui n'entrave aucunement la liberté de ses résolutions dans les affaires relevant de son Gouvernement. Il demande quel est l'État qui n'ait pas besoin d'alliés, soit pour se consolider, soit pour se défendre. Quant aux grandes Puissances, telles que l'Angleterre et la France, n'entre-tiennent-elles pas constamment des troupes étrangères dans leurs armées ? Lorsque les États-Unis combattirent pour leur indépendance, est-ce que le concours que leur donna la France empêcha ce mouvement d'être vraiment national ? Dira-t-on que la lutte entre les États-

Unis et les récents insurgés n'était pas pareillement une guerre nationale, parce que des milliers d'Irlandais et d'Allemands se trouvaient combattre sous le drapeau de l'Union ? En anticipant la réponse à ces questions, M. Drouyn de Lhuys en conclut qu'on ne peut ni contester le caractère du Gouvernement de Maximilien, ni objecter à ses efforts pour se consolider, en raison de l'emploi de troupes étrangères.

Dans cette argumentation, M. Drouyn de Lhuys nous semble avoir négligé deux faits essentiels : le premier, c'est que les États-Unis, dans la correspondance échangée sur l'affaire du Mexique, ont fixé certaines limites définies au droit d'alliance, limites qui ne nous permettent pas d'accepter son raisonnement. En second lieu, les États-Unis n'ont admis, à aucune époque, que le Gouvernement supposé du Prince Maximilien fût une forme de Gouvernement constitutionnellement et légitimement établi au Mexique, et ayant la capacité ou le droit de contracter des alliances.

M. Drouyn de Lhuys énumère alors, dans un tableau graphique, les avantages que les États-Unis ont retirés, ou retireront, de l'heureux établissement de l'empire supposé du Mexique. Au lieu d'un pays sans cesse troublé, et qui nous a déjà donné tant de sujets de plainte, pays contre lequel nous avons dû nous-mêmes faire la guerre, il nous montre dans le Mexique un État pacifique, placé sous un régime impérial bienfaisant, offrant désormais des gages de sécurité et de vastes perspectives à notre commerce ; un État bien éloigné de nous faire tort ou de nuire à notre influence. Il nous assure que les États-Unis sont appelés, plus que toute autre nation, à profiter de l'œuvre que le Prince Maximilien est en train d'accomplir au Mexique. Ces suggestions sont aussi naturelles de la part de la France, qu'elles sont amicales pour les États-Unis. Nous ne sommes pas insensibles à ce qu'auraient de désirable des réformes politiques et commerciales accomplies chez nos voisins. Mais nos principes arrêtés, nos habitudes et nos convictions nous interdisent d'attendre de pareilles modifications dans notre hémisphère d'institutions étrangères, royales ou impériales, fondées sur le renversement, à main armée, des institutions républicaines. Les États-Unis, avec leur modération accoutumée, ne regardent pas les avantages qui pourraient résulter d'une pareille modification au Mexique comme suffisants pour l'emporter sur le tort qu'ils doivent éprouver immédiatement du renversement du Gouvernement républicain au Mexique.

M. Drouyn de Lhuys, à la fin de son exposé très-soigneusement et habilement fait, le récapitule dans les termes suivants :

« Les États-Unis reconnaissent le droit que nous avons de faire la guerre au Mexique ; d'autre part, nous admettons comme eux le prin-

cipe de la non-intervention. Cette double donnée renferme, à ce qu'il me semble, les éléments d'un accord. Le droit de faire la guerre, qui appartient, ainsi que le déclare M. Seward, à toute nation souveraine, implique le droit d'assurer les résultats de la guerre. Nous ne sommes point allés au delà de l'Océan uniquement dans l'intention d'attester notre puissance et d'infliger un châtiment au Gouvernement mexicain. Après une suite d'inutiles réclamations, nous devons demander des garanties contre le retour des violences dont nos nationaux avaient si cruellement souffert, et ces garanties, nous ne pouvions les attendre d'un Gouvernement dont nous avons constaté, en tant de circonstances, la mauvaise foi. Nous les trouvons, aujourd'hui, dans l'établissement d'un pouvoir régulier qui se montre disposé à tenir honnêtement ses engagements. Sous ce rapport nous espérons que le but légitime de notre expédition sera bientôt atteint, et nous nous efforçons de prendre avec l'empereur Maximilien les arrangements qui, en satisfaisant nos intérêts et notre dignité, nous permettent de considérer comme terminé le rôle de notre armée sur le sol mexicain. L'Empereur m'a donné l'ordre d'écrire dans ce sens à son Ministre à Mexico.

« Nous rentrons dès lors dans le principe de la non-intervention et, du moment où nous l'acceptons comme règle de notre conduite, notre intérêt non moins que notre honneur nous commandent d'en réclamer de tous l'égale application. Confians dans l'esprit d'équité qui anime le Cabinet de Washington, nous attendons de lui l'assurance que le peuple américain se conformera lui-même à la loi qu'il invoque, en maintenant à l'égard du Mexique une stricte neutralité. Lorsque vous m'aurez informé de la résolution du Gouvernement fédéral à ce sujet, je serai en mesure de vous indiquer le résultat de nos négociations avec l'empereur Maximilien pour le retour de nos troupes. »

J'ai déjà, et non sans répugnance, fait sur les arguments de M. Drouyn de Lhuys les commentaires qui me semblent nécessaires pour ne pas laisser conclure, d'un silence complet de notre part, à notre adhésion à des assertions contestables. Je crois donc pouvoir me dispenser de soumettre sa récapitulation précitée à un examen spécial qui serait nécessairement prolixe, et peut-être ultra-critique. Les États-Unis n'ont pas prétendu et ne prétendent pas connaître les arrangements que pourra faire l'Empereur pour régler des indemnités et des réparations réclamées du Mexique. Ce serait, de notre part, un acte d'intervention que de prendre connaissance de ces stipulations. Nous nous en tenons à notre assertion que la guerre dont il s'agit est devenue une guerre politique entre la France et la République du Mexique, préjudiciable et dangereuse pour les États-Unis

et pour la cause républicaine, et c'est sous cet aspect et ce caractère seulement que nous en demandons la fin. Il serait injuste, de la part des États-Unis, de supposer qu'en désirant ou en poursuivant des arrangements préliminaires l'Empereur se propose d'établir au Mexique, avant de retirer ses forces, les institutions mêmes qui justifient matériellement les objections élevées par nous contre son intervention. Il serait encore plus injuste de supposer un seul moment qu'il compte que les États-Unis s'obligeront indirectement à donner leur acquiescement ou leur concours aux institutions qui leur déplaisent.

Nous regardons, au contraire, l'Empereur comme nous ayant annoncé son intention immédiate de faire cesser le service de ses armées au Mexique, de les rappeler en France, et de s'en tenir fidèlement, sans aucune stipulation ni condition de notre part, au principe de non-intervention, sur lequel il est désormais d'accord avec les États-Unis. Nous ne pouvons entendre la demande qu'il nous adresse de lui donner l'assurance que nous serons nous-mêmes fidèles à nos propres principes de non-intervention, autrement que comme l'expression amicale de son espoir que, lorsque le peuple mexicain aura été absolument débarrassé de l'action, des effets et des conséquences de l'intervention politique et militaire de la France, nous respecterons nous-mêmes la souveraineté et l'indépendance que ce peuple aura spontanément revendiquées. C'est à ce point de vue seulement que sa demande nous semble se rattacher à la cause en litige. En l'envisageant uniquement sous cet aspect, nous devons répondre en toute franchise au vœu de l'Empereur. Il connaît la forme et le caractère de notre gouvernement. La nation ne peut être liée que par des traités réunissant l'assentiment du Président et des deux tiers du Sénat. Un traité formel soulèverait des objections, comme n'étant pas nécessaire, si ce n'est comme un désaveu de toute déloyauté de notre part, en vue de désarmer les soupçons sur un point où nous n'avons pas donné lieu de mettre en doute notre bonne foi; ou bien le traité serait refusé par le motif qu'en nous demandant d'y adhérer l'Empereur ferait malheureusement supposer que sa retraite du Mexique serait subordonnée à des réserves ou à des projets de nature sinistre ou peu amicale. Les assurances que le Président transmettrait sous forme diplomatique, au nom de la nation, ne sauraient exprimer tout au plus que sa conviction que l'administration, dont le personnel change continuellement pour se conformer et s'adapter à la volonté nationale, ne méinterpréterait pas les principes et la politique invariables du peuple américain. Le Président ne peut convenablement donner des explications dans toute circonstance où le pouvoir gouvernemental chargé de conclure les traités jugerait, par une raison quelconque, qu'il y a incon-

vénient, au point de vue de la politique générale, à entamer ou à poursuivre des négociations.

J'ajouterai à ces explications que, dans l'opinion du Président, la France n'a que faire de retarder d'un instant la retraite promise de ses forces militaires du Mexique, et sa mise en pleine et complète pratique du principe de non-intervention au Mexique, par quelque crainte que les États-Unis se montrent infidèles aux principes et à la politique qu'il a été de mon devoir de soutenir en leur nom, sur ce point, pendant cette correspondance déjà bien longue. La manière dont notre Gouvernement s'est comporté, depuis son origine, garantit à toutes les nations le respect du peuple américain pour la libre souveraineté du peuple chez tous les autres États. C'est de Washington que nous avons reçu notre règle de conduite. Nous nous y sommes sévèrement conformés, même dès le début de nos relations avec la France. Le même principe, la même politique ont été uniformément professés par tous nos hommes d'État, interprétés par tous nos juriconsultes, proclamés par tous nos congrès, et le peuple américain y a constamment acquiescé sans dissentiment de fait. C'est en réalité le principal élément des rapports internationaux dans tout le cours de notre histoire. A ne considérer simplement que le point sur lequel notre attention n'a cessé de se concentrer, savoir notre délivrance des embarras du Mexique sans troubler nos rapports avec la France, nous serons charmés lorsque l'Empereur nous donnera, soit par la voie estimée de votre correspondance, soit de toute autre manière, l'avis définitif de l'époque à laquelle on pourra compter que finiront les opérations militaires de la France au Mexique.

Je pourrais peut-être clore ici convenablement ma note. On pourrait toutefois supposer qu'il règne quelque obscurité sur le caractère du principe de non-intervention que nous sommes autorisés à regarder comme admis d'accord par les États-Unis et par la France, comme règle de leur future conduite à l'égard du Mexique. Je vais donc reproduire, à titre d'exemples, quelques-unes des formes sous lesquelles nous avons maintenu ce principe dans nos relations antérieures avec la France. En 1861, faisant allusion à la possibilité que des émissaires rebelles des États-Unis vinssent invoquer l'intervention de l'Empereur dans notre guerre civile, je faisais cette observation : « L'Empereur des Français a donné maintes preuves qu'il regarde le peuple de chaque pays comme la source légitime de l'autorité, et que les seuls objets légitimes de cette dernière sont la sécurité, la liberté et la prospérité du peuple. »

J'écrivais aussi, à la même occasion, dans les termes qui suivent, à M. Dayton : « Je viens, par ordre du Président, de vous exposer simplement, sans exagération ni passion, l'origine, la nature et le but de

la lutte dans laquelle les États-Unis se trouvent actuellement engagés. Je l'ai fait uniquement pour en déduire les arguments qu'il vous serait nécessaire d'employer pour vous opposer à toute demande qui serait adressée par les soi-disant États confédérés au Gouvernement de S. M. l'Empereur, à l'effet de faire reconnaître leur souveraineté et leur indépendance. Le Président n'espère ni ne désire aucune intervention ni même une faveur quelconque de la France ni d'aucun autre Gouvernement, dans cette circonstance. Quoi qu'il puisse consentir à faire, jamais il n'invoquera ni n'admettra même une intervention ou une influence étrangère soit dans le débat actuel, soit dans toute autre question dans laquelle le Gouvernement des États-Unis serait en conflit avec une partie du peuple américain.....

« L'intervention étrangère nous obligerait à traiter l'État qui l'accorderait comme allié du parti insurgé, et à lui faire la guerre comme à un ennemi. »

« Dans quelque méprise que puissent tomber d'autres Puissances européennes, Sa Majesté est le dernier des Souverains qui puisse se tromper sur la nature du conflit actuel. Elle sait que la révolution américaine de 1776 fut la lutte victorieuse de notre grande idée d'un gouvernement populaire libre contre la résistance des préjugés et des erreurs. Elle sait que ce conflit éveilla les sympathies de l'humanité entière, et qu'en dernier lieu le triomphe de cette idée fut salué avec joie par toutes les nations européennes. Elle sait à quel prix les nations européennes résistèrent au progrès de cette idée, et peut-être ne se refusera-t-elle pas à avouer tout ce que la France, en particulier, y a gagné. Elle ne manquera pas de reconnaître la présence de cette seule grande idée dans la lutte actuelle, et ne se méprendra pas sur le parti du côté duquel elle se trouve. C'est, en résumé, le principe même du suffrage universel et de l'obéissance due à ses manifestations, principe sur lequel est fondé le Gouvernement de la France, qui est mis en question par l'insurrection dans notre pays, et qui, dans cette circonstance, doit être revendiqué et établi plus efficacement que jamais par le Gouvernement des États-Unis. »

En écrivant sur le même sujet à M. Dayton, le 30 mai 1861, je disais : « Rien ne manque à notre succès, si ce n'est que les nations étrangères nous laissent, comme c'est notre droit, régler nos affaires à notre propre façon. Ces nations ne peuvent que souffrir, ainsi que nous, de leur intervention. Personne, nous en avons la certitude, ne peut mieux juger que l'Empereur des Français combien serait dange-reuse et déplorable la circonstance qui ferait entrer des Puissances européennes dans les conflits politiques du peuple américain. »

En déclinant l'offre de la médiation française, le 8 juin 1861, je m'exprimais ainsi avec M. Dayton : « Le premier des devoirs actuels

du Gouvernement est de sauvegarder l'intégrité de l'Union américaine. Une indépendance absolue, n'ayant à compter que sur elle-même, est le premier et le plus indispensable élément de l'existence nationale. Nous sommes une nation républicaine; toutes nos affaires intérieures doivent être dirigées et même résolues dans les formes constitutionnelles et d'après des principes républicains constitutionnels. Nous sommes une nation américaine, et nos affaires intérieures ne doivent pas seulement être dirigées eu égard à notre position spéciale sur notre continent, mais par des influences exclusivement américaines. »

Le 1^{er} août 1862, M. Adams reçut du Gouvernement fédéral les instructions suivantes :

« Les États européens qui ont découvert et occupé, presque sans effort, ce continent, en ont-ils alors compris les destinées véritables? Les ont-ils comprises et acceptées même encore aujourd'hui? Et de ces erreurs qu'est-il résulté, si ce n'est mécompte sur mécompte, désastre sur désastre? Après près de quatre cents années de mécomptes et de désastres, les voies de la Providence à l'égard de l'Amérique sont-elles encore si mystérieuses qu'on ne puisse ni les comprendre ni les confesser? Colomb, disait-on, avait donné un nouveau monde aux royaumes de Castille et de Léon. Qu'est devenue la souveraineté de l'Espagne en Amérique? Richelieu occupa et fortifia une grande partie de notre continent, s'étendant du golfe du Mexique au détroit de Belle-Isle. La France a-t-elle gardé cet important apanage de la couronne de son souverain? La Grande-Bretagne acquit dans notre continent des provinces centuples en largeur et en longueur de son royaume natal. N'a-t-elle pas déjà formellement renoncé à une grande partie de ces provinces? A qui ces vastes possessions et celle des Portugais, des Hollandais, des Suédois sont-elles échues, si ce n'est à des nations américaines, rejets de colons et d'exilés venant de l'Europe et apportant avec eux les arts, la civilisation et les vertus de l'Europe? Ce changement n'a-t-il pas été avantageux pour la société qui habite notre continent? N'a-t-il pas même été plus avantageux pour l'Europe elle-même que la domination européenne prolongée, si elle eût été possible, ne l'aurait été? Les nations américaines qui ont grandi dans notre hémisphère sont libres et autonomes. Elles se sont rendues telles par leur vigueur naturelle et pour obéir à une nécessité absolue. Serait-il possible aux États européens de les ramener à l'état de colonies et de les y retenir? Ce résultat serait-il désirable pour l'Europe et pour elles-mêmes, s'il était praticable? La balance du pouvoir parmi les nations européennes ne se maintient pas sans de nombreuses et puissantes armées, tandis que la sphère de l'ambition politique y a pour limites l'Océan qui entoure ce continent. Serait-il possible de maintenir cette balance à aucun prix, si notre vaste continent, avec toutes ses popu-

lations, ses ressources et ses forces, pouvait encore être ramené dans la sphère de l'ambition européenne?

« Au contraire, ne résulte-t-il pas manifestement de toutes ces hypothèses que les nations américaines furent créées pour être la patrie d'hommes libres; que la Providence en a confié la tutelle aux États de l'Europe; mais que cette tutelle, avec toutes ses responsabilités et ses pouvoirs, fut nécessairement abolie, à l'avantage des parties intéressées et de l'humanité entière, lorsque ces parties devinrent capables de choisir leur propre système de gouvernement et de faire appliquer leur propre législation? Si elles se trompent dans ce choix ou dans la conduite de leurs affaires, on verra qu'il est sage de leur laisser, comme à tous les autres États, le privilège et la responsabilité d'apercevoir et de corriger l'erreur dont elles sont naturellement les premières à souffrir. »

Le 6 mai 1862, M. Dayton fut invité à exprimer à M. Thouvenel « le désir des États-Unis que des relations pacifiques pussent bientôt être rétablies entre la France et le Mexique, sur des bases équitables pour les deux parties, et favorables à l'indépendance et à la souveraineté du peuple mexicain, qui intéressent également la France et les autres nations civilisées. »

Le 21 juin 1862, M. Dayton fut autorisé à exprimer en ces termes l'opinion des États-Unis sur la situation du Mexique : « La France a le droit de faire la guerre au Mexique et d'en définir le motif selon qu'elle l'entend. Nous avons le droit d'insister pour que la France ne profite pas de la guerre qu'elle fait au Mexique pour y ériger un gouvernement anti-républicain ou anti-américain, ni pour y maintenir un pareil gouvernement. »

Agréé, Monsieur, la nouvelle assurance de ma haute considération.

Signé: WILLIAM R. SEWARD.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon, en réponse à la note de M. Seward du 12 février, annonçant les époques de l'évacuation du Mexique par les troupes françaises.

Paris, le 6 avril 1866.

Monsieur le Marquis, j'ai lu, avec toute l'attention qu'elle mérite, la réponse de M. le Secrétaire d'État à ma dépêche du 9 janvier dernier. Le soin scrupuleux avec lequel M. Seward a bien voulu analyser cette dépêche, et les considérations étendues dans lesquelles il est entré pour définir, en regard de l'exposé que j'avais fait de la conduite de

la France dans les affaires du Mexique, les doctrines qui sont la base de la politique internationale des États-Unis, témoignent à nos yeux de l'intérêt qu'attache le cabinet de Washington à écarter tout malentendu. Nous y trouvons la preuve de son désir de faire prévaloir sur des divergences accidentelles, souvent inévitables dans le mouvement des affaires et dans les relations des Gouvernements, les sentiments d'amitié que les traditions d'une longue alliance ont cimentés entre nos deux pays. C'est dans cette disposition que nous avons apprécié la communication que M. le Secrétaire d'État vous a adressée le 12 février dernier. Je ne suivrai pas M. Seward dans les développements qu'il a donnés à l'exposé des principes qui dirigent la politique de l'Union américaine. Il ne me paraît ni opportun ni profitable de prolonger, sur des points de doctrine ou d'histoire, une discussion où nous pouvons différer d'opinion avec le Gouvernement des États-Unis sans danger pour les intérêts des deux pays. Je crois mieux servir ces intérêts en m'abstenant de relever des assertions selon moi très-constatables, pour prendre acte des assurances qui peuvent contribuer à faciliter notre entente. Nous n'hésitons jamais à offrir à nos amis les explications qu'ils nous demandent, et nous nous sommes empressés de donner au cabinet de Washington toutes celles qui pouvaient l'éclairer sur le but que nous poursuivions au Mexique et sur la loyauté de nos intentions. Nous lui avons dit en même temps que la certitude qui nous serait acquise de la résolution d'observer, à l'égard de ce pays, après notre départ, une politique de non-intervention, hâterait le moment où il nous serait possible, sans compromettre les intérêts qui nous y ont amenés, de retirer nos troupes et de mettre fin à une occupation dont nous désirons sincèrement abréger la durée. Dans la dépêche du 12 février dernier, M. Seward rappelle de son côté que le Gouvernement des États-Unis s'est conformé, pendant tout le cours de son histoire, à la règle de conduite qu'il a reçue de Washington, en pratiquant invariablement le principe de non-intervention, et il ajoute que rien n'autorise à craindre qu'il s'y montre infidèle en ce qui concerne le Mexique. Nous accueillons cette assurance avec une pleine confiance et nous y trouvons une garantie suffisante pour ne pas différer plus longtemps l'adoption des mesures destinées à préparer le retour de notre armée. L'Empereur a décidé que les troupes françaises évacueront le Mexique en trois détachements : le premier devant partir au mois de novembre 1866, le second en mars 1867, et le troisième au mois de novembre de la même année; vous voudrez bien faire part officiellement de cette décision à M. le Secrétaire d'État.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

MEXIQUE.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano, ministre de France à Mexico, au sujet de la nécessité de régler promptement le sort des nationaux Français au Mexique.

Paris, le 14 août 1865.

Monsieur, j'ai reçu vos dépêches jusqu'à la date du 10 juillet. Ce que vous m'écrivez sur l'affaire de nos réclamations appelait tout particulièrement mon attention. Vous avez pensé avec raison que la nécessité de régler le plus promptement possible le sort de nos nationaux pouvait nous engager à nous départir dans une certaine mesure de nos exigences légitimes.

Je considère donc que le règlement en bloc dont vous avez proposé l'adoption au Gouvernement de l'Empereur Maximilien serait, en somme, avantageux pour nos nationaux et dès lors acceptable pour nous. Je vous invite, en conséquence, à insister de la manière la plus sérieuse pour que l'arrangement que vous avez préparé reçoive sans délai l'adhésion du Gouvernement mexicain.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys, lui annonçant qu'il a signé avec le Gouvernement mexicain une Convention pour la conclusion des réclamations françaises.

Mexico, le 28 septembre 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, à la date du 14 août dernier. Votre Excellence ayant bien voulu approuver le mode de règlement en bloc dont j'ai proposé l'adoption au Gouvernement de l'Empereur Maximilien, à l'effet d'arriver à une prompt conclusion de l'affaire des réclamations françaises, j'ai repris avec une activité nouvelle cette importante négociation que je n'avais, du reste, pas perdue de vue un seul instant.

J'ai aujourd'hui la satisfaction de pouvoir vous annoncer que mes efforts ne sont pas restés tout à fait infructueux et que j'ai signé hier 27 une convention qui donnera, si je ne me trompe, satisfaction à tous les intérêts en cause.

Signé : DANO.

Les modifications de forme à apporter à la Convention du 27 septembre 1865 en ayant retardé les ratifications, on se borne à résumer ici les dispositions principales de cet acte diplomatique.

Le chiffre total des indemnités dues aux Français pour préjudices causés directement à leurs propriétés ou à leurs personnes par les Gouvernements mexicains ou leurs agents est fixé à la somme de quarante millions de francs.

Cette somme sera payée en titres de la rente mexicaine, au pair, et le Gouvernement français en fera effectuer la répartition entre ses nationaux comme il le jugera convenable.

Le Gouvernement français se trouve déjà dépositaire, à titre d'acompte, d'une somme de douze millions de francs, en titres du premier emprunt contracté à Paris, émis à 63 pour 100 et devant représenter au pair, c'est-à-dire en 6 pour 100 à 100 francs, une somme de seize millions quatre cent quarante mille francs.

Les vingt-trois millions cinq cent soixante mille francs restant dus seront délivrés en titres de la même nature, au pair, par la Commission mexicaine des finances instituée à Paris.

Après avoir effectué le versement intégral de la somme de quarante millions de francs, le Gouvernement mexicain sera considéré comme dégagé de toute responsabilité envers les Français relativement aux réclamations qu'ils ont faites jusqu'à ce jour, et le Gouvernement français s'engage à ne pas intervenir en faveur de celles qui pourraient être faites pour le passé.

Par suite de la mise à exécution de cette convention, l'article 12 de la convention conclue à Miramar, le 10 avril 1864, est abrogé en ce qui a trait aux réclamations françaises.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano, en réponse à l'envoi de la Convention signée le 27 septembre avec le Gouvernement mexicain.

Paris, le 14 novembre 1865.

Monsieur, j'ai porté au Conseil des Ministres, pour y être l'objet d'une délibération spéciale, le projet de convention pour le règlement des réclamations françaises que vous m'avez transmis par votre dépêche pu 28 septembre. Deux questions ont été successivement discutées : celle du chiffre de notre indemnité et celle du mode de paiement qu'elle comporte.

Lorsque le Gouvernement de l'Empereur se décida pour un règle-

ment en bloc des réclamations de ses nationaux, M. le maréchal Bazaine fut invité à demander au Gouvernement mexicain qu'il nous remit à cet effet une somme de 50 millions de francs en titres du second emprunt mexicain qui viendraient s'ajouter aux 12 millions de titres de l'emprunt de 1864 déjà placés entre nos mains, en exécution de la convention de Miramar. Ce que nous demandions alors est à peu près la somme que les commissaires français chargés par vous, plus tard, d'étudier la question vous indiquaient comme nécessaire pour indemniser équitablement nos nationaux, soit 12 754 366 piastres. La convention que vous avez signée avec M. César fixe à 40 millions de francs seulement, payables en titres de la rente mexicaine au pair, et dans lesquels se confondront les 12 millions déjà entre nos mains, le montant total des indemnités allouées à nos nationaux. Il y a donc un écart considérable entre le chiffre que vous avez accepté et ce que nous nous jugions en droit de réclamer ; après avoir pesé cependant avec soin les motifs qui vous ont engagé à en faire la base de l'arrangement à intervenir, le Gouvernement de l'Empereur a approuvé votre résolution. S. M. l'Empereur Maximilien s'étant montré prêt, d'une part, à adopter ce chiffre de 40 millions de francs, et vos renseignements personnels vous permettant de penser, d'autre part, que cette somme pourrait suffire à la rigueur pour indemniser nos nationaux, il a paru plus conforme à leur véritable intérêt de hâter une solution, en abaissant dans une certaine mesure nos légitimes demandes, que de retarder encore, en les maintenant, les règlements qu'ils attendent depuis si longtemps.

En acceptant le chiffre d'indemnité consenti dans votre projet de convention, nous ne saurions acquiescer toutefois au mode de paiement qui s'y trouve stipulé.

Il se présente en effet pour le Gouvernement mexicain une difficulté à s'acquitter suivant le mode prescrit par le projet de convention. Aux termes de celles-ci, les 23 560 000 francs qu'il reste nous devoir pour parfaire, avec les 12 millions déjà entre nos mains et représentant au pair 16 440 000 francs, notre indemnité de 40 millions de francs, ces 23 560 000 francs devaient nous être remis en titres du premier emprunt, au pair, par la Commission mexicaine des finances instituée à Paris.

Or, les circonstances suivantes rendent l'exécution littérale de cette clause irréalisable aujourd'hui. Tandis que, en effet, le Trésor français, usant de la faculté accordée au moment du second emprunt mexicain, convertissait les titres du premier emprunt remis, en vertu de la convention de Miramar, soit pour lui-même, soit pour les indemnitaires français, en obligations analogues à celles émises en 1865 et les négociait ensuite, la Commission des finances du Mexique profitait de la

même occasion pour aliéner aussi de son côté le solde de titres de l'emprunt de 1864 qui restait disponible. A l'heure qu'il est, la Commission n'a donc pas en sa possession aucun titre du premier emprunt dont elle puisse faire l'emploi que voudrait le projet de convention. Le Gouvernement mexicain doit s'en rendre déjà compte, car il a été officiellement prévenu de l'opération effectuée. Il faut dès lors substituer une combinaison nouvelle à celle que contient la convention. Comme la mesure de conversion des titres du premier emprunt arrêtée en principe par les commissaires du Gouvernement mexicain est facultative, il est plus que probable que les 500 000 obligations de la seconde série ne seront pas délivrées en totalité, attendu qu'un certain nombre de porteurs de titres 6 pour 100 1864 ne profiteront pas de la faculté qui leur est accordée. M. le Ministre des finances estime qu'il restera, par suite, sans emploi déterminé, un nombre d'obligations nouvelles plus que suffisant pour faire face aux engagements que contracte vis-à-vis de nous le Gouvernement mexicain. C'est par conséquent, en obligations de cette seconde série, et non plus, comme le prescrit la convention, en titres du premier emprunt, qu'il y aurait moyen de nous remettre les 23 560 000 francs spécifiés à l'article 4, et je vous prie de demander, en cet état de choses, l'envoi à la Commission des finances du Mexique siégeant à Paris des ordres nécessaires pour qu'elle nous affecte, jusqu'à concurrence de la somme ci-dessus, le reliquat des nouvelles obligations dont on prévoit l'existence.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys sur les modifications consenties par le Gouvernement mexicain à la convention du 17 septembre pour le règlement des réclamations françaises.

Mexico, le 28 décembre 1865.

Monsieur le Ministre, la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 14 novembre dernier, m'est parvenue le 13 du courant. Le même jour j'ai commencé d'actives démarches, afin d'obtenir que la convention que j'ai signée pour le règlement de nos réclamations fût modifiée en ce qui concerne les titres à délivrer à nos nationaux.

J'ai d'abord rencontré une vive opposition. L'Empereur et M. de Castillo prétendaient, ce qui est vrai, que la remise d'obligations analogues à celles du deuxième emprunt au lieu de titres du premier deviendrait plus onéreuse pour le trésor mexicain, la conversion et la

constitution des primes ayant occasionné des frais assez considérables. Cependant je me suis montré si pressant que j'ai obtenu gain de cause dès le lendemain. J'ai fait comprendre qu'il fallait mettre l'Empereur Napoléon et son Gouvernement en situation de déclarer aux Chambres françaises que l'affaire des réclamations est bien décidément réglée.

Pour qu'il ne pût y avoir de doute, et que la concession que je demandais eût un caractère bien officiel, j'ai fait à ce sujet un échange de notes avec M. de Castillo.

La clause en vertu de laquelle une somme de 23 560 000 francs en titres du premier emprunt au pair devait nous être versée, étant devenue inexécutable par suite de la conversion, il demeure établi que cette somme nous sera remise en obligations de la seconde série restée sans emploi déterminé.

Le Ministre des Affaires étrangères a donné des instructions dans ce sens au Ministre mexicain à Paris, et la Commission mexicaine devra faire la remise des obligations aussitôt que la convention sera ratifiée.

J'attendrai moi-même que Votre Excellence m'ait fait connaître quels changements il faut apporter à la rédaction de la convention.

Signé : DANO.

Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys pour annoncer que les ordres nécessaires ont été envoyés à la commission des finances pour la remise des titres du deuxième emprunt du Mexique.

Mexico, le 18 janvier 1866.

Monsieur le Ministre, Votre Excellence sait déjà que j'ai obtenu que le Gouvernement mexicain nous payât en obligations de la seconde série du deuxième emprunt. La légation du Mexique à Paris a reçu le même avis; mais le sous-secrétaire d'État des finances n'avait pas encore transmis l'ordre de nous délivrer des titres qui, suivant lui, ne devaient être remis qu'après la ratification officielle de la convention. J'ai combattu cette prétention, qui devait entraîner de nouveaux délais. Les deux Gouvernements étant d'accord sur les modifications à y apporter, la convention doit être considérée comme moralement ratifiée. M. César étant en ce moment absent, l'Empereur m'envoie de Chapultepec un télégramme par lequel il me prévient que M. Langlais est maître de donner les ordres nécessaires à la Commission mexicaine des finances. J'ai fait porter ce télégramme à M. le Conseiller d'État

en mission, qui, comme je le supposais, ne se croit guère autorisé à ordonner quoi que ce soit, puisqu'il n'a aucun caractère officiel.

Cependant je le prie d'écrire à M. Fould ou à M. de Germiny, en joignant à sa lettre le télégramme par lequel l'Empereur Maximilien exprime ses intentions. Demain, je tâcherai en outre de faire envoyer télégraphiquement, par M. de Castillo, l'ordre formel de remettre les titres.

Signé : DANO.

Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys, au sujet de la demande par le Gouvernement mexicain de la ratification de la convention du 27 septembre par la France.

Mexico, le 9 février 1866.

Monsieur le Ministre, M. de Castillo me fait savoir que des instructions vont être envoyées à la Commission des finances du Mexique à Paris pour la remise entre nos mains des 47 128 obligations de la seconde série représentant les 23 560 000 francs qui soldent nos indemnités. Le Ministre des affaires étrangères me demande, en même temps, que la convention du 27 septembre soit ratifiée par l'Empereur des Français, pour être ensuite revêtue de la même formalité par l'Empereur Maximilien, lorsqu'il aura été apporté à la rédaction de quelques-uns de ses articles les modifications convenables.

Signé : DANO.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano, lui annonçant que l'expédition française au Mexique doit cesser, et l'invitant à s'entendre avec le Gouvernement mexicain à cet égard.

Paris, le 14 janvier 1866.

Monsieur, la situation dans laquelle nous nous trouvons au Mexique ne saurait se prolonger, et les circonstances nous obligent de prendre à cet égard une résolution définitive, que l'Empereur m'a ordonné de de vous faire connaître.

Notre expédition n'avait primitivement pour but que de poursuivre la revendication de nos créances et les réparations dues à nos nationaux. Si toutefois nous avons jugé utile d'accorder notre concours aux

efforts d'une nation qui aspirait à retrouver sous un Gouvernement régulier l'ordre et le bien-être, si notre intérêt légitime nous a conseillé de seconder le Prince qui se consacrait à cette généreuse tâche, notre coopération devait se renfermer dans des limites précises, que la convention de Miramar a eu pour objet de déterminer. Les arrangements réciproques consignés dans cet acte ont fixé la mesure et les conditions dans lesquelles il nous était permis de faire servir les forces de la France à la consolidation d'un gouvernement ami. Il serait superflu d'insister sur les motifs qui mettent la Cour de Mexico, malgré la droiture de ses intentions, dans l'impossibilité reconnue de remplir ces conditions désormais. D'une part, tout appel au crédit demeurerait infructueux ; de l'autre, nous ne pouvons pas, en dehors des stipulations convenues, prendre à notre compte exclusif les charges du Gouvernement mexicain, pourvoir par notre armée à sa défense, et par nos finances à ses services administratifs. Les avances que nous avons plusieurs fois consenties ne sauraient être renouvelées, et l'Empereur ne demandera pas à la France de nouveaux sacrifices.

Il faut donc que notre occupation ait un terme, et nous devons nous y préparer sans retard. L'Empereur vous charge, Monsieur, de le fixer de concert avec son auguste allié, après qu'une loyale discussion, à laquelle M. le maréchal Bazaine est naturellement appelé à prendre part, aura déterminé les moyens de garantir, autant que possible, les intérêts du Gouvernement mexicain, la sûreté de nos créances et les réclamations de nos nationaux. Le désir de Sa Majesté est que l'évacuation puisse commencer vers l'automne prochain.

Vous voudrez bien, Monsieur, donner lecture de cette dépêche à Son Exc. M. le Ministre des affaires étrangères et lui en laisser copie. Je charge M. le baron Saillard d'y ajouter verbalement toutes les explications nécessaires et de me rapporter dans un bref délai la réponse par laquelle vous me ferez connaître les arrangements définitifs qui auront été conclus.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano, exposant les diverses considérations qui nécessitent de mettre fin à l'occupation française au Mexique.

Paris, le 15 janvier 1866.

Monsieur, je crois devoir entrer ici dans quelques développements, pour votre complète information, sur le sujet auquel se rapporte ma dépêche en date d'hier.

Le règlement de nos réclamations, tel qu'il résulte de la Convention que vous avez signé à Mexico, le 27 septembre 1865, et qui a reçu, dans ses dispositions essentielles, l'approbation de Sa Majesté, assure à nos nationaux une réparation acceptable des dommages qu'ils ont subis. Cette Convention sera, nous n'en doutons pas, loyalement exécutée; ainsi sera atteint, en ce qui nous touche le plus directement, le but de notre expédition, et satisfaction sera donnée au grief qui nous avait contraints de prendre les armes.

Je n'ai pas à rappeler les considérations qui nous avaient amenés, non pas à perdre de vue l'objet de notre expédition, mais à en profiter pour offrir au Mexique les chances sérieuses d'une régénération nécessaire. Cette pensée, dont nous affirmons de nouveau la légitimité, le désintéressement et la haute portée politique, a déterminé l'appui que nous avons prêté à l'entreprise courageusement tentée par l'Empereur Maximilien. Décidés à seconder ses efforts, nous avons dû toutefois régler les conditions de notre coopération à la mesure des intérêts français dont nous avons, avant tout, à nous préoccuper. L'Empereur, par une sage prévoyance, a voulu défendre son Gouvernement contre les entraînements d'une idée généreuse, en définissant la nature et en limitant d'avance l'étendue du concours qu'il nous était permis d'accorder. Nous avons dû stipuler en même temps les ressources équivalentes qui devraient nous être attribuées, et fixer la quotité et l'échéance des sommes destinées à défrayer nos dépenses. Tel était l'objet de la Convention de Miramar, qui devait rester la règle de nos droits et de nos devoirs réciproques. Il serait sans intérêt aujourd'hui de revenir sur les circonstances qui empêchent le Gouvernement mexicain de remplir désormais les obligations que cet acte lui impose, et qui menacent de faire peser sur nous, sans aucune des compensations promises, les charges du nouvel établissement. Je n'insisterais pas sur les observations qui abondent à cet égard dans ma correspondance avec la Légation de l'Empereur, et il me paraîtrait superflu de rechercher aujourd'hui, dans une discussion vaine, les causes d'une situation que mon devoir m'oblige seulement à constater. En droit, les clauses du contrat bilatéral qui nous liait au Gouvernement mexicain ne devant plus être exécutées par lui, nous sommes dégagés nous-mêmes des obligations que nous avons contractées.

Toutefois, Monsieur, nous n'aurions peut-être pas songé à nous prévaloir de la faculté que nous donne la non-exécution par le Gouvernement mexicain des engagements du Traité de Miramar pour nous déclarer affranchis des nôtres, si notre résolution à cet égard n'était pas commandée par une considération de fait qui n'admet pas de discussion. Le Gouvernement mexicain est impuissant à nous

fournir les ressources financières indispensables à l'entretien de notre état militaire, et il nous a même demandé de prendre en outre à notre charge la plupart des dépenses de son administration intérieure. Ces embarras ne sont pas nouveaux, et, à diverses reprises, nous avons essayé d'y pourvoir en facilitant des emprunts qui ont mis à la disposition du Mexique des sommes importantes. Aujourd'hui, tout nouveau recours au crédit est reconnu impossible. Que nous reste-t-il à faire en présence du vide constaté du trésor mexicain et des charges que sa pénurie rejette sur nous? Les prévisions de notre budget ne nous fournissent aucun moyen de suppléer à ce déficit. Le Mexique ne pouvant pas payer les troupes que nous entretenons sur son territoire, il nous deviendrait impossible de les y maintenir. Quant à demander à notre pays de nouveaux crédits pour cet objet, je m'en suis déjà expliqué avec vous; comme je vous l'ai dit, l'opinion publique a prononcé, avec une irrécusable autorité, que la limite des sacrifices était atteinte. La France refuserait d'y rien ajouter et le Gouvernement de l'Empereur ne le lui demandera pas.

Loin de moi la pensée de méconnaître les efforts accomplis par l'Empereur Maximilien et par son Gouvernement. L'Empereur a abordé résolument les difficultés inhérentes à tout établissement nouveau, et que les conditions particulières où se trouvait le Mexique rendaient encore plus ardues peut-être. Son impulsion s'est fait sentir partout, et s'il ne lui a pas été donné d'opérer au gré de ses bonnes intentions, et aussi rapidement qu'il les a conçues, les transformations que réclame l'administration du pays, d'incontestables résultats n'en attestent pas moins l'activité de son initiative. Dans les provinces comme dans la capitale, partout où l'Empereur et l'Impératrice, si vaillamment associée à l'œuvre de son auguste époux, ont pu se faire connaître personnellement, l'accueil sympathique des populations témoigne de leur confiance et des espérances qu'elles rattachent à l'affermissement de l'Empire. L'Empereur a proclamé lui-même la fin de la guerre civile, si toutefois les résistances à son autorité méritaient ce nom.

Cette situation, encourageante à bien des égards, m'amène à me demander si l'intérêt bien entendu de l'Empereur Maximilien ne se trouve pas ici d'accord avec les nécessités auxquelles nous sommes tenus d'obéir. De tous les reproches que font entendre les dissidents à l'intérieur et les adversaires au dehors, le plus dangereux pour un Gouvernement qui se fonde, est certainement celui de n'être soutenu que par des forces étrangères. Sans doute, le suffrage des Mexicains a répondu à cette imputation; elle subsiste pourtant, et l'on comprend combien il serait utile à la cause de l'Empire de retirer cette arme à ses adversaires.

Au moment où ces diverses considérations nous obligent à envisager le terme de notre occupation militaire, le Gouvernement de l'Empereur, dans sa sollicitude pour l'œuvre glorieuse dont il a pris l'initiative et dans sa sympathie pour l'Empereur Maximilien, devait se rendre un compte exact de la situation financière du Mexique. Cette situation est grave, mais elle n'est point désespérée. Avec de l'énergie et du courage, avec une volonté ferme et suivie, l'Empire mexicain peut triompher des difficultés qu'il rencontre sur sa route; mais le succès n'est qu'à ce prix. C'est la conviction que nous avons puisée dans l'examen attentif et consciencieux de ses obligations et de ses ressources, et vous vous efforcerez de la faire passer dans l'esprit de l'Empereur Maximilien et de son Gouvernement.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano, au sujet de
l'évacuation du Mexique par les troupes françaises.**

Paris, le 16 février 1866.

Monsieur, à l'heure où je vous écris cette dépêche, M. le baron Sallard doit être arrivé à Mexico. Les instructions du Gouvernement de l'Empereur vous sont donc connues. Sa Majesté elle-même a pris soin, dans son discours d'ouverture de la session législative, d'informer de ses résolutions les grands Corps de l'État. Je n'ai aujourd'hui qu'à vous confirmer les directions générales contenues dans mon expédition des 14 et 15 janvier, et à vous recommander de régler sans retard avec le Gouvernement mexicain les arrangements destinés à réaliser les vues de l'Empereur.

Le désir de Sa Majesté, ainsi que vous le savez, est que l'évacuation puisse commencer vers l'automne prochain et qu'elle soit achevée le plus promptement possible. Vous aurez à vous entendre avec M. le maréchal Bazaine pour en fixer les termes successifs, d'accord avec l'Empereur Maximilien.

Je ne saurais développer ici les considérations diverses dont il y aura à tenir compte dans la conduite de cette opération : les unes, d'une nature purement militaire et technique, sont essentiellement du ressort de M. le maréchal commandant en chef; les autres, d'un caractère plus politique, sont remises à vos appréciations communes éclairées par la parfaite connaissance que vous avez des circonstances locales et des nécessités qu'elles imposent.

Il importe également, Monsieur, d'arrêter le bilan de la situation

financière et de déterminer les garanties que réclame la sécurité de nos créances. Les prévisions du traité de Miramar ne s'étant pas réalisées, il faut recourir à d'autres combinaisons pour assurer le remboursement de nos avances et en même temps pourvoir, dans l'intérêt du crédit mexicain, au paiement régulier des arrérages de la dette contractée par les emprunts de 1864 et 1865. M. Langlais recevra, par ce courrier, de M. le Ministre des finances, des instructions détaillées qu'il vous communiquera. Vous aurez à vous concerter avec lui afin d'en assurer l'exécution.

Le Gouvernement de l'Empereur a pensé que la combinaison la plus simple et la moins onéreuse pour le Gouvernement mexicain consisterait dans la remise entre nos mains des douanes de la Vera-Cruz et de Tampico, ou d'autres qui seraient jugées plus convenables. La moitié des produits nous serait attribuée pour être affectée, une portion au paiement des intérêts à 3 p. 0/0 de notre créance évaluée en capital à 250 millions, et le reste comme garantie partielle des intérêts dus aux porteurs des titres des emprunts de 1864 et 1865. Administrées par nos soins, il est permis d'espérer que ces douanes fourniront encore, après les prélèvements consentis, d'importantes ressources. Vous aurez donc à prendre avec le cabinet de Mexico les arrangements nécessaires pour que cette délégation nous soit régulièrement conférée.

Ces points réglés, et les intérêts français ainsi sauvegardés, le Gouvernement de l'Empereur n'en continuera pas moins à témoigner d'une manière efficace toute la sympathie qu'inspirent à Sa Majesté la personne du Souverain du Mexique et la tâche généreuse à laquelle il s'est dévoué. Vous voudrez bien, Monsieur, en donner, au nom de Sa Majesté, l'assurance à l'Empereur Maximilien.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Dépêche de M. Dano, en réponse à celles des 14 et 15 janvier de M. Drouyn de Lhuys, relative à l'évacuation du Mexique par les troupes françaises.

Mexico, le 9 mars 1866.

Monsieur le Ministre, je reçois les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 14 et le 15 janvier.

Je vais établir que l'intention bien arrêtée de l'Empereur est que l'évacuation commence vers l'automne prochain; que je suis aux ordres de l'Empereur Maximilien pour fixer régulièrement ce terme,

conformément aux instructions que j'ai reçues ; mais qu'en attendant, M. le maréchal Bazaine s'occupe des mesures à prendre pour garantir, autant que possible, tous les intérêts en cause.

Votre Excellence sait déjà les intentions du commandant en chef du corps expéditionnaire. L'évacuation, commencée en novembre prochain, s'achèverait pendant l'automne de 1867, c'est-à-dire qu'elle serait complètement réalisée dans dix-huit mois.

Signé : DANO.

CINQUIÈME PARTIE.

CONFLIT

ENTRE LA PRUSSE, L'AUTRICHE ET L'ITALIE.

(Suite¹.)

PRUSSE.

**Projet de réforme de la constitution fédérale allemande,
du 10 juin 1866.**

Article 1^{er}. Le territoire fédéral embrasse les États ayant fait jusqu'à ce jour partie de la Confédération, à l'exception des provinces fédérales de l'empire d'Autriche et du royaume des Pays-Bas.

Art. 2. La puissance législative de la Confédération sera exercée sur les territoires du ressort de cette Puissance par la Diète germanique, en communauté avec une représentation nationale à convoquer périodiquement. L'accord de la majorité de la Diète avec la majorité de la représentation nationale sera nécessaire et suffisant pour la validité des résolutions.

Art. 3. La réorganisation de la Diète sera concertée entre les Gouvernements de la Confédération et avec le Parlement à convoquer d'après la motion prussienne de réforme du 9 avril². Jusqu'à ce que cette réorganisation ait été opérée, la proportion de voix entraînant la validité des décisions de la Diète actuelle pour les États confédérés reste en vigueur.

Art. 4. La représentation nationale doit être issue d'élections di-

1. Voir *Archives* 1865, tome II, page 321 ; — tome III, page 5.

2. Voir *Archives* 1866, tome II, page 382.

rectes, auxquelles il sera procédé d'après les dispositions de la Loi électorale fédérale du 12 avril 1849.

Art. 5. Les États de la Confédération forment, sous le rapport des douanes et du commerce, un même et commun territoire, sur lequel l'établissement des forts libres demeure réservé.

Art. 6. A la législation et à la haute surveillance du Pouvoir fédéral ressortissent les affaires suivantes :

1° La législation douanière et commerciale ;

2° Le système des monnaies, poids et mesures, avec le droit de fixer les principes devant servir de base à l'émission du papier-monnaie consolidé ou flottant ;

3° Les dispositions générales relatives au système des banques ;

4° Les brevets d'invention ;

5° La protection de la propriété intellectuelle ;

6° Les dispositions relatives à la liberté de citoyenneté ; les questions d'origine et d'établissement ; l'exploitation industrielle, la colonisation et l'émigration vers des pays non allemands ;

7° L'organisation d'une protection commune du commerce allemand et de ses pavillons sur mer ; l'établissement d'une représentation consulaire commune, tenant ses pouvoirs de la Confédération ;

8° L'ensemble du réseau de tous les chemins de fer allemands, dans l'intérêt de la défense du pays et des transactions en général ;

9° L'exploitation de la navigation sur les voies d'eau communes à plusieurs États, ainsi que les droits de navigation sur les fleuves ou autres cours d'eau ;

10° Le système des postes et des télégraphes ;

11° Les lois communes en matière de procédure civile et de faillites.

Art. 7. Le Pouvoir fédéral a le droit de déclarer la guerre et de faire la paix, de conclure des Alliances et des Traités, et de nommer et de recevoir des Ministres accrédités, en sa qualité de Représentant international de la Confédération.

La déclaration de guerre doit avoir absolument lieu en cas d'invasion du territoire fédéral ou d'attaque belliqueuse sur ses côtes, et, dans les autres cas, la déclaration de guerre requiert l'assentiment des Souverains des deux tiers au moins de la population du territoire fédéral.

Art. 8. La marine de guerre de la Confédération, avec les ports et les établissements maritimes nécessaires, sera organisée sur les bases suivantes :

La marine de guerre des mers du Nord et de la Baltique formera une marine militaire placée sous le commandement en chef de la Prusse.

Les États riverains ont la nomination des officiers et des fonctionnaires en vertu de conventions particulières.

Les ports de Kiel et de Jahde sont déclarés ports de guerre fédéraux.

Pour fixer les contributions nécessaires à la fondation et à l'entretien de la marine de guerre et des établissements qui en dépendent, l'on se basera sur le chiffre de la population, et on imposera une contribution spéciale aux États riverains et aux villes hanséatiques en prenant pour base le chiffre des prestations des marines marchandes des divers États.

Un budget fédéral de marine sera établi conformément à ces principes.

Le recrutement des matelots et des soldats pour la marine fédérale sera réglé par une loi imposant également à chaque État riverain l'obligation de contribuer au chiffre d'hommes requis selon le *prorata* des prestations de la marine marchande.

La même loi fixera la mesure dans laquelle les prestations des troupes maritimes devront être portées en déduction du contingent à fournir par chaque État à l'armée de terre.

Art. 9. Les forces de terre de la Confédération germanique seront divisées en deux armées fédérales, savoir : l'armée du Nord et l'armée du Sud.

En temps de paix comme en temps de guerre, S. M. le Roi de Prusse exercera le Commandement en chef de l'armée du Nord, et S. M. le roi de Bavière celui de l'armée du Sud.

Chacun des deux Commandants en chef a le droit et le devoir de veiller à ce que les contingents placés sous ses ordres et dont le chiffre a été fixé par Résolution fédérale, soient au grand complet et en état de combattre ; il doit veiller en outre à ce que l'unité nécessaire soit établie dans l'organisation, la formation, l'armement, le commandement et l'instruction de ces contingents, et dans la qualification des officiers.

Chaque Gouvernement a le droit, en supposant l'uniformité de l'éducation militaire préalable, de nommer les officiers dans les limites de son propre contingent ; le Commandant en chef nomme aux commandements ayant plus d'un contingent sous leurs ordres. Ces commandements doivent être constamment, même en temps de paix, occupés et en fonctions, dans la mesure de la répartition de l'armée, ainsi que cette répartition existe dans l'armée prussienne et dans l'armée bavaroise, de telle façon qu'il y ait toujours en fonctions au moins un commandant de régiment pour trois bataillons, un commandant de brigade pour trois régiments au plus, et un commandant de division pour deux brigades.

Le Commandant en chef a le droit, dans un cas pressant, de mettre sur pied de guerre les contingents de l'armée fédérale placés sous

ses ordres, avec réserve de faire ratifier cette mesure par la Diète, et les gouvernements fédéraux s'engagent à se conformer aux dispositions du commandant en chef en ce qui concerne leurs contingents.

Il est établi pour chaque corps d'armée fédérale un budget militaire commun pour l'armée de terre et les forteresses; ce budget sera élaboré avec le concours de la représentation nationale, d'après les contributions matriculaires de chacun des gouvernements fournissant des contingents à l'armée fédérale.

Le chiffre des contributions matriculaires se base sur le chiffre de la population.

Un conseil de guerre fédéral, composé de représentants des États contribuants et présidé par le commandant en chef, règle et administre les deux budgets militaires fédéraux, et doit en rendre compte tous les ans à la représentation nationale.

Chaque Gouvernement se charge des dépenses que lui occasionnent les troupes qu'il fournit, sous réserve du règlement des comptes communs, règlement dans lequel on prendra pour base son chiffre de contribution fixe.

Les économies faites sur le budget militaire, soit dans les dépenses générales, soit dans celles des contingents séparés, ne seront, dans aucun cas, attribuées au gouvernement qui les a faites, mais versées au trésor de guerre commun entre les deux armées fédérales.

Le contrôle du trésor est exercé par la représentation nationale.

Art. 10. Les rapports entre les États de la Confédération germanique et les provinces allemandes de l'empire d'Autriche seront réglés par des conventions particulières, après concert préalable à ce sujet avec le Parlement à convoquer dans un prochain délai.

HANOVRE.

Proclamation du Roi de Hanovre, après la capitulation de son armée.

Ma glorieuse armée venait d'ajouter hier, 27 juin, une nouvelle branche impérissable à la couronne de lauriers qui orne ses drapeaux, quand le général-commandant lieutenant général d'Arentschild, et avec lui tous les commandants de brigade, m'ont déclaré sur leur honneur militaire et leur conscience que toutes mes troupes, par suite des fatigues éprouvées et à défaut de munitions, n'étaient plus en état ni de combattre, ni de marcher.

Le lieutenant général d'Arentschild m'ayant enfin informé aujourd'hui que des corps d'armée de beaucoup supérieurs en nombre à mes troupes s'avançaient de tous les côtés, je n'ai pas osé, dans ma tendre sollicitude pour les enfants de ma patrie, qui sont sous les armes, prendre sur moi la responsabilité de verser le sang de ces braves soldats dans une lutte qui, dans les conjonctures actuelles, n'aurait pas été couronnée de succès, ainsi que me l'ont déclaré mes généraux sur leur honneur et leur conscience et d'après leur intime conviction.

J'ai, par conséquent, chargé le lieutenant général d'Arentschild de conclure, en présence d'une force supérieure, une capitulation militaire.

Il a plu à Dieu, dont les desseins sont impénétrables, d'envoyer de cruelles épreuves à ma Maison, à mon Royaume et à mon Armée; mais, nous fondons notre espoir sur la justice du Tout-Puissant, et c'est avec orgueil que chacun de mes soldats se souviendra de ces jours de malheur.

J'ai partagé jusqu'au dernier moment, avec mon bien-aimé fils, le Prince héréditaire, le sort de mon armée, et je témoignerai constamment et n'oublierai jamais que son présent est digne de son passé glorieux. Je mets l'avenir en toute confiance entre les mains du Dieu tout-puissant et juste.

Langensalza, 28 juin 1866.

Signé : GEORGE V, rex.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance du 29 juin 1866 de la Diète germanique.

L'Envoyé de la 15^e Curie formule au nom du gouvernement de Schwarzbourg-Rudolstadt, ainsi qu'il l'avait déjà fait pour les autres Gouvernements par lui représentés jusqu'à ce jour, une déclaration de sortie de la Confédération germanique.

L'Envoyé de la 16^e Curie notifie à la Haute Assemblée au nom du gouvernement de Lippe, que, dans les circonstances présentes, ledit Gouvernement ne peut envoyer une partie de son contingent, auquel la Prusse refuse le passage, tenir garnison à Mayence.

Au nom de Schaumbourg-Lippe, le même Envoyé notifie qu'il a l'ordre de considérer sa mission comme terminée.

Enfin, au nom des gouvernements de Lubeck, de Brême et de

Hambourg, l'Envoyé de la 17^e Curie déclare qu'en égard à l'état actuel des faits, ces Gouvernements ne peuvent prendre part à l'exécution des mesures ayant trait à la guerre qui vient d'éclater entre anciens Confédérés, qu'en conséquence l'Envoyé a reçu l'ordre de s'abstenir de toute participation aux délibérations et décrets relatifs à l'état de guerre, et partant, de renoncer, jusqu'à nouvel ordre, à toute participation aux travaux de l'Assemblée fédérale, ces travaux devant avoir, pendant les temps qui vont suivre, l'état de guerre pour objet exclusif.

En réponse à ces déclarations, l'Assemblée Fédérale, sur la motion du Président, se réfère aux protestations et réserves déjà formulées à l'occasion de déclarations analogues, et sauvegarde tous les droits et appartenances de la Confédération.

Le gouvernement de Nassau donne aussi avis à la Haute Assemblée que les troupes prussiennes ont poussé jusqu'à Braubach, où elles ont saisi les caisses publiques. Nassau invoque le secours de la Confédération.

L'Assemblée Fédérale se réfère à la résolution prise le 18 courant, résolution par laquelle les Gouvernements fidèles au Pacte Fédéral étaient invités à mettre toutes leurs forces au secours des Confédérés menacés.

Il est pris ensuite des résolutions ayant trait à la garnison des forteresses fédérales.

HANOVRE.

Capitulation de l'armée hanovrienne, 29 juin 1866.

Le Roi, le Prince royal et leur suite peuvent choisir la résidence qui leur conviendra en dehors du Hanovre.

La fortune personnelle du Roi reste à sa disposition.

Les officiers et les fonctionnaires donnent leur parole d'honneur de ne pas servir contre la Prusse; ils conservent leurs armes, leurs chevaux et leurs bagages, et provisoirement leur traitement et leurs grades; en général, ils conservent vis-à-vis de l'administration prussienne dans le Hanovre les mêmes droits qu'ils avaient jusqu'ici vis-à-vis de l'administration hanovrienne.

Les sous-officiers et les simples soldats délivrent leurs armes, leurs chevaux et leurs munitions à des officiers et des fonctionnaires que le roi de Hanovre désignera, et se rendent, suivant des étapes à déter-

miner par la Prusse, dans leurs foyers avec la promesse de ne pas servir contre la Prusse. Leurs armes, leurs chevaux et leur matériel de guerre, en général, seront délivrés par les officiers et fonctionnaires susmentionnés à des Commissaires prussiens.

PRUSSE.

Proclamation du général prince de Hohenzollern-Sigmaringen, gouverneur militaire des provinces du Rhin et de Westphalie, aux habitants du Duché de Nassau, datée de Dusseldorf, le 29 juin 1866.

Habitants du duché de Nassau !

Sa Majesté le Roi de Prusse a tiré l'épée pour préserver l'Allemagne du malheur de tomber de la voie d'un brillant développement moral et matériel sous la domination éternante d'intérêts dynastiques et de tendances particularistes. Mais le sentiment généreux de mon Roi ne voulait faire porter les charges destructives de la guerre que là où l'exigeait une nécessité impérieuse. Les riches pays qui entourent la province prussienne du Rhin voient leurs frontières intactes, leur commerce soustrait aux troubles, les moissons de leurs champs entières. Mais un déplorable orgueil a fait méconnaître par le corps d'armée fédéral du Mein, auquel le gouvernement nassovien a envoyé son contingent, le sentiment humain, allemand, de mon Roi et maître. Des troupes de ce corps ont osé envahir le cercle prussien de Wetzlar et m'imposent ainsi la nécessité de traiter le duché de Nassau en pays ennemi. Les colonnes de mon royal maître s'avancent vers le Rhin. J'espère, dans l'intérêt du pays de Nassau, que l'attitude de ses habitants ne permettra pas de douter qu'ils n'ont aucune part à la conduite aveugle de leur Gouvernement.

Dusseldorf, 29 juin 1866.

*Le Gouverneur militaire des provinces du Rhin et de Westphalie,
général d'infanterie,*

Signé : Prince DE HOHENZOLLERN-SIGMARINGEN.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance du 2 juillet 1866, de la Diète germanique.

L'Envoyé des maisons saxonnes déclare qu'il doit considérer sa mission comme terminée pour le Gouvernement de Cobourg-Gotha. Une déclaration pareille est formulée par le Gouvernement de Reuss (ligne cadette).

L'Envoyé de Mecklembourg notifie également à la Haute Assemblée qu'il est rappelé jusqu'à nouvel ordre.

L'Assemblée Fédérale se réfère, sur la proposition du Président, aux multiples protestations et réserves précédemment formulées contre d'analogues déclarations de sécession.

Le Ministre de la 16^e Curie fait savoir que Liechtenstein met son contingent à la disposition de la Confédération Germanique pour la défense du Tyrol, territoire allemand.

La Haute Assemblée prend plusieurs autres résolutions relatives aux forteresses fédérales et à des questions militaires.

Compte rendu officiel de la séance du 4 juillet 1866 de la Diète germanique.

L'Assemblée a entendu lecture d'une Note remise par le Ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne auprès de la Confédération germanique, note concernant la neutralité que le Gouvernement de la Grande-Bretagne entend observer pendant la guerre qui vient d'éclater.

Le Représentant de la Bavière notifie la nomination du major général de Buz au commandement de Landau, en remplacement du général de Neumayer, ainsi que la nomination du colonel Gerstner au commandement de ladite place.

Le Représentant de Nassau porte à la connaissance de la Haute Assemblée que son Gouvernement a donné suite à la décision de la Diète touchant la prohibition de l'exportation du bétail.

La Haute Assemblée a pris ensuite différentes décisions relatives à l'état de guerre.

Note circulaire du baron de Kubeck aux Représentants des Puissances étrangères près la Diète, en date de Francfort, le 4 juillet 1866.

M. de Bismarck soutient, dans une dépêche-circulaire en date du 22 juin dernier¹, publiée récemment dans les journaux, qu'une falsification a eu lieu, dans la séance du 14 juin, à l'égard du vote de la 16^e voix, qui a été donnée pour la mobilisation.

Six Gouvernements concourent à former cette voix; deux, Lippe et Waldeck, se sont prononcés contre; deux, Lichtenstein et Reuss, branche aînée, pour la mobilisation; Reuss, branche cadette, a opiné au renvoi de la proposition à la commission holsteinoise. Quant au gouvernement de Schaumbourg-Lippe, son Ministre avait informé à temps qu'il se considérait autorisé à voter pour la mobilisation, si des instructions ne lui parvenaient pas pour la séance du 14 juin.

Il y a eu donc 3 voix pour, 2 contre la mobilisation, et 1 voix qui n'était ni pour ni contre.

Dans la convention de l'année 1816, qui règle la formation du vote de la 16^e voix, le cas d'une pareille divergence d'opinions est prévu, et c'est conformément aux stipulations de cette convention que M. de Strauss, ministre de Schaumbourg-Lippe, a formé son vote.

Deux heures après la séance, il a reçu l'ordre de voter comme le Hanovre, dont la voix avait été donnée pour la mobilisation.

Quant à la treizième voix, que forment Brunswick et Nassau, il est dit dans la dépêche-circulaire du comte de Bismarck que, l'un ayant voté pour, l'autre contre la mobilisation, cette voix ne devait pas compter. Cette assertion est complètement fausse.

Il y a, d'après une convention spéciale, un alternat entre ces deux Gouvernements. Pendant douze séances, le vote de l'un est décisif, tandis que dans les douze séances suivantes le vote de l'autre prévaut en cas de divergence d'opinion. Sans cette stipulation, la treizième voix serait annulée toutes les fois qu'il n'y aurait pas accord entre les deux Gouvernements. Une pareille annulation, qui priverait la Diète d'une voix, n'a jamais eu lieu.

Dans la séance du 14 juin dernier, la décision appartenait au Nassau; il s'est prononcé de plein droit en faveur de la mobilisation, de même que le Brunswick a maintes fois, dans des affaires très-importantes, décidé contre l'avis du Nassau.

A la rigueur le vote de Bade a dû compter aussi pour la mobilisa-

1. Voir même volume, page 129.

tion, en vertu de l'article 25 du règlement de la Diète, d'après lequel les voix des ministres qui s'abstiennent de voter, bien qu'un terme ait été fixé pour la votation, doivent servir à compléter la majorité. D'après cet article il y a eu même 10 voix pour et 6 contre la mobilisation.

On a donc été bien loin de la parité des voix qui aurait eu lieu, à ce que prétend M. de Bismarck.

Mais, même s'il y avait eu parité, la décision aurait été dévolue au président de la Diète, d'après l'article 7 du Pacte Fédéral, correspondant à l'article 59 de l'acte du Congrès de Vienne.

La dépêche-circulaire du 22 juin fait ressortir que la mobilisation est due aussi au vote du Lichtenstein, qui n'a qu'une population de 6000 âmes, mais elle passe sous silence que tous les royaumes en dehors de la Prusse ont voté pour la mobilisation.

La population d'un d'eux dépasse celle de tous les autres États qui, dans la séance du 14 juin, se sont rangés du côté de la Prusse.

Signé : Baron DE KUBECK.

FRANCE.

Note du Moniteur français en date du 4 juillet 1866.

Paris, le 4 juillet 1866.

Un fait important vient de se produire.

Après avoir sauvegardé l'honneur de ses armes en Italie, l'Empereur d'Autriche, accédant aux idées émises par l'Empereur Napoléon, dans sa lettre adressée le 11 juin à son Ministre des affaires étrangères, cède la Vénétie à l'Empereur des Français, et accepte sa médiation pour amener la paix entre les belligérants.

L'Empereur Napoléon s'est empressé de répondre à cet appel, et s'est immédiatement adressé aux rois de Prusse et d'Italie pour amener un armistice.

HANOVRE.

Note circulaire du Gouvernement Hanovrien aux Cours étrangères, en date du 5 juillet 1866.

Au nom du Gouvernement du Roi, le soussigné.... a l'honneur de porter à la connaissance de S. Exc. M..., Ministre des affaires étrangères de..., les faits suivants, qui jettent une vive lumière sur les événements qui se sont passés récemment.

Après que le Roi, l'auguste maître du soussigné, à la tête de son armée, eut quitté Goettingue et marché par Heiligenstadt et Mülhausen vers Langensalza, sans avoir rencontré l'ennemi, un capitaine de Saxe-Cobourg, von Zielberg, se fit annoncer comme parlementaire. Il proposa l'intercession du duc de Saxe-Cobourg pour la conclusion d'une convention avec la Prusse. Comme ce capitaine von Zielberg n'avait pas de légitimation, le Roi le fit retenir au quartier général et envoya M. de Jacobi, major de l'état-major, à Gotha, pour prendre des informations sur la mission du capitaine von Zielberg. Dans l'intervalle, le Roi avança avec l'armée et établit son quartier général à Langensalza.

Sans y être autorisé, le major Jacobi proposa au duc de Saxe-Cobourg le projet d'une convention qui accordait à l'armée hanovrienne le libre passage vers le Sud, à condition qu'elle prendrait l'engagement de ne pas se battre contre la Prusse durant une période à déterminer. Plus tard, cette dernière condition fut, en présence de l'aide de camp général, colonel Dammers, précisée en ce sens que cette période serait fixée à une année.

Ces deux propositions furent faites sans autorisation aucune de la part de S. M. le Roi.

A la suite de cette proposition, le Ministre-Président prussien de Bismarck informa, au moyen d'une dépêche télégraphique, le duc de Cobourg que le roi de Prusse avait accepté comme condition du libre passage de l'armée hanovrienne vers le Sud, son abstention durant une année de toute hostilité contre la Prusse, et que l'aide de camp général d'Alvensleben arriverait au quartier général pour régler les détails de cette convention.

Le duc de Saxe-Cobourg fit parvenir au Roi la dépêche télégraphique susdite du comte de Bismarck.

En réponse, Sa Majesté adressa immédiatement au duc la lettre ci-jointe en copie, et envoya, en outre, le chef d'escadron von der Wense

à Gotha, pour apporter au major Jacobi l'ordre de rompre toutes les négociations et de revenir sans retard.

Ceci eut lieu le 24 juin, à midi, et Sa Majesté se mit aussitôt en marche avec l'armée, se dirigeant vers Eisenach, qui n'était occupé que par deux bataillons. La prise d'Eisenach devait nous assurer la jonction avec le Sud et la possession des lignes ferrées par lesquelles les forces prussiennes devaient se joindre.

La brigade Bulow, marchant à l'avant-garde, rencontra l'ennemi près de Mechterstedt et lui offrit le combat. Les Prussiens furent refoulés et notre avant garde s'était déjà avancée au delà d'Eisenach. Nos troupes, partout victorieuses, étaient sur le point de prendre cette ville, lorsque le commandant de la brigade reçut du major Jacobi une dépêche télégraphique de Gotha, mandant *que la convention était définitivement conclue et que, par conséquent, les hostilités devaient cesser*. Le brigadier de Bulow se conforma à cet ordre, abandonna les avantages acquis et se retira dans ses positions. La marche de toute la colonne fut ainsi entravée, et la nuit étant intervenue, le Roi, qui se trouvait à deux lieues en avant d'Eisenach, établit son quartier général dans le château de Grossbehringen.

Le lendemain 25, au matin, arriva l'aide de camp général prussien d'Alvensleben. Il fit valoir quelques objections contre la condition acceptée par le roi de Prusse par l'entremise du duc de Cobourg, et ajouta qu'il lui serait difficile d'appuyer cet arrangement. En attendant les négociations qui devaient amener la décision définitive de S. M. le roi de Prusse, un armistice fut conclu. Sa Majesté se réservait pendant vingt-quatre heures sa résolution à l'égard de la proposition prussienne relative à l'abstention pendant une année de prendre part aux hostilités contre la Prusse.

Confiantes dans cet armistice, les troupes entrèrent dans leurs cantonnements. Le lieutenant-colonel Rudorff, de l'état-major, se rendit même dans la soirée au quartier général du général Vogel von Falkenstein, pour s'entendre sur l'arrangement des quartiers avec l'avant-poste prussien. Ce général déclara au colonel Rudorff qu'il ignorait la conclusion d'un armistice et qu'il attaquerait pendant la nuit.

En attendant, les Prussiens avaient durant toute cette nuit employé des convois militaires, pour jeter dans Eisenach une telle quantité de troupes, qu'il ne fallait plus songer à la prise de cette ville. Le lendemain, au matin, arriva un officier du quartier général du général Vogel von Falkenstein, lequel déclara à S. M. le Roi que les Prussiens allaient attaquer. Le Roi protesta contre cette violation du droit des gens, au nom de tous les souverains de l'Europe et au nom de l'honneur de toutes les armées civilisées. Sa Majesté chargea l'officier de rapporter ces paroles en son nom au roi de Prusse, et d'y ajouter que

l'histoire stigmatiserait la conduite du général Vogel von Falkenstein, qui méconnaissait arbitrairement un armistice conclu solennellement par ordre de son Roi.¹

Par suite de la violation de l'armistice, l'armée se retira dans ses positions près de Langensalza, où le Roi établit son quartier général.

Le 27, à dix heures du matin, le général Fliess, venant du côté de Gotha, attaqua nos positions près de Langensalza avec 15 000 ou 20 000 hommes, d'après le dire des prisonniers. Nos troupes, exténuées de fatigue par suite de marches forcées, sans être bien pourvues de vivres, se battirent avec une bravoure extraordinaire et parvinrent, vers quatre heures, à rejeter les Prussiens dans le plus grand désordre vers Gotha, leur firent 860 prisonniers et prirent deux canons. Nous avions environ 15 000 hommes dans le combat. La perte des Prussiens n'a pas été publiée officiellement, mais elle doit avoir été considérable.

Le lendemain, 28, le Roi apprit que le corps d'armée du général de Manteuffel tout entier arrivait par les chemins de fer par Magdebourg et Nordhausen pour nous prendre à revers, et que, par conséquent, l'armée se trouvait cernée par 50 à 60 000 hommes.

Le lieutenant général von Arentschild, commandant de l'armée, le colonel Cardemann, chef de l'état-major, et tous les brigadiers, ayant, sur l'honneur militaire et sur le serment de fidélité prêté au drapeau, déclaré devant Dieu et leur conscience, que, par suite de l'extrême fatigue et du manque de munitions de guerre, l'armée était hors d'état d'accepter un combat inégal, d'autant plus qu'à peine y avait-il des vivres pour une journée, le Roi autorisa le général Arentschild à conclure une capitulation militaire, afin de ne pas sacrifier, sans utilité, la vie des enfants du pays dans un combat qui ne pouvait avoir une issue favorable.

Cette capitulation fut conclue le 29 au matin à Langensalza, entre le général Arentschild et le général prussien de Manteuffel.

Le Roi n'a conclu aucun traité politique.

Le soussigné saisit cette occasion, etc.

Mémoire du Gouvernement du Roi de Hanovre.

Le *Moniteur officiel prussien* a publié un article assez long contre le texte de la dépêche adressée par le Gouvernement du Roi de Hanovre aux Gouvernements étrangers sur la bataille de Langensalza.

Il est inexact d'abord que cette dépêche ait été rédigée dans le but

de laver le Gouvernement hanovrien du reproche que l'Europe lui aurait fait d'avoir de gaieté de cœur amené la rencontre de Langensalza.

L'Europe, loin de lui adresser un semblable reproche a, au contraire, prouvé qu'elle prenait la part la plus vive au sort de l'armée hanovrienne écrasée par le nombre et qu'elle a noblement apprécié la bravoure héroïque déployée par cette armée.

La dépêche dont il est fait mention a été écrite uniquement dans le but de constater, par un document authentique, la vérité pure et simple des faits qui ont provoqué une catastrophe si fatale pour l'armée hanovrienne.

Le *Moniteur officiel prussien*, dans son exposition des événements qui ont précédé la journée de Langensalza, a reproché au Gouvernement hanovrien d'avoir pris l'engagement, vis-à-vis de S. M. l'Empereur d'Autriche, d'opérer contre la Prusse avec le corps autrichien stationné dans le Holstein, tandis qu'elle se trouvait en pourparlers avec la Prusse au sujet de la conclusion d'un Traité de neutralité. Il a reproché en outre au Gouvernement hanovrien d'avoir sans autre formalité mis ses troupes à la disposition de la Diète germanique, pour marcher contre la Prusse, et manqué, par ce fait, au respect que l'on doit à la morale publique sur laquelle se basent les rapports politiques entre les États.

Ces assertions sont fausses. Jamais le Gouvernement hanovrien n'a pris l'engagement d'opérer contre la Prusse avec le corps d'armée autrichien de Holstein, jamais il n'a mis, *sans autre formalité*, ses troupes à la disposition de la Diète germanique pour marcher contre la Prusse.

Le Gouvernement hanovrien n'a pas même conclu de Traité avec l'Autriche et, guidé par son intime conviction, il est resté fidèle au pacte fédéral et a voté, jusqu'au dernier moment, contre la proposition autrichienne qui tendait à mettre sur pied les troupes fédérales pour une guerre fédérale. Un court exposé de la politique, suivie par le cabinet hanovrien, suffira pour réfuter les accusations dont notre Gouvernement a été l'objet.

Il est de notoriété publique, et les organes du Gouvernement royal du Hanovre l'ont constamment et ouvertement répété, que la politique du Gouvernement partait de ce point de vue fondamental, qu'une alliance bien consolidée entre l'Autriche et la Prusse pouvait seule asseoir sur des bases durables la tranquillité, la sécurité et l'ordre intérieurs de l'Allemagne, et faire respecter par l'étranger la puissance de l'union de ses membres.

La politique hanovrienne a constamment eu pour but de travailler à la conclusion et à la consolidation de cette alliance, afin d'as-

surer à la Confédération germanique une force et une importance réelles.

Le Hanovre, et l'on devra le reconnaître des deux côtés, ne s'est jamais laissé influencer par les partis dont les agitations passionnées ont enrayé le développement politique de l'Allemagne ; il est au contraire constamment resté fidèle à la conviction de la nécessité d'une alliance austro-prussienne et à la base fondamentale de la Confédération allemande, Confédération reposant sur le droit des peuples et les Traités et née du développement historique de l'Allemagne.

C'est donc avec un profond regret que le Hanovre a vu cette alliance se dissoudre peu à peu, et a constaté l'approche d'un conflit qui, en éclatant, devait ébranler jusque dans ses bases légales l'existence politique de l'Allemagne.

Il ne nous appartient pas d'examiner ici les causes qui ont contribué à l'extension du Conflit ; mais il est de fait que le Hanovre a constamment fait tous ses efforts pour prévenir une catastrophe si désastreuse pour l'Allemagne, soit par des conseils et des avertissements amicaux donnés à ses confédérés, soit par ses votes émis au sein de la Diète germanique.

Le Hanovre n'a jamais pris parti ni pour l'Autriche ni pour la Prusse, mais il s'est maintenu avec fermeté sur le terrain qui seul pouvait se prêter à la conciliation des intérêts des deux partis.

Le Gouvernement hanovrien, en se plaçant à ce point de vue, a profondément regretté l'appui que l'on donnait au Prince héréditaire d'Augustenbourg, dont les prétentions ont amené la première cause du Conflit qui, nourri par le mécontentement et l'irritation des esprits, menaçait les attributions légales et constitutionnelles de la Confédération germanique en l'exposant à dépasser les limites de sa compétence.

Le Gouvernement hanovrien a déploré et formellement combattu toutes les tentatives faites dans le but d'amener la Confédération germanique à sortir de son attitude passive en présence du différend austro-prussien et à prendre parti pour l'une ou pour l'autre Puissance ; la politique du Hanovre s'est constamment efforcée de conserver un point central fédératif de l'Allemagne, sa pleine dignité et son objectivité pouvant seules servir les intérêts de l'ensemble.

L'attitude gardée par le Hanovre durant le Conflit qui avait éclaté à propos du Schleswig-Holstein est suffisamment connue, et cette attitude, malgré les attaques dont elle s'est vue l'objet, a été appréciée et approuvée par tous les hommes politiques, par tous les patriotes et par toutes les personnes impartiales.

Le Gouvernement hanovrien a, par sa conduite, cherché à se rendre utile à l'Allemagne, tout en ne perdant pas de vue l'intérêt de ses propres droits et celui du bien-être du pays ; la sécurité et la garantie de

ces droits reposaient, selon lui, dans une Allemagne grande, unie, liée par un lien fédératif, et jamais le Hanovre n'a poursuivi un but égoïste.

Le Hanovre est resté fidèle à cette attitude jusqu'à l'époque où éclata, à son grand regret, le conflit entre l'Autriche et la Prusse, conflit qui prit des proportions toujours plus menaçantes et fit craindre une rupture décisive.

Quand, le 24 mars, le Gouvernement du Roi de Prusse demanda aux Gouvernements allemands, et par conséquent au Hanovre, une déclaration sur l'attitude qu'ils entendaient observer si une guerre venait à éclater entre l'Autriche et la Prusse, le Hanovre répondit immédiatement que dans l'état actuel des choses, il ne se croyait pas en droit de songer à une dissolution de la Confédération germanique et qu'il maintenait plutôt l'espoir que les difficultés existant entre l'Autriche et la Prusse s'aplaniraient par voie de médiation auprès de la Diète germanique.

Le Gouvernement hanovrien résolut, malgré les armements de la Prusse et de l'Autriche, et quoique d'autres États allemands fissent des préparatifs militaires, de ne prendre, de son côté, aucune mesure militaire, et de ne point sortir de la neutralité qui lui était imposée par ses propres intérêts et par sa position comme membre de la Confédération germanique.

Nous le répétons, le Gouvernement hanovrien ne prit aucune disposition ayant le caractère de préparatifs de guerre ; il n'a fait aucun achat de chevaux, il n'a point augmenté son matériel de guerre ; l'armée est plutôt restée sur le parfait pied de paix, comme cela a été clairement établi lors de sa mise en mouvement.

Du reste, ces préparatifs auraient été impossibles, attendu qu'à défaut d'un arrêté de la Diète germanique, les crédits nécessaires n'auraient pu être obtenus qu'avec l'assentiment des Chambres hanovriennes ; non-seulement cet assentiment n'a pas été donné, mais il n'était même pas en perspective.

Mais quand, nonobstant ces circonstances, la situation se compliqua et que le Gouvernement prussien demanda, au mois de mai, au Gouvernement du Hanovre, de conclure avec lui un Traité de neutralité pour le cas où la guerre éclaterait entre les deux grandes Puissances, le Hanovre, conformément à son attitude impartiale et à ses devoirs de confédéré, répondit de son chef qu'il était prêt à entrer en négociations en vue de conclure un Traité de neutralité, dans le cas où la dissolution de la Confédération germanique entrerait dans l'ordre des faits accomplis.

C'est précisément pour cette démarche que des deux côtés l'on a infligé un blâme au Gouvernement du Hanovre.

Du côté de l'Autriche, ladite démarche a été interprétée dans un

sens favorable à la Prusse, tandis que cette dernière a insinué plus tard que le Hanovre n'avait jamais eu l'intention sérieuse d'observer la neutralité.

Les reproches adressés au Gouvernement hanovrien étaient sans fondement.

On ne doit pas oublier d'un côté que le Hanovre n'a jamais accédé ou voulu accéder à la politique autrichienne ; il est au contraire resté constamment sur le terrain du droit fédéral clairement établi, et a cherché, sur la base de ce droit, à concilier, par sa médiation, les différends survenus entre les deux Puissances allemandes.

Si les Gouvernements des autres États confédérés eussent suivi cette politique, l'agitation augustembourgeoise n'aurait jamais exercé une influence si désastreuse sur la politique de la Diète germanique ; et au lieu de prendre directement parti pour l'Autriche, l'on aurait conservé à la Confédération germanique sa position objective, et très-probablement le conflit n'aurait pas pris naissance — ou du moins il n'aurait certainement pas été poussé à cette sanglante extrémité.

Le parti fédéral défendait aux membres de la Confédération germanique de prendre des mesures hostiles les uns contre les autres ; par conséquent, et en présence du conflit austro-prussien, aucun membre de la Confédération ne devait prendre fait et cause pour l'une ou l'autre des Puissances, ou, dans le différend survenu entre l'Autriche et la Prusse, le Hanovre, comme tous les autres États de la Confédération germanique, devait observer une stricte neutralité aussi longtemps que la Confédération existait, aussi longtemps que ses devoirs comme membre de cette dernière lui commandaient de rester neutre, aussi longtemps enfin que la Confédération même ne prenait point comme telle et dans sa totalité une part active, par une décision qui rentrait dans sa compétence matérielle et formelle.

Mais si, à cette époque, l'on appréhendait déjà que ce droit consacré par le pacte fédéral ne vint à cesser d'être exercé de fait et que, partant, chaque État de l'Allemagne ne se vît obligé de guider sa politique selon ses intérêts, le Hanovre devait, aussi bien dans l'intérêt de la dynastie que dans celui du pays, observer une neutralité qui l'affranchissait des alternatives de la guerre et qui évitait à la population les charges et les dangers qui en résultent.

On avait donc tort quand, du côté de l'Autriche, on reprochait au Hanovre qu'en se déclarant prêt à conclure un traité de neutralité, il cherchait à abandonner la cause commune.

La Prusse avait encore bien moins le droit d'accuser notre gouvernement de n'avoir pas agi avec franchise, d'avoir conclu des traités avec l'Autriche en même temps qu'il négociait avec la Prusse au sujet d'un traité de neutralité.

Le Hanovre était donc nécessairement fondé et c'était de son devoir, comme membre de la Confédération, à apporter des restrictions au traité de neutralité, en prévision du cas où la Confédération germanique serait dissoute; le reproche d'avoir secrètement traité avec l'Autriche est faux et injuste, et le Hanovre a prouvé par son attitude, qu'en se déclarant prêt à signer un traité de neutralité, il n'avait pas d'arrière-pensée.

Le fait que le Gouvernement du Roi n'a pas entamé de suite de plus amples négociations au sujet du traité de neutralité à conclure, s'explique naturellement par la déclaration qu'il avait formulée et d'après laquelle l'on ne pouvait songer à fixer les conditions de neutralité aussi longtemps que le droit fédéral n'avait pas cessé de fonctionner; en considération de cet état de choses, le Hanovre pouvait et devait à bon droit répondre à l'interpellation faite dans la séance de la Diète germanique du 24 mai qu'il avait pleine conscience des droits et des devoirs résultant des lois fondamentales de la Confédération germanique pour tous les membres de ladite Confédération, que ces devoirs, il saurait les remplir.

Le Gouvernement du Roi pouvait d'autant moins à cette époque mener à terme les négociations relatives à la neutralité, que l'opinion publique s'élevait contre elles de la façon la plus énergique et que l'interpellation faite au sein de la Diète, interpellation ci-dessus mentionnée, l'accusait de violation du pacte fédéral.

Autant le Gouvernement du Roi était décidé à rester jusqu'au dernier moment fidèle à la Confédération, autant il était convaincu, la Confédération venant à se dissoudre, qu'il y avait obligation pour lui de rester neutre, et cette conviction, il l'exprima de la façon la plus précise et la plus claire au Gouvernement de l'Électeur de Hesse, celui de tous ses confédérés allemands qui le touchait de plus près, à cause de l'analogie des intérêts.

Le point de vue du Hanovre dans la question pouvait se préciser ainsi :

Rester fermement attaché à la Confédération, tant que celle-ci était de fait en exercice;

Observer la neutralité, dès que l'action du droit fédéral aurait cessé.

Le comte Platen le déclara officiellement au Prince d'Ysenbourg, en lui faisant remarquer qu'il ne rompait pas les négociations relatives à la neutralité, mais qu'il devait les ajourner jusqu'à la dissolution de la Confédération.

En ce qui concerne les prétendus traités avec l'Autriche, le Hanovre n'a jamais conclu avec l'Autriche de traités d'alliance.

Quand eut lieu, à l'époque de la Pentecôte, l'envoi mentionné par le *Moniteur prussien*, d'un officier supérieur autrichien à Hanovre,

et que, en vue de la conclusion d'un traité, la brigade Kalik fut mise à la disposition du Gouvernement hanovrien, le Hanovre déclina toute coopération avec les troupes autrichiennes, en déclarant qu'il voulait rester attaché au droit fédéral; et ne permit même aux troupes autrichiennes que le passage par le Sud, à quoi le Roi Guillaume avait déjà déclaré consentir.

Le Hanovre, à cette occasion, se borna à déclarer que, dans le cas, invraisemblable eu égard aux rapports existant avec la Prusse, où les troupes autrichiennes seraient attaquées pendant leur passage, il leur prêterait son appui; mais qu'il ne pouvait, toutefois, désirer de voir ce passage subir un retard, afin qu'il ne fût donné au conflit aucune occasion de s'envenimer.

C'était là la forme la plus polie de décliner les propositions autrichiennes.

Le passage de la brigade Kalik s'effectua donc sans temps d'arrêt et par le chemin le plus court, ce qui, de fait, était la meilleure réfutation opposée à l'assertion de l'existence d'un traité avec l'Autriche.

De la même façon et avec le même empressement, le Gouvernement hanovrien autorisa la marche à travers le territoire du royaume du corps du général de Manteuffel.

Le Hanovre pouvait donc se livrer de plein droit à l'espérance de préserver son territoire des événements de la guerre, pour le cas même où la médiation toujours espérée et toujours sollicitée de la Diète ne parviendrait pas à aplanir le conflit entre l'Autriche et la Prusse.

La perspective de cet aplanissement s'évanouit à peu près complètement, il est vrai, quand le Gouverneur autrichien du Holstein eut procédé à la convocation des États de ce duché.

Le Gouvernement hanovrien regretta très-profondément cet acte, car il y voyait le commencement de la crise extrême du conflit, et il a hautement exprimé ce jugement qu'il portait sur la vocation des États holsteinois.

Malheureusement, toute tentative de conciliation était vaine, car, dès le 11 juin, la motion présentée à la Diète par le gouvernement de l'Empereur d'Autriche montra que le Cabinet de Vienne tenait la guerre pour inévitable; cette motion parut en même temps témoigner des efforts dudit Cabinet pour entraîner la Confédération à prendre parti dans la querelle.

Dans son vote sur cette motion, le Gouvernement hanovrien a sauegardé, de la façon la plus accentuée, avec la position objective de la Confédération, celle du Hanovre, en ne prenant pas parti et disposé pour son compte à observer la neutralité.

La motion renfermait deux points principaux : la mobilisation de l'armée fédérale avec les trois corps d'armée autrichiens ; l'ordonnance de mesures qui, d'après les lois de la Confédération, étaient prévues pour une guerre fédérale.

Le Gouvernement hanovrien dut apercevoir dans l'adoption du premier point un parti pris pour la Diète en faveur de l'Autriche, le contingent de l'une des parties en litige étant compris dans l'armée fédérale, tandis que celui de la partie adverse en était exclu.

Il lui fut impossible de trouver légitime l'application des dispositions prévues pour une guerre fédérale, car, de quelque côté que fût le tort dans le conflit existant, jamais la guerre fédérale n'était admissible contre un membre de la Confédération.

Le Gouvernement hanovrien ne put, par contre, se dissimuler que la sécurité intérieure, la paix et l'ordre de la Confédération étaient sérieusement menacés, et il ne put, en conséquence, se soustraire au devoir d'adhérer aux mesures prévues pour ce cas par les lois fédérales.

C'est dans ce sens que le Hanovre formula son vote dans la séance du 14 juin de la Diète.

Le Gouvernement royal vota *contre* la mobilisation du corps de l'armée autrichien et *contre* les mesures se rapportant à une guerre fédérale.

Il ne s'associa point aux considérants de la motion autrichienne, lesquels étaient dirigés contre la Prusse, mais il motiva tout autrement son vote pour la mobilisation fédérale, en se référant à la paix et à la sécurité menacées de la Confédération : ces considérants écartaient toute intention d'hostilité contre la Prusse.

Il n'est donc pas vrai que, comme le *Moniteur prussien* l'a prétendu, le Hanovre ait mis, *sans autre formalité*, ses troupes à la disposition de la Diète *contre la Prusse*, puisque le Gouvernement hanovrien n'a au contraire expressément adhéré au décret de mobilisation de la Diète qu'en tant qu'il n'était pas dirigé contre la Prusse.

Le Gouvernement royal sentait bien que le décret fédéral du 14 juin et la déclaration formulée le même jour par la Prusse, qui considérait désormais la Confédération comme dissoute, auraient pour suite l'inefficacité de fait du droit fédéral. Il ne pouvait, toutefois, considérer, dès ce moment, la chose comme accomplie, aucun acte d'hostilité n'ayant encore eu lieu entre les Puissances en litige.

En conséquence, il devait s'attendre à voir, simultanément avec le début des hostilités, reprendre les négociations sur la neutralité antécédemment promise.

Le Gouvernement hanovrien ignore quelles communications, erronées dans tous les cas, amenèrent le Gouvernement du Roi de

Prusse à adresser le 15 juin au Hanovre une sommation dans laquelle la base précédemment admise de neutralité était abandonnée et qui renfermait, au contraire, des conditions d'alliance paraissant incompatibles avec la neutralité.

Cette sommation était ainsi conçue :

« La motion présentée dans la séance du 11 juin de la Diète en vue de la mobilisation d'une armée fédérale contre la Prusse, et l'attitude prise par un certain nombre de Gouvernements confédérés, lesquels s'appuient sur les armements antifédéraux et menaçants de l'Autriche contre la Prusse, ont amené la rupture des rapports de fédération qui existaient jusqu'à ce jour.

« Le Gouvernement du soussigné s'est exprimé à ce sujet dans la séance du 14 courant, en formulant une déclaration dont le soussigné a l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence une copie.

« Ces précédents imposent à S. M. le Roi, très-gracieux maître du soussigné, le devoir de recourir à l'emploi des moyens voulus pour protéger la Prusse contre l'attaque méditée contre elle, et pour sauvegarder sa propre conservation.

« La situation géographique du Hanovre fait de ce royaume un point important dans le système de défense. Le Gouvernement du Roi de Hanovre trouvera légitime qu'en égard à la tension de la situation actuelle de l'Allemagne, tension dont témoigne la motion antifédérale présentée par l'Autriche le 11 juin, la Prusse se voit obligée de demander au Gouvernement hanovrien des déclarations de principes et des garanties touchant l'attitude à tenir.

« Ces garanties, vu la situation des choses et la conduite du Hanovre depuis la communication faite le 14 courant par M. de Stockhausen, ne peuvent se trouver que dans la conclusion d'un traité d'alliance entre la Prusse et le Hanovre sur les bases suivantes :

« 1^o Les troupes hanovriennes seront immédiatement rétablies sur pied de paix du 1^{er} mois de cette année ;

« 2^o Le Hanovre adhère à la convocation du Parlement allemand, et ordonnera les élections à cet effet, dès que la Prusse en aura fait autant ;

« 3^o La Prusse garantit au Roi de Hanovre son territoire et ses droits de souveraineté dans la limite des projets de réforme du 14 de ce mois.

« Le soussigné est chargé de demander une déclaration sur le point de savoir si S. M. le Roi de Hanovre consent à conclure le traité d'alliance sus mentionné.

« En cas d'assentiment de S. M. le Roi de Hanovre, le soussigné est autorisé, au nom de S. M. le Roi, son très-gracieux maître, à donner

l'assurance que S. M. le Roi de Prusse défendra le royaume de Hanovre et fera valoir les droits et les intérêts de son allié avec les siens propres.

« Si, contrairement à ce qui est attendu, une réponse déclinatoire ou négative était donnée, S. M. le Roi se verrait, à son vif regret, placé dans la nécessité de considérer le royaume de Hanovre comme se trouvant en état de guerre avec la Prusse, et de ne plus se laisser guider, dans ses rapports avec lui, que par les considérations de la défense de son propre pays et par les exigences militaires.

« Le soussigné a l'honneur de faire observer qu'il a reçu l'ordre de demander une réponse dans le courant même de la journée, et profite de cette occasion pour, etc.

Hanovre, 15 juin.

« Signé : GUSTAVE, PRINCE D'YSENBOURG.

« A Son Exc. M. de Platen-Hallermund, ministre d'État du roi
« de Hanovre, comte de l'empire, etc. En ville. »

Le délai signifié était si court, qu'il paraissait presque impossible d'éviter le cas de guerre, déploré profondément par le Hanovre.

Le Gouvernement hanovrien, par décision unanime du ministère tout entier, crut inconciliable avec sa dignité et avec le droit de sa souveraineté reconnu par l'Europe, d'accepter sans opposition des conditions qui demandaient de si grands sacrifices pour l'honneur de l'armée et l'indépendance du pays. On reconnaîtra sans doute plus tard et l'on sentira tous les jours davantage combien l'accomplissement des conditions posées attaquait l'existence intime du pays, ses droits et son bien-être.

Le Gouvernement sentait que les conditions posées portaient d'une puissance de beaucoup supérieure, et que lui-même, à part sa fidélité au droit fédéral, n'avait à réclamer d'autres Gouvernements aucun appui stipulé par des traités spéciaux ; il devait donc se placer devant l'hypothèse d'une soumission militaire, mais aussi il ne pouvait douter un seul instant qu'une telle soumission pouvait seulement avoir lieu dans le cas où elle sauvegardait pleinement l'honneur militaire ; il se vit donc obligé de s'attendre aux événements extrêmes et de prendre ses mesures pour l'éventualité de guerre qui le menaçait.

Il a néanmoins réitéré dans sa réponse à la sommation prussienne la promesse formelle de ne rien entreprendre contre la Prusse aussi longtemps que les frontières du Hanovre n'étaient pas violées, c'est-à-dire il a renouvelé sa déclaration de neutralité, précédemment faite, en exprimant l'espoir que les rapports entre États voisins ne seraient pas troublés.

La réponse du Gouvernement du Roi était conçue comme suit :

« Le soussigné a eu l'honneur de recevoir aujourd'hui la note de S. A. le prince d'Ysenbourg, et il a immédiatement porté à la connaissance de S. M. le Roi, son très-gracieux maître, le contenu de cette note.

« Le soussigné a l'honneur de faire observer tout d'abord que la motion présentée dans la séance de la Diète du 11 juin a été adoptée dans la séance du 14 avec des modifications telles, que la décision prise à ce sujet ne pouvait être interprétée dans le sens d'un acte d'hostilité contre la Prusse.

« Le Gouvernement du Roi de Hanovre, en particulier, s'est placé, dans son vote et dans son exposé des motifs, vote et exposé dont le Gouvernement du Roi de Prusse a parfaitement connaissance, à un point de vue d'une rigoureuse impartialité fédérale.

« Il a voté contre la mobilisation des trois corps d'armée autrichiens, afin de conserver à la Confédération une position tout objective entre les deux puissances en conflit; il n'a pas adhéré en outre à l'article de la motion qui allait au delà des mesures prescrites dans le cas d'une guerre entre États confédérés, et enfin il s'est exclusivement attaché à cette considération, que la médiation était le but final des résolutions prises par la Diète.

« Il est vrai que, d'un autre côté, il n'a pu méconnaître le fait, évident pour tout le monde, que l'ordre et la sécurité intérieurs de la Confédération étaient menacés, et il a pu, encore moins, se soustraire au devoir que lui imposait sa qualité de confédéré, de voter les mesures jugées nécessaires pour le maintien de cet ordre et de cette sécurité.

« Si le Gouvernement du Roi de Hanovre estime, après de sérieuses considérations et un examen consciencieux de la situation de fait et de droit, avoir agi selon les devoirs que lui imposait le Pacte fédéral; s'il croit encore pouvoir prétendre qu'il a sauvegardé le droit fédéral, tout en conservant sa bonne amitié de confédéré au Gouvernement du Roi de Prusse, il a dû être d'autant plus surpris des conditions de traité que S. A. le prince d'Ysenbourg lui a soumises, et sur lesquelles le Gouvernement du Roi est invité à se prononcer.

« La première de ces conditions est de rétablir immédiatement les troupes hanovriennes sur le pied où elles se trouvaient le 1^{er} mars de cette année.

« Pour ce qui est du point en question, le soussigné déclare simplement que l'armée ne se trouve nullement sur le pied de guerre.

« Les manœuvres de troupes ont eu lieu cette année plus tôt que d'habitude, et le soussigné ne peut croire que cette simple mesure ait pu constituer un acte d'hostilité contre la Prusse, d'autant plus que

l'on n'a procédé à aucun achat de chevaux ni pris aucune mesure quelconque de mobilisation.

« Le Gouvernement du Roi de Prusse, de son côté, ne saurait assurément méconnaître que, dans les conjonctures actuelles, le retrait d'une mesure insignifiante en elle-même ne fût une grave atteinte portée à l'honneur de l'armée hanovrienne, et que Sa Majesté, le très-gracieux maître du soussigné, ne se soumettrait jamais à une semblable prétention.

« La seconde condition exige que le Hanovre adhère à la convocation d'un Parlement et procède aux élections, dès que la Prusse en aura pour elle-même pris l'initiative.

« Le soussigné a l'honneur de faire observer, à ce sujet, que les propositions relatives à la convocation d'un Parlement sont actuellement soumises à la décision de la Diète germanique, et que le Gouvernement du Roi de Hanovre, pénétré de ses devoirs de confédéré, estime ne pouvoir admettre qu'on délibère séparément, en dehors de la Diète, sur une affaire si importante et si grosse de conséquences pour la nation allemande.

« Si, en troisième lieu, la Prusse garantit de son côté à S. M. le Roi de Hanovre son territoire et ses droits de souveraineté dans la mesure des propositions de réforme formulées le 14 de ce mois, le soussigné ne saurait effectivement voir dans les propositions précitées une garantie pour les droits de souveraineté du Roi, son très-gracieux maître.

« Les propositions de réforme du 14 empiètent sur les droits de souveraineté d'une manière telle, qu'elles équivalent presque à une médiatisation.

« Si, par conséquent, le soussigné se voit dans le cas de déclarer qu'il ne peut accepter les conditions de traité que S. A. le Prince d'Ysenbourg lui a communiquées au nom du Gouvernement du Roi de Prusse, il déclare de nouveau, et de la manière la plus catégorique, que le Gouvernement du Roi de Hanovre a la conscience d'être resté sur le terrain du droit des gens et du droit fédéral garanti et inattaquable, et que, dans son opinion, le maintien de ces droits ne devait pas donner occasion à la Prusse de considérer le royaume de Hanovre comme étant en état de guerre avec la Prusse.

« Le Gouvernement hanovrien maintient immuablement le point de vue que le droit fédéral défend la guerre entre les États confédérés ; par conséquent il ne prendra pas de mesures belliqueuses vis-à-vis de la Prusse aussi longtemps que ses frontières ne seront pas attaquées.

« Le Gouvernement hanovrien ne saurait, du reste, considérer une attaque comme une mesure fondée en droit et politiquement motivée,

même dans les complications actuelles, et ne renonce pas encore à l'espoir que le Gouvernement du Roi de Prusse appréciera les sentiments amicaux de confédéré dont il a toujours fait preuve, et que les rapports de bon voisinage qui ont existé jusqu'à ce jour entre les deux Gouvernements ne seront pas troublés.

« Le soussigné invite S. A. le Prince d'Ysenbourg à porter à la connaissance de son très-haut Gouvernement les déclarations qui précèdent, et saisit avec plaisir cette occasion d'assurer Son Altesse de sa considération très-distinguée.

« *Signé* : PLATEN-HALLERMUND. »

Il est malheureusement à supposer que cette réponse n'a pas été connue, du moins à temps et officiellement, par le Gouvernement prussien, qui aurait bien pu en prendre occasion de renouer les négociations déjà précédemment engagées sur la neutralité.

En effet, le Ministre royal de Prusse à Hanovre, sur la communication faite de vive voix par le Ministre des affaires étrangères que les conditions posées étaient inacceptables, déclara aussitôt la guerre, sans attendre la communication de la réponse écrite non encore achevée, et cette déclaration de guerre fut immédiatement suivie de l'entrée des troupes prussiennes dans le Hanovre.

Quand, le lendemain matin, la réponse écrite fut envoyée au Ministre de Prusse, celui-ci la renvoya en faisant remarquer qu'il n'était plus que simple particulier et ne pouvait recevoir un acte.

Après la déclaration de guerre et le passage des frontières du Hanovre par les troupes du Roi de Prusse, le Gouvernement hanovrien, tout en regrettant profondément que son attitude et ses intentions eussent été envisagées sous un faux jour par la Prusse, et que celle-ci eût été conduite ainsi à des actes si précipités et excluant toute négociation ultérieure, dut penser, car il lui était militairement impossible de se défendre dans le pays même, à sauver son armée et à conserver la base militaire de l'indépendance du pays, ce dernier ne pouvant plus être lui-même préservé de l'occupation ennemie.

En conséquence, le Roi, accompagné du Prince héréditaire et de cette partie de l'armée qui se trouvait à Hanovre, se rendit à Göttingen, où toutes les troupes disséminées dans l'intérieur du pays reçurent ordre de le suivre.

Quoique se trouvant sur le plus complet pied de paix, la plus grande partie de l'armée se réunit en peu de jours, forte de 18 000 hommes, avec la précision la plus exemplaire et avec un dévouement enthousiaste qui cherche son pareil dans l'histoire.

Il s'agissait de conduire l'armée vers le sud et de lui faire opérer sa

jonction avec le 7^e et le 8^e corps de l'armée fédérale, afin que le Gouvernement royal, bien que le pays fût lui-même occupé, obtint par là une position militaire et contribuât ensuite, réuni aux autres troupes de la Confédération, à la défense du droit fédéral.

Quoiqu'un temps d'arrêt de quatre jours à Göttingen fût absolument nécessaire, tant pour attendre les corps de troupes qui avaient reçu l'ordre de s'y rendre, que pour mettre tout au moins en état de marcher une armée surprise dans l'état de paix le plus absolu, cependant les chances militaires se présentaient favorablement pour le succès de la retraite de l'armée vers le midi.

Il s'agissait de franchir la ligne du chemin de fer de la Thuringe, qui permettait aux troupes prussiennes de se jeter en tous points, avec des forces supérieures, à la rencontre de l'armée hanovrienne.

La ville d'Eisenach, que d'après des nouvelles dignes de foi l'on savait faiblement occupée, fut considérée comme le point le plus propre à effectuer le passage au delà de cette ligne ferrée.

Le chemin qui s'offrait comme le plus simple, le plus direct vers le sud, était celui de la Hesse électorale; mais on ne le choisit point, précisément parce que l'on devait craindre de rencontrer le corps du général de Beyer, dans une position très-avantageuse pour lui. Or il ne pouvait être dans l'intention du Gouvernement du Roi de provoquer un combat sanglant, et de plus inégal, d'après les indications obtenues sur le chiffre des troupes prussiennes dans l'Électorat; le Gouvernement, au contraire, ne tendait qu'à conduire l'armée vers le sud, hors de la ligne prussienne d'occupation. On choisit, pour cette raison, le chemin passant par Heiligenstadt, Mulhausen, Langensalza, parce que, d'après les nouvelles arrivées au quartier général, on ne pouvait s'attendre à rencontrer par ce chemin des troupes prussiennes.

L'exposé officiel communiqué sur cette campagne aux légations royales hanovriennes est maintenant ainsi conçu :

« S. M. le Roi, notre très-gracieux maître, était parti de Göttingen avec l'armée et s'était avancé au delà de Heiligenstadt et de Mulhausen, sans rencontrer aucune des troupes ennemies, quand, devant Langensalza, un capitaine de Saxe-Cobourg, nommé de Zielberg, s'annonça comme parlementaire chargé de proposer, sous la médiation du duc de Saxe-Cobourg, une convention avec la Prusse. Mais comme ce capitaine de Zielberg n'avait point observé les formalités ordinaires en pareil cas, et ne pouvait en outre suffisamment se légitimer, S. M. le Roi le retint au quartier général et envoya le major Jacobi, de l'état-major général, à Gotha, pour s'informer plus en détail sur la mission du capitaine de Zielberg. En attendant, le Roi passa outre et établit son quartier général à Langensalza. Le major Jacobi

proposa au duc de Saxe-Cobourg-Gotha, et cela sans y être aucunement autorisé, — une convention d'après laquelle l'armée hanovrienne aurait pu se diriger librement vers le midi, mais aurait pris l'engagement, en revanche, de ne pas se battre contre la Prusse pendant un assez long terme à fixer ultérieurement; peu d'instant après, cette seconde condition fut précisée, en présence de l'adjudant général colonel Dammers, et le terme pendant lequel l'armée hanovrienne ne devait pas se battre contre la Prusse était porté à un an.

Ces deux propositions furent faites absolument sans autorisation de la part de S. M. le Roi.

Le président prussien des ministres, M. de Bismarck, télégraphia aussitôt au duc de Cobourg que le Roi de Prusse avait accepté la condition du libre passage de l'armée hanovrienne vers le midi, pourvu que ladite armée s'engageât à ne pas prendre part aux hostilités pendant un an; l'aide de camp général, M. d'Alvensleben, devait se rendre au quartier général pour s'entendre sur les détails.

Cette dépêche du comte de Bismarck fut envoyée par le duc de Cobourg à S. M. le Roi, à Langensalza.

Sa Majesté adressa aussitôt au duc la lettre dont copie ci-jointe et fit partir en outre le capitaine de cavalerie von der Wensen pour Gotha, où il devait transmettre au major de Jacobi l'ordre de rompre toutes les négociations et de revenir sur-le-champ.

Ceci eut lieu dans la matinée du 24, et Sa Majesté se mit aussitôt en marche sur Eisenach, qui n'était occupé que par deux bataillons. La prise de cette ville était nécessaire pour assurer la jonction avec le midi et franchir la ligne du chemin de fer qui reliait les forces prussiennes.

La brigade de Bulow prit l'avant-garde, rencontra l'ennemi à Mechterstedt et accepta un combat à la suite duquel les Prussiens furent repoussés, tandis que notre extrême avant-garde s'était avancée jusqu'au delà d'Eisenach en franchissant la ligne ferrée. Nos troupes étaient partout victorieuses et sur le point de prendre Eisenach, quand fut remise au commandant de brigade de Bulow une dépêche télégraphique envoyée de Gotha par le major de Jacobi et disant que la conclusion de la convention était assurée; que, par conséquent, il fallait cesser les hostilités. Le brigadier de Bulow donna suite à cet ordre, abandonna les avantages obtenus et se retira dans ses positions. Toute la colonne en marche se vit ainsi obligée de rester stationnaire, et la nuit étant survenue dans l'intervalle, S. M. le Roi, qui se trouvait à deux lieues environ d'Eisenach, établit son quartier général au château de Grossbehringen.

Le lendemain matin, 25, arriva l'aide de camp général prussien, M. d'Alvensleben. Ce dernier lui-même formulé des objections contre

la condition faite par le duc de Cobourg, et acceptée par le Roi de Prusse, et a déclaré qu'il ne saurait défendre cet arrangement.

M. le général d'Alvensleben se chargea de demander au roi de Prusse sa résolution définitive au sujet des négociations, et, à cet effet, il conclut un armistice jusqu'à nouvel ordre.

En même temps, S. M. le Roi de Hanovre se réserva de répondre dans les vingt-quatre heures à la proposition prussienne, formulée antérieurement, ayant trait à l'abstention de toute hostilité pendant un an.

Confiantes dans cet armistice, les troupes occupèrent des cantonnements. Dans la soirée le lieutenant-colonel d'état-major Rudorff se rendit au quartier général du général Vogel de Falkenstein, dans le but de s'entendre avec ce dernier au sujet des arrangements à prendre avec les avant-postes prussiens pour le logement des troupes.

Mais le général Vogel de Falkenstein déclara au lieutenant-colonel Rudorff qu'il n'avait aucune connaissance de l'armistice et qu'il attaquerait dans la nuit.

En attendant, les Prussiens avaient profité de toute la nuit pour transporter des troupes considérables à Eisenach; ces transports se succédèrent sans interruption par le chemin de fer, en sorte que l'on ne pouvait plus songer à investir Eisenach.

Le lendemain matin de bonne heure, un officier du quartier général prussien se présenta devant S. M. le Roi de Hanovre pour lui annoncer l'attaque des Prussiens.

Il ressort d'abord de l'exposé de ces faits, que S. M. le Roi de Hanovre n'a pas invoqué la médiation du duc de Cobourg.

Ce dernier a offert sa médiation sans y être invité, et l'on peut admettre que c'est précisément cette médiation qui fut la cause des déplorables malentendus qui ont eu lieu et qui, peut-être, auraient pu être évités si l'on avait entamé des négociations directes avec le Roi de Prusse.

Il ressort, de plus, de l'exposé officiel des faits, qu'un triste malentendu du major de Jacobi amena l'investissement d'Eisenach par les Prussiens, circonstance qui fut cause que le passage de la ligne du chemin de fer ne put être effectué pour sauver l'armée hanovrienne.

Car, si le major de Jacobi eût rompu à temps les négociations avec le duc de Cobourg (négociations que le duc ne pouvait légitimer), ou s'il eût au moins poursuivi ces négociations indépendamment des opérations militaires, et enfin s'il n'eût pas envoyé au brigadier de Bulow l'ordre de suspendre les hostilités, Eisenach aurait probablement pu être occupé encore dans la soirée du 24 sans effusion de sang, et l'on aurait, en conséquence, effectué le passage de la ligne du chemin de fer.

Il ressort enfin de tous ces faits, que S. M. le Roi de Prusse était animé du désir, d'accord avec les intentions du Roi de Hanovre, d'éviter toute effusion de sang inutile.

Jamais une déclaration officielle n'est parvenue au quartier général hanovrien, expliquant pourquoi l'armistice conclu avec l'aide de camp général M. d'Alvensleben n'a pas été respecté par le général commandant les troupes prussiennes, et il ne reste qu'à déplorer profondément qu'un enchaînement de fatales circonstances et de malentendus ait empêché l'exécution de l'intention des deux souverains d'éviter toute effusion de sang inutile entre des troupes allemandes.

Le Roi de Hanovre était parfaitement en droit de protester contre la violation du droit des gens; ce reproche n'atteint point le Roi de Prusse, mais le général qui ne respecte pas un armistice conclu par son maître.

Si ce général, d'après l'allégation du *Moniteur prussien*, n'a pu être avisé à temps de la conclusion de l'armistice par suite des difficultés survenues dans les communications télégraphiques, cette circonstance aurait dû être présentée comme une excuse pour le général, mais non servir de point de départ au reproche adressé au Gouvernement hanovrien d'avoir dénaturé la vérité.

Le *Moniteur prussien* commet une autre inexactitude en affirmant que la lettre du Roi de Hanovre au duc de Cobourg, lettre rendue publique, établit que le major de Jacobi a été autorisé à formuler les propositions qu'il a faites.

Le major de Jacobi, ainsi que l'aide de camp colonel Dammers, ont été, au contraire, envoyés à Gotha dans le but d'y prendre de plus amples informations sur la mission équivoque du capitaine de Zielberg, et ladite lettre, rendue publique, établit au contraire que le Roi déclarait nulles et non avenues toutes les propositions antérieurement faites par le major de Jacobi et par l'aide de camp général colonel Dammers.

Il est faux que les troupes hanovriennes aient été rejetées près de Mechterstedt.

Les troupes prussiennes qui ont pris part à l'action diront le contraire.

L'avant-garde hanovrienne, victorieuse, n'a quitté les positions enlevées qu'ensuite de la dépêche du major de Jacobi, et si le *Moniteur prussien* avance qu'aucun commandant de troupes ne peut se trouver dans le cas de renoncer aux succès militaires obtenus sans l'ordre exprès de son chef, ce cas a été malheureusement constaté près de Mechterstedt.

Le mouvement de l'armée hanovrienne vers le nord a eu lieu ensuite de la déclaration, faite par le général Vogel de Falkenstein, que,

n'ayant aucune connaissance d'armistice, il attaquerait ; ce mouvement n'a pas été marqué par des actes de violence, car toute la population de cette contrée témoignera que l'armée hanovrienne ne s'est portée à aucun excès envers les habitants, qu'elle a, au contraire, payé comptant les vivres dont elle avait besoin, et s'est bornée à faire quelques réquisitions de chevaux pour les transports du matériel de guerre.

Les allégations renfermées dans la dépêche hanovrienne sur la journée de Langensalza sont conformes à la vérité, attendu que le corps prussien a été rejeté.

L'indication du nombre des troupes engagées dans ce combat est conforme à la déclaration de 860 prisonniers prussiens et des médecins militaires qui ont fonctionné dans les hôpitaux.

Si donc la tentative faite en vue de sauver l'armée hanovrienne n'a pas été couronnée de succès, l'on ne doit pas en rechercher la cause dans la combinaison et le plan de l'entreprise, mais dans un concours de circonstances qu'on ne saurait jamais prévoir.

Les troupes prussiennes ont admiré la bravoure et la fidélité de l'armée hanovrienne et la capitulation s'est exécutée au milieu des marques d'estime et d'affection que les officiers et les soldats se donnaient réciproquement.

Il est tout naturel que la capitulation n'ait été conclue qu'au point de vue militaire : les généraux prussiens n'étaient pas munis de pleins pouvoirs politiques, et la base militaire de l'indépendance du Gouvernement hanovrien étant menacée, le règlement des affaires politiques devait être renvoyé jusqu'au rétablissement de la paix générale en Europe.

Il est également inexact que, comme l'affirme le *Moniteur prussien*, le colonel de Dœring ait le 26 juin proposé au Hanovre de conclure une alliance politique.

Le colonel de Dœring a, au contraire, déclaré le jour précité qu'il était trop tard pour entamer des négociations politiques et qu'il était chargé d'annoncer que l'armée hanovrienne allait être attaquée.

Sa Majesté le Roi de Hanovre résolut de vivre dans la retraite jusqu'à cette époque et envoya provisoirement à Linz une partie de sa suite, avec MM. le comte Platen-Hallermund et le général baron de Brandis, pour y attendre des ordres ultérieurs, et se rendit ensuite lui-même dans un château appartenant à Son Altesse le duc Joseph de Saxe-Altenbourg.

Mais comme sur ces entrefaites on avait fait, de Vienne, les premières démarches pour la conclusion de la paix, Sa Majesté résolut de se rendre immédiatement dans cette capitale, où les négociations de paix se poursuivaient, et où l'on pouvait le plus naturellement et le plus sûrement attendre également la conclusion de la paix entre la

Prusse et le Hanovre, paix inséparable de la réorganisation de l'Allemagne.

Il ressort donc de cet exposé très-véridique des faits, que les accusations du *Moniteur prussien* n'ont aucun fondement.

Le Hanovre est constamment resté fidèle à la Confédération germanique, et jusqu'au dernier moment il s'est montré prêt à observer la neutralité vis-à-vis de la Prusse, aussitôt que la dissolution de la Confédération aurait été un fait accompli. Il n'a conclu aucune espèce de traité d'alliance avec l'Autriche.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance du 5 juillet 1866 de la Diète germanique.

L'envoyé de Bavière a notifié à l'Assemblée fédérale que, conformément à la décision du 21 juin, son Gouvernement avait interdit l'exportation du bétail, ainsi que du matériel de guerre, et qu'il avait adhéré à la convention conclue en 1864 à Genève pour les soins à donner aux blessés.

Le Ministre des maisons saxonnes a notifié qu'il a reçu du Gouvernement grand-ducal de Saxe-Weimar l'ordre de considérer sa mission près l'Assemblée fédérale comme terminée; sur quoi la haute Assemblée a renouvelé ses protestations et réserves antérieures.

L'Assemblée s'est occupée ensuite de plusieurs questions militaires.

AUTRICHE.

Manifeste de l'Empereur aux Hongrois, en date de Vienne, le 7 juillet 1866.

Aux peuples fidèles de mon royaume de Hongrie.

La main de la Providence pèse lourdement sur nous. Dans la lutte que je n'ai pas provoquée et à laquelle j'ai été poussé par la force des choses, tout calcul humain a été déjoué; il ne me reste que la confiance que je mets dans la bravoure héroïque de ma noble armée.

Les pertes qui ont frappé les rangs de mes braves soldats sont douloureuses. Mon cœur paternel partage leur douleur avec toutes les familles atteintes.

Pour mettre fin à une lutte inégale, pour trouver le temps et l'occasion de combler les vides que la campagne a faits et de concentrer des forces militaires dans les parties du nord de mon empire, j'ai consenti à faire de grands sacrifices pour amener des négociations concernant la conclusion d'un armistice.

Je m'adresse avec confiance aux peuples fidèles de mon royaume de Hongrie, à l'abnégation dont ils ont donné souvent des preuves à des époques difficiles.

Il faut que les efforts de tout mon empire se concentrent pour que la conclusion de la paix puisse être faite à des conditions équitables.

J'ai la ferme croyance que les guerriers de la Hongrie, conduits par leur fidélité traditionnelle, s'empresseront spontanément d'accourir sous nos drapeaux, pour secourir leurs concitoyens et pour protéger leur patrie, directement menacée par les événements de la guerre.

Réunissez-vous autour de moi pour la défense de la patrie envahie; soyez les dignes fils de vos vaillants ancêtres, qui, par leurs exploits héroïques, ont glorifié le nom hongrois et ont acquis d'immortelles couronnes de laurier.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

PRUSSE.

Proclamation du général de Rosenberg lors de l'entrée des troupes prussiennes à Prague le 8 juillet 1866.

L'armée prussienne ayant vaincu l'armée impériale autrichienne dans plusieurs combats, et notamment à Kœnigsgratz, lui ayant fait subir de grandes pertes et l'ayant obligée à battre en retraite, l'armée royale prussienne de l'Elbe entre actuellement à Prague.

La ville et les pays de Bohême auront à la vérité à faire des fournitures à l'armée prussienne, mais les personnes et la propriété privée ne courent aucun danger.

Les autorités et les habitants qui se sont éloignés sont invités à revenir afin que les réquisitions puissent se faire d'une manière régulière et qu'on n'ait pas besoin de recourir aux moyens de coercition.

Les relations commerciales et industrielles de la ville ne seront

troublées d'aucune façon, et on invite notamment les marchands en boutique à tenir leurs magasins ouverts.

La question de savoir si les communications par la poste et les chemins de fer seront rétablies dépendra uniquement des autorités autrichiennes et municipales.

Prague, 8 juillet 1866.

DE ROSENBERG GRUSGINSKI,
Général-major royal prussien.

AUTRICHE.

Ordre du jour de l'archiduc Albert, en date du 9 juillet 1866.

Soldats de l'armée du Sud!

Nos armes n'ont pas été favorisées dans nos premiers combats du nord! cependant l'échec qu'elles ont éprouvé n'a pu ébranler la confiance de notre auguste souverain en notre bon droit et en notre force, et inébranlable comme lui, toute l'Autriche est résolue à la lutte la plus extrême tant qu'on n'aura pas obtenu une paix honorable assurant la position européenne de l'Autriche.

Par la résolution impériale annoncée dans le manifeste du 10 juillet, une nouvelle tâche nous est départie. Tandis que les forces nécessaires restent en arrière pour conserver les forteresses du pays et protéger, de concert avec la fidèle et courageuse population, les forteresses du Tyrol et de l'Autriche intérieure-et les côtes, je pars avec le reste de l'armée pour le nord, où seront portés les coups décisifs.

Compagnons d'armes! je sais que vous ne quittez qu'avec peine le théâtre de votre dernier combat, mais que l'espoir de nouvelles victoires anime de nouveau vos forces et votre courage! Vous êtes appelés à terminer au nord ce que vous avez commencé d'une manière si brillante au sud.

Soldats des garnisons des forteresses vénitiennes du Tyrol et du littoral! C'est vous que je déclare héritiers de la victoire de Custozza, c'est vous que je laisse comme gardiens braves et fidèles de l'œuvre commencée; tenez, avec une ténacité inébranlable à ce legs glorieux, quoi qu'il advienne, tenez haut le drapeau de notre chère Autriche; votre œuvre est aussi nécessaire dans le sud que la nôtre au nord. Tous auront part au même honneur et à la même reconnaissance.

Rempli d'une confiance calme, je vous dis en mon nom et au nom de tous ceux qui vous quittent, un adieu cordial, mais en même

temps je vous dis au revoir ! Et vous qui allez avec moi vers le nord, montrons au monde, de concert avec nos frères d'armes de là-bas, que la force de l'Autriche n'est pas encore brisée ; allons au combat décisif, pleins de confiance en Dieu et en notre force, qui nous a permis déjà de surmonter victorieusement de grandes difficultés.

**Manifeste de l'Empereur François-Joseph à ses peuples,
en date de Vienne, le 10 juillet 1866.**

A mes peuples,

Le grave malheur qui a frappé mon armée du Nord, malgré la résistance la plus héroïque, les dangers qui en résultent pour la patrie, les calamités de la guerre qui étendent leurs ravages sur mon Royaume de Bohême et menacent d'autres parties de mon Empire, les pertes douloureuses et irréparables de tant de milliers de familles ont profondément ébranlé mon cœur paternel qui bat si chaleureusement pour le salut de mes peuples. Mais la confiance que j'ai exprimée dans mon manifeste du 17 juin¹, la confiance dans votre dévouement fidèle et inaltérable, dans votre abnégation, dans le courage de mon armée qui ne saurait même être brisé par le malheur, la confiance en Dieu et en mon bon droit, n'a jamais chancelé en moi.

Je me suis adressé à l'Empereur des Français pour un armistice en Italie. J'ai trouvé en lui non-seulement l'accueil le plus empressé, mais il s'est offert spontanément, avec la noble intention de prévenir une effusion de sang ultérieure, comme médiateur d'un armistice avec la Prusse et de négociations préliminaires pour la paix.

J'ai accepté cette offre ; je suis prêt à la paix dans des conditions honorables pour mettre fin à l'effusion du sang et aux ravages de la guerre. Mais jamais je n'accepterai une paix par laquelle les bases de la puissance de mon Empire seraient ébranlées.

Je suis résolu plutôt à une guerre à outrance avec la certitude de l'appui de mes peuples.

Toutes les troupes disponibles seront concentrées. La levée qui a été ordonnée et l'affluence des volontaires, qu'un nouvel élan de l'esprit patriotique appelle partout aux armes, combleront les lacunes de l'armée. L'Autriche a été lourdement éprouvée, mais elle n'est ni découragée ni écrasée.

Mes peuples ! ayez confiance en votre Empereur. Les peuples de l'Autriche ne se sont jamais montrés plus grands que dans l'adversité !

1. Voir *Archives* 1866.

Moi aussi je suivrai l'exemple de mes ancêtres, et plein d'une confiance inébranlable en Dieu, plein de résolution et de persévérance, je vous servirai d'exemple.

Ainsi donné dans ma résidence et capitale de Vienne, le 10 juillet 1866.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique du 11 juillet 1866.

L'Assemblée fédérale a résolu, dans sa séance du 11 courant, eu égard aux circonstances actuelles et afin de maintenir, avec la liberté de son action, celle de ses rapports avec les gouvernements restés fidèles au Pacte fédéral, de transférer provisoirement son siège à Augsbourg.

Il a été résolu ensuite que le ministre-président adresserait, au nom de l'Assemblée fédérale, la lettre suivante au premier bourgmestre de la ville de Francfort :

A M. le Sénateur Fellner, premier bourgmestre de la ville libre de Francfort.

« Les mouvements des troupes ennemies imposent à l'Assemblée fédérale le devoir de veiller à la liberté de ses délibérations et à la sécurité de ses rapports avec les Gouvernements représentés dans son sein. De la gravité des circonstances naissent pour l'Assemblée fédérale de nouvelles et pénibles obligations qu'elle est fermement résolue à remplir, et l'Assemblée croit remplir un devoir vis-à-vis des Gouvernements et des peuples qui ont pris parti dans une lutte commune pour le droit et la liberté de l'Allemagne, en assurant la libre action de la plus haute autorité fédérale, qui représente également l'indissolubilité du lien national et la cohésion de tous les pays germaniques.

« Elle a résolu en conséquence de transférer provisoirement son siège à Augsbourg et d'inviter le Corps diplomatique accrédité près la Confédération germanique à la suivre.

« En quittant provisoirement Francfort, elle exprime à cette ville libre sa vive reconnaissance des sentiments patriotiques qu'elle n'a cessé de manifester à travers maintes vicissitudes des destinées allemandes. Ces sentiments, Francfort, avec le vif intérêt qu'elle porte à la grandeur et à la liberté de l'Allemagne, saura les conserver.

« Les Gouvernements fidèles au Pacte fédéral, et représentés dans la haute Assemblée, continueront à prendre parti fermement et sans faiblesse pour la cause de la patrie et du droit contre la sécession et la prépotence, et l'Assemblée fédérale peut en conséquence, confiante dans la victoire définitive de la bonne cause, exprimer l'espoir que dans les murs de cette ville, riche en souvenirs de la grandeur allemande, les représentants des princes et des peuples germaniques se retrouveront pour fonder sur des bases durables la puissance et la liberté de l'Allemagne.

« Le soussigné a l'honneur, au nom de la haute Assemblée fédérale, de porter ce qui précède à la connaissance du premier bourgmestre de la ville de Francfort, M. le Sénateur Fellner, et il saisit en même temps cette occasion pour lui renouveler l'assurance de sa considération distinguée.

MECKLENBOURG-SCHWERIN.

Proclamation du Grand-Duc à ses troupes en date du 11 juillet 1866.

Soldats!

Au moment où vous traversez les frontières de notre pays pour aller combattre sous les ordres de S. M. le Roi de Prusse, je vous envoie mon salut grand-ducal! J'ai la confiance que vous prouvez de nouveau dans cette guerre que vous êtes de bons soldats et que vous ferez honneur au nom mecklenbourgeois. Ce n'est pas nous qui avons entraîné la Confédération germanique à la guerre, mais maintenant nous donnerons volontiers notre vie pour la défense de la bonne cause. Il s'agit de l'existence de notre patrie mecklenbourgeoise, des biens les plus précieux de la nation allemande, de son indépendance de l'influence étrangère.

En avant donc pour le devoir et l'honneur avec Dieu qui fera triompher la bonne cause.

Zwittau, 11 juillet 1866.

Signé : FRÉDÉRIC-FRANÇOIS.

PRUSSE.

Proposition prussienne que le secrétaire de l'ambassade française a transmise dans la nuit du 12 au 13 juillet à l'armée autrichienne.

Ne pouvant conclure sans le consentement de l'Italie l'armistice proposé par la France, mais voulant cependant donner à l'Empereur Napoléon un témoignage de ses bons sentiments, le Roi, afin de laisser le temps de constater les intentions du Gouvernement italien, est prêt à ordonner à ses troupes, à titre réciproque, de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre l'armée austro-saxonne pendant trois jours, sous les conditions suivantes :

1^o Le terrain situé entre la position actuelle de l'armée prussienne et la Thaya sera évacué immédiatement par les troupes autrichiennes;

2^o En dehors du cas prévu dans l'article 1^{er}, toutes les troupes prussiennes, toutes les troupes autrichiennes de l'armée du Nord et du Sud et les troupes saxonnes, ainsi que leurs convois d'artillerie et de munitions, s'arrêteront à l'endroit où ils se trouveront le jour de la signature du présent arrangement, et s'abstiendront de tout mouvement;

3^o Les troupes prussiennes, jusqu'à l'expiration du délai convenu, se tiendront à trois milles de distance d'Olmütz;

4^o Le chemin de fer entre Dresde et Prague sera ouvert aux transports du matériel d'approvisionnement en vivres de l'armée prussienne.

Réponse autrichienne.

S. M. l'Empereur d'Autriche est prêt à consentir à la proposition d'une suspension provisoire des hostilités pendant trois jours, afin de laisser à S. M. le Roi de Prusse le temps de constater les intentions de son allié le Roi Victor-Emmanuel, relativement à la conclusion de l'armistice proposé par la France.

Le Gouvernement autrichien trouve cependant que les conditions de cette suspension d'armes, telles qu'elles sont contenues dans la note apportée par M. Lefebvre de Béhaine, ne pourraient être acceptées sans préjudice évident pour l'armée autrichienne, tandis que l'armée prussienne pourrait en tirer parti pour améliorer sa position. Par exemple, l'article 3 des susdites propositions porte seulement en termes généraux que les troupes prussiennes se tiendront à trois milles de distance d'Olmütz, ce qui n'exclurait nullement la possibilité de cerner de tous côtés, à cette distance, la place d'Olmütz, pendant les

trois jours de suspension d'armes. D'un autre côté, la trêve dont il s'agit ne s'étendant point à l'armée italienne, qui peut, pendant ce temps, continuer sa marche en avant, il est tout à fait impossible que l'Autriche puisse prendre pour son armée du Sud un engagement qui la condamnerait à une immobilité absolue, et l'exposerait ainsi à un désavantage marqué.

En conséquence de ce qui précède, le Gouvernement autrichien propose comme base de la suspension d'hostilités de tirer, entre l'armée austro-saxonne d'une part et l'armée prussienne d'autre part, une ligne de démarcation qui ne pourrait être franchie ni d'un côté ni de l'autre pendant ces trois jours, mais derrière laquelle l'une et l'autre des armées aurait une entière liberté de mouvement. Le Gouvernement autrichien propose comme ligne de démarcation la rivière de Thaya, depuis sa source jusqu'à un point à 2 milles ouest de Lundenbourg. De là, la ligne suivrait parallèlement le chemin de fer de Lundenbourg à Olmütz, en se tenant à une distance de 2 milles ouest de ce chemin, et monterait jusqu'aux positions actuelles occupées par l'armée prussienne, en restant à une distance de 2 milles à l'ouest et au nord des ouvrages extérieurs les plus avancés de la place d'Olmütz.

Si le Gouvernement prussien accepte cette contre-proposition à la place des articles 1, 2 et 3 de la note apportée par M. Lefebvre de Béhaine, le Gouvernement autrichien s'entendrait de suite avec S. M. le Roi de Saxe, afin que les convois de vivres pour l'armée prussienne puissent circuler librement sur le chemin de fer de Dresde à Prague.

Dans le cas où S. M. le Roi de Prusse consentirait à la suspension des hostilités sur les bases ci-dessus indiquées, S. M. l'Empereur d'Autriche proposerait d'envoyer de suite à Raigern les commissaires chargés de part et d'autre de signer cette trêve.

S. M. l'Empereur d'Autriche attacherait un grand prix à ce que cette suspension d'hostilités s'étendît aussi aux troupes bavaoises, ainsi qu'à celles qui se trouvent placées sous le commandement du prince Alexandre de Hesse.

Refus prussien.

S. M. le Roi de Prusse, ne pouvant adhérer à d'autres conditions que celles transmises par M. Lefebvre de Béhaine, ne saurait donner son assentiment à la contre-proposition de S. M. l'Empereur d'Autriche. Deux points notamment placent le Roi dans la nécessité de décliner la combinaison substituée à Vienne à celle à laquelle Sa Majesté avait acquiescé, la faculté qui resterait acquise à l'armée autrichienne du Sud de continuer ses mouvements, et le refus de consentir

à ce que les troupes prussiennes occupent la ligne de la Thaya jusqu'à Lundenbourg. Il ne saurait donc y avoir lieu d'envoyer dans cette ville un commissaire pour concerter une transaction.

AUTRICHE.

Proclamation de l'archiduc Albert en prenant le commandement de l'armée d'opération du Nord en date du 13 juillet 1866.

S. M. l'Empereur a daigné me confier le commandement de l'armée d'opération, et je prends en mains aujourd'hui ce commandement.

Soldats du Nord et du Sud ! Fidèles et braves Saxons, nous allons apporter dans notre action cette unité qui règne dans nos sentiments ! Une armée plus puissante que jamais se réunit, composée de combattants éprouvés, braves et persévérants, qui, d'un côté, avec la conscience d'une victoire déjà remportée, et, de l'autre côté, ardents de se venger d'un désastre immérité, sont impatients de mettre fin à l'arrogance de l'ennemi.

Accomplissons cette grande œuvre par l'union de nos forces, et n'oublions jamais que le succès est acquis aux hommes de tête et de cœur, aux hommes de sang-froid et d'énergie, et que quels que soient ceux que la fortune favorise, celui-là seul est perdu qui se laisse intimider et qui désespère.

Ayons en Dieu une foi inébranlable, en Dieu qui protège les causes justes ; ayons confiance dans notre monarque qui compte sur nous pour rendre à ses peuples leur prospérité ; ayons confiance dans notre propre force, qui se ravive à chaque tâche nouvelle que l'on demande de nous, et marchons avec confiance au combat, au cri de : Vive l'Empereur !

Signé : Archiduc ALBERT, m. p.

FRANCFORT.

Proclamation du Sénat aux habitants, en date du 15 juillet 1866.

La guerre qui a éclaté entre des peuples de race allemande menace de s'étendre aussi jusqu'au territoire de la ville libre de Francfort.

La haute Assemblée fédérale qui a son siège dans cette ville libre, a déjà pris la résolution de l'abandonner provisoirement.

Notre ville est une ville ouverte et, comme telle, se trouve placée sous la protection du droit des gens, reconnu sacré par toutes les nations. La vie et la propriété des citoyens et des habitants ne paraissent donc aucunement menacées.

Toutefois, à une époque aussi fatale que la présente, le Sénat éprouve le besoin de publier avec sincérité et franchise ce qui suit :

Le Sénat restera fidèle à la Confédération, qui a été fondée comme une union indissoluble, et a pour but le maintien de l'indépendance et de l'inviolabilité des divers États allemands; mais il tient pour impérieusement nécessaires un remaniement de la constitution fédérale, la création d'un fort pouvoir central et l'établissement d'une représentation efficace de tout le peuple allemand, et il sera heureux de s'associer à tous les efforts faits dans ce but.

Jusqu'à ce que ce remaniement de la constitution fédérale ait été heureusement opéré, la ferme résolution du Sénat est de sauvegarder l'indépendance et l'inviolabilité de cette ville libre, fondées et garanties par des traités internationaux et fédéraux.

Quoique cette résolution puisse imposer de dures épreuves à notre ville libre, à cette communauté pacifique, à ce berceau du commerce et de l'industrie, à cette source de la prospérité et de la bienfaisance, le Sénat a la ferme confiance que toute la bourgeoisie, dans son sentiment du droit et dans sa fidélité pour la patrie allemande, l'appuiera, et, pénétrée de la conscience d'avoir voulu le droit et d'avoir sauvegardé sa loyauté, elle supportera avec constance les épreuves qui peuvent nous être imposées.

Que Dieu protège la patrie allemande et la ville libre de Francfort!

Francfort, 15 juillet 1866.

*Les Bourgmestres et le Conseil de la ville
libre de Francfort.*

Proclamation du Bourgmestre aux habitants de Francfort pour leur annoncer l'entrée des troupes prussiennes, le 15 juillet 1866.

Aux habitants de la ville et du territoire de Francfort.

Des troupes royales prussiennes doivent entrer dans notre ville et sur son territoire.

Cette entrée a lieu dans des conditions bien différentes de celles

sous lesquelles des troupes royales prussiennes ont il y a quelque temps paisiblement séjourné au milieu de nous.

Le Sénat déplore le changement qui est intervenu dans la situation ;

Devant la grandeur des sacrifices dont ce changement a été accompagné jusqu'à ce jour, disparaissent les charges qui vont être imposées à la ville et à son territoire.

Les bourgeois et les habitants savent qu'une discipline exemplaire règne parmi les troupes prussiennes.

Dans ces circonstances, le Sénat croit devoir inviter les bourgeois et habitants de la ville et de la campagne à faire un accueil amical aux troupes royales prussiennes.

Francfort, 15 juillet 1866.

*Signé : Le BOURGMESTRE
et le Conseil de la ville libre de Francfort.*

NASSAU.

**Proclamation du Duc aux habitants du Duché, en date de Biebrich,
le 15 juillet 1866.**

A mon peuple. — Nassoviens ! Depuis hier l'ennemi de la cause fédérale occupe des positions qui me forcent de vous quitter — que Dieu le veuille — pour un court espace de temps seulement, afin de ne point devenir prisonnier de guerre à l'instar d'un précédent des dernières semaines, unique dans l'histoire de la civilisation.

Je cours rejoindre l'armée, parce qu'auprès de vos fils et de vos frères j'espère pouvoir, sous les drapeaux de Nassau, m'occuper au moins d'une partie des enfants du pays. La duchesse, ma femme, et mes enfants restent au milieu de vous comme précieux otages. Je les recommande à la protection divine et à votre garde. Que le Tout-Puissant les prenne ainsi que vous sous sa sainte sauvegarde et aide pour que la bonne cause triomphe enfin. Conservez-moi l'ancienne fidélité nassovienne et l'attachement dont vous m'avez donné tant de preuves et que vous m'avez renouvelés d'une manière si touchante à la fête que nous avons célébrée ensemble, il n'y a pas encore deux ans. Quelle que soit notre destinée, je tiendrai haut l'honneur du Nassau et vous prouverai, jusqu'au dernier battement de mon cœur, ma fidélité au devoir et mon amour pour vous. Reposez-vous sur moi, comme je me repose sur vous ; Dieu ne nous abandonnera pas.

Biebrich, le 15 juillet 1866.

Signé : ADOLPHE.

PRUSSE.

Proclamation du général de Falkenstein, commandant l'armée du Rhin, après l'entrée de l'armée prussienne à Francfort, le 16 juillet 1866.

NOTIFICATION.

Le pouvoir gouvernemental sur le duché de Nassau, la ville de Francfort et son territoire, ainsi que les parties du royaume de Bavière et du grand-duché de Hesse que j'occupe, m'est transmis à dater de ce jour.

Les autorités administratives établies dans ces pays restent provisoirement en fonction, mais à l'avenir elles n'ont à recevoir d'ordres que de moi, et je veux qu'ils soient ponctuellement exécutés (*deren præciser Ausfuhrung ich entgegensehen wissen will*).

Quartier général de Francfort, 16 juillet 1866.

Le général commandant l'armée du Mein,

Signé : V. FALKENSTEIN.

ITALIE.

Décret appliquant les Lois du Royaume d'Italie aux provinces vénitiennes, en date de Florence, le 19 juillet 1866.

Eugène, prince de Savoie-Carignan, etc. |

Art. 1^{er}. Est publiée et aura force de loi dans les provinces vénitiennes la loi du 21 avril 1861, n° 1 des actes du Gouvernement du royaume d'Italie sur l'intitulé des actes du Gouvernement, laquelle loi est conçue en ces termes :

Victor-Emmanuel II, roi d'Italie,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont approuvé, nous avons sanctionné et nous promulguons ce qui suit :

Article unique. Tous les actes qui doivent être intitulés au nom du Roi le seront avec la formule suivante :

(Le nom du Roi),

Par la grâce de Dieu et la volonté de la nation, roi d'Italie,

Ordonnons que la présente loi, munie du sceau de l'État, soit insérée

dans le recueil officiel des actes du Gouvernement, mandant à qui de droit de l'observer et de la faire observer comme loi de l'État.

Turin, le 21 avril 1861.

Signé : VICTOR-EMMANUEL.

G. B. CASSINIS.

Art. 2. Est publié et aura force de loi dans les provinces vénitiennes l'article 1^{er} des dispositions sur la publication, interprétation et application des lois en général qui précèdent le code civil du royaume d'Italie, lequel article est ainsi conçu :

Art. 1^{er}. Les lois promulguées par le Roi deviennent obligatoires dans tout le royaume le quinzième jour de leur publication, à moins que dans la loi promulguée il en soit autrement disposé.

La publication consiste dans l'insertion de la loi dans le recueil officiel des lois et décrets, et dans l'annonce de cette insertion dans la *Gazette officielle* du royaume.

Art. 2. Tous les actes publics reçus par les notaires devront porter l'intitulé : « Régnant S. M. le Roi d'Italie Victor-Emmanuel II. »

Art. 5. Le présent décret sera mis en vigueur le jour qui suivra sa publication, et il sera applicable aux territoires italiens jusqu'à présent soumis à l'Autriche au fur et à mesure qu'ils seront délivrés de l'occupation étrangère, et, à la suite de son affichage réel qui aura lieu dans chaque commune, par les soins des commissaires du Roi, selon les règles en vigueur.

Ordonnons que le présent, etc.

Donné à Florence, le 19 juillet 1866.

Signé : EUGÈNE DE SAVOIE.

F. BORGATTI.

Eugène, prince de Savoie-Carignan, etc.

Article unique. Tous les fonctionnaires et employés des provinces vénitiennes qui auraient suivi l'armée autrichienne et qui d'une autre façon se seraient éloignés de leur résidence à l'approche de l'armée nationale, sont considérés comme démissionnaires.

Donné à Florence, le 19 juillet 1866.

Signé : EUGÈNE DE SAVOIE.

RICASOLI.

PRUSSE.

**Note du Moniteur prussien publiée en allemand et en français
dans le numéro du 19 juillet 1866.**

Berlin, 19 juillet, 5 h. 20 m. du soir.

I. La proposition prussienne remise dans la nuit du 12 au 13 juillet à l'armée autrichienne par le secrétaire de l'ambassade française, se résume ainsi : Le Roi de Prusse, afin de laisser le temps de constater les intentions du Gouvernement italien, est prêt de s'abstenir de tous actes d'hostilité pendant trois jours sous ces conditions : Les Autrichiens évacueront le terrain qui se trouve entre la position actuelle des Prussiens et la Thaya.

Les troupes de toutes leurs armées (Nord, Sud et saxonnes), leurs convois d'artillerie, leurs munitions s'arrêteront et s'abstiendront de tout mouvement. Jusqu'à l'expiration du délai convenu, les Prussiens resteront à trois milles de distance d'Olmütz. Le chemin de fer de Dresde à Prague sera ouvert aux approvisionnements de vivres des Prussiens.

II. *Résumé de la réponse autrichienne.* — Après avoir déclaré que les propositions prussiennes portent préjudice aux Autrichiens et sont à l'avantage des Prussiens, par exemple : à trois milles de distance, les Prussiens peuvent cerner Olmütz de tous côtés, et les Italiens qui ne sont pas compris dans les conditions de la trêve pourraient marcher en avant.

L'Autriche propose, de son côté, une ligne de démarcation qu'aucune armée ne franchira, mais derrière laquelle les armées auraient leur libre mouvement. Cette ligne suivrait la Thaya depuis sa source jusqu'à deux milles ouest de Lundenbourg; elle suivrait parallèlement à la distance de deux milles ouest, le chemin de Lundenbourg à Olmütz, et monterait jusqu'aux positions actuelles des Prussiens, en restant à deux milles ouest et nord des ouvrages extérieurs d'Olmütz.

L'Empereur d'Autriche prendra l'assentiment du Roi de Saxe pour l'article concernant le chemin de fer de Dresde à Prague.

En cas d'acceptation des conditions ci-dessus, l'Empereur propose d'envoyer immédiatement des commissaires à Raigern pour signer la trêve. L'Empereur désire que la suspension des hostilités s'étende aux troupes bavaoises et à celles commandées par le prince Alexandre de Hesse.

III. *Résumé du refus prussien.* — Le Roi de Prusse est obligé de refuser ces conditions pour deux raisons : 1° la faculté qui resterait à

l'armée du Sud de continuer ses mouvements vers le Nord, et 2° le refus de consentir à l'occupation de la ligne de la Thaya à Lundenbourg par les Prussiens.

Il n'y a donc pas lieu d'envoyer des commissaires.

ITALIE.

Rapport sur l'attaque de Lissa et sur la bataille navale du 20 juillet 1866.

Le Président de la Commission.

Le présent rapport a été rédigé d'après les documents suivants :

1° Rapport de S. Exc. l'amiral commandant en chef l'armée d'opérations sur les combats soutenus contre les fortifications de l'île de Lissa;

2° Rapport de S. Exc. l'amiral commandant en chef l'armée d'opérations sur la bataille navale de Lissa;

3° Extrait des journaux officiels de bord de chacun des navires qui ont pris part aux susdits faits d'armes;

4° Journaux particuliers des commandants des bâtiments faisant partie de l'armée navale;

5° Extrait des registres des signaux de bord;

6° Enquête sur la perte du *Re d'Italia* et du *Palestro*.

Tous les documents susmentionnés forment une partie des pièces qui servent au pouvoir judiciaire pour procéder dans ses opérations; c'est pourquoi le Gouvernement ne peut, pour le moment, les publier dans leur intégralité.

Le 16 juillet, à trois heures de l'après-midi, l'armée navale partait d'Ancône pour prendre l'offensive contre l'ennemi. Sa première opération consistait à s'emparer de l'île de Lissa.]

Les navires suivants étaient sous les ordres de S. Exc. l'amiral Persano : 11 bâtiments cuirassés, 4 frégates en bois à hélice, une corvette en bois à hélice, 2 corvettes à roues, 4 pyroscaphes avisos, 4 canonnières, 1 transport-hôpital, 1 transport de vivres.!

La frégate *Garibaldi* fut laissée à Ancône pour des réparations indispensables à sa machine, et l'avisos *Cristoforo Colombo* pour le service d'observation de la rade.

Des instructions furent données au commandant en chef du département pour qu'il dirigeât sur la flotte les autres bâtiments qui devaient, d'un moment à l'autre, arriver à Ancône.

A cet effet, l'on envoya aussi l'avisio *Flavio Gioja* croiser sur le Gargano, avec la mission spéciale de conduire à Lissa l'*Affondatore*, qui était déjà en route de Brindisi pour Ancône.

Le *Messaggero*, avec le chef d'état-major de la flotte, fut envoyé vers Lissa pour reconnaître cette île.

Le reste de la flotte mit la proue sur Lossino jusqu'à la nuit avancée, afin de donner le change sur sa véritable direction.

Le 17, au coucher du soleil, le *Messaggero* arrivait au point de réunion fixé, de retour de la mission dont il avait été chargé, celle de reconnaître la position et le nombre des canons des batteries qui défendent l'entrée du port San Giorgio de Lissa et de celui de Comisa au sud-ouest de cette île.

Les dispositions suivantes furent ensuite communiquées :

1° Que le contre-amiral Vacca, avec les frégates cuirassées *Principe Carignano*, *Castelfidardo*, *Ancona*, et avec la corvette à roues *Guiscardo*, irait battre les fortifications de Port Comisa dans le but de faire une diversion et d'occuper sur tous les points la garnison de l'île, et de préparer un point de débarquement au corps d'expédition dans le cas où il ne réussirait pas ailleurs ;

2° Que le vice-amiral Albini, avec les frégates en bois *Maria Adélaïde*, *Gaeta*, *Duca di Genova*, *Vittorio Emmanuele*, et la corvette *San Giovanni*, tâcherait de débarquer le corps d'expédition sous les ordres du commandant Monale à Porto Manego, qui est derrière le port San Giorgio, au nord de l'île, après avoir fait taire la batterie San Vito qui le défend ;

3° Que le gros de la flotte, c'est-à-dire huit des frégates cuirassées, la corvette à roues *Ettore Fieramosca* et l'avisio *Messaggero*, sous les ordres de l'amiral commandant en chef, allât battre les fortifications du port San Giorgio ; quatre frégates cuirassées devaient prendre possession sous les ordres du commandant Ribotty sur la côte ouest du même port, et les quatre autres sous la direction immédiate de l'amiral Persano sur la côte est ;

4° Que les canonnières sous les ordres du commandant Sandri se portassent à Lesina pour couper le télégraphe sous-marin de Lissa, détruire les sémaphores et empêcher toute communication entre Lissa et l'île voisine de Lesina.

5° Que l'*Exploratore* restât en vigie entre l'écueil Porno, Sant Andrea et la Pointe de la Planca ; l'avisio *Stella d'Italia* entre Sant Andrea et la Pelagosa ; l'*Indipendenza* (transport de vivres) et le *Washington* (transport-hôpital) devaient s'arrêter près de l'écueil Busi, prêts à tout appel.

Le plan d'attaque ainsi combiné par l'amiral en chef devait commencer à être exécuté à l'aube du 18. Ce jour-là, la frégate *Garibaldi*

se réunit aussi à la flotte, qui, à 11 heures du matin, se trouva au poste fixé. Le contre-amiral Vacca commença l'attaque contre Porto Comisa, et le groupe des frégates cuirassées, sous le commandement du capitaine de vaisseau Ribotty, qui avait tourné l'île à l'est, ouvrit bien vite aussi le feu contre les forts San Giorgio, du côté du nord, pendant que le groupe de l'amiral Persano attaquait du côté du midi, de sorte que toutes les fortifications extérieures de San Giorgio étaient investies. A une heure et demie de l'après-midi, le drapeau disparaissait du fort San Giorgio, qui se taisait, ainsi que tous les autres situés à l'extérieur et à l'entrée du port, à l'exception de la Tour du Télégraphe, que sa hauteur ne permettait pas à nos navires de battre efficacement. On ordonna alors à la *Formidabile* de s'emboîser à l'entrée du port, et aux frégates *Maria Pia* et *San Martino* d'entrer dans le port pour battre les batteries de l'intérieur qui faisaient encore un feu très-vif.

Le contre-amiral Vacca, devant l'élévation des batteries de terre, dut abandonner l'attaque de Port Comisa, et alla soutenir l'escadre non cuirassée à Porto Manego, qui, vu aussi l'élévation de ses fortifications, n'avait pas non plus réussi dans son entreprise. Pendant que le commandant en chef envoyait l'ordre au contre-amiral Vacca d'occuper la garnison de Porto Comisa, avec une frégate au moins, afin qu'elle ne vînt pas renforcer celle de Port San Giorgio, le groupe qu'il commandait se réunissait déjà au reste des frégates cuirassées à Port San Giorgio, en ouvrant le feu contre la batterie du Télégraphe et contre celles établies dans l'intérieur du port.

Un autre ordre fut envoyé au vice-amiral Albini de se réunir au commandant en chef, dans l'intention d'effectuer le débarquement au port Carobert, au sud de Port San-Giorgio. A six heures, le groupe du contre-amiral Vacca continua le feu, et le reste de la flotte fut réuni pour former une ligne de front. Elle ne tarda pas à être rejointe par le premier groupe des cuirassées, par les frégates à hélice et par la flottille des canonnières que commandait le capitaine de frégate Sandri, qui avait entièrement et bien exécuté sa mission. "Toute communication entre Lissa, Lesina et la terre ferme était interrompue, et une dépêche de Trieste arrivait à la connaissance de notre flotte, où l'on annonçait le départ, dans la soirée, de l'escadre ennemie qui se dirigeait sur Lissa.

Le lendemain 19, les cuirassées de l'amiral Vacca d'abord et les frégates à hélice ensuite furent envoyées battre les batteries que l'ennemi avait rétablies dans la nuit. En attendant les frégates à vapeur *Principe Umberto* et *Carlo Alberto*, la corvette à roues *Governolo* et l'*Affondatore*, venant de Brindisi et d'Ancône, se réunissaient, comme renfort, à la flotte. Avec ces renforts, les troupes de débarquement présentaient

une force d'environ 2200 hommes, et l'amiral, jugeant convenable de ne pas attendre plus longtemps, afin de n'être point surpris par l'escadre ennemie, ordonnait :

1° Que l'escadre non cuirassée, renforcée des petites canonnières, se préparât aussitôt à opérer le débarquement, dont la direction fut confiée à l'amiral Albini ;

2° Que la *Terribile* et la *Varese* allassent attaquer Port Comisa dans le but d'occuper la garnison de ces batteries ;

3° Que la *Formidabile* entrât dans le port pour faire taire les batteries qui y faisaient encore feu ;

4° Que le contre-amiral Vacca, avec le *Principe Carignano*, le *Castelfidardo* et l'*Ancona*, soutint la *Formidabile* dans son attaque ;

5° Que le *Re di Portogallo*, le *San Martino*, la *Maià Pia*, sous les ordres de l'amiral en chef, empêchassent les forts de San Giorgio de troubler le débarquement, dans le cas où ils auraient encore quelques canons en état de faire feu.

Ces dispositions ainsi données, à trois heures de l'après-midi commençait la nouvelle attaque.

La *Formidabile* (commandant Saint-Bon), faisant l'admiration de la flotte entière, prenait position à moins de trois cents mètres de la puissante batterie du château qui, avec une autre batterie sur la droite de l'entrée, ouvrait sur elle un feu nourri et bien dirigé. L'amiral en chef, se préoccupant alors de la position prise par la *Formidabile*, ordonnait à l'*Affondatore* de diriger quelques coups, avec ses canons de trois cents, vers le fond du port pour secourir le susdit navire, lorsque le contre-amiral Vacca, qui avait l'ordre de la soutenir par une manœuvre hardie et habile, met en ligne de file les cuirassées sous ses ordres, force l'entrée du port, réduit au silence les batteries qui prenaient en flanc la *Formidabile*, et retourne hors du port, dont le peu de largeur le mettait presque dans l'impossibilité de manœuvrer, et où il ne pouvait pas attaquer la batterie qui tourmentait la *Formidabile* parce qu'elle était entièrement masquée par cette frégate.

Un peu après, la *Formidabile* sortait aussi du port couverte de gloire. Cependant le vent, qui avait soufflé avec violence du côté du sud-est pendant toute la journée, fraîchit vers le soir et rendit difficile le débarquement qui commençait à peine à s'effectuer. Le mauvais temps et la nuit avancée firent renvoyer le débarquement au lendemain, et l'ordre fut donné aux cuirassées de former une ligne de file et de se maintenir sur la rade en attendant le point du jour.

A l'aube du 20, le temps variable devint orageux. Le pyroscaphe *Piemonte* arriva avec de nouvelles troupes. L'amiral se décida alors au débarquement, et aussitôt on donna les ordres nécessaires au vice-amiral Albini en même temps qu'on faisait avertir, par le *Guiscardo*,

le *Terribile* et le *Varese* de rouvrir le feu, en disposant d'autres cuirassées pour battre le château. Ces ordres n'étaient pas encore donnés que l'*Esploratore*, surpris par une forte bourrasque au nord-ouest, arrivait, à huit heures du matin, avec le signal de la découverte de bâtiments suspects.

Dans ces deux attaques du 18 et du 19, les équipages et les officiers, tous animés d'un grand enthousiasme, se sont battus avec héroïsme, quoiqu'ils eussent affaire à un ennemi très-bien armé, acharné dans la défense et bien dirigé.

Nos pertes furent de seize morts et quatre-vingt-seize blessés; les avaries peu importantes, excepté pour la *Formidabile*.

La position de la flotte, au moment où l'*Esploratore* signalait l'approche de l'escadre autrichienne, était comme suit: les frégates à hélice (vice-amiral Albini) et la flottille (commandant Sandri) étaient autour de Porto Carolert pour opérer le débarquement. La *Terribile* (commandant Closa) et la *Varese* (commandant Tincati) se disposaient à attaquer Porto Comisa, à l'autre extrémité de l'île. La *Formidabile* débarquait ses blessés sur le *Washington*. Le *Re di Portogallo* (commandant Ribotty) et le *Castelfidardo* (commandant Calace) signalaient des avaries dans leurs machines. Les autres cuirassées, avec leurs machines arrêtées dans la rade hors de San Giorgio, attendaient des ordres pour reprendre l'attaque de l'île et protéger le débarquement. L'amiral en chef ordonna alors la ligne de front avec la proue sud-ouest, supposant, d'après la position de l'*Esploratore*, que l'ennemi venait du nord-ouest. Mais lorsque, la bourrasque s'étant un peu calmée, on commença à voir la fumée des bâtiments ennemis plus au nord, une légère conversion dans la direction de l'ouest fut ordonnée à la ligne de front.

Les navires cuirassés qui se trouvaient auprès de l'amiral partirent aussitôt pour prendre leur place, mais sans la *Terribile* et la *Varese*, qui se trouvaient à Porto Comisa, et le *Re di Portogallo* et le *Castelfidardo*, qui, après avoir réparé les avaries de leurs machines, se dirigeaient vers le noyau de la flotte. Les navires non cuirassés étaient occupés à recueillir et à sauver tout le matériel de débarquement abandonné sur la côte en proie à l'ennemi, qui, en attendant, s'avancait compacte et en ordre de bataille, sur deux rangs, la proue au sud-est, les cuirassés en première ligne et les navires mixtes en seconde; on donna donc le signal de former promptement la ligne de bataille sur les bâtiments plus en arrière de la ligne de front, qui étaient précisément ceux de l'avant-garde. En tenant compte des diverses conditions dans lesquelles se trouvaient plusieurs de nos navires, la flotte comptait en ce moment vingt-trois navires, dont 10 cuirassés se dirigeaient vers l'ennemi, pendant que les navires non cuirassés cherchaient à s'organiser.

L'ennemi avait en première ligne sept frégates cuirassées, et en se-

conde ligne sept frégates et corvettes mixtes, un vaisseau avec huit avisos et grosses canonnières, formant en totalité une flotte de vingt-trois navires réunis et compacts.

C'était la première fois que dans un combat naval se trouvaient en présence les nouveaux moyens d'action de la guerre maritime. L'amiral en chef songea dès lors à la convenance de se trouver hors de la ligne sur un navire cuirassé de grande vitesse, tant pour se lancer dans l'ardeur de la mêlée que pour porter avec sollicitude les ordres nécessaires aux divers points de l'escadre et la faire mouvoir suivant le besoin. L'*Affondatore* fut choisi pour cet effet par l'amiral; il y arbora son pavillon, amenant avec lui le chef d'état-major, un des officiers de pavillon et un des officiers subalternes attachés à l'état-major. Tous les navires de l'escadre avaient arboré le pavillon naval au haut des mâts. Notre ligne étant convergente avec la ligne ennemie, le *Principe Carignano*, qui se trouvait en tête de la ligne, fut le premier à ouvrir le feu. Bientôt la mêlée devint générale. Notre avant-garde (contre-amiral Vacca), composée des *Carignano*, *Castelfidardo*, *Ancona*, après avoir canonné le premier groupe de navires cuirassés ennemis, se porta à gauche pour couper la ligne de ses navires en bois. Elle traversa cette ligne dans une nuée de fumée. Notre deuxième groupe de navires cuirassés, le *Re d'Italia*, *Palestro*, *San Martino*, fut entouré par le premier groupe ennemi, qui concentra ses efforts contre le *Re d'Italia*. Le *Palestro*, qui accourut rapidement à son secours, fut attaqué par deux frégates cuirassées autrichiennes et par une frégate en bois. Des navires ennemis, on lançait sur le *Palestro* des grenades à la main et d'autres matières inflammables. Pendant trois heures, le *Palestro* se maintint au milieu des navires ennemis; enfin l'incendie se manifesta dans le cadre des officiers; les navires autrichiens s'éloignèrent. Le *San Martino* (commandant Roberti), après avoir canonné le deuxième groupe des frégates cuirassées ennemies, accourut au secours du *Re d'Italia*; mais la frégate cuirassée ennemie, que le *San Martino* voulait envelopper résolument, s'aperçut de sa manœuvre: elle s'empressa de lancer au *Re d'Italia* une bordée en flanc, abîmant son timon, et manœuvrant sur sa droite, elle menaça le *San Martino*, avec lequel elle commença un combat acharné. L'amiral autrichien s'étant aperçu du dégât causé au timon du *Re d'Italia*, l'entoura d'un côté, pendant que deux autres navires cherchaient à l'aborder. Le commandant du *Re d'Italia* (Fera di Bruno) ordonna de se porter en avant pour serrer la ligne de file, voulant se rapprocher de la frégate *Ancona*, commandant un feu de file avec la batterie de gauche; mais, menacé par le navire ennemi à la proue, à peu de distance, il rencontra un navire cuirassé qui cherchait à lui barrer le passage.

Abandonné et réduit à sa vitesse propre, sans pouvoir se servir du

timon, il ne put pas éviter le choc de la frégate cuirassée, qui le menaçait par la gauche. Le commandant avait déjà appelé l'équipage pour l'abordage général, quand le *Re d'Italia*, se repliant sur le flanc gauche, coula. Le voisinage d'une frégate cuirassée autrichienne était tel que, d'après l'inclinaison du *Re d'Italia*, il y avait à craindre que le pavillon pût être aisément enlevé par l'ennemi. Des voix se firent entendre, à ce moment suprême, pour que l'on amenât le pavillon afin de le sauver; mais le garde-marin Razzetti et le commandant del Santo s'y opposèrent de vive force. Razzetti se saisit du pavillon qu'il lia fortement à la poupe, déchargeant son revolver sur le commandant du navire autrichien. Le maître canonnier Pollio, au moment où le *Re d'Italia* sombrait, tira encore un coup de canon contre la frégate ennemie, criant : « Encore celui-ci ! » Le *Re d'Italia* ayant sombré, les efforts de l'ennemi se concentrèrent contre notre troisième groupe, *Re di Portogallo*, *Varese*, *Maria Pia*, déjà attaqués par deux frégates cuirassées et par le vaisseau qui manœuvrait très-rapidement pour donner l'abordage au *Re di Portogallo* par le flanc gauche, se faisant suivre par une grosse frégate en bois. Le *Re di Portogallo* (commandant Ribotty), manœuvrant avec le plus grand sang-froid et une intrépidité habile, présenta la proue au vaisseau, qu'il avaria considérablement. Le vaisseau courut alors le long du flanc du *Re di Portogallo*, qui lui envoya une complète décharge avec feu de file à grenades. Le *Kaiser*, démoli, ayant de tous côtés à bord, s'élança hors de la ligne faisant feu toutefois avec son artillerie. Pendant ce temps, l'escadrille des corvettes autrichiennes attaquait il *Re di Portogallo* par la gauche et deux frégates cuirassées cherchent à l'investir par la droite. De nombreux projectiles atteignent la mâture de notre frégate à vapeur qui riposte avec ardeur au feu des ennemis dont elle est entourée. L'officier en deuxième Atton Emerico est blessé au front par l'explosion d'une grenade; après avoir été pansé, il revint à son poste de combat.

Le commandant Ribotty, se voyant toujours enveloppé par l'ennemi et éloigné de la ligne, s'élance résolument au milieu du feu des Autrichiens, et il va rallier l'escadrille de l'amiral Vacca, qui avait arboré le signal : « Formez promptement une ligne de file. » D'autres navires cuirassés menaçaient la *Maria Pia*, commandant del Carretto, qui, ayant vu deux frégates cuirassées se diriger vers notre escadre en bois, les poursuivit, les forçant à changer de direction. Puis, se trouvant enveloppée par quatre frégates cuirassées, la *Maria Pia* fit force de toute vapeur et parvint à devancer deux de ces navires ennemis; puis elle revint sur un autre qui, s'apercevant de sa manœuvre, parvint à éviter son choc, non sans avoir essuyé de sa part une bordée complète et un feu bien nourri de mousqueterie.

L'ennemi, par cette manœuvre hardie et habile, fut obligé de songer

à protéger ses propres navires en bois, qui, enveloppés par le *Principe Carignano* (commandant Ianch), le *Castelfidardo*, *Re di Portogallo* et le *Varese* (commandant Tincali), manœuvrèrent au levant. A ce groupe de nos navires se réunit l'*Ancona* (commandant Piola) et le *Santa Martino* (commandant Roberti), qui tous deux, dans diverses positions, cherchant à se porter au secours du *Re d'Italia* et du *Re di Portogallo*, se trouvèrent, à leur tour, enveloppés par les navires ennemis, dont ils parvinrent, par d'habiles manœuvres, à se débarrasser.

L'avant-garde, réunie ainsi sous les ordres de l'amiral Vacca, se porta de nouveau vers les navires cuirassés autrichiens, qui, à toute force, s'éloignaient par le canal de Lissa. A ce moment, l'amiral Albini donna l'ordre au *Gotte-Molo* (commandant Gogolo) d'aller au secours du *Palestro*, sur lequel l'incendie faisait de rapides progrès. Le commandant du *Palestro* (Alfredo Cappellini) refusa pour lui et son équipage tout moyen de sauvetage, il se bornait à demander qu'on le remorquât au plus près de notre ligne. Pendant que le *Palestro* passait sous le vent de l'escadre, à portée de l'*Affondatore*, le commandant et l'équipage crièrent : *Vive le Roi ! vive l'Italie !* Peu d'instants après, le *Palestro*, entre le *Governolo* et l'*Indipendenza*, qui ne l'avaient jamais abandonné, sautait en l'air. On sauvait seulement dix-neuf hommes d'un équipage héroïque, recueillis par les navires susnommés. L'*Affondatore* (commandant Martens), après avoir lancé le premier projectile contre le navire amiral autrichien, avait cherché à l'éventrer ; mais le navire ennemi, qui s'en était aperçu, s'était élancé rapidement pour aborder par le centre l'*Affondatore*. Celui-ci traversa la ligne des frégates cuirassées ennemies, s'approcha du navire amiral à quarante mètres environ, lâchant toute sa bordée ; puis, à toute vitesse, il traversa la ligne des navires mixtes autrichiens, qui évitèrent son choc, et se lança contre un des navires qui serraient de près le *Re di Portogallo*.

Sortant du milieu de la fumée, l'*Affondatore* se porta vers notre escadre non cuirassée faisant ce signal : « Attaquez l'ennemi, » et cet autre : « Doublez l'arrière-garde ennemie, c'est-à-dire le groupe de navires cuirassés que la *Maria Pia* abordera de front. »

Alors l'amiral commandant en chef vit les navires mixtes de l'ennemi avec le vaisseau sur l'extrême droite se porter au levant, protégés par le premier groupe des navires cuirassés, pendant que le deuxième groupe qui, à toute force, cherchait à se reformer à la gauche, paraissait menacé par notre avant-garde, qui cherchait à se rallier pour l'attaquer. A ce moment, jugeant qu'un mouvement rapide pouvait séparer l'ennemi en s'établissant entre les navires cuirassés et les navires mixtes, l'amiral fit le signal : « De donner la chasse avec liberté de direction et de manœuvrer en se portant à la tête de la première ligne ennemie. »

Le *Principe Umberto* (commandant Actor Gugliemo) fut le premier à se lancer contre la flotte autrichienne, et, à peine arrivé à portée, il ouvrit le feu, auquel répondit celui de toute l'escadre ennemie.

L'*Affondatore* retourna vers l'escadre pour montrer à tous le signal de donner la chasse et demander la prompte exécution de cet ordre ; mais le moment opportun était déjà passé, l'ennemi avait réussi à couvrir les navires mixtes et à réunir ses navires cuirassés derrière eux.

L'amiral en chef songea à réorganiser toute l'escadre pour la conduire de nouveau à l'attaque. L'ennemi, de son côté, se ralliait, et il retourna vers l'île de Lissa avec un mouvement de contre-marche vers la gauche.

A trois heures vingt minutes, l'escadre était formée sur deux colonnes. L'escadre mixte, à laquelle s'était réuni de nouveau le *Principe Umberto*, afin de s'organiser selon l'ordre, était à droite, la proue vers Lissa. L'*Affondatore*, en tête de la colonne, s'élance contre l'escadre ennemie, faisant feu de ses batteries. L'escadre ennemie continue sa marche entre Lissa et Lesina. Se trouvant dans la ligne de formation, le *Principe Umberto* a découvert un grand nombre de naufragés accrochés aux débris du navire qui avait coulé bas : après avoir fait le signal de découverte de naufragés, il se mit à faire le sauvetage. Cent seize hommes furent recueillis, cinquante-trois autres furent sauvés par l'*Affondatore*, le *Messaggero* et la *Stella d'Italia*.

Cette escadre est restée jusqu'à la nuit dans les eaux où avait eu lieu le combat, et elle est partie pour Ancône.

Il est douloureux de citer ce fait résultant de dépositions légales et conformes de naufragés, que ceux-ci, au milieu des eaux pendant le combat, ont servi de point de mire aux insultes de quelques navires ennemis, et même à leur artillerie. Un de ces naufragés a été tué et d'autres ont été blessés. Les dépositions sont consignées dans un procès-verbal qui sera publié à part.

A l'exception du *Re d'Italia* et du *Palestro*, les autres navires qui ont figuré dans le combat naval de Lissa n'ont pas reçu d'importantes avaries, et il y a eu seulement huit morts et quarante blessés, dont quatre officiers. L'attitude même de l'escadre ennemie a prouvé que notre escadre lui avait causé de graves avaries.

Il n'appartient pas à la Commission de porter un jugement sur les opérations et les combats dont il a été rendu compte dans les documents officiels qui sont parvenus au Ministère. On ne peut pas dire que l'escadre ait remporté une victoire, n'ayant pas pris possession de Lissa ni détruit l'escadre ennemie ; mais il est certain que l'ennemi n'a pas remporté une victoire et certain également que le combat de

Lissa sera toujours cité comme très-honorable pour la marine italienne.

Le Président de la Commission,
Signé contre-amiral ED. BROCHETTI.

AUTRICHE.

Rapport officiel de l'amiral Tegetthoff sur la bataille de Lissa.

Rapport de Fasana, le 23 juillet 1866.

J'ai l'honneur de vous adresser le rapport sommaire sur la bataille de Lissa, du 20 juillet.

Je ne pourrai vous transmettre le rapport détaillé que lorsque j'aurai reçu les rapports particuliers de chaque bâtiment.

Des télégrammes que je reçus le 19 juillet du commandant général de Zara et qui m'annonçaient le bombardement continu de l'île de Lissa par la flotte sarde me convinquirent que l'ennemi, par son attaque contre Lissa, ne voulait pas, comme je le pensais d'abord, tenter une diversion dans le but de me détourner de ma base d'opérations, et de s'assurer par là toute liberté d'agir dans la partie nord de l'Adriatique, mais qu'il s'agissait réellement de s'emparer de ladite île.

En conséquence, je fis sortir mon escadre vers le midi du même jour et je mis le cap sur l'île de Lissa. Le 20 juillet, à sept heures du matin, les vigies m'annoncèrent que plusieurs vapeurs étaient en vue; mais bientôt une rafale de pluie venant du sud-ouest les déroba à nos regards.

La mer, à ce moment, était tellement houleuse que les navires cuirassés de seconde classe et la frégate cuirassée la *Salamandre* durent fermer les écoutilles. En approchant de Lissa, qui protège la côte contre la houle du sud, et la brise ayant sauté au nord-ouest, la mer devint plus calme et vers dix heures le ciel s'éclaircit.

On aperçut immédiatement l'ennemi sous l'île, divisé en deux groupes qui, à ce qu'il paraissait, cherchaient à se joindre. D'après les déclarations postérieures des prisonniers, les frégates non cuirassées des Sardes se trouvaient sous Comisa pour rembarquer les troupes; car le commandant ennemi avait eu évidemment l'intention d'attaquer ce jour l'île de Lissa avec toutes ses forces et de l'emporter. A cet effet, il devait débarquer ses troupes sur ce point à Porto Manico pendant que la flotte cuirassée avait l'ordre d'attaquer les fortifications de la

ville de Lissa. Cependant le commandant de la flotte sarde, l'amiral Persano, avait été averti à temps de la sortie de l'escadre impériale de Fasana. D'après le dire des prisonniers, une communication télégraphique transmise d'un point de la côte d'Istrie à Brindisi et de là par un vapeur à grande vitesse l'avait annoncée à la flotte sarde. Ce mouvement de la flotte ennemie s'explique naturellement par le fait que les navires embossés devant Lissa s'efforçaient de rallier ceux qui se trouvaient devant Comisa.

En peu de temps, la flotte ennemie se déploya vers le nord-nord-ouest, ayant à sa tête sa puissante division cuirassée.

Nous fûmes bientôt sur l'ennemi et je n'eus pas le temps de faire à l'escadrille le signal arrêté d'avance : « La bataille doit être la victoire de Lissa. » Je me hâtai donc de prendre les dispositions nécessaires.

L'ordre de bataille de l'escadre autrichienne était le suivant : les bâtiments classés d'après leur rang formaient trois divisions, à savoir : la division des navires cuirassés, celle des gros bâtiments et celle des bâtiments légers. Ces divisions, celle des bâtiments cuirassés en tête, étaient rangées par échelons, chacune débordant l'autre sur un angle saillant. Je fis immédiatement régler les distances, signaler le branle-bas et augmenter la vitesse. A la division cuirassée, je donnai l'ordre : « Courir sur l'ennemi et le couler. » La ligne ennemie se mit à louvoyer en face de notre escadre, et le vaisseau d'avant-garde le *Principe Carignano*, commandé par le contre-amiral Vacca, ouvrit le premier le feu, sans grand effet, et auquel répondirent sur-le-champ les bâtiments autrichiens les plus rapprochés. Bientôt le feu devint général. La ligne des Sardes fut coupée par notre division cuirassée. Le combat s'engagea sur tous les points. Les bâtiments de la colonne cuirassée de l'ennemi, placés derrière le point où la ligne avait été rompue, filèrent vers le nord ; ce mouvement mit nos divisions de navires ordinaires dans une position menacée. Je fis donc manœuvrer notre division cuirassée également vers le nord, afin de dégager les deux autres et mettre les bâtiments cuirassés de l'ennemi, séparés du gros de leur flotte, dans un feu croisé.

Cependant les divisions ordinaires poursuivirent leur cours et se firent jour à travers les navires cuirassés de l'ennemi, et nos frégates et nos canonnières eurent largement l'occasion de se mesurer avec ceux de l'ennemi.

Le vaisseau de ligne *Kaiser*, portant le pavillon du commandant de la seconde division, commodore Petz, s'est trouvé engagé à la fois avec quatre bâtiments cuirassés de l'ennemi. Sans hésiter, le commodore Petz enfila un de ses bâtiments par le travers, tout en criblant le corps des trois autres de bordées concentrées, et cela dans des conditions qui étaient de nature à mettre à l'épreuve le courage et la ténacité de

son équipage. Au moment même de l'abordage, le mât de foc broya, en tombant, la cheminée de la machine, et fit de grands dégâts sur le pont, sans blesser toutefois aucun des hommes qui s'y trouvaient réunis. Le mât brisé, couvrant avec ses cordages la cheminée, nous menaçait d'un terrible incendie.

Grâce à la bravoure de l'équipage, le commandant put se frayer, à son navire et à toute sa division, un chemin à travers les forces supérieures de l'ennemi. La mêlée devint de plus en plus générale, et il fut impossible d'en saisir les détails, attendu que les navires, forçant la vapeur, s'entre-croisaient toujours, de sorte qu'on ne distinguait plus l'ami de l'ennemi, quoique de chaque côté on eût hissé le pavillon d'honneur. Heureusement les cuirasses sardes étaient généralement peintes couleur grise.

La division sarde de bâtiments ordinaires avait seule conservé un certain ordre sous l'île de Lissa, se dirigeant vers le N. O., en envoyant, à l'occasion, ses bordées aux navires impériaux qui défilaient devant elle. Dans cette poursuite générale, le commandant de mon vaisseau-amiral, le capitaine de vaisseau Max de Sternek, réussit par sa bravoure et son habileté à aborder, dans l'espace d'une demi-heure, trois navires cuirassés de l'ennemi, dont deux reçurent des avaries graves : le pavillon de l'un fut arraché ; le *Re d'Italia*, un des plus grands bâtiments de la flotte, fut coulé à fond et sombra au bout de deux minutes avec les 600 hommes qui composaient son équipage. Il fallut malheureusement renoncer à sauver les hommes qui surnageaient, car, attaqués de tous côtés, nous dûmes avant tout songer à notre propre sécurité.

Durant cette lutte, un navire cuirassé sarde fut mis en feu, et l'escadre cuirassée parut vouloir le rallier pour recueillir et protéger le navire incendié.

Je fis donner aux navires sous mes ordres le signal de se rallier également et de se reformer en trois colonnes pour se reporter au N. E., les deux divisions ordinaires flanquées par la division cuirassée, pendant que le vapeur *Elisabeth* fut chargé d'appuyer au besoin le vaisseau de ligne *Kaiser*, qui avait été bien maltraité.

Entre temps la flotte sarde, dans sa retraite, à une distance de 3 à 4 milles, s'était reformée en file et manœuvra pour recueillir le navire cuirassé en flammes ; elle y réussit par le fait que le navire put encore faire usage de sa machine.

Après avoir échangé quelques coups de canon, la flotte sarde vira de bord dans la direction de l'ouest, et le combat prit fin après s'être prolongé de dix heures trois quarts du matin à deux heures de l'après-midi.

Mon but se trouvait accompli. Lissa avait été débloqué.

A deux heures et demie on put voir sauter et disparaître dans les flots le navire cuirassé incendié.

D'après les assertions contradictoires des prisonniers, ce navire a du être le *Palestro* ou le *Principe di Carignano*; en tout cas c'était un navire de 10 à 12 canons de bord. J'ai renoncé à une poursuite qui eût été sans résultat et mis le cap sur le port de Saint-Georges à Lissa. Par suite de la grande différence de vitesse qui existe parmi les navires sous mes ordres, il me parut impossible de pousser en avant avec ensemble et rapidité et d'engager une nouvelle lutte. Tenir la mer pendant la nuit eût été sans utilité et nous eût coûté une grande dépense en combustible, ce que nous devions d'autant plus éviter que Lissa n'offre aucune ressource pour réparer les pertes que nous pouvions faire. Le séjour dans le port nous permit de faire immédiatement les petites réparations et de tenir l'escadre réunie et prête à se mesurer contre l'ennemi, s'il tentait le lendemain de renouveler l'attaque.

On mit à profit le jour suivant pour visiter les bâtiments et faire les réparations urgentes.

Sur le vaisseau de ligne, on débaya l'avant des débris du mât d'artimon et le pont de ceux du mât de misaine et des cordages, on rétablissait la cheminée. Le navire cuirassé *Archiduc Ferdinand-Max* prit à bord une ancre de la frégate *Schwarzenberg*, afin de remplacer une des ancres de proue mise hors de service par l'abordage.

Les hommes grièvement blessés furent débarqués; ceux qui étaient transportables furent envoyés à bord du vapeur *Venezia*, à Spalatro et à Zara, les morts furent enterrés avec les honneurs militaires.

Le jour et la nuit, des navires chargés du service d'éclaireurs tenaient la mer: la canonnière *Dalmate* et le vapeur à roues *Elisabeth* avaient pour mission d'explorer le champ de bataille et les côtes, pour sauver s'il se pouvait des hommes qui auraient pu survivre à la perte du bâtiment ennemi sombré.

Le soir du jour de la bataille on pouvait apercevoir encore, du Monte-Humm, la flotte ennemie; elle avait complètement disparu le lendemain même, 21 juillet. N'ayant pas, jusqu'au coucher du soleil, aperçu trace de l'ennemi, et celui-ci ne paraissant plus vouloir tenter une nouvelle attaque contre Lissa, ma tâche était provisoirement accomplie, et après que le vaisseau *Kaiser* eut complété ses réparations, vers huit heures du soir, je fis reprendre la mer à l'escadre, afin de réoccuper sa première position sur la rade de Fasana qui doit me servir de base d'opérations.

La force de l'ennemi, à la première rencontre, avait été évaluée à 12 gros navires cuirassés; en tout, 27 à 30 bâtiments.

Cependant, d'après le dire des hommes du *Re d'Italia* qui ont pu se sauver sur la plage de Lissa, lors du désastre de ce navire, le nombre

des gros bâtiments cuirassés était de 12, parmi lesquels le vaisseau à tour l'*Affondatore*; celui des bâtiments légers à cuirasse, 3; des bâtiments ordinaires, 8 frégates, 6 vapeurs, 3 transports; ensemble, 32.

L'armement de la flotte ennemie se composait, d'après les renseignements des prisonniers, aussi bien qu'à en juger par des éclats de projectiles trouvés sur divers points de l'île de Lissa ou à bord de nos navires, des pièces du plus fort calibre et même de construction toute récente. On a retrouvé des projectiles de 80 à 300 livres. On assure que l'*Affondatore* avait à bord des pièces de 600.

J'ai cru devoir, immédiatement après le combat, exprimer aux équipages de la flotte, sans distinction de grade, ma satisfaction et mes remerciements. Tout le monde, commandants, officiers et équipages, a fait son devoir; ils ont combattu avec une bravoure, un calme et une persévérance auxquels l'ennemi même ne pourra refuser de rendre hommage.

Leur conduite mérite d'autant plus d'éloges que la plupart des navires sont armés depuis peu de temps, et que, pour beaucoup d'entre eux, un intervalle de trois semaines à peine sépare le jour de l'armement de celui de la bataille. Il ne faut pas oublier non plus qu'en allant au combat, ils savaient qu'ils allaient se mesurer avec un ennemi matériellement supérieur, et que la force morale et l'habileté du marin peuvent seules contre-balancer cette supériorité.

Signé : Guillaume TEGETTHOFF,

Vice-amiral.

AUTRICHE — PRUSSE.

**Traité de paix préliminaire entre l'Autriche et la Prusse,
signé à Nikolsbourg le 26 juillet 1866.**

LL. MM. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, animés du désir de rendre à leurs pays les bienfaits de la paix, ont, à cet effet et dans le but de fixer les préliminaires de paix, nommé plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur d'Autriche : le comte Aloïs *Karolyi* et le baron Adolphe de *Brenner-Felsach* ;

Et S. M. le Roi de Prusse, son Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères, Othon comte de *Bismarck Schœnhausen*, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due

forme, sont convenus des traits fondamentaux suivants comme base de la paix à conclure sans délai.

Article 1^{er}. A l'exception du royaume Lombardo-Vénitien, le territoire de la monarchie autrichienne reste intact. S. M. le roi de Prusse prend l'engagement de retirer ses troupes des territoires autrichiens occupés par elles, dès que la paix sera conclue, sous réserve des dispositions à prendre lors de la conclusion définitive de la paix pour la garantie du paiement de l'indemnité de guerre.

Art. 2. S. M. l'Empereur d'Autriche reconnaît la dissolution de la Confédération germanique, telle qu'elle a existé jusqu'ici, et donne son assentiment à une organisation nouvelle de l'Allemagne sans la participation de l'empire d'Autriche. Sa Majesté promet également de reconnaître l'union plus étroite qui sera fondée par S. M. le Roi de Prusse au nord de la ligne du Mein, et déclare consentir à ce que les États allemands situés au milieu de cette ligne contractent une union dont les liens nationaux avec la confédération du nord de l'Allemagne feront l'objet d'une entente ultérieure entre les deux parties.

Art. 3. S. M. l'Empereur d'Autriche transfère à S. M. le Roi de Prusse tous les droits que la paix de Vienne du 20 octobre 1864 lui avait reconnus sur les duchés du Sleswig et du Holstein, avec cette réserve que les populations des districts du nord du Sleswig seront de nouveau réunis au Danemark si elles en expriment le désir par un vote librement émis.

Art. 4. S. M. l'Empereur d'Autriche prend l'engagement de payer à Sa Majesté le Roi de Prusse la somme de quarante millions de thalers pour couvrir une partie des frais que la guerre a occasionnés à la Prusse. Mais il y a lieu de retrancher de cette somme le montant de l'indemnité des frais de guerre que S. M. l'Empereur d'Autriche a encore le droit d'exiger des duchés de Sleswig et de Holstein, en vertu de l'article 12 du traité de paix du 20 octobre 1864 précité, soit 15 millions de thalers, plus 5 millions comme équivalent des frais d'entretien de l'armée prussienne, supportés par les pays de l'Autriche occupés par cette armée jusqu'au moment de la conclusion de la paix.

Art. 5. Conformément au désir exprimé par S. M. l'Empereur d'Autriche, S. M. le Roi de Prusse se déclare prêt à laisser subsister, lors des modifications qui doivent avoir lieu en Allemagne, l'état territorial du royaume de Saxe dans son étendue actuelle, en se réservant, par contre, de régler en détail, par un traité de paix spécial avec S. M. le Roi de Saxe, les questions relatives à la part de la Saxe dans les frais de guerre, ainsi qu'à la position future du royaume de Saxe dans la Confédération du nord de l'Allemagne.

Par contre, S. M. l'Empereur d'Autriche promet de reconnaître la nouvelle organisation que le Roi de Prusse établira dans le nord de

l'Allemagne, y compris les modifications territoriales qui en seront la conséquence.

Art. 6. S. M. le Roi de Prusse prend l'engagement de décider S. M. le Roi d'Italie, son allié, à donner son approbation aux préliminaires de la paix et à l'armistice basé sur ces préliminaires, dès que par une déclaration de S. M. l'Empereur des Français le royaume vénitien aura été mis à la disposition de S. M. le Roi d'Italie.

Art. 7. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Nikolsbourg, dans l'espace de deux jours au plus tard.

Art. 8. Sitôt après que la ratification de la présente convention aura été effectuée et échangée, LL. MM. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse nommeront des plénipotentiaires qui se réuniront en un lieu qui sera ultérieurement désigné, pour conclure la paix sur la base du présent traité préliminaire et s'entendre sur les conditions de détail.

Art. 9. A cet effet, les États contractants, après avoir arrêté ces préliminaires, concluront, pour les armées autrichienne et saxonne d'une part, et pour l'armée prussienne d'autre part, un armistice dont les conditions détaillées devront, au point de vue militaire, être immédiatement arrêtées. Cet armistice datera du 2 août, jour jusqu'auquel la présente suspension d'armes sera prolongée.

L'armistice sera en même temps conclu ici avec la Bavière, et le général baron de Manteuffel sera chargé de conclure, avec le royaume de Wurtemberg et les grands-duchés de Bade et de Hesse-Darmstadt, dès que ces États en feront la proposition, un armistice commençant le 2 août et basé sur l'état de possession militaire du moment.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Nikolsbourg, le 26^e jour de juillet 1866.

(L. S.) *Signé* : KAROLYI.

(L. S.) *Signé* : BRENNER.

CONVENTION D'ARMISTICE :

Les soussignés, le reldzeugmestre autrichien, comte de Degerfeld, et le général prussien, baron de Moltke, après y avoir été autorisés par S. M. le Roi de Prusse, et après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, concluent un armistice aux conditions suivantes :

Les préliminaires de la paix ayant été signés aujourd'hui, les hostilités cessent entre les troupes autrichiennes et saxonnes d'une part, et les troupes prussiennes d'autre part, et le 2 août commence un armistice de quatre semaines. Les dispositions suivantes seront valables pendant la durée de cet armistice :

Paragraphe 1^{er}. Pendant la durée de l'armistice, les troupes prussiennes conservent un rayon limité à l'ouest par la ligne Egra, Pilsen, Tabor, Neuhaus, Zlabinds, Znaïm, ces points y compris. Au midi, la limite est formée par la Thaya jusqu'à son embouchure dans la March, puis, par cette dernière rivière, en remontant jusqu'à Napajedl, et enfin par la ligne directe tirée de ce dernier point à Oderberg.

§ 2. Un rayon de deux milles autour de la forteresse d'Olmütz, et un rayon d'un mille autrichien autour des forteresses de Josephstadt, Königsgrätz et Thérésienstadt ne peuvent être occupés par l'armée prussienne, et lesdites forteresses peuvent tirer leurs approvisionnements de ces rayons. Une route d'étape d'Olmütz à Meseritsch par Weis-Kirchen, traversant le rayon prussien, est mise à la disposition de la forteresse et ne pourra pas être occupée par l'armée prussienne.

§ 3. Les routes d'étape de Meissau-Scheitelsdorf-Wittingau-Tabor, d'une part, et Malatschka-Skaliz-Napajedl, d'autre part, sont à la disposition des troupes prussiennes avec un rayon d'occupation de deux milles pour leur permettre de sortir de leurs positions pour aller occuper le rayon fixé au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Les troupes prussiennes ont la faculté de se servir, dans les limites du rayon au paragraphe 1^{er}, et pendant la durée de l'armistice, de toutes les voies de communication par terre, par eau, par chemins de fer, et le rayon fixé au paragraphe 4 pour les forteresses ne peut être un obstacle pour les communications. La section du chemin de fer de Prerau-Trubau fait exception à ces dispositions, en tant qu'elle traverse le rayon de la forteresse d'Olmütz.

§ 5. Les troupes autrichiennes sont tenues de ne pas dépasser la ligne de démarcation arrêtée le 22 juillet, avant que la queue des troupes prussiennes ait passé la Thaya. Le Gouvernement impérial sera aussitôt informé du moment où ce passage aura été effectué.

§ 6. Les malades qui se trouvent dans les parties du territoire évacuées par les troupes prussiennes, resteront dans ces localités, ainsi que les médecins et employés chargés de les soigner. En outre, le secours de l'autorité, l'entretien et les moyens de transport leur sont assurés de la part de l'Autriche. Aucun obstacle ne saurait être opposé ni pendant ni après l'armistice, à leur transport dans leur pays, dont, du reste, le Gouvernement prussien s'occupera le plus tôt possible.

§ 7. L'entretien des troupes prussiennes est à la charge des provinces occupées par elles. Il ne sera pas prélevé de contributions en argent par les Prussiens.

§ 8. Les propriétés, magasins et approvisionnements de l'État ne seront pas saisis par les Prussiens, en tant, du moins, que ces derniers n'en aient pris possession avant le commencement de l'armistice.

§ 9. Le Gouvernement impérial et royal pourvoira à ce que les employés civils retournent le plus tôt possible à leurs postes pour coopérer à l'entretien de l'armée prussienne.

Dans l'intervalle du 27 juillet au 2 août, les troupes austro-saxonnes se tiendront partout à un demi-mille de distance de la ligne de démarcation convenue le 22 courant, en tant que cette ligne est située sur la rive gauche du Danube; par contre, la ligne de démarcation précitée ne doit pas être dépassée de la part des Prussiens.

Fait à Vienne, le 26 juillet 1866.

Signé : Comte DEGENFELD.
Baron MOLTKE.

BAVIÈRE — PRUSSE.

Convention d'armistice conclue par la Prusse avec la Bavière, en date de Nikolsbourg, le 28 juillet 1866.

Art. 1^{er}. Un armistice de trois semaines aura lieu, à partir du 2 août, entre les troupes royales prussiennes et les troupes royales bavaoises.

Art. 2. Les détails plus précis de l'armistice, ainsi que la ligne de démarcation pour les troupes des deux États, seront réglés sur les bases de l'*uti possidetis* par les commandants en chef de l'armée prussienne du Mein et du corps de réserve, d'un côté, et de l'armée bavaoise de l'autre.

Art. 3. Le Gouvernement bavaois s'oblige à faire en sorte qu'il ne soit mis aucun obstacle au retour immédiat des troupes des États du nord de l'Allemagne qui se trouvent encore à Ulm, à Rastadt et à Mayence, dans leurs foyers, et pour qu'elles puissent rentrer chez elles sous l'application des dispositions d'usage pour l'entretien.

Le soussigné, plénipotentiaire royal prussien, déclare en même temps que S. M. le Roi de Prusse a autorisé son commandant de l'armée du Mein à accorder aussi aux troupes des Gouvernements de Wurtemberg, de Bade et du grand-duché de Hesse qui se trouvent en face de lui, un armistice commençant le même jour et de la même durée, sur la base de l'*uti possidetis*, aussitôt qu'ils le demanderont.

Après la conclusion de l'armistice, des négociations sur une paix entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi

de Wurtemberg et LL. AA. RR. les Grands-Ducs de Bade et de Hesse-Damstadt seront ouvertes à Berlin.

Nikolsbourg, le 28 juillet 1866.

(L. S.) *Signé* : DE BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : Baron DE PFORDTEN.

WURTEMBERG — PRUSSE.

**Convention d'armistice conclue à Eisingen, près Wurtzbourg,
le 1^{er} août 1866, entre la Prusse et le Wurtemberg.**

Art. 1^{er}. Entre les troupes royales prussiennes et leurs alliés, d'une part, et les troupes royales wurtembergeoises, d'autre part, est conclu un armistice pour la durée de trois semaines, savoir, à partir du 2 jusqu'au 22 août, ces deux jours inclusivement. Les dispositions suivantes ont été convenues pour la durée de cet armistice :

Art. 2. Au cas où des troupes wurtembergeoises resteraient cantonnées en Bavière, elles ne pourront venir sur la rive droite du Mein, ni dépasser à l'ouest la route d'Ochsenfurt à Aub, ni se rendre sur le territoire wurtembergeois.

Art. 3. Mais au cas où le Gouvernement wurtembergeois désirerait le retour des troupes sur son territoire, elles devront se servir à cet effet de la route de Rottenbourg à Crailsheim et d'autres routes situées plus à l'est et au sud-est. Mais dans le Wurtemberg ces troupes se placeraient de façon à ne pas dépasser au nord et à l'est, entre Stuttgart et Bietighiem, le chemin de fer allant de Nördlingen à Stuttgart, et de là par Bietigheim à Bretten. Il leur sera permis d'occuper la ville de Ludwigsbourg.

Art. 4. Le Gouvernement wurtembergeois fera savoir, au plus tard le 9 août, au commandant de l'armée prussienne du Mein, si les troupes wurtembergeoises prendront la position désignée dans l'article 2, ou celle désignée dans l'article 3.

Art. 5. Les troupes prussiennes et leurs alliées n'entreront dans aucune partie du royaume de Wurtemberg située au sud d'une ligne allant, à partir de la frontière de Bade et de Wurtemberg, le long du Neckar jusqu'à l'embouchure du Kocher, puis le long du Kocher jusqu'à Hull, et de Hull à la grande route de Crailsheim et Feuchtwangen.

Art. 6. Les troupes prussiennes et leurs alliées respecteront, dans les parties du Wurtemberg qu'elles occuperont, la propriété publique

et privée et n'imposeront pas de contributions. Lesdites parties du pays seront obligées d'entretenir gratuitement les troupes prussiennes d'après les taxes communiquées.

rt. 7. Le Gouvernement wurtembergeois s'oblige de faire en sorte que celles de ses troupes qui se trouvent encore à Mayence quittent cette forteresse d'ici au 8 août au plus tard, et se rendent de là, par le chemin de fer de la rive gauche, jusqu'à Ludwigshafen, puis, par Mannheim et Bruchsal, à Stuttgart, sans quitter le chemin de fer.

Art. 8. Le Gouvernement wurtembergeois s'oblige en outre à faire en sorte qu'il soit permis aux troupes des États du nord (Saxe-Weimar, Saxe-Meiningen, Lippe-Buckebourg et Reuss), en tant qu'il s'en trouve à Ulm, de rentrer immédiatement dans leurs foyers avec leurs armes et tout leur équipement, et aussi qu'elles soient entretenues sans frais tant qu'elles seront sur le territoire wurtembergeois.

En tant qu'il se trouve des troupes de ces États à Mayence et à Rastadt, le Gouvernement wurtembergeois n'élève pas d'objection à ce qu'elles rentrent dans leurs foyers.

Art. 9. Les pays de Hohenzollern seront évacués le plus tôt possible, et au plus tard jusqu'au 8 août de cette année, par les troupes et fonctionnaires wurtembergeois, ces derniers remettant leur service aux fonctionnaires prussiens, et toute la propriété publique et privée, en tant qu'elle aura éprouvé des dommages de la part des troupes ou fonctionnaires wurtembergeois, sera complètement restituée.

Art. 10. Le Gouvernement wurtembergeois s'oblige à indemniser, pour sa part proportionnelle, les sujets du royaume de Prusse et des États alliés à la Prusse qui, après que les troupes prussiennes eurent quitté Mayence, ont été expulsés de cette forteresse et ont éprouvé par suite des dommages dans leurs biens.

Art. 11. Le Gouvernement ne permettra à nulles troupes, à l'exception des troupes prussiennes ou de leurs alliées mentionnées dans l'article 5, de passer dans le Wurtemberg ou d'y prendre position. En tant qu'il s'agirait de l'usage de la route d'étapes qui appartient par des traités aux troupes bavaoises, cet usage dépendra du consentement particulier du commandant de l'armée prussienne du Mein.

Art. 12. Les plénipotentiaires wurtembergeois exprimèrent le vœu qu'il puisse être conclu aussi un armistice avec les troupes de Nassau qui jusqu'ici ont été réunies en un seul corps d'armée; le plénipotentiaire prussien refusa de satisfaire à ce vœu, parce qu'il n'avait aucune autorisation à ce sujet.

Pour faire foi, ont apposé leurs signatures :

(LL: SS.) *Signé : Baron de MANTEUFFEL, commandant en chef de l'armée du Mein; baron de NEURATH, président du conseil privé; HARBECK, ministre de la guerre; baron de VARNBULER.*

Des Conventions d'armistice à peu près semblables, ont été également conclues par la Prusse avec Bade et Hesse-Darmstadt.

PRUSSE.

Circulaire du Gouvernement prussien à ses alliés du nord de l'Allemagne, en date de Berlin, le 4 août 1866.

Par des Notes identiques du 16 juin 1866, le Gouvernement du Roi invité les États suivants : Mecklembourg-Schwerin, Saxe-Weimar, Mecklembourg-Strélitz, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, Schwarzbourg-Sondershausen, Schwarzbourg-Rudolstadt, Waldeck, Reuss branche aînée et cadette, Schaumbourg-Lippe, Lippe, Lubeck, Brême et Hambourg, à contracter avec lui une alliance qui reposerait sur les bases à concéder avec un Parlement qui devra être convoqué prochainement; en outre, à mettre sans délai leurs troupes sur le pied de guerre et à les tenir à la disposition de S. M. le Roi pour la défense de leur indépendance et de leurs droits; troisièmement, enfin, à participer à la convocation du Parlement sitôt que la Prusse y aura procédé.

Par contre, le Gouvernement prussien a fait la promesse qu'au cas où il serait fait droit à cette invitation, S. M. le Roi garantirait à ces États l'indépendance et l'intégrité de leur territoire, dans la mesure des principes du 10 juin 1866 relatifs à une nouvelle constitution fédérale.

Il n'y a que deux des États susmentionnés qui ont décliné l'invitation de la Prusse : Saxe-Meiningen et Reuss branche aînée.

L'échange de dépêches qui a eu lieu avec les autres États sur divers points de détail pendant la seconde moitié du mois passé étant terminé, le Gouvernement du Roi se trouve maintenant en état de tenir sa promesse en présentant le traité d'alliance ci-joint :

Ce traité se borne à donner la forme de convention aux suppositions et assurances de la Note identique du 18 juin 1866, et le Gouvernement du Roi espère en conséquence que la conclusion, qui est dans l'intérêt des alliés, aura lieu très-prochainement.

Les arrangements particuliers que le traité d'alliance tient ouverts et qui sont déjà tout préparés avec quelques Gouvernements, pourraient être mentionnés d'après nous dans un article additionnel et n'auraient pas besoin de retarder la conclusion du traité d'alliance.

Votre Excellence est priée de porter la présente dépêche à la con-

naissance du Gouvernement de.... et de recommander avec instance qu'on donne le plus tôt possible à l'envoyé de ce Gouvernement, à Berlin, ou à un plénipotentiaire spécial, les pouvoirs nécessaires pour conclure le traité d'alliance.

Signé : WERTHER.

Ci-joint le traité d'alliance, ainsi conçu :

Afin de donner une forme conventionnelle à l'alliance formée sur la base des Notes identiques prussiennes du 16 juin 1866 entre la Prusse, Mecklembourg-Schwerin, Saxe-Weimar, etc., les États alliés ont résolu de conclure un traité d'alliance et ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs :

S. M. le Roi de Prusse, M....

S. A. R. le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin, M....

Qui sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements de.... concluent une alliance offensive et défensive pour le maintien de l'indépendance et de l'intégrité, ainsi que de la sûreté intérieure et extérieure de leurs États, et s'engagent solidairement, dès ce moment, à la défense commune de leur État de possession qu'ils se garantissent par cette alliance.

Art. 2. Les buts de l'alliance seront assurés définitivement par une constitution fédérale sur la base des principes prussiens du 10 juin 1866, avec la participation d'un Parlement à convoquer en commun.

Art. 3. Tous les traités et conventions existants entre les alliés resteront en vigueur, et tant qu'ils ne seront pas expressément modifiés par la présente alliance.

Art. 4. Les troupes des alliés sont placées sous le commandement spécial de S. M. le Roi de Prusse. Les prestations pendant la guerre seront réglées par des arrangements particuliers.

Art. 5. Les Gouvernements alliés ordonneront, en même temps que la Prusse, les élections des députés pour le Parlement, d'après la loi électorale de l'empire allemand du 12 avril 1849, et convoqueront ce Parlement en commun avec la Prusse. En même temps, ils enverront des plénipotentiaires à Berlin pour établir, d'après les principes du 10 juin 1866, le projet de Constitution fédérale qui devra être soumis aux délibérations et au vote du Parlement.

Art. 6. La durée de l'alliance jusqu'à la formation des nouvelles relations fédérales est éventuellement fixée à un an, si la nouvelle Confédération ne devait pas être formée avant l'expiration d'une année.

Art. 7. Le présent traité d'alliance devra être ratifié et les ratifications devront être échangées à Berlin le plus tôt possible et au plus tard trois semaines après la conclusion.

**Discours prononcé par le roi Guillaume à l'ouverture
des Chambres prussiennes, le 5 août 1866.**

Illustres, nobles et chers seigneurs et Messieurs des deux
Chambres du Parlement,

En voyant réunis autour de moi les représentants du pays, je dois exprimer, avant tout, ma propre reconnaissance et celle de mon peuple pour la grâce divine qui non-seulement a aidé notre Prusse à détourner, au prix de lourds mais de féconds sacrifices, les dangers d'une attaque ennemie de nos frontières, mais aussi nous a permis d'ajouter, par une marche rapide et victorieuse de notre armée, de nouveaux lauriers à notre gloire héréditaire et d'aplanir la voie pour le développement national de l'Allemagne. Avec la bénédiction visible de Dieu, la partie de la nation en état de porter les armes a suivi avec enthousiasme l'appel au combat sacré pour l'indépendance de la patrie, et notre armée héroïque, assistée d'alliés peu nombreux, mais fidèles, a marché, à l'est comme à l'ouest, de succès en succès. Beaucoup de sang précieux a coulé; la patrie pleure beaucoup de ses vaillants enfants morts en héros dans leur triomphe, tandis que nos drapeaux se déployaient des Carpathes au Rhin.

Un accord unanime du Gouvernement et de la représentation du pays mènera à maturité les fruits qui doivent éclore de cette semence sanglante, à moins qu'elle n'ait été jetée en vain.

Chers seigneurs et Messieurs des deux Chambres du Parlement! mon Gouvernement peut tourner les regards avec satisfaction sur l'état des finances du pays. Une prévoyance scrupuleuse et une économie consciencieuse l'ont mis à même de vaincre les grandes difficultés financières qui sont la conséquence naturelle des événements actuels. Bien que déjà, dans ces dernières années, la guerre avec le Danemark ait imposé des sacrifices considérables au Trésor public, nous sommes cependant parvenus à faire face aux frais résultant jusqu'ici de la guerre actuelle, au moyen des revenus publics et des fonds existants, sans imposer d'autres charges au pays que les prestations en nature demandées pour la guerre. C'est donc avec la plus grande confiance que je viens demander les ressources qui sont nécessaires pour le succès final de la guerre et pour le paiement des prestations nationales, tout en maintenant l'ordre et la sécurité dans les finances, et j'espère qu'elles seront accordées avec empressement.

Dans les dernières années, une fixation du budget n'a pu être amenée par une entente avec la représentation du pays. Les dépenses publiques faites pendant cette période manquent donc de la base lé-

gale qui, ainsi que je le reconnais de nouveau, ne peut exister, en vertu de l'article 99 de la Constitution, qu'au moyen d'une loi annuellement concertée entre mon Gouvernement et les deux Chambres du Parlement.

Si néanmoins mon Gouvernement a géré pendant plusieurs années les affaires de l'État sans cette base légale, cela a eu lieu après un examen scrupuleux et dans la conviction consciencieuse que la continuation d'une administration régulière, l'accomplissement des obligations légales envers les créanciers et les fonctionnaires de l'État, le maintien de l'armée et des établissements publics étaient une question d'existence pour la monarchie.

Cette conduite était donc devenue une de ces nécessités absolues auxquelles ne peut et ne doit se soustraire aucun Gouvernement dans l'intérêt du pays.

J'ai la confiance que les derniers événements contribueront à amener une entente pour laquelle il est indispensable que le bill d'indemnité, demandé à la représentation du pays pour l'administration gérée sans loi de budget, soit accordé volontiers.

Le conflit sera ainsi terminé pour toujours, d'autant plus sûrement, que l'on doit s'attendre à ce que la situation politique de la patrie permette une extension des frontières de l'État et la création d'une armée fédérale militaire, placée sous le commandement de la Prusse, et dont les charges devront être également supportées par tous les membres de la Confédération. Les projets relatifs à la convocation d'une représentation nationale des États confédérés seront immédiatement présentés aux Chambres.

Messieurs, vous sentirez et toute la patrie sent avec moi la haute importance du moment qui me ramène dans la patrie. Que la Providence daigne répandre sur l'avenir de la Prusse les mêmes bénédictions qu'elle a déjà répandues si visiblement sur son récent passé ! Que Dieu le veuille !

FRANCE.

Lettre de l'empereur Napoléon au roi Victor-Emmanuel.

« Monsieur mon frère,

« J'ai appris avec plaisir que Votre Majesté avait adhéré à l'armistice
« et aux préliminaires de paix signés entre le roi de Prusse et l'em-
« pereur d'Autriche. Il est donc probable qu'une nouvelle ère de

« tranquillité va s'ouvrir pour l'Europe. Votre Majesté sait que j'ai
 « accepté l'offre de la Vénétie pour la préserver de toute dévastation
 « et prévenir une effusion de sang inutile. Mon but a toujours été de
 « la rendre à elle-même afin que l'Italie fût libre des Alpes à l'Adria-
 « tique. Maîtresse de ses destinées, la Vénétie pourra bientôt par le
 « suffrage universel exprimer sa volonté.

« Votre Majesté reconnaîtra que dans ces circonstances l'action de
 « la France s'est encore exercée en faveur de l'humanité et de l'indé-
 « pendance des peuples.

« Je vous renouvelle l'assurance des sentiments de haute estime et
 « de sincère amitié avec lesquels je suis,

« De Votre Majesté,

« le bon frère,

« NAPOLEON. »

Saint-Cloud, 11 août 1866.

Cette lettre, publiée dans le *Moniteur français* du 1^{er} septembre, est précédée de la note suivante.

L'Empereur, en acceptant la cession de la Vénétie, a été guidé par le désir de contribuer à écarter une des causes principales de la dernière guerre et à hâter la suspension des hostilités. Aussitôt que la signature d'un armistice en Italie a été décidée, le Gouvernement de Sa Majesté a employé ses efforts pour préparer les voies à la conclusion de la paix entre le cabinet de Vienne et celui de Florence. Il était nécessaire de régulariser préalablement la cession faite à Sa Majesté par l'empereur François-Joseph. Un traité a été signé à cet effet le 24 de ce mois entre la France et l'Autriche, et les ratifications en ont été échangées aujourd'hui à Vienne. En vertu de cet acte, la remise des forteresses et des territoires du royaume lombard-vénitien sera effectuée par un commissaire autrichien entre les mains du commissaire français qui se trouve dès à présent en Vénétie. Le délégué de la France s'entendra ensuite avec les autorités vénitiennes pour leur transmettre les droits de possession qu'il aura reçus, et les populations seront appelées à prononcer elles-mêmes sur le sort de leur pays. Sous cette réserve, Sa Majesté n'a point hésité à déclarer, dès le 29 juillet, qu'elle consentait à la réunion au royaume d'Italie des provinces cédées par l'Autriche.

L'Empereur a fait connaître ses intentions à S. M. le roi Victor-Emmanuel par la lettre suivante :

AUTRICHE — ITALIE.

**Convention d'armistice conclue le 12 août 1866 entre les
Commissaires militaires de l'Autriche et de l'Italie.**

1° L'armistice commencera le 13 août, à midi, et durera quatre semaines, c'est-à-dire jusqu'au 9 septembre. Les hostilités ne pourront recommencer que sur un préavis de dix jours. Faute de préavis, l'armistice sera considéré comme prolongé.

2° Les limites des territoires occupés par les troupes pendant la durée de l'armistice seront les suivantes, c'est-à-dire, pour les troupes autrichiennes :

(a) La frontière actuelle lombardo-vénitienne du lac de Garde au Pô.

(b) Le Pô jusqu'à un kilomètre au-dessous d'Ostiglia, et de là une ligne droite jusqu'à sept kilomètres et demi au-dessous de Legnano sur l'Adige, près de la villa Bartolomea.

(c) Le prolongement de ladite ligne jusqu'à la Fratta, la rive droite de ce cours d'eau jusqu'à Pavruano; de là une ligne qui, par Lobbia, va au confluent du Chiampo avec l'Alpone; puis la rive droite de ce dernier jusqu'au sommet des Tre Croci à la frontière politique.

(d) La frontière politique, depuis l'embouchure du fleuve Ausa Porto Buso jusque près de Villa, puis un périmètre de sept kilomètres et demi autour des ouvrages extérieurs de Palmanova, lequel, commençant à Villa et passant entre Gonaro et Morsano, finit à Percotto Torre, la rive gauche du torrent Torre, à Tarcento, et de là par Prato Magnano à Salt entre Osopo et Gemona.

Au Tagliamento, la rive gauche du Tagliamento jusqu'au pied du Monte Cretis et le revers des monts qui séparent les vallées de San Pietro et de Goito jusqu'au mont Cagliano sur la frontière politique.

(e) Autour du fort Malghera, un périmètre de sept kilomètres et demi. Le Gouvernement italien a la faculté de se servir de la partie du chemin de fer de Padoue à Trévise comprise dans ce périmètre.

(f) Le même périmètre de sept kilomètres et demi autour des autres ouvrages de fortifications extérieures de Venise. Dans les localités où il n'y aura pas une étendue égale à ces périmètres, la lagune; — et, s'il y a des canaux extérieurs à proximité de ces périmètres, la rive intérieure de ces mêmes canaux.

Le fort de Cavanella d'Adige ne sera occupé par aucune des deux troupes.

La navigation du canal Loreo et du Pô à l'est sera libre pour les troupes royales italiennes.

(g) Les limites de toutes les parties de la Vénétie qui ne sont pas occupées par les troupes autrichiennes.

3° L'approvisionnement de Venise sera libre.

4° L'accès dans les territoires réservés aux troupes autrichiennes est interdit aux troupes royales et aux volontaires italiens. L'accès dans les territoires réservés aux troupes italiennes est également interdit aux troupes et aux volontaires autrichiens.

Faculté est cependant accordée aux officiers d'une armée de traverser, pour des motifs de service, le territoire réservé à l'autre en se faisant réciproquement accompagner.

5° On échangeera réciproquement les prisonniers : l'Autriche les consignera à Udine, l'Italie à Peschiera.

6° Les employés italiens qui se trouvent dans les territoires occupés par les troupes impériales royales ne seront pas molestés, et ne le seront pas réciproquement les employés et les militaires autrichiens en retraite qui se trouvent dans les territoires occupés par les troupes italiennes.

7° Est admis le retour des internés des deux parties; toutefois ils ne pourront pas entrer dans les forteresses occupées par les troupes du Gouvernement qui les a internés.

Corrono, le 12 août 1866.

(L. S.) *Signé : A. PETITTI, général.*

(L. S.) *Signé : CHARLES MORING, général.*

ITALIE.

Circulaire du Président du Conseil des ministres à tous les Préfets et Sous-Préfets. 13 août 1866.

Hier soir, j'ai donné la nouvelle de la signature de l'armistice, et maintenant vont s'ouvrir les négociations pour la paix que le Gouvernement s'efforcera de rendre honorable et utile au pays. Faites comprendre aux populations et aussi à la presse que ce n'est pas le moment des résistances ni des récriminations.

La situation intérieure et extérieure du pays est connue de tous; mais, si le vrai patriotisme sait sonder les maux du pays, il sait aussi les taire à temps et les soulager également à temps. Aujourd'hui il faut ce patriotisme dont le trait caractéristique essentiel est de ne pas substituer ses aspirations personnelles aux besoins de la patrie.

Les âpres polémiques et les récriminations inopportunes seraient

une preuve de faiblesse intérieure, qui profiterait aux ennemis de toute manière et troublerait l'action du Gouvernement, qui, aujourd'hui plus que jamais, doit être libre et fortifiée par l'opinion publique en se présentant aux négociations de paix.

Je sens que le Gouvernement a le droit et la confiance des Italiens, attendu que tout ce qui pourra contribuer au bien du pays, il le fera ; il est décidé à remplir son devoir jusqu'au bout et à employer tous ses efforts pour que l'Italie sorte de la condition actuelle plus forte et plus assurée.

Confiance dans le Gouvernement, concorde et modération dans la population : tels sont les sentiments d'où doit jaillir la force qui nous fera triompher des obstacles et réaliser dignement les destinées de la nation.

Le Président du Conseil des ministres,

Signé : RICASOLI.

PRUSSE.

Adresse de la Chambre des seigneurs de Prusse, en réponse au discours du Trône, le 13 août 1866.

Très-auguste et très-puissant Roi ! Très-gracieux Roi et maître !

La Chambre des seigneurs s'approche aujourd'hui du trône de Votre Majesté Royale, remplie des plus profonds sentiments de gratitude envers le Dieu tout-puissant. C'est lui qui a permis à l'armée prussienne, conduite au combat par Votre Majesté elle-même, de remporter une série continue, presque sans exemple dans l'histoire, de victoires rapides et brillantes. La Chambre, la Prusse entière a une confiance inébranlable en sa protection, quels que puissent être les dangers et les luttes que dans sa sagesse il réserve à l'Europe et à notre patrie.

Votre Majesté a elle-même déclaré formellement que la guerre contre l'Autriche n'a été entreprise qu'après l'examen le plus approfondi et lorsque, par cet examen, on se fut fermement convaincu qu'il était absolument nécessaire de se défendre contre une agression que la Prusse n'avait ni provoquée ni motivée. Cette parole royale dissipe le regret que nous aurait fait ressentir sans cela, de même qu'à Votre Majesté elle-même, la guerre avec une puissance dont les drapeaux se sont unis à ceux de la Prusse à une époque éternellement mémorable, et, il y a peu d'années encore, pour combattre des ennemis com-

muns. Nous avons sincèrement regretté que d'autres États allemands encore, ordinairement alliés à la Prusse, se soient joints à l'Autriche pour combattre les armées prussiennes et que dans les grandes batailles des derniers temps le sang allemand ait coulé des deux côtés.

Toutefois, puisque les dissentiments avec l'Autriche sont nés des inconvénients de l'organisation de la Confédération germanique, nous pouvons espérer qu'à partir de la nouvelle conclusion de la paix, grâce à la sortie de l'Empire de la Confédération, des relations sans troubles s'établiront entre les Gouvernements de Prusse et d'Autriche et se maintiendront dans l'intérêt commun des deux puissantes monarchies. La réorganisation de l'Allemagne sous les auspices de Votre Majesté exclura à l'avenir tous conflits sanglants entre les États allemands.

L'issue glorieuse de la guerre fournit un nouveau et irréfutable témoignage des résultats merveilleusement heureux de la réorganisation militaire commencée et continuée par Votre Majesté elle-même d'une main ferme, et prouve la nécessité de la poursuivre jusqu'au bout. Le peuple prussien en armes a subi l'épreuve à laquelle son seigneur et maître l'avait appelé. L'Europe sait maintenant que la Prusse peut, même sans le secours d'alliés puissants, accepter avec une entière confiance en elle-même tout combat qui lui sera offert pour des prétentions injustes, et qu'elle le soutiendra avec une nouvelle gloire.

C'est à la sagesse et à la fermeté de Votre Majesté que nous sommes redevables d'avoir atteint de si grands succès dans les préliminaires de paix; nous reconnaissons volontiers le désintéressement dont a fait preuve une puissance étrangère qui a servi de médiatrice, ainsi que la justesse avec laquelle elle a apprécié les circonstances. Quelques lourds que soient les sacrifices de la guerre, quelque précieux que soit le sang qu'ont versé les armées victorieuses de la Prusse et les guerriers allemands qui ont combattu avec elle, ces sacrifices et le noble sang qui a été répandu sont des semences, dont la patrie recueillera inmanquablement tôt ou tard les riches fruits.

La sollicitude paternelle de Votre Majesté saura récompenser les sacrifices, que même la guerre la plus heureuse impose à tous les pays et à toutes les classes de citoyens. Les guerriers dont les blessures prouvent leur dévouement courageux, les veuves et les orphelins des braves qui ont scellé leur fidélité de leur mort, n'attendront assurément pas en vain de la charité royale des soulagements pour leurs souffrances. La représentation du pays se fera un devoir agréable d'y coopérer. Nous ne croyons pas devoir anticiper sur la haute sagesse de Votre Majesté, ni sur ses propres sentiments; pour ce qui est maintenant nécessaire à la patrie prussienne. Arrivé au plus haut point de

la gloire et des victoires, Votre Majesté a fait preuve d'une généreuse modération. La sagesse de Votre Majesté, nous en avons la confiance ainsi que toute la nation, saura réunir les parties, jusqu'ici séparées, de la monarchie, afin que dans ses futures frontières la Prusse ait des garanties pour sa propre sécurité et la position qui est nécessaire pour que la paix de l'Allemagne et de l'Europe soit sauvegardée en toutes circonstances et qu'il soit impossible désormais qu'une armée ennemie se trouve, prête à la guerre, au milieu des États prussiens.

Sous ce rapport et sous tous les autres, nous attendons respectueusement les résolutions de Votre Majesté sur le règlement ultérieur des affaires politiques de la patrie, et nous sommes certains que, sous le glorieux sceptre de sa royauté, la Prusse s'avancera immuablement vers la réalisation de sa vocation allemande, et verra augmenter sa puissance extérieure et sa prospérité intérieure.

Nous sommes, avec un profond respect, jusqu'à la mort, les serviteurs dévoués et fidèles de Votre Majesté.

La Chambre des seigneurs.

PRUSSE — WURTEMBERG.

Traité de paix conclu à Berlin le 13 août 1866.

Leurs Majestés le roi de Wurtemberg et le roi de Prusse, guidés par le désir d'assurer à leurs peuples les bienfaits de la paix, ont résolu de s'entendre sur les dispositions d'un traité de paix à conclure. Leurs Majestés ont, à cet effet, nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté le roi de Wurtemberg, le ministre de la maison royale et des affaires étrangères, M. le baron Charles de Varnbuhler-d'Hemmingen, grand-croix, etc., et M. le lieutenant général Oscar de Hardegg, ministre de la guerre, grand-croix, etc. ;

Sa Majesté le roi de Prusse, son premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. le comte Othon de Bismarck-Schöenhausen, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Noir, etc., et son conseiller intime, chambellan et ambassadeur, M. Ch.-Frédéric de Savigny, grand-croix, etc.

Lesdits plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

Art. 1^{er} La paix et l'amitié doivent être maintenant à jamais signées entre LL. MM. le roi de Wurtemberg et le roi de Prusse, entre leurs héritiers et successeurs, ainsi qu'entre leurs États et leurs sujets.

Art. 2. S. M. le roi de Wurtemberg s'engage à payer au roi de Prusse, dans le délai de deux mois, la somme de huit millions de florins, à titre d'indemnité pour les frais de guerre de la Prusse.

Le paiement de cette somme décharge S. M. le roi de Wurtemberg des engagements pris et stipulés dans les §§ 9 et 10 de la convention d'armistice datée d'Eisingen près de Wurzburg, le 1^{er} août 1866.

(Ces paragraphes sont ainsi conçus :

§ 9. Les États de Hohenzollern doivent être évacués le plus tôt possible et au plus tard le 8 août, par les troupes et les employés wurtembergeois; ces derniers sont tenus de remettre leurs fonctions aux employés prussiens respectifs, de restituer intégralement les propriétés de l'État et les propriétés privées, et de fournir des dédommagements pour les avaries que lesdites propriétés peuvent avoir subies.

§ 10. Le gouvernement du roi de Wurtemberg s'engage à indemniser, pour la part qui lui incombe, les sujets du roi de Prusse ou de ses alliés qui ont été expulsés de la forteresse de Mayence après le départ des troupes prussiennes.)

Art. 3. S. M. le roi de Wurtemberg garantit l'acquittement de cette somme par le dépôt d'obligations d'État wurtembergeoises de 3 1/2 et 4 1/2 0/0 jusqu'à concurrence de 8 millions.

Ces obligations seront admises au cours du jour et la somme de garantie sera élevée de 10 0/0.

Art. 4. S. M. le roi de Wurtemberg a la faculté de payer cette indemnité totalement ou en partie avant le terme fixé, sous déduction d'un escompte de 5 0/0 l'an.

Art. 5. S. M. le roi de Prusse retirera ses troupes du territoire wurtembergeois immédiatement après la prestation de la garantie stipulée par l'article 3, ou après le paiement de l'indemnité.

A leur retour, les troupes seront entretenues conformément au règlement fédéral sur l'entretien des troupes.

Art. 6. La répartition de la part de propriété revenant à la ci-devant Confédération germanique sera réglée ultérieurement par convention spéciale.

Art. 7. Immédiatement après la conclusion de la paix, les hauts contractants entreront en négociations au sujet de la régularisation des affaires douanières.

En attendant, le traité douanier du 16 mai 1865 et les conventions s'y rattachant, que la guerre avait rompus de fait, rentreront en vigueur; chacun des hauts contractants se réserve toutefois la faculté de dénoncer ce traité six mois d'avance.

Art. 8. Immédiatement après le rétablissement de la paix en Allemagne, les hauts contractants provoqueront la nomination de commissaires chargés d'élaborer les bases d'un règlement, en vue de l'amélioration du service des voyageurs et des marchandises sur les chemins de fer, de régler notamment les rapports de concurrence d'une manière équitable, et de s'opposer aux tendances de certaines administrations particulières, tendances nuisibles aux intérêts de mouvement général.

Les hauts contractants étant d'accord pour reconnaître la nécessité d'établir de nouvelles voies de communications ferrées, au point de l'intérêt général, chargeront également les commissaires en question d'élaborer un règlement d'après les principes commandés par les intérêts du mouvement général.

Art. 9. S. M. le roi de Wurtemberg reconnaît les dispositions stipulées dans ce traité préliminaire, conclu le 26 juillet 1866 à Nikolsbourg entre la Prusse et l'Autriche; le roi de Wurtemberg adhère également à ce traité et à ses stipulations, en tant que celles-ci se rapportent à l'avenir de l'Allemagne.

Art. 10. La ratification du présent traité devra avoir lieu au plus tard le 21 août prochain.

Les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont fait un double du présent traité, qu'ils ont pourvu de leurs signatures et de leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 13 août 1866.

(L. S.) Signé : VARNEBUHLER.

(L. S.) Signé : HARDEGG.

(L. S.) Signé : DE BIMARSCK.

(L. S.) Signé : DE SAVIGNY.

SAXE ROYALE.

Lettre du baron de Beust au Roi, pour lui demander de le relever de ses fonctions, en date de Vienne, le 15 août 1866.

Très-sérénissime et très-gracieux roi et seigneur,

Votre Majesté avait daigné agréer ma très-humble proposition de prendre part personnellement aux négociations de paix sur le point d'être ouvertes à Berlin. Je devais d'autant plus être reconnaissant de cette faveur, que je l'avais sollicitée précisément afin qu'il n'existât

pas de doute sur ce point, à savoir : que je ne voulais nullement me soustraire à des devoirs rendus plus difficiles par les circonstances actuelles, et que j'étais tout prêt à tenter de rétablir sous la vraie lumière, verbalement, directement et ouvertement tout ce qui a été fait par le gouvernement de Votre Majesté, et à préparer ainsi, en combattant plus d'une hypothèse erronée, un terrain plus favorable aux négociations. Cependant on a décliné ma participation à Berlin.

Comme Votre Majesté s'en souvient, dès le jour de la signature des préliminaires de la paix entre l'Autriche et la Prusse, j'ai soumis à la considération de Votre Majesté la question de savoir si, maintenant qu'il s'agit d'arriver à un arrangement avec le gouvernement royal prussien, ma personne ne présenterait pas un obstacle à cet arrangement, et s'il n'y avait pas lieu de chercher à écarter cet obstacle.

L'opinion ci-dessus formulée ne peut que m'affermir dans cette hypothèse, et je tiens dès lors pour devoir, vis-à-vis de Votre Majesté et du pays, de mettre ma démission aux pieds de Votre Majesté, quelque douloureux qu'il soit pour moi de me retirer, précisément au moment actuel, du service de Votre Majesté.

C'est une activité ministérielle de plus de dix-sept ans qui s'achève ainsi. Son commencement fut marqué, comme l'est sa fin, par un profond ébranlement de notre situation publique.

Je me sais innocent du reproche d'avoir provoqué l'une ou l'autre de ces perturbations, et, tout au contraire, j'ai la conviction d'avoir dans ces doubles circonstances constamment défendu le droit et d'avoir fait mon devoir, toujours d'accord en cela avec les principes et les sentiments de mon Seigneur et Roi.

Je prie Votre Majesté de daigner me relever en toute grâce de mes fonctions, et de croire que pénétré du souvenir heureux d'avoir pu, sous la direction de Votre Majesté, consacrer mes forces à la patrie, je m'efforcerai également dans l'avenir de me montrer digne des nombreux et inoubliables témoignages de confiance et d'indulgence dont j'ai été comblé.

Je suis, Sire, avec le plus profond respect, de Votre Majesté, le plus dévoué et le plus obéissant sujet,

Signé : Frédéric, baron de BEUST.

Vienne, le 15 août 1866.

Réponse du Roi à la lettre, en date du 15 août, du baron de Beust, datée de Schoenbrunn, le 16 août 1866.

Mon cher Ministre d'État, baron de Beust,

J'ai reçu, dans la soirée d'hier, votre demande de démission, et je reconnais, dans les motifs qui ont dicté votre démarche, les mêmes sentiments de loyal dévouement au prince et à la patrie dont vous avez fait preuve pendant toute la durée de vos services.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien est douloureuse l'idée de me séparer de vous. Depuis mon avènement au trône, vous vous êtes fidèlement tenu à mes côtés, aux bons comme aux mauvais jours, et vous m'avez journellement fourni l'occasion de reconnaître vos grandes aptitudes d'homme d'État, votre activité et votre inébranlable attachement. Vos conseils, qui ont été constamment consciencieux et mûrement réfléchis, et toujours dictés par la situation des choses, et non point par des penchants ou des répugnances personnels, se sont, par votre longue expérience, toujours montrés utiles. Notre accord sur les questions les plus importantes fut toujours rapidement établi, et de même que je savais sûrement que dans toutes les affaires conduites par vous rien d'essentiel ne se faisait jamais à mon insu, de même aussi j'étais persuadé que, même quand nous différions d'opinion, mes instructions furent constamment suivies.

Je ne puis que déplorer sincèrement la cessation de rapports aussi heureux et aussi constamment utiles. Si cependant j'accède par la présente à votre requête, je ne le fais qu'en considération des motifs politiques puissants que vous faites valoir et qui demandent de sacrifier, au profit de mon pays, mes désirs et mes sentiments personnels, et je ne le fais qu'après vous avoir assuré de ma gratitude pour les services importants que vous m'avez rendus, à moi et à feu mon frère, et mes sentiments de vraie bienveillance et de sincère estime pour votre personne resteront invariables, même dans les rapports désormais changés.

Je suis avec l'estime la plus distinguée et la sympathie la plus sincère, mon cher ministre baron de Beust,

Votre plus dévoué,

Signé : JEAN.

Schoenbrunn, le 16 août 1866.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME DE LA SIXIÈME ANNÉE.

(1866)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

	1863	Pages.
Mars.....	28 <i>Belgique, Prusse</i> . Traité de navigation.....	145
—	28 <i>Belgique, Prusse</i> . Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	151

	1864	
Mai.....	16 <i>France, Brésil, Haïti, Italie, Portugal</i> . Convention pour l'établissement d'une ligne télégraphique transatlantique	156

	1865	
Mai.....	10-19. <i>Danemark, France, Brésil, Haïti, Italie, Portugal</i> . Accession du Danemark à la Convention du 16 mai 1864.....	162
—	22 <i>Belgique, Prusse</i> (Zollverein). Traité de commerce.....	163
—	31 <i>Maroc, France, Autriche, Belgique, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède</i> . Convention concernant l'administration et l'entretien du phare du cap Spartel..	172
Juillet.....	19 <i>France, Hanovre</i> . Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	175
Décembre.	23 <i>Belgique, France, Italie, Suisse</i> . Convention monétaire.....	181

	1866	
Juillet....	26 <i>Autriche, Prusse</i> . Traité de paix préliminaire de Nikolsbourg....	403
—	28 <i>Bavière, Prusse</i> . Convention d'armistice de Nikolsbourg.....	407
Août.....	1 <i>Wurtemberg, Prusse</i> . Convention d'armistice d'Eisingen	408
—	12 <i>Autriche, Italie</i> . Convention d'armistice.....	413
—	13 <i>Prusse, Wurtemberg</i> . Traité de Paix.....	415

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

	1859	
Mai.....	12 <i>Prusse</i> . Dépêche confidentielle de M. de Bismarck, ministre à Saint-Petersbourg, au baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères, sur la nécessité de réformer la Constitution de la Confédération germanique.....	5

		1859	Pages.
Mai.....	28	<i>France</i> . Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys. Signature, le 27 septembre, d'une Convention pour la conclusion des réclama- tions françaises.....	334
		1864	
Décembre.	6	<i>Italie</i> . Note du général de La Marmora au comte d'Usedom, ministre de Prusse à Turin, sur les rapports entre l'Italie et l'Autriche dans les provinces limitrophes de la Lombardie et de la Vénétie.....	229
		1865	
Janvier....	6	<i>Prusse</i> . Dépêche du comte d'Usedom au général de La Marmora en réponse à sa Note du 6 décembre 1864 au sujet des rapports avec l'Autriche dans les provinces limitrophes	246
Mars.....	25	<i>Italie</i> . Note du général de La Marmora au commandeur Vegezzi lui envoyant ses instructions.....	263
		Annexe I. Liste des sièges vacants.....	270
		Annexe II. Liste des évêques absents de leurs diocèses.....	272
		Annexe III. Liste des évêques nommés par le Pape aux sièges vacants dans les Romagnes, les Marches et l'Ombrie.....	274
		Annexe IV. Extrait de la gazette officielle du Royaume d'Italie du 23 décembre 1863.....	274
Avril.....	27	<i>Italie</i> . Dépêche du chevalier Nigra au général de La Marmora au sujet de l'impression favorable produite sur le Gouvernement français par la mission du commandeur Vegezzi.....	282
	29	<i>Italie</i> . Dépêche du général de La Marmora au commandeur Vegezzi au sujet des vues du Gouvernement italien à propos de sa mission à Rome.	275
		Annexe. Formule générique du serment usité dans le Royaume d'Italie	278
Mai.....	2	<i>Italie</i> . Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets au sujet du retrait de la loi sur les corporations religieuses et sur le caractère de la mission confiée au commandeur Vegezzi.....	280
—	22	<i>Italie</i> . Dépêche du général de La Marmora au commandeur Ve- gezzi, le référant à ses instructions pour ses négociations avec la Cour de Rome.....	282
		Annexe. Nouvelles instructions du Gouvernement italien.....	283
Juin.....	29	<i>Italie</i> . Dépêche du général de La Marmora au commandeur Ve- gezzi, regrettant l'impossibilité d'arriver à une entente avec le Saint-Siège.....	285
Juillet....	3	<i>Italie</i> . Dépêche du commandeur Vegezzi au général de La Mar- mora pour lui envoyer son rapport sur la seconde période de sa mission à Rome.....	287
—	5	<i>Italie</i> . Circulaire du général de La Marmora aux agents diploma- tiques de l'Italie à l'étranger sur les négociations du commandeur Vegezzi.....	303
—	8	<i>Italie</i> . Rapport du président du Conseil au Roi sur les négociations avec le Saint-Siège.....	307
—		<i>États-Romains</i> . Exposé du Gouvernement romain au sujet des né- gociations entamées avec le commandeur Vegezzi pour le règle- ment de certaines questions religieuses.....	313
Août.....	14	<i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano au sujet de la nécessité de régler promptement le sort des nationaux fran- çais au Mexique.....	324
—	30	<i>Prusse</i> . Note du chevalier Bunsen au général de La Marmora, rapports de l'Italie et de l'Autriche dans les provinces limitro- phes.....	274

1865

Pages.

	Annexe. 1865, août 21. <i>Autriche</i> . Note de M. de Meysenbug au chevalier Bunsen.....	247
Août.....	30 <i>Norvège</i> . Message royal annonçant l'ouverture du Storthing de Norvège.....	237
Septembre.	28 <i>France</i> . Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys. Signature le 27 septembre, d'une convention pour la conclusion des réclamations françaises.....	334
Octobre...	24 <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la session de la Diète....	256
Novembre.	10 <i>Italie</i> . Dépêche du comte de Barral, à Berlin, au général de La Marmora sur la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Bavière...	230
—	14 <i>Italie</i> . <i>Le même au même</i> sur la reconnaissance du Royaume d'Italie par le Royaume de Saxe.....	231
—	14 <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano. Observations sur la Convention du 27 septembre.....	335
—	15 <i>Italie</i> . Réponse du général de La Marmora à la dépêche du comte de Barral du 10 novembre.....	231
—	17 <i>Bavière</i> . Dépêche du baron von der Pforden au comte Cito, envoyé des Deux-Siciles à Munich, lui annonçant que le Gouvernement bavarois est décidé de reconnaître le Royaume d'Italie....	199
—	18 <i>Italie</i> . Réponse du général de La Marmora à la dépêche du comte de Barral du 14 novembre.....	232
—	18 <i>Italie</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la 9 ^e législature du Parlement italien.....	233
—	19 <i>États-Romains</i> . Circulaire du cardinal Antonelli aux agents diplomatiques du Saint-Siège à l'étranger relativement à l'exécution de la Convention du 15 septembre.....	204
—	25 <i>Italie</i> . Circulaire du général de La Marmora aux agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger, au sujet des rapports avec l'Autriche.	235
Décembre.	28 <i>France</i> . Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys. Modifications à la Convention du 27 septembre consenties par le Gouvernement mexicain.....	337

1866

Janvier...	2 <i>Portugal</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Cortès.....	240
—	14 <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano. S'entendre avec le Gouvernement mexicain pour mettre un terme à l'occupation française.....	339
—	15 <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano. Considérations en faveur de la cessation de l'occupation française au Mexique..	340
—	15 <i>Prusse</i> . Discours du comte de Bismarck pour l'ouverture des Chambres prussiennes.....	248
—	18 <i>France</i> . Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys. Remise des titres du second emprunt mexicain à la France contre paiement des réclamations françaises.....	338
Février...	6 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de la Reine à l'ouverture du Parlement anglais.....	221
—	9 <i>France</i> . Dépêche de M. Dano à M. Drouyn de Lhuys. Le gouvernement mexicain demande la ratification de la convention du 27 septembre.....	339
—	12 <i>États-Unis</i> . Note de M. Seward au marquis de Montholon exposant, à propos du Mexique, les principes qui dirigent la politique du cabinet de Washington en ce qui concerne le continent américain.....	318
—	16 <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano. Fixation des termes successifs de l'évacuation des troupes françaises.....	343
—	23 <i>Prusse</i> . Discours du comte de Bismarck à la clôture des Chambres prussiennes.....	251

1866

		Pages.
Mars.....	9 <i>France</i> . Dépêche de M. Dano à M. Dronyn de Lhuys. Date de l'évacuation successive des troupes françaises.....	344
—	24 <i>Hesse-Darmstadt</i> . Patente relative à l'avènement du grand-duc dans le Landgraviat de Hesse-Hombourg.....	228
Avril.....	6 <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon, en réponse à la note du 12 février de M. Seward, annonçant les époques de l'évacuation du Mexique par les troupes françaises... 332	
Mai.....	3 <i>Bésil</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres.....	200
—	7 <i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther, sur la solution de la question des duchés de l'Elbe.....	10
—	19 <i>Prusse</i> . Décret royal relatif à la capture des navires marchands appartenant à l'ennemi.....	12
—	23 <i>Wurtemberg</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	12
—	24 <i>Confédération germanique</i> . Séance de la Diète. Acceptation d'une motion de la Bavière et de sept autres gouvernements touchant la sauvegarde de la paix générale.....	13
—	24 <i>Confédération germanique</i> . Déclaration d'Oldenbourg à la Diète..	15
—	24 <i>Prusse</i> . Déclaration à la Diète germanique sur les conditions pour ramener les troupes prussiennes à l'effectif de paix.....	15
—	25 <i>France</i> . Note du <i>Moniteur</i> pour annoncer la proposition d'une Conférence à Paris.....	17
—	25 <i>Autriche</i> . Décret déclarant un emprunt forcé dans les provinces vénitiennes.....	17
—	25 <i>Russie</i> . Rescrit de l'Empereur au prince Paul Gagarine, président du Conseil, à la suite de la tentative d'assassinat commise sur sa personne.....	253
—	26 <i>Wurtemberg</i> . Dépêche de M. de Varnbüler au comte de Linden, en réponse à la dépêche du comte de Bismarck du 22 mai.....	19
—	27 <i>Bavière</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	21
—	27 <i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger sur la question de la réforme fédérale allemande.....	22
—	28 <i>Saxe Royale</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	24
—	28 <i>Grande-Bretagne</i> . Circulaire du comte de Clarendon aux ministres d'Angleterre près les cours allemandes et à Berne, au sujet de la réunion d'une Conférence à Paris.....	26
—	29 <i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck aux représentants de la Prusse à Paris, Londres et Saint-Petersbourg, en réponse aux notes identiques d'invitation à la Conférence de Paris.....	27
—	29 <i>Deux-Siciles</i> . Lettre du général del Re, ministre de François II, au baron de Winpeare, agent du Roi à Vienne, repoussant toute participation au brigandage dans les provinces napolitaines.	202
—	29 <i>Portugal</i> . Circulaire de M. Cazal Ribeiro aux agents diplomatiques du Portugal à l'étranger au sujet de la politique extérieure.....	242
Juin.....	1 <i>Italie</i> . Dépêche du général de La Marmora aux ministres d'Italie à Paris, à Londres et à Saint-Petersbourg, en réponse à la proposition d'une Conférence à Paris.....	28
—	1 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	29
—	1 <i>Autriche</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	30
—	1 <i>Prusse</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	33
—	1 <i>Confédération germanique</i> . Rapport sur la proposition d'une Conférence à Paris.....	34
—	1 <i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly aux représentants de l'Autriche à Paris, à Londres et à Saint-Petersbourg, en réponse à la proposition d'une Conférence à Paris.....	36
—	1 <i>Autriche</i> . Instructions accompagnant la dépêche du même jour....	38

1866

	Pages.
Juin. 1 <i>Confédération germanique</i> . Note du baron de Kübeck à sir A. Malet, en réponse à la proposition d'une Conférence à Paris.....	41
— 2 <i>Saxe Royale</i> . Dépêche du baron de Beust au comte de Hohenthal, en réponse à la dépêche du comte de Bismarck du 22 mai.....	42
— 4 <i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger, au sujet de la déclaration de l'Autriche dans la séance de la Diète germanique du 1 ^{er} juin.....	44
— 4 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Bigelow, à Paris, à M. Seward au sujet du retrait des troupes françaises du Mexique.....	218
— 5 <i>Grande-Bretagne</i> . Circulaire de lord Clarendon aux représentants de l'Angleterre près les Cours allemandes et à Berne, annonçant l'avortement de la Conférence à Paris.....	47
— 7 <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Johnson contre les Fénians.....	220
— 7 <i>France</i> . Note du <i>Moniteur</i> relative à la rupture des négociations, en vue de la réunion d'une Conférence à Paris.....	48
— 7 <i>Prusse</i> . Proclamation du général de Manteuffel aux habitants du Schleswig.....	49
— 8 <i>Prusse</i> . Lettre du comte Eulenburg en réponse aux adresses de municipalités et corporations pour le maintien de la paix.....	50
— 9 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	51
— 9 <i>Prusse</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	51
— 9 <i>Autriche</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	54
— 9 <i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly au comte Karolyi, protestant contre l'occupation du Holstein par la Prusse.....	55
— 10 <i>Prusse</i> . Proclamation du général de Manteuffel aux habitants du Holstein.....	57
— 10 <i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck, contenant les propositions de la Prusse aux différentes Cours d'Allemagne, au sujet d'un projet de réforme de la Constitution fédérale.....	58
— 10 <i>Prusse</i> . Projet de réforme de la Constitution fédérale allemande communiqué à la Diète germanique.....	346
— 11 <i>France</i> . Lettre de l'Empereur à M. Drouyn de Lhuys.....	62
— 11 <i>Hesse-Grand-Ducale</i> . Déclaration de M. de Dalwigk dans la séance de la seconde Chambre, à l'occasion des débats sur les crédits demandés pour la mobilisation de l'armée grand-ducale.....	64
— 11 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de M. Gladstone à la Chambre des Communes, en réponse à une interpellation de M. Kinglake.....	65
— 11 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	69
— 11 <i>Autriche</i> . Motion présentée dans la séance de la Diète germanique.....	70
— 11 <i>Holstein</i> . Protestation des membres des États contre l'empêchement mis par le général de Manteuffel à la réunion de l'Assemblée....	72
— 12 <i>Autriche</i> . Proclamation du général de Gablenz aux habitants du Holstein.....	73
— 12 <i>Autriche</i> . Note du comte Karolyi au comte de Bismarck pour demander ses passe-ports.....	74
— 14 <i>Saxe Royale</i> . Discours du baron de Beust pour la clôture des Chambres.....	74
— 14 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	75
— 14 <i>Prusse</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	78
— 14 <i>Norvège</i> . Discours du Roi à la clôture du Storthing de Norvège....	239
— 14 <i>Confédération germanique</i> . Réponse du Président de la Diète à la déclaration prussienne.....	80
— 15 <i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck sur le vote de la Diète germanique du 14 juin.....	81

1866

		Pages.
Juin.....	15 <i>Prusse</i> . Note du prince d'Ysenbourg au comte de Platen-zu-Hallermund pour proposer une alliance au Hanovre.....	82
—	15 <i>Hanovre</i> . Réponse du comte de Platen-zu-Hallermund à la note en date du même jour du prince d'Ysenbourg.....	83
—	15 <i>Prusse</i> . Note du baron de Schulenburg au baron de Beust proposant une alliance à la Saxe.....	86
—	15 <i>Saxe Royale</i> . Réponse du baron de Beust à la note du même jour du baron de Schulenburg.....	87
—	16 <i>Prusse</i> . Déclaration aux Cours étrangères relativement au refus par le Hanovre, la Saxe et la Hesse-Electorale de l'alliance proposée.....	88
—	16 <i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck annonçant les mesures militaires que la Prusse est obligée de prendre contre les États limitrophes.....	90
—	16 <i>Confédération germanique</i> . Note du baron du Kübeck à Sir A. Malet pour notifier le maintien de la Confédération malgré la sécession de la Prusse.....	92
—	16 <i>Prusse</i> . Proclamation du général Herwarth Von Bittenfeld, commandant des troupes prussiennes à son entrée en Saxe.....	92
—	16 <i>Prusse</i> . Proclamation du prince Frédéric à son entrée dans la Lusace.....	93
—	16 <i>Saxe Royale</i> . Manifeste du Roi à ses sujets.....	94
—	16 <i>Prusse</i> . Proclamations du général de Beyer aux habitants de la Hesse-Electorale à son entrée dans la Hesse.....	94
—	16 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	95
—	16 <i>Saxe Royale</i> . Motion présentée à la Diète pour proposer de prendre des mesures contre l'invasion du territoire saxon par les Prussiens.....	96
—	16 <i>Autriche</i> . Note pour appuyer la motion de la Saxe présentée dans la séance de la Diète de ce jour.....	97
—	16 <i>Prusse</i> . Manifeste aux populations allemandes.....	98
—	17 <i>Prusse</i> . Note du comte de Goltz à M. Drouyn de Lhuys pour l'informer des motifs qui ont déterminé le Cabinet de Berlin à considérer la Confédération germanique comme dissoute par le fait du vote du 14 juin de la Diète.....	99
—	17 <i>États Romains</i> . Allocution du Pape devant le Sacré Collège.....	217
—	17 <i>Hanovre</i> . Proclamation du Roi à son peuple.....	100
—	17 <i>Prusse</i> . Proclamation du général de Manteuffel à son entrée dans le Hanovre.....	101
—	17 <i>Autriche</i> . Circulaire du comte de Mensdorff-Pouilly, envoyant le manifeste de l'empereur François-Joseph.....	102
—	17 <i>Autriche</i> . Manifeste de l'Empereur à ses peuples.....	103
—	17 <i>Autriche</i> . Ordre du jour du maréchal Benedek à ses troupes.....	107
—	18 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	108
—	18 <i>Prusse</i> . Manifeste du Roi à son peuple.....	109
—	18 <i>Confédération germanique</i> . Ordre du jour du prince Alexandre de Hesse au 8 ^e corps de l'armée fédérale.....	111
—	19 <i>Italie</i> . Manifeste du Roi aux Italiens.....	111
—	19 <i>Autriche</i> . Ordre du jour du maréchal Benedek à l'armée saxonne.....	113
—	19 <i>Suisse</i> . Ordre du jour du colonel Solis, commandant du 8 ^e corps chargé de surveiller le Midi et l'Est de la Suisse.....	114
—	20 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	115
—	20 <i>Oldenbourg</i> . Déclaration à la Diète pour notifier sa sortie de la Confédération.....	116
—	20 <i>Italie</i> . Décret nommant le prince Eugène de Savoie Carignan lieutenant général du royaume pendant l'absence du Roi.....	118
—	20 <i>Italie</i> . Ordre du jour du général Cialdini au 4 ^e corps d'armée.....	118

1866

		Pages.
Juin.....	20 <i>Italie</i> . Notification relative à la capture des navires marchands appartenant à l'ennemi.....	119
—	20 <i>Prusse</i> . Ordre du jour du Prince royal au 2 ^e corps d'armée.....	120
—	20 <i>Prusse</i> . Allocution du général de Beyer aux membres de la commission permanente des États de la Hesse-Electorale.....	121
—	20 <i>Italie</i> . Déclaration de guerre à l'Autriche.....	122
—	21 <i>Italie</i> . Proclamation du Roi aux gardes nationales.....	123
—	21 <i>Autriche</i> . Ordre du jour de l'archiduc Albert aux troupes de la Vénétie.....	124
—	22 <i>Suède</i> . Discours du Roi à la clôture de la session.....	259
—	21 <i>Prusse</i> . Proclamation du général de Beyer aux habitants de la Hesse-Electorale.....	125
—	21 <i>Hanovre</i> . Proclamation du Roi à son peuple.....	126
—	21 <i>Autriche</i> . Note du comte de Paar au général de Beyer au sujet de la situation de l'Électeur de Hesse.....	127
—	22 <i>Autriche</i> . Seconde note du comte de Paar au général de Beyer pour demander le rétablissement immédiat des communications avec l'Électeur de Hesse.....	127
—	22 <i>Prusse</i> . Réponse du général de Beyer aux deux notes des 21 et 22 juin du comte de Paar.....	128
—	22 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	129
—	22 <i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck sur le vote du 14 juin de la Diète germanique.....	129
—	23 <i>Hesse-Electorale</i> . Proclamation de l'Électeur aux habitants de l'Électorat.....	131
—	23 <i>Italie</i> . Ordre du jour du Roi à l'armée avant le passage du Mincio.....	131
—	23 <i>Hesse-Electorale</i> . Ordre du jour du prince Alexandre de Hesse aux troupes de l'Électorat.....	132
—	24 <i>Autriche</i> . Rapport de l'archiduc Albert, commandant les troupes de la Vénétie, sur la bataille de Custoza.....	133
—	24 <i>Italie</i> . Rapport officiel sur la bataille de Custoza.....	136
—	25 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	138
—	25 <i>Autriche</i> . Ordre du jour du maréchal de Benedek pour leur annoncer la victoire de Custoza.....	139
—	25 <i>Confédération germanique</i> . Proclamation du comte Luitpold, commissaire fédéral lors de l'entrée des troupes fédérales dans les Principautés de Hohenzollern.....	139
—	26 <i>Hanovre</i> . Lettre du Roi au duc de Saxe-Cobourg-Gotha.....	140
—	27 <i>Grande-Bretagne</i> . Proclamation de neutralité.....	141
—	27 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	142
—	27 <i>Oldenbourg</i> . Discours de M. de Rössing à l'ouverture de la Diète du Grand-Duché.....	143
—	27 <i>Bavière</i> . Manifeste du Roi à son peuple.....	144
—	28 <i>Hanovre</i> . Proclamations du Roi après la capitulation de son armée.....	349
—	29 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	350
—	29 <i>Hanovre</i> . Capitulation de l'armée hanovrienne.....	351
—	29 <i>Prusse</i> . Proclamation du général prince de Hohenzollern-Sigmaringen, gouverneur militaire des provinces du Rhin et de Westphalie, aux habitants du Duché de Nassau.....	352
Juillet....	2 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	353
—	3 <i>Suisse</i> . Discours de M. Planta, président du Conseil national, à l'ouverture de la session de la Diète.....	260

1865

		Pages.
Juillet.....	4 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu officiel de la séance de la Diète.....	353
—	4 <i>Confédération germanique</i> . Note circulaire du baron de Kubeck aux représentants des Puissances étrangères près la Diète sur le vote du 14 juin.....	354
—	4 <i>France</i> . Note du <i>Moniteur</i> . Cession par l'Autriche de la Vénétie à la France.....	355
—	5 <i>Hanovre</i> . Note circulaire aux Cours étrangères, suivie d'un mémoire du Gouvernement hanovrien.....	356
—	5 <i>Confédération germanique</i> . Séance de la Diète.....	376
—	7 <i>Autriche</i> . Manifeste de l'Empereur aux Hongrois.....	376
—	8 <i>Prusse</i> . Proclamation du général de Rosenberg à son entrée à Prague.....	377
—	9 <i>Autriche</i> . Ordre du jour de l'archiduc Albert à l'armée du sud.....	378
—	10 <i>Autriche</i> . Manifeste de l'Empereur à ses peuples.....	379
—	11 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu de la séance de la Diète.....	380
—	11 <i>Mecklenbourg-Schwerin</i> . Proclamation du Grand-Duc à ses troupes.....	381
—	12 <i>Principautés-Unies</i> . Discours du prince Charles après avoir prêté serment à la nouvelle Constitution.....	244
—	12 <i>Prusse, Autriche</i> . Pourparlers pour la suspension des hostilités.....	382
—	13 <i>Autriche</i> . Proclamation de l'archiduc Albert en prenant le commandement de l'armée du Nord.....	384
—	15 <i>Francfort-sur-le-Mein</i> . Proclamation du Sénat aux habitants.....	384
—	15 <i>Francfort-sur-le-Mein</i> . Proclamation du Bourgmestre aux habitants pour annoncer l'entrée des troupes prussiennes.....	385
—	15 <i>Nassau</i> . Proclamation du Duc à son peuple.....	386
—	16 <i>Prusse</i> . Proclamation du général de Falkenstein en entrant dans Francfort.....	387
—	19 <i>Italie</i> . Décrets appliquant les lois du Royaume aux provinces vénitiennes.....	387
—	19 <i>Prusse</i> . Note du <i>Moniteur</i> prussien publiée en français et en allemand.....	389
—	20 <i>Italie</i> . Rapport sur la bataille de Lissa.....	390
—	20 <i>Autriche</i> . Rapport sur la bataille de Lissa.....	403
Août.....	4 <i>Prusse</i> . Circulaire du Gouvernement à ses alliés du Nord.....	410
—	5 <i>Prusse</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	412
—	10 <i>Grande-Bretagne</i> . Message de la Reine pour la prorogation du Parlement.....	224
—	11 <i>France</i> . Lettre de l'Empereur au roi Victor-Emmanuel au sujet de la Vénétie.....	413
—	13 <i>Italie</i> . Circulaire de M. Ricasoli au sujet de l'armistice.....	414
—	13 <i>Prusse</i> . Adresse au Roi par la Chambre des seigneurs.....	416
—	15 <i>Saxe Royale</i> . Lettre du baron de Beust au Roi pour lui demander de le relever de ses fonctions.....	421
—	16 <i>Saxe Royale</i> . Réponse du Roi à la lettre du baron de Beust du 15 août.....	423

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

F. AMYOT.